R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Annuaire statistique de la Justice

Édition 2008

Secrétariat Général

Service support et moyens du ministère
SOUS-DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES
13, place Vendôme - 75 001 Paris - Tél. : 01 44 77 66 27

Directeur de la publication
A. Marais

Rédacteur en chef
O. Timbart

Réalisation
A. Jacgert

Maquette
D. Toussaint

Ont collaboré à cet ouvrage

Direction des Services judiciaires : **Mme Moreau**

Direction des Affaires civiles et du Sceau **: Mmes Bonnet, Croso**

Direction de l'Administration pénitentiaire : **Mmes Bernotti, Kensey**

Direction de la Protection judiciaire de la Jeunesse : **MM. Macabiès, Renault**

Secrétariat général :

Sous-direction de la synthèse budgétaire et comptable : **Mme Schpitz**

Sous-direction de l'immobilier : **Mme Hurtaud**

Sous-direction de la Statistique et des Études :

M. Le Roux
S. Lumbroso
L. de Maillard Taillefer

Cour de Cassation : **M. Azoula**

Conseil d'État : **Mmes Hermann, Marie, M. Longiéras**

Cour des comptes : **M. Boissonnat**

Médiature : **Mme Durand**

En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du Code de la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur.
Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre.

Photo de couverture : 16e Chambre correctionnelle du Palais de Justice de Paris
Chrystèle Lacène. Ministère de la Justice - DICOM

© La Documentation française - Paris, Janvier 2009
ISBN 978 - 2 - 11 - 007408 - 9

Avant-propos

L'*Annuaire Statistique de la Justice* présente, sur une période assez longue, une description chiffrée de l'activité judiciaire.

Après une présentation des moyens de la Justice (nombre de juridictions, moyens budgétaires, implantations), l'annuaire décrit le fonctionnement de la justice civile : activité des juridictions, description des saisines et des durées de procédures par nature d'affaire, détail sur certains contentieux significatifs (affaires familiales, impayés, protection des mineurs et des majeurs, acquisitions de la nationalité française, redressements et liquidations judiciaires).

Le fonctionnement de la justice pénale est présenté sous ses différents aspects : orientation des affaires par les parquets, activité des juges d'instruction, activité des juridictions de jugement, infractions sanctionnées et sanctions prononcées, taux de récidive.

Sont également fournies les statistiques relatives à l'exécution des peines dans le cadre de l'administration pénitentiaire – milieu fermé, milieu ouvert, activité du juge de l'application des peines –, puis les statistiques se rapportant à la protection judiciaire de la jeunesse : orientations données par les parquets aux affaires de mineurs, activité des juridictions de mineurs, activité des établissements de la protection judiciaire de la jeunesse, condamnations frappant des mineurs.

Le lecteur trouvera aussi des données concernant l'activité de la justice administrative, les statistiques relatives à l'aide juridictionnelle accordée aux justiciables les plus démunis, et enfin les données disponibles sur les professions juridiques.

L'ouvrage se termine par la présentation des principales données d'activité relatives à chaque juridiction : 35 cours d'appel, 181 tribunaux de grande instance, 473 tribunaux d'instance, 271 conseils de prud'hommes, 191 tribunaux de commerce, 151 tribunaux pour enfants.

***

L'*Annuaire Statistique de la Justice* fait désormais l'objet d'une mise en ligne préalable à sa publication par la Documentation Française. Ce choix permet une actualisation de chacune des parties de l'annuaire au fur et à mesure de la disponibilité des données. Ainsi les données d'activité des juridictions pour 2007 pourront être intégrées dans les chapitres concernés dès la fin de l'année 2008.

Cette dématérialisation de la publication va dans le sens d'une meilleure visibilité et d'une mise à disposition plus précoce des données.

Le chargé de la sous-direction
de la Statistique et des Études

Alain Marais

Table des matières

AVANT-PROPOS **3**

MOYENS DE LA JUSTICE **13**

Budget **15**
Frais de justice - Aide juridictionnelle **15**
Effectifs budgétaires **17**
Implantations immobilières **19**
Juridictions et établissements **19**
Accès au droit **19**

JUSTICE CIVILE **25**

Activité des juridictions **27**
Cour de cassation 27
Cours d'appel 29
Tribunaux de grande instance 31
Tribunaux de grande instance à compétence commerciale 33
Tribunaux d'instance, juridictions de proximité 35
Tribunaux paritaires des baux ruraux 39
Tribunaux des affaires de sécurité sociale 39
Conseils de prud'hommes 41
Tribunaux de commerce 43
Détails des saisines en 2006 ..... **45**
Affaires nouvelles au fond 45
Ordonnances de référé et procédures particulières 71
Durée de traitement des affaires en 2006 ..... **73**
Détail de certains thèmes **79**
Acquisitions de la nationalité française 79
Protection des mineurs 81
Protection des majeurs 83
Affaires familiales 85
Redressements et liquidations judiciaires 91
Contentieux locatifs 93
Contentieux de l'impayé 95
Procédures devant le juge de l'exécution 99

JUSTICE PÉNALE **103**

Activité des parquets **105**
Saisines 105
Orientations 107
Les compositions pénales dans les condamnations inscrites au casier judiciaire 111
Mesures alternatives traitées par les associations 113
Activité des officiers du ministère public **115**
Activité des juges d'instruction **115**
Affaires terminées 117
Mises en examen 119
Mesures de contrôle judiciaire prononcées 119
Mesures de contrôle judiciaire traitées par les associations 121
Mesures de détention provisoire 123
La détention provisoire dans les condamnations 125
Activité des juridictions **127**
Cours d'assises 127
Tribunaux correctionnels 129
Tribunaux et juges pour enfants 131
Tribunaux de police 133
Juridictions de proximité 135

Table des matières [suite]

Tribunaux aux armées 135
Cours d'appel 137
Cour de cassation 139
Révision des condamnations pénales 139
Indemnisation en matière de détention provisoire 139
Aide aux victimes 141
Condamnations 143
Crimes 149
Délits 151
Contraventions de 5e classe 155
Ensemble des peines prononcées dans les condamnations 159
Détails des condamnations 161
Violences volontaires 161
Violences involontaires 165
Atteintes sexuelles 169
Atteintes à la famille et autres atteintes à la personne 173
Vols et recels 175
Escroqueries et abus de confiance 179
Destructions et dégradations 181
Circulation routière et transports 183
Infractions en matière de chèques 187
Infractions en matière de travail et sécurité sociale 189
Infractions en matière de sociétés et de commerce 191
Infractions en matière de finances publiques 193
Infractions en matière de santé et de stupéfiants 195
Ordre administratif et judiciaire 197
Sûreté publique 199
Ordre public général 203
Les réitérants dans les condamnations prononcées 205
Condamnations pour crimes et délits en récidive légale 207

EXÉCUTION DES PEINES ET ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE 211

Milieu fermé 213
Population carcérale : incarcérés, prévenus, condamnés 217
Mouvements de détenus : incarcérations, libérations, extraditions 219
Vie en milieu carcéral : activité professionnelle, enseignement, incidents 221
Activité des juges de l'application des peines 223
Placements à l'extérieur 223
Semi-liberté 225
Permissions de sortir 227
Libérations conditionnelles 227
Milieu ouvert 229
Population prise en charge par les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation 229
Mesures prises en charge par les SPIP 229
Interventions des SPIP 231

MINEURS ET JUSTICE 237

Activité des parquets mineurs 239
Orientations données aux affaires pénales 241
Mineurs délinquants : activité des juges et tribunaux pour enfants 243
Mineurs en danger : activité des juges des enfants 245
Activité de protection judiciaire de la jeunesse à la charge de l'État - secteur public 247
Activité de protection judiciaire de la jeunesse à la charge de l'État - secteur associatif 249
Condamnations de mineurs 251
Crimes 251
Délits 255
Contraventions de 5e classe 259

Mineurs incarcérés 261
Mouvement de détenus mineurs 265

JUSTICE ADMINISTRATIVE 273

Tribunal des conflits 275
Conseil d'État 275
Cours administratives d'appel 277
Tribunaux administratifs 277
Cour des comptes 279
Chambres régionales des comptes 281
Cour de discipline budgétaire et financière 281

MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE 287

AIDE JURIDICTIONNELLE 297

Procédures : admissions 299
Procédures : rejets 301
Bénéficiaires 301

AUXILIAIRES DE JUSTICE 307

Avocats 309
Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation 309
Avoués près les cours d'appel 311
Greffiers de tribunal de commerce 311
Huissiers de justice 311
Administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs 311
Experts judiciaires 313
Notaires 313
Commissaires-priseurs judiciaires 313
Conciliateurs de justice 313

ACTIVITÉ PAR JURIDICTION 317

Activité civile par cour d'appel 319
Activité pénale par cour d'appel 321
Activité civile des tribunaux de grande instance 323
Activité pénale des tribunaux de grande instance 327
Activité par parquet : orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs 331
Activité des juges et tribunaux pour enfants 335
Activité par tribunal d'instance 339
Activité par conseil de prud'hommes 347
Activité par tribunal de commerce 353
Activité commerciale des tribunaux de grande instance 359
Condamnations prononcées par cour d'appel et par tribunal de grande instance 361

GLOSSAIRE 366

INDEX ALPHABÉTIQUE 369

Table des signes conventionnels

p	Valeur provisoire
e	Estimation
r	Valeur corrigée par rapport à l'édition antérieure
...	Résultat non encore disponible
. ou –	Statistique inexistante
/// ou	Absence de résultat due à la nature des choses
nd	Non disponible
|	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe
ε	Résultat très faible (inférieur à la moitié de l'unité du dernier chiffre présenté)

Les moyens de la Justice

Les juridictions

Si l'ordonnance du 22 décembre 1958 traduit la volonté du législateur de réunifier l'organisation judiciaire de la France, la variété des compétences et des fonctionnements dans l'ensemble des juridictions placées sous le contrôle de la Cour de cassation demeure considérable.

Juridiction suprême de l'ordre judiciaire, créée en 1790, la Cour de cassation vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures ; elle juge le droit, non pas le fait, à la différence des cours d'appel, juridictions du second degré qui examinent à nouveau les faits sur lesquels les tribunaux du premier degré, civils ou pénaux, se sont déjà prononcés.

Outre les juridictions de droit commun : Cour de cassation, cours d'appel, cours d'assises, tribunaux de grande instance civils et correctionnels, tribunaux d'instance civils et de police et juridictions de proximité, l'ordre judiciaire comprend des juridictions spécialisées (dites tribunaux d'exception) de nature civile : tribunaux de commerce, commissions de sécurité sociale, juges de l'expropriation, conseils de prud'hommes, tribunaux paritaires de baux ruraux, ou de nature pénale : tribunaux pour enfants, tribunaux aux armées, tribunaux maritimes commerciaux. On notera également que les organisations professionnelles (Chambres, Conseils, Ordres) d'officiers ministériels et auxiliaires de justice prennent, en application des règles de déontologie, des décisions disciplinaires susceptibles de recours devant les cours d'appel.

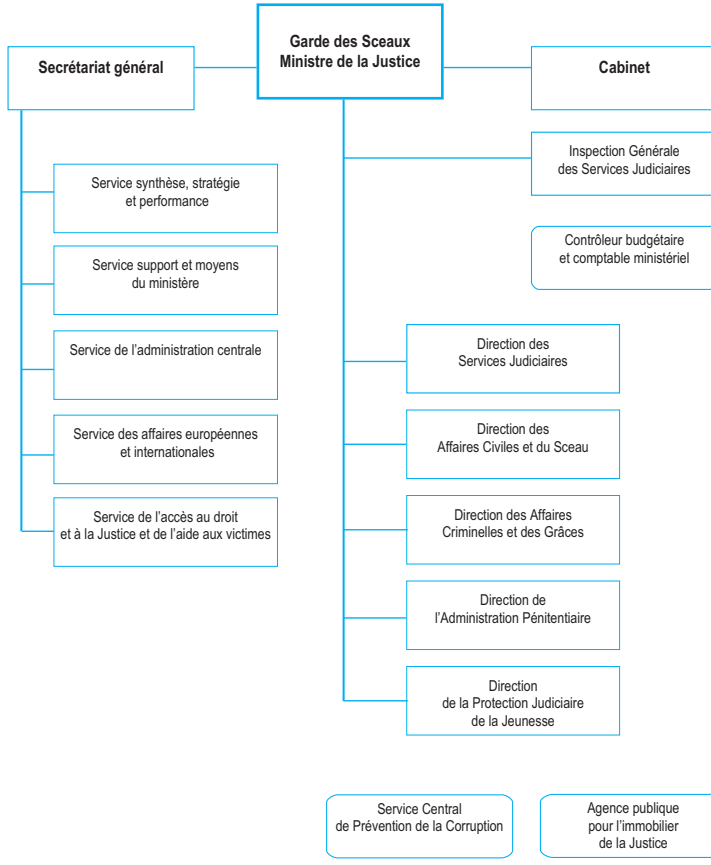
Enfin le ministre de la Justice institue "conciliateurs" des personnes bénévoles qui s'efforcent de développer, hors procédure codifiée, la pratique du règlement amiable des petits différends locaux entre particuliers.

Le ministère public (procureur et substituts) défend l'ordre public. À ce titre, il exerce auprès des juridictions, des attributions judiciaires d'ordre pénal et civil ainsi que des attributions administratives. En matière pénale, il reçoit les plaintes et procès-verbaux et apprécie les suites à donner ; il exerce l'action publique, contrôle l'enquête judiciaire, le déroulement de l'instruction et du jugement ; il requiert l'application de la loi et assure l'exécution des décisions de justice. En matière civile, il peut et dans certains cas il doit, intervenir au procès, notamment dans les affaires intéressant l'État, le statut des personnes, la procédure.

Outre ses attributions judiciaires, le procureur de la République surveille les officiers publics et ministériels et les officiers d'état civil. Il dirige la police judiciaire.

La police judiciaire, fonction exercée par les maires, la gendarmerie et la police nationale notamment, constate les infractions à la loi pénale, rassemble les preuves et recherche les auteurs, sur délégation des procureurs de la République et juges d'instruction.

Organigramme du ministère de la Justice



Moyens de la justice

Budget

Code		2004	2005	2006	2007	2008
◆	**Crédits inscrits en loi de finances initiale**					
	Crédits de paiement					
1	**Total (en Mo d'euros)**	**5 283,21**	**5 461,85**	///	///	///
2	Dépenses ordinaires	4 961,59	5 150,07	///	///	///
3	Dépenses en capital	321,62	311,78	///	///	///
4	*Part du budget de la Justice dans le budget général de l'État (crédits de paiement) (en %)*	*1,86*	*1,89*	///	///	///
	Autorisations de programme					
5	**Total (en Mo d'euros)**	**1 049,82**	**607,67**	///	///	///

Code		2004	2005 *	2006	2007	2008
	Crédits inscrits en loi de finances initiale *(présentation LOLF)*					
	Crédits de paiement					
6	**Total (en Mo d'euros)**	///	**5 265,11**	**5 980,26**	**6 254,49**	**6 497,01**
7	*dont dépenses de personnel*	///	*2 945,87*	*3 544,79*	*3 684,57*	*3 876,80*
	Répartition par programme					
8	- Justice judicaire	///	2 157,67	2 505,77	2 596,77	2 727,27
9	- Administration pénitentiaire	///	1 867,57	2 130,70	2 240,75	2 371,60
10	- Protection judiciaire de la jeunesse	///	676,13	735,80	796,34	804,36
11	- Accès au droit et à la Justice	///	333,35	344,17	341,99	334,32
12	- Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés	///	230,39	263,82	278,64	259,46
13	*Part du budget de la Justice dans le budget général de l'État (crédits de paiement) (en %)*	///	*1,82*	*2,24*	*2,34*	*2,39*
	Autorisation d'engagement					
14	**Total (en Mo d'euros)**	///	**5 557,70**	**6 925,83**	**7 061,08**	**7 283,34**

* Les données 2005 sont inscrites en format LOLFpour permettre de chiffrer l'évolution à périmètre constant : c'est à dire que ne sont pas inclus en 2005 les moyens de la justice administrative et de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques qui ne figurent plus dans le périmètre de la mission justice à l'entrée en vigueur de la LOLF (2006)

Frais de justice - Aide juridictionnelle

		2003	2004	2005	2006	2007
◆	**Frais de justice**					
15	**Total (en Mo d'euros)**[1]	**347,67**	**426,39**	**487,35**	**379,42**	**388,61**
16	Frais de justice criminelle, correctionnelle et de police [2]	251,52	320,17	376,73	262,37	260,70
17	Frais de justice civile, commerciale et administrative [3]	85,50	93,93	98,00	46,22	48,26
18	Autres frais de justice	10,65	12,29	12,62	70,83	79,65
◆	**Aide juridictionnelle**					
19	**Total (en Mo d'euros)**[1, 4]	**270,20**	**273,92**	**300,95**	**300,41**	**324,13**

* Le système d'aide juridique a été instauré par la loi du 10 juillet 1991 (cf. page 289).

1. Il s'agit de la dépense réelle constatée par l'Agence comptable centrale du Trésor dans son récapitulatif annuel. Frais de justice et aide juridictionnelle constituent une partie des dépenses ordinaires. Les juridictions administratives sont exclues à compter de 2005.
2. Frais d'expertise, indemnités payées aux huissiers, aux jurés, aux témoins …
3. Enquêtes sociales, frais en matière de procédures de tutelles, de procédures collectives de redressement et de liquidation judiciaires des entreprises en difficulté …
4. Avec la nouvelle nomenclature issue de la LOLF et applicable au 1er janvier 2006, les frais postaux sont désormais inclus en totalité dans la rubrique autres frais de justice au titre de l'action "soutien" et non plus affectés au domaine civil ou pénal. Or, les frais postaux constituaient près de la moitié des frais de justice en matière civile.

Moyens de la Justice

Champ géogaphique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer, collectivités locales

Code	Définitions et méthode
1	Les emplois (magistrats et fonctionnaires) des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs transférés en 1990 du budget du ministère de l'intérieur au budget du ministère de la justice sont comptabilisés dans ces rubriques. Les emplois d'assistants sociaux et d'infirmiers, gérés jusqu'en 1992 par l'Administration centrale au titre des services extérieurs communs, ont été transférés en 1993 dans les directions respectives d'affectation (Administration pénitentiaire et Protection judiciaire de la jeunesse).
	Les données 2005 sont inscrites ici en format " LOLF" pour permettre de chiffrer l'évolution à périmètre constant : c'est à dire que ne sont pas inclus les personnels de la justice administrative, et de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, qui ne figurent plus dans le périmètre de la mission justice, à l'entrée en vigueur de la loi organique sur les lois de finances (2006)
17	Les catégories d'emploi retenues à l'entrée en vigueur de la LOLF sont : magistrats de l'ordre judiciaire (cat 1); personnels d'encadrement (cat 2); B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif (cat 3); B administratifs et techniques (cat 4); personnels de surveillance C (cat 5); C administratifs et techniques (cat 6).

Sources :

- Ministère de la Justice
  2006 et 2007 d'après tableaux emplois exprimés en ETPT dans l'annexe Justice PLF 2006

Moyens de la justice

Effectifs budgétaires

Code		2004	2005	2006	2007	2008
1	**Total des effectifs budgétaires ***	**71 390**	**72 460**	///	///	///
2	*dont magistrats*	*8 779*	*8 907*	///	///	///
3	**Administration centrale et services extérieurs**	**2 100**	**2 226**	///	///	///
4	*dont magistrats*	*241*	*256*	///	///	///
5	**Services judiciaires**	**28 889**	**29 200**	///	///	///
6	Magistrats	7 434	7 526	///	///	///
7	Fonctionnaires et contractuels	21 455	21 674	///	///	///
8	*dont greffiers en chef et greffiers*	*9 855*	*9 927*	///	///	///
9	**Administration pénitentiaire**	**29 700**	**30 197**	///	///	///
10	*dont personnel de surveillance*	*23 065*	*23 265*	///	///	///
11	**Protection judiciaire de la jeunesse**	**7 956**	**8 044**	///	///	///
12	*dont personnel éducatif (directeurs, chefs de service éducatif et éducateu*	*4 645*	*4 701*	///	///	///
13	**Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs ***	**2 632**	**2 677**	///	///	///
14	*dont magistrats*	*1 104*	*1 125*	///	///	///
15	**Commission nationale de l'informatique et des libertés**	**80**	**83**	///	///	///
16	**Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques**	**33**	**33**	///	///	///

* Les emplois (magistrats et fonctionnaires) des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs transférés en 1990 du budget du ministère de l'intérieur au budget du ministère de la justice sont comptabilisés dans ces rubriques.

Les emplois d'assistants sociaux et d'infirmiers, gérés jusqu'en 1992 par l'Administration centrale au titre des services extérieurs communs, ont été transférés en 1993 dans les directions respectives d'affectation (Administration pénitentiaire et Protection judiciaire de

Code		2004	2005 (1)	2006	2007	2008
17	**Ensemble de Mission Justice (2)**	///	**71 212**	**71 475**	**72 023**	**72 094**
18	**Justice judiciaire**	///	**29 392**	**29 475**	**30 301**	**29 349**
19	Magistrats de l'ordre judiciaire	///	7 507	7 600	7 714	7 918
20	Greffiers en chef et greffiers	///	10 605	10 610	10 899	10 412
21	Catégorie C	///	11 280	11 265	11 688	11 019
22	**Administration pénitentiaire**	///	**30 905**	**31 020**	**31 297**	**32 139**
23	*dont personnel de surveillance (C)*	///	*22 211*	*22 269*	*22 465*	*23 156*
24	**Protection judiciaire de la jeunesse**	///	**8 699**	**8 730**	**8 806**	**9 027**
25	*dont métierss de l'éducatif*	///	*3 946*	*3 968*	*4 093*	*4 517*
26	**Accès au droit et à la justice**	///	**660**	**660**	///	///
27	**Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés**	///	**1 556**	**1 590**	**1 619**	**1 579**
28	Magistrats de l'ordre judiciaire	///	196	194	212	212
29	Personnel d'encadrement	///	554	575	630	640
30	Catégorie B	///	280	281	298	296
31	Catégorie C	///	526	540	479	431

Source : 2006 et 2007 d'après tableaux emplois exprimés en ETPT dans l'annexe Justice PLF 2006

1. Les données 2005 sont inscrites ici en format " LOLF" pour permettre de chiffrer l'évolution à périmètre constant : c'est à dire que ne sont pas inclus les personnels de la justice administrative, et de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, qui ne figurent plus dans le périmètre de la mission justice, à l'entrée en vigueur de la loi organique sur les lois de finances
2. Les catégories d'emploi retenues à l'entrée en vigueur de la LOLF sont : magistrats de l'ordre judiciaire (cat 1); personnels d'encadrement (cat 2); B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif (cat 3); B administratifs et techniques (cat 4); personnels de surveillance C (cat 5); C administratifs et techniques (cat 6).

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer, collectivités locales

Code	Définitions et méthode
8	Les tribunaux supérieurs d'appel tiennent lieu de cour d'appel à Mamoudzou et Saint-Pierre et Miquelon
10	Les tribunaux de première instance tiennent lieu de TGI dans les TOM
15	Les tribunaux du travail traitent des contentieux du travail et de la Sécurité sociale, comme les CPH, à Papeete et Nouméa
18	Les tribunaux de première instance à compétence commerciale n'existent qu'à Mamoudzou et Saint-Pierre et Miquelon

29 à 37	Le 8 novembre 2007, publication du décret relatif aux établissements et services du secteur public de la PJJ, marquant l'aboutissement de la réforme de l'organisation engagée en 2001. Ce décret : - clarifie les missions et les catégories d'établissement et services qui les exercent. - définit l'organisation et le fonctionnement des établissements et services du secteur public en intégrant les exigences de la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale : le respect des droits des usagers, l'évaluation des prestations délivrées, le contrôle ou bien encore les procédures d'autorisation de création

Nombre de juridictions à l'issue de la réforme de la carte judiciaire, telle que prévue par les décrets n° 2008-145 et 2008-146 du 15 février 2008 :

210 conseils de prud'hommes au 3 décembre 2008
135 tribunaux de commerce, 7 chambres commerciales en Alsace-Moselle, 8 tribunaux mixtes de commerce et 3 tribunaux de première instance à compétence commerciale outre-mer au 1er janvier 2009
305 tribunaux d'instance et de police et 303 juridictions de proximité au 1er janvier 2010
158 tribunaux de grande instance et 5 tribunaux de première instance au 1er janvier 2011

Moyens de la justice

Implantations immobilières

Code		2003	2004	2005	2006	2007
1	**Ensemble des implantations immobilières** (en m^2 hors œuvre)	**5 248 926**	**5 564 396**	**5 621 632**	**5 494 095**	**5 867 000**
2	Administration centrale	58 900	64 025	67 000	66 000	67 000
3	Cours et tribunaux	1 902 057	2 038 761	2 038 761	1 960 000	2 190 000
4	Services extérieurs de l'administration pénitentiaire	2 924 840	3 037 540	3 090 871	3 094 095	3 151 000
5	Services extérieurs de la protection judiciaire de la jeunesse	363 129	424 070	425 000	374 000	459 000

Juridictions et établissements

◆	**Nombre de juridictions**					
	Les juridictions de l'ordre judiciaire					
6	Cour de cassation	1	1	1	1	1
7	Cours d'appel	35	35	35	35	35
8	Tribunaux supérieurs d'appel	2	2	2	2	2
9	Tribunaux de grande instance (TGI)	181	181	181	181	181
10	Tribunaux de première instance (TPI)	5	5	5	5	5
11	Tribunaux pour enfants	154	154	154	155	156
12	Tribunaux des affaires de sécurité sociale	116	116	116	116	116
13	Tribunaux d'instance et de police	476	476	476	475	478
14	Conseils de prud'hommes	271	271	271	271	271
15	Tribunaux du travail	6	6	6	6	6
16	Tribunaux de commerce	191	191	185	185	185
17	TGI à compétence commerciale, tribunaux mixtes de commerce et chambres commerciales	37	37	37	37	37
18	TPI à compétence commerciale	3	3	3	3	3
	Les juridictions de l'ordre administratif					
19	Conseil d'État	1	1	1	1	1
20	Cours administratives d'appel	7	7	8	8	8
21	Tribunaux administratifs	36	36	36	36	36
◆	**Nombre d' établissements pénitentiaires**					
22	Maisons d'arrêt	118	117	115	115	114
23	Centres de détention	24	24	24	24	23
24	Maisons centrales	5	5	5	5	4
25	Centres pénitentiaires	28	29	31	31	33
26	Centres de semi-liberté	13	13	13	13	13
27	Centre pour peines aménagées					1
28	Etablissements pénitentiaires pour mineurs					6
◆	**Nombre d'établissements de la protection judiciaire de la jeunesse**					
	Secteur public					
29	Foyers d'action éducative (FAE)	76	77	76	76	74
30	*dont centres éducatifs renforcés (CER)*	*7*	*7*	*6*	*5*	*5*
31	Centres d'action éducative (CAE)	202	204	209	190*	219
32	*dont avec structure d'hébergement classique (UEHC)*	*5*	*6*	*10*	*5*	*1*
33	*dont centres d'action éducative et d'insertion*	*22*	*22*	*23*	*22*	*22*
34	Centres de placement immédiat (CPI)	42	42	43	40	33
35	Centres éducatifs fermés (CEF)	2	2	2	6	8
36	Services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance	10	10	10	10	9
	Secteur associatif habilité					
37	Établissements et services habilités	1 199	1 195	1 210	nc	1 367

* En 2006 les CAEi non comptés dans le total des CAE

L'accès au droit

38	Conseils départementaux de l'accès au droit	71	75	80	86	88
39	Maisons de Justice et du droit	93	103	118	118	122
40	Antennes de Justice	66	67	67	67	47

La justice civile

Sources statistiques

Chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du Nouveau Code de procédure civile). Mis progressivement en place depuis 1979, le Répertoire général civil (RGC) fournit en sous-produit de la gestion des juridictions les principales données statistiques permettant d'appréhender le fonctionnement de la justice civile en France. Dans les ressorts des 33 cours d'appel de France métropolitaine et des départements d'outre-mer, il est mis en œuvre dans les cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance, tribunaux paritaires de baux ruraux, tribunaux de commerce (depuis le 1er juillet 1988) et conseils de prud'hommes.

Un nouveau répertoire général civil a été mis en place en 2003 dans les conseils de prud'hommes et en 2004 dans les tribunaux de grande instance. Le champ d'application du nouveau répertoire a été élargi pour les TGI et inclut désormais des procédures particulières et l'activité administrative (inscriptions au répertoire civil, inscriptions de privilèges, vérifications des dépens, renonciations à succession, déclarations d'appel, certificats, états de recouvrements, prestations de serment ...) ce qui occasionne des ruptures de séries.

C'est à partir de ce répertoire que sont obtenues la plupart des séries statistiques présentées ci-après.

Certaines procédures non prises en compte par le Répertoire général civil font l'objet d'un recueil statistique spécifique :

- celles relevant de **l'activité administrative des tribunaux d'instance** : injonctions de payer, ordonnances sur requête, demandes relatives à l'incapacité des mineurs, tentatives préalables de conciliation, certificats et déclarations de nationalité...
- les procédures relevant des **tribunaux des affaires de sécurité sociale** ;
- la **Cour de cassation** tient ses propres statistiques d'activité, publiées dans son rapport annuel édité par La Documentation Française.

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer

Définitions et méthode

Les jugements en dernier ressort qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent être frappés de pourvoi en cassation, comme les jugements qui tranchent en dernier ressort tout le principal. Peuvent également être frappés de pourvoi en cassation les jugements en dernier ressort qui, statuant sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident, mettent fin à l'instance (art. 606 et 607 du Nouveau Code de procédure civile).

La Cour de cassation contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Elle ne procède pas à un nouvel examen des faits. Elle fixe le sens dans lequel doit être appliquée la règle de droit. Elle siège à Paris et a compétence sur tout le territoire national. Le délai de pourvoi est de deux mois. Il court, à l'égard des décisions par défaut, à compter du jour où l'opposition n'est plus recevable (art. 612 et 613 du Nouveau Code de procédure civile).

Code

3, 4 Durée d'une affaire : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine de la Cour de cassation et la date de la décision la dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année.

5 **Cassation** : lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la Cour de cassation annule en tout ou partie la décision prononcée en violation de la loi. Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué et dont la décision à été cassée. Il peut arriver que la Cour de cassation casse sans renvoyer. Cette cassation sans renvoi est fréquente en procédure pénale, mais demeure exceptionnelle en procédure civile.

6 Lorsque le pourvoi est recevable, la Cour de cassation, si elle le juge mal fondé, rend un arrêt de **rejet** (art. 620 et 621 du Nouveau Code de procédure civile).

7 **Le désistement** est l'acte par lequel le demandeur renonce à son action : néanmoins le défendeur peut demander, dans certains cas, de ne pas tenir compte du désistement du demandeur, et que l'affaire soit jugée quand même (art. 1024 à 1026 du Nouveau Code de procédure civile).

8 **La déchéance** du droit au pourvoi interdit à la partie qui l'a formé d'en former un nouveau contre la même décision au fond (art. 621 du Nouveau Code de procédure civile).

10 Non admission : procédure instituée par la loi organique du 25 juin 2001 qui permet à la cour de déclarer "non admis" les pourvois irrecevables ou non fondés sur un moyen sérieux de cassation

12 Hors les matières où le pourvoi empêche l'exécution de la décision attaquée, le premier président peut, à la demande du défendeur, et après avoir recueilli l'avis du Procureur général et des parties, décider le retrait du rôle d'une affaire lorsque le demandeur ne justifie pas avoir exécuté la décision frappée de pourvoi, à moins qu'il ne lui apparaisse que l'exécution serait de nature à entraîner des conséquences manifestement excessives. Il autorise la réinscription de l'affaire au rôle de la Cour sur justification de l'exécution de la décision attaquée.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Rapport annuel de la Cour de cassation (édité par "La Documentation Française").

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Affaires nouvelles**					
1	**Nombre total d'affaires**	**22 324**	**21 638**	**21 965**	**18 830**	**19 034**
◆	**Affaires terminées**					
2	**Nombre total d'affaires** (hors retraits du rôle)	**23 482**	**23 474**	**23 539**	**24 776**	**22 461**
3	*Durée moyenne globale des affaires terminées (en mois)*	*19,3*	*18,7*	*18,4*	*17,4*	*16,1*
4	*Durée moyenne des affaires terminées par un arrêt (en mois)*	*23,6*	*22,6*	*22,0*	*20,5*	*18,8*
	Nature de la décision					
5	Cassation	5 089	5 375	4 324	4 908	5 037
6	Rejet de la demande	6 135	5 216	6 500	6 284	5 746
7	Ordonnance ou arrêt de désistement	4 101	3 758	3 708	4 184	3 703
8	Ordonnance de déchéance	2 214	2 327	2 169	1 905	1 780
9	Irrecevabilité	326	292	375	344	321
10	Non admission	5 158	5 996	5 924	6 747	5 435
11	Autres décisions	459	510	539	404	439
12	**Retraits du rôle** (y compris les affaires transférées au pénal)	**676**	**608**	**661**	**611**	**530**
◆	**Affaires en cours**					
13	Affaires en cours au 31 décembre	33 595	31 636	29 808	23 661	20 250

Justice civile

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Pour l'activité détaillée par cour d'appel en 2005, voir le chapitre "Activité par juridiction".

Définitions et méthode

L'appel tend à faire réformer ou annuler par **la cour d'appel** un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La voie de l'appel est ouverte en toutes matières, même gracieuses, contre les jugements de première instance, s'il n'en est autrement disposé. Les jugements qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal, et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire, peuvent être immédiatement frappés d'appel, comme les jugements qui tranchent tout le principal. Il en est de même lorsque le jugement qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident, met fin à l'instance (art. 542 à 544 du Nouveau Code de procédure civile).
La cour d'appel comprend, outre le Premier président, des présidents de chambre et des conseillers (art. L 212-1 du Code de l'organisation judiciaire). Les arrêts de la cour d'appel sont rendus soit par l'une des chambres, soit par deux ou trois chambres réunies (art. R 212-3 du Code de l'organisation judiciaire).
Le délai de recours en appel est d'un mois en matière contentieuse et de quinze jours en matière gracieuse. Sauf exceptions, il court à compter de la notification du jugement (art. 528 et 538 du Nouveau Code de procédure civile).

La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond (art. 561 du Nouveau Code de procédure civile).

Code

1 Non compris les deux cours d'appel et les deux tribunaux supérieur d'appel des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

4 Il s'agit des requêtes en rectification ou en interprétation, des tierces opposition.

12 Sont comprises sous cette rubrique toutes les affaires qui en 1re instance ne relèvent pas du Répertoire général civil (recours contre les décisions des juridictions disciplinaires des ordres d'avocats, de notaires, recours contre les décisions des bureaux d'aide juridictionnelle ...).

13 à 16 **Les taux d'appel** de l'année n sont calculés en considérant le nombre d'appels interjetés durant les années n et n+1 des décisions rendues en premier ressort l'année n et en rapportant ce nombre d'appels à l'ensemble des décisions au fond de l'année n. Pour le tribunal d'instance, ce taux est calculé sur l'ensemble des affaires, le système statistique ne permettant pas de distinguer les décisions rendues en premier ressort de celles rendues en dernier ressort.

19, 21 **Durée des affaires** : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues, y compris les affaires commerciales. Le détail des durées d'affaires par nature de contentieux est fourni par le chapitre "Durée de traitement des affaires".

23 **Jugement sur le fond** : jugement qui statue sur l'objet même du procès. Une partie notable des affaires se terminent sans jugement au fond, mais par radiation, désistement, conciliation ... (cf. séries 22 à 27).

24 **La confirmation** est la décision par laquelle la juridiction du second degré approuve la décision des premiers juges.

26 **L'infirmation** consiste en l'annulation de la décision des premiers juges par la juridiction du second degré. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).

27 à 31 **Autres décisions** : cf. glossaire

30 **Irrecevabilité de la demande** : constitue une fin de non recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée. Elle joue devant toute juridiction à tout moment de la procédure, sans que celui qui l'invoque ait à justifier d'un grief (art. 122 à 126, art. 911 du Nouveau Code de procédure civile).

32 **Décisions au fond contradictoires** : il s'agit des décisions rendues en présence des deux parties ou de leurs représentants. Les décisions non contradictoires sont celles où le défendeur a négligé de se présenter ou de se faire représenter.
La proportion de décisions au fond contradictoires est calculée en rapportant ces dernières au nombre total de décisions au fond.

33 Constitue une **décision au fond** le jugement qui tranche dans son dispositif tout ou partie du principal, ou qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir, ou tout autre incident (art. 480 et 481 du Nouveau Code de procédure civile).

34 Constitue une **décision mixte** le jugement qui tranche dans son dispositif une partie du principal, et qui ordonne une mesure d'instruction ou une mesure provisoire.

35 **Ordonnance de référé** : cf. glossaire

36 Sont compris essentiellement sous cette rubrique les appels des décisions avant dire droit.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil, tableaux de bord - civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de cours d'appel**	**33**	**33**	**33**	**33**	**33**
◆	**Affaires nouvelles**					
2	**Nombre total d'affaires (fond et référé)**	**189 916**	**196 800**	**208 041**	**216 076**	**207 722**
3	■ **Nombre de procédures au fond**	**189 916**	**191 579**	**203 248**	**210 407**	**203 194**
	Juridiction d'origine					
4	Cour d'appel	7 178	7 266	7 664	6 951	6 871
5	Tribunal de grande instance	81 693	81 098	82 621	87 082	87 178
6	Tribunal de commerce	21 284	21 508	21 736	21 668	18 827
7	Tribunal d'instance	20 278	20 648	21 521	21 874	20 684
8	Conseil de prud'hommes	43 950	45 798	48 771	52 313	49 417
9	Tribunal des affaires de sécurité sociale	6 940	6 100	7 609	8 207	7 440
10	Tribunal paritaire des baux ruraux	970	880	858	1 014	990
11	Juridiction de l'expropriation	322	367	327	485	531
12	Autres	7 301	7 914	12 141	10 813	11 256
	Taux d' appel par juridiction d'origine					
13	Tribunal de grande instance (en %)	14,7	14,6	12,9	12,4	13,7
14	Tribunal d'instance "	4,6	4,6	4,5	4,4	4,1
15	Conseil de prud'hommes "	62,2	60,6	61,0	62,5	59,7
16	Tribunal de commerce "	11,7	12,9	11,9	14,4	nd
17	■ **Nombre de procédures de référé**	**nd**	**5 221**	**4 793**	**5 669**	**4 528**
◆	**Affaires terminées**					
18	**Nombre total d'affaires (fond et référé)**	**nd**	**207 581**	**212 988**	**218 216**	**223 036**
19	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*		*16,1*	*15,3*	*14,2*	*13,3*
20	■ **Nombre de procédures au fond**	**198 035**	**202 304**	**208 358**	**212 609**	**218 615**
21	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*17,2*	*16,5*	*15,7*	*14,7*	*13,9*
	Nature de la décision					
22	Jonction	9 784	9 421	8 927	11 102	10 447
23	Décisions statuant sur le fond de la demande	133 134	136 676	143 531	145 158	152 005
24	Confirmation totale de la décision attaquée	66 919	68 183	69 473	68 133	72 178
25	Confirmation partielle de la décision attaquée	40 802	45 282	46 166	44 830	46 590
26	Infirmation de la décision attaquée	25 413	23 211	27 892	32 195	33 237
27	Autres décisions	55 117	56 207	55 900	56 349	56 163
	dont :					
28	Radiation	22 361	21 506	17 906	17 799	17 579
29	Désistement du demandeur	21 131	22 132	21 390	21 878	21 660
30	Irrecevabilité de la demande	910	695	2 693	4 363	4 626
31	Conciliation des parties	388	260	591	1 384	1 397
32	*Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)*	*89,2*	*89,9*	*90,5*	*90,3*	*90,2*
	Nature des décisions attaquées					
33	Décision au fond	172 649	177 437	182 911	186 842	192 030
34	Décision mixte	709	608	367	360	444
35	Ordonnance de référé	13 078	12 814	12 978	13 173	13 782
36	Autres	11 599	11 445	12 102	12 234	12 359
37	■ **Nombre de procédures de référé**	**nd**	**5 277**	**4 630**	**5 607**	**4 421**
◆	**Affaires en cours**					
38	**Affaires en cours au 31 décembre**	**nd**	**249 688**	**244 051**	**234 670**	**219 056**

Justice civile

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

L'activité commerciale traitée par les TGI n'est pas comprise dans cette page. Les informations concernant cette activité spécifique sont données aux page 28 et 29.

Pour l'activité détaillée par tribunal de grande instance en 2005, voir le chapitre "Avtivité par juridiction".

Définitions et méthode

Code

Les tribunaux de grande instance ont compétence exclusive dans les matières définies par l'article L 311-2 du Code de l'organisation judiciaire. Ils ont en outre à connaître de tous les litiges qui ne sont pas spécialement attribués à une autre juridiction.
Le tribunal de grande instance statue en collégialité (3 magistrats). Il est composé de magistrats professionnels (président, vice-présidents et juges). Cependant, certaines affaires peuvent être jugées à juge unique.

4, 24 En 2004, le champ du répertoire général civil des tribunaux de grande instance s'est élargi aux affaires concernant les ordonnances sur requête, les procédures d'ordre, les affaires relevant du juge des libertés et de la détention, et les commissions rogatoires en matière civile.

5 En l'absence de statistiques sur les affaires nouvelles jusqu'en 2003, et compte tenu de la faible durée des affaires portées en référé, on considère que le nombre d'affaires nouvelles est très voisin du nombre d'affaires terminées.

7, 9 26, 28 Durée d'une affaire : cf. glossaire

10 Le juge peut, à la demande des parties ou d'office, ordonner **la jonction** de plusieurs instances pendantes devant lui s'il existe entre les litiges un lien tel qu'il soit de l'intérêt d'une bonne justice de les faire instruire ou juger ensemble (art. 367 du Nouveau Code de procédure civile).

11 **Jugements sur le fond** : cf. glossaire

16 **La radiation :** cf. glossaire

17 **Désistement** : cf. glossaire

18 **Caducité de la demande** : cf. glossaire.

19 Lorsque les faits soumis au tribunal ne relèvent pas de sa compétence d'attribution ou de sa compétence territoriale, il rend une décision d'**incompétence** qui, soit renvoie l'affaire devant la juridiction compétente, soit invite les parties à se tourner devant la juridiction qu'il désigne (art. 96 du Nouveau Code de procédure civile).

20 **Conciliation des parties** : les parties peuvent se concilier, d'elles-mêmes ou à l'initiative du juge, tout au long de l'instance (art. 127 du Nouveau Code de procédure civile).

22 **Décisions au fond contradictoires** : cf. glossaire

23 Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (cf. "Activité des juridictions", cour d'appel)

27 à 40 **L'ordonnance de référé** est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires (art. 484 du Nouveau Code de procédure civile).
L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire (art. 488 et 489 du Nouveau Code de procédure civile).

33 à 38 **Autres décisions** : cf. glossaire

40 Proportion de **décisions contradictoires** statuant sur la demande : cf. glossaire

41, 42 Connus depuis 2004

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil, tableaux de bord civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de tribunaux de grande instance**	**181**	**181**	**181**	**181**	**181**
	Affaires nouvelles					
2	**Nombre total d'affaires**	**691 782**	**706 360**	**938 565**	**944 473**	**943 597**
3	**Procédures au fond**	**578 371**	**595 430**	**667 122**	**678 630**	**680 834**
4	**Procédures particulières**			**144 491**	**150 043**	**147 631**
5	**Procédures de référé**	**113 411**	**110 930**	**126 952**	**115 800**	**115 132**
	Affaires terminées					
6	**Nombre total**	**677 245**	**681 073**	**923 698**	**947 657**	**927 041**
7	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*8,1*	*8,3*	*7,0*	*6,7*	*6,6*
8	**Procédures au fond**	**563 834**	**570 143**	**655 472**	**680 875**	**665 391**
9	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*9,4*	*9,5*	*9,4*	*8,9*	*8,7*
	Nature de la décision					
10	Jonction	24 439	23 929	25 318	25 832	26 355
11	Décisions statuant sur le fond de la demande	427 363	427 200	486 624	522 057	507 106
12	Acceptation totale de la demande	285 042	272 970	320 093	349 331	330 433
13	Acceptation partielle de la demande	92 191	103 549	110 230	113 499	116 205
14	Rejet de la demande	50 130	50 681	56 301	59 227	60 468
15	Autres décisions	112 032	119 014	142 049	132 821	131 875
	dont :					
16	Radiation	44 510	38 728	37 844	37 355	36 969
17	Désistement du demandeur	32 088	34 074	36 884	36 782	37 531
18	Caducité de la demande	13 901	18 568	18 389	9 028	5 671
19	Incompétence	3 322	3 419	3 422	3 624	3 781
20	Conciliation, transaction et acquiescement des parties	1 676	2 002	10 946	14 014	16 734
21	Non déclaré			1 481	165	55
22	*Proportion de décisions au fond contradictoires (%)*	*85,8*	*86,1*	*86,7*	*87,4*	*86,7*
23	*Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel (%)*	14,7	14,6	12,9	12,4	///
24	**Nombre de procédures particulières**			**144 160**	**149 897**	**147 524**
25	*dont ordonnances sur requête*			*143 091*	*148 466*	*146 120*
26	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*			*0,3*	*0,3*	*0,4*
27	**Nombre de procédures de référés**	**113 411**	**110 930**	**124 066**	**116 885**	**114 126**
28	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*1,5*	*1,5*	*1,8*	*1,9*	*1,8*
	Nature de la décision					
29	Jonction	8 675	7 607	8 095	7 966	7 884
30	Décisions statuant sur la demande	88 501	87 419	98 091	92 092	90 766
31	Acceptation totale ou partielle de la demande	79 445	78 606	88 653	83 302	82 367
32	Rejet de la demande	9 056	8 813	9 438	8 790	8 399
33	Autres décisions	16 235	15 904	17 530	16 810	15 476
	dont :					
34	Radiation	7 378	5 508	4 732	4 224	3 819
35	Désistement du demandeur	4 241	4 244	5 087	5 286	5 119
36	Caducité de la demande	186	133	139	142	155
37	Incompétence	1 105	955	1 351	1 367	1 170
38	Conciliation des parties	167	169	522	568	492
39	Non déclaré			350	17	0
40	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)*	*61,3*	*62,0*	*63,3*	*64,5*	*64,7*
	Affaires en cours					
41	**Affaires en cours au 31/12**			**574 446**	**551 114**	**576 858**
42	**Actes de greffe**			**218 598**	**249 294**	**242 497**
	dont :					
43	inscription au répertoire civil			77 253	89 919	87 023
44	renonciation à succession			50 372	55 769	54 354
45	certificats			26 603	29 693	27 200

Justice civile

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Cette page présente l'activité détaillée du contentieux commercial traité par les tribunaux de grande instance à compétence commerciale, soit 8 % de l'ensemble du contentieux commercial, l'essentiel étant traité par les tribunaux de commerce (cf. Activité des juridictions).

Pour l'activité détaillée par tribunal de grande instance à compétence commerciale en 2005, cf. chapitre "Activité par juridiction".

Définitions et méthode

Code

1 Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance et les membres de ce tribunal connaissent des matières et exercent les fonctions attribuées aux tribunaux de commerce et à leurs membres (art. 311-3 du Code de l'organisation judiciaire).

À défaut de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance, connaît des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, entre associés pour raison d'une société de commerce, de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes, ainsi que des billets faits par les receveurs, payeurs, percepteurs ou autres comptables des deniers publics (art. 631 et 634 du Code de commerce). Il connaît enfin de la procédure d'injonction de payer (art. 1406 du Nouveau Code de procédure civile) et du redressement judiciaire des entreprises en difficulté (art. L 412-2 du Code de l'organisation judiciaire).

2, 3, 4 Les affaires commerciales sont de deux natures : les affaires contentieuses d'une part, les affaires de redressement et de liquidation judiciaires pour les entreprises en difficulté d'autre part.
La procédure de redressement et de liquidation judiciaires peut se décomposer en quatre étapes (cf. définition et schéma page 38) :
- la saisine du tribunal par une demande d'ouverture de procédure de redressement judiciaire
- la décision du tribunal face à cette demande : liquidation judiciaire immédiate, jugement d'ouverture de redressement judiciaire, rejet de la demande, radiation et autres ;
- le prononcé de la solution : dans le cas des ouvertures de redressements judiciaires la solution se traduit soit par une liquidation judiciaire qui intervient après une période d'observation, soit par un jugement arrêtant un plan de redressement ;
- enfin l'acte qui clôture les opérations de liquidation ou les plans de redressement.

Une analyse détaillée des affaires commerciales par étape de procédure, toutes juridictions confondues, est fournie dans le chapitre "Détails de certains thèmes, Affaires commerciales".

5 **Le nombre total d'affaires** comprend les affaires contentieuses (ligne 7), et les procédures de redressement et de liquidation judiciaires (ligne 17).

6, 8, 18 Une durée moyenne a été calculée pour l'ensemble des procédures retenues comme concluant l'affaire.

17 **Les affaires terminées** en matière de redressement et liquidation judiciaires se définissent à partir d'éléments pris à différentes étapes de la procédures. Sont considérées comme terminant l'affaire : les liquidations judiciaires qu'elles soient prononcées immédiatement après la saisine du tribunal ou après une période d'observation imposée par le juge, les plans de redressement judiciaire qu'ils se traduisent par la cession de l'entreprise ou par la continuation de son activité, enfin les rejets, radiations ou autres modes de fins d'affaires dessaisissant la juridiction.
Les clôtures n'ont pas été retenues comme fins d'affaires car elles interviennent très en aval de la décision pour constater administrativement le dessaisissement de la juridiction. Leur inscription n'est pas systématique dans le cadre des redressements judiciaires.

La durée des affaires mesure le temps écoulé entre la saisine de la juridiction et chacune des étapes de la procédure terminant l'affaire.

22, 24 27, 29 Des durées ont ensuite été calculées pour chaque mode de règlement de l'affaire.

35 à 45 **Procédures de référé** : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de tribunaux de grande instance à compétence commerciale**	**35**	**35**	**35**	**35**	**35**
◆	**Procédures au fond**					
2	**Nombre total d'affaires commerciales nouvelles**	**18 753**	**19 784**	**21 265**	**21 807**	**21 946**
3	Affaires contentieuses	12 014	12 703	14 147	14 226	14 519
4	Procédures de redressement et de liquidation judiciaire	6 739	7 081	7 118	7 581	7 427
5	**Nombre total d'affaires commerciales terminées**	**17 914**	**17 715**	**20 209**	**20 431**	**21 669**
6	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*5,9*	*6,3*	*6,2*	*6,0*	*6,6*
7	■ **Affaires contentieuses**	**11 349**	**11 120**	**13 281**	**13 086**	**14 516**
8	*Durée moyenne des affaires contentieuses (en mois)*	*7,1*	*7,8*	*7,3*	*7,1*	*7,0*
	Nature de la décision					
9	Jonction	511	495	465	415	480
10	Décisions statuant sur le fond de la demande	8 963	8 751	11 113	11 092	12 157
11	Acceptation totale ou partielle de la demande	7 678	7 700	9 977	10 135	11 121
12	Rejet de la demande	1 285	1 051	1 136	957	1 036
13	Autres décisions	1 875	1 874	1 703	1 579	1 879
	dont :					
14	Radiation	755	665	485	501	483
15	Désistement d'instance	594	619	645	592	713
16	Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)	63,9	58,8	57,0	54,8	53,4
17	■ **Procédures de redressement et liquidation judiciaires**	**6 565**	**6 595**	**6 928**	**7 345**	**7 153**
18	*Durée moyenne des RLJ (en mois)*	*3,9*	*3,7*	*4,2*	*4,1*	*5,7*
	Nature de la décision					
19	Jonction	227	266	218	250	246
20	Liquidations judiciaires	4 554	4 557	4 737	5 100	4 978
21	Liquidations judiciaires immédiates	3 554	3 561	3 626	3 913	3 856
22	*Durée des liquidations judiciaires immédiates*	*2,3*	*1,9*	*2,0*	*1,9*	*3,9*
23	Liquidations après période d'observation	1 000	996	1 111	1 187	1 122
24	*Durée des liquidations après période d'observation*	*6,2*	*5,9*	*6,6*	*7,0*	*6,5*
25	Plans de redressement	413	376	578	594	554
26	Continuation	243	284	482	494	456
27	*Durée des plans de continuation*	*12,4*	*12,0*	*11,6*	*12,3*	*12,7*
28	Cession	170	92	96	100	98
29	*Durée des plans de cession*	*6,6*	*6,6*	*7,8*	*8,1*	*8,0*
30	Rejets	108	87	176	124	171
31	Autres décisions	1 263	1 309	1 219	1 277	1 204
	dont :					
32	Radiation	564	507	420	427	343
33	Désistement d'instance	448	435	527	652	579
34	Proportion de décisions au fond contradictoires (%)	82,5	84,4	85,7	85,3	83,9
◆	**Procédures de référés**					
35	**Nombre total de référés**	**3 658**	**3 580**	**3 461**	**3 207**	**2 730**
36	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*1,9*	*2,0*	*1,9*	*1,9*	*2,0*
	Nature de la décision					
37	Jonction	201	143	127	136	104
38	Décisions statuant sur la demande	2 290	2 405	2 519	2 336	2 466
39	Acceptation totale ou partielle de la demande	1 933	2 097	2 201	2 066	2 208
40	Rejet de la demande	357	308	318	270	258
41	Autres décisions	1 167	1 032	815	735	160
	dont :					
42	Radiation	460	339	247	205	197
43	Désistement	405	346	300	270	341
44	Incompétence	128	90	87	82	98
45	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)*	*58,8*	*57,0*	*57,4*	*55,4*	*47,4*

Justice civile

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Y compris les juridictions de proximité et les tribunaux paritaires de baux ruraux

Pour l'activité détaillée par tribunal d'instance en 2005, voir le chapitre "Activité par juridiction".

Définitions et méthodes

Le tribunal d'instance a une compétence générale qui est fonction de la nature de l'affaire et de la valeur de l'intéret en jeu : il connaît des affaires personnelles et mobilières lorsque le montant de la demande ne dépasse pas 7 600 € ; il juge en premier et dernier ressort, jusqu'au 26 janvier 2005, jusqu'à 3 600 Euros (uniquement possibilité de pourvoi en cassation) et au-delà à charge d'appel (premier ressort). Cependant, dans le cadre de ses compétences exclusives, il traite des contestations relatives à certains contrats, quel que soit le montant des créances (baux d'habitation, contentieux du crédit à la consommation ...). Le tribunal d'instance composé de magistrats professionnels statue à juge unique.

À compter de la loi du 26 janvier 2005 et de l'extension de la compétence de la juridiction de proximité, le tribunal d'instance ne connaît plus que des actions civiles personnelles ou mobilières à charge d'appel de 4 000 à 10 000 Euros, et que le tribunal d'instance reste compétent à charge d'appel pour toutes les actions aux fins d'expulsion des occupants sans droit ni titre des immeubles à usage d'habitation ;en dernier ressort jusqu'à 4 000 Euros et à charge d'appel au delà pour les actions relatives à l'application de certaines règles relatives au droit de la consommation ; en dernier ressort jusqu'à 4 000 Euros et à charge d'appel au delà des actions portant sur un contrat de louage d'immeuble ou sur l'occupation d'un logement.

Code

3 Non compris l'activité en matière de contentieux électoral, qui est distinguée dans la rubrique "procédures spéciales" (séries 4 et 55, p. 33).

7 **Décisions statuant sur le fond** : cf. glossaire

14 à 19
29 à 34 **Autres décisions** : cf. glossaire

6, 8, 23 **Durée des affaires** : cf. glossaire

20, 35 **Proportion de décisions au fond contradictoires** : cf. glossaire

21 Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel (cf. Glossaire "Taux d'appel").
Elle est calculée sur l'ensemble des affaires ; devant le tribunal d'instance, la statistique ne permet pas d'isoler les décisions rendues en dernier ressort.

22 à 35 **Procédures de référé** : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de tribunaux d'instance**	**473**	**473**	**473**	**473**	**473**
◆	**Affaires nouvelles**					
2	**Nombre total d'affaires (fond et référé)**	**566 057**	**569 324**	**609 136**	**611 965**	**614 480**
3	■ **Procédures au fond**	**498 350**	**498 512**	**533 873**	**538 345**	**539 114**
4	■ **Procédures de référé**	**67 707**	**70 812**	**75 263**	**73 620**	**75 366**
◆	**Affaires terminées**					
5	**Nombre total d'affaires (fond et référés)**	**549 756**	**560 378**	**580 986**	**596 390**	**604 451**
6	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*4,6*	*4,7*	*4,7*	*4,7*	*4,7*
7	■ **Nombre de procédures au fond**	**482 049**	**489 566**	**505 723**	**522 770**	**529 085**
8	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*4,8*	*4,9*	*5,0*	*4,9*	*5,1*
	Nature de la décision					
9	Jonction	13 203	13 279	13 897	13 250	12 724
10	Décisions statuant sur le fond de la demande	376 023	380 399	393 544	404 512	409 062
11	Acceptation totale de la demande	234 682	235 259	234 354	240 127	247 514
12	Acceptation partielle de la demande	97 235	100 787	112 716	115 925	112 528
13	Rejet de la demande	44 106	44 353	46 474	48 460	49 020
14	Autres décisions	92 823	95 888	98 282	105 008	107 299
	dont :					
15	Radiation	23 896	24 305	23 477	23 441	23 385
16	Désistement du demandeur	43 108	42 918	43 443	43 014	43 907
17	Péremption et caducité de la citation	7 992	8 762	8 474	8 540	9 511
18	Incompétence	3 065	3 286	3 836	6 800	6 606
19	Conciliation des parties	5 572	6 088	5 906	5 384	5 408
20	*Proportion de décisions au fond contradictoires (%)*	*47,8*	*48,0*	*47,5*	*46,9*	*45,5*
21	*Part des décisions ayant fait l'objet d'un appel (%)*	*4,6*	*4,6*	*4,5*	*4,4*	*4,1*
22	■ **Nombre de procédures de référés**	**67 707**	**70 812**	**75 263**	**73 620**	**75 366**
23	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*2,9*	*3,1*	*3,2*	*3,0*	*3,1*
	Nature de la décision					
24	Jonction	1 323	1 341	1 354	1 407	1 337
25	Décisions statuant sur la demande	54 346	56 884	60 268	59 580	61 239
26	Acceptation totale de la demande	27 477	28 506	28 209	28 507	33 310
27	Acceptation partielle de la demande	24 055	25 542	29 101	28 316	25 068
28	Rejet de la demande	2 814	2 836	2 958	2 757	2 861
29	Autres décisions	12 038	12 587	13 641	12 633	12 790
	dont :					
30	Radiation	2 976	3 159	3 046	2 715	2 406
31	Désistement du demandeur	6 990	7 206	8 132	7 435	7 769
32	Caducité de la demande	557	573	647	568	599
33	Incompétence	580	539	589	725	602
34	Conciliation des parties	569	725	799	607	540
35	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)*	*40,7*	*42,0*	*42,3*	*42,7*	*42,8*

Justice civile

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthodes

Code

1 à 20 Les procédures particulières et les actes des greffes traités par les tribunaux d'instance n'entrent pas dans le champ du Répertoire général civil. Les données présentées ici sont issues de l'exploitation de registres particuliers tenus par les juridictions.

1 à 6 Le recouvrement d'une créance civile peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer lorsque la créance a une cause contractuelle ou résulte d'une obligation de caractère statutaire, et s'élève à un montant déterminé. La demande est formée par requête adressée au greffe du tribunal d'instance, accompagnée des documents fondant la créance.

L'ordonnance sur requête est une décision provisoire rendue non contradictoirement dans les cas où le requérant est fondé à ne pas appeler de partie adverse (art. 493 à 498 du Nouveau Code de procédure civile). Le juge du tribunal d'instance est saisi par requête dans les cas spécifiés par la loi. Il peut aussi ordonner sur requête, dans les limites de sa compétence, toutes mesures urgentes lorsque les circonstances exigent qu'elles ne soient pas prises contradictoirement (art. 851 et 852 du Nouveau Code de procédure civile).

Contentieux électoral : Le tribunal d'instance connaît en dernier ressort des contestations relatives aux inscriptions et radiations sur les listes destinées à diverses élections : élections politiques, membres des tribunaux et chambres de commerce, conseillers prud'hommes, assesseurs des tribunaux paritaires de baux ruraux, membres des comités d'entreprise, délégués du personnel... (art. R 321-18 à R 321-20 du Code de l'organisation judiciaire).

La demande de **tentative préalable de conciliation** est formée verbalement ou par lettre simple au secrétariat du greffe. Les parties doivent s'y présenter en personne. À défaut de conciliation, le juge remet au demandeur un bulletin de non-conciliation, sauf si les parties consentent à ce que l'affaire soit immédiatement jugée (art. 829 et 830 à 835 du Nouveau Code de procédure civile).

7 à 9 Le greffier en chef du tribunal d'instance a seul qualité pour délivrer un **certificat de nationalité française**. Le siège et le ressort des TI compétents pour délivrer les certificats de nationalité sont fixés par décret (221 TI compétents sur 473). Depuis 1999, les certificats de la nationalité française délivrés en vertu de l'article 21-7 du Code civil ont été isolés.

Afin de suivre les effets de la réforme du droit de la nationalité (loi du 22 décembre 1993), on a élaboré des modes spécifiques de recueil des statistiques. La loi du 16 mars 1998 a supprimé la manifestation de volonté et a ramené de deux ans à un an le délai d'acquisition par mariage, à compter du 1er septembre 1998 (pour plus de précisions, cf. "Études et Statistiques Justice" n° 15).

10 à 13 Le **pacte civil de solidarité** (PACS) a été instauré par la loi du 15 novembre 1999 (art. 515-1 du Code civil). C'est un contrat conclu entre deux personnes majeures de sexe identique ou différent, afin d'organiser leur vie commune.
Deux personnes qui concluent un pacte civil de solidarité en font la déclaration conjointe au greffe du tribunal d'instance dans le ressort duquel elles fixent leur résidence commune.
Un certificat de non-PACS doit être fourni à l'appui de toute demande d'enregistrement d'un PACS, une même personne ne pouvant être engagée simultanément dans plusieurs PACS. Ce certificat est délivré par le greffe du tribunal d'instance du lieu de naissance de chacun des partenaires. Sa durée de validité étant d'un mois, une même personne peut être amenée à en demander plusieurs au cours d'une même procédure d'enregistrement.

Non compris l'activité du TGI de Paris

Les tribunaux d'instance sont tenus de communiquer à certains tiers habilités l'information selon laquelle des personnes ont contracté ou non un tel pacte. Les tiers habilités sont en particulier les notaires, les huissiers, les administrateurs judiciaires, le fisc, les organismes sociaux, les tuteurs, les créanciers et les syndics de copropriété.

14 à 20 **Appositions ou levées de scellés** : le tribunal d'instance connaît, dans les conditions prévues par le Nouveau code de procédure civile, des demandes relatives aux mesures conservatoires prises après l'ouverture d'une succession (art. R 321-21 du Code de l'organisation judiciaire).

En matière de mariage, l'acte de naissance des futurs époux peut, dans certains cas, être suppléé par un acte de notoriété délivré par le juge d'instance (art. 71 du Code civil). En matière de filiation légitime ou naturelle, le juge des tutelles peut délivrer un acte de notoriété faisant foi de la possession d'état (art. 311-3 du Code civil).

La cession des salaires ou autres mentionnés à l'article L 145-1 du Code du travail ne peut être consentie, quel qu'en soit le montant, que par une déclaration souscrite par le cédant en personne devant le greffier du tribunal d'instance de sa résidence.

Juridiction de proximité : elle a été instituée dans le ressort de chaque cour d'appel par la loi du 9 septembre 2002. Elle statue selon les règles de procédure applicables devant le tribunal d'instance. Lors de sa création elle connaît des actions personnelles mobilières introduites par des personnes physiques jusqu'à la valeur de 1 500 Euros. La loi du 26 janvier 2005 étend sa compétence en dernier ressort à toutes les actions personnelles ou mobilières jusqu'à 4 000 Euros. Elle connaît aussi à charge d'appel des demandes indéterminées ayant pour origine une obligation dont le montant n'excède pas 4 000 Euros. Le juge de proximité, qui statue à juge unique, est un magistrat non professionnel nommé par décret.

23 Durée d'une affaire : cf. glossaire

24, 25 Cf. définitions 1 à 6

Sources :

- Ministère de la Justice
  Registres d'activité

Activité des juridictions

Tribunaux d'instance (fin)

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Procédures spéciales**					
1	Injonctions de payer	712 759	702 550	706 959	672 272	626 512
2	Saisies sur rémunération	183 710	195 933	203 062	189 305	163 546
3	Ordonnances sur requête	37 601	36 981	36 784	34 308	33 629
4	Contentieux électoral politique	45 224	2 057	23 896	58 105	2 801
5	Contentieux électoral non politique	80 276	473	674	634	934
6	Tentatives préalables de conciliation	6 250	5 958	5 240	5 456	4 996
◆	**Actes de greffe**					
	■ **Nationalité**					
7	Certificats de nationalité française	164 859	155 297	141 407	126 787	134 437
8	dont à raison de la naissance et de la résidence	5 258	4 710	3 705	2 966	2 553
9	Déclarations de nationalité française	52 878	57 099	57 707	47 602	54 623
	■ **Pactes civils de solidarité**					
10	Déclarations	25 311	31 585	40 093	60 473	77 362
11	Dissolutions	3 185	5 292	7 043	8 690	9 583
12	Certificats de non-pacs délivrés	83 255	95 287	115 086	175 714	216 680
13	Demande de tiers relatives à l'existence d'un pacs	620 542	810 303	956 142	1 135 449	1 283 386
	■ **Autres actes de greffe**					
14	Appositions ou levées de scellés	4 480	4 324	3 752	3 738	3 370
15	Actes de notoriété et certificats de propriété	25 651	22 076	27 938	29 466	28 960
16	Warrants agricoles	29 458	29 426	30 210	27 384	26 942
17	Cessions de salaire	36 443	39 564	38 052	35 799	34 589
18	Vérifications des dépens	10 419	8 674	8 895	7 359	6 208
19	Procurations électorales	158 387	1 946	74 046	63 885	5 272
20	Consentements à l'adoption	3 881	3 727	4 819	5 203	5 146

Juridictions de proximité

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Affaires nouvelles**					
21	**Nombre total d'affaires nouvelles**	///	///	**18 518**	**79 260**	**102 655**
◆	**Affaires terminées**					
22	**Nombre total d'affaires terminées**	///	///	**15 264**	**52 679**	**93 930**
23	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	///	///	*3,5*	*3,6*	*4,3*
◆	**Actes de greffe**					
24	Injonctions de payer	///	///	8 548	244 929	272 895
25	Tentatives préalables de conciliation	///	///	484	986	852

Les tribunaux paritaires des baux ruraux

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code

Définitions et méthode

Le tribunal paritaire des baux ruraux est créé au siège de chaque tribunal d'instance. Son siège et son ressort correspondent à celui du tribunal d'instance. La compétence du tribunal paritaire des baux ruraux est exclusive. Elle porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du Code rural [titres I et V du livre VI du Code rural].
Le tribunal paritaire est présidé par le juge d'instance. Il comprend en nombre égal des bailleurs non-preneurs et des preneurs non-bailleurs, répartis s'il y a lieu en deux sections comprenant chacune quatre assesseurs ; l'une des sections est composée de deux bailleurs et de deux preneurs à ferme, l'autre de deux bailleurs et deux preneurs à colonat partiaire [ou métayage].
Le tribunal se prononce sans appel dans la limite de la compétence en dernier ressort des tribunaux d'instance (4 000 Euros) et, si la demande excède cette limite ou est indéterminée, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever.
Les décisions en dernier ressort peuvent être attaquées par la voie du pourvoi en cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi. La cour d'appel connaît de l'appel interjeté à l'encontre des autres décisions du tribunal paritaire des baux ruraux conformément au livre II du Code rural.

9 **Autres décisions** : sont notamment comprises dans cette rubrique les décisions de radiation d'affaire, désistement du demandeur, jonction d'affaires, caducité de la demande, incompétence de la juridiction et conciliation des parties [cf. définitions 13 à 18 p. 26].

10 **Durée des affaires** : cf. glossaire

11 **Proportion de décisions au fond contradictoires** : cf. glossaire

12 **Procédures de référé** : cf. glossaire

Les tribunaux des affaires de sécurité sociale

Sources et champ géographique

Les tribunaux des affaires de sécurité sociale n'entrent pas dans le champ du répertoire général civil. Les seules données disponibles concernant ce contentieux sont issues de cadres statistiques renseignés annuellement par les juridictions. Ces cadres, exploités jusqu'en 1991 par la Direction des Services judiciaires, et depuis 1992 par la Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation, ne fournissent que l'activité globale [affaires nouvelles et terminées] de chaque tribunal des affaires de sécurité sociale de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer.

Définitions et méthode

Le contentieux général de sécurité sociale a été institué en vue de régler les différends auxquels donne lieu l'application des législations et réglementations de sécurité sociale et de mutualité agricole qui ne relèvent pas, par leur nature, d'un autre contentieux (art. L 190 du Code de sécurité sociale).
Chaque commission est présidée par le président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel il a son siège, ou par un juge délégué (toujours magistrat professionnel). Ce magistrat est entouré de deux assesseurs représentant, l'un les salariés, l'autre les employeurs ou les travailleurs indépendants. Ces assesseurs sont désignés par le président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel il a son siège, ou par un juge délégué (toujours magistrat professionnel) sur présentation des organisations syndicales les plus représentatives.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil
  Cadres statistiques d'activité des tribunaux des affaires de sécurité sociale

Tribunaux paritaires des baux ruraux

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de tribunaux paritaires des baux ruraux**	**413**	**413**	**413**	**413**	**413**
◆	**Affaires nouvelles**					
2	■ **Nombre de procédures au fond**	**3 424**	**3 424**	**3 478**	**3 297**	**3 294**
◆	**Affaires terminées**					
3	■ **Nombre de procédures au fond**	**3 318**	**3 367**	**3 281**	**3 324**	**3 347**
	Nature de la décision					
4	Jonction	153	161	186	201	194
5	Décisions statuant sur le fond de la demande	1 791	1 745	1 637	1 786	1 758
6	Acceptation totale de la demande	706	696	637	637	631
7	Acceptation partielle de la demande	582	548	508	584	580
8	Rejet de la demande	503	501	492	565	547
9	Autres décisions	1 374	1 461	1 458	1 337	1 395
10	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*11,1*	*10,8*	*11,3*	*11,8*	*12,7*
11	*Proportion de décisions au fond contradictoires (%)*	*81,5*	*84,2*	*89,7*	*82,6*	*81,9*
12	■ **Nombre de procédures de référés**	**223**	**201**	**207**	**205**	**195**

Tribunaux des affaires de sécurité sociale

Code		2002	2003	2004	2005	2006
13	**Nombre de tribunaux des affaires de sécurité sociale**	**116**	**116**	**116**	**116**	**116**
◆	**Régime général**					
14	**Nombre total d'affaires nouvelles**	**87 648**	**93 458**	**95 564**	**88 473**	**92 854**
15	**Nombre total d'affaires terminées**	**93 031**	**89 908**	**96 320**	**91 459**	**90 247**
◆	**Régime agricole**					
16	**Nombre total d'affaires nouvelles**	**6 495**	**6 150**	**6 672**	**6 922**	**6 647**
17	**Nombre total d'affaires terminées**	**6 800**	**6 299**	**6 362**	**6 661**	**6 997**

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Un nouveau Répertoire général civil a été mis en place en 2003 dans les Conseils de prud'hommes

Pour l'activité détaillée par conseil de prud'hommes en 2005, voir chapitre "Activité par juridiction".

Définitions et méthode

Code

Les conseils de prud'hommes, juridictions électives et paritaires, règlent par voie de conciliation les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés qu'ils emploient. Ils jugent les différends à l'égard desquels la conciliation n'a pas abouti (art. L 511-1 du Code du travail).
C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Les conseillers prud'hommes employeurs et salariés sont élus respectivement par leurs pairs.
Les conseils de prud'hommes sont divisés en cinq sections autonomes et comportent obligatoirement une formation commune de référé. Les sections autonomes sont : la section de l'encadrement, la section de l'industrie, la section du commerce et des services commerciaux, la section de l'agriculture, et la section des activités diverses (art. L 512-2 du Code du travail).

6, 8 14, 36 **Durée des affaires** : cf. glossaire

11 Les conseillers prud'hommes, qui statuent toujours en nombre pair, doivent prendre leurs décisions à la majorité des voix. Si cette majorité ne peut se former, l'affaire est renvoyée devant la même formation mais présidée par un juge d'instance. L'adjonction du "juge départiteur" fait passer la formation en nombre impair ce qui rend impossible le blocage par un égal partage des voix.

16 Taux de départition : affaires avec départition sur affaires en délibéré (lignes 11/9).

21 à 25 **Autres décisions** : cf. glossaire

26 **Proportion de décisions au fond contradictoires** : cf. glossaire

27 Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (cf. Glossaire "Taux d'appel")

28 Le conseil de prud'hommes statue en dernier ressort :
- lorsque le chiffre de la demande n'excède pas un taux fixé par décret - 20 septembre 2005 - (4 000 Euros)
- lorsque la demande tend à la remise, même sous astreinte, de certificats de travail, de bulletins de paie ou de toutes pièces que l'employeur est tenu de délivrer, à moins que le jugement ne soit en premier ressort en raison du montant des autres demandes (art. R 517-3, R 517-4 et D 517-1 du Code du travail).

29 Le conseil de prud'hommes statue en premier ressort :
- lorsque le chiffre de la demande excède un taux fixé par décret - 20 septembre 2005 - (4 000 Euros)
- lorsque la demande est indéterminée (art. 40 du Nouveau Code de procédure civile, art. R 517-3, R 517-4 et D 517-1 du Code du travail interprétés à contrario).

30 à 34 Les conseils de prud'hommes sont divisés en cinq sections autonomes, mais comportent obligatoirement une formation commune de référé (art. L 512-2 du Code du travail).

35 à 46 **Procédures de référé** : cf. glossaire

41 à 45 **Autres décisions** : cf. glossaire

46 **Proportion de décisions statuant sur la demande contradictoires** : cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil, tableaux de bord - civil

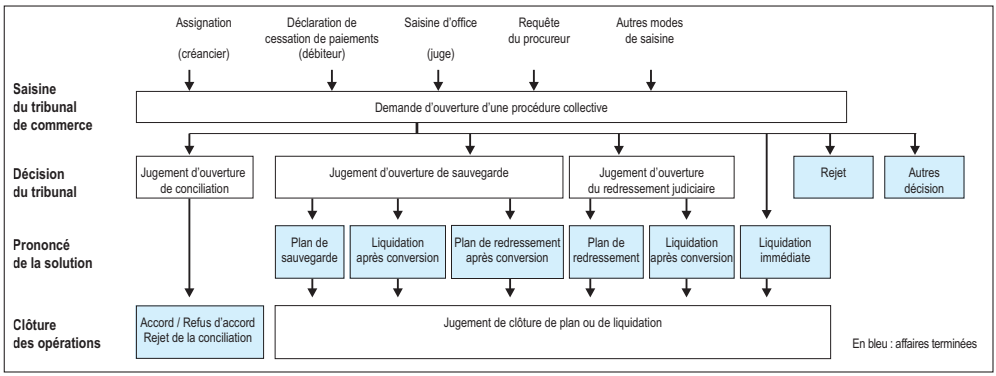
Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de conseils de prud'hommes**	**270**	**270**	**270**	**270**	**270**
◆	**Affaires nouvelles**					
2	**Nombre total d'affaires (fond et référé)**	**225 987**	**213 707**	**207 804**	**202 065**	**198 455**
3	■ **Nombre de procédures au fond**	**176 075**	**167 079**	**163 798**	**158 433**	**154 689**
4	■ **Nombre de procédures de référés**	**49 912**	**46 628**	**44 006**	**43 632**	**43 766**
◆	**Affaires terminées**					
5	**Nombre total d'affaires (fond et référé)**	**217 752**	**213 216**	**211 831**	**202 827**	**200 982**
6	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*9,0*	*9,5*	*10,1*	*9,9*	*10,0*
7	■ **Nombre de procédures au fond**	**167 840**	**165 421**	**167 859**	**160 035**	**156 872**
8	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*11,3*	*11,8*	*12,4*	*12,1*	*12,4*
9	Affaires ayant fait l'objet d'un délibéré	90 361	78 988	88 981	86 352	84 917
10	Affaires au fond sans départition	74 946	64 341	70 598	70 301	69 101
11	Affaires avec départition	15 415	14 647	18 383	16 051	15 816
12	Affaires au fond	12 369	11 606	12 824	12 311	12 749
13	Autres fins d'affaire	3 046	3 041	5 559	3 740	3 067
14	*Durée moyenne des affaires terminées avec départition (en mois)*	*21,4*	*20,1*	*23,1*	*22,5*	*23,9*
15	Affaires terminées sans délibéré	77 479	86 433	78 878	73 683	71 955
16	*Taux de départition (en %)*	*17,1*	*18,5*	*20,7*	*18,6*	*18,6*
	Nature de la décision					
17	Jonction	15 536	15 769	16 092	12 282	11 014
18	Décisions statuant sur le fond de la demande	87 317	75 872	83 336	82 542	81 770
19	Acceptation totale ou partielle de la demande	66 187	55 940	59 898	59 751	58 385
20	Rejet de la demande	21 130	19 932	23 438	22 791	23 385
21	Autres décisions	64 987	73 780	68 431	65 211	64 088
	dont :					
22	Radiation	22 827	21 926	21 602	20 746	21 237
23	Désistement du demandeur	16 813	17 051	16 048	16 032	16 322
24	Conciliation des parties	14 960	16 153	16 153	15 419	14 573
25	Caducité de la demande	7 132	7 491	6 424	6 067	6 160
26	*Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)*	*89,8*	*89,4*	*89,7*	*89,5*	*89,4*
27	*Décisions ayant fait l'objet d'un appel (en %)*	*62,2*	*60,6*	*61,0*	*62,5*	*59,7*
	Premier ou dernier ressort					
28	Décisions au fond prises en dernier ressort	20 785	12 493	13 096	11 221	9 555
29	Décisions au fond prises en premier ressort	66 532	63 379	70 240	71 321	72 215
	Section saisie					
30	Agriculture	2 935	2 729	2 809	3 107	3 148
31	Commerce	60 089	55 433	58 391	54 312	53 791
32	Activités diverses	34 037	41 433	37 807	34 460	34 231
33	Encadrement	26 209	25 060	28 283	27 778	27 584
34	Industrie	44 570	40 766	40 569	40 378	38 118
35	■ **Nombre de procédures de référés**	**49 912**	**47 795**	**43 972**	**42 792**	**44 110**
36	*Durée moyenne des affaires terminés (en mois)*	*1,3*	*1,5*	*1,4*	*1,5*	*1,5*
	Nature de la décision					
37	Jonction	6 182	4 227	2 737	2 846	2 989
38	Décisions statuant sur la demande	21 579	19 283	18 214	18 170	18 713
39	Acceptation totale ou partielle de la demande	16 134	15 540	14 701	14 728	15 283
40	Rejet de la demande	5 445	3 743	3 513	3 442	3 430
41	Autres décisions	22 151	24 285	23 021	21 776	22 408
	dont :					
42	Radiation	9 175	7 032	6 984	6 331	6 392
43	Désistement du demandeur	6 197	6 556	5 824	5 761	6 405
44	Conciliation des parties	1 516	2 067	1 976	1 826	1 932
45	Caducité de la demande	1 789	1 839	1 493	1 642	1 745
46	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)*	*66,6*	*65,2*	*63,5*	*64,8*	*62,4*
◆	**Affaires en cours**					
47	**Affaires en cours au 31 décembre**	–	**169 696**	**167 294**	**167 012**	**165 699**

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Le Répertoire général des tribunaux de commerce est entré en vigueur le 1 juillet 1988.
Les tribunaux de commerce traitent 92 % du contentieux commercial, les 8 % restant relèvent des TGICC dont l'activité commerciale est décrite page 29.
Les données présentées ici sont organisées comme celles relatives aux TGICC, afin de permettre aux lecteurs d'effectuer aisément des comparaisons.
Pour l'activité détaillée par tribunal de commerce en 2005, voir le chapitre "Activité par juridiction".
Une analyse détaillée des affaires commerciales par étape de procédure, toutes juridictions confondues (TC+TGICC) est fournie dans le chapitre "Détails de certains thèmes, Affaires commerciales".

Définitions et méthode

Les tribunaux de commerce connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce, et de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes (art. 631 du Code de commerce et L 411-2 du Code de l'organisation judiciaire).
Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant (Lois n° 85-98 du 25 janvier 1985 et 2005-845 du 26 juillet 2005, applicable à compter du 1er janvier 2006, dite LSE).
Les tribunaux de commerce sont composés uniquement de commerçants (au moins un président, deux juges titulaires et deux juges suppléants) élus par leurs pairs suivant un scrutin à deux degrés.
Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance est compétent (art. L 311-3 du Code de l'organisation judiciaire).
Les affaires commerciales sont de deux natures : les affaires contentieuses, les procédures collectives pour les entreprises en difficulté.
Les procédures collectives se décomposent selon les quatre étapes ci-dessous :



5 Procédures collectives, y compris conciliations

10, 51 Durée entre les dates de saisine et de fin d'affaire

21 Procédures collectives (hors conciliations) dont la solution – plan, liquidation – ou la fin d'affaire – rejet, jonction, autres fins – intervient dans l'année considérée.

22 Durée moyenne entre la date de saisine et la date de solution – plan, liquidation – ou la date de fin d'affaire – rejet, jonction, autres fins.

27, 29 33, 35 Durée entre la date de saisine et la date de solution

20 47, 49 Durée entre la date de saisine et la date de clôture

25 26, 27 Y compris les plans de cession 1985

32 Y compris liquidation judiciaire après résolution d'un plan de redressement ou de sauvegarde

45 46, 47 Sont concernées les procédures collectives statuant sur la demande, c'est-à-dire hors jonction, rejet et autres fins.
Non compris les procédures de conciliation

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de tribunaux de commerce**	**191**	**191**	**191**	**191**	**185**
◆	**Affaires nouvelles**					
2	■ **Nombre de procédures au fond**	**213 843**	**217 943**	**221 289**	**222 468**	**193 534**
3	■ **Affaires contentieuses**	161 376	162 509	164 824	166 174	141 492
4	dont mandat ad hoc	///	///	///	///	365
5	■ **Procédures collectives**	52 467	55 434	56 465	56 294	52 042
6	dont procédures de conciliation	///	///	///	///	344
◆	**Affaires terminées**					
7	*Part des décisions au fond ayant fait l'objet d'un appel (en %)*	11,7	12,6	11,9	14,4	…
8	■ **Affaires contentieuses**	**152 975**	**147 429**	**155 737**	**153 281**	**139 092**
9	dont mandat ad hoc	///	///	///	///	290
10	*Durée moyenne des affaires contentieuses (en mois)*	*6,3*	*6,5*	*5,9*	*6,0*	*5,9*
	Nature de la décision					
11	Jonction	5 683	5 536	5 397	5 617	4 287
12	Décisions statuant sur le fond de la demande	123 058	118 707	126 960	123 508	111 763
13	Acceptation totale ou partielle de la demande	115 658	111 189	119 464	115 767	107 061
14	Rejet de la demande	7 400	7 518	7 496	7 741	4 702
15	Autres décisions	24 234	23 186	23 380	24 156	23 042
16	dont Radiation	17 890	16 642	16 635		9 467
17	Désistement d'instance	3 777	3 790	3 391	21 322	10 588
18	*Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)*	44,6	*45,6*	*45,8*	*46,1*	*37,8*
19	■ **Procédures de conciliation**	///	///	///	///	**284**
20	*Durée moyenne des procédures de conciliation (en mois)*	///	///	///	///	*0,3*
21	■ **Procédures collectives (hors conciliation)**	**53 085**	**54 218**	**55 795**	**55 586**	**48 788**
22	*Durée moyenne des procédures collectives (en mois)*	*4,3*	*4,2*	*3,8*	*3,9*	*3,8*
	Nature de la décision					
23	Jonction	949	889	864	745	716
24	Plan de sauvegarde	///	///	///	///	10
25	Plans de redressement	3 977	4 323	4 382	4 696	3 218
26	loi 1985	3 977	4 323	4 382	4 696	2 821
27	*Durée des plans de redressement*	*12,9*	*12,4*	*12,1*	*12,4*	*13,1*
28	loi 2005	///	///	///	///	397
29	*Durée des plans de redressement*	///	///	///	///	*10,2*
30	dont plan de redressement après conversion de la procédure de sauvegarde	///	///	///	///	14
31	Liquidations judiciaires	34 835	35 823	38 055	40 045	33 051
32	Liquidations judiciaires immédiates	25 887	26 794	28 566	30 058	25 079
33	*Durée des liquidations judiciaires immédiates*	*1,9*	*1,6*	*1,5*	*1,7*	*1,2*
34	Autres liquidations (après période d'observation)	8 948	9 029	9 489	9 987	7 972
35	*Durée des liquidations après période d'observation*	*6,9*	*6,7*	*6,4*	*6,4*	*6,3*
36	*- liquidations loi 1985*	8 948	9 029	9 489	9 987	2 814
37	*- liquidation loi 2005*	///	///	///	///	5 158
38	*dont après conversion de la procédure de sauvegarde*	///	///	///	///	25
39	*dont après conversion de la procédure de redressement*	///	///	///	///	5 133
40	Rejets	862	930	956	1 010	1 670
41	Autres décisions	12 462	12 253	11 538	9 090	10 123
42	dont Radiation	10 332	10 123	9 126	6 637	4 272
43	Désistement d'instance	1 683	1 631	1 882	1 952	5 462
44	*Proportion de décisions au fond contradictoires (en %)*	*76,9*	*76,8*	*76,6*	*75,2*	*52,7*
45	**Clôture des procédures collectives (hors conciliation)**	**36 421**	**36 181**	**38 847**	**36 659**	**38 043**
46	loi 1985	36 421	36 181	38 847	36 659	37 021
47	*Durée entre date de saisine et date de clôture*	*42,8*	*45,0*	*45,1*	*45,5*	*48,1*
48	loi 2005	///	///	///	///	1 022
49	*Durée entre date de saisine et date de clôture*	///	///	///	///	*9,9*
50	■ **Nombre de procédures de référés**	**34 868**	**33 916**	**31 358**	**28 903**	**27 572**
51	*Durée moyenne des affaires terminées en référé (en mois)*	*1,4*	*1,3*	*1,3*	*1,1*	*1,5*
	Nature de la décision					
52	Jonction	845	716	762	631	610
53	Décisions statuant sur la demande	26 991	26 680	24 934	23 483	21 026
54	Acceptation totale ou partielle de la demande	24 805	24 487	22 695	21 401	19 153
55	Rejet de la demande	2 186	2 193	2 239	2 082	1 873
56	Autres décisions	7 032	6 520	5 662	4 789	5 936
57	dont Radiation	5 158	4 720	4 041	3 485	2 860
58	Désistement	1 201	1 163	933	756	1 691
59	Incompétence	369	331	272	277	291
60	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande (en %)*	47,6	*47,0*	*47,2*	*46,5*	*47,3*

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

Le présent tableau (pages I à XIII) a pour but de donner une image détaillée des affaires civiles au fond soumises à la Justice en 2005. Il répartit les demandes devant les cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance et conseils de prud'hommes selon les principales natures d'affaires.
Le champ pris en compte est celui du Répertoire général civil de 2005.

Depuis le 1er janvier 1988, les greffes des juridictions utilisent une nomenclature standardisée des affaires civiles pour coder la nature des affaires introduites au répertoire général civil. Pour la commodité de la publication, cette nomenclature hiérarchisée en 3 niveaux et comportant quelque 700 postes de base ne peut être reproduite in extenso dans cet ouvrage. Le lecteur ne trouvera dans ce tableau qu'un extrait de la nomenclature présentant tous les postes de 1er et 2e niveau, ainsi que les postes de 3e niveau les plus significatifs. Pour plus de détails, le lecteur pourra contacter la Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation du Ministère de la Justice.

Code

3 Les certificats de nationalité française ne sont pas pris en compte dans cette rubrique.

4 Articles 26-3 et 26-4 du Code civil.

5 Article 29-3 du Code civil. L'objet de l'action est de faire déclarer qu'une personne physique a acquis ou n'a pas acquis la nationalité française (art. 1038 du Nouveau Code de procédure civile).

8 Les rectifications de prénom, en cas de refus de l'officier d'état civil d'inscrire un prénom, sont prises en compte dans la rubrique "Nom-prénom" série 10.

11 Les contestations entre parents relatives au nom d'usage porté par l'enfant (loi du 23 décembre 1985) sont prises en compte dans la série "demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale" série 33, page III/XIII.

12 Y compris après décès du conjoint.

19 Y compris les atteintes au secret du patrimoine ou de la fortune personnelle, et à l'exclusion du secret des affaires (voir série 8, page V/XIII).

21 Sont prises en compte dans ce poste les demandes de sortie d'une personne internée.

25 Pour les demandes concernant les conflits entre parents s'agissant des actes que chacun peut faire seul, ou relatifs à l'exercice de la jouissance légale, cf. série 33, page III/XIII.

25 à 27 Ne sont pas comptabilisées ici les demandes relatives aux tutelles de plein droit. La protection des mineurs fait l'objet d'une présentation spécifique [cf. "Détails de certains thèmes", Protection des mineurs].

27 Ce poste concerne aussi bien les cas de première demande (art. 390 du Code civil) que les demandes d'ouverture d'une tutelle d'État en situation de vacance de la tutelle (art. 433 du Code civil).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2006

Affaires nouvelles au fond [I/XIII]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Nombre total d' affaires introduites en 2006**	**203 194**	**702 780**	**539 114**	**154 689**	**193 534**
◆2	**Droit des personnes**	**3 755**	**36 109**	**159 312**		**51**
3	**Nationalité**	**852**	**1 590**	**6**		
	dont :					
4	Demande tendant à contester l'enregistrement ou le refus d'enregistrement d'une déclaration de nationalité	646	1 029	5		
5	Action déclaratoire ou négatoire de nationalité	159	463	///		
6	**État civil**	**48**	**2 270**	**55**		
	dont :					
7	Demande de jugement supplétif d'un acte de l'état civil ou de reconstitution d'un acte d'état civil détruit	11	743	12		
8	Demande de rectification d'un acte de l'état civil ou des jugements déclaratifs ou supplétifs d'actes de l'état civil	32	1 186	39		
9	Demande sanctionnant le dysfonctionnement de l'état civil	1	6	///		
10	**Nom - Prénom**	**191**	**6 850**	**10**		
	dont :					
11	Demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant de parents non mariés	77	3 426	///		
12	Demande relative à l'usage du nom d'un conjoint ou d'un ex-conjoint	8	140	7		
13	Demande de changement de prénom	72	2 710	///		
14	**Absence - disparition**	**///**	**286**	**302**		
	dont :					
15	Demande de jugement déclaratif de décès en cas de disparition	///	55	///		
16	Demande de constatation de présomption d'absence	///	5	302		
17	Demande de déclaration d'absence	///	199	///		
18	**Droits attachés à la personne**	**2 521**	**19 788**	**202**		**51**
	dont :					
19	Demande tendant à la réparation et/ou à la cessation d'une atteinte au droit ou au respect de la vie privée	195	626	131		
20	Demande relative à l'organisation des funérailles ou à la sépulture	26	50	70		
21	Demande relative à l'internement d'une personne	64	1 324	///		
22	Demande de relevé des peines de la faillite personnelle et/ou de l'interdiction de diriger, de gérer, d'administrer ou de contrôler	11	2	///		51
23	Demande relative au don d'organes	1	564	///		
24	Demande d'autorisation relative à la rétention et au maintien en zone d'attente d'un étranger	2 199	17 201	///		
25	**Incapacité des mineurs**	**9**	**223**	**16 826**		
	dont :					
26	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation d'un administrateur ad hoc dans le cadre d'une administration légale pure et simple	2	27	15 707		
27	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation d'un administrateur ad hoc dans le cadre de l'administration légale sous contrôle judiciaire	///	5	10		
28	Demande d'ouverture d'une tutelle : incapacité des mineurs	1	24	4		
29	Recours exercé à l'encontre d'une décision d'un organe tutélaire : incapacité des mineurs	///	126	///		
30	Demande d'émancipation	///	2	1 089		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

La loi n° 93.22 du 8 janvier 1993 a instauré **le juge aux affaires familiales**. Juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales, il est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs.
À partir du 1er février 1994, date d'entrée en application de la loi, sont traités au tribunal de grande instance des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance. On a évalué à 6% la part des contentieux des tribunaux d'instance ainsi transférée aux tribunaux de grande instance.
Les affaires familiales font l'objet d'une présentation spécifique dans le chapitre "Détails de certains thèmes".

Code

4 Sont comprises dans ce poste toutes les formes de tutelles de majeurs : avec conseil de famille, sous forme d'administration légale, sous contrôle judiciaire, tutelle d'état ou tutelle en gérance.

9, 14 Les demandes de renouvellement de la tutelle aux prestations sociales, comptabilisées auparavant dans les clôtures, sont désormais incluses dans la rubrique fonctionnement des régimes (ligne 14).

19 Cf. ci-dessus le paragraphe relatif au juge aux affaires familiales.

23 à 26 Ces affaires ont été codifiées à tort avec l'ancienne nomenclature utilisée avant la réforme sur le divorce

28 Devant le tribunal de grande instance, les demandes de mesures provisoires formées lors de l'introduction de l'instance ne sont pas comptabilisées.

33 à 36 Cf. 23 à 26

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2006

Affaires nouvelles au fond [II/XIII]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Majeurs protégés : ouverture d'un régime de protection**	**31**	**127**	**112 604**		
2	Appel d'une décision relative à l'organisation ou à la prolongation d'une protection judiciaire d'un jeune majeur	1	3	///		
3	Demande d'ouverture d'un régime de protection sans autre indication	1	37	53 165		
4	Demande d'ouverture d'une tutelle : majeurs protégés	1	44	25 625		
5	Demande d'ouverture d'une curatelle	///	34	20 327		
6	Demande de conversion de tutelle en curatelle	///	4	718		
7	Demande de conversion de curatelle en tutelle	///	3	3 167		
8	Demande d'ouverture d'une tutelle aux prestations sociales	28	2	9 602		
9	**Majeurs protégés : fonctionnement des régimes de protection**	**36**	**4 763**	**21 307**		
	dont :					
10	Recours contre une décision relative à la gestion des biens d'un majeur protégé	7	445	4		
11	Demande tendant à modifier l'étendue de la curatelle	1	102	4 387		
12	Demande tendant à modifier l'étendue de la tutelle	1	32	1 557		
13	Recours exercé à l'encontre d'une décision d'un organe tutélaire : majeurs protégés	2	3 645	3		
14	Demande de renouvellement de la tutelle aux prestations sociales	25	1	15 259		
15	**Majeurs protégés : clôture des régimes de protection et demandes consécutives à la clôture**	**67**	**212**	**8 000**		
	dont :					
16	Demande de mainlevée d'une tutelle	1	65	609		
17	Demande de mainlevée d'une curatelle	///	119	5 774		
18	Demande de mainlevée d'une tutelle aux prestations sociales	60	1	1 391		
◆19	**Droit de la famille**	**40 767**	**422 790**	**2 821**		
20	**Divorce**	**15 782**	**182 314**	**3**		
	dont :					
21	Demande en divorce par consentement mutuel	122	74 409	///		
22	Demande en divorce autre que par consentement mutuel	859	103 744	///		
23	Demande en divorce sur demande acceptée	840	197	///		
24	Demande en divorce pour rupture de la vie commune, en cas de séparation de fait	353	3	///		
25	Demande en divorce pour rupture de la vie commune, en cas d'altération des facultés mentales	24	///	///		
26	Demande en divorce pour faute	6 611	1 623	///		
27	Demande en conversion de la séparation de corps en divorce	154	1 640	///		
28	Demande de modification des mesures provisoires [divorce]	6 810	608	2		
29	Action en opposabilité ou en inopposabilité d'une décision de divorce rendue à l'étranger	9	90	1		
30	**Séparation de corps**	**354**	**4 108**	**///**		
	dont :					
31	Demande en séparation de corps par consentement mutuel	9	1 099	///		
32	Demande en séparation de corps autre que par consentement mutuel	13	2 923	///		
33	Demande en séparation de corps sur demande acceptée	14	5	///		
34	Demande en séparation de corps pour rupture de la vie commune, en cas de séparation de fait	12	1	///		
35	Demande en séparation de corps pour rupture de la vie commune, en cas d'altération des facultés mentales	2	///	///		
36	Demande en séparation de corps pour faute	200	50	///		
37	Demande de modification des mesures provisoires [séparation de corps]	103	30	///		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1	Dans le cas de demandes multiples, c'est le premier poste rencontré dans la liste qui a été retenu. Les demandes relatives à l'usage du nom (art. 264 du Code civil) sont prises en compte dans la rubrique "Nom - Prénom" série 10, page I/XIII.
4	Sont compris dans cette rubrique les recours de celui qui assure la charge de l'enfant majeur contre l'ex-conjoint.
5	Ancien article 282 du Code civil applicable au divorce pour rupture de la vie commune avant la réforme entrée en vigueur le 1er janvier 2005
8	Par exemple demande d'attribution préférentielle d'un bien, de maintien dans l'indivision, de licitation, etc. Concernant les affaires portées devant le tribunal d'instance, il peut s'agir des cas où le juge des tutelles autorise le partage des biens d'une personne présumée absente (art. 116 du Code civil).
9	Les demandes relatives à la liquidation du régime matrimonial sont prises en compte dans la série 8.
12	Cette rubrique concerne toutes les demandes d'aliments, sauf en matière de divorce ou séparation de corps.
14	Y compris les enfants de parents mariés devenus majeurs.
19 à 26	Il s'agit de toutes les actions en matière de paternité ou de maternité pour des enfants de parents mariés ou non mariés.
31	Les demandes de modification de l'autorité parentale, de la résidence et du droit de visite après le prononcé du divorce sont comprises dans la rubrique "post-divorce", séries 2 et 6. L'ensemble du contentieux de l'autorité parentale est traité dans le chapitre – Détails de certains thèmes "Affaires familiales"–.
32	Pour les enfants de parents mariés ou non mariés.
36	Les demandes d'exercice conjoint de l'autorité parentale sont comprises dans cette rubrique

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2006

Affaires nouvelles au fond [III/XIII]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Demande postérieure au prononcé du divorce ou de la séparation de corps**	**7 822**	**60 448**	**134**		
2	Demande de modification de l'exercice de l'autorité parentale ou de la résidence habituelle des enfants mineurs	2 059	19 648	///		
3	Demande de révision de la prestation compensatoire	562	1 267	7		
4	Demande de fixation ou de modification de la contribution à l'entretien des enfants	2 561	26 201	22		
5	Demande de modification de la pension alimentaire	393	1 998	49		
6	Demande de modification du droit de visite	1 079	7 549	///		
7	Demande relative au bail concédé à l'un des époux	9	22	5		
8	Demande relative à la liquidation du régime matrimonial	1 159	3 763	51		
9	**Mariage et régimes matrimoniaux**	**448**	**27 962**	**899**		
	dont :					
10	Demande en nullité de mariage	273	1 824	///		
11	Demande d'homologation du changement de régime matrimonial	31	25 130	///		
12	**Obligations à caractère alimentaire**	**2 872**	**26 344**	**1 557**		
	dont :					
13	Demande relative à la pension alimentaire des enfants de parents non mariés	1 210	16 433	62		
14	Demande d'entretien formé par l'enfant majeur	262	1 828	2		
15	Recours des tiers payeurs contre les débiteurs d'aliments	182	2 055	7		
16	Contribution aux charges du mariage	410	2 931	8		
17	Action à fin de subsides	125	528	6		
18	Contestation relative au paiement direct ou au recouvrement des pensions alimentaires	111	20	1 158		
19	**Filiation**	**518**	**4 982**	**5**		
	dont :					
20	Action en recherche de paternité	200	1 073	1		
22	Action en rétablissement de la présomption de paternité	15	141	///		
23	Action en constatation de la possession d'état	1	90	///		
25	Demande relative au consentement à une procréation médicalement assistée	1	1 108	///		
26	Action en contestation de maternité	///	17	///		
27	Action en contestation de paternité	238	2 072	///		
28	Action en contestation de la possession d'état	20	77	1		
32	**Filiation adoptive**	**195**	**12 006**	**1**		
	dont :					
33	Demande en déclaration d'abandon	20	219	1		
34	Demande d'adoption simple	103	7 764	///		
35	Demande d'adoption plénière	59	3 955	///		
36	**Autorité parentale et droit de visite**	**9 713**	**86 179**	**4**		
	dont :					
37	Demande relative au droit de visite des grands-parents ou autres personnes, parents ou non	492	2 349	1		
38	Demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale	149	758	1		
39	Demande de délégation ou de transfert de l'autorité parentale	96	3 373	///		
35	Demande de retrait total de l'autorité parentale	24	260	///		
36	Demande relative à l'exercice de l'autorité parentale, à la fixation de la résidence habituelle des enfants mineurs, ou au droit de visite quant aux enfants de parents non mariés	5 769	78 986	///		
37	Recours contre une mesure relative à l'assistance éducative	2 952	1	///		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

Code	
1	Cette rubrique concerne toutes les demandes en partage, à l'exception des liquidations consécutives au divorce, prises en compte dans la série 8 page précédente.
2	On trouve notamment dans cette rubrique les contentieux sur les modalités du partage, les demandes d'annulation, de rescision, d'opposition des créanciers, d'homologation de partage, les demandes d'attribution préférentielle d'un bien, etc...
3	Sont concernés dans cette rubrique les actes de disposition fait par un indivisaire seul (art. 815-3 du Code civil), les cessions réalisées en violation du droit de préemption des indivisaires (art. 815-16 du Code civil), les décisions du gérant ou des indivisaires (art. 1873-6 du Code civil), les nullités d'une convention d'indivision (art. 1873-2 du Code civil).
5	Sont notamment comprises ici les demandes en annulation, révocation, ou réduction d'une libéralité ou d'une de ses clauses.
9	Chacune de ces demandes peut être formée à titre unique.
21	Sont notamment comprises sous cette rubrique les demandes de radiation d'une sûreté.
22 à 29	Sont comprises sous ces rubriques les demandes relatives aux groupements de toutes sortes : sociétés civiles et commerciales, sociétés agricoles, associations, mutuelles, syndicats, ordres professionnels.
23	Ces demandes concernent notamment les délibérations des diverses assemblées, conseils d'administration, etc.
29	Ces demandes sont formulées en cas notamment de réunion de toutes les parts en une seule main, mésintelligence, réduction du capital en dessous du minimum légal.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2006

Affaires nouvelles au fond [IV/XIII]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Partage, indivision, succession**	**2 573**	**17 249**	**198**		
	dont :					
2	Demande en partage, ou contestations relatives au partage	1 772	10 402	67		
3	Demande en annulation d'un acte accompli sur un bien indivis, ou d'une convention d'indivision	68	112	1		
4	Demande relative à une succession vacante ou non réclamée	25	5 460	3		
5	**Libéralités (donations et testaments)**	**490**	**1 198**	**20**		
◆ 6	**Droit des affaires (hors entreprises en difficulté)**	**10 796**	**15 240**	**9 986**		**9 927**
7	**Bail commercial**	**3 992**	**7 159**	**1 191**		**186**
	dont :					
8	Demande en nullité de bail commercial	148	181	22		5
9	Demande en paiement des loyers et charges et/ou tendant à la résiliation du bail et/ou à l'expulsion	1 888	1 898	1 035		110
10	Demande de fixation du prix du bail révisé ou renouvelé	432	1 980	3		2
11	Action relative à la déspécialisation	11	24	2		0
12	Action en contestation de congé et/ou demande de renouvellement de bail	220	563	9		1
13	Demande d'évaluation et/ou en paiement de l'indemnité d'éviction	99	402	2		3
14	Demande d'exécution de travaux à la charge du bailleur, ou demande en garantie contre le bailleur	288	395	61		2
15	**Vente du fonds de commerce**	**649**	**1 033**	**900**		**1 144**
	dont :					
16	Demande en nullité des promesses de vente ou de vente de fonds de commerce	122	48	10		62
17	Demande en paiement du prix et/ou tendant à faire sanctionner le non-paiement du prix	182	715	850		116
18	Demande en radiation de l'inscription du privilège du vendeur	2	42	///		514
19	Demande de vente en justice du fonds de commerce	21	35	///		67
20	**Location - gérance du fonds de commerce**	**241**	**112**	**62**		**179**
21	**Nantissement du fonds de commerce ou du fonds artisanal, de l'outillage et du matériel d'équipement**	**33**	**73**	**///**		**858**
22	**Groupements : fonctionnement (1)**	**314**	**302**	**338**		**2 175**
	dont :					
23	Demande en nullité des actes des assemblées et conseils	135	179	5		50
24	Demande relative à la tenue de l'assemblée générale	23	21	3		83
25	Demande en paiement de cotisations formée contre les adhérents d'une association, d'un syndicat ou d'un ordre professionnel	89	59	269		2 013
26	**Groupements : fonctionnement (2)**	**885**	**1 156**	**185**		**1 014**
	dont :					
27	Demande tendant à contester l'agrément ou le refus d'agrément de cessionnaires de parts sociales ou d'actions	207	97	///		18
28	Demande de nomination d'un expert de gestion, d'un commissaire aux apports ou d'un commissaire à la fusion	47	13	7		98
29	Demande de dissolution de groupement	96	232	1		54

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
2	Les recours en cas de liquidation judiciaire sont pris en compte dans la série 16 page VI/XIII.
3	Les demandes concernant les litiges relatifs aux prêts bancaires sont prises en compte dans la rubrique "Prêt d'argent, crédit-bail, cautionnement" série 1 page VIII/XIII.
4 et 5	Ces demandes portées devant les tribunaux de grande instance sont de la compétence exclusive des tribunaux de grande instance à compétence commerciale.
5	Demandes formées contre le tiré, le tireur, les endosseurs, l'accepteur, le donneur d'aval, à l'exclusion des cas où le créancier porteur d'un chèque impayé poursuit l'exécution de l'obligation initiale.
6	Ces demandes concernent le compte de dépôt ou compte courant, en cas de chèque sans provision, carte de crédit, virement, chèque de voyage...; en matière d'intérêts, d'ouverture de crédit...
8	Ces demandes concernent les services bancaires, à l'exclusion de ceux liés à un octroi de crédit pris en compte ligne 7.
11	Les demandes relatives aux clauses de non-concurrence insérées dans un contrat de travail sont prises en compte dans la rubrique "Relations du travail et protection sociale" séries 7, 12, 13, page XII/XIII. Pour celles concernant les ventes de fonds de commerce, voir série 15, page IV/XIII.
12	Sont comprises dans ce poste les pratiques discriminatoires (refus de vente, prix imposés, ventes subordonnées), les actions concertées, ententes et coalitions.
16	Le volume relativement important des affaires portées devant les cours d'appel peut s'expliquer par le fait que les parties peuvent faire appel séparément, pouvant engendrer ainsi plusieurs affaires en appel pour une même affaire de première instance.
18	Pour les tribunaux de grande instance, sont prises en compte dans cette rubrique et les postes la constituant, les affaires relatives aux entreprises en difficulté portées devant les tribunaux de grande instance à compétence commerciale, et toutes celles qu'ont eu à connaître les juridictions d'Alsace et de Lorraine.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2006

Affaires nouvelles au fond [V/XIII]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Groupements : dirigeants**	**390**	**509**	**62**		**272**
	dont :					
2	Action en responsabilité civile exercée contre les dirigeants ou les associés	143	218	29		28
3	**Banque - Effets de commerce**	**2 461**	**2 697**	**7 229**		**3 066**
	dont :					
4	Demande relative à une cession ou un nantissement de créances professionnelles (loi du 2 janvier 1981)	138	45	17		103
5	Demande en paiement par le porteur, d'une lettre de change, d'un billet à ordre	132	60	55		119
6	Demande en paiement du solde du compte bancaire	920	1 365	5 743		893
7	Action en responsabilité exercée contre l'établissement de crédits pour octroi abusif de crédits ou brusque rupture de crédits	147	140	101		306
8	Autres actions en responsabilité exercées contre un établissement de crédit	705	830	544		264
9	Action en contestation d'une interdiction bancaire	13	22	59		87
10	Demande de mainlevée d'opposition au paiement d'un chèque	60	11	25		3
11	**Concurrence - Propriété industrielle**	**1 831**	**2 199**	**19**		**1 033**
	dont :					
12	Demande en cessation et/ou en réparation de pratiques anticoncurrentielles restrictives	134	45	///		23
13	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de brevet, d'obtention végétale ou de topographie de semi-conducteur	136	284	///		6
14	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de marque	393	1 081	3		15
15	Demande en contrefaçon et/ou en nullité de dessins et modèles	208	203	1		267
16	Demandes en cessation de concurrence déloyale ou illicite et/ou en dommages et intérêts	631	317	7		661
	Loi de sauvegarde des entreprises : nouvelle procédure	**460**	**3 920**	///		**54 540**
◆17	**Entreprises en difficulté, surendettement des particuliers et faillite civile (ancienne procédure)**	**6 658**	**38 834**	**32 844**		**45 192**
18	**Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire**	**1 633**	**9 931**	**482**		**301**
	dont :					
19	Demande de redressement judiciaire	383	5 750	458		7
20	Demande liquidation judiciaire	801	2 509	5		1
21	Demande d'ouverture d'une procédure de règlement amiable ou de désignation d'un conciliateur	8	946	2		///
22	Demande d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire en cas de résolution du plan de continuation	142	565	1		0
23	Demande d'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire à l'encontre des dirigeants en cas d'inexécution de la condamnation en comblement de l'insuffisance d'actif	62	19	15		15
24	Demande d'extension aux dirigeants du redressement ou de la liqidation judiciaire	104	38	///		163

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1	Les recours formés devant le tribunal contre les décisions du juge-commissaire sont prises en compte ligne 20.
4	Les demandes d'autorisation de licenciement, ou les réclamations contre l'ordonnance du juge-commissaire les autorisant, sont prises en compte dans la rubrique "Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaire", série 22, page XII/XIII.
5	Les demandes relatives aux créances salariales sont prises en compte dans la rubrique "Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaire", série 22, page XII/XIII.
10	Les demandes de résolution du plan de continuation de l'entreprise et de redressement judiciaire sont prises en compte dans la série 1.
11	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes d'admission du plan de cession de l'entreprise.
14	Les demandes de reprise de la procédure de liquidation judiciaire sont prises en compte dans la rubrique "Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire", série 18 page V/XIII.
15	Sont regroupées dans cette rubrique les demandes de sanctions contre les dirigeants, et les actions en responsabilité civile.
21	Le surendettement des particuliers fait l'objet d'une présentation détaillée (rubriques 17 à 24, chapitre "Détails de certains thèmes, procédures devant le juge de l'exécution").

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2006

Affaires nouvelles au fond [VI/XIII]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**L'entreprise au cours de la procédure : délais, organes**	**160**	**387**	**9**		**370**
2	Appel sur une décision relative à la désignation, au remplacement ou à la mission d'un expert, de l'administrateur, du représentant du créancier, du commissaire à l'exécution du plan ou du liquidateur	88	45	8		370
3	Appel sur des décisions relatives au déroulement de la procédure	72	342	1		0
4	**L'entreprise au cours de la procédure : autorisations et actions diverses**	**56**	**25**	**///**		**8**
5	**L'entreprise au cours de la procédure : période suspecte et sort des créances**	**2 684**	**83**	**7**		**187**
	dont :					
6	Demande en modification de la date de la cessation des paiements	51	33	///		157
7	Appel sur une décision du juge commissaire relative à l'admission des créances	1 975	11	1		0
8	Appel sur une décision du juge commissaire relative à la réclamation sur l'état des créances	282	2	///		0
9	Appel sur une décision relative au relevé de forclusion	306	16	2		0
10	**Plan de continuation de l'entreprise**	**61**	**128**	**10**		**10**
11	**Plan de cession de l'entreprise**	**108**	**332**	**2**		**994**
12	**Liquidation judiciaire - Clôture de la procédure**	**51**	**8 471**	**2**		**39 378**
	dont :					
13	Demande de clôture pour extinction du passif	21	399	1		1 215
14	Demande de clôture pour insuffisance d'actif	30	8 072	1		38 163
15	**Autres demandes en matière de redressement et de liquidation judiciaires**	**1 089**	**2 084**	**130**		**3 895**
	dont :					
16	Demande en comblement de l'insuffisance d'actif à l'encontre des dirigeants	261	71	7		351
17	Demande de prononcé de la faillite personnelle ou d'autres sanctions	322	284	2		2 696
18	Actions en responsabilité exercée contre l'administrateur, le représentant des créanciers, le liquidateur, le commissaire à l'exécution du plan	135	140	7		1
19	Recours devant le tribunal contre des décisions du juge commissaire					
20	Demande relative au règlement judiciaire, à la liquidation des biens, aux sanctions et à la suspension provisoire des poursuites	220 130	659 911	1 31		249 597
21	**Surendettement des particuliers et faillite civile**	**816**	**17 393**	**32 202**		**49**
	dont :					
22	Recours contre les décisions statuant sur la recevabilité prononcées par les commissions de surendettement des particuliers	96	3 807	9 271		///
23	Demande de vérification de la validité des titres de créances et du montant des sommes réclamées	28	480	1 371		0
24	Contestation des mesures recommandées par la commission de surendettement des particuliers	541	2 964	4 846		
25	Demande de rétablissement personnel	93	7 369	16 561		

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

2 | Sont comprises dans cette rubrique les ventes quel qu'en soit l'objet (meuble ou immeuble), à l'exception des ventes de fonds de commerce (cf. série 7, page IV/XIII), des ventes d'immeubles à construire, et des ventes d'immeubles qui engagent la responsabilité du constructeur pour malfaçons (cf. série 11, page VIII/XIII).

4 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en résolution pour non-paiement du prix.

5 | Y compris les demandes tendant à obtenir la livraison de la quantité indiquée au contrat, ou à faire sanctionner la livraison d'une quantité insuffisante (art. 1616 à 1622 du Code civil).

6 | Il s'agit de demandes en restitution ou en réduction du prix.

7 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes tendant à faire sanctionner le manquement du vendeur à son obligation de renseignements.

9 | Sont comprises toutes les catégories de baux, à l'exception des baux commerciaux (cf. série 7, page IV/XIII) et des baux ruraux (cf. série 20). Les demandes relatives aux occupations de locaux sans droit ni titre sont prises en compte dans la rubrique 23 page X/XIII.

10 | Y compris les demandes dirigées contre la caution du locataire.

11 | Ces demandes concernent notamment les obligations suivantes : mauvaise utilisation des lieux loués, dégradations, défaut d'entretien, transformation des lieux sans accord du bailleur, demande visant à la remise en état des lieux en cours de bail, défaut d'assurance, défaut de meubles suffisants pour garnir les lieux loués...

12 | Les cas où le congé est lié à une inexécution des obligations du locataire sont pris en compte dans les séries 10 et 11.

13 | Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en contestation de la validité du congé, de suspension de la clause résolutoire, etc.

14 | Les cas où cette demande est cumulée avec une demande en paiement de loyers sont pris en compte dans la série 10.

16 | Sont notamment compris dans cette rubrique les cas suivants : vices de l'immeuble loué (art. 1721 du Code civil), défaut d'entretien de l'immeuble par le bailleur (art. 1719 - 2e du Code civil), destruction partielle de la chose (art. 1722 du Code civil), réparations de longue durée ou de nature à rendre le logement inhabitable (art. 1724 du Code civil), troubles de droit provenant d'un tiers (art. 1726 du Code civil).

20 | Les demandes relatives aux baux de chasse sont portées devant le tribunal de grande instance.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2006

Affaires nouvelles au fond [VII/XIII]

Code	Nature d'affaire	Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
◆1	**Contrats**		**46 067**	**60 830**	**265 309**		**55 864**
2	**Vente**		**6 861**	**14 639**	**22 084**		**36 105**
	dont :						
3	Demande en nullité de la vente ou d'une clause de la vente		1 028	2 452	2 337		168
4	Demande en paiement du prix ou tendant à faire sanctionner le non-paiement du prix		1 555	4 008	11 678		34 621
5	Demande tendant à obtenir la livraison de la chose ou à faire sanctionner le défaut de livraison		189	323	1 005		17
6	Demande en garantie des vices cachés ou tendant à faire sanctionner un défaut de conformité		1 467	2 276	2 488		104
7	Autres demandes tendant à faire sanctionner l'inexécution des obligations du vendeur		267	601	1 462		368
8	Demande relative à l'exécution d'une promesse unilatérale de vente ou d'un pacte de préférence ou d'un compromis de vente		1 352	2 828	564		25
9	**Baux d'habitation et professionnels**		**8 419**	**5 282**	**106 550**		**78**
10	Demande en paiement des loyers et des charges et/ou tendant à faire prononcer ou constater la résiliation pour défaut de paiement ou défaut d'assurance et ordonner l'expulsion		4 508	1 004	74 444		37
11	Demande tendant à l'exécution des autres obligations du locataire et/ou tendant à faire prononcer la résiliation pour inexécution de ces obligations et ordonner l'expulsion		722	283	3 299		9
12	Demande du bailleur tendant à faire constater la validité du congé et à ordonner l'expulsion		788	181	4 080		1
13	Demande du locataire ou de l'ancien locataire tendant au maintien dans les lieux		234	379	629		0
14	Demande en dommages-intérêts formée par le bailleur en fin de bail en raison des dégradations ou des pertes imputables au locataire		147	75	1 412		1
15	Demande du locataire tendant à être autorisé d'exécuter des travaux ou à faire exécuter des travaux à la charge du bailleur		251	68	1 440		8
16	Demande du locataire tendant à la diminution du loyer ou des charges et/ou à la résiliation du bail, et/ou à des dommages-intérêts en raison de troubles de jouissance		357	111	1 403		0
17	Demande du locataire en fin de bail en restitution du dépôt de garantie et/ou tendant au paiement d'une indemnité pour amélioration des lieux loués		103	47	8 801		2
18	Demande tendant à la fixation judiciaire du montant du loyer ou à la mise en conformité du bail		93	41	1 033		0
19	Autres demandes relatives à un bail d'habitation ou à un bail professionnel		1 216	3 093	10 009		20
20	**Baux ruraux [fermage ou métayage, baux de chasse]**		**1 112**	**142**	**3 670**		**1**
	dont :						
21	Demande en paiement des fermages ou loyers et/ou tendant à faire prononcer la résiliation du bail pour défaut de paiement et prononcer l'expulsion		222	24	1 030		0
22	Demande formée par le bailleur ou le preneur relative à la poursuite ou au renouvellement du bail		128	5	659		0

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1	Les demandes relatives aux prêts à usage ou commodat sont prises en compte dans la rubrique "Contrats divers", séries 13 à 15 page IX/XIII.
5 à 7	Le crédit bail peut porter sur des choses mobilières ou immobilières.
8 et 9	Quelle que soit l'obligation cautionnée (prêt, crédit-bail, compte courant, bail d'habitation ...).
10	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité d'un contrat de cautionnement.
11	Sont compris ici tous les types de contrats : contrat d'entreprise, contrat de construction de maisons individuelles, contrat de promotion immobilière, vente d'immeuble à construire, contrat ou réservation. Est exclu cependant le bail à construction (cf. série 16, page XI/XIII). Le terme de constructeur employé dans les postes ci-dessous désigne, conformément à l'article 1792-1 du Code civil : l'architecte, l'entrepreneur, le promoteur, le technicien, ou toute personne liée au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage, ainsi que toute personne qui vend un ouvrage qu'elle a construit ou fait construire.
16	Sont notamment compris dans cette rubrique les recours entre l'architecte et l'entrepreneur, entre le promoteur et l'entrepreneur, entre le vendeur et l'architecte.
17	Que cette demande soit formée dans le cadre de la garantie de parfait achèvement (art. 1792-6 du Code civil) des garanties décennales ou biennales (art. 1792 à 1792-4 du Code civil), y compris les demandes formées par l'assureur du maître d'ouvrage.
18	Ne sont pas compris dans cette rubrique les contrats de déménagement (cf. rubrique "Autres contrats de prestation de service" série 19), les contrats d'affrètement (cf. ligne 12 page IX/XIII), les contrats de location de véhicule (cf. ligne 12, page IX/XIII), les demandes en responsabilité occasionnée par le transport de personnes (terrestre, aérien ou maritime) prises en compte dans la rubrique "Responsabilité du fait des véhicules" série 14, page IX/XIII.
19	Dans cette rubrique sont regroupés tous les contrats de prestation de service autres que les contrats de construction immobilière (cf. série 11), les contrats de transport (cf. série 18) et les contrats particuliers (mandat, commission, courtage) qui peuvent être comptabilisés dans la série 1, page IX/XIII. Sont notamment compris dans cette série les contrats suivants : contrat passé avec un garagiste, un teinturier, un réparateur de matériel, une agence de voyages, une entreprise de déménagement, une agence matrimoniale, un établissement scolaire. Tous les contrats ayant trait à la construction, à la réparation ou à l'aménagement d'un immeuble, y compris les honoraires d'architecte, sont pris en compte dans la série 11.
22	À l'exclusion des demandes qui figurent dans la rubrique "responsabilité", dont la liste suit : responsabilité des médecins et des professions para-médicales, responsabilité des auxiliaires de justice (cf. série1, page X/XIII).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2006

Affaires nouvelles au fond [VIII/XIII]

Code	Nature d'affaire (Type de juridiction)	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Prêt d'argent, crédit-bail (ou leasing), cautionnement**	**8 606**	**12 111**	**64 049**		**3 505**
2	Prêt - Demande en nullité du contrat ou d'une clause du contrat	172	143	753		47
3	Prêt - Demande en remboursement du prêt	4 976	7 438	59 064		800
4	Autres demandes relatives au prêt	600	886	2 362		283
5	Crédit-bail ou leasing - Demande en nullité du contrat ou d'une clause du contrat	52	25	85		19
6	Crédit-bail ou leasing - Demande en paiement des loyers et/ou en résiliation du crédit-bail	570	522	1 013		744
7	Autres demandes relatives au crédit-bail	148	79	143		347
8	Cautionnement - Demande en paiement formée contre la caution seule	1 527	2 238	207		858
9	Cautionnement - Recours de la caution qui a payé contre le débiteur principal ou contre une autre caution	134	548	238		52
10	Autres demandes relatives au cautionnement	427	232	184		355
11	**Contrat tendant à la réalisation de travaux de construction**	**6 460**	**14 322**	**5 881**		**972**
	dont :					
12	Demande en nullité d'un contrat tendant à la réalisation de travaux de construction	127	430	205		247
13	Demande en paiement du prix formée par le sous-traitant contre l'entrepreneur principal	143	132	169		10
14	Demande en paiement du prix formée par le constructeur contre le maître de l'ouvrage ou son garant	870	1 546	1 202		81
15	Demande en paiement direct du prix formée par le sous-traitant contre le maître d'ouvrage	84	181	100		54
16	Recours entre constructeurs	302	178	49		12
17	Demande d'exécution de travaux, ou de dommages-intérêts, formée par le maître de l'ouvrage contre le constructeur ou son garant, ou contre le fabricant d'un élément de construction	3 183	8 961	2 483		212
18	**Contrats de transport**	**597**	**125**	**428**		**2 078**
19	**Autres contrats de prestation de services**	**4 703**	**4 022**	**46 534**		**6 151**
20	Demande en nullité d'un contrat de prestation de services	125	86	1 032		167
21	Demande en paiement du prix, ou des honoraires formée contre le client et/ou tendant à en faire sanctionner le non-paiement	2 539	1 919	21 543		3 454
22	Demande en dommages-intérêts contre le prestataire de services pour mauvaise exécution	938	1 301	10 063		237
23	Demande en restitution d'une chose confiée au prestataire de services et/ou en dommages-intérêts pour non-restitution	145	90	604		43
24	Demande en exécution formée par le client contre le prestataire de services	79	60	2 948		14
25	Demande en résolution formée par le client pour inexécution de la prestation de services	75	61	1 102		69
26	Autres demandes relatives à un contrat de prestation de services	802	505	9 242		2 167

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

1 Cette rubrique regroupe tous les contrats pouvant recevoir la qualification de mandat, de commission ou de courtage. Sont comprises dans cette rubrique les demandes en paiement ou en indemnisation formées par un agent commercial, un agent immobilier, un concessionnaire, un courtier d'assurance, etc...

8 Il s'agit du cas (exceptionnel) où le responsable assuré a indemnisé directement la victime. Lorsque l'action en paiement de l'indemnité est formée par la victime contre l'auteur et/ou son assureur, se reporter en fonction de la responsabilité engagée, aux rubriques "Responsabilité et quasi-contrats" série 24, ou "Contrats tendant à la construction, à la réparation ou à l'aménagement d'un immeuble" série 11, page VIII/XIII.

9 Sont notamment comprises dans ce poste les assurances-vie, retraite, incapacité, chômage, etc.

11 Ne sont pas pris en compte dans ce poste les recours de l'assureur contre le responsable du dommage, qui sont des recours subrogatoires.

12 Ce poste regroupe d'une part les contrats qualifiés qui n'ont pas été visés dans les autres postes de la nomenclature, par exemple : le contrat de dépôt, de prêt à usage ou de location de meubles, de location de véhicule automobile, d'affrètement, déchange, de concession, de franchise ou de fournitures, etc., d'autre part les contrats dont l'acte de saisine ne permet pas d'identifier la qualification (ex : demande en paiement de facture sans autre indication).

13 Les rubriques "responsabilité" ne recouvrent pas tous les cas de responsabilité, mais seulement ceux qui n'ont pas été traités dans un cadre plus précis.
Il n'est pas fait de distinction selon les textes sur lesquels se fonde la demande, mais selon le fait qui se trouve à l'origine du dommage, et selon les parties en présence.
Le terme de réparation désigne la demande d'indemnisation formée par la victime contre l'auteur du dommage, son assureur, le fonds de garantie, y compris les actions en déclaration de jugement commun visant un organisme de sécurité sociale. Toutefois lorsque la demande de réparation vise en même temps, ou exclusivement, le responsable du fait d'autrui (parent, gardien, commettant), on se reportera à la rubrique "Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable " série 8 page X/XIII.
Le terme de victime désigne tant la victime directe, que la victime par ricochet (conjoint, enfant, héritier, concubin, tiers lésé), à l'exception de la victime d'un accident du travail qui demande réparation à son employeur pour faute inexcusable (cf. série 9, page XIII/XIII).
Le terme de garantie recouvre les demandes du responsable de dommages visant à mettre en cause son assureur ou un co-responsable. Toutefois les demandes de garanties formées contre le responsable du fait d'autrui sont prises en compte dans la rubrique "Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable ", série 8, page X/XIII

16 Les termes réparation, dommage, victime, garantie, sont définis à la rubrique "Responsabilité et quasi-contrats" (série 13). Sont exclues de la présente rubrique les demandes en responsabilité engagées pour mauvaise exécution d'un contrat de vente (cf. rubrique "Vente" série 2, page VII/XIII), de transport (cf. rubrique "Contrat de transport" série 18, page VIII/XIII), de prestations de service (cf. rubrique "Autres contrats de prestation de Services" série 19, page VIII/XIII).

19 Sont exclues de la présente rubrique les demandes en réparation formées par le maître d'ouvrage contre l'entrepreneur du fait de la mauvaise exécution des contrats de construction ou de réparation d'immeubles (cf. rubrique "Contrats tendant à la réalisation de travaux de construction" séries 11 page VIII/XIII).

20 Dans cette rubrique sont concernés les dommages causés à une personne par un glissement de terrain, une avalanche, un incendie, la chute d'un bâtiment, etc.

21 Dans cette rubrique sont concernés les infiltrations provoquées par un immeuble à un immeuble voisin ; dégâts des eaux, incendies, avalanches, glissements de terrain etc.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2006

Affaires nouvelles au fond [IX/XIII]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Contrats d'intermédiaires**	**1 623**	**1 377**	**676**		**258**
2	**Contrats d'assurance**	**2 857**	**5 080**	**4 813**		**751**
3	Demande en nullité du contrat d'assurance, et/ou en remboursement des indemnités pour fausse déclaration intentionnelle ou réticence de la part de l'assuré formée par l'assureur	128	165	132		2
4	Autres demandes en nullité et/ou en remboursement des indemnités formées par l'assureur	73	169	255		5
5	Demande en nullité du contrat et/ou en restitution des primes, ou cotisations, formée par l'assuré	94	266	210		5
6	Demande en paiement des primes, ou cotisations formée contre l'assuré	65	252	1 428		64
7	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance de dommages	985	1 640	662		80
8	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance de responsabilité formée par l'assuré	117	156	226		40
9	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance de personnes	698	1 475	280		78
10	Demande en paiement de l'indemnité d'assurance dans une assurance-crédit	176	215	101		0
11	Demande relative à d'autres contrats d'assurance	521	742	1 519		477
12	**Contrats divers**	**4 829**	**3 730**	**10 624**		**5 965**
◆13	**Responsabilité et quasi-contrats**	**7 212**	**34 031**	**12 507**		**226**
14	**Dommages causés par des véhicules** dont :	**2 105**	**6 546**	**3 490**		**15**
15	Demande en réparation des dommages causés par des véhicules terrestres à moteur	1 988	6 319	3 367		11
16	**Dommages causés par des animaux, des produits ou des services**	**485**	**924**	**1 119**		**26**
17	Demande en réparation des dommages causés par un animal	145	270	592		0
18	Demande en réparation des dommages causés par un produit ou une prestation de services défectueux	340	654	527		26
19	**Dommages causés par des immeubles** dont :	**660**	**2 033**	**864**		**9**
20	Demande en réparation des dommages causés à une personne par un immeuble	221	604	215		0
21	Demande en réparation des dommages causés à une chose mobilière ou immobilière par un immeuble	438	1 429	649		9

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
3	L'expression "auxiliaire de justice" doit être entendue au sens large, et désigne les professionnels suivants : avocats, avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués, commissaires-priseurs, conseils en brevet, conseils fiscaux, experts, greffiers de commerce, huissiers de justice, interprètes, notaires, sachants, traducteurs. Sont notamment comprises sous cette rubrique les demandes en réparation fondées sur l'exécution ou l'inexécution dommageables des mesures d'exécution forcées ou des mesures conservatoires à l'encontre d'un auxiliaire de justice.
6	Ces nuisances peuvent consister en l'émission de bruit, d'odeurs, de rejets déplaisants, toxiques ou irritants (ex : tapages, dépôt d'immondices, pollution artisanale, industrielle ou agricole).
7	Sont comprises dans ce poste les demandes d'indemnisation formées devant la commission d'indemnisation des victimes d'infractions. Sont exclues les demandes tendant à la réparation et/ou à la cessation d'une atteinte au droit au respect de la vie privée (cf. ligne 19, page I/XIII).
10	Sont exclues les demandes formées contre les établissements de soin pour les dommages causés par l'activité médicale de leurs préposés (cf. ligne 2).
14	Non compris les hypothèses spécifiques mentionnées à d'autres postes, par exemple les répétitions de cotisations, série 5, page XIII/XIII.
17	Sont exclus de cette rubrique les cas d'atteintes irrégulières à la propriété immobilière ou à un droit réel immobilier, commises par une personne publique (cf. rubrique "Responsabilité des personnes publiques" série 19, page XIII/XIII).
23	Ce poste ne concerne que l'action tendant à défendre la possession du propriétaire : complainte, réintégrande, dénonciation de nouvel ordre.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2006

Affaires nouvelles au fond [X/XIII]

Code	Nature d'affaire	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Dommages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées**	**1 676**	**4 273**	**400**		**2**
2	Demande en réparation des dommages causés par l'activité médicale ou para-médicale	667	1 884	150		0
3	Demande en réparation des dommages causés par l'activité des auxiliaires de justice	860	2 108	225		0
4	Demande en réparation des dommages causés par l'activité d'un expert en diagnostic, un commissaire aux comptes, un commissaire aux apports, un commissaire à la fusion ou un expert-comptable	149	281	25		2
5	**Dommages causés par l'action directe d'une personne**	**1 774**	**18 911**	**4 658**		**64**
6	Demande en réparation des dommages causés par une nuisance de l'environnement	500	664	719		1
7	Demande en réparation des dommages causés par d'autres faits personnels	1 274	18 247	3 939		63
8	**Dommages causés par l'action d'une personne dont on est responsable**	**115**	**349**	**247**		**0**
9	Demande en réparation des dommages causés par un mineur ou un incapable majeur, formée contre les parents ou le gardien	40	150	139		0
10	Demande en réparation des dommages causés par les salariés ou apprentis, formée contre l'employeur	41	112	71		0
11	Demande en réparation des dommages causés par un mineur ou employé, formée contre l'État ou une collectivité territoriale	34	87	37		0
12	**Quasi-contrats**	**397**	**995**	**1 729**		**110**
13	Demande relative à une gestion d'affaire	42	74	62		1
14	Demande en restitution d'une chose ou en paiement d'un prix reçu indûment	242	638	1 549		107
15	Demande d'indemnisation pour enrichissement sans cause	113	283	118		2
◆16	**Biens - Propriété littéraire et artistique**	**12 728**	**56 112**	**30 313**		**35**
17	**Propriété et possession immobilières** dont :	**3 312**	**8 783**	**4 041**		**1**
18	Revendication d'un bien immobilier	322	708	74		0
19	Demande formée par le propriétaire de démolition d'une construction ou d'enlèvement d'une plantation faite par un tiers sur son terrain	443	743	164		0
20	Demande d'expulsion et/ou d'indemnités dirigée contre les occupants des lieux	618	339	472		0
21	Demande en bornage ou en clôture	463	155	1 996		0
22	Demandes relatives aux murs, haies et fossés mitoyens	321	503	1 074		0
23	Actions possessoires	184	251	66		0
24	Demande de fixation de l'indemnisation d'expropriation	635	4 249	3		0

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1	Cette rubrique ne concerne que la copropriété par appartements régie par la loi du 10 juillet 1965. Pour l'indivision ordinaire, cf. rubrique "Partage, indivision, succession" série 1, page IV/XIII.
3	Quel que soit le fondement de la demande. Les demandes en inopposabilité de travaux décidés par l'assemblée générale sont prises en compte dans la rubrique 6 "Copropriété : droits et obligations des copropriétaires".
4	Sont comprises notamment dans cette rubrique les demandes pour vice de construction ou défaut d'entretien des parties communes.
7	Ne sont pas comprises dans ce poste les indemnités qui peuvent être réclamées en raison de troubles ou de violations du règlement.
10	Sont comprises dans cette rubrique toutes les demandes pouvant naître d'une situation d'usufruit, ainsi que les demandes relatives à un droit d'usage ou d'habitation, à l'exception des droits d'usage forestiers et ruraux (cf. rubrique "Servitudes" série 11), et les baux d'habitation (cf. rubrique "Baux d'habitation et professionnels" séries 9 à 19, page VII/XIII).
16	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en paiement des redevances emphytéotiques, ou des loyers du bail à construction.
18	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité, en radiation ou en réduction d'une sûreté immobilière et recours sur les décisions relatives à l'inscription ou à la radiation.
19	Sont notemment comprises dans cette rubrique les demandes en nullité, en radiation ou en réduction d'une sûreté mobilière et les demandes tendant à la vente forcée ou à l'attribution d'un bien mobilier constitutif de la sûreté.
23, 24	Les procédures relevant du juge de l'exécution font l'objet d'une présentation détaillée (rubriques 6 à 11, chapitre "Détail de certains thèmes, Procédures devant le juge de l'exécution").

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2006

Affaires nouvelles au fond [XI/XIII]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Copropriété : organisation et administration**	**955**	**3 346**	**249**		**0**
	dont :					
2	Demande tendant à déclarer non écrite une clause du règlement de copropriété ou demande de nouvelle répartition des charges	27	65	42		0
3	Demande en nullité d'une assemblée générale ou d'une délibération de cette assemblée	643	2 746	9		0
4	Action en responsabilité exercée contre le syndicat	132	300	74		0
5	Action en responsabilité exercée contre le syndic ou tendant à sa révocation	67	151	65		0
6	**Copropriété : droits et obligations des copropriétaires**	**1 768**	**3 306**	**19 187**		
	dont :					
7	Demande en paiement des charges ou des contributions	681	1 675	17 423		0
8	Demande du syndicat tendant à la cessation et/ou à la sanction d'une violation des règles de la copropriété commise par un copropriétaire	187	331	92		0
9	Demande d'un copropriétaire tendant à la cessation et/ ou à la sanction d'une atteinte à la propriété et à la jouissance d'un lot	259	455	140		0
10	**Usufruit - Usage et habitation**	**52**	**109**	**42**		**0**
11	**Servitudes**	**1 478**	**2 534**	**839**		**0**
	dont :					
12	Demande relative à une servitude d'usage ou de passage des eaux	164	286	116		0
13	Demande relative à une servitude de distance pour les plantations et constructions	92	94	331		0
14	Demande relative à une servitude de jours et vues sur le fonds voisin	141	311	71		0
15	Demande relative à un droit de passage	864	1 577	173		0
16	**Emphytéose - Bail à construction - Concession immobilière**	**42**	**53**	**9**		**0**
17	**Sûretés immobilières et mobilières**	**447**	**3 942**	**50**		**15**
18	Sûretés immobilières (hypothèque, antichrèse)	240	727	23		4
19	Sûretés mobilières (gages, nantissement, warrant)	207	3 215	27		11
20	**Propriété et possession mobilières**	**101**	**88**	**143**		**12**
21	**Saisies et mesures conservatoires**	**4 237**	**33 185**	**5 615**		**3**
22	Saisies immobilières	784	14 002	64		0
23	Saisies mobilières	2 639	15 874	5 026		0
24	Mesures conservatoires	811	3 309	524		3

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

2 Il s'agit de toute reproduction, représentation ou utilisation de l'œuvre qui porte atteinte aux intérêts moraux ou patrimoniaux de l'auteur, qu'elle puisse ou non être qualifiée sur le plan pénal de contrefaçon, y compris lorsque cette atteinte intervient dans le cadre d'un contrat relatif aux droits d'auteur.
Les "droits voisins du droit d'auteur" sont constitués par les droits des artistes interprètes, des producteurs de vidéogrammes et de phonogrammes.

4 Sont comprises dans les postes composant cette rubrique la plupart des demandes dérivant de la conclusion, de l'exécution, de la suspension ou de la rupture d'un contrat de travail, hormis celles qui concernent un contrat de travail tendant à la formation du salarié (cf. série 26), et celles qui émanent d'un travailleur invoquant sa qualité de salarié protégé (cf. série 21).

8 Ne sont pas comprises dans cette rubrique les sanctions touchant un salarié protégé (cf. rubrique 21 "Statut des travailleurs protégés"), un apprenti ou un salarié en formation (cf. rubrique 26 "Formation et insertion professionnelles").

10 Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de remise d'une lettre de licenciement, les demandes de remise d'un certificat de travail, les demandes remise de bulletin de paie, les demandes de remise d'attestation pour l'ASSEDIC, etc.

11 Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de dommages-intérêts pour refus illégal d'embauchage ou violation d'une priorité d'embauche ou réembauche etc.

12 Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de dommages-intérêts au salarié pour démission abusive ou brusque démission, les demandes de dommages-intérêts pour inexécution ou mauvaise exécution du contrat de travail.

14 Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives à la constitution des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise ou le groupe, la présence d'élus des salariés dans les organes sociaux des entreprises, que l'élection ait lieu au suffrage universel ou qu'il s'agisse d'une désignation par des élus ou parmi des élus (CHSCT, comité central d'entreprise, comité de groupe).

17 Y compris les délégués mineurs.

19 Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives au fonctionnement d'une institution représentative du personnel.

21 Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives au statut des salariés titulaires d'un mandat de délégué syndical, de membre du comité d'entreprise, du comité hygiène et sécurité, etc.

22 Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes de l'AGS en paiement des cotisations contre un employeur soumis à l'obligation d'assurance des créances salariales et les demandes d'autorisation de licenciement.

24 Sont comprises dans cette rubrique les demandes des employeurs salariés et des syndicats relatives au déroulement d'un conflit collectif du travail et aux incidents et préjudices engendrés par ce conflit.

25 Sont comprises dans cette rubrique les demandes relatives à l'ouverture et au déroulement d'une négociation collective, ainsi qu'à l'exécution des engagements et accords décidés.

26 Certaines demandes intéressant la formation professionnelle continue et portées devant les juridictions prud'homales sont incluses dans la rubrique 4 "Relations individuelles de travail", dans la mesure où elles intéressent d'abord l'exécution d'un contrat de travail ordinaire à durée déterminée ou indéterminée ; relèvent également du niveau "Relations individuelles du travail" les demandes dirigées contre des employeurs par des personnes accueillies comme stagiaires de la formation professionnelle, mais prétendant se trouver liées par un véritable contrat de travail, et saisissant à ce titre le conseil de prud'hommes.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2006

Affaires nouvelles au fond [XII/XIII]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Propriété littéraire et artistique**	**336**	**766**	**138**		**4**
	dont :					
2	Demande tendant à faire cesser et/ou à sanctionner une contrefaçon ou une atteinte illicite au droit de l'auteur, à un droit voisin du droit d'auteur ou à un droit de producteur de base de données	186	525	10		4
◆3	**Relations du travail et protection sociale**	**58 503**	**3 261**	**22 005**	**153 941**	**27 365**
4	**Relations individuelles du travail**	**49 331**	**337**	**679**	**149 306**	**0**
5	Demande d'indemnités liées à la rupture du contrat de travail CDI ou CDD, son exécution ou inexécution	39 299	128	140	120 222	0
6	Demande d'indemnités liées à la rupture du contrat de travail pour motif économique	1 805	7	18	3 094	0
7	Demande d'indemnités ou de salaires	6 839	111	205	22 189	0
8	Demande d'annulation d'une sanction disciplinaire	171	1	1	784	0
9	Demande d'autorisation judiciaire de congé particulier	25	4	6	16	0
10	Demande de remise de documents	129	30	205	442	0
11	Demande en paiement de créances salariales en l'absence de rupture du contrat de travail	921	4	35	1 706	0
12	Demande présentée par un employeur liée à la rupture du contrat de travail ou à des créances salariales	127	49	69	833	0
13	Autres demandes relatives aux relations individuelles du travail	15	3	///	20	0
14	**Élections professionnelles**	**29**	**28**	**2 085**	**2**	**0**
	dont :					
15	Demande relative à l'organisation des élections des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise	4	1	522	1	0
16	Demande d'annulation du scrutin d'élection d'une institution représentative du personnel de l'entreprise ou d'un scrutin de révocation	2	1	410	///	0
17	Demande d'annulation de la désignation élective de représentants du personnel des institutions représentatives ou d'un scrutin de révocation	6	14	743	///	0
18	Demande relative aux élections des conseillers prud'hommes	5	3	7	///	0
19	**Représentation des intérêts des salariés**	**190**	**261**	**768**	**18**	**0**
	dont :					
20	Demande d'annulation de la désignation ou de la révocation d'un délégué syndical ou d'un représentant syndical au comité d'entreprise	7	15	600	///	0
21	**Statut des salariés protégés**	**174**	**12**	**11**	**191**	**0**
22	**Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaires**	**478**	**15**	**113**	**3 492**	**0**
	dont :					
23	Demande d'indemnités ou de salaires liée ou non à la rupture du contrat de travail, présentée après l'ouverture d'une procédure collective	463	11	22	3 453	0
24	**Conflits collectifs du travail**	**80**	**37**	**8**	**34**	**0**
25	**Négociation collective**	**126**	**84**	**69**	**39**	**0**
26	**Formation et insertion professionnelles**	**67**	**29**	**61**	**749**	**0**

Justice civile

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1	Sont comprises dans cette rubrique les demandes intéressant les régimes complémentaires, la protection chômage et la mutualité, le régime général, les régimes spéciaux des travailleurs indépendants, les régimes autonomes des salariés et des non-salariés agricoles.
2	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes relatives aux immatriculations, les demandes d'annulation de décision d'une ASSEDIC d'exiger le remboursement d'allocations de chômage, etc.
3	Est comprise notamment dans cette rubrique l'opposition à la contrainte de l'article R 133-3 du Nouveau Code de sécurité sociale.
4	Pour les cotisations relatives aux accidents du travail et maladies professionnelles, cf. série 9.
5	Pour les demandes en remboursement de prestations indues, cf. série 8.
6	Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de versement d'indemnités journalières ou de prestations en nature au titre de l'assurance-maladie du régime général ou d'un autre régime de sécurité sociale.
7	Sont notamment comprises dans ce poste les demandes de remise de majoration de retard et les contestations de décisions d'une COTOREP relatives au reclassement de travailleurs handicapés.
8	Sont notamment comprises dans ce poste les demandes en répétition de prestations indûment versées, les demandes en remboursement de prestations de maladie ou autres dans les cas des articles L 244-8 et/ou L 374-1 nouveau code de sécurité sociale, sauf prestations d'accident du travail (cf. série 9) et les demandes en paiement de forfait journalier hospitalier (contre la personne hospitalisée).
9	Les demandes concernées par cette rubrique déterminent une part importante du contentieux général de la sécurité sociale : celui des accidents du travail et des maladies professionnelles, dont la réparation est assurée dans le cadre du régime général, de régimes spéciaux de travailleurs dépendants ou du régime agricole.
12	Cette rubrique recouvre les contentieux avec les personnes publiques nés de leur activité spécifique, dans les cas où le contrôle de cette activité relève de la compétence des juridictions judiciaires.
13	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou réduction, et les contestations en matière de recouvrement des droits relatifs au commerce, à la circulation des demandes et aux spectacles.
14	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou en réduction, et les contestations en matière de recouvrement des droits de mutation à titre onéreux ou gratuit.
15	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en décharge ou en réduction des droits de douane.
16	Sont comprises dans cette rubrique les actions en opposition à poursuites relatives aux droits dont le contentieux au fond relève de la compétence des juridictions administratives (contributions directes, textes sur la fiche d'affaire, etc.) et les demandes en revendication d'objets saisis.
17, 18	Le contentieux électoral n'entre pas dans le champ du répertoire général civil. Les affaires relatives à ce type de contentieux sont néanmoins comptabilisées dans un registre. Les statistiques en sont publiées dans le chapitre "Activité des juridictions", tribunaux d'instance.
19	Sont notamment comprises dans cette rubrique les demandes en réparation des dommages causés par une personne publique à la propriété privée, et les demandes en réparation du préjudice causé par les agissements d'une personne publique constitutive d'une voie de fait.
20	Sont notamment compris dans cette rubrique les actions disciplinaires exercées contre les notaires et officiers ministériels, et les recours contre les décisions des commissions d'indemnisation de victimes d'accidents corporels.
21	À partir de 2003 pour les CPH, et 2004 pour les TGI, les affaires de nature inconnue ne sont plus redressées, alors qu'elles continuent de l'être pour les autres juridictions.
22	Ne figurent ici que les demandes à caractère purement procédural pour lesquelles la nature d'affaire n'a pas à être renseignée.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Détail des saisines en 2006

Affaires nouvelles au fond [XIII/XIII]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance y comp. TGIcc	Tribunaux d'instance et T.P.B.R. y comp. jur. de prox.	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Protection sociale**	**5 949**	**2 403**	**17 984**	**106**	**27 365**
	dont :					
2	Demande d'annulation d'une décision d'un organisme	3 111	37	161	3	0
3	Demande d'annulation d'une mise en demeure ou d'une contrainte	587	105	1 689	5	0
4	Demandes en paiement de cotisations, majorations de retard et/ou pénalités	347	1 262	3 973	8	27 364
5	Demande en remboursement de cotisations	135	40	2 150	4	1
6	Demande en paiement de prestations	693	601	1 394	64	0
7	Autres demandes contre un organisme	708	41	226	2	0
8	Autres demandes d'un organisme, ou au profit d'un organisme, en paiement, remboursement ou dommages-intérêts	335	281	8 294	17	0
9	**Risques professionnels**	**2 079**	**55**	**227**	**4**	**0**
	dont :					
10	Demande de prise en charge au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles ou en paiement de prestations au titre de ce risque	1 106	18	4	2	0
11	Demande en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur ou d'une personne substituée dans la direction, ou en réparation complémentaire pour faute inexcusable	598	16	///	1	0
◆12	**Relations avec les personnes publiques**	**6 969**	**3 326**	**722**		
13	**Contributions indirectes et monopoles fiscaux**	**106**	**105**	**171**		
14	**Droits d'enregistrement et assimilés**	**316**	**727**	**19**		
15	**Droits de douane et assimilés**	**117**	**97**	**106**		
16	**Autres contestations en matière fiscale et douanière**	**90**	**95**	**253**		
17	**Élections politiques et référendum**	**2**	**3**	**26**		
18	**Élections à certains organismes**	**14**	**6**	**38**		
19	**Responsabilité des personnes publiques**	**921**	**360**	**69**		
20	**Recours et actions contre des décisions rendues rendues par certains organismes**	**5 403**	**1 933**	**40**		
◆21	**Affaires au fond de nature inconnue**		**9 520**		**582**	**334**
◆22	**Procédures particulières**	**9 279**	**18 807**	**3 295**	**166**	

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

Procédures particulières : en 2004, le champ du répertoire général civil des tribunaux de grande instance s'est élargi aux affaires concernant les ordonnances sur requête, les procédures d'ordre, les affaires relevant du juge des libertés et de la détention, et les commissions rogatoires en matière civile.

L'ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires.

L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire.

L'ordonnance de référé peut être frappée d'appel à moins qu'elle n'émane du Premier président de la cour d'appel ou qu'elle n'ait été rendue en dernier ressort en raison du montant ou de l'objet de la demande. L'ordonnance rendue en dernier ressort par défaut est susceptible d'opposition. Le délai d'appel ou d'opposition est de quinze jours.

Le juge a la faculté de modifier ou de rétracter son ordonnance, même si le juge du fond est saisi de l'affaire (art. 484 à 498 du Nouveau Code de procédure civile).

Dans tous les cas d'urgence, le président du tribunal peut, dans les limites de sa compétence, ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend, ainsi qu'accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation même en présence d'une contestation sérieuse. Il peut prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite (art. 808 et 809 du Nouveau Code de procédure civile).

Le présent tableau répartit les ordonnances de référé et les procédures particulières prises en 2005 dans les juridictions de France métropolitaine et des départements d'outre-mer selon la nature des affaires.

En raison de la faible durée de procédure des affaires portées en référé et des ordonnances sur requêtes, il est considéré que, pour une année donnée, le nombre d'affaires nouvelles est très voisin du nombre d'affaires terminées.

Depuis le 1er janvier 1988, les juridictions utilisent la nouvelle nomenclature des affaires civiles (environ 700 postes hiérarchisés en 3 niveaux) pour coder la nature des affaires qu'elles ont à connaître. Compte tenu du volume relativement faible d'ordonnances de référé prononcées et du nombre restreint de types d'affaire concernés, il a été choisi de ne publier in-extenso dans ce tableau que le 1er niveau de la nomenclature des affaires civiles, ainsi que les postes de second niveau les plus significatifs.

Pour plus de détails sur la composition des postes agrégés présentés ici, le lecteur voudra bien se reporter aux définitions indiquées dans la partie précédente : "Détail des saisines en 2005, Affaires nouvelles au fond", pages I à XIII/XIII.

38 Cf. ligne 21 page "Définitions et méthode" précédente

39 Ne figurent ici que les ordonnances de référé à caractère purement procédural pour lesquelles la nature d'affaire n'a pas à être renseignée.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Justice civile

Détail en 2006 des ordonnances de référés et procédures particulières

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Tribunaux de grande instance		Tribunaux d'instance et T.P.B.R.	Tribunaux de commerce	Conseils de prud'hommes
		Procédures particulières	Référés	Référés	Référés	Référés
1	**Nombre total d'affaires introduites en 2006**	**147 631**	**116 902**	**75 366**	**27 572**	**44 110**
◆2	**Droit des personnes**	**632**	**608**	**26**		
◆3	**Droit de la famille**	**19 707**	**14 071**	**134**		
	dont :					
4	Demandes postérieures au prononcé du divorce ou de la séparation de corps	410	4 451	9		
5	Obligations à caractère alimentaire	27	1 183	109		
6	Autorité parentale	133	5 869	///		
7	Partage, indivision, succession	5 786	1 438	12		
◆8	**Droit des affaires**	**3 598**	**16 400**	**764**	**2 580**	
	dont :					
9	Bail commercial	390	13 306	507	55	
10	Vente du fonds de commerce	146	516	35	370	
11	Groupements	1 602	1 587	24	1 375	
12	Banque - Effets de commerce	85	553	188	394	
◆13	**Entreprises en difficulté, surendettement des particuliers, faillite civile**	**10 417**	**93**	**14**	**19**	
◆14	**Contrats**	**8 909**	**49 940**	**71 309**	**24 208**	
	dont :					
15	Vente (hors fonds de commerce)	1 445	7 865	843	18 472	
16	Baux d'habitation et professionnels	233	2 591	66 494	46	
17	Prêt d'argent, crédit-bail (ou leasing), cautionnement	1 705	1 076	565	343	
18	Contrats tendant à la réalisation de travaux de construction	469	30 905	463	373	
19	Autres contrats de prestation de services	4 365	4 270	1 476	2 711	
20	Contrats d'assurance	111	1 497	127	95	
21	Contrats divers	547	1 419	918	1 798	
◆22	**Responsabilité et quasi-contrats**	**326**	**17 828**	**365**	**68**	
	dont :					
23	Dommages causés par des véhicules	48	7 419	93	7	
24	Dommages causés par des immeubles	50	2 620	48	5	
25	Dommages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées	28	2 991	19	///	
26	Dommages causés par l'action directe d'une personne	128	4 560	179	17	
◆27	**Biens - Propriété littéraire et artistique**	**59 234**	**10 105**	**2 436**	**11**	
	dont :					
28	Propriété et possession immobilières	1 635	3 746	1 232	1	
29	Copropriété	214	3 126	1 018	///	
30	Servitudes	78	1 701	96	///	
31	Sûretés mobilières et immobilières	577	48	2	1	
32	Saisies et mesures conservatoires	53 684	481	29	8	
◆33	**Relations du travail et protection sociale**	**495**	**2 823**	**186**	**463**	**43 759**
	dont :					
34	Relations individuelles du travail	101	164	12	///	43 478
35	Représentation des intérêts des salariés	219	1 478	94	///	6
36	Protection sociale	43	796	52	463	17
◆37	**Relations avec les personnes publiques**	**429**	**173**	**6**	///	
◆38	**Référés de nature inconnue**	**21 411**	**2 143**	///	**222**	**306**
◆39	**Procédures particulières**	**22 473**	**2 718**	**126**	**1**	**45**

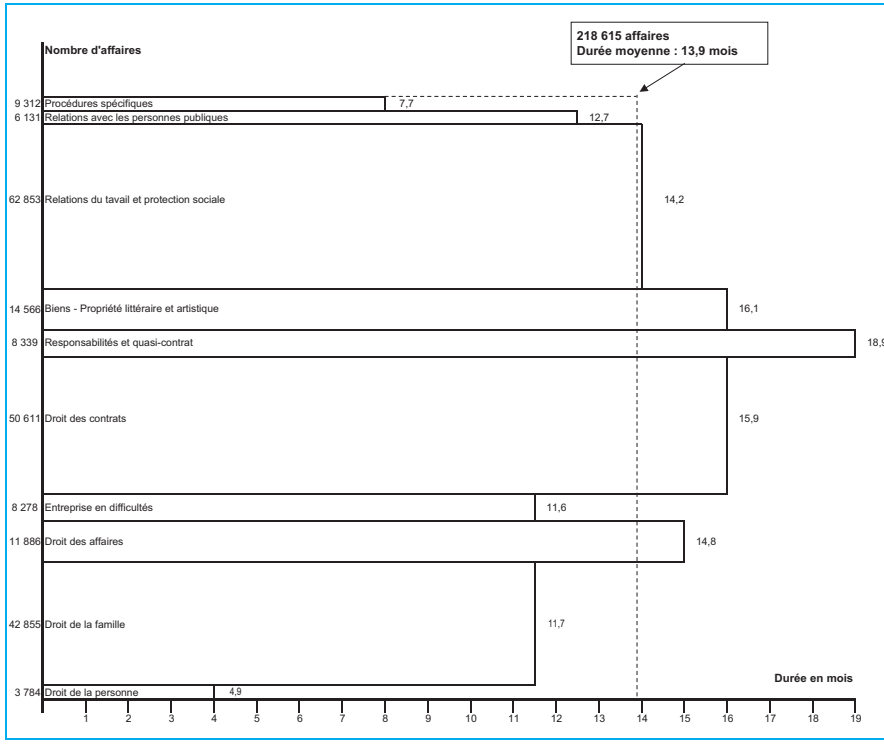
Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthodes

Le tableau ci-contre a pour but de fournir une image synthétique des durées de traitement des affaires civiles (tous modes de fin confondus, hors référés) pour les principaux contentieux selon les juridictions compétentes.
Les durées d'affaires présentées ici peuvent difficilement être rapprochées de celles données dans la partie "Détails de certains thèmes" (page 72 à 93). En effet dans ces chapitres les durées moyennes sont calculées par thème, soit toutes juridictions confondues (Jex), soit pour les seules affaires au fond (rupture d'union).

Trois graphiques permettent de visualiser la répartition des durées selon la nature du contentieux et son volume : la durée devant les cours d'appel, ci-dessous ; la durée devant les TGI et devant les TI, pages suivantes.

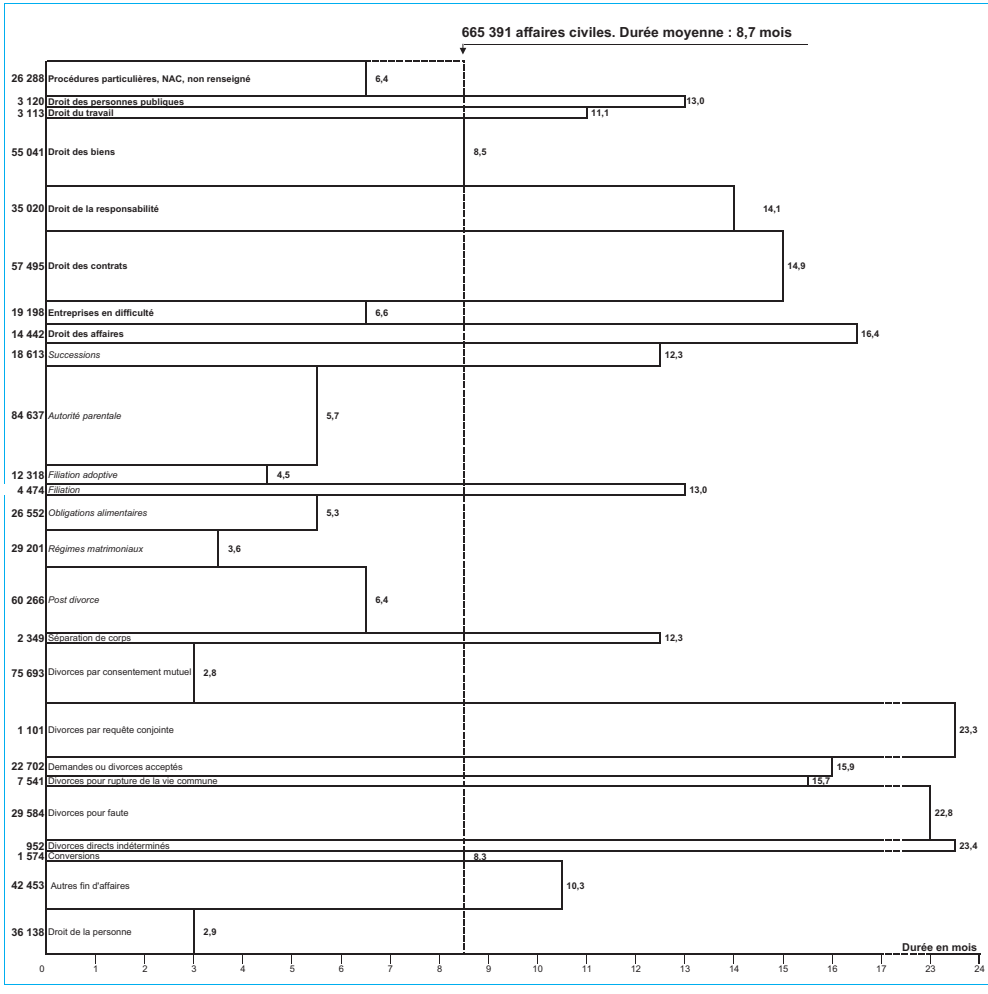
Graphique 1. Les affaires civiles au fond terminées par les cours d'appel en 2006 : volumes et durées par nature de contentieux



Durée de traitement des affaires en 2006 [en mois]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance [affaires au fond]	Tribunaux d'instance et TPBR	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
1	**Toutes natures de contentieux civils**	**13,9**	**8,7**	**5,1**	**12,4**	**2,6**
◆2	**Droit des personnes**	**4,9**	**2,9**	**3,8**		
3	Nationalité	12,3	17,2	4,7		
4	État civil	9,4	4,5	5,1		
5	Nom - Prénom	9,1	3,8	5,6		
6	Absence - Disparition	12,6	8,3	4,2		
7	Droits attachés à la personne	2,0	0,5	5,8		1,5
8	Incapacité des mineurs	12,1	5,4	1,4		
	Majeurs protégés :					
9	ouverture d'un régime de protection	4,4	4,7	4,7		
10	fonctionnement des régimes de protection	7,4	4,7	1,3		
11	clôture des régimes de protection et demandes consécutives à la clôture	6,4	4,9	3,2		
◆12	**Droit de la famille**	**11,7**	**7,9**	**4,6**		
13	Divorce	11,8	10,3	6,2		
	dont :					
14	Demande en divorce sur requête conjointe	10,7	23,3	///		
15	Demande en divorce sur demande acceptée	11,6	15,9	///		
16	Demande en divorce pour faute	13,3	22,8	///		
17	Demande en divorce par consentement mutuel	8,8	2,8	///		
18	Séparation de corps	13,1	12,3	///		
19	Demandes postérieures au prononcé du divorce ou de la séparation de corps	12,1	6,4	5,1		
20	Mariage et régimes matrimoniaux	10,6	3,6	2,1		
21	Obligations à caractère alimentaire	11,5	5,3	5,6		
22	Filiation	13,0	13,0	2,9		
23	Filiation adoptive	12,0	4,5	///		
24	Autorité parentale	9,2	5,7	2,8		
25	Partage, indivision, succession	17,5	12,0	6,3		
26	Libéralités (Donations et testaments)	17,7	16,6	6,6		
		6,0	1,0	///		
◆27	**Droit des affaires**	**14,8**	**15,9**	**5,5**		**8,8**
28	Bail commercial	14,0	16,7	5,4		9,9
29	Vente du fonds de commerce	15,5	9,2	6,0		7,0
30	Location - gérance du fonds de commerce	18,3	15,0	6,6		12,0
31	Nantissement du fonds de commerce ou du fonds artisanal, de l'outillage, et du matériel d'équipement	11,3	5,2	13,2		1,4
32	Groupements : fonctionnement (I)	14,3	15,7	4,5		2,8
33	Groupements : fonctionnement (II)	15,0	16,6	3,8		6,8
34	Groupements : dirigeants	14,3	17,5	5,4		13,2
35	Banque - Effets de commerce	15,6	14,8	5,5		12,8
36	Concurrence - Propriété industrielle	14,9	17,3	6,0		16,4

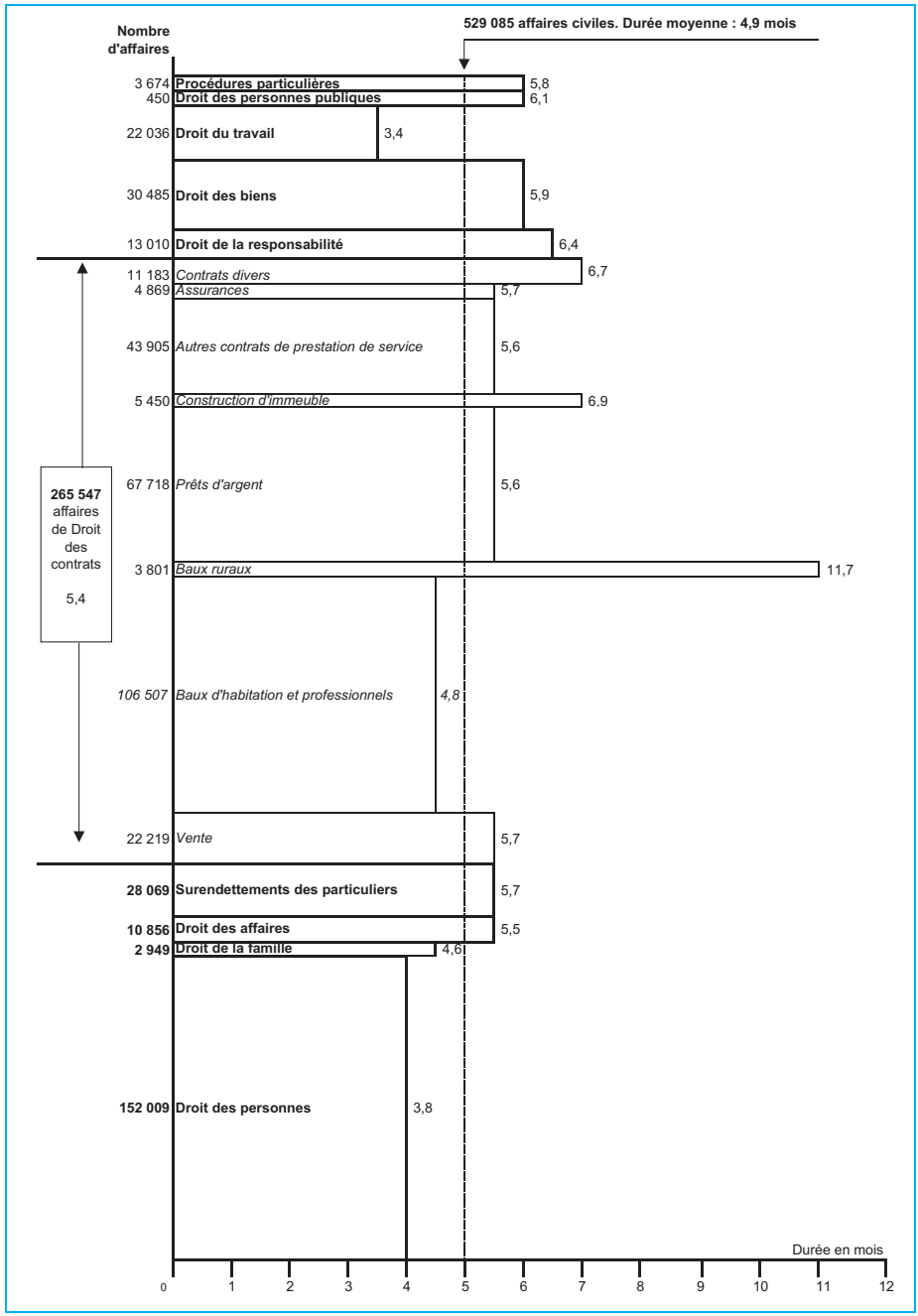
Graphique 2. Les affaires civiles au fond terminées par les tribunaux de grande instance en 2006 : volumes et durées par nature de contentieux, hors activité commerciale [tous modes de fin]



Durée de traitement des affaires en 2006 [en mois]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance [affaires au fond]	Tribunaux d'instance et TPBR	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
◆1	**Entreprises en difficulté**					
	Surendettement des particuliers et faillite civile	***11,6***	***6,0***	***5,7***		***3,7***
2	Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire	9,3	9,4	11,9		11,3
	L'entreprise au cours de la procédure :					
3	Délais, organes	10,7	3,2	19,4		137,1
4	Autorisations et actions diverses	10,2	6,1	9,0		44,3
5	Période suspecte et sort des créances	13,7	7,3	12,9		7,6
6	Plan de continuation de l'entreprise	12,3	4,4	2,0		70,8
7	Plan de cession de l'entreprise	9,9	3,8	5,4		1,9
8	Liquidation judiciaire - Clôture de la procédure	20,3	3,4	4,3		1,4
9	Autres demandes en matière de redressement et de liquidation judiciaire	12,5	5,7	6,3		7,9
10	Surendettement des particuliers et faillite civile	7,6	6,6	5,5		2,0
11	Loi de sauvegarde des entreprises	2,6	2,0	///		3,0
◆12	**Contrats**	**15,9**	**14,5**	**5,4**		**10,2**
13	Vente (hors fonds de commerce)	16,1	14,4	5,7		9,3
14	Baux d'habitation et professionnels	13,2	6,3	4,8		10,8
15	Baux ruraux (fermage ou métayage, baux de chasse)	14,9	16,7	11,7		///
16	Prêt d'argent, crédit-bail, cautionnement	15,5	12,3	5,6		10,0
17	Contrat tendant à la réalisation de travaux de construction	18,4	18,1	6,9		13,5
18	Contrat de transport	19,0	15,1	5,4		14,4
19	Autre contrat de prestation de services	15,6	14,9	5,6		13,0
20	Contrat d'intermédiaire	18,3	18,2	6,4		14,6
21	Contrat d'assurance	17,5	17,8	5,7		16,0
22	Contrat divers	15,9	14,1	6,8		9,6
◆23	**Responsabilité et quasi-contrats**	**18,9**	**14,1**	**6,4**		**16,1**
24	Dommages causés par des véhicules	20,0	17,3	5,5		14,2
25	Dommages causés par des animaux, des produits ou des services	18,8	16,8	7,3		21,4
26	Dommages causés par des immeubles	19,2	16,3	7,6		34,5
27	Dommages causés par l'activité professionnelle de certaines personnes qualifiées	18,8	19,0	7,4		41,3
28	Dommages causés par l'action directe d'une personne	17,8	10,9	6,8		17,1
29	Dommage causés par l'action d'une personne dont on est responsable	21,9	17,7	5,9		///
30	Quasi-contrats	16,9	15,0	5,4		12,4

Graphique 3. Les affaires civiles au fond terminées par les tribunaux d'instance en 2006 : y compris les TPBR et les juridictions de proximité : volume et durée par nature de contentieux



Durée de traitement des affaires en 2006 [en mois]

Code	Nature d'affaire / Type de juridiction	Cours d'appel	Tribunaux de grande instance [affaires au fond]	Tribunaux d'instance et TPBR	Conseils de prud'hommes	Tribunaux de commerce
◆1	**Biens - Propriété littéraire et artistique**	**16,1**	**8,5**	**5,9**		**11,6**
2	Propriété et possession immobilières	17,3	9,6	12,6		///
3	Copropriété (I) : organisation et administration	20,4	19,3	6,3		///
4	Copropriété (II) : droits et obligations des copropriétaires	17,7	15,3	4,7		///
5	Usufruit - Usage et habitation	20,4	18,9	7,3		0,9
6	Servitudes	20,4	18,8	10,3		///
7	Emphytéose - Bail à construction - Concession immobilière	20,5	15,1	6,5		///
8	Sûretés mobilières et immobilières	11,3	2,7	6,0		2,5
9	Propriété et possessions mobilières	14,5	17,9	6,8		25,4
10	Saisies et mesures conservatoires	12,5	6,1	4,7		3,9
11	Propriété littéraire et artistique	13,8	15,6	5,2		6,7
◆12	**Relations du travail et protection sociale**	**14,2**	**10,8**	**3,4**	**12,4**	**1,5**
13	Relations individuelles du travail	14,0	16,2	5,5	12,4	///
14	Élections professionnelles	8,4	9,1	2,1	///	///
15	Représentation des intérêts des salariés	10,2	12,3	3,1	11,0	///
16	Statut des salariés protégés	13,9	16,6	6,3	15,3	///
17	Condition du personnel dans les procédures de redressement ou liquidation judiciaires	17,2	9,1	3,2	13,9	///
18	Conflits collectifs du travail	11,4	12,4	5,8	8,9	///
19	Négociation collective	11,5	12,5	3,5	12,6	///
20	Formation et insertion professionnelles	16,0	8,3	4,3	5,4	///
21	Protection sociale	15,7	9,4	3,5	17,1	1,5
22	Risques professionnels	13,2	14,1	3,4	8,9	///
◆23	**Relations avec les personnes publiques**	**12,7**	**13,0**	**6,1**		
24	Contributions indirectes et monopoles fiscaux	16,4	12,9	3,3		
25	Droits d'enregistrement et assimilés	16,4	16,4	5,3		
26	Droits de douane et assimilés	20,8	9,6	10,7		
27	Autres contestations en matière fiscale et douanière	19,3	16,0	9,3		
28	Élections politiques et referendum	15,6	12,4	2,9		
29	Élections à certains organismes	6,7	9,6	1,1		
30	Responsabilité des personnes publiques	14,0	18,4	5,4		
31	Recours et actions contre les décisions rendues par certains organismes	11,8	8,9	6,0		

Sources

Le ministère de la Justice et le ministère des Affaires sociales du Travail et de la Solidarité se partagent les responsabilités administratives dans la gestion des procédures d'acquisitions de la nationalité française.

Le ministère de la Justice recueille chaque année auprès des 221 tribunaux d'instance compétents en matière de nationalité les données statistiques permettant de connaître le nombre d'acquisitions de la nationalité française et des certificats y afférant. Une enquête portant sur un trimestre chaque année permet de connaître les caractéristiques de la population acquérant la nationalité française, par manifestation de volonté puis par déclaration anticipée.

Le dispositif statistique a été modifié pour s'adapter à la loi du 16 mars 1998. Il comptabilise depuis cette date les acquisitions anticipées pour les enfants de 13 à 18 ans y compris les acquisitions au titre des dispositions transitoires de la loi du 16 mars 1998.
Les acquisitions de plein droit de la nationalité française à 18 ans ne peuvent pas être dénombrées car elles ne s'accompagnent d'aucune formalité particulière.

Les statistiques établies par la sous-direction des Naturalisations de la direction de la Population et des Migrations sont produites directement à partir des dossiers traités par cette sous-direction.

Code	Définitions et méthode
1	Somme des lignes 2, 7 et 8, 11, 15 et 16
2 à 6	**L'acquisition de la nationalité française par décret** (art. 21-15 et suivants du Code civil) résulte d'une naturalisation ou d'une réintégration accordée par l'autorité publique, de façon discrétionnaire, à l'étranger qui le demande. Elle est soumise à des conditions de recevabilité et à des critères d'opportunité.
	Lorsqu'une demande est acceptée, le Premier ministre signe un décret de naturalisation ou de réintégration publié au Journal officiel.
3	La naturalisation se définit comme l'octroi par un État de la nationalité de cet État à l'étranger qui en fait la demande.
4	La réintégration par décret, prévue par l'article 24-1 du Code civil, permet à des personnes qui ont perdu la nationalité française de la recouvrer pour l'avenir. Tout comme la naturalisation, elle n'est pas un droit.
6	L'enfant mineur de dix-huit ans, légitime, naturel ou ayant fait l'objet d'une adoption plénière et non marié, acquiert la nationalité française de plein droit par le jeu de l'effet collectif dès lors qu'il réside habituellement avec le parent naturalisé ou réintégré dans la nationalité française, ou qu'il réside alternativement avec ce parent en cas de séparation ou de divorce, et que son nom a été mentionné dans le décret de naturalisation ou de réintégration.
7, 8	La loi du 16 mars 1998, entrée en vigueur le 1er septembre 1998, a rétabli un mode d'**acquisition sans formalité** de la nationalité française **à raison de la naissance et de la résidence en France** supprimant ainsi la manifestation de volonté. Cette acquisition de plein droit est liée à une double condition de résidence : l'intéressé doit résider en France à sa majorité et il doit y avoir résidé durant cinq années depuis l'âge de onze ans. Le texte prévoit également, sous condition de résidence, l'**acquisition anticipée** de la nationalité française pour des enfants mineurs : - dès l'âge de 13 ans, un enfant peut acquérir la nationalité française si son représentant légal en fait la demande, et avec son consentement personnel. - dès l'âge de 16 ans, un jeune (qui souhaiterait par exemple entrer dans le monde du travail) peut effectuer seul cette démarche, sans justifier d'un accord parental.
9 à 13	**Une personne étrangère qui épouse un(e) Français(e)** peut acquérir la nationalité française par déclaration en application de l'article 21-2 du Code civil, à condition (outre bien sûr la validité du mariage) qu'à la date de cette déclaration la communauté de vie entre les époux n'ait pas cessé, et que le conjoint français ait conservé sa nationalité. La loi du 16 mars 1998 a réduit à un an la durée de mariage requise, au lieu de deux ans, à compter du 1er septembre 1998. Ce délai est supprimé lorsque naît, avant ou après le mariage, un enfant dont la filiation est établie à l'égard des deux conjoints.
15	Les **déclarations d'acquisitions** de la nationalité française sont celles prévues par les articles 21-12 et 21-13 du Code civil et par les mesures transitoires de la loi du 16 mars 1998
16	Les **réintégrations dans la nationalité française** sont celles prévues par les articles 24-2, 23-6, 30-3 et 32-4 du Code civil.

Sources

- État statistique n° 5, Enquête nationalité - Ministère de la Justice

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Toutes acquisitions de la nationalité française enregistrées**	**122 834**	**139 930**	**165 121**	**151 861**	**145 315**
◆	**Acquisitions par décret**					
2	**Tous acquérants par décret**	**64 081**	**77 102**	**99 368**	**101 785**	**87 878**
3	Acquérants par naturalisation	56 942	67 326	87 497	89 100	77 655
4	Acquérants par réintégration	7 139	9 776	11 871	12 685	10 223
5	- Personnes majeures	44 152	51 401	66 375	68 784	59 569
6	- Mineurs bénéficiant de l'effet collectif	19 929	25 701	32 993	33 001	28 309
◆	**Acquisitions par déclaration anticipée**	**30 282**	**29 419**	**29 872**	**27 258**	**26 881**
7	à 13, 14 et 15 ans	18 413	19 160	20 855	19 855	20 301
8	à 16 et 17 ans	11 869	10 259	9 017	7 403	6 580
◆	**Acquisitions à raison du mariage**					
9	Souscriptions de déclaration auprès des tribunaux d'instance	28 471	32 419	24 442	30 690	14 507
10	Souscriptions de déclaration auprès des consulats	4 075	4 177	2 522	2 564	nd
11	**Acquisitions par mariage**	**26 351**	**30 922**	**34 440**	**21 527**	**29 276**
12	Hommes étrangers mariés à une Française	12 514	14 769	16 441	9 965	13 726
13	Femmes étrangères mariées à un Français	12 711	14 840	16 691	10 750	14 449
14	Effet collectif	1 127	1 313	1 308	812	1 101
◆	**Autres déclarations d'acquisition et de réintégration**	**2 120**	**2 487**	**1 441**	**1 291**	**1 280**
15	Déclaration d'acquisition	1 964	2 299	1 280	1 172	1 146
16	Déclaration de réintégration	156	188	161	119	134
◆	**Nationalités d'origine des nouveaux acquérants**					
17	**Toutes nationalités**	**122 834**	**139 930**	**165 121**	**151 861**	**145 315**
18	Maroc	33 967	36 875	43 610	37 848	nd
19	Algérie	15 711	20 245	25 746	25 435	nd
20	Portugal	8 844	9 576	10 170	8 888	nd
21	Tunisie	9 956	11 412	13 046	12 012	nd
22	Turquie	10 468	10 493	13 571	13 618	nd
23	Autres	43 888	51 329	58 978	54 060	nd

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

Le régime de protection du mineur concerne la protection de ses biens, qui peut être étendue à sa personne.
La loi déclare le mineur non émancipé incapable juridiquement de contracter, et organise en sa faveur un régime de protection de ses biens.
L'administration légale des biens du mineur est pure et simple lorsque ses parents exercent en commun l'autorité parentale ; ils sont tous les deux administrateurs légaux.
À défaut d'exercice en commun de l'autorité parentale ou en cas de décès de l'un des parents, l'administration légale sous contrôle judiciaire (juge des tutelles) appartient à celui des parents qui exerce l'autorité parentale.
"L'administrateur légal représente le mineur dans tous les actes civils, sauf les cas dans lesquels la loi ou l'usage autorise les mineurs à agir eux-mêmes" (art. 389-3 du Code civil).
La tutelle est un régime de protection du mineur concernant non seulement ses biens, mais aussi sa personne.

2 L'ouverture du régime de protection est **de plein droit** lorsqu'elle ne nécessite pas de décision du juge des tutelles sur son principe.
La procédure ouverte de plein droit n'est pas comptabilisée dans le chapitre "Détail des saisines en 2005" séries 24 à 29, page I/XIII.

3 Dans le cadre de **l'administration légale pure et simple** appartenant aux parents, et à défaut d'accord entre eux, ou dans certains cas, l'acte doit être autorisé par le juge des tutelles. Lorsque les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux de l'administrateur légal, le juge des tutelles doit nommer un **administrateur ad hoc** (art. 389-3 et 389-5 du Code civil).

4 Le contrôle du juge des tutelles dans le cadre de **l'administration légale sous contrôle judiciaire** se traduit par des demandes d'autorisation d'acte et la nomination d'un **administrateur ad hoc** lorsque les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux de l'administrateur légal.

5 La protection du mineur est étendue à sa personne en plus de celle de ses biens par **l'ouverture d'une tutelle** lorsque ses deux parents sont décédés, ou tous les deux dans l'incapacité d'exercer l'autorité parentale. En application de l'article 450 du code civil, le tuteur prend soin de la personne du mineur et le représente dans tous les actes civils, sauf les cas dans lesquels la loi ou l'usage autorise les mineurs à agir eux-mêmes. Il agit sous le contrôle du juge des tutelles et du conseil de famille.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Demandes relatives à un régime de protection de mineur**	**41 015**	**41 673**	**46 019**	**46 711**	**46 904**
2	*dont relatives à un régime ouvert de plein droit*	*32 073*	*31 192*	*32 847*	*32 264*	*31 184*
◆	**Nature de la demande**					
3	Demande d'autorisation d'un acte ou de désignation administration légale pure et simple	8 804	11 017	13 530	14 537	15 706
4	Procédure ouverte dans le cadre de l'administration légale sous contrôle judiciaire	27 406	26 483	28 152	28 371	27 714
5	Ouverture d'une tutelle	4 805	4 173	4 337	3 803	3 484
◆	**Sexe des mineurs concernés par les demandes**					
6	Garçon	20 890	21 463	23 271	23 587	23 777
7	Fille	20 125	20 210	22 748	23 124	23 127
◆	**Âge des mineurs concernés par les demandes**					
8	0 - 4 ans	4 301	4 663	4 916	4 905	5 129
9	5 - 9 ans	8 193	8 512	9 681	10 037	10 396
10	10 - 14 ans	13 705	13 569	15 171	15 557	15 450
11	15 - 18 ans	14 816	14 929	16 251	16 212	15 929

Justice civile

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer.

Code | Définitions et méthode

La protection des majeurs est organisée par la loi du 3 janvier 1968, qui prévoit trois régimes de protection : la sauvegarde de justice, la tutelle et la curatelle.
L'altération des facultés mentales doit être médicalement établie, qu'elle soit occasionnelle ou de longue durée ; ainsi l'avis d'un médecin est toujours nécessaire pour mettre en mouvement un régime de protection, qui sera fixé sous l'autorité d'un juge des tutelles. Ce dernier est un juge du tribunal d'instance.
L'institution d'une protection générale, indépendante des régimes particuliers, est confiée au Procureur de la République.
Le malade peut avoir besoin d'être protégé dans sa personne contre des voies de fait et des séquestrations par exemple, ou dans ses biens contre des soustractions frauduleuses. Ces régimes instituent une protection non seulement de la personne, mais également de son patrimoine ; ils réglementent une protection plus ou moins élargie du malade dans ses rapports de droit civil avec les autres individus.
Le juge des tutelles doit décider d'un régime de protection plus ou moins étendu selon les faits et les pathologies sur fond d'expertise médicale ; le choix du régime juridique entre sauvegarde de justice, curatelle et tutelle par le juge est indépendant du traitement médical. Le degré de protection est défini dans les séries 22 à 28.

1 | Le chiffre présenté dans cette rubrique correspond à la somme des rubriques 2, 3 et 4. Il ne prend pas en compte les demandes de modification de régimes de tutelle déjà existants (cf. séries 2, 6, 7 et 8, chapitre "Détail des saisines en 2005" page II/XIII,). En revanche il inclut les demandes des majeurs déjà protégés après dessaisissement.

2 à 4 | Il s'agit des principales demandes d'ouverture d'un régime de protection dont les juges des tutelles ont été saisis au cours d'une année. Elles sont ventilées par objet de demande.

5 | **La tutelle aux prestations sociales** : lorsque le bénéficiaire de prestations sociales vit dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement défectueuses, le juge des tutelles peut ordonner que les prestations soient versées à une personne qualifiée chargée de les utiliser au profit du bénéficiaire (art. 167-1 du Code de la Sécurité sociale). Le juge fixe la durée de la mesure qui peut être à tout moment modifiée ou rapportée (art. R 167-5 et R 167-8 du Code de la Sécurité sociale). En pratique, la tutelle aux prestations sociales permet d'apporter un soutien éducatif à des personnes en difficulté sociale. Ne sont comptabilisées ici que les demandes non associées à une tutelle ou à une curatelle.

6 | Cette rubrique correspond aux décisions rendues par les juges des tutelles saisis en demande d'ouverture d'un régime de protection. Le champ des objets de demande est le même que celui de la rubrique 1.
Modification du champ de cette série en 1998. Ne sont plus comprises les prises en charge de majeurs après dessaisissement en raison d'un changement de compétence territoriale.

7 à 14 | Ces rubriques ventilent les décisions des juges des tutelles par issues des procédures selon le droit commun.

15 | Modification du champ de cette série en 2000. Ne sont plus comprises les TPS après décision d'incompétence territoriale.

22 à 28 | Les décisions des juges des tutelles sont classées selon les **régimes de protection** effectivement prononcés au cours d'une année donnée en faveur des majeurs. Ce sont des jugements rendus au fond acceptant la demande : leur total est le même qu'en rubrique 8. La protection est plus ou moins étendue selon le régime.
La tutelle est le régime le plus complet de protection par la *représentation* qu'elle organise du majeur. Elle englobe tous les actes patrimoniaux (y compris les testaments) que le majeur en tutelle ne peut effectuer seul à peine de nullité. Pour les actes de caractère personnel (mariage, divorce), la volonté du majeur peut s'exprimer dans un intervalle de lucidité, mais le consentement doit être donné par le conseil de famille, après avis du médecin traitant. Le fonctionnement de la tutelle sous le contrôle du juge est complexe et organisé autour du tuteur (organe de représentation du majeur), du subrogé tuteur (organe de surveillance du tuteur), et du conseil de famille (organe de décision).
Des modalités particulières de la tutelle peuvent en simplifier le fonctionnement.

23 | **Tutelle sous forme d'administration légale :** s'il existe un parent ou allié apte à gérer les biens, le juge des tutelles peut décider qu'il les gérera en qualité d'administrateur légal, sans subrogé tuteur ni conseil de famille (art. 497 du Code civil).

24 | En l'absence d'entourage familial, lorsque le patrimoine du majeur à protéger est modique, une **gérance de tutelle** (art. 499 du Code civil) peut être organisée sans subrogé tuteur ni conseil de famille. Le gérant de la tutelle, qui peut être un préposé d'un établissement de soins, un tiers ou une association, gère les revenus et les dépenses du majeur protégé.

25 | **Tutelle d'État :** le juge peut déférer la tutelle à l'État lorsqu'elle est vacante, c'est-à-dire lorsque personne n'est en mesure d'en assumer la charge (art. 433 du Code civil).

26, 27 | **La curatelle** est un régime d'assistance du majeur par un curateur ; il n'y a pas d'organe de contrôle ou de décision comme le subrogé tuteur ou le conseil de famille.

28 | Sont comprises dans cette rubrique les décisions d'ouverture d'une tutelle aux prestations sociales alors qu'il était demandé un autre régime de protection. Le chiffre est donc à ajouter à la ligne 20.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Affaires nouvelles					
1	**Demandes d'ouverture d'un régime de protection des majeurs**	**89 269**	**92 788**	**99 015**	**98 182**	**99 117**
◆	**Nature de la demande**					
2	Demande d'ouverture d'un régime de protection sans autre indication	44 387	48 068	51 774	51 772	53 165
3	Demande d'ouverture d'une tutelle	25 463	24 946	26 373	25 922	25 625
4	Demande d'ouverture d'une curatelle	19 419	19 774	20 868	20 488	20 327
5	**Demandes isolées d'ouverture d'une tutelle aux prestations sociales**	**11 026**	**11 369**	**10 411**	**9 790**	**9 602**
	Affaires terminées					
6	**Affaires terminées relatives aux ouvertures d'un régime de protection des majeurs**	**72 057**	**75 845**	**80 063**	**81 657**	**84 847**
◆	**Nature de la décision**					
7	Décision au fond	62 857	65 122	69 114	70 277	72 427
8	Acceptation totale ou partielle de la demande	58 897	61 188	65 123	66 117	68 142
9	Rejet de la demande	3 960	3 934	3 991	4 160	4 285
10	Autres décisions	9 200	10 723	10 949	11 380	12 420
	dont:					
11	Radiation	781	867	918	1 022	956
12	Irrecevabilité de la demande	641	807	928	976	1 197
13	Caducité de la demande	1 553	1 907	1 895	1 993	2 441
14	Incompétence	31	0	1	0	1
15	**Affaires terminées relatives aux ouvertures isolées d'une tutelle aux prestations sociales**	**9 022**	**9 697**	**8 533**	**8 158**	**7 884**
◆	**Nature de la décision**					
16	Décision au fond	8 752	9 383	8 217	7 775	7 494
17	Acceptation totale ou partielle de la demande	8 456	9 108	7 885	7 430	7 164
18	Rejet de la demande	296	275	332	345	330
19	Autres décisions	270	314	316	383	390
	Détails des ouvertures de régimes de protection prononcées					
20	**Acceptation totale ou partielle d'une demande de tutelle aux prestations sociales (cf. ligne 17)**	**8 456**	**9 108**	**7 885**	**7 430**	**7 164**
21	**Acceptation totale ou partielle d'une demande d'un régime de protection des majeurs (cf. ligne 8)**	**58 897**	**61 188**	**65 123**	**66 117**	**68 142**
◆	**Nature du régime de protection prononcé**					
	dont :					
22	Tutelle avec conseil de famille	119	112	104	74	89
23	Tutelle sous forme d'administration légale	16 205	16 773	17 998	19 067	20 628
24	Tutelle en gérance	7 271	7 293	7 110	6 689	6 503
25	Tutelle d'État	5 954	6 521	7 080	7 540	7 626
26	Curatelle	17 174	17 247	18 160	17 531	18 165
27	Curatelle d'État	11 886	13 137	14 570	15 025	14 936
28	Tutelle aux prestations sociales	118	5	3	0	1
◆	**Sexe des majeurs protégés**					
29	Hommes	24 490	25 846	28 340	28 240	29 098
30	Femmes	34 407	35 342	36 783	37 877	39 044
◆	**Âge des majeurs protégés**					
31	De 18 à moins de 30 ans	8 260	7 830	8 185	8 388	8 688
32	De 30 à moins de 40 ans	4 658	4 675	4 877	4 695	4 647
33	De 40 à moins de 50 ans	5 857	6 151	6 456	6 463	6 344
34	De 50 à moins de 60 ans	5 425	5 851	6 664	6 665	6 758
35	De 60 à moins de 70 ans	4 718	5 022	5 103	5 354	5 252
36	De 70 à moins de 80 ans	10 084	10 475	11 140	11 211	11 086
37	80 ans et plus	19 895	21 184	22 698	23 341	25 367

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

La loi n° 93-22 du 8 janvier 1993 a instauré le juge aux affaires familiales. "Juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales, il est compétent pour prononcer le divorce quelle qu'en soit la cause. Il est également seul compétent pour statuer sur les modifications demandées après le prononcé du divorce. Il est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs" (art. 247 du Code civil). Il traite les actions liées à la fixation de l'obligation alimentaire, de la contribution aux charges du mariage et de l'obligation d'entretien, à l'exercice de l'autorité parentale, à la modification du nom de l'enfant et aux prénoms. Il peut renvoyer à la formation collégiale du tribunal de grande instance au sein de laquelle il siège et qui statue comme juge aux affaires familiales (art. L.312-1 du Code de l'organisation judiciaire).

Le tableau ci-contre présente la répartition selon la nature d'affaire des contentieux "familiaux" introduits devant les juges aux affaires familiales. Ces données ne recoupent pas exactement celles fournies dans le chapitre "Détail des saisines en 2005".

Code

1 Le **juge aux affaires familiales** est compétent :
- dans le domaine du droit de la famille pour les demandes en divorce, les contentieux de l'autorité parentale et les contentieux financiers.
- dans le domaine du droit des personnes pour les contentieux de changement de nom et de prénom.
Il n'est pas compétent dans le domaine du droit de la famille en matière de mariage et de régimes matrimoniaux, ainsi que pour les affaires de filiation.

2 à 5 **Les ruptures d'union** font l'objet d'une présentation spécifique pages suivantes. Les rubriques présentées ici ne comprennent pas les mesures provisoires. Elles sont en revanche incluses dans les rubriques équivalentes du chapitre "Détails des saisines", page II/XIII.

7, 8, 10 Concerne seulement les enfants de couples mariés

9 Y compris pour les enfants de parents non mariés.

12 Les demandes d'**exercice conjoint ou de modification de l'exercice de l'autorité parentale** sont comprises sous cette rubrique.

15 Sont compris sous cette rubrique les recours de celui qui assure la **charge de l'enfant majeur** contre l'ex-conjoint.

16 Y compris l'enfant de parents non mariés devenu majeur.

18 Ne sont pas comprises ici les demandes relatives à l'usage du nom du conjoint

19 Ne sont pas prises en compte sous cette rubrique les contestations entre parents relatives au **nom d'usage** porté par l'enfant qui sont comptabilisées série 10.

23 **Sont compris ici les divorces prononcés directement et les conversions de séparation de corps en divorce.**
Les divorces prononcés directement font l'objet d'une présentation spécifique pages suivantes.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Affaires nouvelles					
1	**Nombre total d'affaires soumises aux juges des affaires familiales**	**346 421**	**361 704**	**352 459**	**361 661**	**361 147**
◆	**Nature de l'affaire**					
2	**Ruptures d'union**	**181 886**	**189 062**	**180 103**	**186 739**	**185 694**
3	Demande en divorce	173 063	180 538	173 432	181 036	179 976
4	Demande en conversion de la séparation de corps en divorce	2 038	2 007	1 986	1 773	1 640
5	Demande en séparation de corps	6 785	6 517	5 685	3 930	4 078
6	**Autorité parentale et droit de visite**	**99 121**	**106 352**	**104 605**	**108 581**	**112 820**
7	Demande de modification de l'exercice de l'autorité parentale ou de la résidence habituelle des enfants mineurs	18 244	19 181	18 323	18 804	19 648
8	Demande de modification du droit de visite	9 130	8 879	7 655	7 247	7 549
9	Demande relative au droit de visite des grands-parents ou autres personnes, parents ou non	2 640	2 692	2 561	2 347	2 349
10	Demande tendant à faire trancher un conflit relatif à l'exercice de l'autorité parentale	908	956	675	770	758
11	Demande de délégation, de restitution de l'autorité parentale	3 137	3 407	3 495	3 668	3 530
12	Demande relative à l'exercice de l'autorité parentale, à la fixation de la résidence habituelle des enfants mineurs ou au droit de visite quant aux enfants naturels	65 062	71 237	71 896	75 745	78 986
13	**Contentieux financier**	**52 967**	**54 325**	**52 213**	**51 542**	**50 658**
14	Révision de la prestation compensatoire et modification de la pension alimentaire versée au conjoint	5 956	8 845	4 883	4 030	3 265
15	Demande de fixation ou de modification de la contribution à l'entretien des enfants	26 254	22 596	25 202	25 745	26 201
16	Demande de contribution à l'entretien de l'enfant naturel et demande d'aliments entre parents et alliés	16 349	18 092	17 774	18 314	18 261
17	Contribution aux charges du mariage	4 408	4 792	4 354	3 453	2 931
18	**Nom - Prénom**	**9 086**	**7 559**	**9 707**	**9 060**	**6 136**
19	Demande de changement ou de reprise de nom d'un enfant naturel	6 517	5 164	7 026	6 471	3 426
20	Demande de changement de prénom	2 569	2 395	2 681	2 589	2 710
21	**Autres procédures du juge aux affaires familiales**	**3 361**	**4 406**	**4 692**	**5 632**	**5 839**
	Affaires terminées					
22	**Nombre total d'affaires terminées par les juges aux affaires familiales**	**335 243**	**342 128**	**361 341**	**370 732**	**352 776**
23	*dont divorces prononcés*	*120 215*	*129 268*	*135 960*	155 253	139 147

Champ

Les données statistiques présentées sous le titre "**les ruptures d'union**" concernent les affaires traitées par les tribunaux de grande instance de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer. Il ne s'agit que des ruptures d'union de personnes mariées (divorces et séparations de corps). Le cadre juridique de leur rupture est la loi du 11 juillet 1975 puis la loi du 26 mai 2004 ; toutes les situations de séparation de fait sont exclues du champ, que les personnes soient mariées ou en concubinage.

Code	Définitions et méthode
1	L'ensemble des **affaires nouvelles** recouvre pour une année donnée la totalité des demandes en divorce formées directement ou par conversion de séparation de corps, ainsi que les demandes en séparation de corps.
2	Le nombre d'**affaires terminées** correspond à l'ensemble des décisions rendues en matière de rupture d'union pour une année donnée.
4	**Les décisions rendues au fond** prononcent un divorce, une séparation de corps, ou rejettent cette dernière.
3 à 14	**Les décisions rendues** sont classées par nature selon l'issue des procédures.
5	**Les divorces prononcés directement** sont les décisions qui font droit aux demandes de divorce, quel que soit le cas de divorce.
6	**Le jugement de séparation de corps** produit les mêmes effets qu'un divorce entre époux au plan patrimonial et quant aux droits et devoirs des parents à l'égard des enfants ; en revanche, à la différence d'un divorce, les époux restent mariés bien que séparés et le devoir de secours mutuel subsiste entre eux notamment sous forme de pension alimentaire si nécessaire.
7	La loi du 26 mai 2004 (art. 306 du code civil) prévoit "qu'à la demande de l'un des époux, le jugement de séparation de corps est converti de plein droit en jugement de divorce quand la séparation de corps a duré deux ans".
9 à 14	Certaines demandes de rupture d'union sont abandonnées en cours de procédure sans examen au fond, donc sans aboutir au prononcé d'un divorce ou d'une séparation de corps. Elles donnent lieu à des décisions classées par issue de l'affaire selon les principes du droit commun procédural.
15 à 23	**La durée d'une affaire** est calculée en mois par différence entre la date de la décision dessaisissant la juridiction et la date de saisine. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées par des ruptures d'union dans l'année, ce qui exclut du calcul les lignes 9 à 14. Ces durées diffèrent donc de celles présentées dans le chapitre "Durée de traitement des affaires", qui sont calculées sur toutes les affaires terminées, quel qu'en soit le mode de fin. Les durées moyennes sont présentées ici par objet de demande, et plus particulièrement par procédure de divorce.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Ruptures d'union					
1	**Affaires nouvelles**	**181 886**	**189 062**	**180 103**	**186 739**	**185 694**
2	**Affaires terminées**	**175 366**	**180 177**	**189 576**	**196 255**	**174 700**
◆	**Nature de la décision**					
3	Jonction	1 969	2 036	2 139	2 477	2 808
4	Décisions au fond	125 413	134 524	141 578	162 019	144 993
5	Divorce prononcé directement	117 005	126 388	132 746	153 570	137 573
6	Divorce prononcé par conversion de séparation de corps	1 681	1 578	1 855	1 683	1 574
7	Séparation de corps prononcée	3 210	2 880	3 214	3 040	2 349
8	Rejet de la demande	3 517	3 678	3 763	3 726	3 497
9	Autres décisions	47 984	43 617	45 859	31 759	26 899
	dont:					
10	Radiation	14 201	11 611	10 505	9 360	8 945
11	Désistement du demandeur	13 996	12 810	13 226	12 165	12 008
12	Caducité de la demande	16 811	15 890	15 034	5 458	1 684
13	Incompétence	348	381	353	341	391
14	Conciliation des parties	263	159	213	297	129
◆	**Durée moyenne des affaires terminées par des ruptures d'union** [en mois]					
15	Divorces prononcés directement	13,0	12,8	13,9	10,9	10,3
16	- Consentement mutuel	-	-	-	2,5	2,8
17	- Requête conjointe	9,3	9,2	9,3	9,0	23,3
18	- Demande acceptée ou divorce accepté	12,7	12,9	14,1	14,8	15,9
19	- Séparation de fait ou altération définitive du lien	16,6	16,3	18,1	15,7	15,7
20	- Faute	17,1	17,3	19,5	20,5	22,8
21	- Divorces directs indéterminés	-	-	-	21,1	23,4
22	Conversion de séparation de corps en divorce	9,8	9,5	8,6	8,5	8,3
23	Séparation de corps	14,0	13,2	14,7	13,1	12,3

Champ

Les données statistiques présentées ici concernent les divorces prononcés par les tribunaux de grande instance de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer, ainsi que les demandes de conversion de séparation de corps en divorce. Les décisions rendues correspondent à des demandes de divorce examinées au fond et ayant abouti au prononcé du divorce. Les rejets de demandes de divorce sont exclues du champ.

Les couples ont la possibilité de demander un divorce ou une séparation de corps par consentement mutuel pour faute ou sur demande acceptée et d'opter en cours de procédure pour un divorce par consentement mutuel, la réciproque n'étant pas juridiquement possible. De même l'époux défendeur d'une demande en divorce pour rupture de la vie commune peut présenter une demande reconventionnelle en invoquant les torts de celui qui a pris l'initiative. Ce passage d'une procédure à l'autre n'est pas pris en compte par la statistique présentée ici qui ne retient que le cas de divorce figurant sur la requête initiale. Il en résulte probablement une légère sous-estimation de l'importance relative du consentement mutuel dans l'ensemble des jugements.

Code | Définitions et méthode

2 à 6 Depuis la loi du 26 mai 2004, entrée en vigueur le 1er janvier 2005, le divorce peut être prononcé en cas de consentement mutuel, d'acceptation du principe de la rupture du mariage [divorce accepté], d'altération définitive du lien conjugal ou de faute. Quand le divorce n'est pas demandé par consentement mutuel, l'époux qui forme la demande présente par avocat une requête sans indiquer les motifs du divorce (art. 251 du Code civil).

2 Le divorce par consentement mutuel est demandé conjointement par les deux époux lorsqu'ils s'entendent sur la rupture du mariage et sur tous ses effets. Ils soumettent au juge une convention réglant les conséquences du divorce (autorité parentale et résidence des enfants, pension, partage de la communauté ...). Le juge homologue cette convention et prononce le divorce s'il a acquis la conviction que la volonté de chacun des époux est réelle et que leur consentement est libre et éclairé (art. 230 et 232 du Code civil).

3 Le divorce peut-être demandé par l'un des époux ou par les deux lorsqu'ils acceptent le principe de la rupture du mariage sans considération des faits à l'origine de cette rupture. S'il a acquis la conviction que chacun des époux a donné librement son accord, le juge prononce le divorce et statue sur ses conséquences (art. 233 et 234 du Code civil).

4 Le divorce peut-être être demandé par l'un des époux lorsque le lien conjugal est définitivement altéré. L'altération définitive du lien conjugal résulte de la cessation de la communauté de vie entre les époux lorsqu'ils vivent séparés depuis deux ans (art. 237 et 238 du Code civil).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

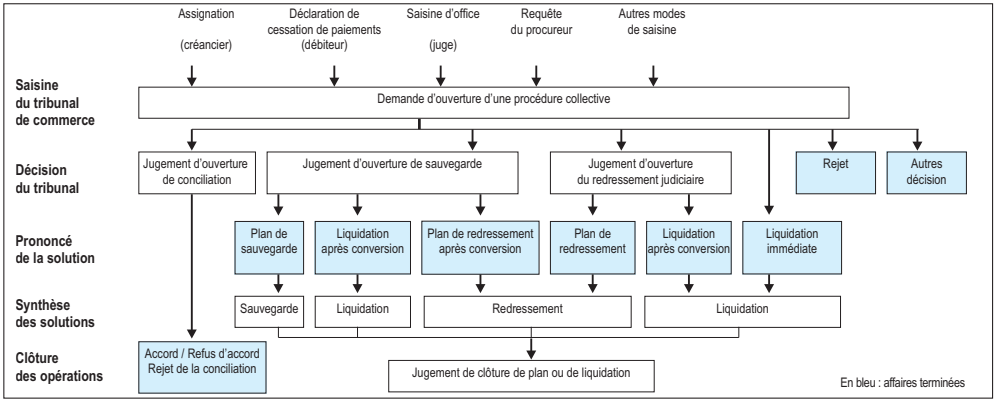
Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Divorces prononcés					
1	**Nombre total de divorces prononcés**	**118 686**	**127 966**	**134 601**	**155 253**	**139 147**
◆	**Procédure de divorce**					
2	Requête conjointe et consentement mutuel	52 359	60 704	63 881	91 850	76 794
3	Demande acceptée et divorce accepté	16 240	16 885	17 412	14 986	22 702
4	Pour rupture de la vie commune ou altération définitive du lien conjugal	1 616	1 505	1 374	2 144	7 541
5	Pour faute	46 790	47 294	50 079	43 578	29 584
6	Divorces directs indéterminés	-	-	-	1 012	952
7	Par conversion de séparation de corps en divorce	1 681	1 578	1 855	1 683	1 574
	Nombre d'enfants mineurs déclarés					
8	Aucun enfant mineur déclaré	49 030	53 600	53 437	64 679	59 249
9	Un enfant	27 262	28 578	32 080	38 265	34 035
10	Deux enfants	28 914	31 325	33 966	37 195	32 816
11	Trois enfants	10 338	11 103	11 678	11 989	10 285
12	Quatre enfants mineurs ou plus	3 142	3 360	3 440	3 125	2 762
◆	**Durée du mariage**					
13	Moins de 5 ans	16 457	18 535	19 919	25 991	22 331
14	5 à moins de 10 ans	24 737	27 807	30 389	37 936	33 574
15	10 ans à moins de 15 ans	19 516	21 377	22 535	25 242	22 319
16	15 ans à moins de 20 ans	14 400	15 596	16 983	19 394	18 178
17	20 ans à moins de 25 ans	12 824	14 173	14 792	15 631	14 023
18	25 ans à moins de 30 ans	10 141	10 626	11 160	12 046	11 043
19	30 ans à moins de 35 ans	5 962	6 528	7 103	7 817	7 364
20	35 ans à moins de 40 ans	2 568	2 901	3 415	3 716	3 984
21	40 ans et plus	1 679	1 903	2 207	2 565	2 727
22	Durée du mariage non calculable	10 402	8 520	6 098	4 915	3 604
23	***Durée moyenne du mariage*** *[en années]*	***14,8***	***14,7***	***14,8***	***14,2***	***14,6***
◆	**Âge de l'époux au jugement**					
24	Moins de 25 ans	547	707	780	1 010	831
25	25 ans à moins de 30 ans	5 839	6 105	6 563	8 448	7 481
26	30 ans à moins de 35 ans	15 948	17 411	18 519	22 523	18 071
27	35 ans à moins de 40 ans	20 759	22 296	24 501	28 531	24 734
28	40 ans à moins de 45 ans	20 306	22 626	25 606	28 819	25 773
29	45 ans à moins de 50 ans	17 903	19 481	22 326	25 016	22 736
30	50 ans à moins de 55 ans	13 481	14 269	16 177	17 944	16 745
31	55 ans à moins de 60 ans	7 243	8 474	10 338	11 918	11 635
32	60 ans à moins de 65 ans	3 291	3 754	4 536	5 198	5 597
33	65 ans à moins de 70 ans	1 729	1 871	2 304	2 541	2 598
34	70 ans et plus	1 238	1 264	1 559	1 882	1 928
35	Âge non déclaré	10 402	9 708	1 392	1 423	1 018
◆	**Âge de l'épouse au jugement**					
36	Moins de 25 ans	2 216	2 823	3 025	3 920	3 440
37	25 ans à moins de 30 ans	10 596	11 677	11 547	14 763	12 966
38	30 ans à moins de 35 ans	19 165	22 335	22 660	26 242	21 272
39	35 ans à moins de 40 ans	21 366	24 364	25 810	29 680	25 801
40	40 ans à moins de 45 ans	20 001	23 921	25 418	28 373	25 581
41	45 ans à moins de 50 ans	15 742	18 769	19 897	22 317	20 784
42	50 ans à moins de 55 ans	10 515	11 916	12 755	14 408	13 954
43	55 ans à moins de 60 ans	4 997	6 237	7 320	8 530	8 311
44	60 ans à moins de 65 ans	2 054	2 542	2 825	3 187	3 540
45	65 ans à moins de 70 ans	978	1 184	1 271	1 466	1 504
46	70 ans et plus	654	722	766	925	973
47	Âge non déclaré	10 402	1 476	1 307	1 442	1 021

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sont comprises ici les affaires de redressement et de liquidation judiciaire traitées à la fois par les **tribunaux de grande instance à compétence commerciale** et par **les tribunaux de commerce.**
L'approche statistique proposée ici diffère de celle adoptée par type de juridiction.

Code | Définitions et méthode

Les données sont fournies toutes juridictions confondues par stade de procédure (cf. schéma), et non selon la distinction affaires nouvelles/affaires terminées définie au chapitre "Activité des juridictions, TGI à compétence commerciale")
La loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, entrée en vigueur le 1er janvier 2006, institue une procédure de "sauvegarde des entreprises". Celle-ci peut être engagée à l'initiative du chef d'entreprise dès les premières difficultés, avant que ne soit constatée la cessation de paiement. Cette procédure permet la suspension des poursuites des créanciers et du paiement des dettes et l'organisation d'une négociation entre l'entreprise et ses créanciers.
Les autres procédures de prévention sont maintenues (recours à un mandataire ad hoc, procédure de conciliation). Une procédure de liquidation simplifiée est prévue pour les petites entreprises.



Par ailleurs le tribunal peut prononcer la liquidation immédiate de l'entreprise ou l'ouverture d'un redressement judiciaire. Dans ce cas le tribunal désigne un juge-commissaire, qui veille à la protection des intérêts en présence et au bon déroulement de la procédure, un représentant des créanciers, et éventuellement un administrateur, chargé soit de surveiller ou d'assister le dirigeant dans sa gestion, soit d'assurer lui-même cette gestion.

8 | Y compris les rejets et les procédures relevant de la loi de 1985

10, 12 14 | Durée de la phase d'ouverture (entre la date de saisine et la date du jugement d'ouverture)

11 | Y compris ouverture d'une procédure de redressement judiciaire relevant de la loi de 1985

13 | Pour les liquidations judiciaires immédiates, la date d'ouverture de procédure collective est aussi la date de la solution et de liquidation. C'est pourquoi, elles sont mentionnées dans les deux tableaux, dans les décisions et dans les issues de jugement d'ouverture.

16 | Non compris les rejets

17 | Durée des affaires (entre la date de saisine et la date de fin d'affaire) se terminant par une autre décision

29, 32 34, 43 45, 47 | Durée de la phase de solution (entre la date du jugement d'ouverture et la date de solution)

36 | Pour les liquidations judiciaires immédiates, la date d'ouverture de procédure collective est aussi la date de la solution et de liquidation. C'est pourquoi, elles sont mentionnées dans les deux tableaux, dans les décisions et dans les issues de jugement d'ouverture.

39, 41 | durée de l'affaire (entre la date de saisine et la date de liquidation immédiate)

49 à 57 | Durée de la phase de clôture (entre la date de solution et la date de clôture)

Ns | Non significatif

Sources :
- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Demandes d'ouverture d'une procédure collective**	**58 449**	**61 208**	**61 925**	**63 898**	**58 223**
2	Procédure de sauvegarde	///	///	///	///	516
3	Procédure de redressement judiciaire	51 616	53 295	53 528	54 298	36 220
4	Procédure de liquidation judiciaire	2 630	3 470	4 299	5 470	20 897
5	Procédure non précisée	4 203	4 443	4 098	4 130	590
6	**Décisions relatives aux ouvertures d'une procédure collective**	**59 421**	**60 433**	**62 113**	**63 644**	**57 937**
7	**Jonction**	**1 176**	**1 155**	**1 082**	**995**	**962**
8	**Décisions statuant sur le fond**	**44 475**	**45 716**	**48 274**	**52 282**	**45 673**
9	Ouverture d'une procédure de sauvegarde	///	///	///	///	350
10	*durée (en mois)*	///	///	///	///	*0,3*
11	Ouverture d'une procédure de redressement judiciaire	14 064	14 344	14 950	17 178	14 556
12	*durée (en mois)*	*2,0*	*1,8*	*1,8*	*1,7*	*1,5*
13	Liquidation judiciaire immédiate	29 441	30 355	32 192	33 971	28 935
14	*durée (en mois)*	*2,0*	*1,7*	*1,6*	*1,7*	
15	Rejet	970	1 017	1 132	1 133	1 832
16	**Autres décisions**	**13 770**	**13 562**	**12 757**	**10 367**	**11 302**
17	*durée (en mois)*	*5,2*	*5,5*	*4,4*	*4,4*	*5,2*
18	dont radiation	10 896	10 630	9 546	7 064	4 614
19	désistement d'instance ou d'action	2 131	2 066	2 409	2 604	6 038
20	**Catégorie juridique de l'entreprise (décisions statuant sur le fond)**	**44 475**	**45 716**	**48 274**	**52 282**	**45 673**
21	Artisan (personne physique)	3 555	3 626	3 834	4 273	3 815
22	Commerçant (personne physique)	5 232	5 294	5 527	6 369	5 352
23	SARL	17 817	19 045	19 614	21 394	25 388
24	SA	1 969	1 833	1 558	1 588	1 494
25	Autre	15 902	15 918	17 741	18 658	3 008
26	non renseigné					6 616
27	**Issues des jugements d'ouverture (solutions)**	**43 779**	**45 079**	**47 752**	**50 435**	**41 297**
28	**Plan de sauvegarde prononcé**	///	///	///	///	**10**
29	*durée (en mois)*	///	///	///	///	*6,1*
30	**Plan de redressement judiciaire prononcé**	**4 390**	**4 699**	**4 960**	**5 290**	**3 258**
31	– Loi 1985	4 390	4 699	4 960	5 290	2 859
32	*durée (en mois)*	*11,7*	*11,4*	*11,3*	*11,7*	*11,4*
33	– Loi 2005	///	///	///	///	399
34	*durée (en mois)*	///	///	///	///	*8,6*
35	dont après conversion d'une ouverture de sauvegarde	///	///	///	///	14
36	**Liquidations judiciaires prononcées**	**39 389**	**40 380**	**42 792**	**45 145**	**38 029**
37	Liquidation judiciaire immédiate	29 441	30 355	32 192	33 971	28 935
38	– Loi 1985	29 441	30 355	32 192	33 971	3 744
39	*durée (en mois)*	*2,0*	*1,7*	*1,6*	*1,7*	*ns*
40	– Loi 2005	///	///	///	///	25 191
41	*durée (en mois)*	///	///	///	///	*1,0*
42	Liquidation après période d'observation (loi 1985)	9 948	10 025	10 600	11 174	3 892
43	*durée (en mois)*	*6,9*	*6,6*	*6,4*	*6,4*	*8,2*
44	Liquidation après conversion d'une ouverture de sauvegarde	///	///	///	///	26
45	*durée (en mois)*	///	///	///	///	*4,5*
46	Liquidation après conversion d'une ouverture de redressement	///	///	///	///	5 176
47	*durée (en mois)*	///	///	///	///	*2,8*
48	**Clôtures des procédures collectives**	**40 360**	**39 854**	**44 059**	**41 710**	**38 460**
49	**Loi 1985**	**40 360**	**39 854**	**44 059**	**41 710**	**37 438**
50	*durée (en mois)*	*43,3*	*45,3*	*45,1*	*45,5*	*45,2*
51	**Loi 2005**					**1 022**
52	Procédure de sauvegarde	///	///	///	///	1
53	*durée (en mois)*	///	///	///	///	*11,5*
54	Procédure de redressement judiciaire					13
55	*durée (en mois)*	///	///	///	///	*15,0*
56	Procédure de liquidation judiciaire					1 008
57	*durée (en mois)*	///	///	///	///	*7,8*

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

1 à 32 Le bail est le contrat de louage d'immeuble par lequel une partie - le bailleur - laisse la jouissance d'un local à une autre partie - le locataire - moyennant un certain prix. Ce contrat comporte généralement une clause par laquelle le non paiement du loyer entraîne automatiquement la résolution du bail (clause résolutoire).
Le contentieux relatif au bail à usage d'habitation et à usage mixte relève de la compétence des tribunaux judiciaires civils. En vertu de l'article R 321.2 du Code de l'organisation judiciaire, c'est le tribunal d'instance qui a seul compétence pour connaître des actions nées d'un contrat de louage d'immeuble quel que soit le montant de la demande.
Cette compétence d'attribution du tribunal d'instance suppose l'existence d'un contrat ayant pour objet principal la location immobilière. Les demandes par lesquelles un propriétaire réclame l'expulsion d'un occupant sans titre relèvent du tribunal de grande instance.

9 Le locataire peut agir en justice lorsque le bailleur ne remplit pas ses obligations : délivrer un logement en bon état et y faire pendant toute la durée du bail les réparations, autres que locatives, qui peuvent devenir nécessaires. Il doit également assurer au locataire la jouissance paisible des lieux.

11 Contestation par le locataire de la validité du congé ou demande de suspension de la clause résolutoire.

13 En fin de bail le bailleur est tenu de restituer le dépôt de garantie, sous réserve des travaux de réparations locatives. Le locataire peut réclamer une indemnisation pour l'amélioration apportée au bien loué.

21, 30 Le juge ne statue pas sur la demande lorsque d'autres actes ont mis fin à l'instance tels que désistement, caducité, conciliation ou radiation... Ces actes révèlent que les parties ont abandonné l'instance avant toute décision au fond, ce qui laisse supposer qu'elles sont parvenues à un accord.

28 Il s'agit des décisions susceptibles de conduire à l'expulsion du locataire pour défaut de paiement du loyer. Une partie des décisions contradictoires accorde au locataire des délais de paiement suspendant les effets de la clause résolutoire. Ce n'est qu'en cas de non respect de l'échéancier fixé par le juge que cette clause reprendra plein effet et qu'il pourra être procédé à l'expulsion.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Affaires nouvelles (fond et référés)					
1	**Demandes introduites devant le tribunal d'instance**	**154 327**	**160 661**	**172 340**	**169 362**	**173 044**
2	dont procédure de référés	58 008	61 194	66 314	64 293	66 494
3	**Demandes des bailleurs**	**129 860**	**140 061**	**149 183**	**144 573**	**147 670**
4	Paiement des loyers et/ou résiliation expulsion	111 395	125 078	134 610	130 728	133 303
5	Validité du congé-expulsion	12 231	7 356	7 316	7 436	7 129
6	Exécution d'obligation du locataire autre que paiement de loyers	3 918	5 130	4 623	4 466	4 731
7	Fixation judiciaire du loyer	928	1 128	1 213	659	1 053
8	Dommages et intérêts en fin de bail	1 388	1 369	1 421	1 284	1 454
9	**Demandes des locataires**	**12 444**	**11 687**	**12 140**	**12 763**	**13 308**
10	Travaux à charge du bailleur	3 294	2 900	2 596	2 342	2 082
11	Maintien dans les lieux	750	911	883	847	748
12	Sanction du bailleur pour trouble de jouissance	1 750	1 837	1 577	1 690	1 585
13	Demande en fin de bail	6 650	6 039	7 084	7 884	8 893
14	**Autres demandes (bailleurs et locataires)**	**12 023**	**8 913**	**11 017**	**12 026**	**12 066**
	Affaires terminées (fond et référés)					
15	**Affaires terminées par le tribunal d'instance**	**154 343**	**160 231**	**172 963**	**168 470**	**173 001**
16	dont procédure de référés	58 008	61 194	66 314	64 293	66 494
◆	**Nature de la décision**					
17	**Jonction**	**3 748**	**3 818**	**4 039**	**4 144**	**4 142**
18	**Décisions statuant sur la demande**	**120 061**	**124 539**	**133 930**	**130 452**	**133 779**
19	Acceptation totale ou partielle de la demande	112 021	116 272	125 288	122 102	125 385
20	Rejet de la demande	8 040	8 267	8 642	8 350	8 394
21	**Autres décisions**	**30 534**	**31 874**	**34 994**	**33 874**	**35 080**
22	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*4,2*	*4,3*	*4,2*	*4,1*	*4,1*
23	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande*	*43,4*	*44,3*	*44,5*	*45,4*	*45,2*
	Résultat des demandes en paiement et/ou en résiliation-expulsion					
24	**Affaires terminées par le tribunal d'instance**	**109 949**	**123 164**	**135 179**	**129 956**	**133 815**
25	dont procédure de référés	45 955	53 399	58 726	56 428	58 859
◆	**Nature de la décision**					
26	**Jonction**	**2 325**	**2 475**	**2 656**	**2 644**	**2 667**
27	**Décisions statuant sur la demande**	**87 286**	**98 113**	**107 383**	**103 843**	**107 006**
28	Acceptation totale ou partielle de la demande	84 138	94 743	103 991	100 550	103 628
29	Rejet de la demande	3 148	3 370	3 392	3 293	3 378
30	**Autres décisions**	**20 338**	**22 576**	**25 140**	**23 469**	**24 142**
31	*Durée moyenne des affaires terminées.(en mois)*	*3,8*	*3,9*	*3,8*	*3,8*	*3,8*
32	*Proportion de décisions contradictoires statuant sur la demande*	*38,3*	*39,3*	*40,0*	*40,9*	*41,1*

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

1 Le répertoire général civil n'étant pas mis en place dans les tribunaux des affaires de Sécurité sociale, on ne dispose pas de statistiques sur les affaires relatives aux contentieux de l'impayé traités par ces tribunaux.

5 à 18 **Le tribunal de grande instance** est la juridiction civile de droit commun. Il connaît en conséquence, en premier ressort, de tous les litiges pour lesquels la compétence n'est pas attribuée expressément à une autre juridiction (tribunal d'instance, tribunal paritaire des baux ruraux, tribunal de commerce...) en raison de la nature de l'affaire ou du montant de la demande (art. R 311-1 du Code de l'Organisation Judiciaire).

8 à 18 Le contentieux de l'impayé est présent dans toutes les affaires contractuelles présentant un caractère financier (droit des affaires, et droit des contrats essentiellement).

19 à 33 **Le tribunal d'instance** connaît, en matière civile, à charge d'appel, de toutes actions personnelles ou mobilières de 4 000 euros à 10 000 euros (art. L 321-2 du Code de l'Organisation Judiciaire).
Il est créé au siège de chaque tribunal d'instance un **tribunal paritaire des baux ruraux** qui est seul compétent pour connaître des contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux, relatives à l'application des titres I et V du livre VI du Code Rural.

22 Le tribunal d'instance connaît des procédures d'**injonctions de payer** (art. R. 321-3 du Code de l'organisation judiciaire). Le recouvrement d'une créance peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer lorsque :
- la créance a une cause contractuelle ou résulte d'une obligation de caractère statutaire et s'élève à un montant déterminé ; en matière contractuelle, la détermination est faite en vertu des stipulations du contrat y compris, le cas échéant, la clause pénale ;
- l'engagement résulte de l'acceptation ou du tirage d'une lettre de change, de la souscription d'un billet à ordre, de l'endossement ou de l'aval de l'un ou l'autre de ces titres ou de l'acceptation de la cession de créances conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises.

La demande est portée, selon le cas, devant le tribunal d'instance ou le président du tribunal de commerce dans les limites de la compétence d'attribution de ce dernier tribunal.
Le juge territorialement compétent est celui du lieu où demeure le ou l'un des débiteurs poursuivis.
La demande est formée par requête remise ou adressée, selon le cas, au secrétariat-greffe ou au greffe par le créancier ou par tout mandataire. Elle est accompagnée des documents justificatifs.
Si au vu des documents produits la demande lui paraît fondée en tout ou partie, le juge rend une ordonnance portant injonction de payer pour la somme qu'il retient. Si le juge rejette la requête, sa décision est sans recours pour le créancier, sauf à celui-ci à procéder selon les voies de droit commun. Si le juge ne retient la requête que pour partie, sa décision est également sans recours pour le créancier, sauf à celui-ci à ne pas signifier l'ordonnance et à procéder selon les voies de droit commun.
Une copie certifiée conforme de la requête et de l'ordonnance est signifiée, à l'initiative du créancier, à chacun des débiteurs. L'ordonnance portant injonction de payer est non avenue si elle n'a pas été signifiée dans les six mois de sa date (art. 1 405 à 1 411 du Nouveau Code de procédure civile).

23 à 33 Dans ses limites de compétence, **le tribunal d'instance** est amené à connaître des litiges nés :
- de tout contrat de prêt en matière mobilière visé par les Lois n° 78-22 et 78-23 du 10 Janvier 1978 relatives à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit ainsi que sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services,
- de tout contrat de prêt en matière immobilière dans le cadre prévu par l'article 34-1 de la loi n°79-596 du 13 Juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier,
- de l'application des principaux contrats d'assurances de personnes ou de biens (vie du contrat, résiliation, ...),
- de l'application du contrat de louage d'immeuble y compris les demandes en autorisation, validité, nullité ou mainlevée de saisie-gagerie et de saisie-revendication ainsi que de ceux relatifs à l'application de la loi n°48-1160 du 1er Septembre 1948 (art. R 321-2 du Code de l'organisation judiciaire),
- du contrat de vente et éventuellement du contrat de crédit-bail qui l'accompagne.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Impayés en première instance					
1	**Nombre de contentieux de l'impayé réglés par les juridictions (procédures au fond, référés et injonctions de payer)**	**1 078 100**	**1 081 338**	**1 099 767**	**1 056 376**	**990 057**
2	Par les tribunaux de grande instance	38 853	42 302	47 844	46 528	46 296
3	Par les tribunaux d'instance et les tribunaux paritaires des baux ruraux	930 448	930 227	945 895	907 283	857 749
4	Par les tribunaux de commerce	108 799	108 809	106 028	102 565	86 012
◆	**Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux de grande instance**					
5	**Nombre d' affaires terminées**	**38 853**	**42 302**	**47 844**	**46 528**	**46 296**
	Type de procédure					
6	Procédures au fond	20 750	21 340	26 119	26 533	26 864
7	Référés	18 103	20 962	21 725	19 995	19 432
	Nature du contrat					
8	Prêt	7 856	7 663	7 447	7 569	7 808
9	Prestation de services	2 407	2 787	5 715	6 348	6 741
10	Assurance	231	246	248	247	207
11	Bail	13 122	15 205	15 650	15 012	15 142
12	Vente	6 061	6 144	7 624	6 878	6 547
13	Crédit-bail	444	517	606	475	560
14	Cotisations sociales	2 061	2 008	2 264	2 141	2 120
15	Copropriété	2 284	2 779	3 198	3 120	2 708
16	Contrat d'intermédiaire	638	685	856	801	796
17	Banque	1 752	2 002	2 016	1 869	1 538
18	Autres	1 997	2 266	2 220	2 068	2 129
◆	**Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux d'instance et les tribunaux paritaires des baux ruraux**					
19	**Nombre d' affaires terminées**	**930 448**	**930 227**	**945 895**	**907 283**	**857 749**
	Type de procédure					
20	Procédures au fond	168 415	170 621	177 233	175 771	170 241
21	Référés	49 274	57 056	61 703	59 240	60 996
22	Injonctions de payer	712 759	702 550	706 959	672 272	626 512
	Nature du contrat (procédures au fond et référés seulement)					
23	Prêt	45 584	44 880	45 965	49 151	45 594
24	Prestation de services	21 291	17 609	17 683	16 113	15 210
25	Assurance	568	961	551	608	703
26	Bail	108 321	122 342	133 239	128 346	132 159
27	Vente	13 420	12 233	11 652	10 006	9 184
28	Crédit-bail	765	660	599	568	541
29	Cotisations sociales	6 405	5 958	4 813	4 814	3 663
30	Copropriété	14 303	15 491	17 116	17 644	17 569
31	Contrat d'intermédiaire	248	330	310	344	326
32	Banque	5 992	6 285	6 156	6 605	5 400
33	Autres	792	928	852	812	888

Code | Définitions et méthode

1 à 13 **Les tribunaux de commerce** connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers, des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce et de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes (art. 631 du code de commerce).

17 à 27 L'appel tend à faire réformer ou annuler par la **cour d'appel** un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La voie de l'appel est ouverte en toutes matières, même gracieuses contre les jugements de première instance, s'il n'en est autrement disposé. Les jugements qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent être immédiatement frappés d'appel comme les jugements qui tranchent tout le principal. Il en est de même lorsque le jugement qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident met fin à l'instance (art. 542 à 544 du nouveau code de procédure civile).
Le délai de recours en appel est d'un mois en matière contentieuse et de quinze jours en matière gracieuse. Sauf exceptions, il court à compter de la notification du jugement (art. 528 et 538 du nouveau code de procédure civile).
La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond (art. 561 du nouveau code de procédure civile).

27 Sont notamment compris sous cette rubrique les appels relatifs aux affaires d'impayés provenant des tribunaux des affaires de Sécurité sociale, bien qu'on ne dispose pas de statistiques relatives aux contentieux traités en 1re instance par ces tribunaux (cf. note 1 page précédente).

28 à 31 **Opposition à injonction de payer :** le débiteur peut s'opposer à l'ordonnance portant injonction de payer dans le délai d'un mois suivant la signification de l'ordonnance. L'opposition est portée, suivant le cas, devant le tribunal d'instance qui a rendu l'ordonnance portant injonction de payer ou devant le tribunal de commerce dont le président a rendu l'ordonnance. Elle est formée au secrétariat-greffe, soit par déclaration contre récépissé, soit par lettre recommandée. Si aucune des parties ne se présente à l'audience suivant opposition, le tribunal constate l'extinction de l'instance ; celle-ci rend non avenue l'ordonnance portant injonction de payer. Le jugement du tribunal se substitue à l'ordonnance portant injonction de payer. En l'absence d'opposition dans le mois qui suit la signification de l'ordonnance portant injonction de payer, quelles que soient les modalités de la signification, ou en cas de désistement du débiteur qui a formé opposition, le créancier peut demander l'apposition sur l'ordonnance de la formule exécutoire. Le désistement du débiteur obéit aux règles prévues aux articles 400 à 405 du nouveau code de procédure civile. L'ordonnance produit tous les effets d'un jugement contradictoire. Elle n'est pas susceptible d'appel même si elle accorde des délais de paiement (art.1412 à 1422 du nouveau code de procédure civile).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Contentieux de l'impayé réglé par les tribunaux de commerce ***					
1	**Nombre d' affaires terminées**	**108 799**	**108 809**	**106 028**	**102 565**	**86 012**
	Type de procédure					
2	Procédures au fond	83 722	84 139	83 156	80 816	64 909
3	Référés	25 077	24 670	22 872	21 749	21 103
	Nature du contrat					
4	Prêt	2 018	1 934	1 816	1 902	877
5	Prestation de services	11 667	11 942	10 834	9 838	6 291
6	Assurance	215	209	249	253	75
7	Bail	760	680	860	950	565
8	Vente	54 253	54 732	53 567	52 771	45 684
9	Crédit-bail	983	1 108	1 057	1 628	1 113
10	Cotisations sociales	34 591	33 677	33 126	31 060	29 991
11	Contrat d'intermédiaire	245	258	236	262	235
12	Banque	3 218	3 466	3 489	3 175	1 020
13	Autres	849	803	794	726	161
	Recours contre les jugements sur impayés					
14	**Nombre total de recours examinés**	**65 947**	**69 256**	**71 645**	**69 163**	**nd**
15	Appels	19 764	19 842	20 162	20 011	20 658
16	Oppositions à injonction de payer	46 183	49 414	51 483	49 152	nd
◆	**Recours devant les cours d'appel**					
17	**Nombre total d'appels**	**19 764**	**19 842**	**20 162**	**20 011**	**20 658**
18	Contre les jugements des tribunaux de grande instance	6 610	6 243	6 190	5 936	6 005
	dont :					
19	Décisions au fond	5 217	4 792	4 592	4 261	4 275
20	Référés	1 241	1 315	1 449	1 517	1 582
21	Contre les jugements des tribunaux d' instance et TPBR	7 521	8 123	8 573	8 952	9 554
	dont :					
22	Décisions au fond	6 590	7 021	7 387	7 555	8 006
23	Référés	860	1 018	1 117	1 298	1 448
24	Contre les jugements des tribunaux de commerce	4 709	4 371	4 314	4 138	4 129
	dont :					
25	Décisions au fond	4 185	3 833	3 840	3 641	3 655
26	Référés	443	468	398	429	402
27	Contre les jugements d'autres juridictions	924	1 105	1 085	985	970
◆	**Oppositions à injonction de payer**					
28	**Nombre total d'oppositions**	**46 183**	**49 414**	**51 483**	**49 152**	**nd**
29	Formulées devant les tribunaux de grande instance	545	686	716	667	645
30	Formulées devant les tribunaux d' instance et TPBR	34 819	37 489	39 253	38 198	35 288
31	Formulées devant les tribunaux de commerce	10 819	11 239	11 514	10 287	nd

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

La loi n° 91.650 du 9 juillet 1991, entrée en application le 1er janvier 1993, a réformé les procédures civiles d'exécution et instauré le **juge de l'exécution**.
Les fonctions de juge de l'exécution sont exercées par le président du tribunal de grande instance, mais celui-ci peut déléguer ces fonctions à un ou plusieurs juges du tribunal de grande instance ou du tribunal d'instance (art. L 311-12 du Code de l'organisation judiciaire).

En 2002 la nouvelle nomenclature des affaires civiles a créé des rubriques spécifiques pour les contentieux relevant du juge de l'exécution.

On a regroupé sur cette page l'ensemble des **procédures** liées à l'exécution et portées devant les tribunaux de grande instance et d'instance.
Sont exclues les procédures liées à l'exécution qui peuvent être portées devant un autre juge que celui de l'exécution : astreinte, délai de grâce, radiation de publicité provisoire, répétition de l'indû et réparation suite à l'exercice de mesures d'exécution forcée.

2, 7 18, 27 À partir de 2004, le nouveau répertoire général civil des tribunaux de grande instance inclut les ordonnances sur requêtes.

15 Y compris saisines par huissier

17 à 24 Il s'agit des demandes visant au règlement des difficultés liées au **surendettement** des particuliers et des familles.

La situation de surendettement est caractérisée par l'impossibilité manifeste de faire face à l'ensemble des dettes non professionnelles. Des mesures de traitement peuvent être prescrites par les commissions de surendettement des particuliers [au moins une commission par département]. Leurs décisions peuvent faire l'objet d'un recours devant le juge de l'exécution qui est également compétent pour ordonner la suspension des procédures d'exécution ainsi que pour conférer force exécutoire aux mesures recommandées par la commission.
Par ailleurs, la loi du 1er août 2003 a institué une procédure de rétablissement personnel relevant de la compétence du juge de l'exécution. Cette procédure est mise en œuvre lorsque le débiteur se trouve dans une situation irrémédiablement compromise, caractérisée par l'impossibilité manifeste de mettre en œuvre les mesures de traitement qui peuvent être prescrites par la commission de surendettement (art. L 330-1 du Code de la consommation).

26, 28 **Durée moyenne des affaires terminées :** exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues.

Sources

- Ministère de la Justice
  Répertoire général civil

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Affaires nouvelles					
1	**Nombre de demandes relatives aux procédures d'exécution**	**96 925**	**98 634**	**167 281**	**172 741**	**174 918**
2	dont ordonnances sur requête (TGI)	-	-	55 079	60 583	59 035
3	Saisies mobilières	38 413	35 773	80 275	82 630	78 122
4	Autres procédures hors surendettement	13 117	13 396	13 615	12 430	11 996
5	Surendettement	45 395	49 465	73 391	77 681	84 800
◆	**Saisies mobilières**					
6	**Nombre de demandes de saisies mobilières**	**38 413**	**35 773**	**80 275**	**82 630**	**78 122**
7	dont ordonnances sur requête (TGI)			48 898	51 709	49 364
8	Demande en nullité et/ou en main-levée ou en suspension d'une saisie mobilière	19 756	20 166	30 667	28 380	27 098
9	Mesure conservatoire	3 477	3 784	26 940	29 065	26 364
10	Demande relative à la saisissabilité et/ou à la mise à disposition de sommes ou d'un bien	1 986	2 560	10 212	10 425	10 796
11	Demande d'ouverture d'une procédure de saisie arrêt des rémunérations	287	547	630	817	891
12	Autres demandes relatives à la saisie mobilière	12 907	8 716	11 826	13 943	12 973
◆	**Autres procédures (hors surendettement)**					
13	**Nombre de demandes**	**13 117**	**13 396**	**13 615**	**12 430**	**11 996**
	dont :					
14	Demande de prononcé, liquidation, modification, suppression d'une astreinte	3 385	3 537	3 344	3 436	3 506
15	Demande de délai de grâce et/ou de réaménagement de la dette	3 859	3 802	3 957	3 515	3 158
16	Demande de modification du délai pour l'exécution d'une mesure d'expulsion	5 380	5 515	5 527	5 108	5 078
◆	**Surendettement**					
17	**Nombre de demandes relatives au surendettement**	**45 395**	**49 465**	**73 391**	**77 681**	**84 800**
18	dont ordonnance sur requête (TGI)			6 181	8 874	9 671
19	Demande de rétablissement personnel			16 042	20 415	24 410
20	Recours dirigés contre les décisions des commissions de surendettement statuant sur la recevabilité	7 057	7 817	11 007	12 085	13 127
21	Demande de vérification de la validité des titres de créances et du montant des sommes réclamées	2 333	2 364	2 330	2 271	1 848
22	Contestation des mesures recommandées par la commission de surendettement	5 923	5 956	8 355	7 603	7 839
23	Demandes tendant à voir conférer la force exécutoire aux mesures recommandées par la commission de surendettement	29 863	32 869	34 130	33 882	36 222
24	Autres demandes relatives au surendettement	219	459	1 527	1 425	1 354
	Affaires terminées					
25	**Nombre de procédures terminées (hors surendettement)**	**43 486**	**40 866**	**87 233**	**89 761**	**85 744**
26	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	*3,8*	*3,8*	*1,7*	*1,7*	*1,7*
27	dont ordonnances sur requête (TGI)			49 102	51 903	49 536
28	*Durée moyenne des ordonnances sur requête (en mois)*			*0,1*	*0,2*	*0,2*
29	Décisions statuant sur le fond de la demande	31 193	29 545	72 292	76 955	73 782
30	Acceptation totale ou partielle de la demande	19 374	17 869	57 637	61 356	58 843
31	Rejet de la demande	11 819	11 676	14 655	15 599	14 939
32	Autres décisions	12 293	11 321	14 941	12 806	11 962

La justice pénale

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code | Définitions et méthode

1 et 2 | Les **statistiques du ministère de *l'Intérieur*** permettent de dénombrer les infractions constatées et établies par les services de police et de gendarmerie. Ces données ne peuvent être rapprochées de celle du ministère de la Justice car :

- elles excluent du comptage les infractions relevées par une autre administration, toute les contraventions, les délits relatifs à la circulation routière ainsi que les actes de police administratives ;
- elles utilisent une unité de compte différente de celle retenue par le ministère de la Justice qui comptabilise des affaires et non des infractions.

3 à 22 | Le **parquet est destinataire de différents types d'affaires** : la partie la plus importante concerne le domaine pénal, mais d'autres affaires relèvent du domaine civil, commercial, prud'homal ou encore des mineurs.
Une enquête réalisée auprès des parquets permet pour la première fois en 1998 de déterminer les volumes et la nature des affaires non pénales enregistrées par les parquets.

11 | Y compris les affaires transmises au parquet de la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS)

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet

Délinquance constatée par les services de police et de gendarmerie

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Crimes et délits constatés**	**4 113 882**	**3 974 694**	**3 825 442**	**3 775 838**	**3 725 588**
2	*dont faits élucidés*	*1 080 518*	*1 146 071*	*1 217 299*	*1 253 783*	*1 278 980*

Saisines des parquets

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Affaires pénales**					
3	**Procès-verbaux, plaintes, dénonciations**	**5 501 482**	**5 309 811**	**5 399 181**	**5 143 257**	**5 311 024**
4	*dont auteur inconnu*	*3 583 852*	*3 303 363*	*3 288 055*	*3 066 948*	*3 134 580*
5	Crimes	18 880	18 586	18 611	17 023	17 953
6	Délits	4 987 593	4 808 004	4 986 425	4 785 562	4 947 709
7	Contraventions de 5e classe	447 417	440 120	353 807	299 219	293 324
8	Infraction non précisée	47 592	43 101	40 338	41 453	52 038
9	**Autres affaires pénales**	**257 415**	**254 296**	**251 397**	**239 717**	**243 758**
10	Infractions pénales compétence OMP	38 910	37 533	35 767	32 343	33 848
11	Procédures en provenance d'autres parquets	193 277	193 977	192 507	189 272	192 008
12	Requêtes en exécution des peines	25 228	22 786	23 123	18 102	17 902

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des parquets des TGI sont issues des cadres des parquets, imprimés contenant des rubriques destinées à décrire les différentes étapes du processus pénal. Les juridictions alimentent annuellement ces rubriques à l'aide de systèmes de comptages mis en place à l'initiative de la Chancellerie.

Les unités de compte présentées dans l'activité des parquets sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires qui regroupent parfois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

Définitions et méthode

Les données présentées sur le graphique ci-contre synthétisent toutes les orientations données par les parquets aux affaires poursuivables de l'année.

Tout d'abord, on a opéré une distinction entre les saisines, c'est-à-dire l'ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet entre le 1er janvier et le 31 décembre, et **les orientations**, c'est-à-dire l'ensemble des **affaires traitées** au cours de l'année, qui peuvent concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires antérieures à l'année considérée.

Infractions mal caractérisées : il s'agit d'affaires concernant des faits qui ne constituent aucune infraction pénale (affaires de nature civile ou administrative, certains accidents de la circulation, suicides), d'infractions mal caractérisées (charges insuffisantes, absence de preuve), d'infractions pour lesquelles des motifs d'ordre juridique s'opposent aux poursuites (amnistie, prescription ou transaction administrative).

Ensuite, grâce à l'exploitation de la nomenclature des motifs de classements sans suite, il a été possible de cerner les raisons qui fondent une absence de poursuite, et donc d'identifier et de quantifier le volume d'affaires pour lesquelles aucune autre décision qu'un classement n'a pu être envisagée (motif juridique ou défaut d'élucidation).

On a ainsi dégagé une masse d'**affaires "non poursuivables"**. Isolée, elle permet de fonder l'analyse des principaux ratios de réponse judiciaire sur les seules **affaires "poursuivables"**.

Enfin, on a considéré que les réponses des parquets comportaient deux types d'orientations : les poursuites classiques et les mesures alternatives, appelées encore "mesures de la troisième voie". La réunion de ces orientations constitue la réponse pénale.

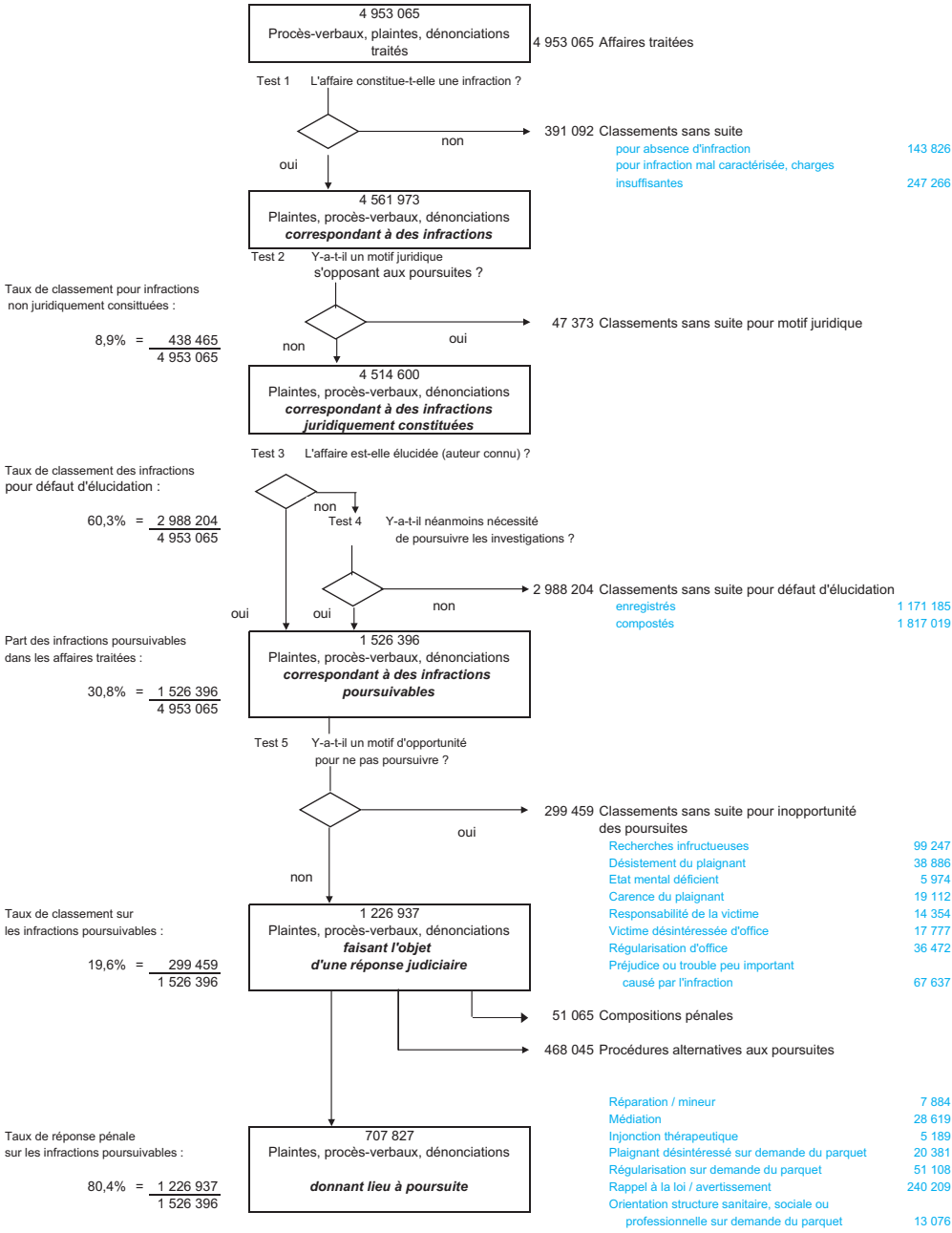
Par rapport aux affaires "poursuivables", on calcule "**un taux de réponse pénale**". Son corollaire, le "taux de classement sans suite", représente la part des affaires susceptibles d'être poursuivies, qui n'ont pas reçu de réponse judiciaire. Ces classements sans suite "secs" peuvent être analysés selon le motif invoqué.

La composition pénale : le procureur de la République peut proposer une composition pénale à une personne majeure qui reconnaît avoir commis un ou plusieurs délits énumérés par la loi. La composition pénale consiste en une ou plusieurs mesures : amende, remise du permis de conduire ou de chasser, travail non rémunéré au profit de la collectivité, stage ou formation dans un service sanitaire, social ou professionnel... Lorsque l'auteur des faits, qui peut être assisté d'un avocat, donne son accord aux mesures proposées, le procureur de la République saisit par requête le président de la juridiction aux fins de validation de la composition. L'exécution de la composition pénale éteint l'action publique ; elle figure au Casier judiciaire (article 41-2 du CPP).

Le détail de ces différentes données est fourni dans le chapitre "Activité par juridiction : Activité pénale des TGI".

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres des parquets



Source : Cadres du parquet

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

Code

1, 2, 3 | **Affaires traitées, affaires non poursuivables**, **infractions mal caractérisées :** cf. "Définitions et méthode" page précédente

4 | **Défaut d'élucidation** : affaires (enregistrées ou compostées) dont l'auteur est inconnu.

5 | Affaires susceptibles d'être poursuivies qui se décomposent selon la réponse donnée entre affaires poursuivies (ligne 7), procédures alternatives (ligne 22), et affaires classées sans suite (ligne32).

6 | Part des affaires pour lesquelles une réponse pénale est possible sur l'ensemble des affaires traitées par les parquets durant l'année.

8 à 21 | Si le procureur décide de poursuivre, il saisit une juridiction de jugement ou le juge d'instruction, selon la gravité et la complexité des faits

11 | **La comparution immédiate** (cf. glossaire)

12, 13, 18 | **La convocation par procès-verbal** permet de notifier au prévenu amené devant l'Officier de police judiciaire ou devant le procureur, les faits retenus à son encontre, le lieu, la date et l'heure de l'audience (art. 393 et suivants du code de procédure pénale).

14, 19 | **La citation directe** (cf. glossaire)

15 | La loi du 9 septembre 2002 a étendu la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale aux délits prévus par le Code de la route. Le ministère public qui choisit cette procédure communique au président du tribunal le dossier de la poursuite et ses réquisitions. Le président statue sans débat préalable par une ordonnance pénale portant relaxe ou condamnation à une amende ainsi que, le cas échéant, à une ou plusieurs des peines complémentaires encourues, ces peines pouvant être prononcées à titre de peine principale. S'il estime qu'un débat contradictoire est utile ou qu'une peine d'emprisonnement devrait être prononcée, le juge renvoie le dossier au ministère public.

16 | Pour les délits punis à titre principal d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à cinq ans, le procureur de la République peut, d'office ou à la demande de l'intéressé ou de son avocat, recourir à la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, lorsque cette personne reconnaît les faits qui lui sont reprochés. (Loi du 9 mars 2004, art. 495-7, CPP)

20 | **L'ordonnance pénale.** Sauf rares exceptions, le Ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une **ordonnance pénale** non motivée, portant relaxe ou condamnation à une amende. Seules ces dernières sont comptabilisées ici. L'ordonnance pénale est notifiée au condamné, qui a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou former opposition.
En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal de police dans les formes de la procédure ordinaire.
À défaut de paiement ou d'opposition dans le délai ci-dessus, l'ordonnance pénale est mise à exécution.

21 | La loi du 9 septembre 2002 institue dans le ressort de chaque cour d'appel de nouvelles juridictions de 1re instance dénommées «juridictions de proximité». En matière pénale cette juridiction est compétente pour juger des contraventions dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État, sur délégation donnée par le président du TGI. Elle peut également valider les mesures de composition pénale.

22 | **La composition pénale** : cf. La définition page 106

23 | Quand la poursuite ne lui paraît pas opportune, le parquet peut avoir recours à des procédures alternatives pour assurer la réparation du dommage, mettre fin au trouble à l'ordre public ou contribuer au reclassement de l'auteur des faits. Confortant des pratiques préexistantes, la loi du 23 juin 1999 a consacré les procédures suivantes (Art. 41-1 du CPP) : - rappel auprès de l'auteur des faits des obligations résultant de la loi, - orientation de l'auteur vers une structure sanitaire, sociale ou professionnelle, - régularisation de la situation de l'auteur au regard de la loi, - réparation du dommage résultant des faits, - médiation entre l'auteur des faits et la victime.

23 à 30 | Sont comptabilisées ici les mesures terminées et réussies (qui se sont conclues par un classement sans suite) et non plus les mesures ordonnées. De plus, le périmètre de ces mesures inclut les rappels à la loi et les avertissements mis en œuvre par les parquets ou leurs délégués.

31 | **Le taux de réponse pénale** (cf. glossaire)

32 | Ces procédures classées sans suite sont des procédures en état d'être poursuivies et qui n'ont fait l'objet d'aucune sorte de réponse de la part du Parquet, selon différents motifs couverts par le terme "poursuite inopportune".

33 | Ce motif vise les affaires dont l'auteur est connu, mais dont l'enquête n'a pas permis de connaître sa localisation actuelle, la gravité des faits ne justifiant pas des recherches approfondies.

34 | Inaction de la victime, ou refus de porter plainte, ou retrait de la plainte.

35 | L'auteur de l'infraction ou un tiers a, de sa propre initiative, indemnisé la victime ou encore, l'auteur s'est mis en conformité avec la loi après que l'infraction ait été relevée.

36 | Ce motif recouvre des faits de faible gravité et/ou ayant occasionné à la victime un trouble ou un préjudice peu important.

37 | **Le taux de classement sans suite** est calculé sur les seules affaires "poursuivables". Il est le complément du taux de réponse pénale (ligne 29).

38 | L'article121-1 du Code pénal prévoit depuis 1994 la responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet

Orientations

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Affaires traitées**	**5 083 465**	**5 008 724**	**5 004 795**	**4 838 441**	**4 953 065**
2	**Affaires non poursuivables**	**3 733 384**	**3 624 581**	**3 549 138**	**3 376 537**	**3 426 669**
3	Infractions mal caractérisées ou motif juridique	380 023	381 285	401 241	408 711	438 465
4	Défaut d'élucidation	3 353 361	3 243 296	3 147 897	2 967 826	2 988 204
5	**Affaires poursuivables**	**1 350 081**	**1 384 143**	**1 455 657**	**1 461 904**	**1 526 396**
6	*Part des affaires poursuivables dans les affaires traitées (%)*	*26,6*	*27,6*	*29,1*	*30,2*	*30,8*
7	**Nombre total d'affaires poursuivies**	**624 335**	**654 579**	**674 522**	**677 107**	**707 827**
8	Transmission au juge d'instruction	37 444	35 143	34 211	32 613	30 566
9	Transmission au juge des enfants	56 279	55 369	55 841	56 406	58 284
10	Poursuite devant le tribunal correctionnel	383 411	409 561	464 848	516 017	550 582
11	Comparution immédiate	38 269	42 026	43 099	46 601	45 416
12	Convocation sur procès-verbal du procureur de la République	7 665	11 273	11 577	15 783	14 492
13	Convocation sur procès-verbal de l'officier ou agent de police judiciaire	233 894	239 190	240 910	217 625	211 197
14	Citation directe	103 583	103 498	108 253	103 043	99 650
15	0rdonnance pénale	-	13 574	58 822	105 765	129 577
16	Requête en homologation dans le cadre de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC)	-	-	2 187	27 200	50 250
17	Poursuite devant le tribunal de police	147 201	149 736	104 248	67 868	68 395
18	Convocation sur procès-verbal de l'officier ou agent de police judiciaire	19 884	18 188	8 215	9 089	11 392
19	Citation directe	45 354	41 149	21 452	18 493	18 662
20	Ordonnance pénale	81 963	90 399	74 581	40 286	38 341
21	Poursuite devant la juridiction de proximité	-	4 770	15 374	4 203	-
22	**Nombre total de compositions pénales réussies**	**6 755**	**14 785**	**25 777**	**40 034**	**51 065**
23	**Nombre total de procédures alternatives**	**289 485**	**328 905**	**388 944**	**421 169**	**468 045**
24	Médiations	33 700	34 060	34 866	31 859	28 619
25	Réparations mineurs	5 275	5 941	6 214	7 167	7 884
26	Injonctions thérapeutiques	4 068	4 874	5 464	5 227	5 189
27	Orientations vers structure sanitaire, sociale, professionnelle	7 332	9 708	11 269	11 847	13 076
28	Plaignant désintéressé, régularisations	40 010	44 341	53 356	58 615	71 489
29	Rappels à la loi, avertissements	144 592	170 830	206 551	221 402	240 209
30	Autres poursuites ou sanctions non pénales	54 508	59 151	71 224	85 052	101 579
31	*Taux de réponse pénale (%)*	*68,2*	*72,1*	*74,8*	*77,9*	*80,4*
32	**Nombre de procédures classées sans suite**	**429 506**	**385 874**	**366 414**	**323 594**	**299 459**
33	dont : recherches infructueuses	121 408	101 270	106 236	100 242	99 247
34	désistement du plaignant	43 978	44 359	45 668	41 303	38 886
35	victime désintéressée et régularisation d'office	67 020	61 697	63 888	59 988	54 249
36	préjudice ou trouble peu important causé par l'infraction	153 802	134 543	105 289	81 859	67 637
37	*Taux de classement sans suite dans les affaires poursuivables (en %)*	*31,8*	*27,9*	*25,2*	*22,1*	*19,6*
38	**Nombre de personnes morales poursuivies**	1 719	2 617	2 465	2 593	3 250

Justice pénale

Champ Géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des compositions pénales inscrites au casier judiciaire. Elles permettent de décrire la nature des infractions ayant fait l'objet de cette décision, la nature et le quantum des peines prononcées ainsi que les caractéristiques des personnes concernées.

Définitions et méthode

La composition pénale : le procureur de la République peut proposer une composition pénale à une personne qui reconnaît avoir commis un ou plusieurs délits énumérés par la loi. La composition pénale consiste en une ou plusieurs mesures : amende, remise du permis de conduire ou de chasser, travail non rémunéré au profit de la collectivité, stage ou formation dans un service sanitaire, social ou professionnel... Lorsque l'auteur des faits, qui peut être assisté d'un avocat, donne son accord aux mesures proposées, le procureur de la République saisit par requête le président de la juridiction aux fins de validation de la composition. L'exécution de la composition pénale éteint l'action publique ; elle est inscrite au bulletin n° 1 du Casier judiciaire (article 41-2 du CPP).

Ne sont traitées ici que les compositions pénales qui ont fait l'objet d'une inscription au casier judiciaire.

Code

22 Ce poste comprend les **s**tages de sensibilisation à la sécurité routière, les stages de citoyenneté, les stages à caractère sanitaire et social

23 Ce poste comprend les confiscations et les interdictions d'émettre des chèques

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet

Les compositions pénales
dans les condamnations inscrites au casier

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre total de compositions pénales**	-	-	**210**	**18 355**	**46 901**
2	**Toutes décisions pour délits**	-	-	**207**	**17 806**	**45 177**
◆	**Nature de l'infraction**					
3	**Atteintes aux biens**	-	-	**56**	**2 765**	**6 125**
4	dont vols - recels			40	2 148	4 778
5	**Infractions à la circulation routière et aux transports**	-	-	**87**	**9 406**	**25 247**
6	dont circulation routière	-	-	85	9 383	25 139
7	**Infractions à la législation économique et financière**	-	-	**4**	**583**	**1 520**
8	**Atteintes à la personne**	-	-	**13**	**1 066**	**2 726**
	dont					
9	Coups et violences volontaires	-	-	5	486	1 179
10	Blessures involontaires	-	-		203	576
11	**Atteintes à la santé**	-	-	**24**	**2 521**	**5 814**
12	dont infractions sur les stupéfiants	-	-	24	2 508	5 784
13	**Atteintes à la sûreté publique**	-	-	**3**	**379**	**1 014**
14	**Atteintes à l'ordre public général**	-	-	**3**	**376**	**1 023**
15	**Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire**	-	-	**17**	**710**	**1 708**
16	**Toutes décisions pour contravention de 5e classe**			**3**	**549**	**1 724**
◆	**Nature de la peine**					
17	**Amende ferme ou assorti d'un sursis partiel**			**157**	**14 762**	**36 828**
18	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*			*324*	*301*	*300*
19	**Peine de substitution**			**53**	**3 593**	**10 073**
20	Suspension du permis de conduire			22	1 365	4 038
21	TIG			23	663	1 609
22	Obligation d'accomplir un stage			6	1 491	4 254
23	Autres			2	74	172
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
24	Hommes	-	-	179	16 189	41 300
25	Femmes	-	-	31	2 166	5 601
	Âge des condamnés					
26	Moins de 18 ans	-	-	0	2	0
27	De 18 ans à moins de 20 ans	-	-	26	2 215	5 175
28	De 20 ans à moins de 25 ans	-	-	62	4 348	10 525
29	De 25 ans à moins de 30 ans	-	-	26	2 341	6 173
30	De 30 ans à moins de 40 ans	-	-	48	3 759	9 501
31	De 40 ans à moins de 60 ans	-	-	45	4 992	13 463
32	60 ans et plus	-	-	3	698	2 064

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre mer

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions d'autres n'en assurent qu'une ou deux. .

Les associations habilitées en matière de procédures alternatives assurent le suivi des mesures qui leur sont confiées par les parquets. Leurs interventions s'appliquent à un petit nombre de rappels à la loi (cf. ligne 29, p. 109), et de classements sous condition que sont les mesures de réparation du dommage, de régularisation d'une situation et les orientations vers une structure sanitaire et sociale (cf. lignes 27 et 28, p. 109). Elles interviennent surtout en matière de médiations pénales (cf. ligne 24, p. 109). Dans ce domaine particulier elles suivent une grande partie des mesures ordonnées par les parquets (environ les deux tiers).

Code	Définitions et méthodes
2, 3	**Le rappel à la loi** est une procédure légère, adaptable à un grand nombre d'infractions. Pour avoir valeur de réponse judiciaire alternative à la poursuite il doit en principe être invoqué en respectant un certain formalisme : courrier écrit, ou convocation de l'auteur par le parquet ou par un délégué du procureur de la République.
5	**La réparation** oblige l'auteur des faits à désintéresser la victime à la demande du parquet. Cette mesure ne se confond pas avec les indemnisations spontanées qui aboutissent au classement sans suite pur et simple (cf. ligne 35, p. 109).
6	**La régularisation** à la demande du parquet est une variante de la mesure précédente. Elle consiste à demander à l'auteur de l'infraction de restaurer une situation conforme au droit. Cette mesure est à distinguer de la régularisation d'office (spontanée) pouvant conduire à un classement en opportunité.
7	Au vu des causes qui ont contribué à la commission de l'infraction (alcoolisme, désinsertion sociale), l'auteur doit à la demande du parquet prendre attache avec un centre de soin spécialisé ou suivre un stage ou une formation professionnelle.
11 à 27	**La médiation pénale** a été instituée par la loi du 4 janvier 1993. Elle consiste, avec leur accord, à réunir victime et auteur de l'infraction pour parvenir à une entente sur un mode de réparation.

Sources :

- Ministère de la Justice
  États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations chargées du suivi des mesures alternatives aux poursuites

Mesures alternatives traitées par les associations

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre d'associations**	**156**	**152**	**154**	**151**	**149**

Suivi des mesures alternatives

	Nature des mesures suivies					
◆	**Rappels à la loi**					
2	**Nombre de mesures reçues**	**13 698**	**15 454**	**16 156**	**13 397**	**11 442**
3	**Nombre de mesures traitées**	**12 984**	**14 731**	**15 383**	**13 164**	**11 160**
◆	**Classements sous condition**					
4	**Nombre de mesures reçues**	**4 872**	**5 831**	**6 996**	**7 163**	**6 089**
5	Réparation du dommage	2 259	2 523	3 497	3 206	2 908
6	Régularisation d'une situation	1 176	1 137	1 751	1 787	1 077
7	Orientation vers une structure sanitaire et sociale	1 437	2 171	1 748	2 170	2 104
8	**Nombre de mesures traitées**	**4 809**	**5 732**	**6 717**	**7 337**	**5 768**
9	Obligation respectées	3 902	4 904	5 206	5 606	4 409
10	Obligations non respectées	907	828	1 511	1 731	1 359
◆	**Médiations pénales**					
11	**Nombre de mesures reçues**	**40 647**	**41 431**	**40 273**	**34 060**	**29 140**
	□ Nature de l'infraction					
12	Vol	3 097	3 500	2 813	1 937	1 372
13	Violences intra-familiale	5 150	6 486	6 374	5 719	6 071
14	Autres coups et blessures volontaires	11 238	10 891	10 860	9 184	8 061
15	Non représentation d'enfant	3 066	2 962	3 080	2 670	2 306
16	Non paiement de pension alimentaire	2 434	2 775	3 133	2 461	2 312
17	Dégradations	4 633	4 337	4 047	3 334	2 498
18	Injures	2 696	2 779	2 364	2 446	3 149
19	Autres	8 333	7 701	7 602	6 309	3 371
20	**Nombre de mesures traitées**	**38 524**	**40 399**	**39 602**	**33 920**	**28 165**
	□ Résultat de la médiation					
21	Médiation réussie	21 007	23 206	22 801	19 793	16 381
22	Échec de la médiation	17 517	17 193	16 801	14 127	11 784
	□ Durée des mesures					
23	Moins d'un mois	9 680	10 416	9 687	7 538	5 779
24	De 1 à moins de 3 mois	16 996	17 300	17 759	15 077	12 666
25	De 3 mois et plus	10 637	11 593	11 758	10 704	9 111
26	Durée non déterminée	1 211	1 090	398	601	609

Justice pénale

Champ Géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des officiers du ministère public sont issues des Cadres du parquet, imprimés contenant des rubriques destinées à décrire les différentes étapes du processus pénal (cf. schéma page 103).
Les informations demandées concernent les contraventions des quatre premières classes à l'exception de celles qui ont fait l'objet d'amendes forfaitaires réglées dans les délais.

Les unités de compte des séries présentées ci-contre sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires, qui regroupent quelquefois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures, dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

De plus, ces données sont des flux sur une année qui, en toute rigueur, ne sont pas comparables les uns aux autres car ils ne proviennent pas d'un même stock de début d'année. Ces données rendent compte de l'activité pénale à chaque étape de la procédure et non du suivi exact d'un même groupe d'affaires tout au long du processus pénal pour une année donnée. La relation entre les affaires arrivées au cours de l'année (série 2) d'une part et celle qui ont fait l'objet d'un classement sans suite (série 5) ou d'une décision de poursuite d'autre part (série 7), est donc approximative.

Code	Définitions et méthode
	En tant qu'**officier du ministère public**, c'est habituellement le commissaire de police qui décide d'exercer ou non l'action publique devant le tribunal de police. Il est sous l'autorité du procureur de la République qui peut se substituer à lui dans cette fonction s'il le juge nécessaire (art. 44 et suivants du Code de procédure pénale).
2 à 4	**L'officier du ministère public** reçoit les amendes forfaitaires qui n'ont pas été payées dans les délais, et qui vont donc faire l'objet d'une majoration. Il reçoit également les plaintes, dénonciations et procès-verbaux relevant d'une autre procédure : ordonnance pénale ou citation directe devant le tribunal de police.
2	L'écart entre les chiffres des rubriques 2 et 7 s'explique d'abord par les jonctions qui sont la raison essentielle de la différence entre les rubriques 4,9 et12.
3 et 8	**L'amende forfaitaire** peut s'appliquer aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances et de la réglementation des parcs nationaux. C'est une procédure mise en œuvre par le seul ministère public, sans intervention du juge de police. Elle fait suite à une phase administrative initiale relevant des agents verbalisateurs. Celle-ci consiste dans l'extinction de l'action publique par le paiement d'une amende forfaitaire. À défaut de paiement ou de demande d'exonération présentée par le contrevenant dans un délai de trente jours, l'amende forfaitaire est **majorée** de plein droit et recouvrée au profit du Trésor public, en vertu d'un titre rendu exécutoire par le ministère public (art. 529 et suivants du Code de procédure pénale).
5	L'officier du ministère public, auquel est confié l'exercice de l'action publique, apprécie l'opportunité des poursuites pour les contraventions de 4e classe. Lorsqu'il décide de ne pas exercer l'action publique, sa décision s'appelle un classement sans suite.
6	**Le taux de classement** sans suite est calculé en rapportant le nombre total de classements sans suite prononcés au cours d'une année (série 5) au nombre de plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus au cours de cette même année (série 2).
7	Cf. définition 2.
9 à 11	**Les contraventions des quatre premières classes** que l'officier du ministère public oriente vers le tribunal de police ou la juridiction de proximité, peuvent être traitées selon la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale (cf. définition 10) ou selon la procédure de citation directe.
10	**L'ordonnance pénale**, comme l'amende forfaitaire majorée, est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.
12	La loi du 9 septembre 2002 institue dans le ressort de chaque cour d'appel de nouvelles juridictions de 1re instance dénommées «juridictions de proximité». En matière pénale cette juridiction est compétente pour juger des contraventions dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État, sur délégation donnée par le président du TGI. Elle peut également valider les mesures de composition pénale.
15	Les flux d'affaires présentés ici ont transité d'une juridiction à l'autre au cours d'une année. Leur volume au niveau national n'est indiqué que "pour mémoire". Ces affaires se retrouvent ensuite comptabilisées dans les séries 5 à 14.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet

Activité des officiers du ministère public

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre d'officiers du ministère public**	**473**	**473**	**473**	**473**	**473**

Saisines

2	**Plaintes, dénonciations, procès-verbaux**	**13 299 387**	**12 628 789**	**12 025 735**	**12 374 423**	**11 779 333**
3	Procédure d'amende forfaitaire majorée	12 432 331	12 014 829	11 548 117	11 904 688	11 337 096
4	Autres procédures	867 056	613 960	477 618	469 735	442 237

Orientations

	◆ **Plaintes, dénonciations et procès-verbaux classés sans suite**					
5	**Nombre total de procédures classées sans suite**	**2 423 586**	**1 132 955**	**1 656 968**	**1 097 376**	**1 152 922**
6	*Taux de classement sans suite (en %)*	*18,2*	*9,0*	*13,8*	*8,9*	*9,8*
	◆ **Affaires poursuivies**					
7	**Nombre total d'affaires poursuivies**	**10 767 585**	**11 349 150**	**10 359 296**	**10 760 790**	**10 107 503**
8	Amende forfaitaire majorée prononcée	10 192 692	10 805 636	9 913 624	10 364 016	9 727 741
9	Poursuite devant le tribunal de police	574 893	475 718	81 991	21 316	1 663
10	Procédure d'ordonnance pénale	423 809	343 846	53 827	12 775	312
11	Procédure de citation directe	151 084	131 872	28 164	8 541	1 351
12	Poursuite devant la juridiction de proximité	–	67 796	363 681	375 458	378 099
13	Procédure d'ordonnance pénale	–	46 847	233 615	244 137	235 285
14	Procédure de citation directe	–	20 949	130 066	131 321	142 814
	◆ **Transmissions à une autre juridiction**					
15	**Affaires renvoyées à un autre OMP ou à un parquet pour attribution**	**29 153**	**21 517**	**21 251**	**17 248**	**17 225**

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici proviennent du répertoire de l'instruction mis en place à partir de 1985. Il permet de disposer (dans leur totalité depuis 1989) de renseignements collectés tout au long de la procédure sur les inculpés (nombre, données démographiques...), sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif, et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des mesures de sûreté, et celle de la procédure d'instruction.

Définitions et méthode

Code

Les juridictions d'instruction interviennent lors de la phase préparatoire du procès pénal. On distingue **le juge d'instruction**, magistrat du tribunal de grande instance, qui constitue la juridiction du premier degré, et la **chambre de l'instruction**, composée de trois magistrats de la cour d'appel, qui constitue la juridiction du second degré.
Le juge d'instruction est saisi des affaires pénales les plus complexes : obligatoirement pour les crimes, facultativement en cas de délits, et exceptionnellement pour les contraventions. Le juge d'instruction ne peut informer qu'en vertu d'un réquisitoire (introductif ou supplétif) du procureur de la République (art. 80 du Code de procédure pénale). Il a alors le pouvoir de diriger l'action de la police judiciaire. Il peut décider du placement sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire. Il rassemble les éléments qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité, et constitue le dossier qui sera soumis le cas échéant à la cour d'assises (crimes), au tribunal correctionnel (délits), ou au tribunal de police (contraventions).

1 Non compris les six juges d'instruction des territoires d'outre-mer.

7 Le procureur de la République peut requérir une information pour "**recherche des causes de la mort**" lorsque les causes d'un décès sont inconnues ou suspectes. Le juge n'est pas saisi d'une infraction, mais a pour seule mission d'établir les causes naturelles, accidentelles ou criminelles du décès.
Le procureur de la République peut requérir l'ouverture d'une information pour" **recherche des causes de la disparition**" en cas de disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé, ou en cas de disparition d'un majeur présentant un caractère inquiétant ou suspect eu égard aux circonstances, à l'âge de l'intéressé ou à son état de santé.

8 à 14 Mise en examen : le juge d'instruction peut mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission des infractions dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale).

La mise en examen est génératrice de droits, essentiellement celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

15 à 22 Ces décisions concernent la clôture des affaires sans mise en examen à l'ouverture de l'instruction, qu'il y ait ou non mise en examen au cours de l'information.

22 Les autres décisions de clôture sont principalement des décisions de renvoi devant la juridiction de jugement. Ce mode de clôture implique l'existence d'une mise en examen au cours de la procédure.

23 à 26 **La durée d'une affaire** est calculée par différence entre la date de la dernière ordonnance de clôture rendue par le juge d'instruction dans l'affaire et la date du réquisitoire introductif.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire de l'instruction

Activité des juges d'instruction
Affaires terminées

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires)**	**567**	**569**	**604**	**613**	**609**
2	**Nombre total d'affaires nouvelles**	**37 595**	**34 568**	**33 844**	**32 721**	**30 782**
3	**Nombre total d'affaires terminées**	**34 485**	**34 839**	**36 125**	**35 715**	**33 177**
	◆ **Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif**					
4	Affaires terminées qualifiées de crime au réquisitoire introductif	7 385	7 945	8 642	8 747	8 111
5	Affaires terminées qualifiées de délit au réquisitoire introductif	26 952	26 779	27 354	26 831	24 936
6	Affaires terminées qualifiées de contravention au réquisitoire introductif	28	12	22	16	20
7	Recherche des causes de la mort ou de la disparition suspecte	120	103	107	121	110
	◆ **Nombre de mises en examen par affaire au réquisitoire introductif**					
8	Pas de mise en examen	10 695	11 740	12 035	11 856	10 796
9	1 mise en examen	14 766	14 241	14 683	14 350	13 288
10	2 mises en examen	4 144	4 020	4 239	4 191	3 941
11	3 mises en examen	2 008	1 954	2 083	1 967	1 895
12	4 mises en examen	1 098	1 032	1 111	1 150	1 106
13	5 mises en examen	586	600	627	676	659
14	6 mises en examen et plus	1 188	1 252	1 347	1 525	1 492
	◆ **Décisions de clôture des affaires sans mise en examen au réquisitoire introductif**					
15	Ordonnances de non-lieu	7 833	8 294	8 840	8 552	7 781
16	Ordonnances de dessaisissement, jonction	986	1 156	1 192	1 171	1 045
17	Autres ordonnances	941	990	972	832	814
18	Refus d'informer	467	469	459	330	364
19	Non-recevabilité	219	211	243	215	222
20	Extinction de l'action publique	85	111	58	85	70
21	Incompétence	170	199	212	202	158
22	Autres décisions de clôture	935	1 300	1 031	1 301	1 156
	◆ **Durée moyenne de l'instruction**					
23	**Toutes affaires terminées (en mois)**	**17,7**	**18,2**	**19,0**	**19,6**	**20,2**
24	Crimes	20,5	20,7	22,1	23,0	23,6
25	Délits et contraventions	17,7	18,0	18,7	19,3	19,8
26	Recherche des causes de la mort ou de la disparition suspecte	11,1	12,1	6,9	16,9	15,0

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Le juge d'instruction peut mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission des infractions dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale).

La mise en examen est génératrice de droits, essentiellement celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

Définitions et méthode

Code

6 et 17 N'est pas pénalement responsable la personne qui était atteinte, au moment des faits, d'un trouble psychique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes (art. 122.1 du Code pénal).

8 et 9 Depuis le 1er janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CCP).

14 Sont comprises dans cette rubrique les décisions de refus d'informer, d'irrecevabilité, d'extinction de l'action publique, d'incompétence et d'évocation par la Chambre d'accusation.

15 à 24 **La durée de l'instruction** est calculée pour chaque personne mise en examen par différence entre la date de l'ordonnance de clôture rendue par le juge d'instruction pour cette personne, et la date du réquisitoire introductif qui détermine l'ouverture de l'information dans laquelle se trouve impliquée cette personne.

28 à 35 Il s'agit de **l'âge de la personne mise en examen** à la date du réquisitoire introductif.

Sources :

- Ministère de la justice
  Répertoire de l'instruction

Activité des juges d'instruction
Mises en examen

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de personnes mises en examen dans les affaires terminées**	**47 655**	**47 370**	**50 076**	**51 411**	**49 167**
◆	**Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif**					
2	Crime	9 725	10 845	12 081	12 537	11 374
3	Délit	37 890	36 508	37 948	38 854	37 760
4	Contravention	40	17	47	20	33
◆	**Décision de clôture**					
5	Ordonnance de non-lieu	5 282	3 902	3 850	3 940	3 940
6	Article 122-1 du Code pénal	285	233	203	212	196
7	Autres non-lieux	4 997	3 669	3 647	3 728	3 744
8	Transmission à la cour d'assises majeurs	2 707	2 839	3 457	3 396	3 034
9	Transmission à la cour d'assises mineurs	322	412	247	274	256
10	Transmission au tribunal correctionnel	33 461	34 669	37 505	39 172	37 410
11	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	4 040	4 033	3 570	3 266	3 298
12	Transmission au tribunal de police	40	35	21	21	38
13	Dessaisissement, jonction	1 374	1 130	1 129	1 104	883
14	Autres décisions et décisions non déclarées	429	350	297	238	308
◆	**Durée moyenne de l'instruction par mise en examen (en mois)**					
15	**Toutes décisions de clôture**	**21,7**	**21,5**	**21,8**	**22,4**	**23,1**
16	Ordonnance de non-lieu	29,1	29,4	28,3	27,4	30,3
17	Article 122-1 du Code pénal	22,8	26,8	22,5	17,8	22,3
18	Autres non-lieux	29,4	29,6	28,6	27,9	30,7
19	Transmission à la cour d'assises majeurs	22,8	22,6	23,2	25,0	25,6
20	Transmission à la cour d'assises mineurs	22,1	23,4	23,7	22,8	25,7
21	Transmission au tribunal correctionnel	21,4	21,1	21,5	22,1	22,7
22	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	16,8	17,2	18,1	18,5	18,4
23	Transmission au tribunal de police	18,3	33,0	16,1	21,2	23,7
24	Dessaisissement, jonction	13,0	14,6	13,9	14,4	12,4
◆	**Caractéristiques des mis en examen**					
	Sexe					
25	Hommes	41 909	41 806	43 663	44 974	42 978
26	Femmes	5 746	5 564	6 073	6 128	5 895
27	Non déclaré			340	309	294
	Âge					
28	Moins de 18 ans	3 364	3 309	4 029	3 756	3 789
29	De 18 ans à moins de 20 ans	4 192	4 265	4 538	4 628	4 498
30	De 20 ans à moins de 25 ans	9 507	10 301	10 641	11 195	10 421
31	De 25 ans à moins de 30 ans	6 174	6 707	6 857	7 238	6 871
32	De 30 ans à moins de 40 ans	9 630	9 686	10 331	10 656	10 068
33	De 40 ans à moins de 60 ans	11 621	10 691	11 371	11 558	11 262
34	60 ans et plus	1 823	1 698	1 684	1 735	1 691
35	Non déclarés	1 344	713	625	645	567
	Nationalité					
36	Français	41 256	40 947	41 798	42 937	41 255
37	Étrangers	6 399	6 423	7 186	7 360	6 843
38	Non déclarés			1 092	1 114	1 069

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Les mesures de contrôle judiciaire

Le contrôle judiciaire, institué en 1970 comme alternative à la détention, peut être ordonné contre toute personne mise en examen pour un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. La personne est alors soumise à certaines obligations comme, par exemple, ne pas fréquenter certains lieux ou certaines personnes, se présenter périodiquement auprès d'un service …

Les associations chargées du suivi des mesures de contrôle judiciaire

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions d'autres n'en assurent qu'une ou deux.
Les contrôles judiciaires suivis par ces associations sont qualifiés de contrôles judiciaires socio-éducatifs.

Code | Définitions et méthode

2 | Une mesure est considérée comme ayant été décidée "***ab initio***" par le juge d'instruction lorsqu'elle intervient dans les deux jours qui suivent la date du réquisitoire introductif.

5 et 7 | Depuis le 1er janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CPP).

13 | Sont compris dans cette rubrique la transmission au tribunal de police, le refus d'informer, la non recevabilité, l'extinction de l'action publique, l'incompétence, le dessaisissement, la jonction, l'évocation par la chambre d'accusation.

24 à 30 | Les mesures de contrôle judiciaire peuvent prendre fin :
- au cours de l'instruction par mainlevée ou placement en détention provisoire
- au moment de la clôture de l'information quelle intervienne par non-lieu ou par ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel (ORTC) sans maintien du contrôle judiciaire
- au moment du jugement si le renvoi devant le tribunal a été ordonné avec maintien du contrôle judiciaire

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire de l'instruction
  États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations de contrôle judiciaire

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Mesures de contrôle judiciaire prononcées					
1	**Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année**	**21 572**	**22 631**	**24 476**	**25 777**	**25 665**
2	*dont mesures prises ab initio*	*6 561*	*6 726*	*7 085*	*7 091*	*7 019*
◆	**Décision de clôture**					
3	Ordonnance de non-lieu	1 586	1 544	1 639	1 851	1 815
4	*dont mesures prises ab initio*	*723*	*689*	*723*	*863*	*840*
5	Transmission à la cour d'assises majeurs	861	883	1 118	1 215	1 160
6	*dont mesures prises ab initio*	*183*	*214*	*279*	*310*	*289*
7	Transmission à la cour d'assises mineurs	170	245	162	168	164
8	*dont mesures prises ab initio*	*35*	*62*	*35*	*55*	*48*
9	Transmission au tribunal correctionnel	16 060	17 012	18 918	20 201	20 151
10	*dont mesures prises ab initio*	*4 473*	*4 605*	*4 964*	*4 948*	*4 807*
11	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	2 349	2 439	2 110	1 918	1 953
12	*dont mesures prises ab initio*	*971*	*973*	*902*	*785*	*883*
13	Autres décisions et décisions non déclarées	546	508	529	424	422
14	*dont mesures prises ab initio*	*176*	*183*	*182*	*130*	*152*
	Mesures de contrôle judiciaire traitées par les associations					
15	**Nombre d'associations**	**95**	**93**	**97**	**101**	**103**
16	**Nombre de mesures confiées**	**8 948**	**8 642**	**9 269**	**9 522**	**10 057**
17	**Nombre de mesures terminées dans l'année**	**8 150**	**8 241**	**8 415**	**9 074**	**9 304**
◆	**Origine du contrôle judiciaire**					
18	Ab initio	5 271	5 516	5 431	6 179	6 392
19	Après une détention provisoire	2 879	2 725	2 984	2 895	2 912
◆	**Durée du contrôle judiciaire**					
20	moins de 3 mois	1 595	1 607	1 618	1 892	2 388
21	de 3 à moins de 6 mois	969	702	638	880	950
22	de 6 mois à moins de 1 an	1 395	1 607	1 520	1 564	1 576
23	de 1 an à moins de 3 ans (plus de 1 an jusqu'en 2005)	4 191	4 325	4 639	4 738	3 727
24	3 ans et plus					663
◆	**Décisions ayant mis fin au contrôle judiciaire**					
25	**Décisions du juge d'instruction**	**1 331**	**1 142**	**1 156**	**1 248**	**1 250**
26	Mainlevée	542	471	531	604	591
27	Mise en détention provisoire	228	96	132	117	136
28	ORTC sans maintien	238	247	193	208	207
29	Non-lieu	323	328	300	319	316
30	**Décisions de la juridiction de jugement**	**6 318**	**6 488**	**6 358**	**7 216**	**7 103**
31	**Autres fins**	**501**	**611**	**901**	**610**	**951**
◆	**Nature de l'infraction**					
32	Atteintes aux personnes	2 540	2 556	2 607	2 755	3 390
33	*dont : viols et autres agressions sexuelles*	*1 189*	*1 184*	*1 307*	*1 450*	*nd*
34	*coups et blessures volontaires*	*1 156*	*1 146*	*1 053*	*1 074*	*nd*
35	Atteintes aux biens	2 451	2 357	2 393	2 339	2 320
36	Infractions à la législation sur les stupéfiants	1 754	1 831	1 922	1 962	1 935
37	Conduite en état alcoolique	126	276	203	226	227
38	Autres	1 279	1 221	1 290	1 792	1 432
◆	**Caractéristiques des personnes confiées aux associations**					
39	Hommes	7 343	7 449	7 547	8 179	8 407
40	Femmes	807	792	868	895	897
41	Français	7 038	7 195	7 386	7 925	8 056
42	Étrangers	1 112	1 046	1 029	1 149	1 248

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

La détention provisoire peut être ordonnée lorsque la personne est mise en examen, ou prévenue d'avoir commis un crime ou un délit. Dans le cas d'un délit, la peine d'emprisonnement encourue doit être supérieure à trois ans. Un mineur de 13 ans ne peut être placé en détention provisoire. À partir de 13 ans, elle n'est possible qu'en matière criminelle. En matière correctionnelle, seuls les mineurs de plus de 16 ans peuvent être placés sous mandat de dépôt.
La détention doit être motivée par les nécessités de l'instruction ou la gravité du trouble causé à l'ordre public. Elle est obligatoirement précédée d'un débat contradictoire.

La loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes a transféré, à compter du 1er janvier 2001, à un juge des libertés et de la détention le pouvoir de placer sous mandat de dépôt.

Code | Définitions et méthode

2 | Une mesure est considérée comme ayant été décidée "ab initio" lorsqu'elle intervient dans les deux jours qui suivent la date du réquisitoire introductif.

5 et 7 | Depuis le 1er janvier 2001 (loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et le droit des victimes), si le juge d'instruction estime que les faits retenus à la charge de la personne mise en examen constituent une infraction qualifiée crime, il ordonne directement sa mise en accusation devant la cour d'assises (art. 181 du CPP).

13 | Sont compris dans cette rubrique la transmission au tribunal de police, le refus d'informer, la non recevabilité, l'extinction de l'action publique, l'incompétence, le dessaisissement, la jonction, l'évocation par la chambre d'accusation.

15 à 20 | **La durée de la détention provisoire** effectuée dans le cadre de l'instruction est calculée pour chaque mis en examen ayant fait l'objet d'un mandat de dépôt. Elle est obtenue par différence entre la date de l'ordonnance de placement en détention et soit la date de mise en liberté, soit en cas de maintien en détention la date de clôture de l'instruction. On mesure donc ici la durée de détention provisoire effectuée dans le seul cadre de la procédure d'instruction.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire de l'instruction

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Mesures de détention provisoires					
1	**Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année**	**17 619**	**19 088**	**20 513**	**20 810**	**19 211**
2	*dont mesures prises ab initio*	*10 899*	*11 329*	*11 702*	*11 421*	*10 702*
◆	**Décisions de clôture**					
3	Ordonnance de non-lieu	623	552	599	582	592
4	*dont mesures prises ab initio*	*400*	*351*	*373*	*395*	*374*
5	Transmission à la cour d'assises majeurs	2 136	2 208	2 591	2 455	2 210
6	*dont mesures prises ab initio*	*1 464*	*1 448*	*1 707*	*1 588*	*1 387*
7	Transmission à la cour d'assises mineurs	213	279	143	171	155
8	*dont mesures prises ab initio*	*117*	*159*	*83*	*96*	*94*
9	Transmission au tribunal correctionnel	12 816	14 305	15 670	16 081	14 909
10	*dont mesures prises ab initio*	*7 751*	*8 230*	*8 644*	*8 413*	*7 986*
11	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants	1 162	1 204	936	905	837
12	*dont mesures prises ab initio*	*810*	*824*	*617*	*635*	*582*
13	Autres décisions et décisions non déclarées	669	540	574	616	508
14	*dont mesures prises ab initio*	*357*	*317*	*278*	*294*	*279*
◆	**Durée moyenne de la détention provisoire effectuée dans le cadre de l'instruction (selon l'ordonnance de clôture)**					
15	**Toutes personnes ayant fait l'objet d'un mandat de dépôt (en mois)**	**6,4**	**7,1**	**8,1**	**8,7**	**7,3**
	dont :					
16	Ordonnance de non-lieu (en mois)	4,3	4,7	4,8	5,1	5,4
17	Transmission à la cour d'assises majeurs (en mois)	14,4	15,2	17,0	16,8	15,7
18	Transmission à la cour d'assises mineurs (en mois)	10,5	9,6	9,8	10,4	9,9
19	Transmission au tribunal correctionnel (en mois)	5,5	6,2	7,1	7,9	6,4
20	Transmission au tribunal pour enfants ou au juge des enfants (en mois)	3,1	3,7	3,6	6,6	3,7

Justice pénale

Source : les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistiques des condamnations inscrites au casier judiciaire (cf. chapitre correspondant). Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour crimes et délits qui ont été précédées d'une détention provisoire quelle que soit la procédure utilisée (instruction ou comparution immédiate). Elles se distinguent des données issues du répertoire de l'instruction : dans cette source, les mesures de détention provisoire sont comptabilisées uniquement à partir des affaires terminées dans l'année par les juges d'instruction (cf. précédente)

Code	Définitions et méthode
2	Ensemble des condamnations pour crimes prononcées après une détention provisoire.
3	Pour les juridictions de mineurs : contradictoire, contradictoire à signifier, défaut, itératif défaut
3, 4 18 à 20	**Mode de jugement** (cf. glossaire).
5 à 9 23 à 30	**Nature de l'infraction** (cf. glossaire)
10 à 14 31 à 41	Durée de la détention provisoire effectuée jusqu'à la date de la condamnation.
15, 16 42, 43	L'âge des condamnés est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date des faits et la date de naissance du condamné.
17	Ensemble des condamnations pour délits prononcées après une détention provisoire. Est inclus un très petit nombre de condamnations après détention provisoire pour contravention de 5e classe qui sont des détentions provisoires effectuées pour des délits requalifiés lors du jugement.
21, 22	Le mode de saisine de la juridiction a été estimé à partir de la durée de la procédure. Les condamnations après détention provisoire s'inscrivant dans une procédure inférieure à 2 mois ont été considérées comme des comparutions immédiates, celles s'inscrivant dans des procédures plus longues comme des renvois du juge d'instruction.

Sources

- Casier judiciaire national, Cadres du parquet, Répertoire de l'instruction

La détention provisoire effectuée lors de la condamnation

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations après détention provisoire**	**33 085**	**36 140**	**36 211**	**35 393**	**34 934**
◆2	**Toutes condamnations après détention provisoire pour crime**	**2 393**	**2 401**	**2 503**	**2 596**	**2 500**
	Mode de jugement					
3	Contradictoire	2 382	2 383	2 498	2 573	2 475
4	Contumace et défaut criminel	11	18	5	23	25
	Nature de l' infraction					
5	Homicides volontaires	446	436	451	431	445
6	Coups et violences volontaires	259	253	259	329	303
7	Viols	1 184	1 190	1 195	1 190	1 119
8	Vols, recels	462	467	554	588	564
9	Autres crimes	42	55	44	58	69
	Durée de la détention provisoire					
10	Moins de 1 an	425	432	422	393	410
11	1 an à moins de 2 ans	717	831	772	757	671
12	2 ans à moins de 3 ans	825	777	933	984	881
13	3 ans et plus	426	361	376	462	538
14	*Durée moyenne de la détention provisoire criminelle (en mois)*	*24,5*	*23,6*	*24,3*	*25,5*	*26,1*
	Âge des condamnés					
15	Mineurs	256	243	266	222	235
16	Majeurs	2 137	2 158	2 237	2 374	2 265
◆17	**Toutes condamnations après détention provisoire pour délit**	**30 692**	**33 739**	**33 708**	**32 797**	**32 434**
	Mode de jugement					
18	Contradictoire	29 000	31 997	31 923	32 150	30 607
19	Contradictoire à signifier	730	811	794	956	1 181
20	Défaut, itératif défaut	962	931	991	790	646
	Mode de saisine de la juridiction de jugement					
21	Comparution immédiate	12 769	13 499	12 783	13 298	12 387
22	Renvoi du juge d'instruction	17 923	20 240	20 925	20 598	20 047
	Nature de l'infraction					
23	Vols, recels, destructions	12 147	12 250	11 877	11 459	10 492
24	Escroqueries, abus de confiance	1 185	1 378	1 408	1 520	1 430
25	Infractions sur les stupéfiants	4 477	5 937	6 515	6 616	6 597
26	Coups et blessures volontaires	3 965	4 203	4 081	4 288	4 507
27	Atteintes aux mœurs	1 638	1 783	1 818	1 862	1 650
28	Entrée et séjour irrégulier des étrangers	1 883	2 378	1 773	1 581	1 632
29	Circulation routière	1 429	1 785	2 019	2 317	2 211
30	Autres délits	3 968	4 025	4 217	4 253	3 915
	Durée de la détention provisoire					
31	Moins de 1 mois	14 545	13 809	13 771	13 957	13 275
32	de 1 mois à moins de 2 mois	3 326	4 641	3 960	3 879	3 725
33	de 2 mois à moins de 4 mois	4 042	4 659	4 708	4 497	4 499
34	de 4 à moins de 8 mois	4 405	4 829	5 008	4 982	4 651
35	8 mois à moins de 1 an	2 378	2 891	2 997	3 199	2 868
36	1 an à moins de 2 ans	1 738	2 606	2 810	2 866	2 925
37	2 ans à moins de 3 ans	209	237	377	376	354
38	3 ans et plus	49	67	77	140	137
39	Durée moyenne de la détention provisoire délictuelle (en mois)	3,4	3,8	4,1	4,2	4,2
40	*Durée moyenne de la détention - comparution immédiate (en mois)*	*0,4*	*0,5*	*0,4*	*0,4*	*0,4*
41	*Durée moyenne de la détention - instruction (en mois)*	*5,6*	*6,2*	*6,3*	*6,7*	*6,6*
	Âge des condamnés					
42	Mineurs	1 473	1 707	2 003	1 925	1 910
43	Majeurs	29 219	32 032	31 705	31 971	30 524

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources : deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des cours d'assises : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur le nombre d'acquittements prononcés selon l'âge du condamné (majeurs, mineurs), le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations, leur mode de jugement et les délais moyens de réponse pénale.

Code | Définitions et méthode

La cour d'assises est la juridiction compétente pour juger **les crimes**.
À la différence des autres juridictions qui ne sont composées que de magistrats professionnels, la cour d'assises comprend deux éléments : l'un professionnel, la cour au sens strict du mot, composée de trois magistrats (un président et deux assesseurs), assistés d'un membre du Ministère public membre du Parquet général de la cour d'appel ou du Parquet d'un tribunal de grande instance, l'autre composé de simples citoyens, tirés au sort sur les listes électorales, qui forment le jury.
À compter du 1er janvier 2001 (loi du 15 juin 2000), ce jury est composé de neuf jurés lorsque la cour d'assises statue en première instance, de douze lorsqu'elle statue en appel.
Ce sont ces trois magistrats professionnels (la Cour) et ces 9 jurés populaires (le jury) qui délibèrent ensemble sur la culpabilité de l'accusé et sur la peine éventuelle.
De ce mode de fonctionnement découlent plusieurs conséquences :

- La cour d'assises n'est pas permanente.
- Jusqu'en 2000, les arrêts de la cour d'assises n'étaient pas susceptibles d'appel ; la cour d'assises statuait en premier et en dernier ressort, et ses arrêts n'étaient susceptibles que d'un pourvoi devant la Cour de cassation.
  À compter du 1er janvier 2001, l'appel est autorisé.
- Enfin la cour d'assises a la plénitude de juridiction, c'est-à-dire que sa compétence s'étend aux infractions connexes au crime principal dont elle est saisie (délits ou contraventions).
  La cour d'assises est une juridiction départementale. La session se tient au siège de la cour d'appel, s'il y en a une dans le département, sinon au chef-lieu du département.

1 | **Non compris les trois cours d'assises des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.**

3, 4 | Arrêts frappés d'appel sur arrêts prononcés en premier ressort

5, 20 | **L'arrêt de condamnation** constate la culpabilité de l'accusé et lui fait application de la peine fixée par la délibération de la Cour et du jury.

7, 10 22, 25 | **La cour d'assises des mineurs** juge des crimes commis par des mineurs de 16 ans à 18 ans. Quand un majeur est impliqué dans la même affaire que le mineur, la chambre des mises en accusation peut disjoindre l'affaire, ou décider de renvoyer tous les accusés devant la cour d'assises des mineurs.
Dans le cadre de la cour d'assises des mineurs, les deux assesseurs doivent être choisis, sauf impossibilité, parmi les juges des enfants du ressort de la cour d'appel.

8, 23 | **L'arrêt d'acquittement** est rendu si toutes les réponses sur l'existence de la culpabilité ont été négatives.

11, 26 | Le jugement est prononcé sur le mode **contradictoire** si le prévenu est présent à l'audience.

12 | La loi du 9 mars 2004, applicable à compter du 1er octobre 2004, a remplacé les règles de la contumace par un défaut criminel.

En l'absence de l'accusé à l'audience de la cour d'assises, les anciens articles 627-21 à 641 CPP prévoyaient une procédure de contumace : à l'issue de divers délais et l'accomplissement de formalités de publicité, l'accusé était jugé par la cour d'assises seule, sans l'intervention des jurés et sans pouvoir être représenté par un avocat. L'arrestation entrainait « purge de la contumace » et l'accusé était de nouveau jugé dans la forme ordinaire.

Les articles 379-2 à 379-6 CPP prévoient désormais que l'accusé absent est jugé par défaut. L'affaire est examinée par la cour d'assises seule, sans l'assistance des jurés et un avocat peut assurer la défense de l'accusé. En cas de condamnation, la cour décerne un mandat d'arrêt. L'arrestation conduit à un nouvel examen de l'affaire et l'accusé est détenu jusqu'à sa comparution. L'appel n'est pas ouvert à la personne condamnée par défaut.

13,17 | **La durée de la procédure** (exprimée en mois) peut être mesurée à partir du Casier judiciaire national par différence entre la date de l'infraction et la date de la décision. En cas de pluralité de dates, c'est la date de l'infraction la plus récente qui est prise en compte.
Ce délai inclut donc : la durée entre l'infraction et le début de l'instruction (ligne 11), la durée de l'instruction (ligne 13), et le délai d'audiencement (ligne 14).
Le délai antérieur à l'ouverture de l'instruction comprend l'enquête préliminaire et un temps parfois important de dénonciation des faits (cas des viols).

27 | La durée de procédure en appel est calculée par différence entre la date de l'arrêt de cour d'assises de 1er ressort et la date de l'arrêt de la cour d'assises d'appel.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de cours d'assises**	**99**	**99**	**99**	**99**	**99**
	Cour d'assises de premier ressort					
◆	**Décisions prononcées**					
2	**Nombre d'arrêts prononcés**	**2 413**	**2 556**	**2 575**	**2 588**	**2 516**
3	dont frappés d'appel	570	553	549	642	600
4	*Taux d'appel (en %)*	*23,6*	*21,6*	*21,3*	*24,8*	*23,8*
◆	**Personnes jugées**	**3 312**	**3 583**	**3 661**	**3 886**	**3 743**
5	**Condamnations**	**3 172**	**3 424**	**3 420**	**3 634**	**3 493**
6	Majeurs	2 901	3 119	3 149	3 324	3 224
7	Mineurs	271	305	271	310	269
8	**Acquittements**	**140**	**159**	**241**	**252**	**250**
9	Majeurs	125	139	219	226	237
10	Mineurs	15	20	22	26	13
◆	**Condamnations inscrites au Casier judiciaire**	**2 591**	**2 714**	**2 778**	**2 894**	**2 771**
	Mode de jugement					
11	Contradictoire	2 531	2 658	2 736	2 798	2 675
12	Contumace et défaut criminel	60	56	42	96	96
13	**Durée de la procédure** [délai moyen entre infraction et jugement, en mois]	**56,4**	**57,5**	**60,0**	**57,6**	**60,0**
14	Délai entre infraction et début de l'instruction (en mois)	23,9	24,6	26,0	21,4	24,0
15	Délai justice	32,5	32,9	34,0	36,2	36,0
16	Durée de l'instruction	22,7	22,7	23,2	24,8	25,6
17	Durée de l'audiencement	9,8	10,2	10,8	11,4	10,4
	Cour d'assises d'appel					
◆	**Décisions prononcées**					
18	**Nombre d'arrêts prononcés**	**434**	**360**	**358**	**402**	**453**
19	dont pourvoi en cassation	-	-	103	108	124
◆	**Personnes jugées**					
20	**Condamnations**	**494**	**417**	**446**	**498**	**521**
21	Majeurs	484	397	408	474	490
22	Mineurs	10	20	38	24	31
23	**Acquittements**	**20**	**22**	**35**	**43**	**47**
24	Majeurs	18	22	35	40	45
25	Mineurs	2	0	0	3	2
◆	**Condamnations inscrites au casier Judiciaire**	**376**	**319**	**375**	**456**	**476**
	Mode de jugement					
26	Contradictoire	376	319	375	456	476
	Durée de la procédure [en mois]					
27	Durée de la procédure en appel	12,6	13,4	16,3	16,8	17,0

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources : deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des tribunaux correctionnels : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur le nombre de mesures de sûreté prononcées par le tribunal selon le type de procédure et sur le nombre de prévenus ayant fait l'objet de relaxes, le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations, leur mode de jugement, leur mode de signification et les délais moyens de réponse pénale.

Définitions et méthode

Le tribunal correctionnel (en réalité une chambre du tribunal de grande instance) juge **les délits**. Il est composé en principe de trois magistrats professionnels du tribunal de grande instance, dont un préside le tribunal. Cependant, lorsque l'intention délictueuse est peu caractérisée, certains délits peuvent être jugés par le tribunal correctionnel statuant à juge unique.
Le Ministère public est représenté par le procureur de la République ou par un de ses substituts.
Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel. Celui-ci s'exerce devant la cour d'appel.

1 Non compris les cinq tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

2 à 7 **Mesures de sûreté** : Le procureur de la République peut estimer nécessaire de soumettre le prévenu à une mesure de *contrôle judiciaire* ou le placer en *détention provisoire* au moyen d'un *mandat de dépôt* jusqu'à sa comparution devant le tribunal. Pour ce faire il le traduit immédiatement devant le président du tribunal ou le juge délégué par lui, en cas de réquisitions aux fins de contrôle judiciaire, et devant le juge des libertés et de la détention, en cas de réquisitions ou de détention provisoire (art. 394 et 396 du Code de procédure pénale).

2 **Contrôle judiciaire :** le contrôle judiciaire, institué en 1970 comme alternative à la détention, peut être ordonné contre toute personne mise en examen pour un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. La personne est alors soumise à certaines obligations comme, par exemple, ne pas fréquenter certains lieux ou certaines personnes, se présenter périodiquement auprès d'un service …

5 **Mandat de dépôt :** cf. chapitre "Activité des juges d'instruction - Détention provisoire".

9 Lorsqu'un prévenu a été jugé par défaut sans avoir eu connaissance de la citation, ou en ayant eu connaissance mais invoquant une excuse valable pour ne pas s'être présenté à l'audience, il peut attaquer le jugement par la voie de l'**opposition**. C'est alors la juridiction qui a rendu le premier jugement qui se prononce à nouveau.

12, 18 **Relaxe** : Si le tribunal estime que le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi pénale, ou que le fait n'est pas établi, ou qu'il n'est pas imputable au prévenu, ce dernier est alors **relaxé.**

13 à 16 **Mode de jugement** : cf. glossaire

16, 21, 26 **L'ordonnance pénale.** Sauf rares exceptions, le Ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une **ordonnance pénale** non motivée, portant relaxe ou condamnation à une amende. Seules ces dernières sont comptabilisées ici. L'ordonnance pénale est notifiée au condamné, qui a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou former opposition. En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal de police dans les formes de la procédure ordinaire.
À défaut de paiement ou d'opposition dans le délai ci-dessus, l'ordonnance pénale est mise à exécution.

17 à 21 **Durée de la procédure** : pour la grande majorité des délits et des contraventions de 5^{e} classe, le délai qui s'écoule entre la date de l'infraction et celle du jugement est une bonne estimation de la durée de procédure. Dans ces matières, la commission des actes délictueux et le début de la procédure judiciaire sont à peu près concomitants.

22 à 26 **Mode de signification** : Quand le prévenu ne s'est pas présenté à l'audience, le jugement doit lui être signifié, c'est-à-dire qu'un huissier de justice porte à la connaissance du condamné le jugement prononcé à son encontre par le tribunal (l'exploit). Les différentes modalités de la signification sont décrites dans les articles 554 et suivants du Code de procédure pénale.

23 La **signification** est faite "**à personne**" s'il est établi que l'intéressé a eu connaissance de l'exploit (directement ou par lettre recommandée ou par un officier de police judiciaire mandaté par le procureur).

24 La **signification** est faite "**à domicile**" ou "**à mairie**" lorsque l'huissier n'a pas trouvé l'intéressé à son domicile.

25 Si la personne visée par l'exploit est sans domicile ou résidence connus, l'huissier remet une copie au parquet du tribunal saisi.

26 L'ordonnance pénale doit être notifiée au condamné.

27, 28 L'article121-1 du Code pénal prévoit depuis 1994 la responsabilité pénale des personnes morales pour les infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants.

Sources :

- Ministère de la Justice : Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de tribunaux correctionnels**	**181**	**181**	**181**	**181**	**181**
	◆ **Mesures de sûreté prononcées**					
2	**Contrôles judiciaires prononcés**	**5 133**	**4 553**	**6 053**	**6 729**	**8 381**
3	Comparution immédiate	3 734	3 883	4 986	5 758	7 055
4	Autres procédures	1 399	670	1 067	971	1 326
5	**Mandats de dépôt prononcés**	**18 908**	**19 989**	**19 974**	**20 242**	**19 676**
6	Comparution immédiate	18 008	18 571	18 234	19 308	19 212
7	Autres procédures	900	1 418	1 740	934	464
	◆ **Décisions prononcées**					
8	Jugements portant condamnations ou relaxes	388 404	399 279	396 699	389 209	381 478
9	Ordonnances pénales	///	9 326	41 823	87 872	118 673
10	Ordonnances d'homologation de CRPC	///	///	1 745	21 031	36 137
	◆ **Personnes jugées (personnes physiques)**	**452 352**	**475 424**	**517 639**	**576 446**	**598 030**
11	Condamnations	434 225	456 169	496 906	554 765	575 202
12	Relaxes	18 127	19 255	20 733	21 681	22 828
	◆ **Condamnations inscrites au casier Judiciaire**	**325 616**	**379 901**	**419 118**	**471 877**	**503 411**
	Mode de jugement des condamnations					
13	Contradictoire	257 513	286 814	291 505	302 347	305 182
14	Contradictoire à signifier	48 857	65 877	68 153	67 781	66 357
15	Défaut, itératif défaut	19 238	21 207	23 399	24 663	25 768
16	Ordonnance pénale	8	6 003	36 061	77 086	106 104
	Durée de la procédure	**9,7**	**9,5**	**10,0**	**10,3**	**10,6**
17	*Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugement)*					
18	Contradictoire	9,3	9,3	10,2	10,8	11,0
19	Contradictoire à signifier	6,8	6,8	7,6	8,5	9,4
20	Défaut, itératif défaut	23,5	23,0	23,2	23,7	23,7
21	Ordonnance pénale	2,4	4,6	4,6	5,9	7,0
	Mode de signification des condamnations					
22	**Nombre total de significations**	**68 103**	**93 087**	**127 613**	**169 530**	**198 229**
23	À personne, officier de police judiciaire	16 645	20 767	22 440	21 970	21 852
24	À domicile, mairie	24 545	30 625	32 102	33 226	34 075
25	À parquet, étranger, affichage	26 905	35 692	37 007	37 239	36 189
26	Ordonnance pénale	8	6 003	36 064	77 095	106 113
	◆ **Personnes jugées (personnes morales)**					
27	Condamnations	669	687	794	1 046	1 274
28	Relaxes	239	214	308	403	445

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues de deux sources : les tableaux de bord des tribunaux pour enfants et l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire.

Code | Définitions et méthode

Magistrat professionnel spécialisé du tribunal de grande instance, **le juge des enfant**s est à la fois juge d'instruction et juge de jugement, mais il n'est pas compétent en matière criminelle. Il instruit les affaires de mineurs, et décide éventuellement de juger seul, en audience de Cabinet, les mineurs poursuivis pour des infractions qui ne dépassent pas une certaine importance. Il peut également décider de renvoyer le mineur devant le tribunal pour enfants.
Le tribunal pour enfants est une juridiction composée d'un juge des enfants, président, et de deux assesseurs non professionnels. Le tribunal pour enfants est compétent pour juger les délits et les contraventions de 5e classe. Il est le seul à pouvoir décider d'un placement ou prononcer une condamnation pénale. Sa compétence s'étend aux crimes commis par des mineurs de moins de 16 ans.
Le Ministère public est représenté par un magistrat du parquet, parfois spécialisé dans les affaires de mineurs.

1 Non compris les cinq tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

2 à 6 Les mesures présentencielles, prononcées par les juges des enfants avant toute décision au fond, sont en priorité des mesures éducatives (liberté surveillée préjudicielle, placement ou réparation) ou des mesures permettant d'évaluer la situation du mineur (enquêtes sociales, expertises, investigation et orientation éducative [IOE]). Quand la nature des faits ou la situation du mineur l'exigent le juge peut le placer en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire.

7, 8 Le juge des enfants peut juger soit en audience de cabinet soit en audience du tribunal pour enfants. Le mineur de moins de 16 ans accusé de crime est jugé obligatoirement par le tribunal pour enfants. À partir de 2003, amélioration du recueil de données.

9 à 12 Le nombre de condamnations prononcées et inscrites au Casier judiciaire est inférieur au nombre de jugements rendus. Certaines condamnations concernent des mineurs au moment des faits, devenus majeurs à la date de la condamnation. Dans ce cas, la condamnation n'est pas toujours transmise au Casier judiciaire.

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie d'août 2002, cf. page145 .

11 **Condamnations sur opposition** : Lorsqu'un prévenu a été jugé par défaut sans avoir eu connaissance de la citation, ou en ayant eu connaissance mais invoquant une excuse valable pour ne pas s'être présenté à l'audience, il peut attaquer le jugement par la voie de l'**opposition**. C'est alors la juridiction qui a rendu le premier jugement qui se prononce à nouveau..

13 à 15 **Mode de jugement** : cf. glossaire.

16 à 19 **Durée de la procédure** : pour la grande majorité des délits et des contraventions de 5e classe, le délai qui s'écoule entre la date de l'infraction et celle du jugement est une bonne estimation de la durée de procédure. Dans ces matières, la commission des actes délictueux et le début de la procédure judiciaire sont à peu près concomitants..

20 à 23 **Mode de signification** : Quand le prévenu ne s'est pas présenté à l'audience, le jugement doit lui être signifié, c'est-à-dire qu'un huissier de justice porte à la connaissance du condamné le jugement prononcé à son encontre par le tribunal (l'exploit). Les différentes modalités de la signification sont décrites dans les articles 554 et suivants du Code de procédure pénale.

La **signification** est faite "**à personne**" s'il est établi que l'intéressé a eu connaissance de l'exploit (directement ou par lettre recommandée ou par un officier de police judiciaire mandaté par le procureur).

La **signification** est faite "**à domicile**" ou "**à mairie**" lorsque l'huissier n'a pas trouvé l'intéressé à son domicile.

Si la personne visée par l'exploit est sans domicile ou résidence connus, l'huissier remet une copie au parquet du tribunal saisi.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national, Tableaux de bord mineurs

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de tribunaux pour enfants**	**134**	**149**	**149**	**150**	**151**
	◆ **Mesures présentencielles prononcées**					
2	**Toutes mesures présentencielles**	**24 812**	**24 761**	**27 139**	**30 228**	**30 654**
3	Détention provisoire	1 424	1 006	938	1 128	948
4	Contrôle judiciaire	4 073	3 285	3 225	3 658	3 605
5	Liberté surveillée, placement, réparation	12 975	13 691	15 358	17 688	18 367
6	Enquêtes sociales, IOE, expertises	6 340	6 779	7 618	7 754	7 734
	◆ **Mineurs jugés (condamnations et relaxes)**					
7	**Tous mineurs jugés**	**63 950**	**72 389**	**75 168**	**73 977**	**75 331**
8	En audience de tribunal pour enfants	31 158	32 554	34 093	34 199	34 471
9	En chambre du conseil (audience de cabinet)	32 792	39 835	41 075	39 778	40 860
	◆ **Condamnations prononcées et inscrites au Casier Judiciaire**					
10	**Nombre total de condamnations**	**29 670**	**32 529**	**43 854**	**54 220**	**56 262**
11	Prononcées par les tribunaux pour enfants	15 481	17 056	22 794	28 030	29 142
12	Prononcées par les juges des enfants	14 189	15 473	21 060	26 190	27 120
	Mode de jugement des condamnations					
13	Contradictoire	27 237	29 171	38 842	48 340	50 534
14	Contradictoire à signifier	1 091	1 485	2 409	2 941	2 871
15	Défaut, itératif défaut	1 342	1 873	2 603	2 939	2 857
16	**Durée de la procédure (en mois)**	**12,7**	**12,3**	**13,8**	**15,0**	**15,3**
	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugements)					
17	Contradictoire	12,5	12,2	13,7	14,8	15,1
18	Contradictoire à signifier	13,4	10,8	12,4	14,9	15,8
19	Défaut, itératif défaut	15,5	15,0	16,8	19,1	19,8
	Mode de signification des condamnations					
20	**Tous modes de significations**	**2 433**	**3 358**	**5 012**	**5 880**	**5 728**
21	À personne	515	558	910	1 207	1 206
22	À domicile, mairie	1 070	1 226	1 927	2 490	2 499
23	À parquet, étranger, affichage	848	1 574	2 175	2 183	2 023

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources :

Deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des tribunaux de police : les cadres du Parquet, qui renseignent sur le nombre de contraventions que les tribunaux de police ont à traiter chaque année selon leur niveau d'importance (quatre premières classes et 5e classe) et le nombre de relaxes prononcées par les juges ; le Casier judiciaire d'autre part, pour le nombre de condamnations pour contraventions de 5e classe, leur mode de jugement, leur mode de signification, et les délais moyens de réponse pénale.

Code | Définitions et méthode

Le tribunal de police réprime les contraventions. Il statue à juge unique, qui est toujours un magistrat professionnel et en principe un juge du tribunal d'instance. Il existe au moins un tribunal de police par arrondissement.
Le rôle du Ministère public est en principe tenu par le commissaire de police du lieu où siège le tribunal d'instance, sauf pour les affaires où le procureur de la République du tribunal de grande instance (ou l'un de ses substituts) juge utile de siéger, ou encore pour les contraventions de 5e classe où il doit siéger obligatoirement.
La procédure ordinaire devant le tribunal de police est presque identique à celle suivie devant le tribunal correctionnel, à quelques particularités près qui tiennent à la moindre gravité des infractions jugées.
Le volume très important des contraventions de 1re à 4e classe (à cause notamment des infractions de stationnement de véhicule) a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées, comme l'amende forfaitaire majorée, et l'ordonnance pénale (cf. définition 6 ci-dessous).

1 Non compris les six tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

2 Cette rubrique comporte les dossiers traités au cours de l'année. Une même affaire pouvant être présentée plusieurs fois devant la Justice, notamment en cas d'opposition sur ordonnance pénale ou après jugement par défaut, elle peut être comptabilisée plusieurs fois.
Depuis 2003, et surtout 2004, la juridiction de proximité est compétente pour juger des contraventions de police.

3, 7, 8 Les rubriques 3 et (7+8) ne peuvent être comparées directement. Dans la rubrique 3, qui comptabilise des dossiers, une même affaire peut être comptée plusieurs fois (cf. définition 2 ci-dessus). Par contre les rubriques 7 et 8 comptabilisent des décisions rendues en 1re instance, qui, concernant une seule personne, peuvent avoir trait à plusieurs dossiers (cas de jonction).

4, 9, 10 Les rubriques 4 et (9+10) sont difficilement comparables. Dans la rubrique 4, qui comptabilise des dossiers, une même affaire peut être comptée plusieurs fois (cf. définition 2 ci-dessus). Par contre les rubriques 9 et 10 comptabilisent des décisions rendues en 1re instance qui, concernant une seule personne, peuvent avoir trait à plusieurs dossiers (cas de jonction). De plus, les données de la rubrique 10 sont extraites du Casier judiciaire qui a été exploité selon la méthode suivante (analogue à celle utilisée dans le reste de l'annuaire) : seules sont comptabilisées dans cette rubrique 10 les condamnations pour lesquelles l'infraction principale est une contravention de 5e classe. Cette méthode de comptabilisation sous-estime évidemment le nombre total de condamnations pour contraventions de 5e classe, en n'incluant pas notamment, celles dont l'infraction principale est un délit.

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie d'août 2002 .

6 Sauf rares exceptions, le Ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une **ordonnance pénale** non motivée, portant relaxe ou condamnation à une amende. Seules ces dernières sont comptabilisées ici.
L'ordonnance pénale est notifiée au condamné, qui a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou former opposition.
En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal de police dans les formes de la procédure ordinaire.
À défaut de paiement ou d'opposition dans le délai ci-dessus, l'ordonnance pénale est mise à exécution.

8 et 10 **Relaxe** :: Si le tribunal estime que le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi pénale, ou que le fait n'est pas établi, ou qu'il n'est pas imputable au prévenu, ce dernier est alors **relaxé.**

11 à 14 **Mode de jugement** : cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de tribunaux de police**	**454**	**454**	**454**	**454**	**454**
	◆ **Affaires traitées**					
2	**Nombre total d'affaires traitées**	**722 209**	**630 306**	**201 111**	**106 030**	**74 831**
3	Contraventions de 1re à 4e classe	564 082	473 647	74 707	26 907	1 991
4	Contraventions de 5e classe	158 127	156 659	126 404	79 123	72 840
	Mode de jugement					
5	Jugements	230 956	193 421	61 418	43 533	39 296
6	Ordonnances pénales	491 253	436 885	139 693	62 497	35 535
	◆ **Personnes jugées**					
	Contraventions de 1re à 4e classe					
7	**Condamnations**	**531 846**	**461 388**	**72 554**	**25 157**	**1 920**
8	**Relaxes**	**26 039**	**9 602**	**2 065**	**1 108**	**335**
	Contraventions de 5e classe					
9	**Condamnations inscrites au Casier Judiciaire**	**87 964**	**112 627**	**102 518**	**60 473**	**42 383**
10	**Relaxes**	**16 321**	**4 540**	**2 984**	**3 163**	**3 841**
	Mode de jugement des condamnations					
11	Contradictoire	35 185	37 656	29 388	20 948	15 939
12	Contradictoire à signifier	7 929	10 872	9 370	5 838	3 652
13	Défaut, itératif défaut	5 574	7 408	7 818	4 491	2 417
14	Ordonnance pénale	39 276	56 691	55 942	29 196	20 375
15	**Durée de la procédure (en mois)**	**8,9**	**8,4**	**10,3**	**11,1**	**10,3**
	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugements)					
16	Contradictoire	9,1	8,4	10,5	11,1	10,1
17	Contradictoire à signifier	7,8	7,3	10,1	11,4	10,5
18	Défaut, itératif défaut	13,7	11,5	13,5	15,4	14,7
19	Ordonnance pénale	8,4	8,2	9,8	10,3	9,8
	Mode de signification des condamnations					
20	**Tous modes de significations**	**52 779**	**74 971**	**73 130**	**39 525**	**26 444**
21	À personne	3 289	4 443	4 177	2 511	1 613
22	À domicile, mairie	5 296	7 577	6 985	4 036	2 334
23	À parquet, étranger, affichage	4 912	6 165	5 996	3 764	2 083
24	Ordonnance pénale notifiée	39 282	56 786	55 972	29 214	20 414

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données présentées ici sont issues des cadres du parquet pour les juridictions de proximité et de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire pour les tribunaux aux armées.

Code Définitions et méthode

La **juridiction de proximité** a été instituée dans le ressort de chaque cour d'appel par la loi du 9 septembre 2002.
Elle est compétente pour juger des contraventions de police dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État. Elle statue alors selon la procédure applicable devant le tribunal de police, conformément aux dispositions des articles 521 à 549.

1 Cette rubrique comporte les dossiers traités au cours de l'année. Une même affaire pouvant être présentée plusieurs fois devant la Justice, notamment en cas d'opposition sur ordonnance pénale ou après jugement par défaut, elle peut être comptabilisée plusieurs fois.
Depuis 2003, et surtout 2004, la juridiction de proximité est compétente pour juger des contraventions de police.

Il existe actuellement deux **tribunaux aux armées** : celui de Landau (Allemagne), pour les forces françaises stationnées en Allemagne, et celui de Paris, qui instruit et juge les infractions commises dans un territoire étranger sur lequel stationnent ou opèrent des forces françaises, lorsque des accords internationaux attribuent expressément aux juridictions françaises la connaissance des infractions commises sur ce territoire.
Ils sont composés d'un président et de deux assesseurs, tous magistrats du siège appartenant au corps judiciaire. Toutefois, pour le jugement des crimes, le nombre d'assesseurs est porté à six.

Les crimes et délits en matière militaire sont jugés en temps de paix par les juridictions de droit commun. Un tribunal de grande instance est compétent dans le ressort de chaque cour d'appel. Dans le même ressort, une cour d'assises est compétente pour les crimes.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national
  Cadres du parquet

Activité des juridictions
Juridictions de proximité

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Affaires traitées**					
1	**Nombre total d'affaires traitées**	///	**42 565**	**366 841**	**319 547**	**307 295**
2	Contraventions de 1re à 4e classe	///	39 891	343 456	307 769	307 295
3	Contraventions de 5e classe	///	2 674	23 385	11 778	-
	Mode de jugement					
4	Jugements	///	17 639	123 226	113 000	100 179
5	Ordonnances pénales	///	24 926	243 615	206 547	207 116
◆	**Personnes jugées**					
	Contraventions de 1re à 4e classe					
6	**Condamnations**	///	**37 042**	**332 397**	**294 399**	**294 119**
7	**Relaxes**	///	**1 034**	**10 222**	**11 403**	**14 072**
	Contraventions de 5e classe					
8	**Condamnations**	///	**2 472**	**21 861**	**10 899**	-
9	**Relaxes**	///	**127**	**1 419**	**706**	-

Tribunaux aux armées

Code		2002	2003	2004	2005	2006
10	**Nombre de tribunaux aux armées**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**
◆	**Condamnations prononcées et inscrites au casier Judiciaire**					
11	**Nombre total de condamnations**	**121**	**67**	**97**	**117**	**225**
	Mode de jugement					
12	Contradictoire	94	51	70	79	157
13	Contradictoire à signifier	14	10	22	27	50
14	Défaut, itératif défaut	13	6	5	11	18
15	**Durée de la procédure (en mois)**	**26,4**	**19,7**	**22,6**	**25,2**	**21,9**
	Délai moyen entre infraction et jugement (tous modes de jugements)					
16	Contradictoire	25,7	21,6	23,7	27,4	23,8
17	Contradictoire à signifier	25,0	10,8	19,4	20,1	16,6
18	Défaut, itératif défaut	33,1	17,9	20,1	22,6	19,9
	Mode de signification					
19	**Nombre total de significations**	**27**	**16**	**27**	**38**	**68**
20	À personne	12	8	21	29	50
21	À parquet, étranger, affichage	15	8	6	9	18

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Sources :

Deux sources ont été utilisées pour décrire l'activité des cours d'appel : les Cadres du parquet d'une part, qui renseignent sur l'activité de la chambre de l'instruction et le nombre d'arrêts rendus et de relaxes prononcées chaque année par la chambre des appels correctionnels ; le Casier judiciaire d'autre part, qui donne le nombre de condamnations prononcées selon leur mode de jugement, leur mode de signification, et les délais moyens de réponse pénale.

Code Définitions et méthode

Les jugements rendus en matière correctionnelle ou en matière de police (lorsqu'une peine d'emprisonnement a été prononcée, ou lorsque la peine encourue excède cinq jours d'emprisonnement), peuvent être attaqués devant la **cour d'appel**. Le Ministère public et toutes les parties ont dix jours francs à partir du prononcé du jugement en première instance pour interjeter appel. Toutefois le délai d'appel ne court qu'à partir de la signification du jugement, quel qu'en soit le mode.
La cour d'appel exerce son contrôle en droit et en fait sur les jugements qui lui sont soumis. Elle tranche donc de nouveau le débat au fond.
L'appel est jugé par la chambre des appels correctionnels, formation de la cour d'appel, composée d'un président de Chambre et de deux conseillers. Les fonctions du Ministère public y sont exercées par un membre du Parquet général.
L'arrêt rendu peut être un arrêt d'irrecevabilité, si l'appel est tardif ou irrégulièrement formé ; dans le cas contraire l'arrêt pourra être confirmatif (il maintient le jugement de première instance), ou infirmatif (il modifie tout ou partie du jugement de première instance).
Les arrêts rendus par les cours d'appel en matière répressive peuvent être frappés d'un pourvoi en cassation.

La **chambre de l'instruction** est la juridiction d'instruction du second degré. Il en existe au moins une près de chaque cour d'appel. Elle statue sur tous les appels des décisions prises dans le cadre des procédures de l'instruction.

1 Non compris les deux cours d'appel et les deux tribunaux supérieur d'appel des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

3 En application des nouvelles dispositions de l'art. 181 du CPP, depuis le 1er janvier 2001 il appartient aux juges d'instruction de renvoyer devant la cour d'assises les personnes accusées de crime.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet, Casier judiciaire national

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre de cours d'appel**	**33**	**33**	**33**	**33**	**33**

Chambre de l'instruction

◆	**Décisions prononcées**					
2	**Nombre d'arrêts et ordonnances rendus**	**41 866**	**41 118**	**41 236**	**39 513**	**40 837**
3	Arrêts statuant sur la mise en accusation	878	521	460	498	423
4	Arrêts statuant sur la détention provisoire ou le contrôle judiciaire	25 486	25 421	23 858	20 225	17 477
5	Arrêts statuant sur des décisions juridictionnelles rendues par des juges d'instruction frappées d'appel ou sur évocation	5 629	4 872	4 684	7 691	9 767
6	Autres décisions	9 873	10 304	12 234	11 099	13 170

Chambre des appels correctionnels

◆	**Décisions prononcées**					
7	**Nombre d'arrêts et d'ordonnances rendus**	**49 507**	**52 113**	**51 409**	**51 557**	**48 873**
◆	**Personnes jugées**					
8	**Condamnations**	**34 615**	**34 226**	**35 516**	**36 381**	**33 680**
9	**Relaxes**	**3 114**	**3 052**	**3 209**	**3 499**	**3 270**
◆	**Condamnations inscrites au Casier Judiciaire**					
10	Majeurs	23 917	24 964	26 997	27 506	26 564
11	Mineurs	470	486	567	467	439
	Mode de jugement					
12	Contradictoire	18 877	19 589	20 866	20 924	19 632
13	Contradictoire à signifier	2 820	2 966	3 304	4 471	5 881
14	Défaut, itératif défaut	2 690	2 895	3 394	2 578	1 490
	Durée de la procédure (en mois)					
15	*Délai moyen entre infraction et arrêt (tous modes de jugements)*	**30,8**	**30,9**	**30,6**	**31,3**	**31,0**
16	Contradictoire	31,2	31,7	31,7	32,6	32,4
17	Contradictoire à signifier	27,5	26,4	25,7	25,2	25,8
18	Défaut, itératif défaut	31,1	30,2	28,6	30,8	33,6
	Mode de signification					
19	**Nombre total de significations**	**5 510**	**5 861**	**6 698**	**7 049**	**7 371**
20	À personne	1 749	1 867	2 041	2 369	2 426
21	À domicile, mairie	1 783	1 928	2 204	2 403	2 810
22	À parquet, étranger, affichage	1 978	2 066	2 453	2 277	2 135

Chambre de l'application des peines

◆	**Décisions prononcées**					
23	**Nombre d'arrêts et d'ordonnances**	-	-	-	-	**5 674**
24	**Nombre d'ordonnances du Président de la chambre**	-	-	-	-	**5 283**

Code Définitions et méthode

La Cour de cassation contrôle la légalité de la décision, en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Elle ne procède pas à un nouvel examen des faits, mais fixe le sens dans lequel doit être appliquée la règle de droit.
Les arrêts de la chambre d'accusation, comme les arrêts et jugements rendus en dernier ressort en matière criminelle, correctionnelle ou de police, peuvent être annulés en cas de violation de la loi, sur pourvoi en cassation formé par le Ministère public ou par la partie à laquelle il est fait grief (art. 567 du Code de procédure pénale). Le recours est porté devant la chambre criminelle de la Cour de cassation.
Le pourvoi en cassation est irrecevable si les voies de recours ordinaires n'ont pas été utilisées autant qu'il était possible pour les décisions susceptibles d'appel ou d'opposition.
Le Ministère public et toutes les parties ont cinq jours francs après celui où la décision attaquée a été prononcée, pour se pourvoir en cassation. Toutefois le délai de pourvoi ne court qu'à compter de la signification de l'arrêt, quel qu'en soit le mode.
La procédure est très simple. La chambre criminelle statue sur le rapport d'un conseiller, après avoir entendu le Ministère public et les avocats des parties, puis elle prononce son arrêt.

4 Lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la Cour de cassation rend un **arrêt de cassation**, par lequel elle annule la décision prononcée en violation de la loi. Le procès et les parties sont renvoyés devant une juridiction de même ordre et même degré que celle qui a rendu la décision annulée.

5 Lorsque le pourvoi est recevable, mais que la Cour de cassation le juge mal fondé, elle rend un **arrêt de rejet**.

6 La Cour de cassation, avant de statuer au fond, recherche si le pourvoi a été régulièrement formé. Si elle estime que les conditions légales ne sont pas remplies, elle rend suivant les cas, un **arrêt d'irrecevabilité** ou un **arrêt de déchéance**.

7 La chambre criminelle de la Cour de cassation peut dessaisir toute juridiction d'instruction ou de jugement et renvoyer la connaissance de l'affaire à une autre juridiction du même ordre, dans l'intérêt d'une bonne administration de la Justice. Depuis le 1er janvier 2001, en cas d'appel d'une décision de cour d'assises, la chambre criminelle de la Cour de cassation est chargée de désigner la nouvelle cour d'assises qui procèdera au réexamen de l'affaire (art. 380-1 du CPP).

8 **Les ordonnances ou arrêts de désistement** sont rendus lorsqu'une des parties ayant formé le pourvoi en cassation se désiste.

9 **Non admission :** cf. glossaire

10 La Cour de cassation rend un arrêt de **non lieu à statuer** si le pourvoi est devenu sans objet.

12 à 19 **Commission de révision des condamnations pénales**
Instituée par la loi du 23 juin 1989 cette commission composée de 5 magistrats de la cour de cassation reçoit et instruit toutes les demandes en révision. La loi prévoit qu'il suffit d'un fait nouveau ou d'un élément inconnu de la juridiction au jour du procès "de nature à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné".

17 La commission après avoir procédé à toutes les investigations, saisit la chambre criminelle de la Cour de cassation, statuant comme cour de révision, des demandes qui lui paraissent pouvoir être admises.

18 La cour de révision rejette la demande si elle l'estime mal fondée. Si au contraire elle estime la demande fondée, elle annule la condamnation et renvoie les accusés ou prévenus devant une autre juridiction de même ordre et de même degré que celle dont émane la décision annulée. S'il y a impossibilité de procéder à de nouveaux débats, elle statue elle-même au fond.

27 à 32 **Commission nationale d'indemnisation en matière de détention provisoire**
La loi n° 70-643 du 17 juillet 1970 prévoit l'indemnisation des personnes ayant fait l'objet d'une détention provisoire dans une procédure terminée par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement. Cette indemnité est allouée par décision d'une commission qui statue souverainement.
La loi du 15 juin 2000 prévoit la notification systématique du droit à demander réparation aux personnes bénéficiant d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement, et élargit les conditions d'indemnisation (art. 149 CPP). Elle transfère ces contentieux aux premiers présidents des cours d'appel (lignes 19 à 25), la commission nationale près la Cour de cassation devenant une instance d'appel (lignes 27 à 32).

23, 29 Le taux d'indemnisation s'obtient en rapportant le nombre d'affaires indemnisées au nombre d'affaires jugées.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Rapport annuel de la Cour de cassation

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Affaires nouvelles**					
1	**Nombre total d'affaires nouvelles**	**8 310**	**8 043**	**7 823**	**7 765**	**9 205**
◆	**Affaires terminées**					
2	**Nombre total d'affaires terminées**	**8 814**	**7 985**	**8 129**	**7 826**	**9 047**
3	*Durée moyenne globale des affaires terminées (en mois)*	*4,8*	*4,5*	*4,3*	*4,0*	*4,0*
4	Cassation	345	327	419	413	488
5	Rejet de la demande	2 701	2 258	2 158	1 954	1 809
6	Irrecevabilité	254	189	216	161	151
7	Désignation de juridiction	625	638	670	619	682
8	Désistement	514	564	476	383	563
9	Non admission	4 204	3 852	4 045	4 120	5 195
10	Autres décisions	171	157	145	176	159
◆	**Affaires en cours**					
11	Affaires en cours au 31 décembre de l'année	2 842	2 937	2 729	2 707	2 903

Révision des condamnations pénales

12	**Nombre de requêtes reçues par la commission de révision**	142	136	146	167	188
13	**Nombre de décisions rendues**	185	139	132	154	181
14	Irrecevabilité	132	102	98	110	136
15	Rejets	47	33	30	36	40
16	Désistement et autres	4	4	4	8	5
17	Saisine de la cour de révision	3	0	2	3	8
18	dont annulation de la décision	2	2	0	2	3
19	**Nombre d'affaires en cours**	92	89	103	116	123

Indemnisation en matière de détention provisoire

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Activité des Premiers présidents de cour d'appel en matière de réparation des détentions provisoires**					
20	**Nombre de requêtes reçues**	365	336	500	644	640
21	**Nombre de décisions rendues**	444	334	447	484	644
22	- Affaires indemnisées	390	299	407	431	547
23	*Taux d'indemnisation*	*88*	*90*	*91*	*89*	*85*
24	Montants versés (en Mo Euros)	5,15	2,95	5,48	6,32	8,20
25	- Rejets, irrecevabilités et autres	54	35	40	53	97
26	**Nombres d'affaires restant à juger**	313	278	398	556	615
◆	**Commission nationale de réparation des détentions provisoires**					
27	**Nombre de recours enregistrés**	99	76	59	82	86
28	**Nombre de décisions rendues**	82	77	63	84	95
29	- Rejet	42	23	12	26	24
30	- Réformation totale ou partielle	28	42	42	51	60
31	- Autres	12	12	9	7	11
32	*Délai moyen de traitement (en mois)*	*7,0*	*7,0*	*7,0*	*7,7*	*6,6*

Sources :

Trois sources ont été utilisés pour décrire l'action en faveur des victimes :

Les cadres du parquet pour l'activité des CIVI, le fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions pour l'activité qui le concerne et les états statistiques récapitulatifs de l'activité des associations pour l'aide aux victimes.

Dans chaque tribunal de grande instance des associations socio-judiciaires interviennent dans le domaine de l'aide aux victimes, du contrôle judiciaire et du suivi des mesures alternatives aux poursuites. Certaines associations remplissent ces trois fonctions d'autres n'en assurent qu'une ou deux. Dans le cadre de l'aide aux victimes les associations interviennent à la demande des personnes elles-mêmes et en toutes matières (civil et pénal).

Code | Définitions et méthode

1 Lorsque les victimes d'infractions ne peuvent être indemnisées à un autre titre, les articles 706-3 et suivants du CPP instituent en leur faveur un mode de réparation des dommages résultant d'atteintes à la personne. Cette indemnité n'a pas le caractère de dommages-intérêts, mais est un secours apporté par l'État. Le montant de l'indemnité est fixé par la **Commission d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI)**, instituée dans le ressort de chaque tribunal de grande instance. Cette commission a le caractère d'une juridiction civile.

2 Le **Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions (FGTI)** a été créé par la loi du 9 septembre 1986 pour permettre l'indemnisation des dommages corporels subis par les victimes d'attentat. Cette indemnisation repose sur une procédure de transaction dont l'initiative incombe au FGTI. En outre, depuis la loi du 6 juillet 1990, le Fonds a été substitué à l'État pour le versement des indemnités allouées par les CIVI.

10 à 17 Les données sur le financement ne figurent plus dans les états statistiques des associations.

21 à 39 Le détail fourni ne concerne que les saisines du domaine pénal (ligne 20).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet, Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions
  États statistiques récapitulatifs de l'activité des associations d'aide aux victimes

Aide aux victimes

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	Nombre de demandes déposées auprès des Commissions d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI)	15 617	16 774	17 928	18 315	18 761
2	Nombre de dossiers ouverts auprès du Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions	14 964	16 397	16 877	17 119	17 424
3	Montants accordés par les CIVI (en Mo €)	159,64	217,80	249,60	200,77	207,06
4	Montants des indemnités versées par le Fonds de garantie (en Mo €)	185,90	188,00	209,54	235,96	236,99

Associations d'aide aux victimes

5	**Nombre d'associations**	**168**	**165**	**162**	**161**	**160**
◆	**Personnes travaillant dans les associations**					
6	**Nombre total de personnes**	**1 214**	**1 287**	**1 355**	**1 352**	**1 953**
7	Salariés	752	801	832	889	1 181
8	Bénévoles	462	486	523	463	674
9	Collaborateurs					98
◆	**Financement des associations**					
10	**Total du financement obtenu** (en Mo €)	**15,35**	**16,23**	**17,63**	**19,41**	**///**
11	**Subventions** (en Mo €)	**15,30**	**16,15**	**17,58**	**19,35**	///
12	Ministère de la Justice	4,65	4,74	5,80	6,40	///
13	Autres ministères	0,56	0,72	0,94	1,17	///
14	Collectivités territoriales	4,07	4,40	4,81	5,45	///
15	Politique de la ville	3,34	4,00	3,69	4,35	///
16	Autres subventions	2,68	2,29	2,33	1,98	///
17	**Cotisations et dons** (en Mo €)	**0,05**	**0,08**	**0,05**	**0,06**	**///**
◆	**Activité des associations**					
18	**Nombre total de saisines**	**229 463**	**242 351**	**253 174**	**265 960**	**270 609**
	Domaine des faits					
19	Civil	81 527	80 630	83 737	81 513	84 475
20	Pénal	147 936	161 721	169 437	184 447	186 134
	Traitement des saisines					
21	Orientation vers un tiers	13 688	14 059	11 783	12 249	10 728
22	Aide immédiate et ponctuelle	57 968	57 808	62 373	69 913	71 009
23	Suivi de la victime	72 754	87 056	93 989	100 250	101 364
24	Autre	3 526	2 798	1 292	2 035	3 033
◆	**Suivi des victimes dans le domaine pénal (analyse sur les dossiers ouverts dans l'année)**					
	Nature de l'infraction subie					
25	Atteintes aux personnes	40 227	50 907	55 943	59 231	62 152
26	dont : coups et blessures volontaires	19 281	24 266	24 926	27 240	31 638
27	viols et agressions sexuelles	8 220	9 695	12 008	11 657	11 510
28	menaces et injures	4 197	5 523	5 618	5 897	5 547
29	Atteintes aux biens	20 785	23 015	24 226	26 360	24 823
30	dont : vols simples ou aggravés	9 322	10 521	10 356	10 522	9 896
31	abus de confiance, escroquerie	4 128	4 523	5 583	5 816	5 581
32	destructions et dégradations	5 169	5 148	5 438	7 012	6 407
33	Accidents de la circulation	9 467	10 622	10 962	10 961	10 787
34	Autres infractions	2 275	2 512	2 858	3 698	3 602
	Ancienneté des faits					
35	Moins de 1 mois	23 222	31 859	36 133	38 914	42 996
36	De 1 à 3 mois	13 369	16 972	18 302	18 111	18 994
37	De 3 mois à 1 an	17 349	18 649	19 288	20 061	19 212
38	Plus de 1 an	15 663	18 667	20 266	23 164	20 162
39	Non déclarée	3 151	909	0	0	0

Condamnations inscrites au Casier judiciaire national

Source

Les statistiques présentées dans ce chapitre sont relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5e classe. Elles sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations figurant dans le Casier judiciaire national. Seul le Casier judiciaire permet à ce jour de connaître précisément le contenu infractionnel des condamnations prononcées par les juges, le type de procédure, la nature, la durée ou le montant des peines, ainsi que les caractéristiques d'âge, de sexe et de nationalité des personnes condamnées.

Les acquittements et les relaxes ne sont pas portés au Casier judiciaire, ainsi que les contraventions des quatre premières classes sauf lorsqu'elles ont été sanctionnées d'une mesure d'interdiction de déchéance ou d'incapacité.

En raison des délais de signification, d'appel et de transmission par les juridictions au Casier judiciaire national, les statistiques des condamnations prononcées en 2006 sont des données provisoires, estimées au bout de 19 mois de collecte. Les statistiques définitives sur les condamnations de 2006 seront présentées dans la prochaine édition de l'Annuaire Statistique de la Justice, à côté des statistiques provisoires sur les condamnations de 2007.

Champ et méthode

Conformément à l'article R 66 du Code de procédure pénale, le Casier judiciaire national reçoit les fiches afférentes aux décisions définitives et rendues contradictoirement. En cas de décisions par défaut non signifiées à personne et non suivies d'opposition, la fiche est inscrite au casier, bien que l'opposition reste recevable (en vertu de l'article 492 du Code de procédure pénale) jusqu'à l'expiration des délais de prescription de la peine.

L'unité de compte de base est la décision rendue à l'encontre d'une personne par une autorité judiciaire. Cette décision peut être motivée par une ou plusieurs infractions, et comporter une ou plusieurs peines et mesures. Cette unité ne doit pas être confondue avec "l'affaire", dans laquelle peuvent être impliquées plusieurs personnes, et qui peut se terminer par plusieurs mesures (ou peines) par personne.

L'approche statistique doit retenir des conventions pour traiter les condamnations qui concernent des infractions (ou des peines) multiples.

La pluralité d'infractions, ou "concours d'infractions", implique qu'une même condamnation sanctionne plusieurs faits distincts, qui ne peuvent pas alors être rassemblés dans une qualification unique.

Pour sanctionner ce type d'association d'infractions, le droit a édicté le principe du non-cumul des peines (art. 132-3 du CP) : sauf pour quelques rares exceptions, en cas de pluralité d'infractions (crimes et délits uniquement), le juge ne peut infliger des peines distinctes pour chacune des infractions faisant l'objet d'une même poursuite. Une seule peine est prononcée, dans la limite du maximum légal le plus élevé ; elle est "réputée commune" à toutes les infractions en concours. Seules les peines d'amendes afférentes aux contraventions peuvent s'additionner entre elles et avec celles encourues pour les délits éventuellement poursuivis en concours.

La règle du non-cumul s'applique aux peines principales et complémentaires ; elle exclut les amendes fiscales et les peines complémentaires.

Selon la règle du non-cumul, si une condamnation s'applique par exemple à trois infractions et comporte trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une des trois à chaque infraction.

La prise en compte de l'ensemble de ce qui constitue une condamnation soulève donc quelques difficultés d'analyse. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts "d'infraction principale" et de "peine principale" :

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention) ; c'est la première citée de la catégorie la plus grave si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime + délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour les infractions de la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

Définitions

Nature de l'infraction

Le contentieux pénal définit l'infraction à l'aide d'une table des natures d'infraction (NATINF) qui répertorie plus de 10 000 incriminations différentes.
Globalement, 1 800 positions sont utilisées au cours d'une année. Pour des raisons d'analyse statistique et de publication, ces postes ont été regroupés en une nomenclature de 200 rubriques, organisées sur trois niveaux d'agrégation présentant les infractions les plus graves et les plus fréquentes.

Nature de la peine

Le législateur édicte un barème général des peines. L'existence de ce barème légal est une garantie contre l'arbitraire du juge, car celui-ci ne pourra pas condamner au delà du maximum fixé par la loi. Mais le juge dispose en fait d'une grande latitude pour prononcer la sanction. Considérant la possibilité de réinsertion du délinquant comme l'étendue de sa culpabilité, le juge ne prononcera pas le plus souvent la peine prévue par la loi. Dans un certain nombre de cas, il peut aussi décider que l'emprisonnement sera subi dans le cadre de la semi-liberté, ou bien assorti de sursis, ou même remplacé par une peine alternative. Il peut également, sous certaines conditions, dispenser de peine le coupable. De surcroît, beaucoup de peines complémentaires étant facultatives, elles sont laissées à la discrétion du juge.

Les peines privatives de liberté :

La réclusion criminelle est une peine perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Code pénal). Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et de l'interdiction légale.
À temps, sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

L'emprisonnement, dont la durée ne peut pas dépasser dix ans (art. 131-4 du Code pénal), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession) tantôt facultatives, tantôt obligatoires.

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple, ou assorti du placement du condamné sous le régime de la mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis avec mise à l'épreuve est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Les peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du CP : La loi n° 75-624 du 11 juillet 1975 permet aux tribunaux de prononcer à titre principal, pour les délits, des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations, et des interdictions professionnelles.

L'amende : C'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle, en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. Pour les contraventions de 5e classe, c'est la peine principale la plus fréquente ; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes ces matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Le travail d'intérêt général : Lorsqu'un délit est puni d'emprisonnement, le tribunal peut prescrire un travail d'intérêt général à titre de peine principale. Le condamné accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association, un travail non rémunéré d'une durée comprise entre 40 et 240 heures (art. 131-8 du CP).

La dispense de peine : Le prévenu peut être dispensé de peine en matière de délit ou de contravention s'il apparaît que son reclassement est acquis, et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine (art. 132-58 et 132-59 du CP).

La mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : Les juridictions pour mineurs prononcent suivant les cas les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : l'admonestation ; la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance ; le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquant ; la remise à l'aide sociale à l'enfance.

Les peines complémentaires : Certains crimes et délits peuvent en outre être sanctionnés d'interdiction, de déchéance, d'incapacité ou retrait d'un droit, d'immobilisation ou confiscation d'un objet, de fermeture d'un établissement et d'affichage de la décision (art. 131-10 du Code pénal). des peines complémentaires sont également prévues pour les contraventions (art. 131-16 du Code pénal).

Comparabilité des séries d'une année sur l'autre

Au cours du temps, des modifications législatives transforment le champ d'intervention des juridictions pénales.

■ Ainsi le bilan des condamnations inscrites de 1984 à 1993 indique une diminution de l'ordre de 20% de l'activité pénale des juridictions, mais cette baisse ne doit pas être considérée comme un indicateur pertinent de l'évolution de l'ensemble de l'activité judiciaire pénale. Elle résulte en effet de la dépénalisation de certaines infractions, qui a pour conséquence de transférer la sanction des juridictions vers d'autres organismes, comme la Banque de France pour les chèques, et la RATP pour les filouteries de transport.

En 1986, le défaut d'assurance est décorrectionnalisé et devient une contravention de 5e classe. Le défaut de carte grise est dépénalisé.

■ La loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 (art. 769-2 du Code de procédure pénale) fixe des dispositions nouvelles en matière d'inscription (ou de maintien) au casier judiciaire des condamnations de mineurs. Cette loi a été mise en application avec le nouveau Code pénal au 1er janvier 1994 et a pour conséquence une importante baisse mécanique de ces inscriptions, qui affecte un peu la comparaison de l'année 1993 aux précédentes pour l'ensemble des condamnations (environ -1,5%). Son effet global est plus sensible en 1994, avec une diminution de 3,5% par rapport à 1993.

■ **L'entrée en vigueur du nouveau Code péna**l produit des effets mécaniques directs (par exemple la suppression de la peine d'emprisonnement pour les contraventions), dont l'impact est difficile à apprécier précisément, ne serait-ce que parce que s'y ajoutent des effets indirects, comme celui de l'ouverture de l'éventail des peines. On peut d'ores et déjà mettre en garde contre une comparaison immédiate de l'année 1994 aux précédentes en ce qui concerne les caractéristiques suivantes des condamnations :

Nature de l'infraction : le Code pénal a pris en compte de nouvelles infractions comme la "mise en danger d'autrui", le "harcèlement sexuel", "l'agression téléphonique" et les "agressions sonores".

Il a requalifié certaines infractions, comme les "destructions ou détériorations d'un bien d'autrui", désormais distinguées selon la gravité de la détérioration, les "vols avec violence" qualifiés différemment selon qu'ils ont ou non entraîné une incapacité de travail.

Il a aggravé des infractions, comme certains "trafics de stupéfiants" ou "actes de torture et de barbarie", désormais qualifiés "crimes".

D'une manière générale, les nouvelles dispositions du Code insistent sur l'individualisation de la sanction pénale.

Ces dispositions donnent au juge des possibilités accrues pour prononcer des peines alternatives à l'emprisonnement, ou même à l'amende, comme les mesures privatives ou restrictives de droits (art.131-6 et 131-14).

L'emprisonnement en matière contraventionnelle est supprimé (art. 131-12), sauf dans quelques rares exceptions (e.g. contraventions douanières)

Le plafond de la peine d'emprisonnement correctionnel est porté à 10 ans (cinq ans auparavant, art. 40 ancien Code pénal). Parallèlement, la peine minimum de réclusion criminelle à temps passe de cinq à dix ans, et la peine plafond à trente ans (vingt ans auparavant). Les peines privatives de liberté d'une durée comprise entre cinq et dix ans, qui étaient majoritairement des peines de réclusion criminelle dans l'ancien Code pénal, sont donc désormais des peines d'emprisonnement (art. 131-1 et 131-4).

■ Les amnisties présidentielles de 1995 et 2002 ont entraîné une baisse importante des condamnations prononcées en 1995 et 2002. Compte-tenu des délais de transmission (50% des condamnations sont inscrites au bout d'un an, 90% au bout de 19 mois), une partie des condamnations prononcées en 1994 et 2001 a également été touchée par la loi d'amnistie. Celles-ci sont arrivées au Casier judiciaire après la promulgation des dites lois, et n'ont donc pas été inscrites. Les données 1996 sont également touchées pour des faits commis avant la loi et sanctionnés en 1996.

Un chiffrement de l'impact des amnisties est difficile à réaliser. Tout au plus peut-on signaler que les conséquences en sont relativement plus fortes sur :

a/ les mineurs : les admonestations et les remises à parent seront pour eux systématiquement amnistiées ;
b/ la structure par nature de peine : les peines de substitution et les amendes sont plus touchées que les autres ;
c/ la structure par durée de peines privatives de liberté et la durée moyenne d'emprisonnement ferme : l'amnistie touche surtout les durées courtes ;
d/ le montant moyen des amendes qui est en forte augmentation du fait de l'amnistie ;
e/ les natures d'infraction amnistiées par la loi : délits commis à l'occasion de conflits du travail, de conflits liés à l'enseignement, de conflits de caractère industriel, élections, liberté de presse, service national et les contraventions de cinquième classe.

■ Une nouvelle contravention relative à la sécurité routière a été créée à compter de 2001: l'excès de vitesse d'au moins 50 Km/h. La récidive est un délit.

■ Par ailleurs, le défaut d'assurance et la conduite sans permis deviennent des délits à partir de 2004.

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :
Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire. Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour crime prononcées au cours d'une année donnée.

Code | Définitions et méthode

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de août 2002 (cf. page 147)

2 Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont inscrites au casier judiciaire soit par un indicateur de récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natinf) visant la récidive

3 à 9 **Nature de l'infraction** : cf. glossaire.
Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave (crimes, délits, contraventions).
Les infractions criminelles présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.

5 **Les coups et violences volontaires** de nature criminelle ont entraîné la mort ou une infirmité permanente. S'y ajoutent d'autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, lorsqu'elles sont accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures ou actes de barbarie ...

7 Sont compris dans **les atteintes aux biens** les vols et recels qualifiés, les destructions, dégradations ou détournements de biens par attentat ayant causé des infirmités permanentes ou des morts.

9 **Les autres crimes** recouvrent la forfaitures (détournement de fonds par dépositaire public), l'abus de confiance par officier ministériel, le faux en écriture publique ou authentique, les atteintes à la sûreté publique ainsi que le trafic de stupéfiant en bande organisée.

10 à 25 **Nature de la peine** : cf. glossaire.

La loi punit les crimes de peines de réclusion perpétuelle ou à temps (10 à 30 ans de privation de liberté).
La détention criminelle et le bannissement sont des peines politiques qui ne se rencontrent plus.
La tentative de crime est punie comme le crime consommé ; la complicité est également punissable en matière de crime.
Outre la considération des circonstances atténuantes, les juges disposent de la faculté discrétionnaire d'atténuer la peine encourue : la peine peut être réduite jusqu'à deux ans d'emprisonnement si le crime est passible d'une réclusion perpétuelle, et jusqu'à un an si le crime est passible d'emprisonnement à temps (art. 132-18 du CP).
Cependant, quand la juridiction inflige ainsi une peine à temps, elle peut y ajouter une amende (jusqu'à 15 000 Euros), la dégradation civique (de 5 à 10 ans), et l'interdiction de séjour (de 5 à 20 ans).
La nature de l'infraction ne change pas par l'atténuation de la peine : elle dépend de la peine que la loi prévoit, et non de celle que le juge applique.

11 Depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal (1er mars 1994), la peine minimum en matière de réclusion criminelle à temps est passée de cinq à dix ans et la peine plafond à 30 ans (20 auparavant). Les peines privatives de liberté d'une durée comprise entre cinq et dix ans prononcées pour crime, qui étaient des peines de réclusion criminelle avant le 1er mars 1994, sont donc désormais des peines d'emprisonnement (art. 131-1 et 131-4 du CP).

13 à 19 **Les durées des peines privatives de liberté** sont fournies globalement pour les réclusions et les emprisonnements. Il s'agit des durées des parties fermes des peines, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

28 à 35 **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour crimes

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour crimes**	**3 057**	**3 149**	**3 283**	**3 434**	**3 325**
2	dont mentionnant l'état de récidive légale	74	64	100	84	115
◆	**Nature de l'infraction**					
3	**Atteintes à la personne**	**2 414**	**2 501**	**2 562**	**2 677**	**2 548**
4	Homicides volontaires	513	483	491	497	491
5	Coups et violences volontaires	319	308	312	378	347
6	Viols	1 582	1 710	1 759	1 802	1 710
7	**Atteintes aux biens**	**579**	**553**	**650**	**682**	**690**
8	**Infractions à la législation sur les stupéfiants**	**22**	**51**	**32**	**27**	**18**
9	**Autres crimes**	**42**	**44**	**39**	**48**	**69**
◆	**Nature de la peine**					
10	**Peines privatives de liberté**	**3 030**	**3 120**	**3 255**	**3 402**	**3 274**
11	dont réclusion criminelle	1 305	1 197	1 198	1 289	1 291
12	Fermes ou assorties d'un sursis partiel	2 756	2 811	2 890	3 042	2 865
13	moins d'un an	117	122	129	111	100
14	1 an à moins de 3 ans	222	259	288	275	251
15	3 ans à moins de 5 ans	203	246	246	240	238
16	5 ans à moins de 10 ans	846	905	957	1 048	917
17	10 ans à moins de 20 ans	1 121	1 094	1 092	1 183	1 132
18	20 ans et plus (sans perpétuité)	215	164	159	173	195
19	Perpétuité	32	21	19	12	32
20	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)*	*114,8*	*106,6*	*104,7*	*108,6*	*110,8*
21	Assorties d'un sursis total	274	309	365	360	409
22	Sursis simple	122	110	152	134	177
23	Sursis avec mise à l'épreuve	151	199	213	225	228
24	Avec travail d'intérêt général	1	0	0	1	4
25	**Autres décisions**	**27**	**29**	**28**	**32**	**51**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
26	Hommes	2 885	2 996	3 112	3 232	3 163
27	Femmes	172	153	171	202	162
	Âge des condamnés					
28	Moins de 16 ans	263	324	397	383	415
29	de 16 ans à moins de 18 ans	235	235	246	233	221
30	de 18 ans à moins de 20 ans	190	250	246	265	280
31	de 20 ans à moins de 25 ans	492	545	524	617	588
32	de 25 ans à moins de 30 ans	437	399	459	487	402
33	de 30 ans à moins de 40 ans	787	756	738	781	774
34	de 40 ans à moins de 60 ans	588	548	608	607	592
35	60 ans et plus	65	92	65	61	53
	Nationalité des condamnés					
36	**Français**	**2 606**	**2 686**	**2 787**	**2 904**	**2 808**
37	**Étrangers**	**379**	**368**	**370**	**415**	**383**
38	Union européenne	58	58	67	81	69
39	Portugal	30	31	22	25	27
40	Espagne	6	5	11	14	10
41	Italie	9	5	7	12	9
42	Autres	13	17	27	30	23
43	Europe hors UE	47	27	48	53	20
44	Turquie	24	18	10	16	12
45	Autres	23	9	38	37	8
46	Maghreb	163	170	146	137	153
47	Algérie	83	84	60	65	63
48	Maroc	58	67	68	49	67
49	Tunisie	22	19	18	23	23
50	Afrique francophone hors Maghreb	42	51	49	46	55
51	Afrique non francophone	11	5	5	6	12
52	Asie, Océanie	25	23	19	27	27
53	Amérique	33	34	36	65	47
54	**Non déclarés**	**72**	**95**	**126**	**115**	**134**

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :
Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire. Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour délit prononcées au cours d'une année donnée.

Définitions et méthode

Code	
	Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de juillet 2002.
2	Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont inscrites au casier judiciaire soit par un indicateur de récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natinf) visant la récidive
3 à 35	**Nature de l'infraction** : cf. glossaire. Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave si plusieurs catégories sont en cause (délit + contravention par exemple). Les infractions délictueuses présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.
8	**Circulation routière** : les atteintes aux personnes qui se produisent dans le cadre des accidents corporels de la circulation routière sont prises en compte dans les atteintes aux personnes, avec les homicides et blessures involontaires.
11	**L'émission de chèques sans provision** a été dépénalisée à partir de 1992 ; elle relève désormais du ressort de la Banque de France.
17 à 23	**Les atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se produisent (y compris circulation routière et travail). On y trouve également les atteintes sexuelles (agressions sexuelles, exhibitions sexuelles, proxénétisme). L'**ITT** mesure la durée de l'incapacité totale de travail subie par la victime. C'est cette durée qui détermine la gravité de l'infraction et sa qualification en délit ou contravention.
23	**Les autres atteintes à la personne** concernent les atteintes à la vie privée, les violations de domiciles, les menaces, la diffamation, la discrimination, la non-assistance à personne en danger, la détention et la séquestration.
26	Les autres **infractions à la santé publique** comprennent notamment les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses...
31	**Les autres atteintes à la sûreté publique** comprennent notamment les infractions à la législation sur les télécommunications et sur les jeux de hasard, le vagabondage et la mendicité, les associations de malfaiteurs...
36 à 48	**Nature de la peine** : cf. glossaire. Les délits sont les infractions que la loi punit de peines correctionnelles. Celles-ci sont : l'emprisonnement à temps, l'amende, les jours-amende, le travail d'intérêt général, les peines privatives ou restrictives de droits prévues à l'article 131-6 du CP, les peines complémentaires prévues par l'article 131-10 du CP, et l'interdiction de certains droits civiques, civils ou de famille. Le Nouveau Code pénal prévoit une peine d'emprisonnement pouvant atteindre dix ans, sauf dans les cas où la loi détermine d'autres limites (récidive). Lorsqu'une infraction est punie d'une peine d'emprisonnement, le juge peut prononcer une peine pour une durée inférieure à celle encourue (art. 137-19 du CP). De plus le juge ne peut prononcer une peine d'emprisonnement sans sursis qu'après avoir spécialement motivé le choix de cette peine (art. 132-19 du CP). Le juge peut également prononcer des peines alternatives à l'emprisonnement, telles que les jours-amende (art. 131-5 du CP), le travail d'intérêt général (art. 131-8 du CP), les peines privatives ou restrictives de droits (suspension du permis de conduire, annulation du permis de conduire, interdiction de conduire, confiscation ou interdiction d'une arme, retrait du permis de chasse, interdiction d'exercer une activité professionnelle - art. 131-6 du CP). Pour les amendes, le montant est déterminé en tenant compte des circonstances de l'infraction, ainsi que des ressources des prévenus, dans les limites fixées par la loi.
36 à 43	**Durée des peines d'emprisonnement** : il s'agit des durées des parties fermes des peines, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour délits**	**376 115**	**434 089**	**485 259**	**549 151**	**582 761**
2	dont mentionnant l'état de récidive légale	21 381	25 314	30 568	35 665	44 928
◆	**Nature de l'infraction**					
3	**Atteintes aux biens**	**107 288**	**132 892**	**143 985**	**148 257**	**146 036**
4	Vols - recels	83 665	104 138	112 324	113 869	110 361
5	Escroqueries - abus de confiance	10 673	12 974	14 189	15 171	15 157
6	Destructions - dégradations	12 950	15 780	17 472	19 217	20 518
7	**Infractions à la circulation routière et aux transports**	**126 255**	**139 127**	**163 035**	**210 975**	**242 055**
8	Circulation routière	123 939	136 762	159 802	206 956	238 618
9	Transports	2 316	2 365	3 233	4 019	3 437
10	**Infractions à la législation économique et financière**	**15 266**	**14 504**	**15 332**	**17 118**	**16 835**
11	Chèques	1 866	2 300	2 920	3 289	3 164
12	Travail et sécurité sociale	6 088	5 683	5 642	6 233	6 494
13	Fraudes et contrefaçons	1 585	1 399	1 399	1 574	1 308
14	Législation sur la concurrence, les prix	1 611	1 634	1 614	1 844	1 783
15	Législation sur les sociétés	1 424	1 232	1 395	1 602	1 422
16	Atteintes aux finances publiques	2 692	2 256	2 362	2 576	2 664
17	**Atteintes à la personne**	**62 707**	**73 239**	**84 782**	**92 480**	**95 668**
18	Coups et violences volontaires	32 692	40 321	46 143	50 627	54 849
19	Homicides involontaires	2 073	2 000	1 809	1 642	1 646
20	Blessures involontaires	7 265	6 908	9 518	10 980	10 698
21	Atteintes à la famille	5 323	5 390	5 805	6 218	6 023
22	Atteintes sexuelles	8 613	9 385	10 446	11 235	10 401
23	Autres atteintes à la personne	6 741	9 235	11 061	11 778	12 051
24	**Atteintes à la santé**	**22 111**	**28 698**	**32 018**	**34 529**	**35 850**
25	Infractions sur les stupéfiants	21 777	28 316	31 618	34 123	35 377
26	Autres infractions à la santé publique	334	382	400	406	473
27	**Atteintes à la sûreté publique**	**13 114**	**14 222**	**13 012**	**12 404**	**12 437**
28	Police des étrangers - nomades	6 462	7 337	6 129	5 668	5 767
29	Commerce et transport d'armes	5 455	5 433	5 080	4 798	4 802
30	Infractions militaires	436	559	938	928	764
31	Autres atteintes à la sûreté publique	761	893	865	1 010	1 104
32	**Atteintes à l'ordre public général**	**6 825**	**7 402**	**8 033**	**7 980**	**8 064**
33	Faux en écriture publique ou privée	4 169	4 373	4 574	4 660	4 738
34	Atteinte à l'environnement	2 656	3 029	3 459	3 320	3 326
35	**Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire**	**22 549**	**24 005**	**25 062**	**25 408**	**25 816**
◆	**Nature de la peine**					
36	**Emprisonnement**	**250 476**	**296 179**	**308 617**	**315 724**	**314 897**
37	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	94 948	105 910	110 400	117 259	118 280
38	Moins de 3 mois	23 958	29 612	33 680	36 356	39 115
39	3 mois à moins de 6 mois	30 682	32 893	33 837	36 785	36 899
40	6 mois à moins d'un an	23 199	23 906	23 003	24 008	23 331
41	1 an à moins de 3 ans	13 600	14 972	15 403	15 605	14 667
42	3 ans à moins de 5 ans	2 493	3 223	3 134	3 138	2 989
43	5 ans et plus	1 016	1 304	1 343	1 367	1 279
44	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*7,4*	*7,5*	*7,4*	*7,1*	*6,9*
45	Assorti d'un sursis total	155 528	190 269	198 217	198 465	196 617
46	Sursis simple	102 000	132 078	135 464	138 569	135 554
47	Sursis avec mise à l'épreuve	44 611	49 369	52 754	50 058	51 370
48	Avec travail d'intérêt général	8 917	8 822	9 999	9 838	9 693

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthode
1 à 16	**Nature de la peine** : cf. glossaire.
3	**Montant moyen de la partie ferme** : il s'agit du montant moyen des parties fermes des peines d'amende, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.
19 à 26	**L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
◆	**Nature de la peine (fin)**					
1	**Amende**	**63 151**	**72 524**	**102 480**	**143 205**	**170 715**
2	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	57 363	65 387	93 801	133 463	159 221
3	*Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)*	*1 565*	*849*	*729*	*813*	*542*
4	Assortie d'un sursis total	5 788	7 137	8 679	9 742	11 494
5	**Peine de substitution**	**43 672**	**44 272**	**46 162**	**56 172**	**61 024**
6	Suspension du permis de conduire	18 904	16 820	15 728	18 470	19 818
7	Interdiction du permis de conduire	2 582	2 262	2 104	1 995	1 976
8	Travail d'intérêt général	8 350	9 059	10 396	12 757	14 519
9	Jours-amende	10 860	12 657	14 956	18 526	19 971
10	Interdiction du territoire français	1 528	1 957	1 167	1 006	885
11	Interdiction d'émettre des chèques	12	29	31	27	32
12	Autres	1 436	1 488	1 780	3 391	3 823
13	**Mesure éducative**	**14 570**	**15 940**	**21 726**	**26 727**	**27 923**
14	dont admonestation	9 966	10 665	14 382	18 735	19 387
15	**Sanction éducative**	///	///	///	**272**	**825**
16	**Dispense de peine**	**4 246**	**5 174**	**6 274**	**7 051**	**7 377**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
17	Hommes	344 721	394 534	439 628	497 060	527 983
18	Femmes	31 394	39 555	45 631	52 091	54 778
	Âge des condamnés					
19	Moins de 16 ans	12 829	15 066	22 133	23 297	24 043
20	De 16 ans à moins de 18 ans	15 395	15 952	20 793	29 577	30 972
21	De 18 ans à moins de 20 ans	32 660	43 162	52 441	56 398	58 982
22	De 20 ans à moins de 25 ans	80 415	94 173	103 940	116 345	122 626
23	De 25 ans à moins de 30 ans	54 095	61 298	67 262	75 981	82 255
24	De 30 ans à moins de 40 ans	85 824	98 486	106 697	119 502	124 945
25	De 40 ans à moins de 60 ans	86 070	95 992	101 912	116 260	126 273
26	60 ans et plus	8 827	9 960	10 081	11 791	12 665
	Nationalité des condamnés					
27	**Français**	**314 610**	**359 908**	**403 169**	**449 342**	**470 368**
28	**Étrangers**	**50 337**	**61 158**	**65 323**	**72 613**	**73 489**
29	Union Européenne	8 385	9 488	10 548	13 499	13 421
30	Portugal	3 618	4 204	4 272	4 854	5 085
31	Espagne	1 052	1 085	1 155	1 232	1 032
32	Italie	1 156	1 212	1 430	1 522	1 470
33	Autres	2 559	2 987	3 691	5 891	5 834
34	Europe hors UE	8 982	13 064	13 858	12 379	10 682
35	Turquie	2 364	2 756	3 440	4 224	4 666
36	Autres	6 618	10 308	10 418	8 155	6 016
37	Maghreb	20 485	23 210	24 270	26 407	26 549
38	Algérie	9 446	10 558	10 712	11 336	11 394
39	Maroc	8 175	9 434	9 872	10 812	10 778
40	Tunisie	2 864	3 218	3 686	4 259	4 377
41	Afrique francophone hors Maghreb	6 366	7 942	8 413	10 772	12 862
42	Afrique non francophone	1 563	1 937	2 261	2 474	2 598
43	Asie, Océanie	2 571	3 021	3 340	4 369	4 742
44	Amérique	1 985	2 496	2 633	2 713	2 635
45	**Non déclarés**	**11 168**	**13 023**	**16 767**	**27 196**	**38 904**

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source
Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au Casier judiciaire (cf. pages 141 à 143). Elles permettent de décrire l'ensemble des condamnations pour contravention de 5e classe prononcées au cours d'une année donnée.

Définitions et méthode

Code

Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie d'août 2002 (cf. page 145)

2 à 18 **Nature de l'infraction** : cf. glossaire.

Les infractions contraventionnelles présentées ici sont regroupées par grands types d'atteintes ; le détail est fourni plus loin dans la publication pour chaque grand domaine d'infraction.

3, 6 La baisse observée à partir de 2005 est due à la correctionnalisation du défaut d'assurance, de la conduite sans permis [ligne 3], et des blessures involontaires ITT < 3 mois [ligne 6].

5 à 9 **Les atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se produisent (y compris circulation routière ou travail). L'**ITT** mesure la durée de l'incapacité totale de travail subie par la victime. C'est cette durée qui détermine la gravité de l'infraction, et sa qualification délit ou contravention.
Jusqu'en janvier 2002, les atteintes aux mœurs comprenaient exclusivement les infractions en matière de racolage [cf. ligne 19, p. 166]

9 Les autres atteintes à la personne comprennent notamment les infractions suivantes : diffamation et injures par correspondance, violation de sépulture, bigamie, abandon pécuniaire de la famille, atteintes au statut juridique de l'enfant, atteintes à l'éducation de l'enfant ...

13 Ce poste regroupe principalement les infractions en matière de non-respect des règles relatives à l'information des consommateurs.

14 Ce poste regroupe les infractions en matière d'entraves à l'exercice des agents de douanes, et la fourniture d'identité imaginaire, pouvant provoquer des mentions erronées au Casier judiciaire.

16 Ce poste comprend notamment les infractions en matière de détention d'appareil radio-électrique d'émission.

19 à 31 **Nature de la peine** : cf. glossaire.
Les contraventions sont réprimées par la loi de peines de police.
Les peines encourues sont l'amende et les peines privatives ou restrictives de droit prévues par l'article 131-14 du Code pénal.
Pour certaines infractions qui relèvent du Code des douanes, l'emprisonnement est encourue pour une contravention de 5e classe (Art. 413 bis du Code des douanes).
Ces peines ne sont pas exclusives d'une ou plusieurs peines complémentaires prévues par les articles 131-16 et 131-17 du Code pénal.
Les contraventions sont divisées en cinq classes selon la gravité de la peine encourue. Les contraventions de 5e classe, présentées ici, encourent les peines les plus graves : une amende de 1 500 Euros au plus. En cas de récidive, une amende de 3 000 Euros au plus peut être prononcée.
La récidive en matière de police, et plus particulièrement en matière de contraventions de 5e classe, est effective si la personne a déjà été condamnée pour une contravention de 5e classe (ni un crime, ni un délit) dans les 12 mois précédant la date de l'infraction.

24 **Montant moyen de la partie ferme** : il s'agit du montant moyen des parties fermes des peines d'amende, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour contraventions de 5e classe

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour contravention de 5e classe**	**91 553**	**116 369**	**107 762**	**65 425**	**46 445**
◆	**Nature de l'infraction**					
2	**Infractions à la circulation routière et aux transports**	**70 166**	**89 324**	**77 576**	**37 114**	**23 864**
3	Circulation routière	61 658	77 951	64 086	22 130	11 993
4	Transports	8 508	11 373	13 490	14 984	11 871
5	**Atteintes à la personne**	**15 668**	**17 555**	**15 568**	**13 059**	**10 655**
6	Blessures involontaires	10 666	9 683	3 594	1 045	647
7	Coups et violences volontaires (avec ITT <= 8 jours)	4 709	7 515	11 652	11 731	9 732
8	Atteintes aux mœurs	187	181	1	0	0
9	Autres atteintes à la personne	106	176	321	283	276
10	**Atteintes à l'environnement**	**1 693**	**3 003**	**3 951**	**4 323**	**3 491**
11	**Atteintes à la législation économique**	**1 947**	**3 027**	**5 116**	**5 581**	**3 946**
12	Travail et sécurité sociale	417	646	930	930	715
13	Atteintes à l'ordre économique	1 530	2 381	4 186	4 651	3 231
14	**Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire**	**5**	**11**	**8**	**6**	**12**
15	**Atteintes aux biens**	**1 846**	**3 005**	**5 093**	**4 946**	**4 139**
16	**Atteintes à la sûreté publique**	**225**	**432**	**441**	**390**	**330**
17	**Atteintes à la santé**	**2**	**11**	**8**	**5**	**6**
18	**Autres contraventions de 5e classe**	**1**	**1**	**1**	**1**	**2**
◆	**Nature de la peine**					
19	**Emprisonnement**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**
20	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	0	0	0	0	0
21	Assorti d'un sursis total	0	2	0	0	0
22	**Amende**	**84 982**	**109 170**	**102 398**	**61 576**	**43 336**
23	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	83 123	107 016	99 748	58 716	40 941
24	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*364*	*379*	*384*	*379*	*373*
25	Assortie d'un sursis total	1 859	2 154	2 650	2 860	2 395
26	**Peine de substitution**	**5 381**	**5 857**	**3 510**	**2 108**	**1 645**
27	dont suspension du permis de conduire	4 737	5 005	2 589	1 218	826
28	**Mesure éducative**	**581**	**670**	**965**	**996**	**849**
29	dont admonestation	430	482	691	782	612
30	**Sanction éducative**				**10**	**17**
31	**Dispense de peine**	**609**	**670**	**889**	**735**	**598**

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Définitions et méthode

Code

3 à 10 **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction commise et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour contraventions de 5e classe [fin]

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
1	Hommes	81 982	104 510	97 655	59 506	42 319
2	Femmes	9 571	11 859	10 107	5 919	4 126
	Âge des condamnés					
3	Moins de 16 ans	291	378	677	581	529
4	De 16 ans à moins de 18 ans	439	463	683	883	705
5	De 18 ans à moins de 20 ans	5 826	8 503	9 068	3 823	2 445
6	De 20 ans à moins de 25 ans	20 309	26 799	23 229	10 511	6 796
7	De 25 ans à moins de 30 ans	14 570	18 336	16 010	8 188	5 732
8	De 30 ans à moins de 40 ans	22 112	27 972	26 003	16 842	11 714
9	De 40 ans à moins de 60 ans	24 054	29 428	28 580	21 856	16 388
10	60 ans et plus	3 952	4 490	3 512	2 741	2 136
	Nationalité des condamnés					
11	**Français**	**66 220**	**81 969**	**74 975**	**45 268**	**31 957**
12	**Étrangers**	**10 805**	**14 416**	**14 582**	**10 496**	**7 445**
13	Union Européenne	4 945	5 625	5 463	5 174	4 206
14	Portugal	888	1 137	1 057	847	698
15	Espagne	765	820	781	791	544
16	Italie	701	803	715	814	511
17	Autres	2 591	2 865	2 910	2 722	2 453
18	Europe hors UE	1 767	2 742	2 715	2 076	1 384
19	Turquie	860	1 274	1 175	664	475
20	Autres	907	1 468	1 540	1 412	909
21	Maghreb	2 598	3 713	3 642	1 919	1 098
22	Algérie	1 126	1 599	1 605	815	424
23	Maroc	1 084	1 496	1 457	791	463
24	Tunisie	388	618	580	313	211
25	Afrique francophone hors Maghreb	877	1 470	1 593	652	293
26	Afrique non francophone	149	240	242	134	66
27	Asie, Océanie	279	346	417	314	179
28	Amérique	190	280	510	227	219
29	**Non déclarés**	**14 528**	**19 984**	**18 205**	**9 661**	**7 043**

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Source : Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations pour crimes, délits et contraventions de 5e classe inscrites au Casier Judiciaire.

Pour mettre en relation l'infraction sanctionnée et la peine prononcée dans une condamnation, l'approche statistique oblige à ne considérer que l'infraction principale et la peine principale. Il est cependant possible de rendre compte de l'ensemble des peines prononcées dans une condamnation c'est à dire à la fois la peine principale et les autres peines qui l'accompagnent. C'est cet ensemble qui constitue la réponse de l'institution judiciaire à l'infraction commise.

Définitions et méthode

1 à 10 | Une même condamnation peut comporter plusieurs peines, même lorsqu'elle ne sanctionne qu'une seule infraction. C'est l'ensemble de ces peines qui est présenté ici selon qu'elles sont prononcées à titre principal (lignes 2 à 6) ou en accompagnement d'une autre peine appelée « peine associée » (lignes 7 à 10).

10 | Dans de rares cas, la règle du non cumul des peines souffre une exception et plusieurs peines d'emprisonnement peuvent être prononcées : évasion (art 434-31 du CP), usurpation de nom (art 434-23 du CP) et rébellion de détenu (art 433-9 du CP).

11 | Il s'agit de l'ensemble des peines d'amende prononcées à titre principal ou « associées » à une autre peine.

12 | Le montant global d'amende prononcé est exprimé en millions d'euros. Il s'agit des seules amendes fermes.

15 à 20 | Il s'agit de la répartition de l'ensemble des amendes prononcées (ligne 11) selon la nature de l'infraction sanctionnée.

22 à 24 | Il s'agit de la répartition des amendes associées selon la nature de la peine principale qu'elles accompagnent.

26 à 35 | Les condamnations peuvent comporter des mesures qui ont pour objet l'interdiction, la déchéance, l'incapacité ou le retrait d'un droit, l'immobilisation ou la confiscation d'un objet, la fermeture d'un établissement et l'affichage de la décision (art 131-10 du CP, art 131-16 du CP). Ces mesures peuvent être prononcées à titre principal (art 131-11 et 131-18 du CP) ou à titre complémentaire.

36 à 39 | Il s'agit de la répartition des mesures complémentaires (ligne 8) selon la nature de la peine principale qu'elles accompagnent.

Sources :

- Ministère de la justice
  Casier judiciaire national

Ensemble des peines prononcées dans les condamnations

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
◆1	**Toutes peines prononcées dans les condamnations**	**702 747**	**821 046**	**852 586**	**861 198**	**875 088**
2	**À titre de peine principale (= nombre de condamnations)**	**470 725**	**553 607**	**596 304**	**618 010**	**632 531**
3	Peine d'emprisonnement	253 506	299 301	311 872	319 126	318 171
4	Peine d'amende	148 133	181 694	204 880	204 782	214 051
5	Peine de substitution ou mesure éducative	64 231	66 767	72 388	86 314	92 333
6	Dispense de peine	4 855	5 845	7 164	7 788	7 976
7	**À titre de peine "associée" accompagnant une autre peine**	**232 022**	**267 439**	**256 282**	**243 188**	**242 557**
8	Mesures complémentaires	159 778	179 014	176 553	179 462	183 883
9	Amendes	71 467	87 472	78 236	61 958	56 631
10	Autres peines (emprisonnement...)	777	953	1 493	1 768	2 043
◆ 11	**Toutes peines d'amende (principale ou associée)**	**219 600**	**269 166**	**283 116**	**266 740**	**270 682**
12	Montant global ferme des amendes principales ou associées (en millions d'euros)	443,0	529,5	317,1	446,2	278,7
13	Montant global ferme des amendes principales (en millions d'euros)	120,0	96,1	106,7	130,7	101,6
14	Montant global ferme des amendes associées (en millions d'euros)	323,0	433,4	210,4	315,5	177,1
15	**Toutes peines d'amende par type d'infraction**	**219 600**	**269 166**	**283 116**	**266 740**	**270 682**
	dont					
16	Circulation routière	125 315	156 328	158 079	142 847	157 891
17	Atteintes aux biens	19 258	25 580	27 928	25 667	24 251
18	Atteintes aux personnes	26 251	30 076	32 167	30 342	27 430
19	Atteintes à l'ordre économique	12 098	12 944	15 442	17 301	15 322
20	ILS (infractions à la législation sur les stupéfiants)	6 234	8 363	9 484	9 253	9 672
21	**Peine principale associée à une amende**	**71 467**	**87 472**	**78 236**	**61 958**	**56 631**
22	Peine d'emprisonnement	58 914	70 220	62 455	53 398	50 423
23	Peine d'amende	8 919	13 290	12 989	7 558	5 387
24	Autre peine (mesure de substitution)	3 634	3 962	2 792	1 002	821
◆ 25	**Toutes mesures de substitution ou complémentaire**	**224 009**	**245 781**	**248 941**	**265 776**	**276 216**
26	Interdiction du territoire français	8 355	9 583	7 584	6 679	5 770
27	Suspension du permis de conduire	129 459	141 034	134 015	135 154	140 627
28	Interdiction du permis de conduire	24 916	28 318	27 070	26 190	27 099
29	TIG	8 853	9 776	11 417	14 070	15 819
30	Jours amendes	11 087	12 818	15 255	18 927	20 427
31	Mesures éducatives	14 511	16 014	21 957	27 344	28 767
32	Suivi socio judiciaire	642	853	1 055	1 136	1 209
33	Confiscation	11 597	12 654	12 908	11 280	5 287
34	Déchéance des droits civiques et politiques	4 484	3 572	2 695	2 146	1 695
35	Autres mesures	10 105	11 159	14 985	22 850	28 516
◆ 36	**Peine principale associée à une mesure complémentaire**	**159 778**	**179 014**	**176 553**	**179 462**	**183 883**
37	Peine d'emprisonnement	92 172	100 623	93 027	87 593	79 992
38	Peine d'amende	62 393	72 440	76 429	81 202	90 996
39	Autre peine (mesure de substitution)	5 213	5 951	7 097	10 667	12 895

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

La perpétration de **violences volontaires** peut entraîner une condamnation pour crime (homicide volontaire, coups et violences volontaires ayant entraîné la mort ou une infirmité permanente), pour délit (coups et blessures volontaires ayant entraîné une incapacité totale de travail supérieure à 8 jours), ou pour contravention de 5e classe (coups et blessures volontaires ayant entraîné une ITT ≤ 8 jours).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournis pour **trois types d'infractions** : les homicides volontaires (crimes), les coups et violences volontaires (délits), et les coups et violences volontaires de moindre gravité (contraventions de 5e classe).

Code	Définitions et méthode
4	Le fait de donner volontairement la mort à autrui constitue un meurtre (art. 221-1 du Code pénal).
5	Le meurtre commis avec préméditation est qualifié d'**assassinat** (art. 221-3 du Code pénal).
7	Les autres crimes répertoriés sont **le parricide**, qui est le meurtre des père et/ou mère légitimes, naturels ou adoptifs ou de tout ascendant légitime ou naturel (art. 221-4 du CP), **l'empoisonnement**, qui qualifie le fait d'attenter à la vie par l'effet de substances de nature à entraîner la mort (art. 221-5 du CP), et le **meurtre accompagné d'autres crimes ou délits**.
8 à 12	**Les coups et violences criminels** ont entraîné la mort ou une invalidité permanente. S'y ajoutent d'autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, lorsqu'elles sont accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures ou actes de barbarie.
14 à 21	**Les coups et blessures de nature délictueuse** sont définis par la durée de l'incapacité totale de travail qu'ils ont occasionnée à la victime, ou par l'existence, quelle que soit la longueur de l'ITT, de circonstances aggravantes : personnes hors d'état de se protéger, ascendants légitimes, présence d'une arme ... (art. 222-11 du Code pénal). Le poste "**autres**" regroupe les actes de récidive en matière de violences volontaires, quelle que soit l'ITT.
22	**Les contraventions** de 5e classe dans ce domaine recouvrent les violences volontaires de faible gravité : ITT ≤ 8 jours.
	Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour violences volontaires

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour violences volontaires**	**38 233**	**48 627**	**58 598**	**63 233**	**65 419**
2	**Crimes**	**832**	**791**	**803**	**875**	**838**
3	**Homicides volontaires**	**513**	**483**	**491**	**497**	**491**
4	Meurtre	298	273	286	314	302
5	Assassinat	153	171	146	132	144
6	Meurtre sur mineur de moins de quinze ans	30	24	18	16	15
7	Autres	32	15	41	35	30
8	**Coups et violences volontaires**	**319**	**308**	**312**	**378**	**347**
9	Mort non intentionnelle	188	184	190	215	206
10	Infirmité permanente	26	30	32	44	28
11	Envers mineurs	39	42	50	48	51
12	Autres	66	52	40	71	62
13	**Délits**	**32 692**	**40 321**	**46 143**	**50 627**	**54 849**
	Coups et blessures volontaires					
14	Avec ITT > 8 jours sans circonstance aggravante	2 749	3 417	3 966	4 137	4 119
15	*dont violence par conjoint ou concubin*	*792*	*1 093*	*1 249*	*1 285*	*1 382*
16	Avec ITT <= 8 jours avec circonstance aggravante	22 508	28 121	32 714	36 642	40 595
17	*dont violence par conjoint ou concubin*	*3 983*	*6 436*	*7 867*	*9 222*	*11 263*
18	Avec ITT > 8 jours avec circonstance aggravante	5 584	6 716	7 278	7 531	7 860
19	Envers mineur de 15 ans avec incapacité <= 8 jours	813	839	873	918	876
20	Envers mineur de 15 ans avec incapacité > 8 jours	738	905	993	1 046	1 034
21	Autres coups et violences sur mineur	300	323	319	353	365
22	**Contraventions de 5e classe**	**4 709**	**7 515**	**11 652**	**11 731**	**9 732**
23	Coups et violences volontaires (ITT <= 8 jours)	4 709	7 515	11 652	11 731	9 732

Homicides volontaires

24	**Toutes condamnations pour homicide volontaire** (code 3)	**513**	**483**	**491**	**497**	**491**
◆	**Nature de la peine**					
25	**Peine privative de liberté**	**511**	**482**	**490**	**497**	**491**
26	dont réclusion criminelle	377	345	342	361	382
27	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	495	473	476	489	484
28	Moins d' un an	6	7	4	4	4
29	1 an à moins de 3 ans	19	14	18	17	14
30	3 ans à moins de 5 ans	12	14	10	14	8
31	5 ans à moins de 10 ans	70	82	90	79	76
32	10 ans à moins de 20 ans	250	241	251	255	241
33	20 ans et plus (sans perpétuité)	126	98	88	112	118
34	Perpétuité	12	17	15	8	23
35	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)*	*171,9*	*160,4*	*155,9*	*167,1*	*171,8*
36	Assortie d'un sursis total	16	9	14	8	7
37	Sursis simple	10	3	7	1	5
38	Sursis avec mise à l'épreuve	6	6	7	7	2
39	**Autres décisions**	**2**	**1**	**1**	**0**	**0**

Condamnations pour violences volontaires (suite)

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
	Homicides volontaires (fin)					
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
1	Hommes	450	424	436	430	431
2	Femmes	63	59	55	67	60
	Âge des condamnés					
3	Moins de 16 ans	5	13	13	6	6
4	de 16 ans à moins de 18 ans	22	13	13	13	18
5	de 18 ans à moins de 20 ans	35	30	36	36	29
6	de 20 ans à moins de 25 ans	75	78	87	72	75
7	de 25 ans à moins de 30 ans	86	66	74	65	81
8	de 30 ans à moins de 40 ans	115	133	107	141	123
9	de 40 ans à moins de 60 ans	150	114	149	143	143
10	60 ans et plus	25	36	12	21	16
	Nationalité des condamnés					
11	Français	420	405	384	388	391
12	Étrangers	81	67	88	90	88
13	Non déclarés	12	11	19	19	12
	Coups et violences volontaires (délits)					
14	**Toutes condamnations pour délit de coups et violences volontaires**	**32 692**	**40 321**	**46 143**	**50 627**	**54 849**
◆	**Nature de la peine**					
15	**Emprisonnement**	**25 820**	**32 624**	**36 440**	**39 190**	**42 069**
16	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	10 447	11 211	11 876	13 265	14 244
17	Moins de 3 mois	2 256	2 668	3 115	3 477	3 947
18	3 mois à moins de 6 mois	3 306	3 449	3 725	4 322	4 626
19	6 mois à moins d'un an	2 956	3 015	2 983	3 273	3 472
20	1 an à moins de 3 ans	1 643	1 726	1 738	1 838	1 884
21	3 ans à moins de 5 ans	223	284	243	273	245
22	5 ans et plus	63	69	72	82	70
23	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*7,3*	*7,2*	*6,8*	*6,7*	*6,4*
24	Assorti d'un sursis total	15 373	21 413	24 564	25 925	27 825
25	Sursis simple	8 178	13 101	15 468	16 960	17 871
26	Sursis avec mise à l'épreuve	6 188	7 307	8 017	7 877	8 818
27	Avec travail d'intérêt général	1 007	1 005	1 079	1 088	1 136
28	**Amende**	**2 457**	**2 870**	**3 498**	**3 942**	**3 974**
29	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 879	2 057	2 519	2 801	2 840
30	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*553*	*537*	*498*	*475*	*472*
31	Assortie d'un sursis total	578	813	979	1 141	1 134
32	**Peine de substitution**	**2 004**	**2 088**	**2 458**	**2 903**	**3 372**
33	Suspension du permis de conduire	211	192	235	166	166
34	Travail d'intérêt général	794	812	962	1 230	1 413
35	Jours - amendes	865	960	1 153	1 351	1 614
36	Autres	134	124	108	156	179
37	**Mesure et sanction éducative**	**1 999**	**2 141**	**3 020**	**3 721**	**4 445**
38	dont admonestation	1 311	1 384	2 025	2 572	3 009
39	**Dispense de peine**	**412**	**598**	**727**	**871**	**989**

Condamnations pour violences volontaires (fin)

Code		2002	2003	2004 r	2005 p	2006 p
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
1	Hommes	30 377	37 446	42 752	46 736	50 634
2	Femmes	2 315	2 875	3 391	3 891	4 215
	Âge des condamnés					
3	Moins de 16 ans	1 952	2 134	3 304	3 517	4 045
4	de 16 ans à moins de 18 ans	1 929	1 880	2 637	3 741	4 281
5	de 18 ans à moins de 20 ans	2 882	4 052	4 604	5 067	5 584
6	de 20 ans à moins de 25 ans	6 896	8 305	8 814	9 526	10 054
7	de 25 ans à moins de 30 ans	4 592	5 563	6 078	6 378	6 789
8	de 30 ans à moins de 40 ans	7 455	9 440	10 664	11 215	11 915
9	de 40 ans à moins de 60 ans	6 303	8 078	9 084	10 086	11 010
10	60 ans et plus	683	869	958	1 097	1 171
	Nationalité des condamnés					
11	Français	27 369	33 801	38 899	42 313	45 543
12	Étrangers	4 443	5 664	6 155	6 662	6 913
13	Non déclarés	880	856	1 089	1 652	2 393

Coups et violences volontaires (contraventions de 5e classe)

14	**Toutes condamnations pour coups et violences volontaires ITT<= 8 jours**	**4 709**	**7 515**	**11 652**	**11 731**	**9 732**
◆	**Nature de la peine**					
15	**Amende**	**4 001**	**6 538**	**10 316**	**10 199**	**8 432**
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	3 560	5 948	9 273	8 938	7 398
17	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*358*	*387*	*366*	*359*	*352*
18	Assortie d'un sursis total	441	590	1 043	1 261	1 034
19	**Peine de substitution**	**422**	**636**	**734**	**802**	**663**
20	**Mesure et sanction éducative**	**215**	**242**	**397**	**516**	**471**
21	dont admonestation	161	171	282	405	350
22	**Dispense de peine**	**71**	**99**	**205**	**214**	**166**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
23	Hommes	4 182	6 693	10 248	10 361	8 563
24	Femmes	527	822	1 404	1 370	1 169
	Âge des condamnés					
25	Moins de 16 ans	118	150	283	283	277
26	de 16 ans à moins de 18 ans	136	132	253	448	421
27	de 18 ans à moins de 20 ans	335	603	1 062	1 051	838
28	de 20 ans à moins de 25 ans	890	1 551	2 367	2 317	1 972
29	de 25 ans à moins de 30 ans	698	1 187	1 761	1 687	1 401
30	de 30 ans à moins de 40 ans	1 309	2 065	3 093	3 092	2 447
31	de 40 ans à moins de 60 ans	1 086	1 647	2 540	2 584	2 146
32	60 ans et plus	137	180	293	269	230
	Nationalité des condamnés					
33	Français	3 947	6 252	9 568	9 478	7 839
34	Étrangers	383	612	1 059	1 065	825
35	Non déclarés	379	651	1 025	1 188	1 068

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

L'ensemble des **atteintes involontaires aux personnes** a été regroupé dans ce volet quelles qu'aient été les circonstances matérielles de la commission de l'infraction, circonstances qui peuvent aller des accidents de la circulation aux accidents du travail.

Le domaine des atteintes corporelles involontaires dans le cadre de la circulation routière a été isolé dans chaque groupe de condamnations, afin de pouvoir le rapprocher des autres infractions à la circulation [cf. "Condamnations relatives à la circulation routière et aux transports"].

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions ayant un conducteur pour auteur : homicides involontaires par conducteur (état alcoolique ou non), blessures involontaires par conducteur (état alcoolique ou non), et blessures involontaires de moindre gravité par conducteur (contraventions de 5e classe).

Code	Définitions et méthode
3 à 13	**Les homicides ou blessures involontaires** résultent de la maladresse, de l'inattention, de la négligence ou de l'inobservation des règlements. Les homicides commis involontairement sont des délits. Les blessures sont des délits si elles ont entraîné une incapacité totale de travail (ITT) supérieure à trois mois, ou si l'infraction comporte des circonstances aggravantes (exemple : blessures involontaires avec ITT ≤ 3 mois par conducteur en état alcoolique). Depuis 2004, les blessures involontaires par conducteur avec ITT< 3 mois sont des délits.
7, 13	Les "**autres homicides ou blessures involontaires**" se sont produits hors des domaines routier ou professionnel, essentiellement la chasse ou à l'occasion de tout autre acte de la vie courante.
9, 15	La loi du 12 juin 2003 de lutte contre la viloence routière a correctionnalisé les blessures involontaires ayant entraîné une ITT ≤ 3 mois quand elles sont commises par le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur.
16, 17	**Les contraventions de 5e classe** recouvrent les blessures de plus faible gravité (ITT ≤ 3 mois), si elles ne sont pas commises par le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur.
	Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour violences involontaires

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour violences involontaires**	**20 004**	**18 591**	**14 921**	**13 667**	**12 991**
2	**Délits**	**9 338**	**8 908**	**11 327**	**12 622**	**12 344**
3	**Homicides involontaires**	**2 073**	**2 000**	**1 809**	**1 642**	**1 646**
4	Par conducteur	1 312	1 259	1 143	1 015	981
5	Par conducteur en état alcoolique	381	382	296	272	271
6	Par accident du travail	131	112	132	115	133
7	Autres homicides involontaires	249	247	238	240	261
8	**Blessures involontaires**	**7 265**	**6 908**	**9 518**	**10 980**	**10 698**
9	Par conducteur	3 254	3 320	6 164	7 937	7 624
10	Par conducteur en état alcoolique (ITT <= 3 mois)	3 032	2 630	2 321	2 101	2 172
11	Par conducteur en état alcoolique (ITT > 3 mois)	397	373	311	268	258
12	Par accident du travail (ITT > 3 mois)	292	258	269	251	234
13	Autres blessures involontaires	290	327	453	423	410
14	**Contraventions de 5e classe**	**10 666**	**9 683**	**3 594**	**1 045**	**647**
	Blessures involontaires					
15	Avec ITT <= 3 mois : conduite de véhicule	10 141	9 006	2 781	377	75
16	Avec ITT <= 3 mois : sauf route, travail	480	635	760	609	531
17	Avec ITT <= 3 mois : accident du travail	45	42	53	59	41

Homicides involontaires par conducteur

18	**Toutes condamnations pour homicide involontaire par conducteur, état alcoolique ou non (cf. codes 4 et 5)**	**1 693**	**1 641**	**1 439**	**1 287**	**1 252**
◆	**Nature de la peine**					
19	**Emprisonnement**	**1 555**	**1 551**	**1 350**	**1 202**	**1 170**
20	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	398	493	443	396	361
21	Moins de 3 mois	32	25	23	11	11
22	3 mois à moins de 6 mois	66	78	44	49	43
23	6 mois à moins d'un an	121	138	103	102	95
24	1 an et plus	179	252	273	234	212
25	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*11,3*	*12,9*	*16,0*	*17,1*	*15,4*
26	Assorti d'un sursis total	1 157	1 058	907	806	809
27	Sursis simple	1 091	1 011	863	762	766
28	Sursis avec mise à l'épreuve	49	37	36	39	40
29	Avec travail d'intérêt général	17	10	8	5	3
30	**Amende**	**61**	**27**	**27**	**31**	**29**
31	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	56	23	21	23	21
32	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*749*	*1 191*	*793*	*1 137*	*948*
33	Assortie d'un sursis total	5	4	6	8	8
34	**Peine de substitution**	**73**	**56**	**54**	**43**	**46**
35	dont suspension du permis de conduire	41	35	33	22	31
36	**Autres décisions**	**4**	**7**	**8**	**11**	**7**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
37	Hommes	1 449	1 399	1 229	1 099	1 069
38	Femmes	244	242	210	188	183

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
	Homicides involontaires par conducteur (fin)					
	Âge des condamnés					
1	Moins de 16 ans	1	2	3	5	2
2	de 16 ans à moins de 18 ans	7	11	16	12	11
3	de 18 ans à moins de 20 ans	121	131	146	116	118
4	de 20 ans à moins de 25 ans	398	379	337	327	295
5	de 25 ans à moins de 30 ans	278	245	205	185	168
6	de 30 ans à moins de 40 ans	366	341	273	230	235
7	de 40 ans à moins de 60 ans	379	384	330	291	305
8	60 ans et plus	143	148	129	121	118
	Nationalité des condamnés					
9	Français	1 523	1 508	1 285	1 156	1 120
10	Étrangers	134	114	131	107	103
11	Non déclarés	36	19	23	24	29
	Blessures involontaires par conducteur : délits					
12	**Toutes condamnations pour délit de blessures involontaires par conducteur, état alcoolique ou non**	**6 683**	**6 323**	**8 796**	**10 306**	**10 054**
◆	**Nature de la peine**					
13	**Emprisonnement**	**3 892**	**3 974**	**4 614**	**4 851**	**4 942**
14	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	535	611	669	668	715
15	Moins de 3 mois	167	178	176	165	195
16	3 mois à moins de 6 mois	199	203	223	248	243
17	6 mois à moins d'un an	111	143	183	177	191
18	1 an et plus	58	87	87	78	86
19	*Durée moyenne de la partie ferme (en mois)*	*4,7*	*5,4*	*5,8*	*5,6*	*5,4*
20	Assorti d'un sursis total	3 357	3 363	3 945	4 183	4 227
21	Sursis simple	2 800	2 851	3 335	3 636	3 623
22	Sursis avec mise à l'épreuve	501	457	531	487	533
23	Avec Travail d'intérêt général	56	55	79	60	71
24	**Amende**	**1 605**	**1 282**	**2 531**	**3 311**	**3 185**
25	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 533	1 180	2 375	3 036	2 862
26	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*415*	*451*	*427*	*414*	*426*
27	Assortie d'un sursis total	72	102	156	275	323
28	**Peine de substitution**	**1 164**	**1 028**	**1 573**	**1 987**	**1 755**
29	*dont suspension du permis de conduire*	*997*	*892*	*1 345*	*1 702*	*1 408*
30	**Autres décisions**	**22**	**39**	**78**	**157**	**172**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
31	Hommes	5 678	5 364	7 218	8 330	8 216
32	Femmes	1 005	959	1 578	1 976	1 838
	Âge des condamnés					
33	Moins de 16 ans	5	6	14	32	27
34	de 16 ans à moins de 18 ans	1	10	34	81	70
35	de 18 ans à moins de 20 ans	324	386	690	780	768
36	de 20 ans à moins de 25 ans	1 322	1 286	1 805	2 070	2 084
37	de 25 ans à moins de 30 ans	1 012	843	1 198	1 352	1 319
38	de 30 ans à moins de 40 ans	1 660	1 432	1 908	2 164	2 037
39	de 40 ans à moins de 60 ans	1 836	1 810	2 287	2 766	2 740
40	60 ans et plus	523	550	860	1 061	1 009
	Nationalité des condamnés					
41	Français	6 035	5 703	7 858	9 174	8 908
42	Étrangers	519	509	759	848	805
43	Non déclarés	129	111	179	284	341

Condamnations pour violences involontaires [fin]

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
	Blessures involontaires par conducteur : contraventions de 5e classe					
1	**Toutes condamnations pour blessures invol. par conducteur ITT< 3 mois**	**10 141**	**9 006**	**2 781**	**377**	**647**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Amende**	**8 005**	**7 184**	**2 311**	**319**	**563**
3	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	7 695	6 992	2 222	311	472
4	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*293*	*297*	*326*	*380*	*390*
5	Assortie d'un sursis total	310	192	89	8	91
6	**Peine de substitution**	**2 064**	**1 745**	**433**	**48**	**50**
7	dont suspension du permis de conduire	2 031	1 728	419	48	36
8	**Autres décisions**	**72**	**77**	**37**	**10**	**34**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
9	Hommes	7 674	6 826	2 100	304	490
10	Femmes	2 467	2 180	681	73	157
	Âge des condamnés					
11	Moins de 16 ans	17	16	10	4	14
12	de 16 ans à moins de 18 ans	10	11	7	4	12
13	de 18 ans à moins de 20 ans	600	626	243	27	17
14	de 20 ans à moins de 25 ans	2 113	1 821	545	91	101
15	de 25 ans à moins de 30 ans	1 275	1 111	353	50	79
16	de 30 ans à moins de 40 ans	2 036	1 731	565	72	143
17	de 40 ans à moins de 60 ans	2 680	2 429	717	92	221
18	60 ans et plus	1 410	1 261	341	37	60
	Nationalité des condamnés					
19	Français	8 561	7 581	2 338	311	545
20	Étrangers	753	683	227	30	52
21	Non déclarés	827	742	216	36	50

Justice pénale

Les condamnations décrites dans ce volet répriment les “agressions sexuelles”, qui comprennent toutes les atteintes sexuelles commises avec violence, contrainte, menace ou surprise - art. 222-22 du CP - (viols et autres agressions sexuelles), l’exploitation de la personne (proxénétisme), et diverses infractions moins graves relatives aux mœurs (exhibition sexuelle, outrage aux bonnes mœurs).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l’ensemble des viols, l’ensemble des agressions sexuelles délictueuses, et l’ensemble des condamnations pour proxénétisme.

Code	Définitions et méthode
3 à 7	Les agressions sexuelles de nature criminelle sont **les viols** (art. 222-23 *sqq.* du CP). Le viol simple est puni de 15 ans de réclusion criminelle. Si le viol est commis avec certaines circonstances aggravantes, la peine encourue s’élève à 20 ans de réclusion [sur mineur de 15 ans, sur personne vulnérable, par un ascendant avec menace ou usage d’une arme], à 30 ans lorsqu’il a entraîné la mort, et à la réclusion criminelle à perpétuité lorsqu’il est commis avec tortures ou actes de barbarie.
4	Les viols de mineurs par ascendant ou personne ayant autorité sont inclus dans les viols avec circonstances aggravantes.
6	Sur majeur ou mineur de plus de 15 ans.
9	**L’exhibition sexuelle**, imposée à la vue d’autrui dans un lieu accessible aux regards du public, est punie d’un an d’emprisonnement et de 15 000 Euros d’amende (Art. 222-32 du CP). Ces faits étaient qualifiés “*outrage public à la pudeur*” dans l’ancien Code pénal.
10, 11	**Le proxénétisme** est aggravé par l’usage de violences ou de menaces, par l’existence d’un lien de famille entre l’auteur et la victime, et par la pluralité d’auteurs et de victimes. Le délit ainsi défini est alors passible d’un emprisonnement de 10 ans.
12 à 17	Les agressions sexuelles autres que le viol sont punies de cinq ans d’emprisonnement et de 75 000 Euros d’amende (Art. 222-27 du CP). Les peines sont portées à sept ans d’emprisonnement et 100 000 Euros d’amende lorsque ces agressions ont entraîné des blessures, sont commises par un ascendant ou une personne ayant autorité, par plusieurs personnes ou avec une arme (Art. 222-28 du CP) ou quand elles sont imposées à un mineur de quinze ans ou à une personne particulièrement vulnérable (Art. 222-29 du CP). Enfin, les agressions sexuelles ont punies de dix ans d’emprisonnement et de 150 000 Euros d’amende quand elles sont imposées à un mineur de quinze ans ou une personne particulièrement vulnérable et qu’elles ont été commises par un ascendant ou une personne abusant de son autorité, par plusieurs personnes, avec une arme ou qu’elles ont entraîné des blessures (Art. 222-30 du CP).
13	Le fait de harceler autrui en donnant des ordres, proférant des menaces ou exerçant des pressions graves, dans le but d’obtenir des faveurs de nature sexuelle, par une personne abusant de l’autorité que lui confèrent ses fonctions, est puni d’un an d’emprisonnement et de 15 000 Euros d’amende (Art. 222-33 du CP).
17	**Les autres atteintes aux mœurs sur mineur** comprennent le proxénétisme pratiqué sur des victimes mineures, l’excitation de mineurs à la débauche, les outrages aux bonnes mœurs envers mineurs.
19	Jusqu’en 2002, le racolage n’encourait qu’une peine d’amende pour contravention de 5^{e} classe. La loi du 18 mars 2003 (art. 225-10-1) a correctionnalisé cette infraction qui est punie de deux mois d’emprisonnement et de 3 750 euros d’amende.
20	**Les contraventions de 5^{e} classe** répriment dans ce domaine le racolage actif.
	Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour atteintes sexuelles

Code		2002	2003	2004	2005 [r]	2006 [p]
1	**Toutes condamnations pour atteintes sexuelles**	**10 382**	**11 276**	**12 206**	**13 037**	**12 111**
2	**Viols (crimes)**	**1 582**	**1 710**	**1 759**	**1 802**	**1 710**
3	Commis par plusieurs personnes	145	163	176	161	89
4	Avec circonstances aggravantes	647	678	636	675	647
5	Sur mineur de moins de 15 ans	433	486	540	557	535
6	Viol par ascendant ou personne ayant autorité	102	85	101	98	116
7	Viols simples et autres	255	298	306	311	323
8	**Atteintes sexuelles (délits)**	**8 613**	**9 385**	**10 446**	**11 235**	**10 401**
9	Exhibition sexuelle	1 872	1 938	2 211	2 172	2 084
10	Proxénétisme	227	225	244	242	248
11	Proxénétisme aggravé	131	269	295	299	275
12	Agression sexuelle	1 241	1 326	1 441	1 677	1 624
13	*dont harcèlement sexuel*	*24*	*27*	*47*	*51*	*62*
14	Aggression sexuelle avec circonstance aggravante	519	537	539	650	602
15	Atteinte sexuelle sur mineur sans circonstance aggravante	310	276	269	254	278
16	Atteinte ou agression sexuelle sur mineur avec circonstance aggravante	3 656	3 783	3 836	3 836	3 570
17	Agression sexuelle par ascendant ou personne ayant autorité	220	247	250	299	235
18	Autres atteintes aux mœurs sur mineur	437	493	610	818	1 011
19	Racolage public		291	751	988	474
20	**Racolage actif (contraventions de 5e classe)**	**187**	**181**	**1**	**0**	**0**
	Viols					
21	**Toutes condamnations pour viols (cf. code 2)**	**1 582**	**1 710**	**1 759**	**1 802**	**1 710**
◆	**Nature de la peine**					
22	**Peine privative de liberté**	**1 565**	**1 691**	**1 741**	**1 782**	**1 675**
23	*dont réclusion criminelle*	*589*	*598*	*586*	*611*	*578*
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 383	1 472	1 488	1 492	1 362
25	Moins d'un an	73	71	81	66	55
26	1 an à moins de 3 ans	126	140	165	158	134
27	3 ans à moins de 5 ans	101	133	139	109	102
28	5 ans à moins de 10 ans	462	478	480	516	493
29	10 ans à moins de 20 ans	573	612	584	608	542
30	20 ans et plus (sans perpétuité)	44	35	37	33	33
31	Perpétuité	4	3	2	2	3
32	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)*	*103,8*	*99,2*	*97,4*	*100,3*	*101,5*
33	Assortie d'un sursis total	182	219	253	290	313
34	Sursis simple	63	69	81	99	124
35	Sursis avec mise à l'épreuve	119	150	172	190	188
36	Avec travail d'intérêt général	0	0	0	1	1
37	**Autres décisions**	**17**	**19**	**18**	**20**	**35**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
38	Hommes	1 554	1 686	1 722	1 773	1 686
39	Femmes	28	24	37	29	24
	Âge des condamnés					
40	Moins de 16 ans	222	274	341	340	354
41	de 16 ans à moins de 18 ans	141	147	158	140	115
42	de 18 ans à moins de 20 ans	80	109	113	103	99
43	de 20 ans à moins de 25 ans	149	183	167	241	174
44	de 25 ans à moins de 30 ans	189	194	208	224	175
45	de 30 ans à moins de 40 ans	460	450	406	402	433
46	de 40 ans à moins de 60 ans	315	306	327	324	328
47	60 ans et plus	26	47	39	28	32
	Nationalité des condamnés					
48	Français	1 378	1 487	1 533	1 563	1 471
49	Étrangers	164	175	151	173	152
50	Non déclarés	40	48	75	66	87

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
	Agressions sexuelles (délits)					
1	**Toutes condamnations pour agressions sexuelles** (page précédente, codes 12 à 17)	**5 946**	**6 169**	**6 335**	**6 716**	**6 309**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Emprisonnement**	**5 341**	**5 598**	**5 647**	**5 945**	**5 494**
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	2 341	2 395	2 404	2 439	2 120
4	Moins de 3 mois	99	124	98	94	109
5	3 mois à moins de 6 mois	238	195	232	225	214
6	6 mois à moins d'un an	515	511	499	526	432
7	1 an à moins de 3 ans	921	988	998	1 002	831
8	3 ans à moins de 5 ans	384	408	400	370	336
9	5 ans et plus	184	169	177	222	198
10	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*20,9*	*21,0*	*21,1*	*21,6*	*21,5*
11	Assorti d'un sursis total	3 000	3 203	3 243	3 506	3 374
12	Sursis simple	1 265	1 435	1 492	1 740	1 680
13	Sursis avec mise à l'épreuve	1 725	1 758	1 744	1 750	1 681
14	Avec Travail d'intérêt général	10	10	7	16	13
15	**Amende**	**58**	**56**	**45**	**65**	**70**
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	48	47	37	53	56
17	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*808*	*808*	*662*	*1 134*	*1 021*
18	Assortie d'un sursis total	10	9	8	12	14
19	**Autres décisions**	**547**	**515**	**643**	**706**	**745**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
20	Hommes	5 853	6 083	6 244	6 621	6 226
21	Femmes	93	86	91	95	83
	Âge des condamnés					
22	Moins de 16 ans	983	1 024	1 242	1 293	1 322
23	de 16 ans à moins de 18 ans	329	308	287	363	293
24	de 18 ans à moins de 20 ans	282	293	315	320	296
25	de 20 ans à moins de 25 ans	461	497	503	498	520
26	de 25 ans à moins de 30 ans	556	575	584	583	539
27	de 30 ans à moins de 40 ans	1 380	1 413	1 413	1 504	1 360
28	de 40 ans à moins de 60 ans	1 523	1 634	1 613	1 724	1 602
29	60 ans et plus	432	425	378	431	377
	Nationalité des condamnés					
30	Français	5 352	5 477	5 630	5 899	5 464
31	Étrangers	445	539	535	598	539
32	Non déclarés	149	153	170	219	306

Condamnations pour atteintes sexuelles (fin)

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
	Proxénétisme					
1	**Toutes condamnations pour proxénétisme**	**358**	**494**	**539**	**541**	**523**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Emprisonnement**	**315**	**460**	**507**	**479**	**477**
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	189	332	355	309	287
4	Moins de 3 mois	5	7	11	20	6
5	3 mois à moins de 6 mois	22	22	33	43	28
6	6 mois à moins d'un an	41	34	50	42	61
7	1 an à moins de 3 ans	57	155	125	99	101
8	3 ans à moins de 5 ans	33	55	74	55	48
9	5 ans et plus	31	59	62	50	43
10	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*26,3*	*29,6*	*28,1*	*26,9*	*26,0*
11	Assorti d'un sursis total	126	128	152	170	190
12	Sursis simple	115	124	139	156	175
13	Sursis avec mise à l'épreuve	11	4	13	13	14
14	Avec travail d'intérêt général	0	0	0	1	1
15	**Amende**	**35**	**22**	**25**	**45**	**35**
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	27	17	19	35	26
17	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*4 378*	*8 029*	*2 455*	*3 100*	*3 329*
18	Assortie d'un sursis total	8	5	6	10	9
19	**Autres décisions**	**8**	**12**	**7**	**17**	**11**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
20	Hommes	275	378	399	408	359
21	Femmes	83	116	140	133	164
	Âge des condamnés					
22	Moins de 18 ans	1	2	4	2	1
23	de 18 ans à moins de 20 ans	7	13	23	25	21
24	de 20 ans à moins de 25 ans	30	93	108	109	69
25	de 25 ans à moins de 30 ans	65	100	104	93	79
26	de 30 ans à moins de 40 ans	122	150	146	170	178
27	de 40 ans à moins de 60 ans	118	124	136	130	153
28	60 ans et plus	15	12	18	12	22
	Nationalité des condamnés					
29	Français	226	223	232	244	249
30	Étrangers	116	255	284	272	235
31	Non déclarés	16	16	23	25	39

Les infractions portant atteinte à la famille sont étroitement liées au divorce. La plus grande partie des condamnations répertoriées ici concerne les abandons de famille.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions relatives à la famille.

Définitions et méthodes

Code

4 **L'abandon de famille**, défini par l'article 227-3 du CP, sanctionne le défaut de paiement pendant plus de deux ans de la pension alimentaire ou de la contribution fixée par décision judiciaire, au profit d'un enfant mineur, d'un ascendant, d'un descendant ou d'un conjoint.

5 **La non-représentation d'enfant** sanctionne le fait, pour le père ou la mère, de ne pas représenter l'enfant à ceux qui ont le droit de le réclamer (art. 227-5 du CP).

6 **L'abandon de foyer** inclut les mauvais traitements ou les défauts de soins à un enfant.

7 Le poste "**autres délits**" comprend principalement la bigamie.

8 à 15 Les "**autres atteintes à la personne**" rassemblent toutes les autres infractions portant atteinte à la santé morale ou physique de l'individu. Elles comprennent par ordre d'importance numérique, la divulgation de fausses informations destinées à faire croire à un attentat criminel, la violation de sépulture, l'atteinte à la vie privée par différents moyens, et la violation du secret professionnel.

16 **Les contraventions de 5e classe** sont peu nombreuses en ce domaine. Elles sanctionnent le non-paiement d'une pension alimentaire par le tiers débiteur tenu au paiement direct, et l'emploi d'enfant d'âge scolaire, ou de femme mineure, dans un débit de boissons à consommer sur place.

Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour atteintes à la famille

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour atteintes à la famille et autres atteintes à la personne**	**12 170**	**14 801**	**17 187**	**18 279**	**18 350**
2	**Délits**	**12 064**	**14 625**	**16 866**	**17 996**	**18 074**
3	**Atteintes à la famille**	**5 323**	**5 390**	**5 805**	**6 218**	**6 023**
4	Abandon de famille	4 696	4 539	4 678	4 912	4 753
5	Non représentation d'enfant	546	744	973	1 128	1 056
6	Abandon de foyer	75	105	134	137	169
7	Autres	6	2	20	41	45
8	**Autres atteintes à la personne**	**6 741**	**9 235**	**11 061**	**11 778**	**12 051**
9	Violation de domicile	818	1 177	1 287	1 332	1 326
10	Atteinte à la vie privée	996	1 543	1 915	2 045	2 093
11	Diffamation, discrimination	371	379	559	711	744
12	Menaces	2 610	3 648	4 808	5 491	5 921
13	Mise en danger d'autrui, non assistance à personne en danger	1 525	2 026	1 991	1 629	1 417
14	Détention, séquestration	386	415	449	518	507
15	Autres	35	47	52	52	43
16	**Contraventions de 5e classe**	**106**	**176**	**321**	**283**	**276**
	Atteintes à la famille					
17	**Toutes condamnations pour atteintes à la famille (cf. code 3)**	**5 323**	**5 390**	**5 805**	**6 218**	**6 023**
◆	**Nature de la peine**					
18	**Emprisonnement**	**4 355**	**4 392**	**4 638**	**4 872**	**4 670**
19	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	941	928	943	990	907
20	Moins de 3 mois	237	236	224	266	261
21	3 mois à moins de 6 mois	399	365	387	414	368
22	6 mois à moins d'un an	188	209	208	193	182
23	1 an et plus	117	118	124	117	96
24	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*4,8*	*4,8*	*4,9*	*4,7*	*4,8*
25	Assorti d'un sursis total	3 414	3 464	3 695	3 882	3 763
26	Sursis simple	1 059	1 210	1 341	1 637	1 620
27	Sursis avec mise à l'épreuve	2 352	2 252	2 349	2 242	2 137
28	Avec travail d'intérêt général	3	2	5	3	6
29	**Amende**	**222**	**232**	**297**	**398**	**393**
30	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	85	95	118	160	149
31	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*983*	*816*	*737*	*875*	*704*
32	Assortie d'un sursis total	137	137	179	238	244
33	**Dispense de peine**	**719**	**747**	**838**	**886**	**907**
34	**Autres décisions**	**27**	**19**	**32**	**62**	**53**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes	4 726	4 621	4 819	5 120	4 977
36	Femmes	597	769	986	1 098	1 046
	Âge des condamnés					
37	Moins de 18 ans	0	1	1	1	0
38	de 18 ans à moins de 20 ans	4	8	11	17	21
39	de 20 ans à moins de 25 ans	114	158	185	200	173
40	de 25 ans à moins de 30 ans	523	527	615	640	620
41	de 30 ans à moins de 40 ans	2 192	2 324	2 486	2 705	2 522
42	de 40 ans à moins de 60 ans	2 381	2 280	2 401	2 564	2 578
43	60 ans et plus	109	92	106	91	109
	Nationalité des condamnés					
44	Français	4 355	4 475	4 774	5 174	4 953
45	Étrangers	576	547	615	637	645
46	Non déclarés	392	368	416	407	425

Justice pénale

Ces infractions, qui portent atteinte à la propriété, constituent un des deux grands contentieux de masse que doit traiter l'institution judiciaire. Elles sont qualifiées crimes ou délits selon les actes de violence qui ont accompagné le vol.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour trois groupes d'infractions : l'ensemble des vols criminels, l'ensemble des vols délictueux, et l'ensemble des recels délictueux.

Définitions et méthode

Code

3 et 4 **Le vol** est qualifié crime, et l'auteur encourt la réclusion criminelle, si l'infraction a été accompagnée de violences ayant entraîné des atteintes corporelles graves (torture ou actes de barbarie ou violence ayant entraîné la mort ou une mutilation ou une infirmité permanente) ou si elle a été commise avec usage ou menace d'une arme ou encore en bande organisée (art. 311-7 à 311-10 du CP).

5 **Le recel** est qualifié crime quand son auteur a reçu des objets provenant d'une soustraction frauduleuse, dont il connaissait les circonstances aggravantes qui l'accompagnaient et qui en faisaient un crime.

7 à 14 **Le vol et le recel délictueux** sont des délits passibles de peines d'emprisonnement, dont la durée varie avec les circonstances de l'infraction : trois ans pour le vol simple, et jusqu'à dix ans si le vol s'accompagne de trois circonstances aggravantes (en réunion, avec violences, avec dégradations, dans un local d'habitation par ruse, escalade, ou effraction, dans un véhicule affecté au transport collectif de voyageurs, lorsqu'il est commis par une personne dépositaire de l'autorité publique ou lorsqu'il est facilité par l'état d'une personne particulièrement vulnérable – art. 311-3 à 311-6 du CP –).

Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour vols et recels

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour vol et recel**	**84 217**	**104 674**	**112 943**	**114 526**	**110 985**
2	**Crimes**	**552**	**536**	**619**	**657**	**624**
	Vols qualifiés - recels qualifiés					
3	Vol avec port d'arme	406	411	483	485	424
4	Autres vols qualifiés	131	102	113	146	159
5	Recel qualifié	15	23	23	26	41
6	**Délits**	**83 665**	**104 138**	**112 324**	**113 869**	**110 361**
	Vols - recels					
7	Vol simple	22 128	29 580	30 870	30 099	28 827
8	Vol avec effraction	4 900	5 517	5 404	5 105	4 994
9	Vol avec violence	5 777	5 743	5 150	4 921	4 703
10	Vol avec destruction ou dégradation	6 866	7 868	8 130	7 817	7 487
11	Vols avec une circonstance aggravante	14 873	20 113	22 610	23 361	23 601
12	Vols avec 2 ou 3 circonstances aggravantes	16 995	19 780	22 181	24 162	23 219
13	Recel simple	10 610	13 392	15 561	15 994	15 217
14	Recel aggravé	1 516	2 145	2 418	2 410	2 313

Vols qualifiés (crimes)

15	**Toutes condamnations pour vols qualifiés (cf. codes 3 et 4)**	**537**	**513**	**596**	**631**	**583**
◆	**Nature de la peine**					
16	**Peine privative de liberté**	**537**	**513**	**595**	**628**	**580**
17	*dont réclusion criminelle*	*195*	*136*	*151*	*179*	*164*
18	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	514	491	563	605	554
19	Moins d'un an	19	18	24	23	19
20	1 an à moins de 3 ans	37	59	54	54	52
21	3 ans à moins de 5 ans	51	59	68	78	78
22	5 ans à moins de 10 ans	201	219	256	251	241
23	10 ans à moins de 20 ans	171	125	145	180	143
24	20 ans et plus (sans perpétuité)	29	11	15	17	18
25	perpétuité	6	0	1	2	3
26	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)*	*102,5*	*88,4*	*88,8*	*93,0*	*92,2*
27	Assortie d'un sursis total	23	22	32	23	26
28	Sursis simple	15	8	18	14	13
29	Sursis avec mise à l'épreuve	8	14	14	9	11
30	Avec Travail d'intérêt général					2
31	**Autres décisions**	**0**	**0**	**1**	**3**	**3**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
32	Hommes	523	501	579	604	565
33	Femmes	14	12	17	27	18
	Âge des condamnés					
34	Moins de 16 ans	18	12	23	18	20
35	de 16 ans à moins de 18 ans	39	38	50	56	44
36	de 18 ans à moins de 20 ans	48	80	70	81	84
37	de 20 ans à moins de 25 ans	166	183	186	200	195
38	de 25 ans à moins de 30 ans	101	74	95	112	76
39	de 30 ans à moins de 40 ans	115	84	120	115	119
40	de 40 ans à moins de 60 ans	47	40	50	48	45
41	60 ans et plus	3	2	2	1	0
	Nationalité des condamnés					
42	Français	452	432	510	535	484
43	Étrangers	73	57	63	76	77
44	Non déclarés	12	24	23	20	22

Condamnations pour vols et recels (suite)

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
	Vols (délits)					
1	**Toutes condamnations pour délit de vol** (cf. page précédente, codes 7 à 12)	**71 539**	**88 601**	**94 345**	**95 465**	**92 831**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Emprisonnement**	**54 138**	**67 662**	**69 892**	**68 022**	**64 869**
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	29 917	32 230	32 570	32 500	31 648
4	Moins de 3 mois	5 896	8 192	9 421	9 511	9 719
5	3 mois à moins de 6 mois	10 254	10 572	10 601	10 592	10 183
6	6 mois à moins d'un an	8 728	8 370	7 619	7 557	7 224
7	1 an à moins de 3 ans	4 312	4 200	4 125	4 011	3 720
8	3 ans à moins de 5 ans	549	652	598	629	601
9	5 ans et plus	178	244	206	200	201
10	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*7,0*	*6,8*	*6,4*	*6,4*	*6,2*
11	Assorti d'un sursis total	24 221	35 432	37 322	35 522	33 221
12	Sursis simple	13 670	24 386	25 475	24 736	23 153
13	Sursis avec mise à l'épreuve	7 091	7 788	8 409	7 526	7 040
14	Avec Travail d'intérêt général	3 460	3 258	3 438	3 260	3 028
15	**Amende**	**4 204**	**6 189**	**6 738**	**6 687**	**6 834**
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	3 431	5 060	5 440	5 370	5 505
17	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*464*	*400*	*387*	*369*	*351*
18	Assortie d'un sursis total	773	1 129	1 298	1 317	1 329
19	**Peine de substitution**	**5 792**	**6 322**	**6 660**	**7 592**	**7 983**
20	Travail d'intérêt général	3 528	3 487	3 740	4 347	4 685
21	Jours-amende	1 847	2 384	2 555	2 872	2 973
22	Suspension du permis de conduire	301	309	242	207	156
23	Autres	116	142	123	166	169
24	**Mesure et sanction éducative**	**6 792**	**7 533**	**9 899**	**11 733**	**11 769**
25	dont admonestation	4 713	5 114	6 505	8 045	7 936
26	**Dispense de peine**	**613**	**895**	**1 156**	**1 431**	**1 376**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
27	Hommes	64 631	78 315	83 281	84 585	82 417
28	Femmes	6 908	10 286	11 064	10 880	10 414
	Âge des condamnés					
29	Moins de 16 ans	5 850	7 144	10 535	10 839	10 363
30	de 16 ans à moins de 18 ans	7 706	8 154	9 817	13 243	13 255
31	de 18 ans à moins de 20 ans	11 529	15 561	17 384	16 832	16 495
32	de 20 ans à moins de 25 ans	19 771	24 065	23 041	21 867	21 451
33	de 25 ans à moins de 30 ans	10 196	12 317	11 601	10 985	10 269
34	de 30 ans à moins de 40 ans	11 595	14 770	15 041	14 347	13 536
35	de 40 ans à moins de 60 ans	4 723	6 338	6 671	7 087	7 159
36	60 ans et plus	169	252	255	265	303
	Nationalité des condamnés					
37	Français	57 847	70 272	76 136	76 980	75 070
38	Étrangers	10 729	14 846	14 567	13 504	11 608
39	Non déclarés	2 963	3 483	3 642	4 981	6 153

Condamnations pour vols et recels (fin)

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
	Recels (délits)					
1	**Toutes condamnations pour délits de recel**	**12 126**	**15 537**	**17 979**	**18 404**	**17 530**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Emprisonnement**	**8 729**	**11 281**	**12 673**	**12 302**	**11 622**
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	4 450	5 049	5 396	5 528	5 427
4	Moins de 3 mois	802	1 130	1 417	1 558	1 720
5	3 mois à moins de 6 mois	1 532	1 749	1 844	1 893	1 875
6	6 mois à moins d'un an	1 356	1 345	1 248	1 242	1 108
7	1 an à moins de 3 ans	651	699	742	698	583
8	3 ans à moins de 5 ans	84	91	113	96	108
9	5 ans et plus	25	35	32	41	33
10	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*7,0*	*6,9*	*6,7*	*6,4*	*6,1*
11	Assorti d'un sursis total	4 279	6 232	7 277	6 774	6 195
12	Sursis simple	2 893	4 850	5 656	5 469	4 962
13	Sursis avec mise à l'épreuve	950	1 008	1 156	931	882
14	Avec travail d'intérêt général	436	374	465	374	351
15	**Amende**	**1 260**	**1 742**	**2 190**	**2 371**	**2 307**
16	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 107	1 514	1 900	2 011	1 906
17	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*912*	*776*	*688*	*740*	*578*
18	Assortie d'un sursis total	153	228	290	360	401
19	**Peine de substitution**	**1 114**	**1 271**	**1 509**	**1 672**	**1 571**
20	**Mesure et sanction éducative**	**944**	**1 113**	**1 458**	**1 847**	**1 800**
21	**Dispense de peine**	**79**	**130**	**149**	**212**	**230**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
22	Hommes	11 012	13 950	16 094	16 309	15 629
23	Femmes	1 114	1 587	1 885	2 095	1 901
	Âge des condamnés					
24	Moins de 16 ans	577	745	1 155	1 175	1 112
25	de 16 ans à moins de 18 ans	961	1 073	1 426	2 021	1 974
26	de 18 ans à moins de 20 ans	1 735	2 646	3 246	3 046	2 905
27	de 20 ans à moins de 25 ans	3 531	4 476	5 004	4 812	4 532
28	de 25 ans à moins de 30 ans	1 864	2 199	2 489	2 387	2 354
29	de 30 ans à moins de 40 ans	2 116	2 711	2 826	2 971	2 779
30	de 40 ans à moins de 60 ans	1 287	1 590	1 743	1 882	1 785
31	60 ans et plus	55	97	90	110	89
	Nationalité des condamnés					
32	Français	9 519	12 240	14 542	14 816	14 042
33	Étrangers	2 113	2 641	2 729	2 704	2 469
34	Non déclarés	494	656	708	884	1 019

Les escroqueries et abus de confiance comprennent l'ensemble des condamnations relatives aux infractions "astucieuses" contre les biens.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions présentées dans cette rubrique.

Code | Définitions et méthode

3 | **L'escroquerie** est le fait d'utiliser un faux nom ou une fausse qualité ou des manœuvres frauduleuses pour obtenir la remise de fonds ou de valeurs (art. 313-1 CP). On y trouve, entre autres, les fraudes ou fausses déclarations pour l'obtention des prestations chômage.

4 | **L'abus de confiance ou de blanc-seing** peut être puni d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 10 ans et 1,5 million d'Euros d'amende si l'infraction est réalisée par un mandataire de justice ou un officier public ou ministériel, soit dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, soit en raison de sa qualité (art. 314-3 du CP).

8 | Le poste "**autres filoutteries**" comprend les filoutteries de carburants et les filoutteries de voitures de louage.

| **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour escroqueries et abus de confiance

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour escroqueries et abus de confiance**	**10 673**	**12 974**	**14 189**	**15 171**	**15 157**
2	**Délits**	**10 673**	**12 974**	**14 189**	**15 171**	**15 157**
3	Escroquerie	4 666	5 544	6 273	6 961	7 219
4	Abus de confiance ou de blanc-seing	3 024	3 139	3 144	3 242	3 212
5	Détournement, destruction d'objet saisi ou gagé	192	216	186	237	249
6	Filouterie d'hôtel	187	262	287	272	251
7	Filouterie d'aliments	182	327	358	318	312
8	Autres filouteries	466	1 277	1 414	1 484	1 363
9	Extorsion de fonds, chantage	1 956	2 209	2 527	2 657	2 551
◆	**Nature de la peine**					
10	**Emprisonnement**	**8 466**	**10 220**	**10 998**	**11 771**	**11 554**
11	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	3 622	4 064	4 214	4 457	4 488
12	Moins de 3 mois	528	773	903	999	1 080
13	3 mois à moins de 6 mois	928	1 116	1 086	1 126	1 169
14	6 mois à moins d'un an	1 181	1 138	1 083	1 182	1 109
15	1 an à moins de 3 ans	842	856	962	961	942
16	3 ans à moins de 5 ans	114	148	136	148	145
17	5 ans et plus	29	33	44	41	43
18	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*8,9*	*8,6*	*8,6*	*8,5*	*8,4*
19	Assorti d'un sursis total	4 844	6 156	6 784	7 314	7 066
20	Sursis simple	2 961	4 054	4 657	5 293	5 193
21	Sursis avec mise à l'épreuve	1 694	1 877	1 923	1 798	1 661
22	Avec travail d'intérêt général	189	225	204	223	212
23	**Amende**	**1 080**	**1 389**	**1 529**	**1 482**	**1 679**
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	926	1 144	1 253	1 177	1 284
25	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*1 983*	*1 078*	*1 004*	*913*	*864*
26	Assortie d'un sursis total	154	245	276	305	395
27	**Peine de substitution**	**511**	**732**	**765**	**904**	**915**
28	Suspension du permis de conduire	39	48	43	49	39
29	Jours-amende	319	470	490	564	516
30	Travail d'intérêt général	137	198	216	264	323
31	Autres	16	16	16	27	37
32	**Mesure et sanction éducative**	**398**	**393**	**564**	**627**	**627**
33	dont admonestation	273	229	380	420	411
34	**Dispense de peine**	**218**	**240**	**333**	**387**	**382**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes	8 730	10 523	11 406	12 170	11 933
36	Femmes	1 943	2 451	2 783	3 001	3 224
	Âge des condamnés					
37	Moins de 16 ans	441	437	655	723	625
38	de 16 ans à moins de 18 ans	399	409	551	743	749
39	de 18 ans à moins de 20 ans	808	1 209	1 422	1 346	1 409
40	de 20 ans à moins de 25 ans	2 028	2 635	2 900	3 091	3 049
41	de 25 ans à moins de 30 ans	1 513	1 970	2 041	2 127	2 159
42	de 30 ans à moins de 40 ans	2 616	3 031	3 222	3 536	3 486
43	de 40 ans à moins de 60 ans	2 691	3 104	3 179	3 387	3 446
44	60 ans et plus	177	179	219	218	234
	Nationalité des condamnés					
45	Français	8 766	10 615	11 769	12 370	12 193
46	Étrangers	1 378	1 809	1 868	2 025	2 110
47	Non déclarés	529	550	552	776	854

Justice pénale

Ce contentieux comprend l'ensemble des destructions ou dégradations perpétrées sur un bien de nature publique ou privée.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des délits ayant entraîné la destruction ou la dégradation d'un bien d'autrui.

Code | Définitions et méthode

2 | Les destructions par des moyens dangereux sont de nature criminelle si elles ont entraîné pour autrui une incapacité de travail (art. 322-7 à 322-11 du CP), dans le cas d'incendie volontaire ou d'acte de terrorisme par exemple.
Dans les autres cas, ce sont des délits classés selon les moyens utilisés pour détruire, selon la nature du bien détruit ou endommagé, ou selon la gravité du dommage.

9 | Le poste "**autres**" contient essentiellement les incendies involontaires de forêts, bois, landes, maquis ou plantations.

| **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour destructions et dégradations

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour destruction et dégradation**	**12 977**	**15 797**	**17 503**	**19 242**	**20 584**
2	**Crimes**	**27**	**17**	**31**	**25**	**66**
3	**Délits**	**12 950**	**15 780**	**17 472**	**19 217**	**20 518**
4	Destruction d'un bien d'autrui	5 631	7 305	8 276	8 609	8 578
5	Destruction d'un bien d'autrui par explosion, incendie	2 062	2 678	2 826	3 399	3 699
6	Destruction d'un bien d'autrui avec effraction	2 872	3 271	3 619	4 222	4 901
7	Dégradation de monument d'utilité publique	2 141	2 227	2 402	2 607	2 951
8	Acte de cruauté sur animal domestique	173	187	195	183	198
9	Autres	71	112	154	197	191
10	**Toutes condamnations pour délit de destruction ou dégradation (cf. code 3)**	**12 950**	**15 780**	**17 472**	**19 217**	**20 518**
◆	**Nature de la peine**					
11	**Emprisonnement**	**7 770**	**9 634**	**10 014**	**10 646**	**10 778**
12	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	2 987	3 485	3 573	4 117	3 978
13	Moins de 3 mois	948	1 270	1 402	1 686	1 691
14	3 mois à moins de 6 mois	1 029	1 131	1 116	1 323	1 194
15	6 mois à moins d'un an	668	680	657	733	688
16	1 an à moins de 3 ans	293	349	351	332	346
17	3 ans et plus	49	55	47	43	59
18	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*5,6*	*5,3*	*5,1*	*4,6*	*4,9*
19	Assorti d'un sursis total	4 783	6 149	6 441	6 529	6 800
20	Sursis simple	2 354	3 508	3 614	3 781	4 021
21	Sursis avec mise à l'épreuve	1 905	2 148	2 177	2 054	2 091
22	Avec travail d'intérêt général	524	493	650	694	688
23	**Amende**	**1 869**	**2 217**	**2 571**	**2 751**	**2 910**
24	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 542	1 830	2 098	2 223	2 248
25	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*525*	*492*	*436*	*422*	*417*
26	Assortie d'un sursis total	327	387	473	528	662
27	**Peine de substitution**	**1 274**	**1 587**	**1 773**	**2 259**	**2 547**
28	Suspension du permis de conduire	111	128	127	123	85
29	Travail d'intérêt général	727	936	1 057	1 399	1 645
30	Jours-amende	408	496	558	681	770
31	Autres	28	27	31	56	47
32	**Mesure et sanction éducative**	**1 672**	**1 806**	**2 520**	**2 955**	**3 596**
33	dont admonestation	1 129	1 181	1 630	2 068	2 326
34	**Dispense de peine**	**365**	**536**	**594**	**606**	**687**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes	12 357	14 913	16 457	18 139	19 369
36	Femmes	593	867	1 015	1 078	1 149
	Âge des condamnés					
37	Moins de 16 ans	1 550	1 768	2 461	2 575	3 050
38	de 16 ans à moins de 18 ans	1 219	1 176	1 636	2 430	2 957
39	de 18 ans à moins de 20 ans	1 929	2 549	2 860	3 381	3 550
40	de 20 ans à moins de 25 ans	3 285	4 018	3 888	4 308	4 493
41	de 25 ans à moins de 30 ans	1 652	1 999	2 037	1 954	2 005
42	de 30 ans à moins de 40 ans	1 970	2 512	2 724	2 688	2 543
43	de 40 ans à moins de 60 ans	1 254	1 595	1 696	1 697	1 753
44	60 ans et plus	91	163	170	184	167
	Nationalité des condamnés					
45	Français	11 530	14 118	15 796	17 213	18 003
46	Étrangers	1 089	1 324	1 302	1 314	1 335
47	Non déclarés	331	338	374	690	1 180

Justice pénale

Sont regroupées ici les infractions relatives à la circulation routière et aux transports routiers, à l'exception des atteintes corporelles involontaires provoquées par des conducteurs. Ces dernières ont été traitées avec les violences involontaires contre les personnes.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour conduite en état alcoolique et pour les infractions en matière de transport.

Code	Définitions et méthode
4	**La conduite en état alcoolique** est punie d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 4 500 Euros. Elle se caractérise par la présence dans le sang d'un taux d'alcool pur égal ou supérieur à 0,8 gr/1000, ou par la présence dans l'air expiré d'un taux d'alcool pur égal ou supérieur à 0,4 gr/litre.
10	Jusqu'en 2003 **la conduite sans permis** est un délit quand l'auteur est en état de récidive. Dans le cas contraire, elle est qualifiée contravention de 5e classe.
10, 11	**Défaut d'assurance** et **défaut de permis** : ont été correctionnalisés à partir du 12 mars 2004
13	Le poste "**autres délits**" en matière de circulation routière recouvre essentiellement des entraves à la circulation sur voie publique, et des convois de véhicules publicitaires.
17	**Les infractions en matière de navigation** sanctionnent le non respect des règlements en matière maritime, ainsi que le défaut de permis de navigation.
18	Le poste "**autres délits**" en matière de transport regroupe les infractions en matière de transports ferroviaire et aéronautique.
20 à 25	**Les contraventions de 5e classe** en matière de circulation routière sanctionnent jusqu'en 2003 les infractions dites "papiers" (défaut d'assurance, de permis de conduire), ainsi que les excès de grande vitesse > 50 Km/h. On y trouve aussi la vente, la détention, le transport ou l'utilisation d'appareils destinés à perturber les instruments de police routière.
23	Cf. définition 10.
25	Le poste "**autres contraventions de 5e classe**" en matière de circulation routière regroupe le non-respect des règles sur les barrières de dégel ou le passage sur les ponts, ainsi que l'affichage ou le marquage sur des ouvrages ou équipements du domaine routier.
29	Les "**autres contraventions de 5e classe**" en matière de transport concernent l'exercice de commerce non autorisé dans les gares, l'absence de règles de sécurité en matière de navigation, et des infractions relatives au transport de matières dangereuses.
	Nature de la peine, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations relatives à la circulation routière et aux transports

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour infractions en matière de circulation routière et de transports**	**196 421**	**228 451**	**240 611**	**248 089**	**265 919**
2	**Délits**	**126 255**	**139 127**	**163 035**	**210 975**	**242 055**
3	**Circulation routière**	**123 939**	**136 762**	**159 802**	**206 956**	**238 618**
4	Conduite en état alcoolique	100 243	110 010	110 868	118 252	130 231
5	Délit de fuite	8 386	8 267	7 061	5 998	5 336
6	Refus d'obtempérer	6 818	8 169	8 310	8 330	8 757
7	Refus de vérification d'état alcoolique	1 533	1 552	1 572	1 582	1 639
8	Conduite malgré suspension de permis	4 584	5 564	8 293	10 847	13 563
9	Défaut de plaques ou fausses plaques	972	1 044	915	774	769
10	Conduite sans permis	1 207	1 826	11 887	25 860	34 972
11	Défaut d'assurance (depuis le 12-03-2004)			9 855	31 937	39 192
12	Conduite en ayant fait l'usage de stupéfiant		37	735	2 920	3 699
13	Autres	196	293	306	456	460
14	**Transports**	**2 316**	**2 365**	**3 233**	**4 019**	**3 437**
15	Obstacle au contrôle de transport routier	1 405	1 336	1 735	2 250	1 853
16	Transport routier sans autorisation	419	488	727	896	778
17	Infractions en matière de navigation	42	61	62	40	78
18	Autres	450	480	709	833	728
19	**Contraventions de 5e classe**	**70 166**	**89 324**	**77 576**	**37 114**	**23 864**
20	**Circulation routière**	**61 658**	**77 951**	**64 086**	**22 130**	**11 993**
21	Défaut d'assurance	12 850	28 381	28 522	4 887	652
22	Grand excès de vitesse	32 657	29 810	19 937	13 932	10 631
23	Conduite d'un véhicule sans permis	14 672	18 242	14 594	2 593	240
24	Appareil perturbateur d'instrument de police	1 061	817	653	308	182
25	Autres	418	701	380	410	288
26	**Transports**	**8 508**	**11 373**	**13 490**	**14 984**	**11 871**
27	Absence d'autorisation (transport routier)	1 392	2 296	3 665	3 792	2 673
28	Infraction à la règlementation sur les conditions de travail	4 425	4 178	4 104	4 173	3 383
29	Autres	2 691	4 899	5 721	7 019	5 815

Conduite en état alcoolique

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
30	**Toutes condamnations pour conduite en état alcoolique (cf. code 4)**	**100 243**	**110 010**	**110 868**	**118 252**	**130 231**
◆	**Nature de la peine**					
31	**Emprisonnement**	**60 627**	**67 633**	**60 500**	**56 133**	**54 823**
32	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	8 037	9 759	8 982	9 223	9 486
33	Moins de 3 mois	3 720	4 283	3 997	4 055	4 351
34	3 mois à moins de 6 mois	2 803	3 401	3 183	3 394	3 458
35	6 mois à moins d'un an	1 213	1 638	1 463	1 464	1 402
36	1 an et plus	301	437	339	310	275
37	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*3,4*	*3,6*	*3,5*	*3,5*	*3,4*
38	Assorti d'un sursis total	52 590	57 874	51 518	46 910	45 337
39	Sursis simple	38 374	42 174	35 783	32 630	30 350
40	Sursis avec mise à l'épreuve	13 022	14 490	14 503	13 189	13 832
41	Avec travail d'intérêt général	1 194	1 210	1 232	1 091	1 155
42	**Amende**	**22 075**	**26 327**	**35 251**	**44 336**	**55 623**
43	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	21 831	26 107	35 032	44 123	55 056
44	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*333*	*338*	*354*	*341*	*327*
45	Assortie d'un sursis total	244	220	219	213	567

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
	Conduite en état alcoolique (fin)					
1	**Peine de substitution**	**17 239**	**15 763**	**14 807**	**17 553**	**19 548**
2	Suspension du permis de conduire	13 052	11 324	9 916	11 069	12 485
3	Interdiction du permis de conduire	1 722	1 404	1 309	1 272	1 331
4	Travail d'intérêt général	651	707	729	881	1 040
5	Jours-amende	1 675	2 166	2 522	3 124	3 254
6	Autres	139	162	331	1 207	1 438
7	**Autres décisions**	**302**	**287**	**310**	**230**	**237**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
8	Hommes	93 830	102 542	103 236	109 797	120 327
9	Femmes	6 413	7 468	7 632	8 455	9 904
	Âge des condamnés					
10	Moins de 18 ans	66	80	153	187	241
11	de 18 ans à moins de 20 ans	1 611	1 952	2 491	2 682	3 205
12	de 20 ans à moins de 25 ans	12 797	14 293	15 287	16 300	18 636
13	de 25 ans à moins de 30 ans	13 281	14 389	15 067	15 956	18 315
14	de 30 ans à moins de 40 ans	28 863	31 807	31 785	33 275	35 138
15	de 40 ans à moins de 60 ans	39 788	43 180	42 273	45 478	49 751
16	60 ans et plus	3 837	4 309	3 812	4 374	4 945
	Nationalité des condamnés					
17	Français	91 644	99 288	98 525	102 504	111 244
18	Étrangers	7 023	8 282	8 648	9 214	9 039
19	Non déclarés	1 576	2 440	3 695	6 534	9 948

Condamnations relatives à la circulation routière et aux transports [fin]

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
	Infractions en matière de transport					
1	**Toutes condamnations pour délit en matière de transports**	**2 316**	**2 365**	**3 233**	**4 019**	**3 437**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Emprisonnement**	**158**	**125**	**153**	**123**	**113**
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	8	15	14	14	14
4	Moins de 3 mois	6	7	5	7	6
5	3 mois et plus	2	8	9	7	8
6	Assorti d'un sursis total	150	110	139	109	99
7	**Amende**	**2 063**	**2 118**	**2 966**	**3 812**	**3 252**
8	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	1 913	1 959	2 809	3 701	3 171
9	*Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)*	*1 571*	*1 975*	*1 630*	*1 769*	*1 772*
10	Assortie d'un sursis total	150	159	157	111	81
11	**Autres décisions**	**95**	**122**	**114**	**84**	**72**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
12	Hommes	2 222	2 249	3 075	3 876	3 311
13	Femmes	94	116	158	143	126
	Âge des condamnés					
14	Moins de 20 ans	8	13	22	27	28
15	de 20 ans à moins de 25 ans	79	103	141	146	125
16	de 25 ans à moins de 30 ans	215	238	304	375	275
17	de 30 ans à moins de 40 ans	693	740	957	1 215	978
18	de 40 ans à moins de 60 ans	1 229	1 178	1 687	2 088	1 885
19	60 ans et plus	92	93	122	168	146
	Nationalité des condamnés					
20	Français	1 062	1 048	1 381	1 411	1 182
21	Étrangers	1 137	1 187	1 579	1 996	1 480
22	Non déclarés	117	130	273	612	775

Justice pénale

La plus grande partie des condamnations répertoriées ici concerne la contrefaçon de chèques et l'usage.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des délits en matière de chèques.

Code | Définitions et méthode

6 à 25 | **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour infractions sur les chèques

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour délits en matière de chèques**	**1 866**	**2 300**	**2 920**	**3 289**	**3 164**
2	Contrefaçon de chèques et usage	1 578	1 904	2 405	2 625	2 549
3	Retrait ou blocage de provision d'un chèque	119	132	203	283	256
4	Violation de l'interdiction d'émettre	162	253	294	359	331
5	Autres	7	11	18	22	28
◆	**Nature de la peine**					
6	**Emprisonnement**	**1 459**	**1 846**	**2 219**	**2 406**	**2 332**
7	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	553	591	678	708	759
8	Moins de 3 mois	65	91	139	166	202
9	3 mois à moins de 6 mois	210	194	192	219	248
10	6 mois à moins d'un an	196	185	201	186	176
11	1 an à moins de 3 ans	74	104	125	117	113
12	3 ans et plus	8	17	21	20	20
13	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*6,7*	*7,7*	*7,4*	*7,0*	*6,7*
14	Assorti d'un sursis total	906	1 255	1 541	1 698	1 573
15	Sursis simple	436	700	978	1 223	1 177
16	Sursis avec mise à l'épreuve	414	506	509	435	368
17	Avec travail d'intérêt général	56	49	54	40	28
18	**Amende**	**172**	**201**	**317**	**403**	**380**
19	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	139	145	232	305	256
20	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*684*	*868*	*725*	*546*	*739*
21	Assortie d'un sursis total	33	56	85	98	124
22	**Peine de substitution**	**148**	**147**	**210**	**260**	**222**
23	dont interdiction d'émettre des chèques	8	6	16	15	16
24	**Mesure et sanction éducative**	**40**	**45**	**64**	**92**	**108**
25	**Dispense de peine**	**47**	**61**	**110**	**128**	**122**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
26	Hommes	1 317	1 554	1 895	2 098	2 073
27	Femmes	549	746	1 025	1 191	1 091
	Âge des condamnés					
28	Moins de 18 ans	74	81	125	175	174
29	de 18 ans à moins de 20 ans	193	267	372	415	386
30	de 20 ans à moins de 25 ans	531	686	776	863	827
31	de 25 ans à moins de 30 ans	346	382	465	465	464
32	de 30 ans à moins de 40 ans	394	498	640	715	670
33	de 40 ans à moins de 60 ans	315	363	518	620	614
34	60 ans et plus	13	23	24	36	29
	Nationalité des condamnés					
35	Français	1 612	1 980	2 546	2 847	2 721
36	Étrangers	192	256	292	321	332
37	Non déclarés	62	64	82	121	111

Justice pénale

Les condamnations en matière de travail et de sécurité sociale répriment principalement les infractions relatives à l'hygiène et à la sécurité, et le travail illégal.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies seulement pour les condamnations pour travail clandestin.

Définitions et méthode

Code

3 Le non-respect des règles en matière d'**hygiène et de sécurité** est fréquemment sanctionné dans le bâtiment et les travaux publics.

4 Les infractions visées en matière de **travail illégal** sont par ordre d'importance numérique : l'exécution d'un travail dissimulé, le recours au service d'une personne exerçant un travail dissimulé et les délits de marchandage et de prêt illicite de main-d'œuvre, qui sont les principales formes de ce que l'on nomme aujourd'hui la fausse sous-traitance.
Jusqu'en 1985, les infractions en matière de travail illégal n'encouraient qu'une peine d'amende pour contravention de 5e classe. La correctionnalisation de cette infraction en 1985, et les lois spécifiques qui ont suivi, n'ont cessé d'aggraver les peines encourues en cette matière.

13 Le poste "**autres contraventions de 5e classe**" est important. Il regroupe le non-affichage du nom de l'entrepreneur sur un chantier de construction, la non-affiliation de l'employeur à une caisse de congés payés, certaines infractions à la réglementation en matière d'assurances chômage, le non-respect des règles de travail de nuit des jeunes et des femmes, et le paiement de salaires inférieurs au minimum légal.

15 à 30 **Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations relatives au travail et à la sécurité sociale

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour infractions en matière de travail et de sécurité sociale**	**6 505**	**6 329**	**6 572**	**7 163**	**7 209**
2	**Délits**	**6 088**	**5 683**	**5 642**	**6 233**	**6 494**
3	Hygiène et sécurité	838	791	784	831	901
4	Travail illégal	4 748	4 423	4 345	4 761	4 900
5	Entrave aux fonctions de l'inspecteur du travail	267	274	255	261	263
6	Fraudes aux prestations et cotisations sociales	119	115	135	256	290
7	Entrave à la représentation des salariés	99	63	102	95	104
8	Autres	17	17	21	29	36
9	**Contraventions de 5e classe**	**417**	**646**	**930**	**930**	**715**
10	Infraction à l'assujettissement à la sécurité sociale	127	247	281	227	195
11	Infraction à la législation sur les congés	97	95	134	179	133
12	Médecine du travail	106	148	269	286	209
13	Autres	87	156	246	238	178
	Travail illégal					
14	**Toutes condamnations en matière de travail illégal (cf. code 4)**	**4 748**	**4 423**	**4 345**	**4 761**	**4 900**
◆	**Nature de la peine**					
15	**Emprisonnement**	**1 598**	**1 641**	**1 847**	**1 921**	**1 946**
16	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	269	301	253	279	242
17	Moins de 3 mois	49	64	62	59	67
18	3 mois à moins de 6 mois	90	118	92	108	92
19	6 mois à moins d'un an	91	73	62	69	55
20	1 an et plus	39	46	37	43	28
21	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*6,1*	*6,4*	*6,0*	*5,9*	*5,1*
22	Assorti d'un sursis total	1 329	1 340	1 594	1 642	1 704
23	Sursis simple	1 246	1 257	1 502	1 571	1 628
24	Sursis avec mise à l'épreuve	79	78	82	58	73
25	Avec travail d'intérêt général	4	5	10	13	3
26	**Amende**	**2 810**	**2 308**	**2 123**	**2 524**	**2 662**
27	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 376	1 932	1 682	1 961	2 108
28	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*1 784*	*1 688*	*1 637*	*1 584*	*1 538*
29	*Assortie d'un sursis total*	*434*	*376*	*441*	*563*	*554*
30	**Autres décisions**	**340**	**474**	**375**	**316**	**292**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
31	Hommes	4 006	3 784	3 712	4 084	4 203
32	Femmes	742	639	633	677	697
	Âge des condamnés					
33	Moins de 20 ans	37	30	38	40	55
34	de 20 ans à moins de 25 ans	229	240	239	255	267
35	de 25 ans à moins de 30 ans	440	426	416	454	496
36	de 30 ans à moins de 40 ans	1 465	1 322	1 358	1 431	1 468
37	de 40 ans à moins de 60 ans	2 339	2 183	2 104	2 343	2 387
38	60 ans et plus	238	222	190	238	227
	Nationalité des condamnés					
39	Français	3 283	3 058	2 888	3 157	3 116
40	Étrangers	1 322	1 183	1 296	1 436	1 529
41	Non déclarés	143	182	161	168	255

Justice pénale

Les délits ayant fait l'objet de condamnations en matière de sociétés et de commerce, ont été regroupés en trois secteurs : celui des fraudes et contrefaçons, celui des infractions à la législation sur la concurrence et les prix, et enfin celui des infractions à la législation sur les sociétés.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies seulement pour les condamnations pour infractions à la législation sur les sociétés.

La multiplication des infractions recensées dans ces domaines, ainsi que leur complexité, font que les postes "autres" de chacun des groupes présentent des effectifs assez importants (cf. explications ci-dessous).

Code	Définitions et méthode
7	Le poste "**Autres fraudes et contrefaçons**" comporte notamment les fraudes sur l'appellation, la provenance ou l'identification d'une marchandise.
12	Le poste "**Prix illicites et autres**" comporte notamment les infractions en matière de contrats autres que ceux de vente, et les infractions à la législation sur les denrées périssables.
16	Les **abus de biens sociaux** ont été isolés : - abus des biens ou du crédit d'une SARL par un gérant à des fins personnelles - abus des biens ou du crédit d'une société par actions par un dirigeant à des fins personnelles
18	Le poste "**Autres infractions à la législation sur les sociétés**" comprend les infractions sur la tenue des assemblées, les délits afférents aux titres émis par les sociétés, les infractions à la législation sur la constitution des sociétés commerciales et civiles, les infractions liées aux procédures de redressement et liquidation judiciaires des entreprises et de dissolution des sociétés.
19 à 22	**Les contraventions de 5e classe** sont nombreuses en cette matière. Elles répriment principalement le non-respect des règles relatives à l'information du consommateur (marquage de produit), et le non-respect des règles de transport et de stockage de denrées périssables.
22	Le poste "**Autres contraventions de 5e classe**" concerne notamment l' "offre de vente ou prestation de services utilisant irrégulièrement le domaine public", le "non-dépôt au greffe du tribunal des comptes approuvés par l'assemblée générale d'une SARL ou d'une société par actions", et le "non-respect de la réglementation des prix", notamment en matière de taxis.
	Nature de la peine, cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations en matière de sociétés et de commerce

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour infractions en matière de sociétés et de commerce**	**6 150**	**6 646**	**8 594**	**9 671**	**7 744**
2	**Délits**	**4 620**	**4 265**	**4 408**	**5 020**	**4 513**
3	**Fraudes et contrefaçons**	**1 585**	**1 399**	**1 399**	**1 574**	**1 308**
4	Tromperie sur la marchandise	926	703	662	798	634
5	Détention de denrées nuisibles à la santé	171	153	141	156	127
6	Contrefaçon de marque, modèle, œuvre	453	509	568	575	517
7	Autres	35	34	28	45	30
8	**Législation sur la concurrence, les prix**	**1 611**	**1 634**	**1 614**	**1 844**	**1 783**
9	Publicité mensongère	458	393	430	460	365
10	Achat et vente sans facture	116	152	113	105	163
11	Technique de vente répréhensible	471	472	403	552	510
12	Prix illicites et autres	566	617	668	727	745
13	**Législation sur les sociétés**	**1 424**	**1 232**	**1 395**	**1 602**	**1 422**
14	Banqueroute	748	550	641	637	520
15	Gestion et comptabilité délictueuse	485	465	471	574	547
16	*dont abus de biens sociaux*	*439*	*416*	*426*	*518*	*496*
17	Exercice illégal d'une profession	159	179	255	361	330
18	Autres	32	38	28	30	25
19	**Contraventions de 5e classe**	**1 530**	**2 381**	**4 186**	**4 651**	**3 231**
20	Transport, stockage de denrées périssables	816	1 398	2 486	2 735	1 802
21	Non respect des règles relatives à l'information du consommateur	311	518	857	892	729
22	Autres	403	465	843	1 024	700

Législation sur les sociétés

23	**Toutes condamnations pour infraction à la législation sur les sociétés (cf. code 13)**	**1 424**	**1 232**	**1 395**	**1 602**	**1 422**
◆	**Nature de la peine**					
24	**Emprisonnement**	**989**	**848**	**938**	**1 046**	**953**
25	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	192	158	161	181	169
26	Moins de 3 mois	13	13	10	23	18
27	3 mois à moins de 6 mois	43	26	21	35	31
28	6 mois à moins d'un an	61	48	47	47	49
29	1 an à moins de 3 ans	66	51	69	65	63
30	3 ans et plus	9	20	14	11	8
31	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*10,3*	*12,9*	*13,0*	*10,9*	*11,3*
32	Assorti d'un sursis total	797	690	777	865	784
33	Sursis simple	710	625	719	800	715
34	Sursis avec mise à l'épreuve	86	62	57	64	69
35	Avec travail d'intérêt général	1	3	1	1	0
36	**Amende**	**335**	**296**	**318**	**428**	**372**
37	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	283	249	258	334	283
38	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*3 765*	*3 683*	*4 140*	*2 762*	*2 689*
39	Assortie d'un sursis total	52	47	60	94	89
40	**Autres décisions**	**100**	**88**	**139**	**128**	**97**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
41	Hommes	1 191	1 029	1 167	1 341	1 207
42	Femmes	233	203	228	261	215
	Âge des condamnés					
43	moins de 20 ans	12	5	7	14	14
44	de 20 ans à moins de 25 ans	53	45	48	68	60
45	de 25 ans à moins de 30 ans	129	100	110	147	123
46	de 30 ans à moins de 40 ans	412	347	401	471	385
47	de 40 ans à moins de 60 ans	769	680	773	820	768
48	60 ans et plus	49	55	56	82	72
	Nationalité des condamnés					
49	Français	1 134	1 008	1 100	1 232	1 090
50	Étrangers	241	179	243	291	272
51	Non déclarés	49	45	52	79	60

Justice pénale

Les infractions aux finances publiques regroupent essentiellement les fraudes à l'impôt et les infractions de contrebande douanière. Ces dernières sont fréquemment associées à d'autres infractions dans une même condamnation, trafic de stupéfiants par exemple, et dans ce cas ne sont pas comptabilisées dans les infractions principales.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des condamnations prononcées en matière de finances publiques.

Code	Définitions et méthode
20	L'exploitation statistique du Casier judiciaire permet, depuis 1994, de connaître toutes les amendes fiscales ou douanières prononcées à titre principal.
5 à 22	**Nature de la peine**, cf. glossaire

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations relatives aux finances publiques

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour délits en matière d'atteintes aux finances publiques**	**2 692**	**2 256**	**2 362**	**2 576**	**2 664**
2	Fraude à l'impôt	864	898	915	1 003	1 106
3	Infractions douanières	1 352	875	888	1 013	1 040
4	Autres	476	483	559	560	518
◆	**Nature de la peine**					
5	**Emprisonnement**	**2 178**	**1 754**	**1 909**	**1 996**	**2 089**
6	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	1 013	699	694	791	672
7	Moins de 3 mois	107	71	80	88	95
8	3 mois à moins de 6 mois	193	112	135	156	121
9	6 mois à moins d'un an	316	174	169	172	150
10	1 an à moins de 3 ans	340	250	227	291	235
11	3 ans à moins de 5 ans	48	64	64	66	48
12	5 ans et plus	9	28	19	18	23
13	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*11,3*	*15,5*	*13,7*	*13,4*	*13,8*
14	Assorti d'un sursis total	1 165	1 055	1 215	1 205	1 417
15	Sursis simple	934	945	1 094	1 072	1 299
16	Sursis avec mise à l'épreuve	191	89	102	108	100
17	Avec travail d'intérêt général	40	21	19	25	18
18	**Amende**	**392**	**412**	**364**	**481**	**440**
19	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	351	384	336	369	369
20	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*126 244*	*30 131*	*26 415*	*77 813*	*14 785*
21	Assortie d'un sursis total	41	28	28	112	71
22	**Autres décisions**	**122**	**90**	**89**	**99**	**135**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
23	Hommes	2 384	1 941	2 076	2 237	2 317
24	Femmes	308	315	286	339	347
	Âge des condamnés					
25	Moins de 20 ans	243	156	204	200	203
26	de 20 ans à moins de 25 ans	655	357	386	432	423
27	de 25 ans à moins de 30 ans	416	331	349	369	385
28	de 30 ans à moins de 40 ans	586	546	600	677	684
29	de 40 ans à moins de 60 ans	725	806	770	803	897
30	60 ans et plus	67	60	53	95	72
	Nationalité des condamnés					
31	Français	1 913	1 471	1 489	1 625	1 721
32	Étrangers	647	617	691	770	802
33	Non déclarés	132	168	182	181	141

Justice pénale

Sont rassemblées dans ce volet toutes les condamnations pour infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS).
Dans ce domaine, les condamnations sanctionnent en moyenne plus de deux infractions distinctes. L'infraction mentionnée en premier ne reflète pas toujours la qualification la plus grave.

Le nouveau Code pénal a instauré la réclusion criminelle à perpétuité pour sanctionner le fait de diriger ou d'organiser un groupement ayant pour objet la production, la fabrication, l'importation, l'exportation, le transport, la détention, l'offre, la cession, l'acquisition ou l'emploi illicite de stupéfiants (art. 222-34 du CP).
Il punit également de 20 ans de réclusion la production ou la fabrication illicite de stupéfiants, et de 30 ans de réclusion si ces faits sont commis en bande organisée (art. 222-55 du CP).

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les infractions à la législation sur les stupéfiants.

Les condamnations pour infractions à la législation sur les stupéfiants sanctionnent presque toujours deux, voire même trois infractions à la fois. Ce cumul d'infractions ne peut être appréhendé à travers les données fournies ici, mais il peut expliquer la lourdeur des peines prononcées pour une catégorie donnée d'infractions.

Code	Définitions et méthode
2 et 8	**Le trafic de stupéfiants par importation ou exportation** est puni d'une peine de 10 ans d'emprisonnement et de 7 500 000 euros d'amende. Ces faits, lorsqu'ils sont commis en bande organisée, sont qualifiés crimes, et punis de 30 ans de réclusion criminelle (art. 222-36 du CP).
5	L'**usage illicite de stupéfiants** est réprimé par l'article L. 3421-1 du Code de la santé publique qui prévoit une peine d'un an d'emprisonnement et de 3 750 Euros d'amende. Il est également prévu que l'action publique ne soit pas exercée si les personnes ayant fait un usage illicite de stupéfiants ont suivi une cure de désintoxication, ou se sont soumises à une surveillance médicale depuis les faits qui leur sont reprochés.
6, 7 9, 10	**La détention, l'acquisition, le transport, la cession ou l'offre de stupéfiants, l'aide à l'usage par autrui** encourent des peines de 10 ans d'emprisonnement et de 7 500 000 Euros d'amende (art. 222-37 du NCP).
15	Le poste "**Autres délits**" en matière d'infractions à la santé publique comprend les condamnations pour publicité illicite en faveur du tabac, ainsi que le commerce ou l'emploi de substances vénéneuses.
16	**Les contraventions de 5e classe** en matière d'infractions à la santé publique sont très résiduelles, et concernent principalement les débits de boisson et l'ivresse publique.
18 à 41	**Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations relatives à la santé et aux stupéfiants

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour infractions en matière de santé et de stupéfiants**	**22 135**	**28 760**	**32 058**	**34 561**	**35 874**
2	**Crimes**	**22**	**51**	**32**	**27**	**18**
3	**Délits**	**22 111**	**28 698**	**32 018**	**34 529**	**35 850**
4	**Infractions sur les stupéfiants**	**21 777**	**28 316**	**31 618**	**34 123**	**35 377**
5	Usage illicite de stupéfiants	4 707	6 939	8 430	10 027	11 978
6	Détention, acquisition de stupéfiants	8 942	11 525	12 966	13 076	12 673
7	Commerce, emploi, transport de stupéfiants	4 284	5 771	6 163	6 824	7 048
8	Trafic de stupéfiants (exportation-importation)	1 500	2 001	2 034	2 044	1 916
9	Offre et cession de stupéfiants	2 241	1 947	1 880	1 990	1 621
10	Aide à l'usage par autrui de stupéfiants	54	57	50	55	39
11	Autres infractions sur les stupéfiants	49	76	95	107	102
12	**Autres infractions à la santé publique**	**334**	**382**	**400**	**406**	**473**
13	Réglementation sur les débits de boisson	126	154	146	125	143
14	Exercice illégal d'une profession médicale	99	99	99	76	57
15	Autres	109	129	155	205	273
16	**Contraventions de 5e classe**	**2**	**11**	**8**	**5**	**6**
	Infractions sur les stupéfiants (délits)					
17	**Toutes condamnations pour infraction sur les stupéfiants (cf. code 4)**	**21 777**	**28 316**	**31 618**	**34 123**	**35 377**
◆	**Nature de la peine**					
18	**Emprisonnement**	**16 514**	**21 456**	**23 330**	**24 888**	**25 345**
19	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	8 206	11 097	12 018	12 994	13 313
20	Moins de 3 mois	1 396	1 920	2 174	2 460	2 712
21	3 mois à moins de 6 mois	1 866	2 318	2 433	2 726	2 887
22	6 mois à moins d'un an	1 778	2 385	2 455	2 722	2 800
23	1 an à moins de 3 ans	2 027	2 899	3 293	3 514	3 400
24	3 ans à moins de 5 ans	756	1 080	1 079	1 063	1 041
25	5 ans et plus	383	495	584	509	473
26	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*14,3*	*14,4*	*14,6*	*13,5*	*13,0*
27	Assorti d'un sursis total	8 308	10 359	11 312	11 894	12 032
28	Sursis simple	5 307	6 697	7 182	7 506	7 518
29	Sursis avec mise à l'épreuve	2 475	3 043	3 422	3 729	3 957
30	Avec travail d'intérêt général	526	619	708	659	557
31	**Amende**	**2 866**	**4 077**	**4 865**	**4 990**	**5 441**
32	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	2 528	3 699	4 466	4 613	4 965
33	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*1 216*	*438*	*446*	*415*	*436*
34	Assortie d'un sursis total	338	378	399	377	476
35	**Peine de substitution**	**1 656**	**1 884**	**2 178**	**2 471**	**2 854**
36	Travail d'intérêt général	497	561	686	744	883
37	Jours-amende	1 073	1 198	1 382	1 610	1 845
38	Autres	86	125	110	117	126
39	**Mesure et sanction éducative**	**646**	**757**	**1 073**	**1 558**	**1 510**
40	dont admonestation	468	551	728	1 113	1 109
41	**Dispense de peine**	**95**	**142**	**172**	**216**	**227**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
42	Hommes	20 482	26 724	29 891	32 127	33 241
43	Femmes	1 295	1 592	1 727	1 996	2 136
	Âge des condamnés					
44	Moins de 16 ans	433	599	941	1 045	1 085
45	de 16 ans à moins de 18 ans	942	1 053	1 530	2 347	2 193
46	de 18 ans à moins de 20 ans	4 403	5 917	7 087	7 070	7 143
47	de 20 ans à moins de 25 ans	8 435	10 679	11 433	11 921	12 392
48	de 25 ans à moins de 30 ans	3 684	4 678	4 980	5 517	5 968
49	de 30 ans à moins de 40 ans	2 913	3 974	4 152	4 639	4 914
50	de 40 ans à moins de 60 ans	936	1 361	1 450	1 531	1 627
51	60 ans et plus	31	55	45	53	55
	Nationalité des condamnés					
52	Français	18 150	23 454	26 538	28 837	29 921
53	Étrangers	2 979	4 045	4 022	4 100	3 778
54	Non déclarés	648	817	1 058	1 186	1 678

Justice pénale

Les condamnations pour atteintes à l'ordre administratif et judiciaire sanctionnent des outrages ou violences à une personne dépositaire de l'autorité publique ou à magistrat, ainsi que la rébellion et toutes les infractions relatives à l'exécution des décisions de justice : refus de restituer un permis de conduire, violation à l'obligation d'accomplir une peine de substitution, infractions à l'interdiction de séjour, et évasion.

On trouve également dans ce groupe les usurpations de titres ou de fonctions, les usurpations d'identité, les corruptions de fonctionnaires, et les dénonciations calomnieuses.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour l'ensemble des infractions à l'ordre administratif et judiciaire.

Code	Définitions et méthode
15	Le poste "**Autres délits**" comprend notamment toutes les autres infractions relatives à la preuve en justice : non-dénonciation d'un crime ou d'un délit, recel de personnes ayant affaire avec la justice, recel de cadavres, faux témoignages, subornation de témoin, ainsi que la remise ou la sortie irrégulière de correspondance, somme d'argent, ou objet quelconque de détenu.
16	Ce poste "contraventions de 5^{e} **classe**" regroupe les entraves à l'exercice des agents de douanes, et la fourniture d'identité imaginaire, pouvant provoquer des mentions erronées au Casier judiciaire.
17 à 40	**Nature de la peine**, cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations relatives à l'ordre administratif et judiciaire

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour atteintes à l'ordre administratif et judiciaire et judiciaire**	**22 554**	**24 016**	**25 070**	**25 414**	**25 828**
2	**Délits**	**22 549**	**24 005**	**25 062**	**25 408**	**25 816**
3	Outrage à personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une	14 248	14 464	14 122	13 914	14 165
4	Rébellion	3 029	3 105	2 992	3 047	3 063
5	Violence sur personne dépositaire de l'autorité publique	547	644	785	948	1 386
6	Outrage ou violences à un magistrat	237	202	236	212	241
7	Corruption de fonctionnaire	231	252	306	277	290
8	Usurpation de fonctions ou de titres	127	132	165	158	137
9	Refus de restituer un permis de conduire	226	203	166	174	121
10	Violation à l'obligation d'accomplir une peine de substitution	1 324	1 398	1 631	1 757	1 903
11	Infraction à l'interdiction de séjour	102	101	121	100	129
12	Usurpation d'identité	692	1 009	1 259	1 224	876
13	Évasion de détenu	424	371	473	501	516
14	Dénonciation calomnieuse ou mensongère	910	1 289	1 543	1 708	1 592
15	Autres	452	835	1 263	1 388	1 397
16	**Contraventions de 5e classe**	**5**	**11**	**8**	**6**	**12**
◆	**Nature de la peine**					
17	**Emprisonnement**	**12 953**	**14 377**	**15 009**	**15 370**	**15 426**
18	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	6 092	6 168	6 594	6 904	7 205
19	Moins de 3 mois	2 491	2 760	3 147	3 243	3 560
20	3 mois à moins de 6 mois	2 292	2 162	2 269	2 427	2 473
21	6 mois à moins d'un an	968	923	889	932	900
22	1 an à moins de 3 ans	321	296	259	274	249
23	3 ans et plus	20	27	30	28	23
24	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*3,9*	*3,7*	*3,5*	*3,6*	*3,4*
25	Assorti d'un sursis total	6 861	8 209	8 415	8 466	8 221
26	Sursis simple	4 971	6 149	6 215	6 336	6 079
27	Sursis avec mise à l'épreuve	1 298	1 430	1 540	1 468	1 469
28	Avec travail d'intérêt général	592	630	660	662	673
29	**Amende**	**5 791**	**5 667**	**5 738**	**5 262**	**5 254**
30	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	5 026	4 738	4 727	4 363	4 345
31	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*581*	*555*	*547*	*603*	*509*
32	Assortie d'un sursis total	765	929	1 011	899	909
33	**Peine de substitution**	**2 794**	**2 909**	**2 961**	**3 115**	**3 285**
34	Suspension du permis de conduire	506	437	346	243	194
35	Travail d'intérêt général	614	795	879	1 002	1 197
36	Jours-amende	1 580	1 568	1 607	1 725	1 760
37	Autres	94	109	129	145	135
38	**Mesure et sanction éducative**	**731**	**736**	**955**	**1 279**	**1 395**
39	dont admonestation	558	525	680	926	963
40	**Dispense de peine**	**285**	**327**	**407**	**388**	**468**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
41	Hommes	20 381	21 470	22 208	22 495	22 832
42	Femmes	2 173	2 546	2 862	2 919	2 996
	Âge des condamnés					
43	Moins de 18 ans	1 309	1 278	1 780	2 321	2 623
44	de 18 ans à moins de 20 ans	2 640	3 086	3 422	3 437	3 696
45	de 20 ans à moins de 25 ans	6 985	7 169	7 136	6 875	7 065
46	de 25 ans à moins de 30 ans	3 691	3 802	3 902	3 707	3 754
47	de 30 ans à moins de 40 ans	4 332	4 765	4 813	4 968	4 647
48	de 40 ans à moins de 60 ans	3 271	3 558	3 682	3 751	3 676
49	60 ans et plus	326	358	335	355	367
	Nationalité des condamnés					
50	Français	19 175	20 531	21 533	21 678	22 186
51	Étrangers	2 738	2 833	2 844	2 908	2 606
52	Non déclarés	641	652	693	828	1 036

Justice pénale

Les condamnations pour atteintes à la sûreté publique se répartissent en quatre groupes de délits : les infractions à la police des étrangers, les infractions en matière de commerce et de transport d'armes, les infractions militaires, et les autres atteintes à la sûreté publique.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour entrée ou séjour irrégulier d'un étranger en France et pour les infractions en matière militaire.

Définitions et méthode

Code	
7	**L'entrée ou le séjour irrégulier d'un étranger en France** comprend également la pénétration non autorisée d'étrangers sur le territoire national après interdiction, l'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger en France, et le non-respect à l'assignation à résidence par étranger faisant l'objet d'une mesure d'expulsion.
8	**L'interdiction de résidence** recouvre en fait les soustractions à l'exécution d'une mesure de reconduite à la frontière ou d'un arrêté d'expulsion.
9	**Les infractions sur la réglementation sur le travail des étrangers** sont relatives à l'emploi d'un étranger non muni d'une autorisation de travail salarié.
10	Sous l'intitulé "**Nomades**", se trouvent notamment les condamnations sanctionnant la circulation sans livret d'une personne sans domicile fixe et dépourvue de ressources régulières.
17	Sont également compris dans ce poste les actes d'auto-mutilation par militaire, les violations de consigne, les détournements d'armes ou autres objets, les outrages, violences et voies de faits par militaire.
21	Ce poste recouvre les infractions électorales, et les condamnations pour provocation à la discrimination politique, raciale ou religieuse par publication ou discours.

Sources :

- Ministère de la justice
  Casier judiciaire national

Condamnations relatives à la sûreté publique

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour infractions à la sûreté publique**	**13 341**	**14 655**	**13 460**	**12 795**	**12 770**
2	**Crimes**	**2**	**1**	**7**	**1**	**3**
3	Faux-monnayage	2	1	7	1	3
4	Autres	0	0	0	0	0
5	**Délits**	**13 114**	**14 222**	**13 012**	**12 404**	**12 437**
6	**Police des étrangers - nomades**	**6 462**	**7 337**	**6 129**	**5 668**	**5 767**
7	Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger	4 940	5 884	4 847	4 454	4 564
8	Interdiction de résidence	1 383	1 286	1 043	894	863
9	Réglementation sur le travail des étrangers	138	160	234	316	338
10	Nomades	1	7	5	4	2
11	**Commerce et transport d'armes**	**5 455**	**5 433**	**5 080**	**4 798**	**4 802**
12	Port et transport illicite d'armes	4 026	3 984	3 661	3 464	3 513
13	Acquisition ou détention d'armes	1 377	1 408	1 342	1 136	1 155
14	Fabrication, commerce illicite d'explosifs	52	41	77	198	134
15	**Infractions militaires**	**436**	**559**	**938**	**928**	**764**
16	Désertion	234	365	682	710	593
17	Insoumission et autres	202	194	256	218	171
18	**Autres atteintes à la sûreté publique**	**761**	**893**	**865**	**1 010**	**1 104**
19	Législation sur les jeux de hasard	345	409	299	267	219
20	Association de malfaiteurs	202	279	327	447	477
21	Autres	214	205	239	296	408
22	**Contraventions de 5e classe**	**225**	**432**	**441**	**390**	**330**

Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger

23	**Toutes condamnations pour entrée ou séjour irrégulier d'un étranger (cf. code 7)**	**4 940**	**5 884**	**4 847**	**4 454**	**4 564**
◆	**Nature de la peine**					
24	**Emprisonnement**	**3 651**	**4 241**	**3 856**	**3 636**	**3 694**
25	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	2 777	3 225	2 672	2 583	2 554
26	Moins de 3 mois	884	1 075	930	893	920
27	3 mois à moins de 6 mois	1 060	1 214	940	862	828
28	6 mois à moins d'un an	477	506	429	420	431
29	1 an à moins de 3 ans	295	322	296	334	313
30	3 ans et plus	61	108	77	74	62
31	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*5,8*	*6,1*	*6,0*	*6,2*	*6,0*
32	Assorti d'un sursis total	874	1 016	1 184	1 053	1 140
33	Sursis simple	860	999	1 160	1 026	1 124
34	Sursis avec mise à l'épreuve	14	16	24	27	14
35	Avec travail d'intérêt général	0	1	0	0	2

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
	Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger (fin)					
1	**Amende**	**129**	**120**	**151**	**132**	**188**
2	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	87	81	103	88	115
3	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*1 092*	*883*	*798*	*964*	*959*
4	Assortie d'un sursis total	42	39	48	44	73
5	**Peine de substitution**	**1 081**	**1 416**	**700**	**588**	**580**
6	dont interdiction du territoire français	1 054	1 401	683	558	547
7	**Autres décisions**	**79**	**107**	**140**	**98**	**102**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
8	Hommes	4 520	5 297	4 427	4 095	4 223
9	Femmes	420	587	420	359	341
	Âge des condamnés					
10	Moins de 18 ans	96	105	71	51	55
11	de 18 ans à moins de 20 ans	283	347	298	310	291
12	de 20 ans à moins de 25 ans	1 100	1 297	1 005	873	876
13	de 25 ans à moins de 30 ans	1 342	1 587	1 291	1 136	1 121
14	de 30 ans à moins de 40 ans	1 517	1 828	1 513	1 388	1 529
15	de 40 ans à moins de 60 ans	575	696	643	667	662
16	60 ans et plus	27	24	26	29	30
	Nationalité des condamnés					
17	**Français**	**146**	**185**	**224**	**213**	**266**
18	**Étrangers**	**4 511**	**5 382**	**4 311**	**3 909**	**3 901**
19	Union Européenne	114	159	164	194	185
20	Portugal	12	16	16	20	9
21	Espagne	8	9	6	7	7
22	Italie	18	24	17	22	19
23	Autres	76	110	125	145	150
24	Europe hors UE	674	709	653	565	526
25	Turquie	72	91	141	149	219
26	Autres	602	618	512	416	307
27	Maghreb	1 284	1 334	1 260	1 132	1 076
28	Algérie	606	564	540	446	390
29	Maroc	416	526	487	431	442
30	Tunisie	262	244	233	255	244
31	Afrique francophone hors Maghreb	1 069	1 413	846	833	907
32	Afrique non francophone	358	412	334	275	272
33	Asie, Océanie	665	871	575	600	723
34	Amérique	347	484	479	310	212
35	**Non déclarés**	**283**	**317**	**312**	**332**	**397**

Condamnations relatives à la sûreté publique [fin]

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
	Infractions militaires					
1	**Toutes condamnations pour infractions militaires**	**436**	**559**	**938**	**928**	**764**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Emprisonnement**	**363**	**531**	**887**	**846**	**730**
3	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	113	94	144	152	107
4	Moins de 3 mois	62	41	42	47	33
5	3 mois à moins de 6 mois	41	49	101	101	67
6	6 mois à moins d'un an	9	4	1	4	7
7	1 an et plus	1	0	0	0	0
8	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*2,6*	*2,4*	*3,0*	*2,9*	*3,0*
9	Assorti d'un sursis total	250	437	743	694	623
10	Sursis simple	240	432	738	686	617
11	Sursis avec mise à l'épreuve	8	5	3	7	5
12	Avec travail d'intérêt général	2	0	2	1	1
13	**Amende**	**19**	**5**	**18**	**30**	**6**
14	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	15	5	18	29	6
15	*Montant moyen de l'amende ferme (en euro)*	*410*	*320*	*306*	*284*	*250*
16	Assortie d'un sursis total	4	0	0	1	0
17	**Autres décisions**	**54**	**23**	**33**	**52**	**28**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
18	Hommes	432	537	901	900	741
19	Femmes	4	22	37	28	23
	Âge des condamnés					
20	Moins de 20 ans	61	111	186	165	102
21	de 20 ans à moins de 25 ans	315	360	562	561	463
22	de 25 ans à moins de 30 ans	47	72	152	152	159
23	de 30 ans à moins de 40 ans	11	12	33	45	36
24	40 ans et plus	2	4	5	5	4
	Nationalité des condamnés					
25	Français	416	501	804	776	641
26	Étrangers	8	9	95	108	86
27	Non déclarés	12	49	39	44	37

Justice pénale

Les atteintes à l'ordre public général sont de deux ordres : les faux en écriture publique ou privée d'une part, les atteintes en matière d'environnement d'autre part.

La nature et la durée des peines prononcées, ainsi que les caractéristiques des condamnés, sont fournies pour les condamnations pour faux en écriture publique et privée d'une part, et pour l'ensemble des atteintes à l'environnement (délits et contraventions) d'autre part.

Définitions et méthode

Code	
4 et 5	**Les faux en écriture privée** sont qualifiés délits. Ces postes regroupent les faux et usages de faux en écriture privée, de commerce, de banque, de titre de transport, et les falsifications de certificats ou d'attestations.
8	Les infractions en matière d'**utilisation illégale des sols** comprennent l'apposition d'enseignes ou de publicité dans des endroits prohibés, l'exploitation d'installations classées, et le fait de porter atteinte aux espèces protégées de la faune et de la flore.
10	**Les infractions en matière de pêche** visent essentiellement les pratiques de pêche maritime dans des zones interdites ou avec des engins prohibés, et dans une moindre mesure la réalisation de travaux destinés à capturer le poisson en eau douce.
11	**Les infractions en matière de chasse** concernent la chasse sur terrain d'autrui avec engins prohibés, de nuit, en temps prohibé et/ou avec circonstances aggravantes.
12	Les "**Autres délits en matière d'atteintes à l'environnement**" portent principalement sur le rejet en eau douce ou pisciculture de substances nuisibles au poisson. Les autres infractions visent l'absence d'autorisation pour la mise en exploitation de carrières, la construction de barrage dans un cours d'eau, et l'arrachage ou le défrichement de ses bois par un particulier.
14	**Les contraventions de 5e classe en matière de chasse** regroupent notamment la chasse sans permis, la chasse sur terrain d'autrui sans circonstance aggravante, et toutes les infractions à un arrêté réglementaire dans ce domaine.
16	Il s'agit ici d'infractions en matière de pêche en eau douce ou de pêche maritime de loisir.
17	Le poste "**Autres contraventions de 5e classe en matière d'environnement**" regroupe en majorité des condamnations pour infractions à l'hygiène des animaux. Le reste se partage entre les infractions en matière d'installations classées, de pollution des eaux, les défauts d'affichage du permis de construire, et la poursuite de travaux malgré une mise en demeure.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations relatives à l'ordre public général

Code		2002	2003	2004 r	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations pour infractions à l'ordre public général**	**8 518**	**10 405**	**11 984**	**12 303**	**11 555**
2	**Délits**	**6 825**	**7 402**	**8 033**	**7 980**	**8 064**
3	**Faux en écriture publique ou privée**	**4 169**	**4 373**	**4 574**	**4 660**	**4 738**
4	Faux, usage de faux en écriture privée	2 016	2 079	2 027	2 043	2 133
5	Falsification de document	1 589	1 714	1 939	1 877	1 916
6	Obtention, usage de document administratif faux ou inexact	564	580	608	740	689
7	**Atteintes à l'environnement**	**2 656**	**3 029**	**3 459**	**3 320**	**3 326**
8	Travaux ou utilisation illégale des sols	500	621	843	813	782
9	Défaut de permis de construire	1 055	1 034	1 314	1 409	1 426
10	Infractions en matière de pêche	311	504	530	405	496
11	Infractions en matière de chasse	145	229	259	252	207
12	Autres	645	641	513	441	415
13	**Contraventions de 5e classe**	**1 693**	**3 003**	**3 951**	**4 323**	**3 491**
14	Infraction en matière de chasse	843	1 534	2 050	2 070	1 643
15	Abandon d'épave ou d'objet	392	822	1 067	1 099	725
16	Infraction en matière de pêche	58	108	128	186	191
17	Autres	400	539	706	968	932

Atteintes à l'environnement (délits et contraventions de 5e classe)

18	**Toutes condamnations pour atteintes à l'environnement (cf. codes 7+13)**	**4 349**	**6 032**	**7 410**	**7 643**	**6 817**
◆	**Nature de la peine**					
19	**Emprisonnement**	**216**	**308**	**308**	**300**	**280**
20	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	43	51	48	56	47
21	Moins de 3 mois	21	26	33	39	34
22	3 mois et plus	22	25	15	17	13
23	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*4,4*	*3,0*	*2,6*	*3,4*	*2,3*
24	Assorti d'un sursis total	173	257	260	244	233
25	Sursis simple	160	237	229	201	210
26	Sursis avec mise à l'épreuve	9	17	21	26	11
27	Avec travail d'intérêt général	4	3	10	17	12
28	**Amende**	**3 622**	**5 176**	**6 311**	**6 628**	**5 868**
29	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	3 187	4 624	5 612	5 832	5 034
30	*Montant moyen de l'amende ferme (en euros)*	*1 703*	*1 105*	*1 840*	*1 911*	*1 548*
31	Assortie d'un sursis total	435	552	699	796	834
32	**Peine de substitution**	**211**	**233**	**317**	**201**	**187**
33	**Mesure éducative et sanction éducative**	**12**	**10**	**23**	**30**	**43**
34	**Dispense de peine**	**288**	**305**	**451**	**484**	**439**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
35	Hommes	3 838	5 437	6 742	6 896	6 125
36	Femmes	511	595	668	747	692
	Âge des condamnés					
37	Moins de 18 ans	21	10	38	43	65
38	de 18 ans à moins de 20 ans	119	188	243	224	200
39	de 20 ans à moins de 25 ans	414	559	654	692	493
40	de 25 ans à moins de 30 ans	408	560	602	621	568
41	de 30 ans à moins de 40 ans	948	1 362	1 680	1 682	1 533
42	de 40 ans à moins de 60 ans	1 921	2 565	3 175	3 392	3 029
43	60 ans et plus	518	788	1 018	989	929
	Nationalité des condamnés					
44	Français	3 779	5 236	6 440	6 573	5 851
45	Étrangers	359	443	528	479	382
46	Non déclarés	211	353	442	591	584

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Source : les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au casier judiciaire [hors composition pénale]. Elles permettent de décrire la nature des infractions sanctionnées, la nature et le quantum des peines prononcées ainsi que les caractéristiques des personnes condamnées.

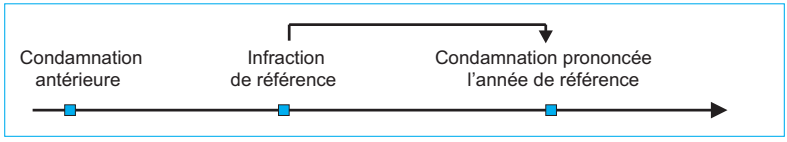
.

Définition

À partir d'une exploitation statistique spécifique du Casier Judiciaire, la réitération peut s'approcher de deux façons :

- ➔ une approche prospective qui est une observation du devenir judiciaire des condamnés après une première condamnation, ce qui oblige à se référer à des cohortes de condamnés déjà anciennes :
- ➔ une approche rétrospective qui est une observation du passé pénal des condamnés. Cette dernière méthode présente l'avantage de produire des résultats sur des cohortes de condamnés récentes. Les deux approches donnent des résultats d'une parfaite cohérence.

C'est l'observation rétrospective qui a été privilégiée dans cette publication. La condamnation de référence est alors la dernière condamnation connue sur l'année observée. La condamnation antérieure est retenue pour caractériser un réitérant uniquement si elle est antérieure aux faits sanctionnés par la condamnation de référence.



Cette dimension chronologique introduite entre la première condamnation et la commission des faits à l'origine de la seconde condamnation est une des conditions de la récidive.

Code	Définitions et méthode
2, 3	L'antécédent criminel a été mesuré pour chaque cohorte de condamnés sur une période de 17 années. Lecture : 2,9 % des condamnés pour crime en 2006 avaient déjà été condamnés pour crime avant d'avoir commis les faits sanctionnés par cette condamnation.
4	Lecture : 1,8 % des condamnés pour viol en 2006 avaient déjà été condamnés pour crime avant d'avoir commis les faits sanctionnés par cette condamnation.
8, 9	Il s'agit des personnes condamnées après avoir déjà été condamnées sur les cinq années précédentes pour n'importe quel type de délits.
10, 11	Il s'agit des personnes condamnées après avoir déjà été condamnés sur les cinq années précédentes pour un même type de délits.
12	Lecture : 27,4% des condamnés en 2006 pour vol-recel avaient déjà été condamnés sur les cinq années précédentes pour un vol-recel.
21	Parmi les condamnés à l'emprisonnement ferme, part des personnes ayant déjà été condamnées à une peine d'emprisonnement ferme sur les cinq années précédentes.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Les réitérants dans les condamnations prononcées

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
	Crimes					
1	**Nombre de condamnés pour crimes**	**3 034**	**3 117**	**3 244**	**3 402**	**3 039**
2	**Nombre de condamnés avec un antécédent criminel (sur 17 ans)**	**96**	**74**	**92**	**82**	**89**
3	Taux de réitérants (%)	3,2	2,4	2,8	2,4	2,9
	selon le crime sanctionné en réitération (en %)					
4	viols	1,8	1,1	1,3	0,9	1,8
5	homicides volontaires	2,4	2,0	2,1	3,2	1,3
6	vols criminels	9,6	8,2	8,9	6,6	6,5
	Délits					
7	**Nombre de condamnés pour délits**	**328 646**	**372 437**	**410 559**	**476 654**	**458 323**
8	**Nombre de condamnés en situation de réitération**	**106 255**	**117 708**	**127 424**	**142 728**	**137 001**
9	Taux de réitérants (%)	32,3	31,6	31,0	29,9	29,9
10	**Nombre de condamnés en réitération d'un même type de délit**	**50 940**	**56 610**	**58 990**	**64 114**	**62 987**
11	Taux de réitérants d'un même type de délit (en %)	15,5	15,2	14,4	13,4	13,7
	selon le type de délit sanctionné (en %)					
12	Vol - recel	-	30,9	*28,7*	*27,5*	*27,4*
13	Conduite en état alcoolique	-	16,3	*16,2*	*15,2*	*14,2*
14	Violences volontaires	-	11,1	*10,0*	*10,1*	*10,9*
15	Infraction à la législation sur les stupéfiants	-	11,5	*11,4*	*11,5*	*12,4*
16	Outrage - rébellion	-	10,2	*10,5*	*9,9*	*10,5*
17	Destruction - dégradation	-	7,5	*7,1*	*6,9*	*6,9*
18	Atteinte aux mœurs	-	4,8	*5,6*	*5,8*	*5,3*
19	Police des étrangers	-	11,4	12,7	13,7	14,0
20	Port d'arme	-	4,1	3,6	3,5	3,1
21	**Taux de condamnés à l'emprisonnement ferme déjà condamnés à l'emprisonnement ferme**	-	**35,7**	**36,6**	**35,8**	**35,6**

Justice pénale

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Source : les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique des condamnations inscrites au casier judiciaire [hors composition pénale]. Elles permettent de décrire la nature des infractions sanctionnées, la nature et le quantum des peines prononcées ainsi que les caractéristiques des personnes condamnées.

Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont identifiées au casier judiciaire soit par un indicateur mentionnant la récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natinf) visant la récidive.

Définitions et méthode

Page 207

Code 4 Les coups et violences criminels ont entraîné la mort ou une infirmité permanente. S'y ajoutent d'autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, lorsqu'elles sont accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures ou actes de barbarie...

6 Sont compris dans les **atteintes aux biens** les vols et recels qualifiés, les destructions, dégradations ou détournements de biens par attentat ayant causé des infirmités permanentes ou des morts.

7 Les **autres crimes** recouvrent la forfaiture (détournement de fonds par dépositaire public), l'abus de confiance par officier ministériel, le faux en écriture publique ou authentique, les atteintes à la sûreté publique ainsi que le trafic de stupéfiant en bande organisée.

8 à 16 La récidive quand elle est retenue par la juridiction de jugement entraine une aggravation des peines encourues. Après une condamnation pour crime ou délit puni de dix ans d'emprisonnement, la peine encourue pour un crime est la perpétuité si ce crime est puni par la loi de 20 ou 30 ans de réclusion ; elle est de 30 ans de réclusion criminelle pour un crime puni de 15 ans (art. 132-8 CP).

Page 208

1 à 11 La récidive quand elle est retenue par la juridiction de jugement entraine une aggravation des peines encourues. Après une condamnation pour crime ou délit puni de dix ans d'emprisonnement, en cas de nouveau délit commis dans le délai de dix ans et puni de la même peine la peine encourue est doublée (art. 132-9 CP).

Après une condamnation définitive pour délit, la commission d'un nouveau délit de même nature ou assimilé dans un délai de cinq ans, fait encourir le même doublement des peines d'emprisonnement et d'amende (art 132-10 CP).

4 Circulation routière : les atteintes aux personnes qui se produisent dans le cadre des accidents corporels de la circulation routière sont prises en compte dans les atteintes aux personnes,.

6 Les atteintes à la personne regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, ainsi que les atteintes sexuelles (agressions sexuelles, exhibitions sexuelles, proxénétisme). On y trouve également les atteintes à la vie privée, les violations de domicile, les menaces, la diffamation, la discrimination, la non-assistance à personne en danger, la détention et la séquestration.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour crimes en récidive légale

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Toutes condamnations pour crimes mentionnant l'état de récidive légale**	**74**	**64**	**100**	**84**	**115**
	◆ Nature de l'infraction					
2	**Atteintes à la personne**	**39**	**35**	**43**	**45**	**51**
3	Homicides volontaires	8	4	5	11	11
4	Coups et violences volontaires	4	4	4	6	5
5	Viols	27	27	34	28	35
6	**Atteintes aux biens**	**32**	**29**	**53**	**39**	**56**
7	**Autres crimes**	**3**	**0**	**4**	**0**	**8**
	◆ Nature de la peine					
8	**Peines privatives de liberté**	**74**	**64**	**100**	**84**	**115**
9	dont réclusion criminelle	62	44	79	70	87
10	Fermes ou assorties d'un sursis partiel	73	64	100	84	115
11	Moins de 10 ans	11	18	18	14	26
12	10 ans à moins de 20 ans	34	30	64	45	59
13	20 ans et plus (sans perpétuité)	25	13	15	22	21
14	Perpétuité	3	3	3	3	9
15	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois, perpétuité exclue)*	*188,2*	*159,4*	*160,9*	*185,1*	*161,7*
16	Assorties d'un sursis total	1	0	0	0	0
	◆ Caractéristiques des condamnés					
	Sexe des condamnés					
17	Hommes	74	64	100	84	115
18	Femmes	0	0	0	0	0
19	**Âge des condamnés**					
20	Moins de 18 ans	1	2	0	1	0
21	de 18 ans à moins de 20 ans	0	3	1	0	2
22	de 20 ans à moins de 30 ans	10	10	24	21	25
23	de 30 ans à moins de 40 ans	33	24	43	31	44
24	de 40 ans à moins de 60 ans	28	24	30	31	42
25	60 ans et plus	2	1	2	0	2
	Nationalité des condamnés					
26	Français	71	59	94	76	105
27	Étrangers	3	4	2	6	7
28	Non déclarés	0	1	4	2	3

Condamnations pour délits en récidive légale

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Toutes condamnations pour délits mentionnant l'état de récidive légale**	**21 381**	**25 314**	**30 568**	**35 665**	**44 928**
◆	**Nature de l'infraction**					
2	**Atteintes aux biens**	**5 308**	**5 794**	**7 609**	**9 737**	**12 111**
3	dont : vols - recels	4 908	5 343	7 055	8 939	11 026
4	**Infractions à la circulation routière**	**13 260**	**16 198**	**18 622**	**20 136**	**24 806**
5	dont : conduite en état alcoolique	11 603	13 792	15 054	16 603	19 467
6	**Atteintes à la personne**	**1 446**	**1 497**	**1 897**	**2 687**	**3 810**
7	dont : coups et violences volontaires	820	886	1 210	1 858	2 911
8	atteintes sexuelles	257	263	327	372	409
9	**Infractions sur les stupéfiants**	**703**	**1 073**	**1 465**	**1 917**	**2 622**
10	**Infractions à la Police des étrangers**	**96**	**141**	**168**	**213**	**260**
11	**Autres infractions**	**568**	**611**	**807**	**975**	**1 319**
◆	**Nature de la peine**					
12	**Emprisonnement**	**18 630**	**22 171**	**26 386**	**30 101**	**37 446**
13	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	11 069	13 414	16 174	19 050	23 680
14	moins d'un an	8 950	10 842	13 384	15 765	19 863
15	1 an à moins de 3 ans	1 617	2 009	2 179	2 574	2 957
16	3 ans à moins de 5 ans	319	365	388	466	564
17	5 ans et plus	183	198	223	245	296
18	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*7,9*	*7,8*	*7,4*	*7,4*	*7,2*
19	Assorti d'un sursis total	7 561	8 757	10 212	11 051	13 766
20	**Amende**	**937**	**1 097**	**1 562**	**2 063**	**2 911**
21	*Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)*	*555*	*520*	*547*	*540*	*534*
22	**Autres décisions**	**1 814**	**2 046**	**2 620**	**3 501**	**4 571**
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe des condamnés					
23	Hommes	20 509	24 354	29 369	34 135	42 998
24	Femmes	872	960	1 199	1 530	1 930
	Âge des condamnés					
25	Moins de 18 ans	173	123	189	338	531
26	De 18 ans à moins de 20 ans	636	877	1 473	1 938	2 901
27	De 20 ans à moins de 30 ans	7 661	9 055	11 594	13 296	17 170
28	De 30 ans à moins de 40 ans	6 319	7 473	8 699	9 978	12 116
29	De 40 ans à moins de 60 ans	6 148	7 241	8 065	9 477	11 440
30	60 ans et plus	444	545	548	638	770
	Nationalité des condamnés					
31	Français	18 960	22 253	26 632	30 596	38 620
32	Étrangers	2 033	2 558	3 313	4 168	4 872
33	Non déclarés	388	503	623	901	1 436

Exécution des peines et Administration pénitentiaire

Exécution des peines et administration pénitentiaire

195 Établissements pénitentiaires au 01 juillet 2008
50 806 places dans ces établissements

114 maisons d'arrêt recevant les prévenus et les condamnés dont le reliquat de peine est inférieur ou égal à un an.
(n. c. les 27 quartiers de maison d'arrêt inclus dans un centre pénitentiaire et les 13 centres de semi-liberté distingués ci-après)

60 établissements pour peines

23 *centres de détention* accueillant des condamnés qui sont considérés comme présentant les meilleures perspectives de réinsertion. À ce titre, ils comportent un régime principalement orienté vers la resocialisation des détenus.

4 *maisons centrales* recevant les condamnés les plus sensibles. Leur régime de détention est essentiellement axé sur la sécurité.

33 *centres pénitentiaires*, établissements mixtes comportant à la fois un quartier "maison d'arrêt" et/ou un quartier "maison centrale" et/ou un quartier "centre de détention". Ils reçoivent à la fois des prévenus et des condamnés à de courtes et longues peines.

13 Centres autonomes de semi-liberté recevant les condamnés admis au régime de semi-liberté, leur permettant d'exercer une activité : travailler, recevoir un enseignement ou une formation professionnelle, apporter une participation essentielle à la vie de leur famille ou subir un traitement médical. Les condamnés sont astreints à rejoindre l'établissement pénitentiaire dès la cessation de cette activité.

1 Centre pour peines aménagées

6 Établissements pénitentiaires pour mineurs [EPM]

1 Établissement public de santé national à Fresnes [relèvant du ministère de la Santé]

Champ géographique : métropole, DOM et TOM à partir de 2002

La population carcérale comprend l'ensemble des individus (prévenus et condamnés) détenus dans les établissements pénitentiaires.

Code | Définitions et méthode

1, 2 Au 1er janvier 2006, 60 403 personnes étaient écrouées, dont 58 402 détenues et 2 001 non hébergées, du fait d'un PSE – placement sous surveillance électronique (1 648), ou d'un PE – placement extérieur (307) non hébergé.

4 Depuis le 1er janvier 2002, les données de l'outre-mer intègrent les établissements de Majicavo, Mata-Utu, Saint-Pierre et Miquelon

5 à 7 **Un individu** *condamné* dans une affaire, et *prévenu* dans une ou plusieurs autres affaires, est uniquement comptabilisé comme condamné.

Sont comptabilisés comme **prévenus** les détenus (population pénale en milieu fermé) en cours d'information, en attente de jugement, ou en délai ou exercice d'une voie de recours.

Sont comptabilisé comme **condamnés** les détenus définitivement jugés. Les détenus soumis à la contrainte par corps (cf. définition 31, page 206) sont comptabilisés avec les condamnés.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2003	2004	2005	2006	2007
	Population incarcérée					
1	**Population incarcérée au 31 décembre**	**59 246**	**59 197**	**59 522**	**60 403**	**64 003**
2	dont personnes hébergées	-	58 231	58 344	58 402	61 076
3	Métropole	55 355	55 302	55 633	56 294	59 468
4	Départements et territoires d'outre-mer	3 891	3 895	3 889	4 109	4 535
◆	**Catégorie pénale des personnes incarcérées**					
5	Prévenus	21 749	20 134	19 732	18 483	16 797
6	Condamnés	37 497	39 063	39 790	41 920	47 206
7	*Part des prévenus (en %)*	*36,7*	*34,0*	*33,2*	*30,6*	*26,2*
◆	**Caractéristiques des personnes incarcérées**					
	Sexe					
8	Hommes	56 991	56 959	57 335	58 163	61 624
9	Femmes	2 255	2 238	2 187	2 240	2 379
	Âge					
10	Moins de 16 ans	79	49	71	90	77
11	de 16 ans à moins de 18 ans	660	574	661	639	650
12	de 18 ans à moins de 21 ans	4 954	4 716	4 817	4 661	4 894
13	de 21 ans à moins de 25 ans	10 415	10 220	10 154	10 519	10 867
14	de 25 ans à moins de 30 ans	10 893	10 698	10 883	11 413	12 382
15	de 30 ans à moins de 40 ans	15 695	15 735	15 373	15 700	16 689
16	de 40 ans à moins de 50 ans	9 717	10 005	10 075	10 035	10 685
17	de 50 ans à moins de 60 ans	4 853	5 130	5 246	5 139	5 395
18	60 ans et plus	1 980	2 070	2 242	2 207	2 364
	Nationalité					
19	**Français**	**46 123**	**46 455**	**47 331**	**48 498**	**51 766**
20	**Étrangers**	**13 356**	**13 068**	**12 467**	**12 284**	**12 160**
21	Europe	4 036	4 138	3 924	3 925	4 026
22	Allemagne	104	103	104	71	88
23	Belgique	142	121	153	138	157
24	Espagne	378	402	404	322	316
25	Italie	317	301	261	245	238
26	Portugal	474	441	423	449	462
27	Roumanie	613	639	605	708	699
28	Autres	2 008	2 131	1 974	1 992	2 066
29	Afrique	6 865	6 416	6 160	5 985	6 143
30	Algérie	2 164	1 880	1 780	1 683	1 709
31	Maroc	1 983	2 022	1 891	1 877	1 827
32	Tunisie	659	610	625	598	631
33	Autres	2 059	1 904	1 864	1 827	1 976
34	Amérique	1 194	1 285	1 185	1 155	1 224
35	Asie	1 250	1 220	1 190	1 214	748
36	Océanie	11	9	8	5	19
37	**Non déclarés**	**62**	**64**	**54**	**78**	**77**
	Niveau d'instruction en métropole					
38	Illettrés déclarés	6 188	6 093	6 503	5 451	1 570
39	Instruction primaire	23 266	20 733	21 365	17 308	16 729
40	Instruction secondaire ou supérieure	29 792	32 371	31 654	33 535	41 169

Code | Définitions et méthode

7 à 19 | En cas de condamnation d'un individu pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.

8 | Sont compris sous cette rubrique les meurtres, assassinats, assassinats par acte de terrorisme, parricides, empoisonnements, coups mortels, violences volontaires avec emploi de torture ou actes de barbarie, violences volontaires suivies d'une infirmité ou d'une incapacité permanente.

19 | Sont notamment comprises sous cette rubrique les infractions à la législation sur les étrangers, et les infractions d'ordre militaire.

20 à 31 | Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1er mars1994, a réformé le barême des peines privatives de liberté. Désormais le plafond de peine de l'emprisonnement correctionnel est porté à 10 ans (5 ans auparavant). Parallèlement la peine minimum en matière de réclusion criminelle passe de 5 à 10 ans, et la peine plafond à 30 ans (20 ans auparavant). Enfin la peine d'emprisonnement pour contravention de police a été supprimée.

31 | **La contrainte par corps** s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable, et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public (amendes pénales ou fiscales, par exemple). L'emprisonnement, ici utilisé comme moyen de pression, est d'une durée variable en fonction du montant des créances garanties, voire des infractions en cause.

32 | À partir de 2004, le taux d'occupation est calculé sur les seules personnes hébergées.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code		2003	2004	2005	2006	2007
	Prévenus					
1	**Prévenus au 31 décembre**	**21 749**	**20 134**	**19 732**	**18 483**	**16 797**
◆	**Situation pénale**					
2	En cours d'instruction	15 972	14 319	13 850	12 584	11 174
3	En attente de comparution	2 577	2 576	2 539	2 119	1 825
4	Comparution immédiate	1 617	1 711	1 861	2 001	2 125
5	En appel ou pourvoi	1 583	1 528	1 482	1 779	1 673
	Condamnés					
6	**Condamnés au 31 décembre**	**37 497**	**39 063**	**39 790**	**41 920**	**47 206**
◆	**Nature de l'infraction**					
7	**Atteintes à la personne**	**20 162**	**21 137**	**21 591**	**22 773**	**25 218**
8	Crimes de sang	3 501	3 486	3 540	3 608	3 628
9	Coups et blessures volontaires, coups à enfant	6 338	6 811	7 280	8 588	10 396
10	Homicides, blessures involontaires	1 977	2 069	2 131	2 218	2 808
11	Viols et autres agressions sexuelles	8 239	8 670	8 529	8 268	8 311
12	Proxénétisme	107	101	111	91	75
13	**Atteintes aux biens**	**9 332**	**9 118**	**9 549**	**10 657**	**11 918**
14	Vols qualifiés	3 465	3 409	3 713	4 232	4 437
15	Autres vols	3 459	3 041	3 116	3 313	3 893
16	Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de fa	2 408	2 668	2 720	3 112	3 588
17	**Atteintes à la santé publique**	**5 197**	**5 937**	**5 718**	**5 751**	**6 442**
18	Infractions à la législation sur les stupéfiants	5 197	5 937	5 718	5 751	6 442
19	**Autres infractions**	**2 806**	**2 871**	**2 932**	**2 739**	**3 628**
◆	**Peine prononcée**					
20	**Réclusion criminelle**	**8 025**	**8 222**	**8 219**	**8 120**	**8 273**
21	5 ans à moins de 10 ans	238	203	189	275	217
22	10 ans à moins de 20 ans	5 991	6 097	6 066	5 861	5 954
23	20 ans à 30 ans	1 253	1 384	1 441	1 461	1 579
24	Perpétuité	543	538	523	523	523
25	**Emprisonnement**	**29 454**	**30 819**	**31 565**	**33 796**	**38 928**
26	Moins de 6 mois	4 565	5 066	5 470	7 746	8 767
27	6 mois à moins d' un an	6 389	6 438	6 676	7 395	8 604
28	1 an à moins de 3 ans	8 835	8 929	8 810	8 445	11 025
29	3 ans à moins de 5 ans	4 357	4 569	4 486	4 295	4 644
30	5 ans et plus	5 308	5 817	6 123	5 915	5 888
31	**Contrainte par corps**	**18**	**22**	**6**	**4**	**5**
	Taux d'occupation des établissements pénitentiaires					
32	**Tous établissements (en %)**	**121,9**	**116,2**	**113,8**	**115,4**	**120,5**
	dont					
33	Maisons d'arrêt	138,3	130,4	125,1	127,5	134,7
34	Centres pénitentiaires	118,0	110,4	110,0	112,8	117,7
35	Centres de détention	94,2	94,4	94,7	94,9	95,9
36	Maisons centrales	77,1	92,0	91,6	92,3	90,0
37	Centres de semi-liberté	66,9	68,0	80,6	73,6	91,1
38	Établissements pénitentiaires pour mineurs	-	-	-	-	80,0

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Sources :
Depuis 2003 et l'arrêt de l'exploitation statistique du FND, les données présentées sont extraites de la statistique trimestrielle de la direction de l'Administration pénitentiaire et certaines statistiques ne sont plus disponibles.

Champ géographique : France métropolitaine + DOM

Code	Définitions et méthode
3	**La comparution immédiate** suppose deux conditions : d'une part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans sans excéder 7 ans ou en cas de délit flagrant que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à six mois, d'autre part que les charges réunies soient suffisantes et que l'affaire soit en état d'être jugée. Elle n'est pas applicable aux mineurs.
12	Il s'agit essentiellement du tribunal correctionnel (condamnés en délai d'appel ou de pourvoi).
14	Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1er mars 1994, a réformé le barème des peines privatives de liberté. Désormais le plafond de peine de l'emprisonnement correctionnel est porté à 10 ans (5 ans auparavant). Parallèlement la peine minimum en matière de réclusion criminelle passe de 5 à 10 ans, et la peine plafond à 30 ans (20 ans auparavant). Enfin la peine d'emprisonnement pour contravention de police a été supprimée.
15	**La contrainte par corps** s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable, et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public (amendes pénales ou fiscales, par exemple). L'emprisonnement, ici utilisé comme moyen de pression, est d'une durée variable en fonction du montant des créances garanties, voire des infractions en cause.
16	Sont notamment compris dans cette rubrique les libérés conditionnels réincarcérés, les individus repris après évasion ou fugue, et ceux écroués dans le cadre d'une procédure d'extradition.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire
  Fichier national des détenus

Code		2003	2004	2005	2006	2007
	Incarcérations					
1	**Incarcérations au cours de l'année**	**81 905**	**84 710**	**85 540**	**86 594**	**90 270**
◆	**Titre de détention**					
2	**Statut de prévenu**	**59 348**	**58 591**	**60 948**	**56 752**	**55 581**
3	**Dans le cadre d'une procédure de comparution immédiate**	**28 616**	**27 755**	**29 951**	**27 596**	**26 937**
4	Avant jugement de 1re instance	nd	nd	nd	nd	nd
5	- ordonnance du président du tribunal ou du juge délégué	nd	nd	nd	nd	nd
6	- décision du tribunal avant jugement	nd	nd	nd	nd	nd
7	Après jugement de 1re instance	nd	nd	nd	nd	nd
8	**Dans le cadre d'une autre procédure**	**30 732**	**30 836**	**30 997**	**29 156**	**28 644**
9	Mandat du juge d'instruction	nd	nd	nd	nd	nd
10	Mandat du juge des enfants	nd	nd	nd	nd	nd
11	Mandat de la ch. d'accusation ou ordonnance de prise de corps	nd	nd	nd	nd	nd
12	Mandat d'une autre juridiction	nd	nd	nd	nd	nd
13	Ordonnance d'incarcération provisoire	nd	nd	nd	nd	nd
14	**Statut de condamné**	**22 269**	**25 828**	**24 210**	**29 283**	**33 930**
15	**Mise à exécution de contrainte par corps**	**19**	**11**	**4**	**14**	**16**
16	**Autres cas**	**269**	**280**	**378**	**545**	**743**
◆	**Caractéristiques des incarcérés**					
	Sexe					
17	Hommes	78 180	80 733	81 956	83 015	86 553
18	Femmes	3 725	3 977	3 584	3 579	3 717
	Âge					
19	Mineurs	3 411	3 218	3 311	3 350	3 396
20	Majeurs	78 254	81 394	82 229	83 157	86 874
21	Âge non déclaré	240	98	0	87	0
	Nationalité					
22	Français	62 489	64 928	66 731	68 340	72 034
23	Étrangers	19 307	19 696	18 704	18 193	18 236
24	Non déclarés	109	86	105	61	-

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Définitions et méthode

Code	
1 et 13	Le nombre total de libérations recouvre à la fois les prévenus et les condamnés.
3	**La mise en liberté** intervient le plus souvent à la requête du prévenu après une période de détention provisoire. Elle peut s'accompagner d'une mesure de contrôle judiciaire.
4	**La détention provisoire** peut être ordonnée lorsque la personne est mise en examen ou prévenue d'avoir commis un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement d'au moins trois ans et si elle est motivée par les nécessités de l'instruction ou le trouble causé à l'ordre public.
6	Pour un individu détenu dans le cadre d'une procédure de contrainte par corps.
8	**L'arrêt d'acquittement** est rendu par la cour d'assises si toutes les réponses sur la culpabilité de l'accusé ont été négatives. Pour toutes les autres juridictions pénales, une décision de **relaxe** est prononcée si le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi, ou s'il n'est pas établi, ou s'il n'est pas imputable au prévenu.
9	**La libération conditionnelle** est une mesure de libération anticipée d'un condamné à l'emprisonnement lorsqu'il a subi une partie légalement déterminée de sa peine, s'il manifeste des efforts sérieux de réadaptation sociale, et sous condition de bonne conduite pendant une période qui ne peut pas être inférieure à la durée de la peine restant à subir.
10	**Le non-lieu** est la décision par laquelle une juridiction d'instruction, se fondant sur un motif de droit ou une insuffisance des charges, ne donne aucune suite à l'action publique.
13 à 22	Les durées d'incarcération sont calculées prévenus et condamnés confondus.
23 à 25	**L'extradition** est une procédure d'entraide répressive internationale par laquelle un État, appelé État requis, accepte de livrer un délinquant qui se trouve sur son territoire à un autre État, l'État requérant, pour que ce dernier puisse juger cet individu ou, s'il a déjà été condamné, pour lui faire subir sa peine.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire
  Fichier national des détenus

Code		2003	2004	2005	2006	2007
	Libérations					
1	**Libérations pendant de l'année**	**78 066**	**84 759**	**85 215**	**85 713**	**85 375**
◆	**Motif de sortie**					
2	Fin de peine, grâce, amnistie	53 984	58 510	59 914	60 256	61 320
3	Mise en liberté	15 110	16 567	15 496	13 911	11 002
4	Peine couverte par la détention provisoire	193	234	224	197	146
5	Condamnations sans peine d'emprisonnement	1 248	1 198	1 078	917	947
6	Paiement de la contrainte ou contrainte subie	72	41	40	17	28
7	Expiration d'un mandat	990	1 123	1 225	2 983	4 372
8	Acquittement, relaxe	495	524	535	497	529
9	Ordonnance de libération conditionnelle par le JAP	5 569	6 180	5 911	5 648	6 057
10	Non-lieu	83	87	78	77	86
11	Décès	259	242	252	231	218
12	Autres motifs	63	53	462	977	670
◆	**Durée d'incarcération lors de la sortie**					
13	**Tous détenus libérés**	**78 066**	**84 759**	**85 215**	**85 713**	**85 375**
14	Moins d'un mois	13 422	15 314	14 282	13 534	13 067
15	1 mois à moins de 2 mois	9 804	11 005	12 196	12 274	11 579
16	2 mois à moins de 3 mois	9 047	10 009	11 063	11 374	10 984
17	3 mois à moins de 6 mois	20 354	21 188	20 280	21 128	22 373
18	6 mois à moins d'un an	13 412	14 406	13 493	14 186	14 684
19	1 an à moins de 3 ans	8 810	9 812	10 526	9 780	9 353
20	3 ans à moins de 5 ans	1 470	1 400	1 629	1 834	1 701
21	5 ans à moins de 10 ans	1 461	1 316	1 409	1 269	1 250
22	10 ans et plus	286	309	337	334	384
	Extraditions					
23	**Extradés remis à l'étranger**	**145**	**nd**	**nd**	**nd**	**224**
24	*dont transitaires*	*nd*	*nd*	*nd*	*nd*	*nd*
25	**Extradés remis à la France**	**214**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**

Code | Définitions et méthode

4 à 10 | **Les activités de travail et de formation professionnelle** sont prises en compte pour l'appréciation des gages de réinsertion et de bonne conduite des condamnés. Au sein des établissements pénitentiaires, toutes dispositions sont prises pour assurer une activité professionnelle aux personnes incarcérées qui le souhaitent (art. 720 du Code de procédure pénale).
Métropole + DOM à partir de 1999 ; métropole + DOM + TOM à partir de 2002

Le mode de collecte des informations concernant l'activité professionnelle des détenus ne permet pas de décrire la situation à un moment précis. Les chiffres présentés ici résultent de l'application d'une moyenne annuelle à l'effectif des détenus au 31 décembre.

4 | Sont compris sous cette rubrique les détenus suivant une scolarité, les détenus non demandeurs d'emploi, et les détenus auxquels l'administration n'est pas en mesure de trouver un emploi.

6 | La Régie industrielle des établissements pénitentiaires (RIEP) relève d'une logique d'entreprise dont l'État est le seul acteur. Les travaux du bâtiment gérés par la comptabilité de la RIEP sont également pris en compte dans cette rubrique.

7 | Sous cette rubrique figurent, d'une part le service général lié au fonctionnement hôtelier de l'établissement, d'autre part les travaux exécutés pour le compte du personnel, et les travaux ou chantiers organisés pour le compte d'une administration, d'une collectivité locale ou d'un organisme public.

8 | **Le travail en concession** concerne des entreprises privées, et des associations sous contrat avec l'État.

9 | Cette rubrique concerne tous les condamnés travaillant sous le régime de la **semi-liberté**, leur permettant d'exercer une activité : travailler, recevoir un enseignement ou une formation professionnelle, apporter une participation essentielle à la vie de leur famille, ou subir un traitement médical. Les condamnés sont astreints à rejoindre l'établissement pénitentiaire dès la cessation de cette activité.

10 | Cette rubrique recense uniquement les stagiaires rémunérés en **formation professionnelle**.

11 à 26 | **La formation en milieu carcéral** est un droit fondamental, figurant dans les textes du Conseil de l'Europe, et inscrit dans le Code de procédure pénale.
L'enseignement en milieu pénitentiaire est organisé autour de la façon suivante :
- les formations de base, de l'alphabétisation aux premières qualifications de niveau V, sont assurées dans tous les établissements par des instituteurs ou professeurs d'école exerçant à plein temps ;
- les formations secondaires-universitaires, des brevets des collèges aux diplômes universitaires, sont assurées soit par des enseignants du second degré, soit par l'enseignement à distance, soit grâce à une mesure d'orientation vers un autre établissement mieux adapté à la formation demandée.

17, 18 | CFG : certificat de formation générale.

19, 20 | DNC : diplôme national des collèges.
CAP : certificat d'aptitude professionnelle.
BEP : brevet d'étude professionnel.
CAPUC : certificat d'aptitude professionnelle par unités capitalisables

23, 24 | ESEU : examen spécial d'entrée à l'université.
DAEU : diplôme d'accès aux études universitaires

27 | Les chiffres connaissent une rupture statistique compte tenu de la modification du mode de recensement des incidents.

29 | Sont comptabilisées ici les **agressions contre les membres du personnel** ayant entraîné une interruption temporaire de travail d'au moins un jour.

30 | **Les évasions ou tentatives d'évasion** recensées ici concernent également des détenus placés sous la garde de services ne relevant pas de l'Administration pénitentiaire : à partir d'un établissement hospitalier, au cours d'une extradition, ou d'une translation judiciaire …

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code		2003	2004	2005	2006	2007
	Activité professionnelle					
1	**Population incarcérée au 31 décembre**	**59 246**	**59 197**	**59 522**	**60 403**	**64 003**
2	Métropole	55 355	55 302	55 633	56 294	59 468
3	Départements et territoires d'outre-mer	3 891	3 895	3 889	4 109	4 535
4	**Détenus n'exerçant pas d'activité rémunérée**	**38 133**	**37 861**	**37 880**	**38 861**	**41 848**
5	**Détenus exerçant une d'activité rémunérée**	**21 113**	**21 336**	**21 642**	**21 542**	**22 155**
6	Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1 137	1 184	1 261	1 124	1 201
7	Service général	6 793	6 793	6 795	6 592	6 736
8	Concessions, associations	9 187	9 187	8 945	8 891	8 842
9	Semi-liberté	1 324	1 331	1 335	1 541	2 137
10	Formation professionnelle	2 672	2 841	3 306	3 394	3 239
	Enseignement général					
◆	**Scolarisation**					
11	**Détenus fréquentant des cours au 1er décembre**	**9 639**	**11 511**	**13 671**	**13 818**	**13 876**
12	**Détenus fréquentant des cours (en flux annuel)**	**34 884**	**37 939**	**43 802**	**46 775**	**46 036**
13	Enseignement premier degré	20 310	22 411	25 952	28 113	28 339
14	Enseignement second degré	13 703	14 707	16 911	17 847	16 892
15	Enseignement supérieur	871	821	939	815	805
16	**Détenus inscrits aux cours par correspondance (en flux annuel)**	**3 942**	**4 259**	**4 779**	**5 034**	**4 723**
◆	**Examens**					
	CFG					
17	Présentés	2 593	2 936	3 742	4 320	4 429
18	Admis	2 149	2 488	3 167	3 707	3 804
	DNC, CAP, BEP, CAPUC					
19	Présentés	727	1 268	1 368	1 357	1 286
20	Admis	919	917	1 001	803	939
	Baccalauréat					
21	Présentés	131	153	179	121	97
22	Admis	69	61	72	48	28
	ESEU, DAEU					
23	Présentés	285	253	241	217	251
24	Admis	101	94	100	96	107
	Enseignement supérieur					
25	Présentés	182	153	157	118	140
26	Admis	69	67	67	46	53
	Incidents collectifs ou individuels					
27	**Nombre d'incidents recensés pendant l'année**	**2 836**	**3 090**	**3 516**	**2 881**	**5 477**
28	Incidents collectifs	185	225	304	265	924
29	Agressions envers le personnel	463	519	570	550	491
30	Évasions ou fugues (y compris tentatives)	403	491	441	313	555
31	Refus d'alimentation ou automutilation	879	983	1 113	968	2 485
32	Suicides	120	115	122	93	96
33	Tentatives de suicide	786	757	966	692	1 417

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Le juge de l'application des peines

Le juge de l'application des peines (JAP) est un magistrat du siège du tribunal de grande instance. Auprès de chaque établissement pénitentiaire, il détermine pour chaque condamné les principales modalités du traitement pénitentiaire. Dans les limites et conditions prévues par la loi, il accorde les placements à l'extérieur, la semi-liberté, les permissions de sortir, la libération conditionnelle, les réductions, fractionnements et suspensions de peine, les autorisations de sortie sous escorte, le placement sous surveillance électronique. Il saisit la juridiction compétente pour aménager l'exécution de la peine.

Sauf urgence, le JAP statue après avis de la commission de l'application des peines, qu'il préside, et dont le procureur de la République et le chef de l'établissement pénitentiaire sont membres de droit.

Enfin, le JAP donne son avis, sauf urgence, sur le transfert des condamnés d'un établissement à un autre (art. 722 du Code de procédure pénale).

Placements à l'extérieur

Le placement à l'extérieur autorise le condamné à travailler à l'extérieur, ou à y suivre un enseignement, une formation professionnelle ou un traitement médical, sans être soumis à la surveillance continue du personnel. Le condamné n'est pas astreint à passer dans l'établissement pénitentiaire son temps disponible hors placement. C'est le JAP qui prononce l'ordonnance de placement à l'extérieur, soit dès l'incarcération, soit en cours d'exécution de peine.
Les mesures de placement à l'extérieur de semi-liberté, de fractionnement et suspension des peines, de placement sous surveillance électronique et de libération conditionnelle sont accordées, ajournées, refusées, retirées ou révoquées par décision motivée du JAP à l'issue d'un débat contradictoire tenu en chambre du conseil.

Code	Définitions et méthode
8	Préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à une peine égale ou inférieure à un an d'emprisonnement concernant une personne non incarcérée, le ministère public communique au JAP un extrait de la décision, accompagné le cas échéant de toutes informations utiles. Il en est de même en cas de cumul des condamnations concernant la même personne si le total des peines prononcées n'excède pas un an. Le JAP détermine les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné. À défaut de réponse du JAP dans le mois suivant la communication, et même en cas d'urgence avant ce terme, la peine peut être ramenée à exécution par le ministère public en la forme ordinaire (art. D.49-1 du CPP).
9	Les condamnés à titre définitif qui peuvent être admis au régime de placement à l'extérieur sont les suivants : les condamnés à une ou plusieurs peines privatives de liberté qui n'ont plus à subir qu'un temps de détention inférieur ou égal à un an, les condamnés admis au bénéfice de la libération conditionnelle, sous la condition d'avoir été soumis à titre probatoire au régime de la semi-liberté, et les condamnés qui remplissent les conditions de délai requises pour être proposés au bénéfice de la libération conditionnelle et dont la peine restant à subir n'excède pas pas trois ans (art. D.136 du CPP).
14 à 19	Les travaux peuvent être exécutés pour le compte d'une administration, d'une collectivité publique, ou d'une personne physique ou morale (art. D.126 du CPP). Seuls peuvent être désignés pour être employés à des travaux à l'extérieur les détenus qui présentent des garanties suffisantes pour la sécurité et l'ordre public et qui soit ont a subir une durée d'incarcération inférieure ou égale à cinq ans, soit remplissent les conditions de délai requises pour être proposés au bénéfice de la libération conditionnelle, soit remplissent les conditions de délai requises pour être admis à la semi-liberté (art. D. 128 du CPP).
18	**Le travail en concession** concerne des entreprises privées, et des associations sous contrat avec l'État.
19	Sous cette rubrique figurent, d'une part le service général lié au fonctionnement hôtelier de l'établissement, d'autre part les travaux exécutés pour le compte du personnel, et les travaux ou chantiers organisés pour le compte d'une administration, d'une collectivité locale ou d'un organisme public.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2003	2004	2005	2006	2007
	Placements à l'extérieur dans le cadre du débat contradictoire					
1	**Ordonnances de placement extérieur prononcées**	**2 733**	**2 221**	**2 310**	**1 980**	**2 289**
◆	**Nature de l'infraction**					
2	Atteintes volontaires à la personne	796	597	650	nd	nd
3	Homicides et blessures involontaires	42	40	47	nd	nd
4	Abandon de famille	8	10	8	nd	nd
5	Infractions contre les biens	586	442	453	nd	nd
6	Infractions à la législation sur les stupéfiants	320	259	237	nd	nd
7	Autres infractions, infraction non renseignée	981	873	915	nd	nd
◆	**Moment du prononcé de l'ordonnance**					
8	Dès l'incarcération	751	492	393	nd	nd
9	En cours d'exécution de peine	1 982	1 729	1 917	nd	nd
◆	**Hébergement**					
10	Retour à l'établissement pénitentiaire	1 045	860	940	nd	nd
11	Centre d'hébergement	753	688	720	nd	nd
12	Location d'appartement	316	203	256	nd	nd
13	Autres hébergements, hébergement non renseigné	619	470	394	nd	nd
◆	**Motif du placement extérieur**					
14	Contrat de travail	849	378	nd	nd	nd
15	Contrat de travail aidé	456	614	nd	nd	nd
16	*dont contrat de travail emploi-solidarité*	*390*	*522*	nd	nd	nd
17	RIEP	0	1	nd	nd	nd
18	Concession	102	55	nd	nd	nd
19	Service général	459	312	nd	nd	nd
20	Stage rémunéré	552	594	nd	nd	nd
21	Scolarité	15	8	nd	nd	nd
22	Formation non rémunérée	126	128	nd	nd	nd
23	Soins	100	82	nd	nd	nd
24	Revenu minimum d'insertion	74	49	nd	nd	nd
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe					
25	Hommes	–	–	–	1 925	2 229
26	Femmes	–	–	–	55	60
	Nationalité					
27	Français	–	–	–	1 787	2 070
28	Étangers	–	–	–	193	219

Semi-liberté

La semi-liberté est un régime d'exécution des peines privatives de liberté permettant au condamné d'exercer à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire une activité professionnelle, d'y suivre un enseignement, une formation professionnelle, un stage, un traitement médical, ou de participer à une vie familiale.

Le condamné est astreint à rejoindre l'établissement pénitentiaire selon les modalités déterminées par le juge de l'application des peines, en fonction du temps nécessaire à l'activité en vue de laquelle il a été admis au régime de la semi-liberté. Il est astreint à demeurer dans l'établissement pendant les jours où, pour quelque cause que ce soit, ses obligations extérieures se trouvent interrompues (art. 132-26 du CP).

L'admission au régime de semi-liberté peut être prononcée, par la juridiction de jugement ou par le JAP, dès l'incarcération ou en cours d'exécution de peine.

Code | Définitions et méthode

8 Lorsque la juridiction de jugement prononce *une peine égale ou inférieure à un an d'emprisonnement*, elle peut décider, à l'égard du condamné qui justifie, soit de l'exercice d'une activité professionnelle, soit de son assiduité à un enseignement ou une formation professionnelle ou encore d'un stage ou d'un emploi temporaire en vue de son insertion sociale, soit de sa participation essentielle à la vie de famille, soit de la nécessité de subir un traitement médical, que la peine d'emprisonnement sera exécutée sous le **régime de la semi-liberté** (art. 132-25 du CP).

9 Préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à *une peine égale ou inférieure à un an d'emprisonnement* concernant une personne non incarcérée, le ministère public communique au juge de l'application des peines un extrait de la décision accompagné, le cas échéant, de toutes informations utiles. Il en est de même en cas de cumul des condamnations concernant la même personne, si le total des peines prononcées n'excède pas un an.
Le juge de l'application des peines détermine les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné.
À défaut de réponse du JAP dans le mois suivant la communication et même, en cas d'urgence, avant ce terme, la peine peut être ramenée à exécution par le ministère public en la forme ordinaire (art. D.49-1 du CPP).

10 Le JAP peut prévoir que la peine s'exécutera sous le régime de la semi-liberté, soit lorsqu'il reste à subir par le condamné une ou plusieurs peines privatives de liberté *dont la durée totale n'excède pas un an*, soit lorsque le condamné a été admis au bénéfice de la libération conditionnelle, sous la condition d'avoir été soumis à titre probatoire au régime de la semi-liberté (art.723-1 du CPP).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2003	2004	2005	2006	2007
	Semi-liberté dans le cadre du débat contradictoire					
1	**Mesures de semi-liberté prononcées**	**6 261**	**6 819**	**6 440**	**4 655**	**5 283**
◆	**Nature de l'infraction**					
2	Atteintes volontaires à la personne	1 546	1 609	1 522	nd	nd
3	Abandon de famille	37	38	42	nd	nd
4	Infractions contre les biens	1 262	1 294	1 207	nd	nd
5	Homicides et blessures involontaires	131	96	118	nd	nd
6	Infractions à la législation sur les stupéfiants	916	947	979	nd	nd
7	Autres infractions	2 369	2 835	2 572	nd	nd
◆	**Prononcé de la mesure**					
8	Par la juridiction de jugement	157	434	845	nd	nd
9	Dès l'incarcération	3 247	3 362	2 385	nd	nd
10	En cours d'exécution de peine	2 857	3 023	3 210	nd	nd
◆	**Motif de la semi-liberté**					
11	Contrat de travail	4 646	4 892	nd	nd	nd
12	Contrat de travail aidé	504	664	nd	nd	nd
13	*dont contrat de travail emploi-solidarité*	*275*	*352*	nd	nd	nd
14	Stage rémunéré	696	629	nd	nd	nd
15	Scolarité	82	76	nd	nd	nd
16	Formation non rémunérée	141	187	nd	nd	nd
17	Soins	55	109	nd	nd	nd
18	Participation à la vie familiale	125	249	nd	nd	nd
19	Revenu minimum d'insertion	12	13	nd	nd	nd
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe					
20	Hommes	–	–	–	4 584	5 196
21	Femmes	–	–	–	71	87
	Nationalité					
22	Français	–	–	–	4 061	4 660
23	Étrangers	–	–	–	594	623

Permission de sortir

La permission de sortir autorise un condamné à s'absenter d'un établissement pénitentiaire pendant une période de temps déterminée, qui s'impute sur la durée de la peine en cours d'exécution. Elle a pour objet de préparer la réinsertion professionnelle ou sociale du condamné, de maintenir ses liens familiaux, ou de lui permettre d'accomplir une obligation exigeant sa présence (art. 723-3 du CPP).
La permission de sortir autorise le condamné à se rendre en un lieu situé sur le territoire national, et ne peut être accordée que si le condamné n'est pas en cours d'exécution de la période de sûreté.

Les permissions de sortir accordées aux détenus bénéficiant du régime de semi-liberté ne sont pas prises en compte ici.

Libération conditionnelle

La libération conditionnelle est une mesure de libération anticipée qui peut être accordée au condamné à une ou plusieurs peines privatives de liberté, s'il "manifeste des efforts sérieux de réadaptation sociale". Elle peut être accordée lorsque la durée de la peine accomplie est au moins égale à la durée de la peine restant à subir. Toutefois les condamnés en état de récidive ne peuvent bénéficier d'une mesure de libération conditionnelle que si la durée de la peine accomplie est au moins égale au double de la peine restant à subir. Le temps d'épreuve ne peut alors excéder quinze années. Pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, le temps d'épreuve est de quinze années, sauf réduction de ce temps dans les formes et conditions prévues par la loi (art. 729 et 729-1 du CPP).

« Lorsque la peine privative de liberté prononcée est d'une durée inférieure ou égale à dix ans, ou que, quelle que soit la peine initialement prononcée, la durée de détention restant à subir est inférieure ou égale à trois ans, la libération conditionnelle est accordée par le juge de l'application des peines selon les modalités prévues par l'article 722.
« Dans les autres cas, la libération conditionnelle est accordée par le tribunal de l'application des peines. » (art. 730 du CPP).
Le bénéfice de la libération conditionnelle peut être assorti de conditions particulières, ainsi que de mesures d'assistance et de contrôle destinées à faciliter et à vérifier le reclassement du libéré. Ces mesures sont mises en œuvre par le JAP, assisté du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP), et le cas échéant avec le concours des organismes habilités à cet effet (art. 731 du CPP).

Les statistiques présentées dans ce chapitre ne prennent en compte que les libérations conditionnelles accordées par les juges de l'application des peines.

Code | Définitions et méthode

13 à 18 | Il y a "**non-réintégration**" lorsque le détenu n'a pas réintégré l'établissement d'origine 48 heures maximum après la date prévue.

19, 20 | Sans préjudice de l'application du Code pénal, en cas de condamnation pour un crime ou un délit volontaire commis à l'occasion d'une permission de sortir, la juridiction peut décider que le condamné perdra le bénéfice des réductions de peine qui lui ont été accordées antérieurement (art. 723-5 du CPP).

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Code		2003	2004	2005	2006e	2007
	Permissions de sortir					
1	**Permissions de sortir accordées au cours de l'année**	**33 786**	**35 589**	**35 411**	**34 000**	**53 111**
◆	**Motif des permissions**					
2	Présentation à un employeur	5 279	6 138	6 440	6 183	nd
3	Présentation à un examen scolaire ou professionnel	917	653	734	705	nd
4	Présentation à un examen médical ou psychologique	1 009	944	1 047	1 005	nd
5	Circonstances familiales graves	1 040	959	838	805	nd
6	Maintien des liens familiaux	24 267	25 441	24 814	23 825	nd
7	Autres motifs	1 274	1 454	1 538	1 477	nd
◆	**Issue des permissions**					
8	Réintégration	33 511	35 291	35 239	33 835	53 327
9	volontaire dans les délais	32 211	33 821	33 712	31 850	52 816
10	volontaire avec un retard de 48 heures	435	581	616	591	
11	contrainte dans les délais	799	806	842	808	511
12	contrainte avec retard de 48 heures	66	83	69	66	
13	Non-réintégration	275	298	172	165	612
14	évasion	144	101	105	101	248
15	hospitalisation	9	13	3	3	10
16	décès	2	0	0	0	1
17	réintégration dans un autre établissement	120	184	64	61	139
18	autres					214
◆	**Infractions commises au coursou à la suite de la permission**					
19	Crimes	0	4	0	nd	nd
20	Délits	18	10	9	nd	nd
	Libérations conditionnelles (de la compétence du juge de l'application des peines - toutes juridictions à partir de 2006)					
21	**Condamnés remplissant les conditions légales pour une libération conditionnelle**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
22	**Condamnés admis à la libération conditionnelle au cours de l'année**	**5 286**	**5 866**	**5 671**	**5 897**	**6 436**
◆	**Nature de l'infraction**					
23	Atteintes volontaires à la personne	1 315	1 381	1 196	nd	nd
24	Homicides et blessures involontaires	116	142	103	nd	nd
25	Infractions contre les biens	945	823	654	nd	nd
26	Infractions à la législation sur les stupéfiants	1 133	1 302	1 395	nd	nd
27	Autres infractions	1 777	2 218	2 323	nd	nd
◆	**Caractéristiques des condamnés**					
	Sexe					
28	Hommes	–	–	–	5 511	5 995
29	Femmes	–	–	–	386	441
	Nationalité					
30	Français	–	–	–	4 486	5 076
31	Étrangers	–	–	–	1 411	1 360

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Source :

Les statistiques concernant le milieu ouvert sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire. Les informations sont établies par collationnement de cadres statistiques remplis dans les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP).

À partir de 2007, le mode de collecte de l'information statistique a été modifié en ce qui concerne le milieu ouvert. De ce fait, l'équation flux-stock n'est pas équilibrée

Code	Définitions et méthode
1 à 14	L'article D. 572 du Code de procédure pénale prévoit que « Dans chaque département, est créé un service pénitentiaire d'insertion et de probation, service déconcentré de l'Administration pénitentiaire, chargé d'exécuter les missions prévues par les articles D. 573 et D. 574. Le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation est placé sous l'autorité du directeur régional des services pénitentiaires. Le siège du service pénitentiaire d'insertion et de probation et la liste des antennes locales d'insertion et de probation sont fixés par arrêtés du ministre de la justice. ».
15 à 33	Un individu pris en charge par un SPIP peut faire l'objet de plusieurs mesures. De ce fait, le nombre de mesures recensées au 1er janvier d'une année donnée est supérieur au nombre d'individus pris en charge à la même date.
19	Les condamnés manifestant des efforts sérieux de réadaptation sociale peuvent bénéficier d'une **libération conditionnelle** (cf. pages 218 et 219). Elle ne peut être accordée qu'aux détenus ayant accompli la moitié de leur peine ou, pour les condamnés en état de récidive légale, les deux-tiers de la peine. Le bénéfice de la libération conditionnelle, outre des conditions générales, peut être assorti de conditions particulières, ainsi que de mesures d'assistance et de contrôle destinées à faciliter et à vérifier le reclassement du libéré. La durée de soumission à ces obligations ne peut être inférieure au reliquat de la peine. La libération conditionnelle est accordée par le juge de l'application des peines lorsque la peine en cours d'exécution n'excède pas dix ans ou, quelle que soit la peine prononcée, lorsque la durée de détention restant à subir n'excède pas trois ans. Au delà, c'est la juridiction régionale de la libération conditionnelle (JRLC) qui exerce cette compétence.
20	Modalité du sursis, **la mise à l'épreuve** s'applique aux condamnations à l'emprisonnement prononcées pour crime ou délit de droit commun. Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, l'établissement de la résidence en un lieu déterminé, la soumission à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction, ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquittement des pensions alimentaires. Le tribunal fixe le délai d'épreuve, qui ne peut être inférieur à 18 mois, ni supérieur à 3 ans.
21	Cette peine a été créée en 1983. Les condamnés à un **travail d'intérêt général** (TIG) accomplissent au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public, ou d'une association ayant obtenu une habilitation préalable, un travail non rémunéré d'une durée de 40 à 240 heures, exécuté dans un délai de 18 mois au plus. La condamnation à un TIG peut être prononcée soit à titre de peine principale, soit comme modalité d'un sursis. Elle peut aussi être accordée aux condamnés à l'emprisonnement ferme lorsque le quantum prononcé n'excède pas 6 mois.
22	Le magistrat chargé d'une information judiciaire peut placer sous **contrôle judiciaire** la personne mise en cause. Celle-ci sera soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes...), au plus tard jusqu'au jour du jugement, éventuellement sous le contrôle d'un SPIP désigné par le juge d'instruction.
24	Les jeunes gens âgés de moins de 29 ans, n'ayant pas accompli la totalité des obligations du service national actif, et condamnés définitivement pour crime et délit à une peine d'emprisonnement sans sursis ou de réclusion dont la durée est égale ou supérieure à un an, sont tenus d'accomplir le service national actif. Les modalités en sont décidées par une commission juridictionnelle.
26	Cette mesure est applicable depuis l'entrée en vigueur de la loi du 6 juillet 1989. Le tribunal correctionnel, après avoir reconnu la culpabilité du prévenu, a la possibilité d'ajourner le prononcé de la peine. Le prévenu est alors placé sous le régime de la mise à l'épreuve sous le contrôle du juge de l'application des peines.
27	Médiation pénale, suivi socio-judiciaire, travail non rémunéré.
28 à 33	Exprimée en mois, il s'agit d'une estimation de la durée moyenne des mesures prises en charge par les SPIP au cours d'une année donnée. Elle est obtenue en rapportant le nombre moyen de mesures en stock, au nombre de nouvelles mesures prises en charge au cours de l'année.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Milieu ouvert

Code		2003	2004	2005	2006	2007
	Population prise en charge par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)					
1	**Population au 1er janvier**	**129 269**	**123 492**	**129 784**	**146 567**	**142 285**
2	Entrées au cours de l'année	67 880	nd	93 262	nd	99 083
3	Sorties au cours de l'année	73 657	nd	76 479	nd	86 155
4	**Population au 31 décembre**	**123 492**	**129 784**	**146 567**	**142 285**	**148 077**
◆	**Population par direction régionale** (au 31 décembre)					
5	Bordeaux	10 482	12 551	13 665	13 435	14 104
6	Dijon	8 798	9 319	10 225	10 636	10 417
7	Lille	20 195	18 992	24 607	19 878	22 220
8	Lyon	13 556	12 828	13 532	15 639	16 918
9	Marseille	11 117	10 143	12 475	11 482	10 558
10	Paris	23 296	25 957	27 308	29 691	29 885
11	Rennes	14 561	15 653	16 637	16 939	18 866
12	Strasbourg	8 704	9 703	11 085	9 081	9 573
13	Toulouse	9 374	9 619	11 609	11 383	11 781
14	Départements d'outre-mer	3 409	5 019	5 424	4 121	3 755
	Mesures prises en charge par les SPIP					
15	**Mesures en cours au 1er janvier**	**139 361**	**135 721**	**137 386**	**160 984**	**156 535**
16	Entrées au cours de l'année	79 675	nd	101 594	nd	106 137
17	Sorties au cours de l'année	83 315	nd	77 996	nd	92 197
18	**Mesures en cours au 31 décembre**	**135 721**	**137 386**	**160 984**	**156 535**	**162 491**
◆	**Détail des mesures en cours** (au 31 décembre)					
19	Libérations conditionnelles	6 428	6 865	8 169	6 870	6 581
20	Sursis avec mise à l'épreuve	105 247	106 224	120 676	117 225	121 700
21	Travail d'intérêt général et sursis TIG	17 990	18 045	24 260	23 938	24 502
22	Contrôle judiciaire	4 073	3 596	3 907	3 692	3 841
23	Interdiction de séjour	1 359	1 142	1 107	806	784
24	Article L 51 du Code du service national	123	-	-	-	-
25	Grâce conditionnelle	59	-	-	-	-
26	Ajournement avec mise à l'épreuve	442	469	476	269	259
27	Autres (TNR, SSJ, …)		1 045	2 389	3 735	4 824
◆	**Durée moyenne des mesures** (en mois)					
28	**Toutes mesures**	**20,1**	**nd**	**18,2**	**18,2**	**16,3**
	dont:					
29	Sursis avec mise à l'épreuve	23,3	nd	20,7	nd	19,2
30	Libérations conditionnelles (Garde des sceaux ou juge de l'application des peines)	13,6	nd	15,3	nd	13,3
31	Travail d'intérêt général	14,0	nd	12,1	nd	10,9
32	Contrôle judiciaire	23,4	nd	19,8	nd	14,0
33	Ajournement avec mise à l'épreuve	8,4	nd	11,9	nd	7,4

Code | Définitions et méthode

12 Aux confins du judiciaire et confié aux services pénitentiaires d'insertion et de probation, l'**accompagnement social des sortants de prison** favorise la réinsertion des libérés par les moyens du partenariat et par la mobilisation des dispositifs de la société civile : recherche d'emploi, accès au logement, recours aux institutions administratives ...

13 Les magistrats du parquet et du siège peuvent demander au SPIP, avant de prendre leur décision sur l'orientation de la procédure, **une enquête rapide** portant sur la situation familiale, sociale et professionnelle de la personne déférée, prévenue ou inculpée. L'objectif de ces enquêtes rapides est de fournir aux magistrats des éléments fiables et pertinents quant à la situation personnelle des intéressés, mais aussi de proposer des mesures propres à favoriser leur insertion sociale, telles que des possibilités d'hébergement, de stage, de formation professionnelle, de prise en charge sociale ou médico-sociale.

14 **L'article D 49.1 du Code de procédure pénale** prévoit que, préalablement à la mise à exécution d'une condamnation à une peine d'emprisonnement égale ou inférieure à un an concernant une personne non incarcérée, le juge de l'application des peines est saisi par le procureur de la République, afin d'examiner les modalités d'exécution de la peine en considération de la situation du condamné : semi-liberté, suspension, fractionnement de peine, libération conditionnelle sans incarcération, placement à l'extérieur. La décision d'aménagement est prise en considération de la situation familiale, sociale et professionnelle, médicale du condamné, et nécessite par conséquent des mesures d'instruction préalables, le plus souvent confiées sous forme de demande d'enquête à un agent du SPIP.

15 **L'article D 526 du Code de procédure pénale** prévoit que, dans le cadre de la préparation des dossiers de libération conditionnelle, des éléments d'information complémentaires sont, en tant que de besoin, recueillis par l'intermédiaire du SPIP du lieu où le condamné souhaite établir sa résidence.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Exécution des peines et administration pénitentiaire

Milieu ouvert [fin]

Code		2003	2004	2005	2006	2007
	Mesures prises en charge par les SPIP (fin)					
◆	**Mesures en cours par direction régionale** (au 31 décembre)					
1	Bordeaux	11 364	13 554	15 041	14 858	15 649
2	Dijon	9 374	9 567	11 046	11 293	11 415
3	Lille	22 456	20 579	26 591	22 826	24 129
4	Lyon	14 586	14 056	14 951	16 813	18 461
5	Marseille	11 710	10 830	13 248	12 674	11 318
6	Paris	26 318	25 787	31 052	32 495	32 943
7	Rennes	16 172	16 777	18 894	18 720	21 014
8	Strasbourg	9 710	10 784	12 223	9 969	10 589
9	Toulouse	10 561	10 378	12 415	12 433	13 003
10	Départements d'outre mer	3 470	5 074	5 523	4 454	3 970
	Interventions des SPIP					
11	**Interventions effectuées par les SPIP au cours de l'année**	**42 900**	**nd**	**nd**	**nd**	**61 340**
◆	**Nature des interventions**					
12	Accompagnement social des sortants de prison	6 602	nd	nd	nd	2 857
13	Enquêtes sociales rapides (art. 41 du CPP)	8 330	nd	nd	nd	17 115
14	Enquêtes art. 723-15 du CPP (ex D49.1)	23 957	nd	nd	nd	28 444
	Enquêtes de personnalité (art. 81 du CPP)					877
15	Autres enquêtes	4 011	nd	nd	nd	12 047
◆	**Interventions par direction régionale**					
16	Bordeaux	3 495	nd	nd	nd	3 947
17	Dijon	2 021	nd	nd	nd	3 217
18	Lille	5 675	nd	nd	nd	8 687
19	Lyon	5 625	nd	nd	nd	7 476
20	Marseille	4 517	nd	nd	nd	6 818
21	Paris	7 801	nd	nd	nd	7 199
22	Rennes	4 267	nd	nd	nd	6 526
23	Strasbourg	2 513	nd	nd	nd	8 260
24	Toulouse	4 725	nd	nd	nd	5 274
25	Départements d'outre mer	2 261	nd	nd	nd	3 936

Mineurs et justice

Institué au lendemain de la libération pour accentuer un régime de protection et d'éducation en faveur de l'enfance délinquante, le juge des enfants a vu se développer ses missions d'assistance éducative. Les textes de base sont l'ordonnance du 2 février 1945 relative aux mineurs délinquants, les articles 375 et suivants du Code civil pour les mineurs en danger (loi du 4 juin 1970 sur l'autorité parentale) et le décret du 18 février 1975 qui, après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans, étend un régime de protection aux jeunes majeurs jusqu'à 21 ans.

En matière pénale, le droit des mineurs accorde la prépondérance aux mesures éducatives sur les sanctions, les unes et les autres étant exclusivement prononcées par des juridictions spécialisées (juge des enfants, tribunal pour enfants et cour d'assises des mineurs) selon des procédures adaptées.

La direction de la protection judiciaire de la jeunesse gère les établissements et services du secteur public et contrôle les établissements et services du secteur associatif habilité à recevoir des mineurs dans ce cadre.

Les établissements et services du **secteur public** de la protection judiciaire de la jeunesse proposent l'orientation éducative (services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance dotés d'un tribunal pour enfants - SEAT) et exercent des fonctions d'investigation, d'hébergement et de prise en charge en milieu ouvert ainsi que de formation, tant en assistance éducative que pour les mineurs délinquants.
Les établissements et services du **secteur associatif**, **habilités par le ministère de la Justice** à recevoir des jeunes confiés par les juridictions de la jeunesse, sont gérés par des associations relevant de la loi de 1901. Le contrôle exercé sur ces institutions tend à l'harmonisation de l'action éducative en faveur des jeunes, qu'ils soient pris en charge par l'un ou l'autre secteur.

Mineurs et Justice

Sources : Les statistiques du ministère de l'Intérieur permettent de mesurer la délinquance des mineurs telle qu'elle est constatée par les services de police et de gendarmerie.
L'activité tant éducative que pénale des juges et tribunaux pour enfants peut s'appréhender à l'aide de plusieurs sources statistiques : les cadres du parquet, le répertoire de l'instruction, les tableaux de bord des juridictions de mineurs.

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code	Définitions et méthode
1 et 2	Les statistiques du ministère de l'Intérieur permettent de dénombrer les infractions constatées et établies par les services de Police et de Gendarmerie. Elles utilisent une unité de compte différente de celle retenue par le ministère de la Justice qui comptabilise des affaires et non des infractions.
3	Saisines : ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet.
4	Affaires traitées au cours de l'année, pouvant concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires reçues antérieurement à l'année considérée.
11, 12	Si le procureur décide de poursuivre, il peut soit saisir le juge des enfants par requête, soit ouvrir une information devant le juge d'instruction (obligatoire en matière criminelle).
13	La loi du 09-09-2002 prévoit que les mineurs de 16 à 18 ans peuvent être suivis devant le tribunal pour enfants selon la procédure de jugement à délai rapproché. Elle est applicable aux mineurs qui encourent une peine d'emprisonnement ≥ à 3 ans en cas de flagrance ou ≥ à 5 ans dans les autres cas. Elle ne peut être engagée que si des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires et si les investigations sur la personnalité ont déjà été accomplies. Il est notifié au mineur déféré devant le procureur de la République une date d'audience dans un délai compris entre 10 jours et 1 mois (art. 14-2, ord. du 02-02-1945)
28	**La chambre de l'instruction** : L'activité du juge d'instruction concernant les mineurs est connue au niveau de la décision de clôture.
29, 30	**Contrôle judiciaire, Détention provisoire** : cf. glossaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet, répertoire de l'instruction

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Délinquance constatée par les services de police et de gendarmerie					
1	**Nombre de mineurs mis en cause pour crime ou délit**	**180 382**	**179 762**	**184 696**	**193 663**	**201 662**
2	*Proportion de mineurs dans l'ensemble des mis en cause (en %)*	*19,9*	*18,8*	*18,1*	*18,2*	*18,3*
	Activité des parquets mineurs					
■	**Saisines**					
3	**Procès-verbaux, plaintes, dénonciations**	**183 241**	**189 283**	**195 469**	**194 521**	**201 451**
■	**Orientations**					
4	**Affaires traitées**	**162 069**	**163 162**	**168 809**	**168 174**	**174 592**
5	***Affaires non poursuivables***	**23 474**	**24 992**	**25 983**	**25 323**	**25 941**
6	Infractions mal caractérisées	18 989	20 388	21 507	21 126	21 112
7	Mineurs mis hors de cause	4 485	4 604	4 476	4 197	4 829
8	***Affaires poursuivables***	**138 595**	**138 170**	**142 826**	**142 851**	**148 651**
9	*Part des affaires poursuivables (en %)*	*85,5*	*84,7*	*84,6*	*84,9*	*85,1*
10	**Affaires poursuivies**	**58 842**	**57 831**	**58 148**	**58 738**	**60 367**
11	Transmission au juge d'instruction	2 563	2 462	2 307	2 332	2 083
12	Transmission au juge des enfants	56 279	54 734	55 025	55 438	57 250
13	Procédure de jugement à délai rapproché	-	635	816	968	1 034
14	**Procédures alternatives aux poursuites**	**50 017**	**53 505**	**59 113**	**63 408**	**69 301**
15	Médiation	2 735	2 633	2 805	2 636	1 645
16	Injonction thérapeutique	522	628	896	780	678
17	Réparation mineur	5 275	5 935	6 203	7 159	7 830
18	Plaignant désintéressé, régularisation	2 850	3 088	3 745	4 404	5 424
19	Rappel à la loi, avertissement	34 662	37 260	40 979	43 797	48 505
20	Autres poursuites de nature non pénale	3 973	3 961	4 485	4 632	5 219
21	*Taux de réponse pénale (en %)*	*78,5*	*80,6*	*82,1*	*85,5*	*87,2*
22	**Procédures classées sans suite**	**29 736**	**26 834**	**25 565**	**20 705**	**18 983**
	Motifs principaux :					
23	Préjudice ou trouble peu important	16 622	13 947	11 831	8 477	7 513
24	Recherche infructueuse	2 677	2 415	3 127	2 606	2 592
25	Victime désintéressée, régularisation d'office	4 014	4 313	4 333	4 178	3 727
26	Désistement du plaignant	2 858	2 771	2 880	2 489	2 306
27	*Part des classements sans suite dans les affaires poursuivables (en %)*	*21,5*	*19,4*	*17,9*	*14,5*	*12,8*
	Activité des juges d'instruction chargés des mineurs					
	Affaires transmises à la cour d'assises des mineurs					
28	Nombre de décisions de transmission	322	412	247	274	256
29	Mineurs placés sous contrôle judiciaire	118	245	162	168	164
30	Mineurs placés en détention provisoire	125	279	143	171	155
31	*Durée moyenne de l'instruction (en mois)*	*22,1*	*23,4*	*23,7*	*22,8*	*25,7*
	Affaires transmises au juge ou au tribunal pour enfants					
32	Nombre de décisions de transmission	4 040	4 033	3 570	3 266	3 298
33	Mineurs placés sous contrôle judiciaire	2 349	2 439	2 110	1 918	1 953
34	Mineurs placés en détention provisoire	1 162	1 204	936	905	837
35	*Durée moyenne de l'instruction (en mois)*	*16,8*	*17,2*	*18,1*	*18,5*	*18,4*
36	**Ordonnances de non-lieu**	**277**	**213**	**247**	**245**	**263**

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source :

Les données concernant l'activité des parquets des TGI pour les mineurs sont issues des cadres des parquets, imprimés contenant des rubriques destinées à décrire les différentes étapes du processus pénal. Les juridictions alimentent annuellement ces rubriques à l'aide de systèmes de comptages mis en place à l'initiative de la Chancellerie.

Les unités de compte présentées dans l'activité des parquets sont selon les cas : des plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des affaires qui regroupent parfois plusieurs plaintes, dénonciations ou procès-verbaux ; des procédures dont chacune ne concerne la plupart du temps qu'une personne à la fois.

Définitions et méthode

Les données présentées sur le graphique ci-contre synthétisent toutes les orientations données par les parquets aux affaires de mineurs poursuivables de l'année.

- Tout d'abord, on a opéré une distinction entre les saisines, c'est-à-dire l'ensemble des affaires nouvelles reçues au parquet entre le 1er janvier et le 31 décembre, et **les orientations**, c'est-à-dire l'ensemble des réponses apportées au cours de l'année, qui peuvent concerner aussi bien des affaires reçues dans l'année que des affaires antérieures à l'année considérée.

- Ensuite, grâce à l'exploitation de la nomenclature des motifs de classements sans suite, il a été possible de cerner les raisons qui fondent une absence de poursuite, et donc d'identifier et de quantifier le volume d'affaires pour lesquelles aucune autre décision qu'un classement n'a pu être envisagée (motif juridique ou mineur hors de cause).

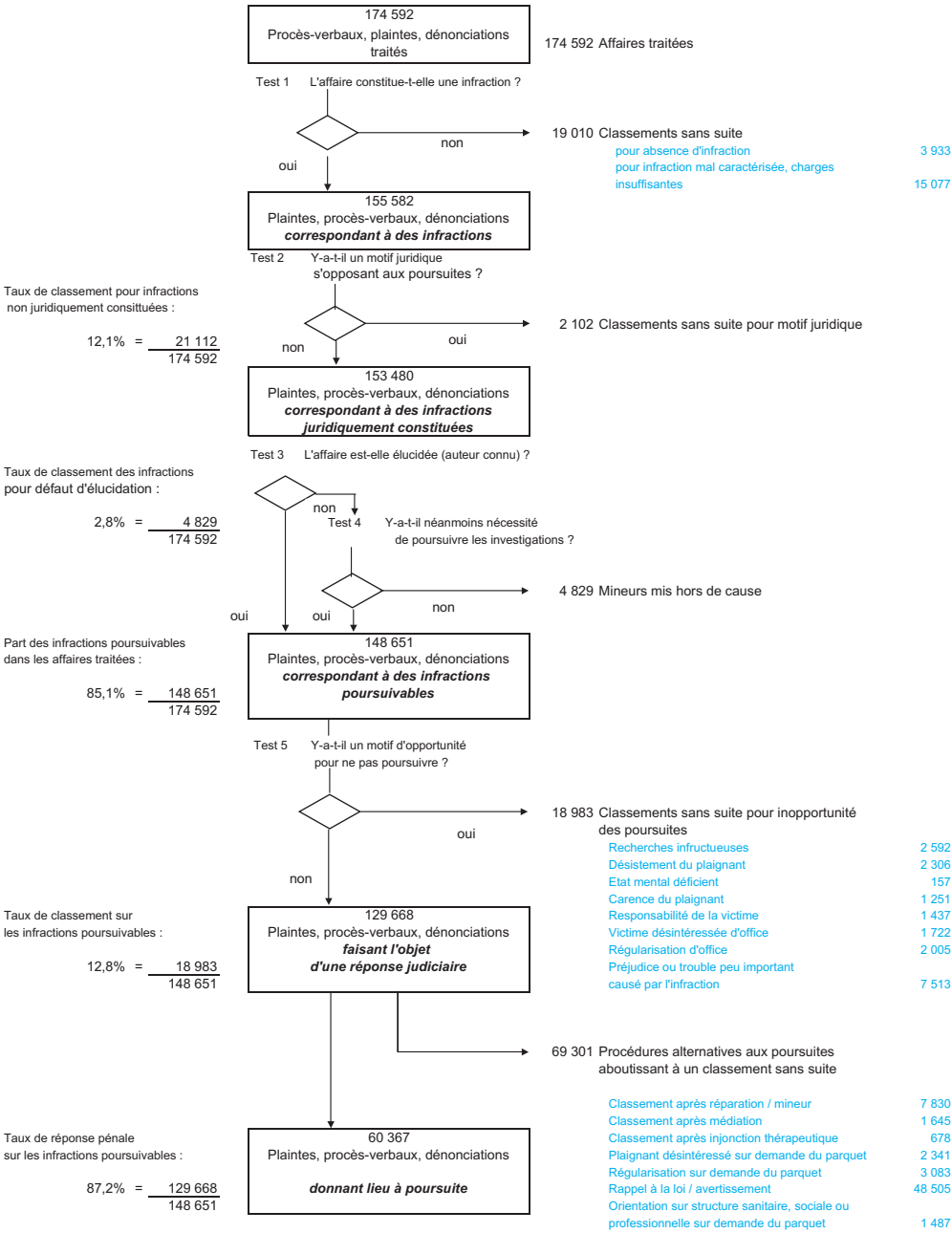
On a ainsi dégagé une masse d'**affaires "non poursuivables"**. Isolée, elle permet de fonder l'analyse des principaux ratios de réponse judiciaire sur les seules **affaires "poursuivables"**.

- Enfin, on a considéré que les réponses des parquets comportaient deux types d'orientations : les poursuites classiques et les mesures alternatives, appelées encore "mesures de la troisième voie". La réunion de ces orientations constitue la réponse pénale.

Par rapport aux affaires "poursuivables", on calcule "**un taux de réponse pénale**". Son complément, le "taux de classement sans suite", représente la part des affaires susceptibles d'être poursuivies, qui n'ont pas reçu de réponse judiciaire. Ces classements sans suite "secs" peuvent être analysés selon le motif invoqué [cf. Chapitre "Activité par juridiction - Parquets mineurs"].

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres des parquets



Source : Cadres du parquet

Mineurs et Justice

Sources :

L'activité des juridictions de mineurs, tant civile (mineurs en danger) que pénale (mineurs délinquants), est retracée au moyen de tableaux de bord de l'activité civile et pénale des tribunaux pour enfants.

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Code	Définitions et méthode
1 à 32	L'ordonnance du 2 février 1945 constitue le texte de référence s'agissant des mineurs délinquants. Elle pose comme principe une responsabilité pénale des mineurs graduée et atténuée en fonction de l'âge ainsi que la primauté des mesures éducatives sur les peines. Aucune peine ne peut être prononcée à l'égard des mineurs de moins de treize ans.
2 à 7	En aucun cas il ne peut être suivi contre le mineur par la voie de la comparution immédiate ou de la citation directe ((art.5 ord. 2 février 1945)
	En cas de délit, pour exercer une poursuite contre un mineur le procureur de la République saisit, soit *le juge d'instruction*, soit *par voie de requête* le juge des enfants (art. 5 ord. 2 février 1945). Il peut également donner instruction à un officier de police judiciaire de notifier au mineur une convocation à comparaitre devant le juge des enfants (*COPJ*).
	S'il estime que des investigations suffisantes sur la personnalité du mineur ont été effectuées et que des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires, le procureur de la République peut requérir la comparution du mineur devant le tribunal pour enfants ou devant la chambre du conseil dans un délai compris entre un et trois mois (art. 8-2 ord. 2 février 1945)
	Le mineur de seize à dix-huit ans qui ont été déférés devant le procureur de la République peut être poursuivi selon la procédure de *présentation immédiate devant la juridiction pour mineurs* (appelée procédure de jugement à délai rapproché avant la loi du 5 mars 2007). Cette procédure suppose que des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires et que des investigations sur la personnalité du mineur ont déjà été accomplies. Le mineur est alors traduit devant le tribunal pour enfants dans un délai compris entre dix jours et un mois (art. 14-2 ord. 2 février 1945).
14	La **détention provisoire** : Les données présentées ici concernent la détention provisoire ordonnée au cours d'une année et non la détention provisoire effectuée par des mineurs dans l'année.
14 à 17	Les mesures présentencielles, prononcées par les juges des enfants avant toute décision au fond, sont en priorité des mesures éducatives (liberté surveillée préjudicielle, placement ou réparation) ou des mesures permettant d'évaluer la situation du mineur (enquêtes sociales, expertises, IOE). Quand la nature des faits ou la situation du mineur l'exigent le juge peut le placer en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire.
19, 20	Le juge des enfants peut juger soit en audience de cabinet soit en audience du tribunal pour enfants. À partir de 2003, le recueil des données a été amélioré.
21	Le mineur de moins de 16 ans accusé de crime est jugé obligatoirement par le tribunal pour enfants. Cette juridiction peut néanmoins avoir à se prononcer sur des mineurs de 16 ans et plus en cas d'affaires concernant plusieurs mineurs d'âge différent.
25 à 32	Sont comptabilisées ici l'ensemble des mesures et sanctions prononcées par les juges et tribunaux pour enfants. Un mineur peut faire l'objet de plusieurs mesures ou sanctions dans un même jugement. La réparation ne fait pas l'objet d'une inscription au casier judiciaire.
33 à 36	La **cour d'assises des mineurs** : Les décisions prononcées par les cours d'assises ne concernent que les mineurs âgés de plus de 16 ans. Quelques condamnations sanctionnent des délits.
	Le détail de ces différentes données est fourni par tribunal dans le chapitre "Activité par juridiction - Activité des juges et tribunaux pour enfants".

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadres du parquet
  Tableaux de bord mineurs

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006
	Activité pénale des juges et tribunaux pour enfants					
1	**Mineurs dont le juge des enfants est saisi**	**79 951**	**79 000**	**80 982**	**81 924**	**85 335**
	Mode de saisine					
2	COPJ	34 271	36 309	38 048	40 822	45 822
3	Requête pénale avec défèrement	10 086	8 775	8 920	9 778	9 407
4	Requête pénale sans défèrement	31 793	29 128	29 081	26 245	25 067
5	Comparution à délai rapproché	159	498	675	858	1 001
6	Renvoi du juge d'instruction	3 642	3 929	3 750	3 589	3 277
7	Saisine directe du TE pour jugement à délai rapproché	-	361	508	632	761
	Âge des mineurs					
8	12 ans et moins	3 092	3 468	3 644	3 494	3 397
9	13, 14 ans	15 710	15 564	16 120	15 980	16 690
10	15, 16 ans	38 436	37 652	38 058	39 017	41 111
11	17 ans	22 638	22 203	23 066	22 940	23 635
12	Non renseigné	75	113	94	493	502
13	**Mesures présentencielles**	**24 812**	**24 761**	**27 139**	**30 228**	**30 654**
14	Détention provisoire	1 424	1 006	938	1 128	948
15	Contrôle judiciaire	4 073	3 285	3 225	3 658	3 605
16	Liberté surveillée, placement, réparation	12 975	13 691	15 358	17 688	18 367
17	Enquêtes sociales, IOE, expertises	6 340	6 779	7 618	7 754	7 734
18	**Jugements**	**63 950**	**72 389**	**75 168**	**73 977**	**75 331**
19	**Jugements en chambre du conseil (audience de cabinet)**	**32 792**	**39 835**	**41 075**	**39 778**	**40 860**
20	**Jugements en audience de tribunal pour enfants**	**31 158**	**32 554**	**34 093**	**34 199**	**34 471**
21	*Dont mineurs jugés pour crime par les tribunaux pour enfants*	*443*	*447*	*507*	*466*	*522*
22	**Décisions**	**85 509**	**82 491**	**86 131**	**82 533**	**83 533**
23	**Décisions écartant la poursuite**	**8 441**	**8 352**	**9 615**	**8 420**	**8 648**
24	**Mesures et sanctions définitives**	**77 068**	**74 139**	**76 516**	**74 113**	**74 885**
25	Admonestation, remise à parents, dispenses de mesure ou de peine	35 678	33 256	33 770	32 689	33 556
26	Liberté surveillée, protection judiciaire, placement, réparation	7 899	8 632	9 623	9 704	10 271
27	Sanctions éducatives	-	331	758	1 326	1 638
28	TIG, sursis TIG	3 053	3 568	3 828	4 049	4 500
29	Amende ferme ou avec sursis	6 760	6 226	6 703	5 444	4 829
30	Emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve	4 959	5 118	5 368	5 195	4 891
31	Emprisonnement avec sursis simple	10 244	9 965	9 836	9 477	9 374
32	Emprisonnement ferme	8 475	7 043	6 630	6 229	5 826
	Activité des cours d'assises de mineurs					
	Décisions prononcées à l'encontre de mineurs de plus de 16 ans					
	Cour d'assises de premier ressort					
33	Acquittements	15	20	22	26	13
34	Condamnations inscrites au casier judiciaire	301	317	316	346	312
	Cour d'assises d'appel					
35	Acquittements	2	0	0	3	2
36	Condamnations inscrites au casier judiciaire	12	27	34	37	47

Mineurs et Justice

Champ géographique : France métropolitaine et DOM

Définitions et méthodes

1 à 23 L'autorité parentale appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 371-1 et 371-2 du Code civil). Mais si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par le juge des enfants (art. 375 et suivants du Code civil).
Le juge des enfants est saisi par la requête des père, mère, tuteur, personne ou service auquel l'enfant a été confié, du mineur lui-même ou du procureur de la République. Exceptionnellement, il peut aussi se saisir d'office.
Les mesures d'assistance éducative peuvent être prises pour un ou plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale.
Quand une mesure doit être prise ou renouvelée dans un dossier où un jugement est déjà intervenu, il y a réouverture du dossier dans le cadre d'une instance modificative.

7 à 18 À partir de 1999 les tableaux de bord fournissent le nombre de mesures appliquées à chaque mineur. Ainsi si une décision d'assistance éducative concerne une fratrie, elle sera comptée autant de fois qu'il y a de mineurs.
Ces décisions sont distinguées selon qu'elles sont prises pour la première fois (mesures nouvelles) ou prolongées (mesures renouvelées).

10 à 14 Avant de prendre toute décision, le juge des enfants peut ordonner des mesures d'investigation (**enquête sociale** ou **investigation et orientation éducative "IOE"** ou **expertise**) afin d'évaluer la situation du mineur et d'apprécier la mesure la mieux adaptée pour faire cesser un danger.

12 L'enquête sociale a pour objectif de connaître les conditions de vie du jeune ainsi que son histoire familiale.

13 L'investigation d'orientation éducative a pour objectif d'évaluer la situation du jeune sur le plan éducatif, psychologique, socio-économique et sanitaire.

15 Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Le juge des enfants désigne alors un service pour apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre (Art. 375-2 du Code civil). C'est l'**action éducative en milieu ouvert "AEMO"**.

17 S'il est nécessaire de retirer l'enfant de son milieu, le juge des enfants prend une **décision de placement**. Il peut alors confier l'enfant à l'autre parent, à un membre de la famille ou à un tiers digne de confiance, à un établissement ou au service départemental d'aide sociale à l'enfance (Art. 375-3 du Code civil).

24, 25 Lorsqu'un mineur ouvrant droit aux prestations sociales est élevé dans des conditions d'hygiène, de logement ou d'alimentation manifestement défectueuses, le juge des enfants peut ordonner une mesure de **tutelle sur ces prestations**.
La tutelle aux prestations sociales est confiée à un service habilité qui devra garantir l'utilisation des prestations au bénéfice exclusif du ou des enfants.

26 Après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, le décret du 18 février 1975 a permis au juge des enfants d'instaurer ou de prolonger des mesures de protection à la demande des jeunes de 18 à 21 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale.

Le détail de ces différentes données est fourni par tribunal dans le chapitre "Activité par juridiction - Activité des juges et tribunaux pour enfants".

Sources :

- Ministère de la Justice
  Cadre statistique de l'activité des tribunaux pour enfants
  Tableaux de bord des juridictions des mineurs

Mineurs en danger

Activité des juges des enfants

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006
	Assistance éducative					
1	**Mineurs dont le juge des enfants est saisi**	**107 719**	**105 425**	**113 610**	**108 559**	**104 966**
	Mode de saisine					
2	Saisine par le parquet	67 008	66 858	72 959	71 330	68 381
3	Saisine par la famille, le mineur, gardien	14 222	12 762	12 775	12 253	11 469
4	Saisine d'office	11 209	9 545	9 160	7 713	7 465
5	Autres origines	15 280	16 260	18 716	17 263	17 651
	Âge des mineurs					
6	0 - 6 ans	31 576	31 589	34 376	33 618	31 352
7	7 à 12 ans	32 945	31 548	34 758	33 540	32 625
8	13 à 15 ans	25 929	25 047	26 705	25 474	25 202
9	16 à 17 ans	16 483	16 487	17 147	15 526	15 305
10	Non renseigné	786	754	624	401	482
11	**Toutes mesures individuelles prises dans l'année**	**301 109**	**300 967**	**320 287**	**326 003**	**329 501**
12	Mesures nouvelles	149 675	148 238	159 986	155 757	153 775
13	Mesures renouvelées	151 434	152 729	160 301	170 246	175 726
14	**Mesures d'investigation nouvelles et renouvelées**	**58 740**	**58 012**	**62 510**	**61 219**	**58 717**
15	*dont mesures nouvelles*	*50 076*	49 591	53 150	51 516	49 908
16	Enquêtes sociales	22 482	21 237	22 392	22 108	21 145
17	IOE	27 309	27 780	30 900	30 680	29 540
18	Expertises et autres	8 949	8 995	9 218	8 431	8 032
19	**Mesures individuelles d'AEMO (nouvelles et renouvelées)**	**126 229**	**126 730**	**135 173**	**140 600**	**143 455**
20	*dont mesures nouvelles d'AEMO*	*59 417*	*59 188*	*65 146*	*64 568*	*64 108*
21	**Mesures individuelles de placement (nouvelles et renouvelées)**	**116 140**	**116 225**	**122 604**	**124 184**	**127 329**
22	*dont mesures de placement nouvelles*	*40 182*	*39 459*	*41 690*	*39 673*	*39 759*
23	**Mineurs faisant l'objet d'une fin de procédure**	**114 104**	**110 265**	**107 264**	**90 390**	**95 128**
24	**Mineurs suivis en assistance éducative au 31 décembre**	**201 141**	**199 711**	**206 397**	**215 418**	**217 884**
25	Avec une mesure en cours	173 836	173 455	184 232	194 568	197 421
26	Avec deux mesures en cours	20 090	19 620	19 327	18 498	18 025
27	Avec trois mesures en cours et plus	7 215	6 636	2 838	2 352	2 438
	Tutelles aux prestations sociales					
28	Nombre de décisions de mise sous tutelle aux prestations sociales	24 014	24 217	25 204	22 566	22 273
29	Mineurs concernés par ces tutelles aux prestations sociales	61 390	62 333	65 219	64 846	64 436
	Protection des jeunes majeurs					
30	Jeunes majeurs faisant l'objet d'une mesure de protection	6 882	7 099	7 738	8 751	6 895

Mineurs et Justice

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Avertissement : L'enrichissement progressif du système d'information offre désormais des données plus complètes, justifiant une amélioration de la forme et du contenu des tableaux des précédentes éditions.

Définitions et méthodes

Code	
3	Les **Centres Éducatifs Renforcés** sont des structures éducatives destinées à la prise en charge des mineurs délinquants ou en situation de grande marginalisation, et qui doivent répondre au risque de récidive et d'incarcération.
7	Les **Centres de Placement Immédiat** prennent en charge les mineurs pour lesquels un accueil immédiat est prescrit par les magistrats de la jeunesse, et en priorité les mineurs délinquants. Cet accueil doit permettre de répondre à une situation d'urgence, caractérisée par l'impossibilité pour certains mineurs de demeurer dans leur environnement familial et social, en particulier lorsqu'ils viennent de commettre un délit et qu'un éloignement temporaire s'avère nécessaire dans l'attente d'une réponse judiciaire et d'une prise en charge éducative de longue durée.
8	Les **Centres éducatifs fermé**s sont des établissements publics ou des établissements privés habilités dans lesquels les mineurs sont placés en application d'un contrôle judiciaire ou d'un sursis avec mise à l'épreuve. Au sein de ces centres, les mineurs font l'objet des mesures de surveillance et de contrôle permettant d'assurer un suivi éducatif et pédagogique renforcé et adapté à leur personnalité. La violation des obligations auxquelles le mineur est astreint en vertu des mesures qui ont entraîné son placement dans le centre peut entrîner, selon le cas, le placement en détention provisoire ou l'emprisonnement du mineur.
9	En 2002, en application des nouvelles dispositions relatives à l'organisation départementale, les fonctions de permanence éducative auprès du tribunal sont assurées le plus souvent par les centres d'action éducative de rattachement.
11 à 18	Le juge des enfants saisi peut ordonner en assistance éducative ou au pénal des mesures d'investigation. Celles pouvant êtres confiées au secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse sont : l'enquête sociale, l'investigation d'orientation éducative, et l'enquête du service éducatif auprès du tribunal de grande instance (ou recueil de renseignements socio-éducatifs).
15	L'enquête du Service éducatif auprès du tribunal (SEAT) ou recueil de renseignements socio-éducatifs, a pour objectif d'apporter rapidement au magistrat des informations sur la situation d'un mineur. Elle est obligatoire lorsque le substitut envisage de requérir une mise en détention provisoire ou en cas de convocation par officier de police judiciaire (COPJ) aux fins de jugement.
19 à 44	La juridiction pour mineurs peut confier aux établissements du secteur public : - en assistance éducative (civil) : des mesures d'action éducative en milieu ouvert et des mesures de placement - au pénal : des mesures de placement et des mesures de milieu ouvert (liberté surveillée préjudicielle, liberté surveillée, mise sous protection judiciaire, sursis avec mise à l'épreuve, contrôle judiciaire, travail d'intérêt général, mesure de réparation, liberté conditionnelle, suivi socio-judiciaire). Par ailleurs le mineur peut bénéficier d'une activité de jour (insertion sociale et professionnelle) soit à l'initiative de la protection judiciaire de la jeunesse, soit à la demande du magistrat.
29	S'il est nécessaire de retirer l'enfant de son milieu, le juge des enfants prend une décision de placement. Il peut alors confier l'enfant à l'autre parent, à un membre de la famille ou à un tiers digne de confiance, à un établissement ou au service départemental d'aide sociale à l'enfance (Art. 375-3 du Code civil). Le jeune peut être placé au sein d'un établissement (prise en charge de type collectif) ou d'une famille d'accueil (placement familial). Le jeune peut également bénéficier d'un hébergement individualisé (foyer de jeunes travailleurs, appartement indépendant…).
30 à 44	Le milieu ouvert pénal est constitué des mesures de liberté surveillée (préjudicielle ou définitive), des contrôles judiciaires, des mises sous protection judiciaire, des sursis avec mise à l'épreuve, des TIG, des mesures de réparation, des libérations conditionnelles et des suivis socio-judiciaires.
33	Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Le juge des enfants désigne alors un service pour apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre (Art. 375-2 du Code civil). C'est l'action éducative en milieu ouvert "AEMO".
14, 26 43	L'ordonnance du 2 février 1945 constitue le texte de référence s'agissant des mineurs délinquants. Elle pose comme principe une responsabilité pénale des mineurs graduée et atténuée en fonction de l'âge ainsi que la primauté des mesures éducatives sur les peines. Seules les sanctions éducatives peuvent être prononcée à l'égard des mineurs de dix à treize ans.
17, 18 29, 46	L'autorité parentale appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 371-1 et 371-2 du Code civil). Mais si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par le juge des enfants (art. 375 et suivants du Code civil).Le juge des enfants est saisi par la requête des père, mère, tuteur, personne ou service auquel l'enfant a été confié, du mineur lui-même ou du procureur de la République. Exceptionnellement, il peut aussi se saisir d'office.Les mesures d'assistance éducative peuvent être prises pour un ou plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale.
	Après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, le décret du 18 février 1975 a permis au juge des enfants d'instaurer ou de prolonger des mesures de protection à la demande des jeunes de 18 à 21 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale.
47	Le comptage des mineurs et jeunes majeurs associe l'âge et le sexe d'un jeune à chaque mesure éducative. Un mineur bénéficiant de deux mesures est donc compté deux fois

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (système GAME)

Activité de protection judiciaire de la jeunesse à la charge de l'État

DPJJ [secteur public]

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Nombre d'établissements					
1	**Tous établissements du secteur public**	**327**	**332**	**335**	**340**	**315**
2	Foyers d'action éducative (FAE)	75	76	77	76	76
3	*dont Centres éducatifs renforcés (CER)*	*8*	*7*	*7*	*6*	*5*
4	Centres d'action éducative (CAE)	199	202	204	209	190
5	*dont avec structure d'hébergement classique collectif ou diversifié*	*5*	*5*	*6*	*10*	*5*
6	*dont centres d'action éducative et d'insertion*	*///*	*22*	*22*	*23*	*22*
7	Centres de placement immédiat (CPI)	43	42	42	43	33
8	Centres éducatifs fermés (CEF)	*///*	2	2	2	6
9	Services éducatifs auprès des tribunaux de grande instance	10	10	10	10	10
	Mesures suivies durant l'année tous fondements juridiques confondus (mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)					
10	**Total des mesures suivies au cours de l'année (terminées et en cours)**	**143 914**	**148 235**	**156 748**	**162 429**	**169 030**
◆	**Décomposition par grande fonction éducative**					
11	**Investigation**	**58 315**	**59 304**	**62 814**	**64 937**	**67 007**
12	**Enquêtes approfondies**	**11 903**	**11 255**	**11 753**	**12 328**	**13 434**
13	Enquête sociale	2 711	2 466	2 581	2 929	3 414
14	Investigations d'orientation éducative (IOE)	9 192	8 789	9 172	9 399	10 020
15	**Recueils de Renseignements Socio Educatifs (SEAT)**	**46 412**	**48 049**	**51 061**	**52 609**	**53 573**
	■ **Fondement juridique des mesures d'investigation**					
16	Pénal (ordonnance du 02.02.1945)	31 803	32 439	34 626	37 473	39 892
17	Civil (article 375 du Code Civil)	26 360	26 746	28 021	27 338	27 067
18	Protection des jeunes majeurs	152	119	167	126	48
19	**Placement judiciaire**	**6 386**	**6 354**	**6 619**	**6 611**	**6 716**
20	**Hébergement collectif**	**4 184**	**4 254**	**4 408**	**4 466**	**4 583**
21	*Collectif Traditionnel*	*2 907*	*2 780*	*2 753*	*2 841*	*2 953*
22	*Collectif Spécialisé*	*1 277*	*1 474*	*1 655*	*1 625*	*1 630*
23	Centre de placement immédiat (CPI)	1 236	1 373	1 522	1 500	1 489
24	Centre éducatif renforcé (CER)	41	79	82	70	74
25	Centre éducatif fermé (CEF)	0	22	51	55	67
26	**Hébergement autonome**	**919**	**832**	**826**	**912**	**885**
27	**Familles d'accueil et tiers dignes de confiance**	**1 283**	**1 268**	**1 385**	**1 233**	**1 248**
	■ **Fondement juridique des mesures de placement**					
28	Pénal (ordonnance du 02.02.1945)	2 572	2 647	3 082	3 347	3 673
29	Civil (article 375 du Code Civil) et protection des jeunes majeurs	3 812	3 707	3 537	3 264	3 043
30	**Milieu ouvert**	**79 213**	**82 577**	**87 315**	**90 881**	**95 307**
31	**Mesures et sanctions éducatives**	**55 085**	**56 987**	**60 126**	**63 541**	**68 397**
32	Mise sous protection judiciaire	1 625	1 926	2 523	3 097	3 646
33	AEMO + suivi des jeunes majeurs (milieu ouvert civil)	22 297	22 069	22 172	22 175	21 911
34	Liberté surveillée	8 064	8 171	8 162	7 968	8 328
35	Liberté surveillée préjudicielle	12 746	13 768	15 036	15 929	17 189
36	Réparation	10 353	11 035	12 181	14 006	16 589
37	Sanctions éducatives	0	18	52	366	734
38	**Mesures de probation et peines**	**24 128**	**25 590**	**27 189**	**27 340**	**26 910**
39	Contrôle judiciaire	8 043	8 269	8 234	7 985	8 232
40	Liberté conditionnelle	16	20	20	32	26
41	Sursis mise à l'épreuve	11 103	11 848	13 099	13 512	13 057
42	Suivi socio judiciaire	89	108	122	96	75
43	Travail d'intérêt général	4 877	5 345	5 714	5 715	5 386
44	Aménagements de peine	0	0	0	0	134
	■ **Fondement juridique des mesures de milieu ouvert**					
45	Pénal (ordonnance du 02.02.1945)	56 916	60 508	65 143	68 706	73 396
46	Civil (article 375 du Code Civil) et protection des jeunes majeurs	22 297	22 069	22 172	22 175	21 911
	Jeunes suivis durant l'année tous fondements juridiques confondus (mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)					
47	**Nombre de jeunes suivis au cours de l'année**	**92 618**	**95 400**	**99 770**	**103 207**	**104 552**
◆	**Sexe**					
48	Garçons	73 806	74 249	77 163	80 005	81 469
49	Filles	18 812	21 151	22 607	23 202	23 083
◆	**Âge**					
50	0 à 6 ans	4 625	4 764	4 982	5 154	5 045
51	7 à 12 ans	7 878	8 115	8 487	8 779	8 701
52	13 à 15 ans	19 881	20 479	21 416	22 154	22 312
53	16 à 17 ans	33 988	35 009	36 613	37 874	39 048
54	18 ans et plus	26 245	27 034	28 272	29 246	29 446

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer

Code	Définitions et méthodes
3 à 5	En matière d'investigation, la statistique du secteur associatif, contrairement à celle du secteur public, comptabilise une seule mesure même si elle concerne plusieurs mineurs. C'est principalement le cas des enquêtes sociales ordonnées pour l'ensemble d'une fratrie.
4	L'enquête sociale a pour objectif de connaître les conditions de vie du jeune ainsi que son histoire familiale.
5	Avant de prendre toute décision, le juge des enfants peut ordonner des mesures d'investigation (enquête sociale ou investigation et orientation éducative "IOE" ou expertise) afin d'évaluer la situation du mineur et d'apprécier la mesure la mieux adaptée pour faire cesser un danger.
6 à 14	Le jeune peut être placé au sein d'un établissement (prise en charge de type collectif) ou d'une famille d'accueil (placement familial).
6 à 20	La juridiction pour mineurs peut confier aux établissements du secteur associatif habilité justice : - en assistance éducative (civil) : des mesures d'action éducative en milieu ouvert et des mesures de placement ; - au pénal : des mesures de placement et des mesures de réparation.
16	Chaque fois qu'il est possible, le mineur doit être maintenu dans son milieu actuel. Le juge des enfants désigne alors un service pour apporter aide et conseil à la famille, afin de surmonter les difficultés matérielles ou morales qu'elle rencontre (Art. 375-2 du Code civil). C'est l'action éducative en milieu ouvert "AEMO".
17	En milieu ouvert pénal, seules les mesures de réparation peuvent être confiées à des établissements du secteur privé habilité. Les autres mesures sont de la compétence exclusive des services de la PJJ.
18	L'ordonnance du 2 février 1945 constitue le texte de référence s'agissant des mineurs délinquants. Elle pose comme principe une responsabilité pénale des mineurs graduée et atténuée en fonction de l'âge ainsi que la primauté des mesures éducatives sur les peines. Aucune peine ne peut être prononcée à l'égard des mineurs de moins de treize ans.
19	L'autorité parentale appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité jusqu'à sa majorité ou son émancipation (art. 371-1 et 371-2 du Code civil). Mais si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par le juge des enfants (art. 375 et suivants du Code civil).Le juge des enfants est saisi par la requête des père, mère, tuteur, personne ou service auquel l'enfant a été confié, du mineur lui-même ou du procureur de la République. Exceptionnellement, il peut aussi se saisir d'office.Les mesures d'assistance éducative peuvent être prises pour un ou plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale.Quand une mesure doit être prise ou renouvelée dans un dossier où un jugement est déjà intervenu, il y a réouverture du dossier dans le cadre d'une instance modificative.
20	Après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, le décret du 18 février 1975 a permis au juge des enfants d'instaurer ou de prolonger des mesures de protection à la demande des jeunes de 18 à 21 ans éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de la protection judiciaire de la jeunesse
  Rapports annuels d'activité des structures du secteur associatif habilité de la protection judiciaire de la jeunesse

Activité de protection judiciaire de la jeunesse à la charge de l'État

DPJJ [secteur associatif]

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Nombre d'établissements					
1	**Tous établissements et services habilités du secteur associatif**	**1 184**	**1 199**	**1 195**	**1 210**	**nd**
	Mesures suivies durant l'année tous fondements juridiques confondus (mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)					
2	**Total des mesures suivies au cours de l'année**	**59 371**	**62 322**	**68 177**	**68 983**	**67 015**
	◆ **Nature des mesures**					
3	**Investigation (enquêtes approfondies)**	**40 074**	**40 884**	**43 989**	**42 300**	**40 800**
4	Enquête sociale	13 907	13 289	14 119	12 840	11 536
5	Investigations d'orientation éducative (IOE)	26 167	27 595	29 870	29 460	29 264
6	**Placement judiciaire**	**7 737**	**8 007**	**9 101**	**10 862**	**10 348**
7	**Hébergement collectif**	**6 855**	**7 169**	**5 320**	**7 418**	**6 871**
8	*Collectif traditionnel*	*5 956*	*6 005*	*3 891*	*5 783*	*4 996*
9	*Collectif spécialisé*	*899*	*1 164*	*1 429*	*1 635*	*1 875*
10	Centre de placement immédiat (CPI)	56	74	124	109	144
11	Centre éducatif renforcé (CER)	843	1 035	1 161	1 188	1 261
12	Centre éducatif fermé (CEF)		55	144	338	470
13	**Hébergement autonome**			**2 352**	**1 721**	**1 846**
14	**Familles d'accueil et tiers dignes de confiance**	**882**	**838**	**731**	**1 047**	**1 007**
15	**Lieux de vie**			**698**	**676**	**624**
16	**Milieu ouvert mesures centrées sur l'éducation**	**11 560**	**13 431**	**15 087**	**15 821**	**15 867**
17	Suivi des jeunes majeurs (milieu ouvert civil)	2 534	2 691	2 651	2 970	2 845
18	Réparation (milieu ouvert pénal)	9 026	10 740	12 436	12 851	13 022
	◆ **Fondement juridique des mesures**					
19	Pénal (ordonnance du 02.02.1945)	13 427	15 477	18 020	19 067	19 403
20	Civil (article 375 du Code Civil)	37 929	38 736	41 988	40 476	39 358
21	Protection des jeunes majeurs	8 015	8 109	8 169	9 440	8 254
	Jeunes suivis durant l'année tous fondements juridiques confondus (mineurs délinquants, mineurs en danger et protection des jeunes majeurs)					
22	**Nombre de jeunes suivis au cours de l'année**	**60 162**	**63 152**	**69 085**	**69 902**	**66 198**
	◆ **Sexe**					
23	Garçons	36 611	38 430	42 041	42 538	40 879
24	Filles	23 551	24 722	27 044	27 364	25 319
	◆ **Âge**					
25	0 à 6 ans	12 981	13 627	14 907	15 083	14 222
26	7 à 12 ans	13 937	14 629	16 004	16 193	15 432
27	13 à 15 ans	11 539	12 112	13 250	13 407	12 905
28	16 à 17 ans	11 564	12 139	13 279	13 436	12 945
29	18 ans et plus	10 125	10 628	11 627	11 764	10 682
30	Non renseigné	16	17	19	19	12

Activité de protection judiciaire de la jeunesse à la charge des départements

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Mesures de mineurs en danger suivies durant l'année					
31	**Mesures suivies au cours de l'année au titre de l'art. 375 du Code Civil**	**200 640**	**199 536**	**203 349**	**208 101**	**211 809**
	◆ **Nature des mesures**					
32	**Placement judiciaire**	**103 239**	**102 759**	**104 114**	**105 922**	**107 583**
33	dont placements confiés à l'ASE	79 384	79 730	81 630	83 759	85 809
34	dont placements directs par le juge à une association ou un tiers digne de confianc	23 855	23 029	22 484	22 163	21 774
35	**AEMO**	**97 401**	**96 777**	**99 235**	**102 179**	**104 226**
	Jeunes en danger suivis durant l'année					
36	**Nombre de jeunes suivis en placement civil au cours de l'année**	**200 640**	**199 536**	**203 349**	**208 101**	**211 809**
	◆ **Sexe**					
37	Garçons	115 344	114 709	116 901	119 633	121 765
38	Filles	85 296	84 827	86 448	88 468	90 044
	◆ **Âge au début de la mesure**					
39	0 à 6 ans	60 984	60 649	61 808	63 252	64 379
40	7 à 12 ans	61 617	61 278	62 449	63 908	65 047
41	13 à 15 ans	47 413	47 152	48 053	49 176	50 052
42	16 à 17 ans	29 728	29 564	30 129	30 833	31 383
43	Non renseigné	898	893	910	931	948

Mineurs et Justice

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique du Casier judiciaire.

Avertissement :

En ce qui concerne les mineurs, le casier judiciaire souffre d'un défaut d'exhaustivité : on peut estimer que, selon les années, 60 à 70 % des décisions sont transmises par les juridictions qui les prononcent et donc inscrites au casier judiciaire.

Définitions et méthode

Code	
	Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de juillet 2002.
1	Décisions des cours d'asises des mineurs, des tribunaux pour enfants et des cours d'appel mineurs.
2	Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont inscrites au casier judiciaire soit par un indicateur de récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natinf) visant la récidive
3 à 8	**Nature de l'infraction :** Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave (crimes, délits, contraventions). Les crimes sont regroupés par grands types d'atteintes.
5	**Les coups et violences volontaires** de nature criminelle ont entraîné la mort ou une infirmité permanente. S'y ajoutent toutes autres formes de violences, envers un mineur ou un majeur, accompagnées de circonstances aggravantes : séquestration, enlèvement, tortures...
7	Sont compris dans les **atteintes aux biens** les vols et recels qualifiés, les destructions et les dégradations ou détournements de biens par attentat ayant causé des morts ou des infirmités permanentes.
9 à 24	**Nature de la peine :** En vertu des articles 1er et 20-1 de l'ordonnance du 2 février 1945, les mineurs poursuivis pour crime, délit ou contravention de 5e classe sont justiciables des juridictions pour mineurs. Au-dessous de 13 ans, le mineur ne peut faire l'objet que de mesures éducatives (art. 15 de l'ordonnance du 2 février 1945). Pour le mineur de plus de 13 ans, le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs doivent aussi, en principe, prononcer des mesures d'éducation et de surveillance. Toutefois, lorsque les circonstances ou la personnalité du délinquant l'exigent, une condamnation pénale peut être prononcée à l'égard du mineur de plus de 13 ans (art. 2 de l'ordonnance du 2 février 1945). La peine encourue par un mineur est égale à la moitié de la peine prévue par le Code pénal. C'est l'excuse atténuante de minorité (art. 20-2 à 20-5 de l'ordonnance du 2 février 1945). Mais pour le mineur de 16 à 18 ans, la juridiction peut écarter cette excuse, à titre exceptionnel et compte tenu de la personnalité du mineur et des circonstances. Le mineur peut alors être condamné comme un majeur (sauf la période de sûreté qui ne lui est pas applicable).
23	**Les mesures éducatives** : l'article 2 de l'Ordonnance du 2 février 1945 dispose que les juridictions pour les mineurs prononcent suivant le cas "les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées". Le caractère très général des termes employés a pour but de laisser au juge la plus grande liberté d'appréciation sur le choix de la mesure à prendre. Les mesures éducatives sont rarement prononcées en matière criminelle.
27 à 29	**L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour crimes

Code		2002	2003	2004	2005 r	2006 p
1	**Toutes condamnations de mineurs pour crimes**	**498**	**559**	**643**	**616**	**713**
2	dont mentionnant l'état de récidive légale	1	2	0	1	0
◆	**Nature de l'infraction**					
3	**Atteintes à la personne**	**418**	**480**	**546**	**525**	**597**
4	Homicides volontaires	27	26	26	19	26
5	Coups et violences volontaires	28	33	21	26	31
6	Viols	363	421	499	480	540
7	**Atteintes aux biens**	**68**	**60**	**87**	**82**	**93**
8	**Autres crimes**	**12**	**19**	**10**	**9**	**23**
◆	**Nature de la peine**					
9	**Peines privatives de liberté**	**471**	**531**	**617**	**584**	**655**
10	*dont réclusion criminelle*	*21*	*14*	*21*	*24*	*15*
11	Fermes ou assorties d'un sursis partiel	295	315	361	311	299
12	Moins d'un an	84	85	87	78	78
13	1 an à moins de 3 ans	83	96	134	97	97
14	3 ans à moins de 5 ans	52	63	55	57	39
15	5 ans à moins de 10 ans	53	55	59	51	66
16	10 ans et plus (sans perpétuité)	23	16	26	28	19
17	Perpétuité	0	0	0	0	0
18	*Durée moyenne de la peine ferme - perpétuité exclue (en mois)*	*40,4*	*35,2*	*38,0*	*40,3*	*38,0*
19	Assorties d'un sursis total	176	216	256	273	356
20	Sursis simple	64	69	81	88	141
21	Sursis avec mise à l'épreuve	112	147	175	184	213
22	Avec travail d'intérêt général	0	0	0	1	2
23	**Mesures éducatives**	**27**	**28**	**25**	**28**	**49**
24	**Sanctions éducatives**					**6**
25	**Autres peines**			**1**	**4**	**3**
◆	**Caractéristiques des condamnés mineurs**					
	Sexe					
26	Garçons	481	550	626	595	688
27	Filles	17	9	17	21	25
	Âge					
28	Moins de 13 ans	40	58	84	41	32
29	De 13 ans à moins de 16 ans	223	266	313	342	464
30	De 16 ans à moins de 18 ans	235	235	246	233	217
	Nationalité					
31	Français	443	511	594	559	603
32	Étrangers	40	31	28	19	22
33	Non déclarés	15	17	21	38	88

Mineurs et Justice

La nature et la durée des peines ainsi que les caractéristiques démographiques des condamnés sont présentées ici pour l'ensemble des viols commis par des mineurs.

Code | Définitions et méthode

2 à 15 **Nature de la peine** : En vertu des articles 1er et 20-1 de l'ordonnance du 2 février 1945, les mineurs poursuivis pour crime, délit ou contravention de 5e classe sont justiciables des juridictions pour mineurs.
Au-dessous de 13 ans, le mineur ne peut faire l'objet que de mesures éducatives (art. 15 de l'ordonnance du 2 février 1945).
Pour le mineur de plus de 13 ans, le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs doivent aussi, en principe, prononcer des mesures d'éducation et de surveillance. Toutefois, lorsque les circonstances ou la personnalité du délinquant l'exigent, une condamnation pénale peut être prononcée à l'égard du mineur de plus de 13 ans (art. 2 de l'ordonnance du 2 février 1945).
La peine encourue par un mineur est égale à la moitié de la peine prévue par le Code pénal. C'est l'excuse atténuante de minorité (art. 20-2 à 20-5 de l'ordonnance du 2 février 1945).
Mais pour le mineur de 16 à 18 ans, la juridiction peut écarter cette excuse, à titre exceptionnel et compte tenu de la personnalité du mineur et des circonstances. Le mineur peut alors être condamné comme un majeur (sauf la période de sûreté qui ne lui est pas applicable)..

18 à 20 **L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2002	2003	2004	2005[r]	2006[p]
	Viols					
1	**Toutes condamnations de mineurs pour viols (cf. p 249, code 5)**	**363**	**421**	**499**	**480**	**540**
◆	**Nature de la peine**					
2	**Peines privatives de liberté**	**346**	**402**	**481**	**460**	**503**
3	*dont réclusion criminelle*	*6*	*5*	*6*	*9*	*5*
4	Fermes ou assorties d'un sursis partiel	198	218	252	211	185
5	Moins d'un an	64	63	67	59	52
6	1 an à moins de 3 ans	60	72	99	74	66
7	3 ans à moins de 5 ans	35	43	42	38	25
8	5 ans à moins de 10 ans	33	33	38	29	36
9	10 ans et plus	6	7	6	11	6
10	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*32,4*	*30,1*	*30,1*	*33,4*	*31,5*
11	Assorties d'un sursis total	148	184	229	249	318
12	Sursis simple	48	53	66	77	121
13	Sursis avec mise à l'épreuve	100	131	163	171	196
14	Avec travail d'intérêt général	0	0	0	1	1
15	**Mesures et sanctions éducatives**	**17**	**19**	**18**	**18**	**36**
16	**Autres peines**				**2**	**1**
◆	**Caractéristiques des condamnés mineurs**					
	Sexe					
17	Garçons	360	420	493	475	537
18	Filles	3	1	6	5	3
	Âge					
19	Moins de 13 ans	38	55	80	41	28
20	De 13 ans à moins de 16 ans	184	219	261	299	399
21	De 16 ans à moins de 18 ans	141	147	158	140	113
	Nationalité					
22	Français	326	389	466	437	466
23	Étrangers	23	25	16	12	8
24	Non déclarés	14	7	17	31	66

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique du Casier judiciaire.

Définitions et méthodes

Code	
	Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de juillet 2002.
2	Sont comptabilisées ici les condamnations retenant l'état de récidive légale : elles sont inscrites au casier judiciaire soit par un indicateur de récidive soit par l'utilisation d'une qualification d'infraction (Natinf) visant la récidive
3 à 19	**Nature de l'infraction** : Quand il y a cumul d'infractions dans une même condamnation, l'infraction de référence est la première citée dans la catégorie la plus grave si plusieurs catégories sont en cause (délit + contravention par exemple). Les délits sont regroupés par grands types d'atteintes.
8	**Circulation routière** : les atteintes aux personnes qui se produisent dans le cadre des accidents corporels de la circulation sont prises en compte avec les homicides et blessures involontaires, dans la rubrique "atteintes à la personne".
12 à 14	Les **atteintes à la personne** regroupent l'ensemble des infractions portant atteinte, de façon volontaire ou involontaire, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles se sont produites (notamment circulation routière ou travail), ainsi que les atteintes aux mœurs (violences sexuelles, exhibition, ...).
19	Les **atteintes à l'ordre administratif et judiciaire** regroupent principalement les infractions en matière d'outrages et violences envers les agents chargés de l'autorité publique.
38 à 45	**Mesures éducatives** : l'article 2 de l'Ordonnance du 2 février 1945 dispose que les juridictions pour les mineurs prononcent suivant le cas "les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées". Le caractère très général des termes employés a pour but de laisser au juge la plus grande liberté d'appréciation sur le choix de la mesure à prendre. Les mesures susceptibles d'être prononcées sont diverses : admonestation ; remise du mineur à sa famille, à un particulier ou à l'assistance à l'enfance ; placement dans un établissement d'éducation et de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat, ou dans une institution publique d'éducation surveillée ; placement sous le régime de la liberté surveillée.
39	**L'admonestation** consiste en une "remontrance" du juge à l'encontre du mineur poursuivi pour avoir commis un acte contraire à la loi pénale. Cette mesure ne peut être prononcée que par le juge des enfants en audience de cabinet.
40	**Remise à personne** : le juge peut choisir de remettre le mineur délinquant à un particulier qui sera chargé de l'éduquer. Il peut s'agir des parents, du tuteur, de la personne qui en avait la garde, ou d'une personne digne de confiance.
42	Le mineur âgé de plus de 16 ans peut être placé par le tribunal pour enfants ou la cour d'assises des mineurs sous protection judiciaire, à titre principal et pour une durée n'excédant pas 5 ans. Il bénéficie alors de diverses mesures d'assistance, de surveillance et d'éducation prescrites par le juge des enfants.
43	**La mise en liberté surveillée** consiste à placer le mineur sous la surveillance d'un service de la PJJ désigné par le juge, et qui est chargé d'exercer sur lui une action éducatrice, un contrôle sur ses conditions de vie et sur sa conduite, ainsi qu'une surveillance sur la ou les personnes qui en ont la garde. Le juge peut prendre cette décision dans tous les cas, que le mineur ait été condamné à une peine ou fasse l'objet d'une mesure d'éducation.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2002	2003	2004	2005[r]	2006[p]
1	**Toutes condamnations de mineurs pour délits**	**28 224**	**31 018**	**42 926**	**52 874**	**56 351**
2	dont mentionnant l'état de récidive légale	173	123	189	338	520
◆	**Nature de l'infraction**					
3	**Atteintes aux biens**	**18 703**	**20 906**	**28 236**	**33 749**	**35 056**
4	Vols	13 556	15 298	20 352	24 082	24 382
5	Recels	1 538	1 818	2 581	3 196	3 189
6	Escroqueries - abus de confiance	840	846	1 206	1 466	1 430
7	Destructions - dégradations	2 769	2 944	4 097	5 005	6 055
8	**Infractions à la circulation routière et aux transports**	**470**	**566**	**1 156**	**2 202**	**2 631**
9	dont infractions à la circulation routière	464	561	1 148	2 188	2 619
10	**Infractions à la législation économique et financière**	**123**	**136**	**190**	**260**	**265**
11	dont infractions en matière de chèques	74	81	125	175	173
12	**Atteintes à la personne**	**5 708**	**5 955**	**8 461**	**10 166**	**11 512**
	dont :					
13	Coups et blessures volontaires	3 881	4 014	5 941	7 258	8 413
14	Atteintes sexuelles	1 371	1 392	1 672	1 751	1 834
15	**Infractions en matière de stupéfiants**	**1 375**	**1 652**	**2 471**	**3 394**	**3 447**
16	**Atteintes à la sûreté publique**	**470**	**466**	**557**	**708**	**755**
17	dont commerce et transport d'armes	350	336	447	576	603
18	**Atteintes à l'ordre public général**	**66**	**59**	**75**	**74**	**92**
19	**Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire**	**1 309**	**1 278**	**1 780**	**2 321**	**2 593**
◆	**Nature de la peine**					
20	**Emprisonnement**	**11 840**	**13 199**	**17 164**	**19 449**	**19 672**
21	Ferme ou assorti d'un sursis partiel	3 580	4 098	4 743	5 052	5 014
22	Moins de 3 mois	1 509	1 834	2 529	3 035	3 048
23	3 mois à moins de 6 mois	1 298	1 419	1 298	1 235	1 235
24	6 mois à moins d'un an	555	618	617	532	516
25	1 an à moins de 3 ans	205	204	286	226	195
26	3 ans et plus	13	23	13	24	20
27	*Durée moyenne de la peine ferme (en mois)*	*3,9*	*3,8*	*3,5*	*3,2*	*3,0*
28	Assorti d'un sursis total	8 260	9 101	12 421	14 397	14 658
29	Sursis simple	4 200	4 580	6 825	8 412	8 763
30	Sursis avec mise à l'épreuve	3 327	3 791	4 594	4 800	4 732
31	Avec travail d'intérêt général	733	730	1 002	1 185	1 163
32	**Amende**	**624**	**597**	**1 490**	**2 361**	**2 521**
33	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	502	497	1 190	1 898	1 960
34	*Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)*	*195*	*215*	*228*	*217*	*220*
35	Assortie d'un sursis total	122	100	300	463	561
36	**Peine de substitution**	**920**	**982**	**1 660**	**2 539**	**3 218**
37	dont travail d'intérêt général	854	923	1 586	2 397	2 976
38	**Mesure éducative**	**14 429**	**15 759**	**21 693**	**26 644**	**28 207**
39	Admonestation	9 860	10 522	14 354	18 660	19 644
40	Remise à personne	3 354	3 792	5 362	5 849	6 258
41	Placement en établissement d'éducation surveillée	139	126	114	118	125
42	Mise sous protection judiciaire	380	588	981	1 268	1 459
43	Mise en liberté surveillée	694	728	881	743	714
44	Autres mesures	2	3	1	6	7
45	**Sanction éducative**				**272**	**818**
46	**Dispense de peine**	**411**	**481**	**919**	**1 609**	**1 915**

Code	Définitions et méthode
3 à 5	**L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Code		2002	2003	2004	2005[r]	2006[p]
◆	**Caractéristiques des condamnés mineurs**					
	Sexe					
1	Garçons	25 914	28 294	39 022	48 334	51 419
2	Filles	2 310	2 724	3 904	4 540	4 932
	Âge					
3	Moins de 13 ans	870	1 195	2 020	2 026	1 948
4	De 13 ans à moins de 16 ans	11 959	13 871	20 113	21 271	22 856
5	De 16 ans à moins de 18 ans	15 395	15 952	20 793	29 577	31 547
	Nationalité					
6	**Français**	**23 994**	**26 680**	**37 475**	**44 884**	**44 921**
7	**Étrangers**	**2 470**	**2 824**	**3 330**	**3 227**	**3 267**
8	Union européenne	91	102	130	170	205
9	dont Portugal	41	42	55	68	72
10	Europe hors UE	956	1 267	1 453	1 125	868
11	dont Turquie	108	77	109	124	133
12	Maghreb	901	919	1 120	1 295	1 446
13	Algérie	346	355	465	567	597
14	Maroc	452	481	567	605	703
15	Tunisie	103	83	88	123	146
16	Afrique hors Maghreb	408	402	411	465	559
17	Asie, Océanie	63	78	79	87	90
18	Amérique	51	56	137	85	99
19	**Non déclarés**	**1 760**	**1 514**	**2 121**	**4 763**	**8 163**

Source :

Les données présentées ici sont issues de l'exploitation statistique du Casier judiciaire.

Code	Définitions et méthode
	Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie de juillet 2002.
2 à 5	**Nature de l'infraction** : les contraventions commises par des mineurs concernent essentiellement les coups et blessures volontaires avec incapacité totale de travail n'excédant pas huit jours, et les infractions en matière de circulation routière.
3	Jusqu'en 2004, ce poste regroupe principalement les infractions en matière de conduite d'un véhicule sans permis (sans récidive), et les défauts d'assurance. À partir de 2005, ces infractions ont été correctionnalisées.
18 à 20	**L'âge des condamnés** est compté en années révolues. Il est calculé par différence entre la date de l'infraction et la date de naissance du condamné.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations pour contraventions de 5e classe

Code		2002	2003	2004	2005r	2006p
1	**Toutes condamnations de mineurs pour contraventions de 5e classe**	**730**	**841**	**1 360**	**1 464**	**1 283**
◆	**Nature de l'infraction**					
2	Coups et blessures volontaires	254	365	536	731	716
3	Infractions à la circulation routière	289	322	396	234	64
4	Dégradations ou détériorations	92	136	228	304	312
5	Autres contraventions de 5e classe	95	18	200	195	191
◆	**Nature de la peine**					
6	**Amende**	**123**	**143**	**312**	**331**	**293**
7	Ferme ou assortie d'un sursis partiel	103	128	282	287	257
8	*Montant moyen de l'amende ferme (en Euros)*	*145*	*165*	*190*	*173*	*181*
9	Assortie d'un sursis total	20	15	30	44	36
10	**Peine de substitution**	**8**	**13**	**34**	**65**	**56**
11	**Mesure éducative**	**580**	**654**	**963**	**994**	**852**
12	Admonestation	429	469	689	781	620
13	Remise à personne	116	165	236	167	194
14	Autres mesures	35	20	38	46	38
15	**Sanction éducative**				**10**	**18**
16	**Dispense de peine**	**19**	**31**	**51**	**64**	**64**
◆	**Caractéristiques des condamnés mineurs**					
	Sexe					
17	Garçons	672	766	1 206	1 316	1 130
18	Filles	58	75	154	148	153
	Âge					
19	Moins de 13 ans	15	28	36	51	42
20	De 13 ans à moins de 16 ans	276	350	641	530	502
21	De 16 ans à moins de 18 ans	439	463	683	883	739
	Nationalité					
22	Français	667	775	1 251	1 335	1 085
23	Étrangers	30	36	64	40	50
24	Non déclarés	33	30	45	89	148

Mineurs et Justice

La population carcérale comprend l'ensemble des individus (prévenus et condamnés) détenus dans les établissements pénitentiaires. Un quartier particulier, appelé quartier de jeunes détenus (QJD), est aménagé pour les détenus agés de moins de vingt et un ans dans les maisons d'arrêt desservant les juridictions les plus importantes.

Code	Définitions et méthode
4 à 6	Un mineur condamné dans une affaire et prévenu dans une ou plusieurs autres affaires est comptabilisé uniquement comme condamné. Sont considérés comme prévenus les mineurs détenus en cours d'information, en attente de jugement ou en délai ou exercice d'une voie de recours. Sont considérés comme condamnés les mineurs définitivement jugés.

Source :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire

Mineurs incarcérés

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Mineurs incarcérés au 31 décembre**	**808**	**739**	**623**	**732**	**729**
2	Métropole	759	657	563	659	652
3	Départements d'outre-mer	49	82	60	73	77
◆	**Catégorie pénale des mineurs incarcérés**					
4	Prévenus	592	467	414	489	461
5	Condamnés	216	272	209	243	268
6	*Part des prévenus (en %)*	*73*	*63*	*66*	*67*	*63*
◆	**Caractéristiques des mineurs incarcérés**					
	Sexe					
7	Garçons	791	709	594	704	690
8	Filles	17	30	29	28	39
	Âge					
9	Moins de 16 ans	81	79	49	71	90
10	De 16 ans à moins de 18 ans	727	660	574	661	639

Code | Définitions et méthode

6 à 17 | En cas de condamnation d'un mineur pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.

17 | Sont comprises dans cette rubrique les infractions à la législation sur les étrangers.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction de l'Administration pénitentiaire.

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Mineurs prévenus					
1	**Mineurs prévenus au 31 décembre**	**592**	**467**	**414**	**489**	**461**
◆	**Situation pénale**					
2	En cours d'instruction	541	420	370	430	416
3	En attente de comparution	39	36	33	43	26
4	En appel ou pourvoi	12	11	11	16	19
	Mineurs condamnés					
5	**Mineurs condamnés au 31 décembre**	**216**	**272**	**209**	**243**	**268**
◆	**Nature de l'infraction**					
6	**Atteintes à la personne**	**93**	**106**	**91**	**127**	**131**
7	Crimes de sang	5	9	10	4	6
8	Coups et blessures volontaires, coups à enfant	59	65	53	80	93
9	Homicides, blessures involontaires	5	4	7	12	11
10	Viols et autres agressions sexuelles	24	28	21	31	21
11	**Atteintes aux biens**	**99**	**127**	**95**	**78**	**108**
12	Vols qualifiés	29	33	26	20	47
13	Autres vols	59	76	57	45	50
14	Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	11	18	12	13	11
15	**Atteintes à la santé publique**	**8**	**11**	**9**	**11**	**7**
16	Infractions à la législation sur les stupéfiants	8	11	9	11	7
17	**Autres infractions**	**16**	**28**	**14**	**27**	**22**
◆	**Peine prononcée**					
18	**Réclusion criminelle**	**0**	**0**	**2**	**0**	**1**
19	**Emprisonnement**	**216**	**272**	**207**	**243**	**267**
20	Moins de 6 mois	108	152	115	146	168
21	6 mois à moins de 1 an	60	62	50	53	57
22	1 an à moins de 3 ans	36	44	30	29	30
23	3 ans à moins de 5 ans	8	6	7	12	11
24	5 ans et plus	4	8	5	3	1

Mineurs et Justice

Sources

Les données statistiques sur les incarcérations et les libérations sont obtenues jusqu'en 2002, en sous produit de la gestion du **fichier national des détenus** (FND) mis en place en 1993.

Champ géographique : France métropolitaine

Code	Définitions et méthode
2	Un mineur en attente de jugement peut être incarcéré lors d'un mandat du juge d'instruction, d'un mandat du juge des enfants, d'un mandat de la chambre de l'instruction ou d'une ordonnance d'incarcération provisoire.
4	Ce poste "Autres cas" regroupe les réincarcérations de libérés conditionnels repris après évasion ou fugue ou les réincarcérations suite à un ordre d'écrou extraditionnel.
5 à 30	En cas de condamnation pour plusieurs infractions, c'est la plus grave qui est retenue.
6	**Les crimes de sang** : = homicides volontaires.
29	Violence et outrage envers fonctionnaire ou magistrat, délits relatifs à l'exécution d'une décision judiciaire.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Fichier national des détenus

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Incarcérations de mineurs					
1	**Incarcérations de mineurs au cours de l'année**	**3 839**	**3 321**	**3 260**	**3 519**	**3 350**
◆	**Titre de détention**					
2	**Statut de prévenu**	**3 429**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
3	**Statut de condamné**	**407**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
4	**Autres cas**	**3**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
◆	**Nature de l'infraction**					
5	**Crimes**	**662**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
	dont :					
6	crimes de sang	73	nd	nd	nd	nd
7	viols sur adulte	75	nd	nd	nd	nd
8	viols sur mineur	139	nd	nd	nd	nd
9	vols qualifiés	240	nd	nd	nd	nd
10	**Délits**	**3 177**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
11	**Atteintes à la personne**	**468**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
	dont :					
12	coups et blessures volontaires sans circonstance aggravante	101	nd	nd	nd	nd
13	coups et blessures volontaires avec circonstances aggravantes (non compris contre mineurs)	136	nd	nd	nd	nd
14	**Atteintes aux mœurs**	**24**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
15	dont atteintes ou agressions sexuelles sur mineur	7	nd	nd	nd	nd
16	**Législation sur les stupéfiants**	**182**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
17	dont trafic de stupéfiants	132	nd	nd	nd	nd
18	**Atteintes aux biens**	**2 256**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
	dont :					
19	vols simples	521	nd	nd	nd	nd
20	vols avec violence	421	nd	nd	nd	nd
21	autres vols aggravés	984	nd	nd	nd	nd
22	recels	106	nd	nd	nd	nd
23	escroquerie, filouterie, abus de confiance	24	nd	nd	nd	nd
24	**Faux et usage de faux**	**6**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
25	**Circulation routière**	**50**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
26	dont conduite en état alcoolique	7	nd	nd	nd	nd
27	**Atteintes à la sûreté de l'État**	**69**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
28	dont police des étrangers	46	nd	nd	nd	nd
29	**Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire**	**120**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**
30	**Atteintes à l'ordre financier, économique et social**	**2**	**nd**	**nd**	**nd**	**nd**

Code | Définitions et méthode

9 Le nombre de libérations recouvre à la fois les prévenus et les condamnés.
Il s'agit de la libération de personnes qui étaient mineures au moment de leur incarcération.

11 **La mise en liberté** : intervient le plus souvent à la requête du prévenu après une période de détention provisoire. Elle peut s'accompagner d'une mesure de contrôle judiciaire.

14 **L'arrêt d'acquittement** : l'arrêt d'acquittement est rendu par la cour d'assises si toutes les réponses sur la culpabilité de l'accusé ont été négatives. Pour toutes les autres juridictions pénales, une décision de **relaxe** est prononcée si le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi, ou s'il n'est pas établi, ou s'il n'est pas imputable au prévenu.

Le non-lieu est la décision par laquelle une juridiction d'instruction, se fondant sur un motif de droit ou une insuffisance des charges, ne donne aucune suite à l'action publique.

15 **La libération conditionnelle** est une mesure de libération anticipée d'un condamné à l'emprisonnement lorsqu'il a subi une partie légalement déterminée de sa peine, s'il manifeste des efforts sérieux de réadaptation sociale, et sous condition de bonne conduite pendant une période qui ne peut pas être inférieure à la durée de la peine restant à subir.

18 Ce poste regroupe les reconduites à la frontière.

19 à 27 La durée d'incarcération est calculée, pour tous les détenus, à partir de la date d'écrou [au moment de l'incarcération].

Sources :

- Ministère de la Justice
  Fichier national des détenus

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Incarcérations de mineurs (fin)					
◆	**Caractéristiques des mineurs incarcérés**					
	Sexe					
1	Garcon	3 652	3 142	3 060	3 348	3 180
2	Fille	187	179	200	171	170
	Âge					
3	Moins de 16 ans	450	395	377	419	430
4	16 à moins de 18 ans	3 389	2 926	2 883	3 100	2 920
	Nationalité					
6	Français	3 164	2 807	2 727	2 998	2 918
7	Étrangers	668	506	531	521	430
8	Non déclarés	7	8	2	0	2
	Libérations de personnes mineures à l'incarcération					
9	**Libérations de mineurs au cours de l'année**	**3 744**	**3 222**	**3 396**	**3 418**	**2 782**
◆	**Motif de sortie**					
10	Fin de peine, grâce, amnistie	1 335	1 462	1 660	1 589	1 311
11	Mise en liberté	2 135	1 408	1 387	1 389	1 253
12	Peine couverte par la détention provisoire	28	24	25	22	28
13	Condamnations sans peine d'emprisonnement	8	20	15	20	22
14	Acquittement, relaxe, non-lieu	6	11	8	5	4
15	Libération conditionnelle JAP	73	62	74	54	46
16	Décès	4	1	3	0	1
17	Expiration d'un mandat	128	232	223	337	110
18	Autres motifs	27	2	1	2	9
◆	**Durée de l'incarcération**					
19	Moins d'un mois	1 520	1 223	1 327	1 445	1 188
20	1 mois à moins de 2 mois	691	535	604	715	648
21	2 mois à moins de 3 mois	388	398	377	349	351
22	3 mois à moins de 6 mois	634	572	551	520	418
23	6 mois à moins d'un an	314	319	317	275	156
24	1 an à moins de 3 ans	142	138	181	111	21
25	3 ans à moins de 5 ans	38	20	20	3	0
26	5 ans à moins de 10 ans	12	14	15	0	0
27	10 ans et plus	5	3	4	0	0

La Justice administrative

Appliquant le principe de séparation des « trois sortes de pouvoirs » (Montesquieu), le législateur de 1790 a créé la distinction organique entre les juridictions de l'ordre judiciaire d'une part, chargées sous le contrôle de la Cour de cassation des procès civils et pénaux, les juridictions de l'ordre administratif d'autre part, chargées sous le contrôle du Conseil d'État de régler les litiges où l'administration française est mise en cause (art. 13 de la loi des 16 et 24 août 1790).

Justice administrative

Le Tribunal des conflits

Le Tribunal des conflits a été créé pour déterminer, dans certains cas, si un litige relève de la compétence de l'ordre administratif ou de l'ordre judiciaire. Placé au-dessus des deux ordres, il est composé de façon paritaire de membres du Conseil d'État et de la Cour de cassation, et présidé par le Garde des Sceaux.

Le Conseil d'État

Placé au sommet des juridictions de l'ordre administratif, le Conseil d'État statuant au contentieux est juge en premier et dernier ressort pour un certain nombre de litiges : recours en annulation contre les décrets ou les actes réglementaires des ministres ; recours concernant la situation individuelle des fonctionnaires nommés par décret du Président de la République ; divers autres recours, notamment ceux concernant des actes de portée nationale. À côté des cours administratives d'appel, créées par la loi du 31 décembre 1987, il est juge d'appel de certains jugements rendus par les tribunaux administratifs, qui sont les juges de droit commun en premier ressort. Il est juge de cassation de toutes les décisions des juridictions administratives statuant en dernier ressort (ord. n° 45-1708 du 31 juillet 1945), y compris celles à caractère spécialisé ou professionnel : Conseils nationaux ou Ordres des médecins, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, architectes, experts comptables ...
Présidé de droit par le Garde des Sceaux, le Conseil d'État est dirigé en fait par son vice-président.

Définitions et méthode

Code	
1 à 4	**Le nombre de membres du tribunal des conflits est fixé par la loi** (cf. Code administratif : loi du 4 février 1850 sur l'organisation du tribunal des conflits, et loi du 24 mai 1872 sur l'organisation du Conseil d'État).
6	**Le conflit est positif** lorsque l'autorité administrative soustrait à une juridiction de l'ordre judiciaire la connaissance d'un litige, au motif que celui-ci est réservé soit à la juridiction, soit à l'autorité administrative (décret du 26 octobre 1849 sur le tribunal des conflits).
7	**Le conflit est négatif** lorsque des juridictions des deux ordres (administratif et judiciaire), saisies du même litige, se déclarent l'une et l'autre incompétentes pour en connaître (décret du 26 octobre 1849 sur le tribunal des conflits).
8 à 10	**Conflits sur renvoi** : le décret n° 60-728 du 25 juillet 1960 a institué un chef de compétence particulier : le règlement des difficultés de compétence sur renvoi des juridictions de l'ordre administratif ou de l'ordre judiciaire. Celui-ci enlève, sinon toute valeur juridique, du moins la plus grande partie de leur portée pratique aux dispositions concernant le conflit négatif.
11	**Conflit de la loi de 1932** : le tribunal des conflits est appelé à statuer au fond, par application de la loi du 20 avril 1932, lorsque sur des litiges ayant le même objet, les juridictions administratives et les tribunaux judiciaires ont rendu des décisions définitives présentant une contrariété qui conduit à un déni de justice.
13	**Conflit positif :** cf. définition 6.
14	**Conflit négatif :** cf. définition 7.
15 à 17	Cf. définitions 8 à 10.
18	**Conflit de la loi de 1932 :** cf. définition 11.
20	Cette rubrique comprend toutes les décisions : celles qui règlent définitivement le litige, mais également les décisions avant-dire-droit, les décisions renvoyant l'affaire au tribunal des conflits ou aux tribunaux judiciaires, et les décisions sur des demandes de sursis à exécution.
21	Délai d'écoulement du stock : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d'affaires terminées pendant l'année au stock d'affaires en instance au 31 décembre de cette même année.
22, 23	La loi du 17 janvier 2002 a supprimé la commission spéciale de cassation des pensions (compétente en matière de pensions militaires d'invalidité) et ses attributions ont été transférées au Conseil d'État.

Sources :

- Tribunal des conflits
  Rapport annuel d'activité du Tribunal des conflits
- Conseil d'État
  Rapport du Conseil d'État (La Documentation Française)

Tribunal des conflits

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Membres du tribunal des conflits**					
1	Membres titulaires	8	8	8	8	8
2	Membres suppléants	2	2	2	2	2
3	Commissaires du gouvernement	2	2	2	2	2
4	Commissaires suppléants	2	2	2	2	2
◆	**Activité du Tribunal des conflits**					
5	**Nombre total d'affaires enregistrées**	**60**	**49**	**44**	**64**	**107**
6	Conflits positifs	8	11	17	7	38
7	Conflits négatifs	3	5	1	1	3
8	Conflits sur renvoi du Conseil d'État	0	0	2	23	1
9	Conflits sur renvoi de la Cour de cassation	3	0	1	0	0
10	Conflits sur renvoi des juridictions subordonnées	46	33	23	29	63
11	Conflits de la loi de 1932	0	0	0	3	2
12	Autres				1	0
13	**Nombre total d'affaires jugées**	**56**	**47**	**48**	**58**	**94**
14	Conflits positifs	9	9	15	8	33
15	Conflits négatifs	4	0	5	2	1
16	Conflits sur renvoi du Conseil d'État	0	0	2	18	4
17	Conflits sur renvoi de la Cour de cassation	0	3	2	0	0
18	Conflits sur renvoi des juridictions subordonnées	43	35	24	27	55
19	Conflits de la loi de 1932	0	0	0	2	1
20	Autres				1	0

Conseil d'État

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Activité du Conseil d'État**					
21	Affaires nouvelles	11 471	10 213	12 868	12 572	11 578
22	Décisions rendues	11 739	11 209	11 528	12 124	12 700
23	*Délai d'écoulement du stock (en mois)*	*10,8*	*9,7*	*11,1*	*10,8*	*9,2*

Justice administrative

Les cours administratives d'appel

Les cours administratives d'appel, instituées par la loi n° 87.1127 du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif, sont compétentes pour statuer sur les appels formés contre les jugements des tribunaux administratifs, à l'exception de ceux portant sur les recours en appréciation de légalité, sur des litiges relatifs aux élections municipales et cantonales, et sur les recours pour excès de pouvoir formés contre les actes réglementaires.

Il existe huit cours administratives d'appel siégeant à Bordeaux, Douai, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Paris et Versailles.

Les tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs interdépartementaux sont les juridictions administratives de droit commun. Leur ressort comprend de deux à six départements. Trente-six tribunaux administratifs siègent en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Ils jugent le contentieux administratif en premier ressort, c'est-à-dire à charge d'appel devant les cours administratives d'appel, ou directement devant le Conseil d'État. Ils exercent également une mission de conciliation (art. L 3 du Code des tribunaux administratifs).

Code | Définitions et méthode

22 | **Délai d'écoulement du stock** : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d'affaires terminées pendant l'année au stock d'affaires en instance au 31 décembre de cette même année.

23 | **Délai moyen de jugement des affaires** : il correspond à la durée qui s'écoule en moyenne entre l'enregistrement d'une affaire et sa notification.

Sources

- Conseil d'État
  Rapport du Conseil d'État (la Documentation Française)

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Personnel des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs					
1	Membres du corps	834	876	918	939	964
2	*dont conseillers*	*639*	*670*	*699*	*714*	*752*

Cours administratives d'appel

Code		2002	2003	2004	2005	2006
3	**Nombre de cours administratives d'appel**	**7**	**7**	**8**	**8**	**8**
◆	**Affaires nouvelles**					
4	**Nombre total d'affaires soumises aux cours administratives d'appel**	**16 557**	**16 436**	**14 813**	**20 527**	**21 602**
	Répartition par cour d'appel					
5	Bordeaux	2 737	2 499	2 200	2 545	2 617
6	Douai	1 076	1 319	1 070	1 558	1 781
7	Lyon	2 427	2 124	1 768	2 080	2 609
8	Marseille	2 566	2 470	2 653	3 370	3 599
9	Nancy	1 379	1 296	1 149	1 613	1 667
10	Nantes	1 941	1 867	1 530	1 990	2 182
11	Paris	4 431	4 861	4 071	5 023	4 300
12	Versailles			372	2 348	2 847
◆	**Affaires terminées**					
13	**Nombre total d'affaires traitées par les cours administratives d'appel**	**16 272**	**17 899**	**20 979**	**24 385**	**26 414**
	Répartition par cour d'appel					
14	Bordeaux	2 155	2 849	3 130	3 410	3 656
15	Douai	2 586	1 617	1 547	1 886	1 814
16	Lyon	2 155	2 399	2 676	3 124	3 152
17	Marseille	2 071	2 481	3 340	3 808	3 888
18	Nancy	1 473	1 770	2 286	2 040	2 451
19	Nantes	2 062	2 531	2 429	2 686	2 612
20	Paris	3 770	4 252	5 095	5 275	6 030
21	Versailles			476	2 156	2 811
22	*Délai d'écoulement du stock (en mois)*	*34,7*	*28,8*	*21,2*	*16,2*	*12,6*
23	*Délai moyen de jugement des affaires (en mois)*	*28,9*	*29,0*	*27,8*	*26,6*	*26,7*

Tribunaux administratifs

Code		2002	2003	2004	2005	2006
24	**Nombre de tribunaux administratifs**	**36**	**36**	**36**	**36**	**36**
◆	**Affaires nouvelles**					
25	**Nombre total d'affaires soumises aux tribunaux administratifs**	**118 106**	**138 060**	**162 508**	**167 150**	**172 557**
	Nature du contentieux					
26	**Tous contentieux** [en %]	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
	dont :					
27	contentieux fiscal	19,7	16,6	13,9	16,8	12,5
28	étrangers	20,2	23,2	23,8	23,9	25,4
29	fonctionnaires et agents publics	12,8	13,6	17,0	12,2	10,9
30	agriculture	1,8	1,5	1,4	1,4	1,1
31	urbanisme et aménagement	7,6	6,4	6,6	6,9	7,4
32	police	5,7	5,0	6,0	8,5	11,7
33	élections	0,5	0,3	0,8	0,2	0,2
34	marchés et contrats	3,9	3,3	3,1	3,0	2,9
35	collectivités territoriales	3,1	2,5	2,2	2,2	2,2
36	logement	2,9	3,2	3,9	3,4	3,6
37	pensions	3,3	7,8	7,0	3,3	1,4
38	travail	2,1	2,1	2,2	3,1	4,1

La Cour des comptes

“La Cour des comptes, créée en 1807, juge les comptes des comptables publics, sous réserve de la compétence que la loi attribue en premier ressort aux chambres régionales et territoriales des comptes. Elle statue sur les appels formés contre les jugements prononcés à titre définitif par les chambres régionales des comptes” (article L. 111-1 du Code des juridictions financières -CJF-)).
Elle déclare et apure les gestions de fait, prononce des condamnations à l’amende, décharge de la gestion, ou constitue en débet les comptables dont la responsabilité pécuniaire lui paraît engagée.
Elle formule à l’égard des ordonnateurs des observations sur la régularité et l’efficience de leur gestion.

La Cour des comptes, toujours sous réserve des compétences dévolues aux chambres régionales et territoriales des comptes, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques, et s’assure du bon emploi des crédits, fonds et valeurs gérés par les services de l’État et par les autres personnes morales de droit public. Elle assure la vérification des comptes et de la gestion des entreprises publiques. Elle contrôle les institutions de la sécurité sociale. Elle peut exercer un contrôle sur les organismes qui bénéficient du concours financier de l’État, ou d’une autre personne morale soumise à son contrôle ainsi que sur les organismes habilités à recevoir des taxes parafiscales, des cotisations légalement obligatoires ou des versements libératoires d’une obligation de faire (articles L. 111-3 à L. 111-7 du CJF). Elle peut également exercer un contrôle du compte d’emploi des ressources collectées par des organismes faisant appel à la générosité publique par des campagnes nationales (article L. 111-8 du CJF).

La Cour des comptes peut déléguer aux chambres régionales des comptes le jugement des comptes et l’examen de la gestion de certains catégories d’établissement publics nationaux (article 111-9 du CJF).

Code	Définitions et méthode
1 à 7	Les décisions avant-dire-droit, comme les décisions renvoyant l’affaire au Tribunal des conflits ou aux tribunaux judiciaires, ne sont pas comprises dans les affaires terminées.
14	**Délai d’écoulement du stock** : il est obtenu, pour une année donnée, en rapportant le nombre d’affaires terminées pendant l’année au stock d’affaires en instance au 31 décembre de cette même année
15	**Délai moyen de jugement des affaires** : il correspond à la durée qui s’écoule en moyenne entre l’enregistrement d’une affaire et sa notification. Il se substitue au délai d’écoulement du stock antérieurement calculé.
26, 35	**“La Cour des comptes** est composée du Premier président, de présidents de chambre, de conseillers maîtres, de conseillers référendaires et d’auditeurs. Les membres de la Cour ont la qualité de magistrats. Ils sont et demeurent inamovibles. Le ministère public (ou parquet) de la Cour des comptes est exercé par le Procureur général” (article L. 112-1 et L. 112-2 du CJF).

Sources :

- Conseil d’État : Rapport du Conseil d’État (la Documentation Française)
  Cour des comptes : Rapport de la Cour des comptes

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Affaires terminées**					
1	**Nombre total d'affaires traitées par les tribunaux administratifs**	**130 801**	**134 479**	**147 242**	**166 512**	**173 907**
2	Métropole	126 443	129 702	140 978	160 941	168 468
3	Départements d'outre-mer et TOM	4 358	4 777	6 264	5 571	5 439
	Catégorie d'affaires (juridictions informatisées uniquement)					
4	Référés	17 702	20 707	24 298	23 908	23 474
5	*dont procédures d'urgence*	*8 735*	*10 236*	*16 247*	*14 956*	*14 231*
6	Affaires régies par des textes spéciaux	21 420	29 866	47 390	59 754	56 641
7	Requêtes fiscales	27 446	24 527	22 838	22 197	20 761
8	Requêtes normales	63 455	59 373	52 640	60 593	73 017
	Nature de la décision					
9	Satisfaction totale	23 942	26 429	29 437	31 525	29 452
10	Satisfaction partielle	5 996	6 281	6 679	6 479	7 539
11	Rejet	71 542	75 372	80 986	94 499	101 302
12	Désistement	17 663	15 599	16 553	18 488	17 956
13	Non-lieu	9 334	7 446	9 179	9 892	9 024
14	Renvoi	1 546	3 346	4 332	5 029	6 829
15	Indéterminé	778	6	76	600	1 805
16	*Délai d'écoulement du stock (en mois)*	*19,8*	*18,7*	*18,3*	*16,2*	*15,5*
17	*Délai moyen de jugement des affaires (en mois) hors procédures d'urgence*	*23,1*	*22,2*	*21,3*	*19,7*	*18,6*
18	Délai moyen référés "procédures d'urgence" (en jours)	25,0	24,0	23,0	23,0	23,0
	Nature du contentieux					
19	**Tous contentieux en (%)**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
	dont :					
20	contentieux fiscal	23,2	21,3	19,6	16,4	15,2
21	étrangers	17,9	20,4	20,6	25,8	26,2
22	fonctionnaires et agents publics	11,6	12,3	13,3	12,5	14,1
23	agriculture	6,3	2,5	2,0	1,5	1,3
24	urbanisme et aménagement	6,9	6,9	6,8	6,5	6,2
25	police	4,8	4,9	5,4	6,1	7,6
26	élections	0,7	0,4	0,7	0,5	0,2
27	marchés et contrats	3,5	3,5	3,4	3,3	3,1
28	logement	2,9	3,2	3,0	3,5	3,0
29	pensions	1,2	3,9	7,5	6,0	2,8
30	collectivités territoriales	3,0	2,6	2,5	2,6	2,1

Cour des comptes

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Magistrats et personnel de la Cour des comptes**					
31	Magistrats de la cour	209	222	213	205	204
32	*dont : magistrats du parquet*	*4*	*4*	*4*	*4*	*4*
33	Personnel des services administratifs	333	342	339	329	332
34	*dont : personnel de vérification*	*80*	*84*	*83*	*72*	*75*
◆	**Activité juridictionnelle**					
35	**Comptes reçus**	**1 097**	**966**	**1 045**	**1 118**	**945**
36	**Comptes jugés**	**883**	**531**	**333**	**337**	**495**
37	**Arrêts rendus**	**378**	**377**	**373**	**356**	**315**
	dont:					
38	gestion de fait	24	22	17	30	14
39	amendes	5	2	4	3	1
40	débets	38	34	39	41	19

Les chambres régionales des comptes

Il est créé dans chaque région une chambre régionale des comptes (article L. 210-1 du CJF). Les membres de la chambre régionale des comptes sont des magistrats. Ils sont et demeurent inamovibles (articles L. 212-7 et L. 212-8 du CJF).
La chambre régionale des comptes juge, dans son ressort, l'ensemble des comptes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, ainsi que les comptes des personnes qu'elle a déclarées comptables de fait (article L. 211-1 du CJF). Elle examine la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (article L. 211-8) ainsi que des organismes auxquels ces collectivités et établissements apportent un concours financier ou dans lesquelles ils détiennent plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants.
La chambre régionale des comptes "concourt au contrôle budgétaire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics", lorsque le budget de ces collectivités ou établissements n'est pas adopté avant le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique, qu'il n'est pas voté en équilibre réel, qu'il est exécuté en déficit ou qu'une dépense obligatoire n'y a pas été inscrite (article L. 211-7 du CJF et articles L. 1612-1 à L. 1612-20 du Code général des collectivités territoriales).

La Cour de discipline budgétaire et financière

La Cour de discipline budgétaire, composée de manière paritaire de membres du Conseil d'État et de magistrats de la Cour des comptes, est chargée de sanctionner les auteurs d'irrégularités financières commises dans la gestion de l'État, des collectivités et établissements publics, des entreprises publiques, et plus généralement des organismes soumis au contrôle de la Cour ou des chambres régionales des comptes. Les sanctions prononcées sont des amendes.

Ont seuls qualité pour saisir la Cour, par l'organe du ministère public : le président de l'Assemblée nationale ; le président du Sénat ; le Premier ministre ; le ministre chargé des finances ; les ministres pour les faits relevés à la charge des fonctionnaires et agents placés sous leur autorité ; la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes. En outre le Procureur général près la Cour des comptes peut saisir la Cour de sa propre initiative (article L. 314-1 du CJF). Peut également saisir la Cour de discipline budgétaire le créancier d'une personne morale de droit public, dans le cas prévu par l'art. 1- III de la loi n° 80- 539 du 16 juillet 1980 modifiée, relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public ou les organismes de droit privé chargés de la gestion d'un service public (article L. 212-10 du CJF).

Code	Définitions et méthodes
5, 6	La Cour fait connaître ses observations par un rapport public annuel, et par référés du Premier président aux ministres, ou par des communications du Procureur général ou des présidents de chambre aux autorités compétentes (article R. 135-1 du CJF).
8	**Les présidents des chambres régionales et territoriales des comptes** sont des conseillers maîtres ou conseillers référendaires à la Cour des comptes, détachés pour une durée de sept ans dans ces fonctions (articles L. 212-3 et L. 221-2 du CJF).
9	Chaque chambre régionale des comptes comporte un ou plusieurs **commissaires du gouvernement**, choisis parmi les membres du corps des chambres régionales des comptes, qui exercent les fonctions du ministère public (article L. 212-10 du CJF).
17 à 19	**Si le Procureur général estime qu'il n'y a pas lieu à poursuite, il procède au classement sans suite** de l'affaire. Dans le cas contraire, il transmet le dossier au président de la Cour, qui désigne un rapporteur chargé de **l'instruction** (article L. 314-3 du CJF).
20 à 22	Lorsque **l'instruction** est terminée, le dossier est soumis au Procureur général, qui peut décider le **classement sans suite** de l'affaire, s'il estime qu'il n'y pas lieu à poursuite, ou prononcer le **renvoi devant la Cour** par des décisions motivées (articles L. 314-6 à L. 314-8 du CJF).
23	**Les arrêts** de la Cour sont sans appel. Ils peuvent faire l'objet d'un recours en cassation devant le Conseil d'État (articles L. 315-1 et L. 315-2 du CJF). Ils peuvent, sur décision de la Cour, être publiés au journal officiel (article L. 314-20 du CJF).

Sources :

- Rapport de la Cour des comptes
  Cour de discipline budgétaire et financière

Cour des comptes [fin]

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Activité non juridictionnelle**					
1	**Rapports examinés**	**540**	**507**	**560**	**685**	**747**
2	Comptabilités administratives	380	378	438	494	482
3	Sécurité sociale	113	98	75	75	87
4	Entreprises publiques et divers	47	31	47	116	178
5	**Référés**	**83**	**105**	**112**	**55**	**95**
6	**Communications du Procureur général**	**207**	**117**	**133**	**42**	**86**

Chambres régionales des comptes

Code		2002	2003	2004	2005	2006
7	**Nombre de chambres régionales des comptes**	**26**	**26**	**26**	**26**	**26**
◆	**Magistrats, rapporteurs et personnel des chambres régionales des comptes**					
8	Magistrats et rapporteurs	337	330	342	336	328
9	*dont commissaires du gouvernement*	*28*	*28*	*28*	*28*	*28*
10	Personnel des services administratifs	792	802	811	810	784
11	*dont : personnel de vérification*	*325*	*328*	*337*	*338*	*345*
◆	**Activité juridictionnelle**					
12	**Comptes reçus**	**41 541**	**41 885**	**44 992**	**40 942**	**nd**
13	**Comptes jugés**	**62 708**	**86 442**	**79 948**	**59 777**	**nd**
14	**Jugements rendus**	**15 643**	**24 100**	**25 122**	**16 215**	**9 701**
◆	**Activité non juridictionnelle**					
15	**Avis rendus en matière de contrôle budgétaire**	**955**	**976**	**862**	**986**	**648**

Cour de discipline budgétaire et financière

Code		2002	2003	2004	2005	2006
◆	**Activité du parquet**					
16	**Déférés enregistrés**	**10**	**13**	**18**	**9**	**16**
17	**Orientations du parquet**	**19**	**22**	**16**	**14**	**16**
18	Classement sans suite	13	18	12	9	3
19	Affaires mises à l'instruction	6	4	4	5	13
◆	**Décisions de la juridiction d'instruction**					
20	**Nombre total de décisions**	**12**	**9**	**5**	**6**	**11**
21	Classement sans suite	10	6	3	3	8
22	Renvoi devant la cour	2	3	2	3	3
◆	**Arrêts rendus par la cour de discipline**					
23	**Nombre total d'arrêts**	**4**	**4**	**4**	**3**	**6**

Le Médiateur de la République

Origine et statut du Médiateur de la République

Le Médiateur de la République est une **autorité indépendante *sui generis***, instituée pour améliorer les rapports entre les citoyens et l'administration (loi n° 73-6 du 3-01-1973 instituant un médiateur, complétée par la loi n° 76-1211 du 24-12-1976 et la loi n° 89-18 du 13-01-1989, modifiée par la loi n° 92-125 du 6-02-1992 et la loi n° 2000-321 du 12-04-2000).

Le Médiateur de la République est nommé par décret du Président de la République pris en Conseil des ministres pour 6 ans non renouvelables. Il est inamovible et ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.

Missions et moyens d'action du Médiateur de la République

Le Médiateur de la République est chargé de **rechercher une solution amiable aux différends entre les administrés et les services publics**, qu'il s'agisse de l'État, des collectivités locales, des établissements publics ou de tout autre organisme investi d'une mission de service public. L'action du Médiateur de la République constitue un mode de règlement non juridictionnel des conflits, qui contribue à réduire le nombre de recours contentieux. Ses interventions sont gratuites.

Le Médiateur de la République intervient **en cas de dysfonctionnement administratif ou d'iniquité.** Il adresse, pour y remédier, des recommandations aux administrations concernées. Il peut également présenter des propositions de réforme aux pouvoirs publics. Mais il ne dispose d'aucun moyen juridique contraignant, ni d'aucune voie d'exécution pour faire adopter les solutions qu'il préconise. Il s'appuie donc sur l'autorité morale qui lui est reconnue et utilise son " pouvoir " de persuasion.

Le Médiateur de la République et les juridictions

Par rapport au système juridictionnel, le Médiateur de la République occupe une place tout à fait particulière, puisqu'il peut être saisi à toutes les phases d'une procédure contentieuse :

- il peut être saisi **avant qu'une action en justice soit engagée**, mais cette saisine ne suspend pas les délais de recours contentieux.
- il peut être saisi **parallèlement à une procédure juridictionnelle**, mais il n'a pas le droit d'interférer dans le cours de cette procédure.
- il peut enfin être saisi **lorsqu'une d'une décision de justice a été rendue**, mais il ne peut remettre en cause son bien-fondé ; il intervient alors, soit pour demander à l'administration de renoncer à l'application d'une décision qui a des conséquences inéquitables pour le réclamant, soit pour enjoindre l'administration d'exécuter une décision rendue au profit du réclamant.

Organisation et déconcentration de l'Institution

Le siège du Médiateur de la République est **à Paris**.

La " médiature " est organisée en secteurs dont les attributions sont spécifiques. Le point d'entrée de la médiature est le secteur de la recevabilité, qui enregistre les demandes, vérifie leur recevabilité et leur conformité au champ de compétence du Médiateur de la République. Les réclamations sont ensuite réparties, selon leur nature, entre les secteurs d'instruction spécialisés : il s'agit des secteurs Affaires générales, Agents publics-Pensions, Fiscal, Justice et Social.

Le Médiateur de la République dispose également, **dans chaque département**, de délégués qui peuvent tenter de résoudre localement les affaires qui leur sont soumises ou les transmettre à la médiature, par l'intermédiaire d'un parlementaire lorsqu'elles mettent en cause une administration centrale, ou en fonction de leur complexité. La présence de ces " **délégués du Médiateur de la République** " a été officialisée par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Jusqu'en 1999, ces délégués étaient au nombre de 123 et étaient installés dans les préfectures (de un à trois par département selon la démographie). Afin de renforcer le rôle de proximité de l'institution, le Médiateur de la République et le ministre délégué à la Ville se sont rapprochés en 2000 pour nommer des délégués dans les sites relevant de la politique de la Ville. Ces délégués sont installés dans des structures de proximité : maisons de la justice et du droit, maisons de service public, centres sociaux, mairies annexes …

Ce sont ainsi 301 délégations dont le Médiateur de la République dispose au 31 décembre 2005, sur l'ensemble du territoire, et le développement territorial va encore se poursuivre dans les années à venir.

Dans les départements dotés de plus de quatre délégués, un coordonnateur départemental peut être nommé par le Médiateur de la République pour garantir la cohésion de leur action auprès des services publics et assurer la liaison entre eux et avec la médiature.

Médiateur de la République

La loi n° 73-6 du 3 janvier 1973, instituant un médiateur, a été complétée par les lois n° 76-1211 du 24 décembre 1976 et n° 89-18 du 13 janvier 1989, et modifiée par la loi n° 92-125 du 6 février 1992.

Activité du siège parisien

Code	Définitions et méthode
	Toute personne physique, quels que soient sa nationalité et son domicile, et, depuis la loi du 6 février 1992, toute personne morale (sociétés, associations…) peuvent saisir gratuitement le Médiateur de la République. Au préalable, il est indispensable d'avoir effectué une première démarche auprès de l'administration en cause.
4 à 7	Le Médiateur de la République doit être saisi par l'intermédiaire d'un parlementaire.
8 à 10	Il ne traite que les réclamations qui sont conformes à la loi du 3 janvier 1973, c'est-à-dire qui sont recevables et relèvent de sa compétence.
	Sont irrecevables les réclamations qui lui sont transmises directement, sans filtre parlementaire, ou en l'absence de démarche préalable auprès de l'administration.
	Ne relèvent pas de sa compétence les litiges privés, ceux qui mettent en cause des administrations étrangères, les conflits entre des agents publics en activité et l'administration qui les emploie, les réclamations qui tendent à contester une décision de justice.
11 à 15	Les réclamations traitées au siège de l'Institution relèvent principalement du domaine social et des affaires générales. À noter qu'à partir de 2003, la répartition entre les différents secteurs d'instruction a été modifiée. Ainsi, l'urbanisme relève désormais des affaires générales (et non plus du secteur Justice). Inversement, les questions relatives à l'état des personnes, à la nationalité et aux droits des étrangers ressortissent à la compétence du secteur Justice (et non plus des affaires générales).
16 à 19	Pour une large part des affaires dont il est saisi, le Médiateur de la République joue un rôle pédagogique : il donne des informations aux administrés ou leur explique, lorsque leur réclamation s'avère injustifiée, les décisions prises par l'administration à leur égard. En revanche, lorsqu'une réclamation lui semble fondée, il adresse à l'administration concernée toutes les recommandations qui lui paraissent de nature à régler les difficultés dont il est saisi. Lorsque le Médiateur de la République intervient, il obtient satisfaction dans la plupart des cas.
20	**Le délai de traitement** des affaires par le siège de l'Institution correspond à la durée écoulée entre la date de saisine et la date de clôture pour chaque réclamation. Le délai moyen, exprimé en mois, constitue une moyenne des délais calculés pour toutes les réclamations traitées dans l'année.

Sources :

- Le Médiateur de la République
  Rapport annuel au Président de la République et au Parlement (Imprimerie nationale)

Médiateur de la République

Code		2003	2004	2005	2006	2007
◆	**Activité de l'Institution**					
1	**Nombre total d'affaires reçues par le Médiateur (siège parisien et délégués)**	**55 635**	**56 971**	**59 974**	**62 822**	**65 077**
◆	**Activité du siège parisien**					
2	■ **Réclamations reçues au siège parisien**	**5 016**	**5 778**	**6 445**	**6 948**	**6 716**
3	■ **Réclamations clôturées au siège parisien**	**5 665**	**4 674**	**nd**	**nd**	**nd**
	Modes de transmission (en %)					
4	Saisine légale par l'intermédiaire d'un parlementaire	60,0	68,0	54,2	48,4	47,0
5	*Députés*	*51,0*	*nd*	*nd*	*nd*	*nd*
6	*Sénateurs*	*9,0*	*nd*	*nd*	*nd*	*nd*
7	Saisine directe non légale	40,0	32,0	45,8	51,6	53,0
	Recevabilité et compétence (en %)					
8	Réclamations irrecevables	41,0	40,9	nd	nd	nd
9	Réclamations hors compétence	10,0	7,5	nd	nd	nd
10	Réclamations conformes à la loi	49,0	51,6	nd	nd	nd
	Domaines d'intervention (en %)					
11	Affaires générales	22,0	22,8	33,4	34,7	31,6
12	Agents publics - pensions	19,0	9,5	10,1	14,6	14,1
13	Fiscal	19,0	16,8	14,5	13,1	13,1
14	Justice	17,0	23,1	22,5	22,1	22,2
15	Social	23,0	27,8	19,5	15,5	19,0
	Interventions et taux de réussite (en %)					
16	Réclamations non fondées	75,0	75,5	nd	nd	nd
17	Médiations tentées	25,0	24,5	nd	nd	nd
18	*Succès de la médiation*	*81,0*	*81,2*	*86,5*	*80,0*	*83,0*
19	*Échec de la médiation*	*19,0*	*18,8*	*13,5*	*20,0*	*17,0*
20	***Délai moyen de traitement des réclamations (en mois)***	***nd***	***nd***	***nd***	***nd***	***nd***

Médiateur de la République

Définitions et méthode

Code

1 à 3 Les délégués du Médiateur de la République constituent l'échelon de proximité de l'Institution et peuvent être saisis directement par les réclamants qu'ils reçoivent sur simple demande. Cette facilité d'accès encourage les citoyens à s'adresser aux délégués pour régler des problèmes de toute nature. Aussi, au delà de leur mission de traitement des réclamations, les délégués ont développé un rôle important d'information et d'orientation, dans des domaines qui ne relèvent pas nécessairement de la compétence du Médiateur de la République.

En 2002, les notions relatives à l'activité des délégués ont été redéfinies de manière plus précise, à l'occasion de la mise en place d'un nouvel outil statistique à leur attention.
– Ne sont plus comptabilisés au titre de l'information et de l'orientation que les demandes qui correspondent à un temps de travail significatif des délégués, à l'exclusion des réponses à des demandes ponctuelles de renseignements.
– Sont considérées par ailleurs comme des réclamations les demandes qui, d'une part, relèvent du cadre général de compétence de l'institution défini par la loi du 3 janvier 1973 et, d'autre part, font état d'un véritable litige entre l'administration et le réclamant, ce qui implique des démarches préalables en dépit desquelles le désaccord persiste.
Les résultats chiffrés comptabilisés depuis l'année 2002 ne sont donc pas comparables à ceux des années précédentes du fait de la modification de l'outil de recueil de données.

11 à 16 Les délégués traitent directement les réclamations qui peuvent être réglées localement et obtiennent satisfaction dans la majorité des cas où ils interviennent. En revanche, les litiges qui dépassent le cadre local et mettent en cause une administration centrale requièrent l'intervention du siège. Pour ce type d'affaires, les délégués orientent les réclamants vers un parlementaire.

Code		2003	2004	2005	2006	2007
◆	**Activité des délégués**					
1	■ **Affaires reçues par les délégués**	**50 619**	**51 193**	**53 529**	**55 874**	**58 361**
2	Demandes d'informations et de conseils	29 460	28 299	27 747	28 998	29 914
3	Réclamations	21 159	22 894	25 782	26 876	35 163
	Domaines d'intervention (en %)					
4	Affaires générales	30,5	24,5	26,0	31,0	36,0
5	Agents publics et pensions	2,8	3,0	3,0	2,0	2,0
6	Finance et fiscalité	21,1	19,0	18,5	15,0	13,0
7	Justice	3,9	5,0	7,0	6,5	5,0
8	Social	33,3	32,5	31,0	32,0	32,0
9	Urbanisme	8,4	8,0	8,5	7,0	7,0
10	Étrangers	–	8,0	6,0	6,5	5,0
	Interventions et taux de réussite (en %)					
11	Traitement local	91,7	94,0	93,0	94,0	95,0
12	Réclamations non fondées	28,2	17,7	nd	nd	nd
13	Médiations tentées	71,8	82,3	nd	nd	nd
14	*Succès de la médiation*	*76,3*	*74,7*	*76,5*	*78,1*	*79,6*
15	*Échec de la médiation*	*23,7*	*25,3*	*23,5*	*21,9*	*20,4*
16	Transmission au siège parisien	8,3	6,0	7,0	6,0	5,0

Aide juridictionnelle

Le système d'aide juridique instauré par la loi du 10 juillet 1991 et ses décrets d'application régit les conditions d'accès des plus démunis à la justice et au droit. Il comprend *l'aide juridictionnelle, l'aide à l'accès au droit, et l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue.*

L'aide juridictionnelle est accordée en matière gracieuse ou contentieuse, en demande ou en défense, devant toute juridiction, aux personnes dont les ressources sont insuffisantes pour faire valoir leurs droits en justice.

La demande d'aide juridictionnelle doit être formée par écrit auprès du bureau compétent présent dans chaque juridiction concernée. Le bureau qui reçoit les demandes les instruit, et peut faire recueillir tous renseignements sur la situation financière de l'intéressé. Il décide de l'octroi de l'aide juridictionnelle ou du rejet de la demande.

L'aide juridictionnelle peut être octroyée pour toute instance relevant des juridictions françaises de l'ordre judiciaire, et ce à quelque degré que ce soit, pour quelque recours que ce soit, et devant quelque formation que ce soit. Seules ne sont pas couvertes par l'aide juridictionnelle les quatre premières classes des tribunaux de police, la chambre de l'instruction, et les juridictions des pensions.

Les dépenses qui autrement incomberaient au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle sont à la charge de l'État. Cependant l'aide juridictionnelle partielle laisse à son bénéficiaire la charge d'un honoraire fixé par convention avec l'avocat, ou d'un émolument au profit des officiers ministériels.

Il existe un bureau d'aide juridictionnelle dans chaque tribunal de grande instance, à la Cour de Cassation, au Conseil d'État, et auprès des commissions des recours des réfugiés.

Aide juridictionnelle

Sources

Depuis 1992, un répertoire est tenu par le bureau d'aide juridictionnelle (BAJ) de chaque tribunal de grande instance. L'exploitation de ce répertoire permet d'obtenir des données détaillées sur le système d'aide juridictionnelle né de la loi du 10 juillet 1991.

Champ géographique : France métropolitaine et départements d'outre-mer.

Définitions et méthode

Il existe un bureau d'aide juridictionnelle (BAJ) dans chaque tribunal de grande instance, à la Cour de cassation, au Conseil d'État, et auprès des commissions des recours des réfugiés.

Le BAJ établi au siège de tribunal de grande instance statue sur les demandes portées devant les juridictions de première instance de l'ordre judiciaire, ou de la cour d'assises. S'il y a lieu, le bureau comporte en outre une section pour les affaires portées devant le tribunal administratif, une section pour les affaires portées devant la cour d'appel, et une section pour les affaires portées devant la cour administrative d'appel.

Code 4 et 5

La loi de juillet 1991 a conservé, en l'aménageant, la distinction entre l'**aide totale**, qui permet toujours à son bénéficiaire d'agir en justice sans charge financière aucune, et l'**aide partielle** qui laisse à sa charge une contribution forfaitaire au profit de son avocat.

Deux plafonds de ressources mensuelles ont été fixés en 1992 pour l'octroi de l'aide juridictionnelle. La loi du 30 décembre 1992 a rendu automatique chaque année la revalorisation des plafonds "comme la tranche la plus basse du barème de l'impôt sur le revenu".

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire de l'aide juridictionnelle

Aide juridictionnelle

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre total de demandes d'admission à l'aide juridictionnelle enregistrées au cours de l'année**	**774 843**	**843 632**	**915 750**	**1 001 602**	**1 024 659**
2	Aides juridictionnelles - Cour de cassation	10 125	9 478	10 056	10 698	10 829
3	Aides juridictionnelles - autres juridictions	764 718	834 154	905 694	990 904	1 013 830
◆	**Plafonds de l'aide juridictionnelle (en euros)**					
4	Aide juridictionnelle totale	802	816	830	844	859
5	Aide juridictionnelle partielle	1 203	1 223	1 244	1 265	1 288
◆	**Nature de la décision**					
6	Admissions - Cour de cassation	2 385	1 936	1 879	2 171	2 471
7	Rejets - Cour de cassation	9 766	8 003	7 261	8 126	8 685
8	Admissions - Autres juridictions	688 637	755 851	831 877	886 533	904 961
9	à l'aide totale	597 561	662 855	734 762	783 690	799 517
10	à l'aide partielle	91 076	92 996	97 115	102 843	105 444
11	Autres décisions - Autres juridictions	76 081	78 303	73 817	104 371	108 869
12	dont rejets	74 751	77 038	72 173	102 120	106 646
	Admissions (hors cassation)					
◆	**Nature des affaires admises à l'aide juridictionnelle**					
13	**Affaires civiles**	**357 362**	**388 020**	**430 118**	**448 623**	**457 436**
14	Aide totale	282 396	311 087	349 803	365 143	373 519
15	Aide partielle	74 966	76 933	80 315	83 480	83 917
16	**Affaires administratives**	**12 220**	**13 720**	**14 402**	**14 614**	**17 691**
17	Aide totale	11 279	12 724	13 485	13 613	16 475
18	Aide partielle	941	996	917	1 001	1 216
19	**Conditions d'entrée et de séjour des étrangers**	**28 670**	**33 672**	**33 950**	**39 798**	**40 293**
20	Aide totale	28 630	33 642	33 918	39 733	40 200
21	Aide partielle	40	30	32	65	93
22	**Affaires pénales**	**290 385**	**320 439**	**353 407**	**383 498**	**389 541**
23	Aide totale	275 256	305 402	337 556	365 201	369 323
24	Aide partielle	15 129	15 037	15 851	18 297	20 218
◆	**Admissions sur affaires civiles**					
25	**Toutes admissions**	**357 362**	**388 020**	**430 118**	**448 623**	**457 436**
26	Cours d'appel	33 550	35 771	40 675	41 304	41 782
27	Tribunaux de grande instance (hors jex)	223 621	241 617	260 910	268 777	270 820
28	*JAF divorces*	*106 346*	*115 611*	*120 479*	*126 458*	*124 000*
29	*JAF autres*	*76 417*	*83 011*	*91 953*	*95 361*	*100 284*
30	*Contentieux général*	*40 858*	*42 995*	*48 478*	*46 958*	*46 536*
31	Tribunaux pour enfants (assistance éducative)	16 690	21 904	27 016	30 514	33 970
32	Tribunaux d'instance (hors jex)	42 209	44 793	50 201	51 809	52 093
33	Jex (TGI et TI)	6 762	7 235	8 598	9 607	10 120
34	Conseils de prud'hommes	23 474	25 118	27 511	28 223	29 366
35	Tribunaux de commerce, TASS, autres	11 056	11 582	15 207	18 389	19 285
◆	**Admissions sur affaires pénales**					
36	**Toutes admissions**	**290 385**	**320 439**	**353 407**	**383 498**	**389 541**
37	Cour d'appel	9 179	10 120	11 386	12 018	11 146
38	Procédures criminelles	11 859	13 870	16 247	17 780	18 366
39	Cour d'assises	4 794	5 284	5 893	6 564	7 126
40	*dont assistance partie civile*	*2 430*	*2 762*	*3 169*	*3 647*	*3 968*
41	Instructions criminelles	7 065	8 586	10 354	11 216	11 240
42	*dont assistance partie civile*	*2 411*	*3 523*	*4 606*	*4 957*	*5 095*
43	Procédures correctionnelles	254 745	279 615	305 900	330 549	337 900
44	Tribunaux correctionnels	126 067	140 144	154 874	174 584	181 745
45	*dont assistance partie civile*	*22 742*	*25 258*	*28 856*	*31 544*	*32 069*
46	Juge d'instruction (y compris mineur)	65 514	76 826	85 261	93 199	94 442
47	*dont assistance partie civile*	*7 267*	*6 990*	*7 214*	*7 482*	*6 954*
48	Juge des enfants	39 906	38 519	39 370	37 646	35 876
49	Tribunaux pour enfants	23 258	24 126	26 395	25 120	25 837
50	Procédures contraventionnelles	5 977	5 893	5 823	5 676	5 423
51	Contrôle de l'enquête de police judiciaire, application des peines, mesures alternatives aux poursuites et compositions pénales	8 625	10 941	14 051	17 475	16 706

Aide juridictionnelle

Code | Définitions et méthode

1 à 9 | **Rejets** : le président du bureau d'aide juridictionnelle rejette les demandes manifestement irrecevables, dénuées de tout fondement, incomplètes ou dont l'auteur possède un revenu supérieur au plafond défini par la loi. Cependant dans ce dernier cas, l'aide juridictionnelle peut parfois être accordée au vu de la situation particulière du demandeur.

10 à 22 | **Bénéficiaires** : l'aide juridictionnelle est accordée dans la majorité des cas à une personne ; elle l'est parfois à un couple (divorce), ou même plus rarement, à une association. Le système statistique en place ne comptabilise que les dossiers. Il est considéré par convention que le nombre de bénéficiaires à l'aide juridictionnelle est égal au nombre d'aides accordées. Il en résulte une légère sous-estimation du nombre de bénéficiaires.

14 à 17 | Pour la **détermination des ressources**, le législateur a précisé que sont prises en compte les ressources de toute nature (salaires, loyers, rentes, retraites, pensions alimentaires ...), à l'exception des prestations familiales. Les ressources du requérant ne sont pas les seules à être considérées : s'y ajoutent celles des "personnes vivant habituellement au foyer". Une déduction supplémentaire des ressources est faite en fonction du nombre de personnes à charge.
Les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI), de l'allocation du Fonds National de Solidarité, ou de l'allocation d'insertion, sont dispensés de plein droit de justifier l'insuffisance de leurs ressources.
L'aide juridictionnelle peut être accordée à un demandeur justifiant des ressources supérieures au plafond de l'aide partielle si sa situation est jugée "particulièrement digne d'intérêt au regard de l'objet du litige ou des charges prévisibles du procès" (Art. 6 de la loi du 10 juillet 1991).

16 | Ressources mensuelles inférieures ou égales à 844 Euros en 2005

17 | Ressources mensuelles supérieures à 844 Euros et inférieures ou égales à 1 265 Euros en 2005

Sources :

- Ministère de la Justice
  Répertoire de l'aide juridictionnelle

Aide juridictionnelle

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Demandes d'admissions rejetées					
◆	**Nature des demandes rejetées**					
1	Affaires civiles	46 654	51 673	49 401	63 426	65 401
2	Affaires administratives	6 753	6 314	4 309	8 660	9 144
3	Conditions d'entrée et de séjour des étrangers	63	77	95	602	679
4	Affaires pénales	13 635	14 065	14 432	19 623	20 891
5	Demandes non renseignées	7 646	4 909	3 936	9 809	10 531
◆	**Motifs des rejets**					
6	Ressources supérieures au plafond	44 898	45 666	45 210	51 225	49 144
7	Absence de pièces justificatives	20 200	21 684	17 963	32 282	33 833
8	Demande irrecevable ou infondée	9 653	9 688	9 000	18 613	18 723
9	Autres motifs	-	-	-	-	4 946

Bénéficiaires

Code		2002	2003	2004	2005	2006
10	**Nombre total de bénéficiaires à l'aide juridictionnelle**	**688 637**	**755 851**	**831 877**	**886 533**	**904 961**
11	Aide totale	597 561	662 855	734 762	783 690	799 517
12	Aide partielle	91 076	92 996	97 115	102 843	105 444
13	**Montant total de l'aide juridictionnelle accordée (en Mo€)**	**219,67**	**270,20**	**273,90**	**300,95**	**300,41**
◆	**Ressources des bénéficiaires**					
14	Pas de ressources	332 839	379 429	417 084	447 218	452 928
15	Revenu minimum d'insertion, fonds national de solidarité, allocation d'insertion	53 046	52 001	63 525	73 321	80 767
16	Ressources ou situation permettant le bénéfice de l'aide totale	211 676	231 425	254 153	263 151	265 822
17	Ressources ou situation permettant le bénéfice de l'aide partielle	91 076	92 996	97 115	102 843	105 444

Les auxiliaires de Justice

Nombreuses sont les professions qui participent à la mise en application du droit. L'évolution en cours dans l'organisation de ces professions tend à concilier les valeurs de la tradition et le désir de modernisation. À cet égard, la fusion des professions d'avocat et de conseil juridique a représenté une première étape vers l'unification des diverses professions, en vue d'assurer la protection des usagers du droit par la suppression de tout clivage entre le judiciaire et le juridique. Par ailleurs depuis la réforme de 1965, les greffes des juridictions sont tenus par des fonctionnaires des services judiciaires : seuls les greffiers des tribunaux de commerce demeurent officiers ministériels titulaires de charge.

On présente dans ce chapitre les professions judiciaires auxiliaires de la justice et les professions juridiques participant à la réalisation non contentieuse des droits, les unes et les autres exercées sous le contrôle de l'autorité judiciaire.

- Sont *auxiliaires de la justice* :
  - **les avocats** (profession organisée par la loi du 31 décembre 1971) ;
  - en qualité d'officiers ministériels, **les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation**, **les avoués près les cours d'appel**, **les greffiers des tribunaux de commerce**, et **les huissiers de justice** chargés des significations et de l'exécution forcée des actes ;
  - **les experts judiciaires**, participant à la procédure d'établissement de la preuve ;
  - **les syndics et administrateurs judiciaires**, auxiliaires des tribunaux de commerce désignés lorsqu'un débiteur est l'objet d'un règlement judiciaire ou d'une liquidation de biens ;
  - **les conciliateurs**, qui ont pour mission de faciliter le règlement amiable de certains différends.

- Les *professions juridiques,* organisées sous le contrôle du ministère de la Justice, comprennent **les notaires**, officiers ministériels conférant l'authenticité aux actes instrumentaires, et **les commissaires-priseurs judiciaires**, officiers ministériels chargés de la vente publique de meubles.

Code — Définitions et méthode

1, 2 **La loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 a créé une nouvelle profession dont les membres portent le titre d'avocat**. Elle se substitue aux professions d'avocat et de conseil juridique. Les membres de ces professions font d'office partie, s'ils n'y renoncent, de cette nouvelle profession. Les conseils juridiques inscrits sur la liste dressée par le Procureur de la République, à la date d'entrée en vigueur du titre 1er de la loi précitée, sont inscrits au tableau du barreau établi près le tribunal de grande instance auprès duquel ils sont inscrits comme conseil juridique, avec effet à la date de leur entrée dans la profession s'ils l'exerçaient avant le 16 Septembre 1972, ou de leur inscription sur la liste. Les membres de la nouvelle profession exercent l'ensemble des fonctions antérieurement dévolues aux professions d'avocat et de conseil juridique.
Les avocats font partie de barreaux établis auprès des tribunaux de grande instance. Chaque barreau est administré par un conseil de l'Ordre qui traite toutes les questions intéressant l'exercice de la profession, et veille à l'observation des devoirs des avocats ainsi qu'à la protection de leurs droits.

3 La formation professionnelle exigée pour l'exercice de la profession d'avocat comprend un examen d'accès à un centre régional de formation professionnelle ; une formation théorique et pratique d'une année dans un centre, sanctionnée par le certificat d'aptitude à la profession d'avocat ; un stage de deux années sanctionné par un certificat de fin de stage (article 12 de la loi n° 71-1130 du 30 Décembre 1971 modifié par la loi du 31 Décembre 1990).

5 à 8 L'avocat peut exercer sa profession soit à **titre individuel**, soit au sein d'une **association**, d'une **société civile professionnelle**, d'une **société d'exercice libéral** ou d'une **société en participation**, toutes sociétés prévues par la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire, ou dont le titre est protégé. Il peut aussi exercer sa profession en qualité de salarié ou de collaborateur non salarié d'un avocat ou d'une association ou société d'avocats. Il peut enfin être membre d'un groupement d'intérêt économique, ou d'un groupement européen d'intérêt économique.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction des Affaires civiles et du Sceau
  Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre total d'avocats (au 31 décembre)**	**40 847**	**42 609**	**44 054**	**45 818**	**47 765**
2	Inscrits au tableau	34 454	35 773	36 792	38 149	39 524
3	Stagiaires	6 393	6 836	7 262	7 669	8 241
4	**Avocats inscrits au tableau**	**34 454**	**35 773**	**36 792**	**38 149**	**39 524**
	Mode d'exercice					
5	à titre individuel	13 893	14 145	14 533	15 125	15 122
6	en qualité d'associé	11 715	12 485	12 658	13 171	13 903
7	en qualité de collaborateurs	6 210	6 549	6 975	7 374	7 964
8	en qualité de salarié non associé	2 636	2 594	2 626	2 479	2 535
9	**Avocats titulaires de la mention de spécialisation**	**13 079**	**12 894**	**12 818**	**12 633**	**12 554**
	Nature de la mention de spécialisation					
10	Droit fiscal	2 001	1 925	1 911	1 867	1 815
11	Droit des sociétés	1 874	1 814	1 777	1 741	1 686
12	Droit social	1 973	2 003	2 020	2 052	2 090
13	Droit des personnes	1 519	1 509	1 511	1 489	1 504
14	Droit commercial	1 490	1 475	1 463	1 462	1 441
15	Droit immobilier	1 215	1 198	1 188	1 151	1 132
16	Droit économique	688	667	662	640	637
17	Droit pénal	636	639	631	614	619
18	Droit des mesures d'exécution	540	535	515	491	485
19	Droit public	396	390	390	398	408
20	Autres	747	739	750	728	737
21	**Avocats étrangers**	**1 069**	**1 187**	**1 270**	**1 425**	**1 427**
22	Union européenne	493	516	608	740	708
	dont :					
23	Royaume-Uni	125	120	141	187	156
24	Allemagne	121	134	171	201	197
25	Belgique	70	75	85	99	94
26	Hors union européenne	576	671	662	685	719
	dont :					
27	Afrique [hors Maghreb]	287	360	182	203	214
28	État-Unis d'Amérique	154	158	157	156	150
29	**Avocats inscrits dans un barreau français et étranger**	**859**	**903**	**1 496**	**1 643**	**1 799**

Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Avocats					
30	**Nombre d'avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation**	**93**	**91**	**91**	**91**	**91**
31	Avocats individuels	25	23	23	22	22
32	Avocats associés	68	68	68	69	69
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
33	Offices d'avocats	61	60	60	60	60
34	Sociétés civiles professionnelles	36	37	37	38	38

Auxiliaires de Justice

Code — Définitions et méthode

1 à 6 **Les avoués près les cours d'appel**, les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, les greffiers de tribunal de commerce, les huissiers de justice, les notaires et les commissaires-priseurs exercent leur profession, soit à titre individuel, soit en groupe dans le cadre de sociétés civiles professionnelles.

Il peut être constitué entre personnes physiques exerçant une même profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé, et notamment entre officiers publics et ministériels, des **sociétés civiles professionnelles** qui jouissent de la personnalité morale. Ces sociétés ont pour objet l'exercice en commun de la profession de leurs membres..., ainsi que la mise en commun et le partage des bénéfices (loi n° 66-879 du 29 novembre 1966). Des décrets portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 29 novembre 1966 ont été pris ultérieurement pour les diverses professions concernées. Parmi les sociétés civiles professionnelles constituées entre officiers publics et ministériels, il faut distinguer les sociétés dites "titulaires d'un office", dans lesquelles les associés exercent en commun leur profession et ont le titre d'avocats associés auprès du Conseil d'État et de la Cour de cassation, d'avoués, de greffiers de tribunal de commerce, d'huissiers de justice, de notaires et de commissaires-priseurs associés, et les sociétés non titulaires d'un office, où chacun des associés exerce ses fonctions dans l'office dont il est titulaire ("sociétés d'huissiers de justice", "sociétés de notaires", "sociétés de commissaires-priseurs").

7 à 12 **Les greffiers des tribunaux de commerce** sont des officiers publics ministériels exerçant leur profession soit à titre individuel, soit sous forme de sociétés civiles professionnelles, soit sous forme de sociétés d'exercice libéral. Ils peuvent aussi être membres d'un groupement d'intérêt économique, ou d'un groupement européen d'intérêt économique, ou associés d'une société en participation. Ils sont soumis à l'autorité du Garde des Sceaux (art. L 821-1 à L 822-7 et R 821-1 à R 822-19 du Code de l'Organisation Judiciaire).

13 à 20 **Les huissiers de justice** sont des officiers ministériels qui ont seuls qualité pour signifier les actes et les exploits, faire les notifications prescrites par les lois et règlements lorsque le mode de notification n'a pas été précisé, et ramener à exécution les décisions de justice, ainsi que les actes ou titres en forme exécutoire. Les huissiers de justice peuvent en outre procéder au recouvrement amiable ou judiciaire de toutes créances, et dans les lieux où il n'est pas établi de commissaire-priseur, aux prisées et ventes publiques de meubles et effets mobiliers corporels. Ils peuvent être commis par justice pour effectuer des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter. Ils peuvent également procéder à des constatations de même nature à la requête de particuliers. Dans l'un et l'autre cas, ces constatations n'ont que la valeur de simples renseignements.

Les huissiers-audienciers assurent le service personnel près les cours et tribunaux. "Ils peuvent également exercer à titre accessoire certaines activités ou fonctions. La liste de ces activités et fonctions ainsi que les conditions dans lesquelles les intéressés sont autorisés à les exercer sont sous réserve des lois spéciales, fixées par décret en Conseil d'État" (art. 1er de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945).
Les huissiers de justice résidant dans une même commune peuvent établir entre eux des groupements. Le groupement est la centralisation dans les mêmes locaux de deux ou plusieurs offices, ou services dépendant de ceux-ci, dont les titulaires conservent leurs propres activités et leur indépendance. Le groupement n'a pour but que de faciliter l'exécution du travail matériel et de réduire les frais d'exploitation, aussi les huissiers de justice membres d'un groupement sont-ils recensés comme huissiers individuels.

21, 22 La fonction d'**administrateur judiciaire** peut être confiée par un tribunal de commerce, ou un tribunal de grande instance, à des administrateurs et syndics exerçant ces fonctions à titre de profession exclusive, et inscrits sur proposition du tribunal sur une liste dressée par la cour d'appel au début de chaque année judiciaire. D'autres personnes peuvent exercer ces fonctions à titre accessoire. Ce sont : les avocats, les huissiers de justice, les commissaires-priseurs. Ils doivent pour cela être inscrits sur la liste précitée.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction des Affaires civiles et du Sceau
  Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Auxiliaires de Justice

Avoués près les cours d'appel

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Avoués					
1	**Nombre total d'avoués près les cours d'appel**	**416**	**420**	**437**	**425**	**430**
2	Avoués individuels	79	73	66	59	55
3	Avoués associés	337	347	371	366	375
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
4	Offices d'avoués	236	235	235	230	230
5	Sociétés civiles professionnelles	156	161	168	170	174
6	Sociétés d'exercice libéral	1	1	1	1	1

Greffiers de tribunal de commerce

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Greffiers					
7	**Nombre total de greffiers de tribunal de commerce**	**247**	**240**	**241**	**241**	**245**
8	Greffiers individuels	99	86	90	83	79
9	Greffiers associés	148	154	151	158	166
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
10	Offices de greffiers	191	191	191	178	178
11	Sociétés civiles professionnelles	78	80	79	77	78
12	Sociétés d'exercice libéral	2	6	7	14	17

Huissiers de justice

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Huissiers					
13	**Nombre total d'huissiers de justice**	**3 258**	**3 258**	**3 256**	**3 258**	**3 272**
14	Huissiers individuels	978	978	936	910	909
15	Huissiers associés	2 280	2 280	2 320	2 348	2 363
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
16	Offices d'huissiers	2 047	2 047	2 037	2 029	2 018
17	Sociétés civiles professionnelles	1 001	1 061	1 081	1 092	1 104
18	Sociétés d'exercice libéral	-	11	11	17	19
19	Sociétés en participation	-	3	-	-	-
	Clercs et employés					
20	Nombre total de salariés	11 014	11 014	11 014	nd	nd

Administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs

Code		2002	2003	2004	2005	2006
21	**Nombre total d'administrateurs judiciaires**	**125**	**120**	**116**	**120**	**115**
22	**Nombre total de mandataires liquidateurs**	**320**	**319**	**320**	**315**	**313**

Auxiliaires de Justice

Code — Définitions et méthode

1 à 3 " Il est dressé chaque année une liste nationale, et une liste par cour d'appel, sur lesquelles sont inscrits **les experts** désignés tant en matière civile qu'en matière pénale "... " Nul ne peut figurer sur la liste nationale des experts, s'il ne justifie pas de son inscription depuis au moins trois années consécutives sur une des listes dressées par les cours d'appel " (décret n° 74-1184 du 31 décembre 1974). Toute juridiction d'ordre civil ou pénal peut ordonner une expertise, le juge choisissant généralement un expert figurant sur ces listes, qui sont établies pour son information.

4 à 10 **Les notaires** sont les officiers publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions (art. 1er de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945). Les notaires sont institués à vie et doivent résider dans le lieu qui leur est fixé par le Gouvernement.

4 à 9 Le notaire peut exercer sa profession soit à titre individuel, soit dans le cadre d'une société civile professionnelle ou d'une société d'exercice libéral, soit en qualité de salarié d'une personne physique ou morale titulaire d'un office notarial (art.1 bis de l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945 ajouté à compter du 1er janvier 1992 par la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990).

7 Le notaire salarié, conformément aux dispositions du décret n°93-82 du 15 janvier 1993 portant application de l'article 1er ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 ajouté à compter du 1er janvier 1992 par la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990, est soumis aux dispositions législatives et règlementaires relatives à l'exercice des fonctions de notaire par des personnes physiques, à la déontologie et à la discipline notariales.

12 à 14 **Le commissaire-priseur judiciaire** est l'officier ministériel chargé de procéder, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur, à l'estimation et à la vente publique aux enchères des meubles et effets mobiliers corporels. Il ne peut se livrer à aucun commerce en son nom, pour le compte d'autrui, ou sous le nom d'autrui, ni servir directement ou indirectement d'intermédiaire pour des ventes amiables. "Les commissaires-priseurs judiciaires sont groupés en compagnies comprenant un ou plusieurs ressorts de cour d'appel" (art. 1er et 3e de l'ordonnance du 2 novembre 1945).

La loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires aux enchères publiques a libéralisé les ventes volontaires aux enchères en attribuant compétence pour y procéder aux sociétés de ventes volontaires. Elle a réservé aux officiers ministériels, et plus particulièrement aux commissaires-priseurs judiciaires, les ventes, les inventaires et prisées judiciaires en raison des garanties qu'offrent les officiers ministériels. Parmi les officiers ministériels, les commissaires-priseurs judiciaires sont les seuls à recevoir une formation spécifique et à consacrer aux ventes prisées judiciaires la totalité de leur activité professionnelle, à la différence des autres officiers ministériels pour lesquels il ne s'agit que d'une activité accessoire.

19 à 22 **Le conciliateur** a été institué par la loi du 20 mars 1978 avec pour mission de faciliter, en dehors de toute procédure judiciaire, le règlement amiable des différends portant sur des droits dont les intéressés ont la libre disposition. Il peut être saisi par toute personne physique ou morale ou par les autorités judiciaires auxquelles il rend compte de ses diligences.
En outre depuis la loi du 8 février 1995, le juge peut, après avoir obtenu l'accord des parties, désigner une tierce personne -le conciliateur- pour procéder aux tentatives de conciliation prescrites par la loi, sauf en matière de divorce et de séparation de corps.
Le décret du 22 juillet 1996 permet également l'intervention du conciliateur pour la tentative préalable de conciliation devant le tribunal d'instance.
Par décret du 13 décembre 1996, le "conciliateur" est devenu "conciliateur de justice".

Sources :

- Ministère de la Justice
  Direction des Affaires civiles et du Sceau
  Sous-direction des professions judiciaires et juridiques

Auxiliaires de Justice

Experts

Code		2002	2003	2004	2005	2006
1	**Nombre total d'experts judiciaires**	**17 000**	**15 725**	**nd**	**nd**	**nd**
2	Experts agréés par la Cour de cassation	400	366			
3	Experts près les cours d'appel	16 600	15 359			

Notaires

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Notaires					
4	**Nombre total de notaires**	**7 946**	**8 042**	**8 143**	**8 321**	**8 525**
5	Notaires individuels	2 027	1 971	1 928	1 875	1 839
6	Notaires associés	5 704	5 856	5 951	6 126	6 278
7	Notaires salariés	215	215	264	320	408
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
8	Offices de notaires	4 533	4 525	4 506	4 511	4 519
9	Sociétés civiles professionnelles	2 521	2 455	2 499	2 551	2 589
10	Sociétés d'exercice libéral	-	63	69	73	79
	Clercs et employés					
11	**Nombre total de salariés**	**43 419**	**44 132**	**45 704**	**nd**	**nd**

Commissaires-priseurs judiciaires

Code		2002	2003	2004	2005	2006
	Commissaires-priseurs judiciaires					
12	**Nombre total de commissaires-priseurs judiciaires**	**440**	**437**	**437**	**426**	**420**
13	Commissaires-priseurs judiciaires individuels	190	197	192	177	184
14	Commissaires-priseurs judiciaires associés	250	240	245	249	236
	Offices et sociétés civiles professionnelles					
15	Offices de commissaires-priseurs judiciaires	316	327	327	308	320
16	Sociétés civiles professionnelles	123	206	125	125	124
17	Sociétés d'exercice libéral	3	3	3	3	10
	Chiffre d'affaires					
18	**Produits des ventes de la profession (en Mo d'euros)**	**-**	**216**	**230**	**nd**	**nd**

Conciliateurs de justice

Code		2002	2003	2004	2005	2006
19	**Nombre total de conciliateurs**	**1 791**	**1 786**	**1 807**	**1 808**	**1 809**
20	**Nombre total de saisines**	**109 586**	**118 701**	**122 713**	**123 174**	**121 909**
21	**Nombre total d'affaires conciliées**	**65 167**	**68 546**	**69 475**	**70 875**	**68 543**
22	*Taux de conciliation (en %)*	*59,5%*	*57,7%*	*56,6%*	*57,5%*	*56,2%*

Activité par juridiction

Activité par juridiction

Sources : Tableaux de bord d'activité des cours d'appel

Avertissement : pour les CA, TGI et CPH, les données présentées sont issues de l'exploitation statistique des tableaux de bord implantés en juridiction. Le chiffre "France entière" diffère légèrement de celui fourni dans les pages consacrées à l'activité détaillée de ces juridictions

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en2006) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des cours d'appel

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des cours d'appel en matière civile, le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridictions - Cours d'appel".

L'infirmation consiste en l'annulation totale ou partielle par la cour d'appel de la décision des premiers juges. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).

Durée moyenne : pour chaque affaire civile terminée en 2006, la durée est calculée comme l'intervalle entre la date de saisine et la date de jugement. Pour une juridiction donnée, la durée moyenne présentée est la moyenne arithmétique des durées de traitement de toutes les affaires ayant fait l'objet d'une décision entre le 1er janvier et le 31 décembre, tous types d'affaires et tous contentieux confondus où elle englobe désormais les référés.

Avertissement : une durée moyenne plus élevée pour une juridiction peut traduire non seulement une situation d'encombrement, mais encore une proportion importante d'affaires complexes (relevant par exemple du droit de la responsabilité), un recours important à des expertises, une efficacité moindre des auxiliaires de justice, une proportion moindre de dessaisissements (leur durée est généralement plus courte que celle des affaires jugées au fond), voire une volonté d'évacuer les affaires les plus anciennes du stock.

Activité civile 2006 par cour d'appel

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Affaires nouvelles (y compris référés)	Affaires terminées (y compris référés)				*Durée moyenne (en mois)*	Stock au 31/12/2006 (y compris référés)	*Ancienneté du stock (en mois)*
				dont arrêts		dont Référés			
					dont infirmations				
Toutes cours d'appel	***63 185 925***	**212 421**	**228 035**	**146 727**	**31 222**	**4 421**	***13,3***	**219 056**	***10,7***
Agen	*673 198*	23 448	27 936	17 084	3 726	772	*17,5*	29 808	*12,5*
Aix-en-Provence	*4 150 189*	3 985	4 246	2 773	477	104	*12,0*	4 067	*9,1*
Amiens	*1 894 355*	1 967	2 039	1 436	252	154	*7,2*	1 209	*5,4*
Angers	*1 619 143*	3 813	3 855	2 538	542	49	*8,3*	2 239	*6,3*
Bastia	*294 118*	2 624	2 636	1 822	423	69	*12,2*	2 631	*9,3*
Besançon	*1 150 624*	1 648	1 523	1 025	290	0	*12,8*	1 804	*11,0*
Bordeaux	*2 144 847*	5 486	6 360	4 375	955	109	*18,9*	8 302	*13,6*
Bourges	*769 854*	6 548	6 720	4 472	853	131	*10,5*	6 084	*8,6*
Caen	*1 456 793*	6 992	8 293	5 391	1 137	196	*14,5*	7 868	*11,2*
Chambéry	*1 099 345*	9 172	9 720	6 497	1 408	173	*9,8*	6 950	*7,1*
Colmar	*1 815 493*	8 620	8 610	5 735	1 170	168	*12,5*	9 005	*9,4*
Dijon	*1 254 181*	5 103	5 562	3 591	792	141	*14,1*	5 959	*11,0*
Douai	*4 018 644*	3 466	3 792	2 552	544	39	*8,9*	2 401	*6,5*
Grenoble	*1 768 851*	1 826	2 076	1 464	321	0	*13,6*	1 965	*10,3*
Limoges	*730 920*	2 803	2 904	1 895	377	43	*10,1*	2 362	*7,7*
Lyon	*2 977 664*	3 557	3 737	2 229	454	98	*14,9*	4 010	*11,3*
Metz	*1 036 721*	3 514	3 994	2 671	550	71	*21,6*	6 430	*18,3*
Montpellier	*2 047 552*	4 090	3 832	2 205	415	228	*17,9*	938	*28,7*
Nancy	*1 298 973*	11 419	12 860	8 902	2 085	234	*12,5*	10 405	*8,6*
Nîmes	*1 600 445*	3 380	3 707	2 659	539	40	*9,4*	2 588	*6,5*
Orléans	*1 550 819*	4 379	4 864	3 091	761	88	*15,1*	5 217	*12,4*
Paris	*7 783 530*	5 984	6 715	3 986	839	199	*15,7*	7 875	*14,5*
Pau	*1 227 412*	8 915	10 866	7 767	1 479	264	*13,0*	8 132	*8,1*
Poitiers	*1 974 271*	2 961	3 509	2 324	443	78	*13,5*	2 759	*9,1*
Reims	*1 151 198*	39 468	38 029	23 384	5 097	73	*11,3*	39 626	*10,1*
Rennes	*4 328 535*	5 461	5 730	3 513	680	126	*11,0*	4 837	*9,7*
Riom	*1 335 938*	14 655	16 103	9 982	2 306	471	*11,0*	13 384	*7,9*
Rouen	*1 811 055*	5 123	5 759	3 792	760	86	*12,0*	5 235	*9,6*
Toulouse	*1 924 803*	3 984	4 478	2 995	558	74	*18,3*	5 692	*12,8*
Versailles	*4 510 070*	1 866	1 941	1 369	327	19	*8,6*	1 256	*7,0*
Basse-Terre	*400 736*	2 405	2 020	847	191	54	*17,3*	3 675	*17,1*
Fort-de-France	*603 686*	1 828	1 547	893	189	34	*15,4*	2 415	*12,5*
Saint-Denis-de-la-Réunion	*781 962*	1 931	2 072	1 468	282	36	*12,0*	1 928	*8,9*

Activité par juridiction

Sources

En matière pénale, les données présentées sont issues de l'exploitation des états annuels de la statistique pénale (dits "Cadres du parquet"). Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Justice pénale".

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des cours d'assises et des cours d'appel en matière pénale (notamment la chambre des appels correctionnels et la chambre de l'instruction), le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridictions - Juges d'instruction, Cour d'assises, Cours d'appel".

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en2006) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Chambre des appels correctionnels

Le nombre d'arrêts rendus inclut l'activité pénale ou sur intérêts civils de la chambre des appels correctionnels, ainsi que les arrêts constatant un désistement d'appel ou une extinction de l'action publique , des arrêts statuant sur requête en confusion de peines, en dispense d'inscription au B2 (CPP art. 775-1), en matière de détention provisoire ou encore sur un jugement ADD (CPP art. 570). Sont également inclus les appels formés contre les jugements et ordonnances des JAP.

Chambre de l'instruction

Sont inclus les arrêts sur appel d'ordonnances de mise en accusation (art. 186-2 CPP), les arrêts statuant sur les décisions juridictionnelles rendues par les juges d'instruction et les arrêts statuant sur la détention provisoire et le contrôle judiciaire qui sont isolés dans le tableau.

Arrêts sur mesures de sûreté : il s'agit des arrêts concernant les mesures de contrôle judiciaire et de détention provisoire.

Cours d'assises

Sont présentés ici les arrêts rendus en matière pénale par les cours de premier ressort et d'appel. Sont exclus les arrêts ne portant que sur intérêts civils. Il s'agit d'arrêts portant sur des affaires et non des condamnations/personne.

Activité pénale 2006 par cour d'appel

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Chambre des appels correctionnels			Chambre de l'application des peines		Chambre de l'instruction			Cour d'assises		
		Décisions rendues		Affaires en cours au 31/12/2006	Décisions rendues	Affaires en cours au 31/12/2006	Décisions rendues		Affaires en cours au 31/12/2006	Arrêts rendus en 1er ressort	Arrêts rendus en appel	Affaires en cours au 31/12/2006
			dont décisions sur jug. corr. ou de police					dont arrêts sur mesures de sûreté				
Toutes cours d'appel	***63 185 925***	**48 873**	**37 412**	**25 504**	**10 957**	**1 323**	**40 837**	**17 477**	**5 361**	**2 516**	**453**	**2 607**
Agen	*673 198*	451	354	222	124	26	483	118	338	25	7	12
Aix-en-Provence	*4 150 189*	4 909	3 856	4 878	1 003	79	4 134	2 079	90	179	35	179
Amiens	*1 894 355*	1 561	1 094	564	577	97	883	441	199	72	13	107
Angers	*1 619 143*	709	553	172	166	39	547	197	95	55	14	44
Bastia	*294 118*	331	265	104	42	7	343	147	32	5	1	3
Besançon	*1 150 624*	731	488	296	312	34	459	197	369	64	10	46
Bordeaux	*2 144 847*	1 513	1 141	141	310	28	1 345	662	11	79	24	69
Bourges	*769 854*	442	308	80	181	35	323	95	347	28	10	17
Caen	*1 456 793*	837	626	617	264	80	424	185	173	63	8	47
Chambéry	*1 099 345*	688	462	542	211	7	752	373	209	32	3	37
Colmar	*1 815 493*	1 162	815	1 076	257	17	693	290	57	56	17	79
Dijon	*1 254 181*	1 133	858	315	10	1	852	438	36	63	8	56
Douai	*4 018 644*	2 894	2 177	1 704	1 145	40	2 922	1 337	194	191	20	167
Grenoble	*1 768 851*	1 270	952	836	275	92	935	403	71	71	7	79
Limoges	*730 920*	698	531	228	306	32	533	201	15	31	11	9
Lyon	*2 977 664*	1 808	1 212	963	433	51	2 111	868	271	96	13	147
Metz	*1 036 721*	1 266	834	852	170	9	999	393	69	43	3	59
Montpellier	*2 047 552*	1 482	1 220	865	210	37	1 655	594	44	56	18	55
Nancy	*1 298 973*	1 457	1 243	760	272	46	1 046	517	129	52	15	107
Nîmes	*1 600 445*	1 112	805	320	189	58	763	357	17	63	18	76
Orléans	*1 550 819*	762	610	299	109	9	957	402	135	38	4	31
Paris	*7 783 530*	8 376	7 463	3 336	1 158	168	8 418	3 072	1 072	332	54	426
Pau	*1 227 412*	901	709	343	179	11	821	222	355	33	6	22
Poitiers	*1 974 271*	915	653	327	193	29	551	248	109	45	3	48
Reims	*1 151 198*	1 252	1 002	1 021	280	41	687	354	31	69	10	56
Rennes	*4 328 535*	2 438	1 822	828	680	64	1 272	495	15	104	16	111
Riom	*1 335 938*	742	471	265	161	16	427	122	312	64	11	42
Rouen	*1 811 055*	982	551	471	308	34	885	477	164	92	9	88
Toulouse	*1 924 803*	1 328	995	670	199	37	998	416	36	65	21	91
Versailles	*4 510 070*	3 580	2 437	1 876	1 071	88	2 429	1 298	272	205	33	96
Basse-Terre	*400 736*	383	268	123	24	4	475	283	34	41	7	68
Fort-de-France	*603 686*	393	325	160	48	3	451	107	25	60	11	109
Saint-Denis-de-la-Réunion	*781 962*	367	312	250	90	4	264	89	35	44	13	24

Activité par juridiction

Sources : Tableaux de bord d'activité des tribunaux de grande instance

Avertissement : pour les CA, TGI et CPH, les données présentées sont issues de l'exploitation statistique des tableaux de bord implantés en juridiction. Le chiffre "France entière" diffère légèrement de celui fourni dans les pages consacrées à l'activité détaillée de ces juridictions

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort (source : INSEE, recensement de la population en2006) est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Affaires civiles des tribunaux de grande instance : pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des TGI en matière civile, le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre "Activité des juridictions - TGI".

Divorces prononcés : il s'agit des décisions qui font droit aux demandes de divorce, quelle qu'en soit la modalité (consentement mutuel, faute ou rupture de la vie commune) ainsi que les conversions de séparation de corps en divorce.

Durée moyenne : Durée moyenne : pour chaque affaire civile terminée en 2006, la durée est calculée comme l'intervalle entre la date de saisine et la date de jugement. Pour une juridiction donnée, la durée moyenne présentée est la moyenne arithmétique des durées de traitement de toutes les affaires ayant fait l'objet d'une décision entre le 1er janvier et le 31 décembre, tous types d'affaires et tous contentieux confondus où elle englobe désormais les référés.

Avertissement : une durée moyenne plus élevée pour une juridiction peut traduire non seulement une situation d'encombrement, mais encore une proportion importante d'affaires complexes (relevant par exemple du droit de la responsabilité), un recours important à des expertises, une efficacité moindre des auxiliaires de justice, une proportion moindre de dessaisissements (leur durée est généralement plus courte que celle des affaires jugées au fond), voire une volonté d'évacuer les affaires les plus anciennes du stock.

Activité civile des tribunaux de grande instance en 2006
(hors activité commerciale)

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé		Toutes affaires terminées (1+2)		Stock au 31/12/2006
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)	dont divorces prononcés	*Durée moyenne des divorces (en mois)*	Affaires nouvelles	Affaires terminées (2)		*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	
TOUS TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE	***63 185 925***	**840 984**	**816 321**	**139 147**	***10,3***	**115 123**	**114 042**	**930 363**	***6,6***	**576 858**
Abbeville	*127 892*	1 449	1 300	250	*11,8*	154	133	1 433	*6,1*	959
Agen	*230 096*	2 639	2 567	613	*10,9*	298	267	2 834	*7,3*	1 861
Aix-en-Provence	*715 635*	9 886	9 584	1887	*10,1*	1 801	1 769	11 353	*7,7*	7 730
Ajaccio	*135 718*	2 288	2 343	308	*9,5*	479	495	2 838	*9,3*	2 063
Albertville	*152 852*	1 978	2 034	326	*10,0*	337	341	2 375	*8,3*	1 510
Albi	*177 880*	2 490	2 538	383	*9,2*	285	278	2 816	*5,2*	1 392
Alençon	*141 308*	1 693	1 685	285	*8,2*	142	139	1 824	*4,1*	669
Alès	*143 284*	2 065	1 928	291	*4,5*	201	209	2 137	*2,8*	749
Amiens	*356 755*	4 133	4 744	918	*14,4*	425	429	5 173	*8,3*	2 318
Angers	*594 477*	5 109	4 777	995	*12,3*	804	743	5 520	*6,7*	3 661
Angoulême	*347 037*	4 562	4 139	789	*8,4*	353	338	4 477	*5,5*	3 217
Annecy	*249 501*	3 554	3 558	629	*11,2*	580	567	4 125	*5,6*	2 150
Argentan	*151 571*	1 509	1 475	240	*9,2*	170	159	1 634	*5,8*	866
Arras	*305 925*	5 073	5 011	501	*7,4*	388	376	5 387	*3,2*	1 528
Auch	*181 375*	1 878	1 734	307	*7,6*	319	343	2 077	*6,5*	1 526
Aurillac	*149 682*	1 295	1 209	192	*9,8*	170	162	1 371	*5,7*	803
Auxerre	*178 898*	2 169	1 921	364	*10,2*	252	251	2 172	*5,7*	1 490
Avesnes-sur-Helpe	*234 656*	3 222	3 285	534	*6,9*	138	129	3 414	*4,0*	1 411
Avignon	*318 098*	5 835	5 614	773	*8,8*	779	791	6 405	*6,0*	3 830
Avranches	*128 915*	1 294	1 264	174	*7,7*	100	98	1 362	*4,5*	688
Bar-le-Duc	*107 485*	1 282	1 222	199	*9,7*	83	75	1 297	*5,8*	701
Bastia	*158 400*	2 711	2 884	351	*6,2*	538	556	3 440	*6,5*	1 868
Bayonne	*266 312*	4 391	4 268	504	*7,8*	695	737	5 005	*5,1*	2 489
Beauvais	*343 392*	4 140	4 019	656	*10,7*	345	320	4 339	*5,9*	2 639
Belfort	*141 201*	1 661	1 664	376	*9,6*	142	153	1 817	*5,4*	860
Belley	*88 745*	907	956	218	*8,9*	78	86	1 042	*5,8*	453
Bergerac	*157 810*	2 380	2 173	329	*13,0*	262	264	2 437	*7,0*	2 054
Bernay	*139 044*	1 491	1 585	233	*9,3*	152	151	1 736	*4,7*	632
Besançon	*350 275*	3 305	3 378	870	*9,3*	411	431	3 809	*6,8*	2 433
Béthune	*605 143*	5 106	5 059	1270	*10,4*	2 980	2 791	7 850	*6,0*	4 526
Béziers	*282 843*	5 048	5 110	752	*10,9*	915	853	5 963	*7,5*	3 967
Blois	*325 182*	3 413	3 117	635	*11,7*	420	415	3 532	*7,0*	2 792
Bobigny	*1 491 970*	20 734	20 394	3614	*10,6*	2 033	2 013	22 407	*6,8*	14 476
Bonneville	*173 495*	2 701	2 493	451	*11,5*	342	352	2 845	*9,4*	2 332
Bordeaux	*1 252 533*	16 661	15 468	2797	*11,5*	2 902	2 969	18 437	*7,2*	14 712
Boulogne-sur-Mer	*384 791*	6 841	6 559	791	*6,7*	604	609	7 168	*3,5*	2 714
Bourg-en-Bresse	*477 995*	4 660	4 957	1062	*13,6*	466	477	5 434	*7,7*	2 867
Bourges	*314 675*	3 520	3 380	536	*9,3*	304	297	3 677	*5,8*	2 219
Bourgoin-Jallieu	*184 587*	1 989	1 971	505	*9,8*	233	241	2 212	*6,5*	1 314
Bressuire	*156 768*	1 287	1 235	254	*11,8*	90	84	1 319	*6,4*	810
Brest	*361 877*	3 702	3 638	681	*9,7*	415	409	4 047	*5,5*	2 082
Briey	*160 735*	2 141	1 977	412	*9,4*	159	156	2 133	*5,5*	1 251
Brive-la-Gaillarde	*127 079*	1 657	1 671	243	*12,7*	182	185	1 856	*7,8*	1 106
Caen	*525 598*	6 872	6 134	1103	*10,2*	623	631	6 765	*5,8*	3 681
Cahors	*169 531*	1 549	1 576	313	*8,4*	172	174	1 750	*6,7*	1 005
Cambrai	*158 579*	2 587	2 468	357	*8,4*	138	126	2 594	*4,2*	1 135
Carcassonne	*196 590*	2 932	2 843	476	*8,5*	300	298	3 141	*6,2*	1 839
Carpentras	*216 193*	2 850	2 841	533	*8,1*	464	458	3 299	*5,7*	1 817
Castres	*187 455*	2 364	2 074	310	*7,6*	251	258	2 332	*5,2*	1 506
Chalons-en-Champagne	*255 447*	2 648	2 408	498	*9,7*	222	226	2 634	*6,3*	1 863
Châlon-sur-Saône	*338 228*	3 466	3 427	704	*9,3*	303	282	3 709	*6,9*	2 454
Chambéry	*250 238*	4 043	3 897	657	*6,8*	414	384	4 281	*5,5*	2 443
Charleville-Mézières	*285 653*	3 346	3 186	502	*8,5*	219	213	3 399	*5,3*	1 921
Chartres	*421 114*	4 902	4 881	815	*10,9*	430	410	5 291	*6,2*	3 114
Chateauroux	*232 959*	2 466	2 548	434	*9,0*	259	251	2 799	*5,7*	1 412
Chaumont	*187 652*	2 009	1 802	373	*7,9*	189	164	1 966	*5,3*	1 248
Cherbourg	*191 221*	2 919	2 435	328	*6,7*	145	148	2 583	*4,9*	1 786
Clermont-Ferrand	*508 806*	5 441	5 139	922	*10,6*	1 242	1 220	6 359	*6,5*	3 961
Colmar	*359 702*	3 800	3 542	726	*9,0*	333	341	3 883	*7,2*	2 899
Compiègne	*179 296*	2 149	2 053	322	*7,6*	221	224	2 277	*5,4*	1 354
Coutances	*172 427*	1 658	1 655	202	*10,7*	141	139	1 794	*6,4*	1 040

I/III

Activité civile des tribunaux de grande instance en 2006
(hors activité commerciale)

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé		Toutes affaires terminées (1+2)		Stock au 31/12/2006
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)	dont divorces prononcés	*Durée moyenne des divorces (en mois)*	Affaires nouvelles	Affaires terminées (2)		*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	
Créteil	*1 298 340*	19 582	19 240	2939	*9,5*	2 191	2 102	21 342	*5,6*	11 154
Cusset	*141 130*	1 997	2 048	313	*10,7*	358	358	2 406	*5,8*	1 206
Dax	*196 899*	2 023	2 119	341	*7,6*	324	324	2 443	*6,5*	1 325
Dieppe	*208 754*	2 825	2 654	388	*11,0*	205	195	2 849	*5,9*	1 704
Digne	*154 501*	2 191	2 141	376	*9,5*	336	301	2 442	*7,8*	2 003
Dijon	*517 168*	6 499	6 542	1272	*10,6*	723	717	7 259	*6,9*	4 417
Dinan	*108 377*	930	936	172	*12,5*	112	123	1 059	*7,1*	639
Dole	*127 189*	1 358	1 263	292	*8,6*	100	105	1 368	*5,6*	844
Douai	*247 506*	3 071	2 960	613	*7,3*	297	280	3 240	*4,7*	1 494
Draguignan	*429 797*	8 799	9 540	1251	*13,3*	1 629	1 640	11 180	*7,3*	5 921
Dunkerque	*256 702*	2 783	2 687	657	*8,6*	395	389	3 076	*6,1*	1 902
Epinal	*285 547*	2 963	2 712	547	*9,0*	403	365	3 077	*5,6*	2 212
Evreux	*428 177*	4 741	4 644	910	*9,0*	472	496	5 140	*6,4*	2 575
Evry	*1 198 273*	14 078	13 499	2467	*10,3*	1 447	1 400	14 899	*6,8*	10 121
Foix	*146 289*	1 920	1 845	278	*7,3*	190	166	2 011	*4,6*	913
Fontainebleau	*181 529*	2 046	2 059	427	*10,4*	333	334	2 393	*5,6*	1 204
Gap	*130 752*	1 881	1 618	267	*9,0*	264	283	1 901	*6,4*	1 512
Grasse	*551 930*	11 103	11 248	1159	*10,2*	2 891	2 914	14 162	*8,9*	9 158
Grenoble	*729 140*	8 553	8 746	1775	*10,4*	1 265	1 249	9 995	*7,8*	6 289
Guéret	*123 401*	1 350	1 252	168	*13,8*	226	245	1 497	*5,7*	1 004
Guingamp	*176 748*	2 131	2 096	324	*9,7*	229	230	2 326	*4,3*	937
Hazebrouck	*119 082*	1 458	1 428	255	*8,9*	88	101	1 529	*6,3*	756
La Rochelle	*197 940*	2 698	2 756	482	*10,1*	379	423	3 179	*5,9*	1 807
La Roche-sur-Yon	*380 609*	2 423	2 198	522	*12,5*	323	332	2 530	*7,2*	2 280
Laon	*215 352*	2 521	2 723	482	*12,5*	152	159	2 882	*6,3*	999
Laval	*299 000*	2 865	2 775	454	*8,7*	197	187	2 962	*5,1*	1 367
Le Havre	*393 611*	4 767	4 763	999	*13,4*	477	481	5 244	*9,7*	3 255
Le Mans	*553 484*	6 854	6 025	989	*8,4*	555	539	6 564	*4,6*	3 661
Le Puy	*219 484*	1 826	1 783	323	*14,3*	247	251	2 034	*8,9*	1 581
Les Sables-d'Olonne	*216 576*	2 152	2 094	372	*11,3*	248	232	2 326	*5,8*	1 261
Libourne	*141 225*	2 138	1 995	380	*8,6*	256	216	2 211	*6,1*	1 555
Lille	*1 200 799*	18 179	17 557	2936	*9,0*	2 117	1 981	19 538	*5,0*	10 022
Limoges	*367 156*	5 286	5 150	699	*8,5*	517	525	5 675	*6,3*	2 839
Lisieux	*145 753*	2 241	2 298	252	*12,4*	339	327	2 625	*5,7*	1 373
Lons-le-Saunier	*130 210*	1 418	1 349	241	*7,1*	187	189	1 538	*4,7*	739
Lorient	*387 353*	3 898	3 876	588	*10,3*	469	418	4 294	*6,9*	2 624
Lure	*108 300*	1 113	1 161	258	*8,9*	81	72	1 233	*7,4*	672
Lyon	*1 483 127*	22 405	21 923	4016	*13,1*	3 207	3 113	25 036	*7,3*	16 772
Mâcon	*211 133*	2 329	2 069	324	*10,5*	227	234	2 303	*5,2*	1 347
Marmande	*92 196*	1 293	1 323	215	*11,6*	145	131	1 454	*7,0*	944
Marseille	*1 029 736*	21 496	20 480	2697	*13,2*	5 343	5 541	26 021	*7,5*	17 927
Meaux	*615 484*	11 469	10 773	1454	*10,0*	726	702	11 475	*4,0*	5 641
Melun	*476 475*	6 967	6 405	1145	*10,2*	459	457	6 862	*5,9*	4 547
Mende	*76 800*	734	657	112	*9,7*	106	102	759	*7,3*	605
Metz	*511 840*	6 660	6 333	1196	*11,2*	779	765	7 098	*7,7*	6 326
Millau	*70 499*	786	754	101	*5,8*	106	114	868	*5,0*	404
Montargis	*187 590*	1 983	1 830	312	*8,4*	190	163	1 993	*6,1*	1 492
Montauban	*226 849*	2 983	2 898	538	*9,6*	415	428	3 326	*5,7*	1 890
Montbéliard	*165 882*	1 936	1 892	440	*10,7*	172	164	2 056	*6,6*	1 229
Montbrison	*174 538*	1 356	1 447	297	*13,9*	163	168	1 615	*8,1*	803
Mont-de-Marsan	*165 928*	2 095	2 082	438	*9,8*	253	262	2 344	*7,0*	1 475
Montluçon	*112 131*	1 529	1 446	246	*8,7*	158	154	1 600	*5,2*	848
Montpellier	*718 198*	11 881	12 261	1941	*8,6*	2 050	2 059	14 320	*8,1*	9 858
Morlaix	*146 870*	1 337	1 384	228	*8,9*	200	206	1 590	*6,2*	753
Moulins	*90 048*	1 284	1 278	178	*9,9*	153	149	1 427	*6,0*	722
Mulhouse	*459 553*	4 792	4 365	1047	*13,4*	479	470	4 835	*10,1*	5 927
Nancy	*564 567*	7 714	7 759	1449	*8,6*	792	772	8 531	*5,1*	3 094
Nanterre	*1 536 100*	21 100	20 711	3178	*8,9*	3 303	3 122	23 833	*6,5*	15 037
Nantes	*899 854*	10 074	9 367	1739	*10,7*	1 070	840	10 207	*6,5*	7 075
Narbonne	*144 432*	2 402	2 485	382	*12,4*	447	432	2 917	*7,1*	1 694
Nevers	*222 220*	2 767	2 681	483	*12,8*	231	242	2 923	*6,1*	1 611
Nice	*521 254*	11 623	11 479	1624	*8,3*	2 390	2 382	13 861	*8,0*	10 604
Nimes	*539 885*	8 840	8 315	1357	*10,9*	1 162	1 109	9 424	*8,0*	7 834

II/III

Activité civile des tribunaux de grande instance en 2006
(hors activité commerciale)

Siège	Population du ressort au 1er janvier 2006	Affaires au fond et procédures particulières				Procédures de référé		Toutes affaires terminées (1+2)		Stock au 31/12/2006
		Affaires nouvelles	Affaires terminées (1)	dont divorces prononcés	Durée moyenne des divorces (en mois)	Affaires nouvelles	Affaires terminées (2)		Durée moyenne des affaires terminées (en mois)	
Niort	202 943	1 840	1 817	414	8,0	230	219	2 036	4,6	861
Orléans	457 735	4 728	4 528	1007	9,1	600	602	5 130	6,3	3 328
Paris	2 181 371	52 416	50 810	6202	7,7	10 433	10 321	61 131	6,8	38 416
Pau	370 537	5 458	5 422	710	8,5	662	651	6 073	4,8	2 758
Périgueux	246 242	3 207	3 050	513	8,1	316	309	3 359	5,0	2 251
Péronne	79 672	1 036	954	190	7,4	75	79	1 033	5,3	505
Perpignan	432 112	8 557	8 404	1054	10,0	1 041	984	9 388	6,5	5 684
Poitiers	418 460	5 144	5 271	906	11,1	608	597	5 868	5,6	3 049
Pontoise	1 157 052	13 338	12 120	2553	12,2	1 327	1 354	13 474	7,3	9 667
Privas	306 185	3 177	4 063	572	7,3	449	518	4 581	7,7	1 180
Quimper	374 254	3 620	3 608	643	8,7	747	732	4 340	5,3	2 284
Reims	310 394	3 618	3 548	656	10,1	376	387	3 935	5,6	2 003
Rennes	795 602	7 147	6 550	1443	10,6	1 040	1 007	7 557	6,0	6 483
Riom	114 657	1 077	1 029	197	11,1	179	169	1 198	6,3	673
Roanne	153 402	1 519	1 530	299	7,8	164	174	1 704	4,7	694
Rochefort	138 277	2 020	1 985	299	9,2	222	230	2 215	4,9	1 103
Rodez	202 878	2 001	1 505	326	5,6	177	193	1 698	5,9	1 146
Rouen	641 469	9 685	9 659	1650	9,4	1 075	1 125	10 784	5,5	4 879
Saint-Brieuc	285 736	2 908	2 856	545	12,1	458	448	3 304	6,9	2 094
Saint-Dié	94 428	1 208	1 229	169	11,3	65	69	1 298	5,9	714
Saintes	262 698	2 554	2 602	534	12,9	501	528	3 130	7,3	1 883
Saint-Etienne	413 329	6 129	6 219	1014	10,7	1 259	1 291	7 510	5,4	3 207
Saint-Gaudens	91 475	1 250	981	166	9,2	192	192	1 173	7,6	636
Saint-Malo	150 249	1 960	2 002	277	10,3	280	287	2 289	6,2	1 197
Saint-Nazaire	334 147	3 303	3 248	629	9,2	803	772	4 020	6,2	2 571
Saint-Omer	157 528	1 566	1 513	349	8,6	168	159	1 672	6,3	1 001
Saint-Quentin	149 443	1 985	1 910	275	9,2	141	140	2 050	5,4	960
Sarreguemines	271 961	2 914	2 914	668	10,5	336	312	3 226	8,7	2 800
Saumur	172 182	1 533	1 493	234	9,7	169	174	1 667	5,9	860
Saverne	208 183	1 463	1 514	406	16,7	198	180	1 694	10,8	1 476
Senlis	270 287	3 479	3 271	616	8,6	286	293	3 564	5,9	2 056
Sens	161 190	2 027	1 948	303	9,9	171	169	2 117	6,1	1 293
Soissons	172 266	1 945	1 907	364	10,6	165	153	2 060	6,3	1 466
Strasbourg	788 055	7 862	6 455	1523	14,8	1 602	1 547	8 002	9,2	9 011
Tarascon	192 034	2 951	2 860	497	5,8	366	393	3 253	5,1	1 755
Tarbes	227 736	3 045	2 915	518	8,3	357	324	3 239	6,1	1 878
Thionville	252 920	2 881	2 548	609	9,6	397	368	2 916	7,1	2 590
Thonon-les-Bains	273 259	3 504	3 540	667	9,6	591	640	4 180	6,2	2 040
Toulon	555 302	10 227	10 497	1808	14,7	1 662	1 751	12 248	9,5	8 484
Toulouse	1 094 855	13 997	12 833	2659	9,5	2 245	2 258	15 091	6,9	9 977
Tours	580 312	6 668	6 604	1247	10,8	1 358	1 350	7 954	5,9	4 347
Troyes	299 704	3 976	4 062	671	11,4	303	298	4 360	6,7	2 485
Tulle	113 284	1 255	1 309	210	10,6	256	260	1 569	6,4	753
Valence	468 608	5 947	5 831	1170	9,0	669	671	6 502	6,0	3 595
Valenciennes	347 933	5 625	5 927	851	11,9	289	285	6 212	5,4	2 234
Vannes	307 468	2 787	2 732	478	9,2	465	465	3 197	4,7	1 450
Verdun	86 211	1 107	897	123	7,4	75	70	967	5,7	905
Versailles	1 395 804	17 043	16 875	3213	12,0	1 736	1 741	18 616	6,7	11 828
Vesoul	127 567	1 636	1 550	256	11,0	99	93	1 643	6,7	1 155
Vienne	255 764	2 873	2 668	428	9,3	229	245	2 913	5,1	2 016
Villefranche-sur-Saône	186 528	2 033	2 241	421	11,4	194	197	2 438	6,1	869
Basse-Terre	104 743	1 626	1 458	242	14,6	231	502	1 960	20,3	2 154
Cayenne	205 954	2 310	1 824	246	8,9	184	133	1 957	7,6	2 301
Fort-de-France	397 732	4 267	3 821	637	15,6	666	628	4 449	8,1	4 455
Pointe-à-Pitre	295 993	3 812	3 358	559	14,4	661	658	4 016	8,0	4 222
Saint-Denis-de-la-Réunion	468 584	5 664	5 571	882	11,7	570	566	6 137	6,0	3 211
Saint-Pierre	313 378	3 730	3 511	671	11,2	265	263	3 774	5,3	1 985

III/III

Activité par juridiction

Sources : Les données présentées sont issues de l'exploitation des **états annuels de la statistique pénale** (dits « cadres du parquet ») pour 2006. Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Justice pénale".

Définitions : **Tribunaux correctionnels, toutes décisions** : il s'agit ici de jugements – et non de personnes condamnées –, des ordonnances pénales, des CRPC et autres autres jugements [intérêts civils, ...]

Affaires pénales des tribunaux de grande instance : pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des parquets et tribunaux correctionnels, le lecteur se reportera aux définitions données au chapitre " Justice pénale - Activité des parquets".

Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2006

Siège	Parquet								Tribunaux correctionnels	
	Affaires traitées	Affaires poursuivables						*Taux de réponse pénale*	Affaires nouvelles	Toutes décisions*
			Poursuites	dont devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite			
TOUS PARQUETS	**4 953 065**	**1 526 396**	**707 827**	**30 566**	**51 065**	**468 045**	**299 459**	***80,4***	**401 366**	**576 248**
Abbeville	6 878	2 631	1 511	46	335	611	174	*93,4*	814	1 234
Agen	13 621	4 745	2 740	122	28	1 248	729	*84,6*	1 320	2 392
Aix-en-Provence	63 973	14 350	6 391	515	394	4 838	2 727	*81,0*	4 344	5 369
Ajaccio	9 946	4 999	1 552	140	736	1 200	1 511	*69,8*	870	1 147
Albertville	18 782	5 974	2 159	112	257	2 368	1 190	*80,1*	1 517	1 552
Albi	7 746	2 572	1 491	54	0	715	366	*85,8*	781	1 412
Alençon	8 014	3 529	2 169	41	139	1 062	159	*95,5*	764	1 642
Alès	10 081	2 091	1 216	52	51	732	92	*95,6*	791	1 147
Amiens	30 734	10 970	5 780	167	277	3 885	1 028	*90,6*	3 271	4 109
Angers	29 300	8 039	3 928	126	953	2 049	1 109	*86,2*	2 081	3 339
Angoulême	22 175	7 026	3 772	130	110	1 687	1 457	*79,3*	1 656	3 530
Annecy	18 706	3 848	2 027	92	236	1 019	566	*85,3*	1 453	1 952
Argentan	6 180	2 588	1 710	41	150	418	310	*88,0*	1 290	1 749
Arras	19 662	6 582	3 704	77	301	2 120	457	*93,1*	1 380	3 030
Auch	7 979	2 998	1 845	58	143	820	190	*93,7*	1 038	1 480
Aurillac	4 787	2 124	1 294	38	0	584	246	*88,4*	763	947
Auxerre	13 720	4 187	2 492	86	184	914	597	*85,7*	1 273	1 800
Avesnes-sur-Helpe	13 360	5 522	2 914	115	153	1 034	1 421	*74,3*	1 950	2 554
Avignon	38 059	13 267	7 553	186	456	3 829	1 429	*89,2*	2 961	4 948
Avranches	6 149	2 050	871	20	201	747	231	*88,7*	616	819
Bar-le-Duc	5 019	1 952	1 176	49	57	562	157	*92,0*	690	1 104
Bastia	10 749	3 895	1 928	135	78	1 273	616	*84,2*	1 119	1 623
Bayonne	20 803	8 019	3 359	100	623	3 293	744	*90,7*	1 640	2 603
Beauvais	27 342	8 122	3 229	104	0	3 404	1 489	*81,7*	1 811	3 001
Belfort	9 833	3 495	2 041	57	264	645	545	*84,4*	1 260	1 719
Belley	4 746	1 692	945	25	5	395	347	*79,5*	552	875
Bergerac	7 959	2 735	1 507	59	329	776	123	*95,5*	762	1 251
Bernay	7 001	2 828	1 716	50	186	853	73	*97,4*	888	1 469
Besançon	21 607	7 180	3 713	102	153	2 586	728	*89,9*	1 387	2 163
Béthune	46 882	14 785	7 103	174	134	4 353	3 195	*78,4*	5 035	5 728
Béziers	23 128	7 671	4 553	236	155	1 413	1 550	*79,8*	2 573	3 855
Blois	17 238	6 408	3 707	120	0	1 664	1 037	*83,8*	1 909	3 067
Bobigny	216 159	47 877	18 446	1 438	486	16 941	12 004	*74,9*	9 119	14 773
Bonneville	13 826	4 044	1 853	80	167	1 309	715	*82,3*	981	1 184
Bordeaux	112 335	40 358	13 903	642	46	11 775	14 634	*63,7*	6 593	9 123
Boulogne-sur-Mer	31 306	7 212	4 387	219	105	1 479	1 241	*82,8*	3 308	3 500
Bourg-en-Bresse	26 470	7 239	4 213	153	178	2 044	804	*88,9*	2 111	3 574
Bourges	17 566	6 039	3 378	64	105	1 590	966	*84,0*	2 058	3 083
Bourgoin-Jallieu	10 529	2 956	1 502	55	0	955	499	*83,1*	753	1 232
Bressuire	5 785	2 184	1 338	29	257	475	114	*94,8*	955	1 235
Brest	24 374	7 754	3 809	103	284	2 266	1 395	*82,0*	2 082	2 759
Briey	9 643	3 424	1 879	46	293	1 025	227	*93,4*	986	1 443
Brive-la-Gaillarde	7 013	2 641	1 524	56	57	960	100	*96,2*	759	1 410
Caen	35 768	12 562	5 610	128	318	4 210	2 424	*80,7*	3 831	4 209
Cahors	6 766	2 524	1 549	44	70	664	241	*90,5*	885	1 394
Cambrai	10 091	3 880	2 658	79	366	825	31	*99,2*	1 409	2 367
Carcassonne	13 907	4 308	2 037	57	0	1 093	1 178	*72,7*	1 074	1 772
Carpentras	17 337	4 771	2 214	85	106	1 434	1 017	*78,7*	1 407	2 422
Castres	8 844	2 988	1 631	54	105	818	434	*85,5*	1 046	1 127
Chalon-sur-Saône	18 041	6 164	2 770	121	201	2 100	1 093	*82,3*	1 265	2 059
Chalons-en-Champagne	13 399	4 468	2 802	103	28	1 134	504	*88,7*	1 462	2 129
Chambéry	17 474	6 028	2 811	98	188	1 993	1 036	*82,8*	1 437	2 299
Charleville-Mézières	17 156	6 474	3 527	117	116	1 729	1 102	*83,0*	1 570	2 352
Chartres	28 413	8 145	3 854	139	678	2 702	911	*88,8*	2 766	2 979
Chateauroux	12 103	4 069	2 141	84	307	1 228	393	*90,3*	1 450	1 826
Chaumont	11 603	3 905	2 567	78	0	667	671	*82,8*	1 434	2 024
Cherbourg	9 680	3 999	1 592	47	736	1 468	203	*94,9*	1 250	1 505
Clermont-Ferrand	29 115	10 310	5 180	253	430	2 909	1 791	*82,6*	2 520	3 995
Colmar	20 606	6 189	3 178	113	53	1 938	1 020	*83,5*	2 074	2 537
Compiègne	14 198	3 944	1 636	43	288	1 050	970	*75,4*	1 518	1 513
Coutances	7 454	3 118	1 583	31	439	734	362	*88,4*	1 196	1 317
Créteil	110 760	32 754	12 602	681	1 187	14 547	4 418	*86,5*	8 361	11 244
Cusset	7 244	2 097	1 160	50	178	612	147	*93,0*	825	1 309

I/III

Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2006

Siège	Parquet								Tribunaux correctionnels	
	Affaires traitées	Affaires poursuivables						*Taux de réponse pénale*	Affaires nouvelles	Toutes décisions*
			Poursuites		Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite			
				dont devant le juge d'instruction						
Dax	14 245	3 978	2 311	55	328	1 008	331	*91,7*	1 060	1 654
Dieppe	11 096	4 193	2 220	86	659	1 115	199	*95,3*	940	1 825
Digne	10 314	3 677	1 243	52	176	1 114	1 144	*68,9*	586	873
Dijon	31 927	13 007	6 062	315	133	2 771	4 041	*68,9*	2 718	4 502
Dinan	5 007	1 685	1 108	32	40	370	167	*90,1*	662	1 128
Dole	7 274	2 259	1 208	25	203	542	306	*86,5*	750	1 160
Douai	15 700	4 879	2 581	96	124	1 241	933	*80,9*	1 939	2 246
Draguignan	41 453	11 202	5 709	243	432	1 895	3 166	*71,7*	2 548	4 549
Dunkerque	19 726	6 088	2 695	106	395	1 854	1 144	*81,2*	1 440	2 472
Epinal	18 695	6 090	3 253	119	460	1 243	1 134	*81,4*	2 264	2 451
Evreux	29 190	11 075	5 667	127	169	3 462	1 777	*84,0*	2 120	4 127
Evry	102 906	34 096	10 747	412	1 485	12 662	9 202	*73,0*	4 702	8 885
Foix	7 247	3 104	1 847	43	0	876	381	*87,7*	1 142	1 751
Fontainebleau	12 163	4 443	1 930	63	527	1 072	914	*79,4*	1 282	1 662
Gap	8 422	3 026	1 430	24	50	858	688	*77,3*	970	1 281
Grasse	60 167	14 592	5 016	368	1 208	4 313	4 055	*72,2*	3 300	4 129
Grenoble	82 812	13 047	5 613	321	175	4 104	3 155	*75,8*	3 666	5 415
Guéret	5 172	2 065	1 349	35	97	601	18	*99,1*	540	1 173
Guingamp	9 981	3 696	2 169	70	179	717	631	*82,9*	1 373	1 637
Hazebrouck	6 657	2 273	1 295	34	59	592	327	*85,6*	877	1 301
La Roche-sur-Yon	20 384	8 123	4 658	127	1 383	1 585	497	*93,9*	1 936	2 666
La Rochelle	19 006	5 293	2 676	120	539	1 348	730	*86,2*	1 350	2 216
Laon	15 390	4 302	2 138	43	179	1 181	804	*81,3*	1 068	1 693
Laval	11 662	4 307	2 902	57	162	1 004	239	*94,5*	1 580	2 297
Le Havre	28 800	8 437	4 282	181	438	2 354	1 363	*83,8*	2 570	3 757
Le Mans	20 387	10 015	5 687	149	609	2 670	1 049	*89,5*	2 802	4 842
Le Puy	8 561	2 720	1 724	60	22	663	311	*88,6*	1 300	1 536
Les Sables-d'Olonne	13 218	2 962	1 870	51	407	289	396	*86,6*	1 389	1 490
Libourne	8 026	2 620	1 106	41	230	1 026	258	*90,2*	670	954
Lille	152 398	37 050	10 303	482	1 651	14 408	10 688	*71,2*	6 575	8 256
Limoges	20 320	6 468	3 672	80	763	1 683	350	*94,6*	1 690	2 942
Lisieux	9 130	2 849	1 487	58	138	626	598	*79,0*	1 010	1 580
Lons-le-Saunier	5 915	2 321	1 542	37	18	510	251	*89,2*	854	1 277
Lorient	23 994	7 481	4 325	105	527	1 378	1 251	*83,3*	2 845	4 066
Lure	5 466	1 852	882	37	21	485	464	*74,9*	522	941
Lyon	153 852	49 612	17 634	806	638	14 435	16 905	*65,9*	8 263	11 112
Macon	10 200	3 556	2 063	80	145	816	532	*85,0*	1 107	1 644
Marmande	5 157	1 795	1 245	40	17	505	28	*98,4*	594	1 166
Marseille	115 175	32 429	11 935	824	807	13 334	6 353	*80,4*	8 016	10 055
Meaux	57 945	19 077	8 064	229	645	8 043	2 325	*87,8*	4 677	6 925
Melun	35 135	12 635	5 097	222	1 284	4 011	2 243	*82,2*	4 271	4 012
Mende	3 426	1 355	571	26	91	321	372	*72,5*	290	350
Metz	36 307	13 561	6 806	150	236	3 561	2 958	*78,2*	3 515	4 238
Millau	3 562	1 484	841	21	1	470	172	*88,4*	518	815
Mont-de-Marsan	9 908	3 132	2 307	73	112	569	144	*95,4*	1 156	1 773
Montargis	10 047	2 785	1 540	37	0	895	350	*87,4*	803	1 405
Montauban	15 507	5 636	3 413	155	19	1 338	866	*84,6*	1 905	2 343
Montbéliard	9 754	4 286	2 015	106	150	1 686	435	*89,9*	950	1 617
Montbrison	6 628	1 837	1 034	33	98	411	294	*84,0*	694	938
Montluçon	5 790	2 018	1 293	33	123	562	40	*98,0*	900	1 189
Montpellier	76 544	20 388	10 908	514	148	6 263	3 069	*84,9*	4 517	8 983
Morlaix	8 644	2 766	1 436	33	341	730	259	*90,6*	927	1 232
Moulins	4 395	2 253	1 140	40	102	752	259	*88,5*	492	842
Mulhouse	32 588	10 518	5 744	262	120	2 715	1 939	*81,6*	3 592	3 894
Nancy	39 783	11 951	6 303	258	243	3 271	2 134	*82,1*	3 320	5 138
Nanterre	115 412	31 723	14 526	890	58	12 772	4 367	*86,2*	8 737	13 310
Nantes	77 847	24 140	13 960	250	419	7 659	2 102	*91,3*	8 695	9 119
Narbonne	14 450	4 281	2 381	110	66	1 121	713	*83,3*	964	1 910
Nevers	12 416	4 707	2 390	69	347	1 347	623	*86,8*	1 866	1 892

II/III

Activité pénale des tribunaux de grande instance en 2006

Siège	Parquet								Tribunaux correctionnels	
	Affaires traitées	Affaires poursuivables						Taux de réponse pénale	Affaires nouvelles	Toutes décisions*
			Poursuites	dont devant le juge d'instruction	Compositions pénales	Procédures alternatives aux poursuites	Classements sans suite			
Nice	71 246	17 213	6 095	406	143	4 048	6 927	*59,8*	4 724	5 200
Nimes	50 236	13 801	5 571	394	228	5 897	2 105	*84,7*	3 331	4 502
Niort	10 525	3 599	2 048	36	331	1 095	125	*96,5*	1 099	1 371
Orléans	30 864	9 027	4 591	204	0	2 183	2 253	*75,0*	2 117	3 557
Paris	300 626	88 249	37 379	3 371	652	25 358	24 860	*71,8*	24 415	34 644
Pau	20 064	7 489	2 845	153	540	3 274	830	*88,9*	1 736	2 361
Périgueux	12 048	4 213	1 924	83	296	1 325	668	*84,1*	1 242	1 705
Péronne	4 677	1 456	1 113	37	11	294	38	*97,4*	850	1 083
Perpignan	48 606	17 824	5 241	285	835	3 621	8 127	*54,4*	3 197	4 023
Poitiers	23 555	8 400	4 115	201	717	2 302	1 266	*84,9*	3 129	3 185
Pontoise	109 424	27 782	14 140	527	106	9 833	3 703	*86,7*	6 674	11 663
Privas	14 858	5 427	2 047	80	25	1 490	1 865	*65,6*	1 550	1 943
Quimper	21 092	7 589	4 812	103	0	1 816	961	*87,3*	2 540	4 075
Reims	23 938	7 894	4 103	101	549	1 739	1 503	*81,0*	3 057	3 679
Rennes	42 860	13 692	7 069	221	678	3 149	2 796	*79,6*	4 364	5 921
Riom	4 911	1 613	875	54	133	546	59	*96,3*	583	825
Roanne	7 992	2 741	1 468	38	53	818	402	*85,3*	779	1 159
Rochefort	9 746	3 502	1 636	63	293	1 224	349	*90,0*	1 413	1 320
Rodez	6 883	2 838	1 671	47	52	964	151	*94,7*	712	1 674
Rouen	49 440	17 495	7 207	365	1 100	6 280	2 908	*83,4*	2 276	5 670
Saint-Brieuc	17 505	6 520	3 343	107	0	1 932	1 245	*80,9*	2 122	3 006
Saint-Dié	4 465	1 651	1 064	54	79	351	157	*90,5*	939	1 088
Saint-Etienne	28 982	8 689	4 724	270	220	2 087	1 658	*80,9*	3 151	3 933
Saint-Gaudens	4 295	1 505	1 002	28	84	295	124	*91,8*	540	825
Saint-Malo	11 348	3 925	1 751	46	365	1 122	687	*82,5*	1 103	1 764
Saint-Nazaire	24 901	8 320	4 700	128	178	2 124	1 318	*84,2*	2 905	4 358
Saint-Omer	8 038	3 016	1 661	37	200	824	331	*89,0*	1 140	1 239
Saint-Quentin	9 701	2 993	1 797	30	45	779	372	*87,6*	987	1 595
Saintes	14 416	4 280	2 388	134	433	916	543	*87,3*	1 619	1 930
Sarreguemines	13 435	5 904	3 780	104	142	1 411	571	*90,3*	1 932	3 098
Saumur	8 046	2 508	1 856	53	173	375	104	*95,9*	859	1 581
Saverne	7 344	2 284	1 686	59	0	515	83	*96,4*	936	1 285
Senlis	24 803	7 128	3 831	115	65	2 505	727	*89,8*	2 849	3 200
Sens	11 343	3 421	2 058	73	70	749	544	*84,1*	1 115	1 274
Soissons	11 539	2 801	1 483	35	132	702	484	*82,7*	1 082	1 263
Strasbourg	65 211	19 285	9 880	301	264	5 740	3 401	*82,4*	5 410	8 481
Tarascon	19 568	5 657	2 367	132	67	2 718	505	*91,1*	1 272	1 743
Tarbes	13 175	3 703	2 084	84	215	1 282	122	*96,7*	1 252	2 078
Thionville	15 610	5 785	3 262	108	152	948	1 423	*75,4*	1 220	2 414
Thonon-les-Bains	22 231	5 715	2 399	103	0	2 014	1 302	*77,2*	1 384	1 835
Toulon	51 257	17 497	6 610	256	980	3 400	6 507	*62,8*	3 343	5 105
Toulouse	88 323	18 337	9 151	492	239	5 539	3 408	*81,4*	5 030	7 766
Tours	34 136	10 618	6 501	166	296	2 081	1 740	*83,6*	3 119	4 928
Troyes	18 760	7 441	4 142	145	291	1 534	1 474	*80,2*	2 760	3 812
Tulle	4 080	1 668	944	38	191	443	90	*94,6*	455	886
Valence	39 263	13 632	6 623	206	70	5 017	1 922	*85,9*	1 860	4 938
Valenciennes	28 279	10 364	4 724	113	426	3 361	1 853	*82,1*	3 333	3 833
Vannes	15 632	5 210	3 454	104	0	882	874	*83,2*	1 827	2 955
Verdun	4 648	2 050	1 431	39	40	523	56	*97,3*	789	1 202
Versailles	106 468	33 960	11 721	580	1 744	11 011	9 484	*72,1*	6 390	9 778
Vesoul	8 675	3 860	1 751	41	330	1 145	634	*83,6*	809	1 085
Vienne	20 679	5 391	2 416	42	0	1 706	1 269	*76,5*	1 110	1 694
Villefranche-sur-Saône	9 915	3 695	2 082	62	100	1 014	499	*86,5*	1 005	1 946
Basse-Terre	12 417	6 169	2 834	121	1	2 545	789	*87,2*	1 305	2 114
Cayenne	54 722	15 836	3 341	276	70	11 268	1 157	*92,7*	2 250	2 278
Fort-de-France	26 100	11 329	3 696	284	586	3 670	3 377	*70,2*	2 077	2 960
Pointe-à-Pitre	28 526	10 077	3 523	224	1 019	3 238	2 297	*77,2*	2 551	3 113
Saint-Denis-de-la-Réunion	27 434	10 633	6 008	238	0	2 756	1 869	*82,4*	3 212	4 734
Saint-Pierre	13 797	5 196	3 026	135	0	1 289	881	*83,0*	1 683	2 630

* Jugements portant condamnations ou relaxes, ordonnances pénales, ordonnances d'homologation de CRPC et autres jugements

III/III

Activité par juridiction

Sources :

Les données présentées sont issues de l'exploitation des **états annuels de la statistique pénale** (dits « cadres du parquet ») pour 2006. Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre "Mineurs et Justice".

Définitions :

N'ont compétence en matière de mineurs que les parquets dotés d'un tribunal pour enfants.

Affaires « **poursuivables** » : pour toutes précisions concernant les orientations données aux affaires pénales concernant les mineurs, le lecteur se reportera au graphique "Orientations données par les parquets aux affaires pénales mettant en cause des mineurs".

Activité 2006 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs

Siège	Affaires poursuivables									Taux de réponse pénale
		Poursuites		Procédures alternatives aux poursuites			Classements sans suite			
			dont poursuites devant le juge d'instruction		Principaux motifs			Principaux motifs		
					Rappel à la loi	Réparations mineurs, médiations		Préjudice ou trouble peu important	Victime désintéressée, régularisation d'office	
Tous parquets	**148 651**	**60 367**	**2 083**	**69 301**	**48 505**	**9 475**	**18 983**	**7 513**	**3 727**	***87,2***
Abbeville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Agen	532	243	10	242	157	68	47	6	6	*91,2*
Aix-en-Provence	1536	553	26	826	597	145	157	62	38	*89,8*
Ajaccio	145	100	11	34	16	11	11	3	1	*92,4*
Albertville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Albi	259	150	5	97	80	2	12	2	2	*95,4*
Alençon	632	239	5	374	311	24	19	6	6	*97,0*
Alès	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Amiens	1843	675	9	1057	713	39	111	13	51	*94,0*
Angers	1135	523	6	550	161	108	62	22	14	*94,5*
Angoulême	474	240	10	195	137	32	39	16	8	*91,8*
Annecy	513	191	10	203	148	13	119	73	11	*76,8*
Argentan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Arras	529	302	4	201	132	22	26	9	3	*95,1*
Auch	370	159	2	208	161	40	3	0	0	*99,2*
Aurillac	144	73	1	63	47	6	8	2	0	*94,4*
Auxerre	785	379	10	326	232	57	80	27	1	*89,8*
Avesnes-sur-Helpe	788	290	10	266	219	29	232	71	66	*70,6*
Avignon	1285	533	4	693	561	44	59	9	6	*95,4*
Avranches	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bar-le-Duc	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bastia	175	98	5	65	60	0	12	4	1	*93,1*
Bayonne	457	169	3	242	143	16	46	20	7	*89,9*
Beauvais	958	434	5	452	260	140	72	39	7	*92,5*
Belfort	498	285	3	183	142	14	30	24	3	*94,0*
Belley	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bergerac	193	72	3	117	80	7	4	2	0	*97,9*
Bernay	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Besançon	847	386	12	411	278	101	50	24	10	*94,1*
Béthune	1933	853	15	925	688	169	155	38	29	*92,0*
Béziers	655	374	7	203	161	21	78	56	8	*88,1*
Blois	656	242	15	308	257	33	106	36	36	*83,8*
Bobigny	4474	3127	290	985	659	261	362	126	17	*91,9*
Bonneville	84	34	1	31	26	1	19	8	4	*77,4*
Bordeaux	2904	799	38	1715	916	672	390	228	55	*86,6*
Boulogne-sur-Mer	690	298	20	289	128	56	103	19	16	*85,1*
Bourg-en-Bresse	779	382	17	367	258	65	30	8	2	*96,1*
Bourges	564	232	1	281	259	14	51	20	10	*91,0*
Bourgoin-Jallieu	324	169	3	130	115	7	25	15	6	*92,3*
Bressuire	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Brest	1299	714	6	485	356	36	100	50	9	*92,3*
Briey	336	130	0	162	92	20	44	8	22	*86,9*
Brive-la-Gaillarde	360	135	10	218	183	26	7	5	1	*98,1*
Caen	1832	560	7	993	625	133	279	47	99	*84,8*
Cahors	182	83	2	86	60	12	13	2	7	*92,9*
Cambrai	477	227	0	249	181	65	1	0	0	*99,8*
Carcassonne	284	96	3	130	110	1	58	11	14	*79,6*
Carpentras	470	178	3	231	166	10	61	18	9	*87,0*
Castres	373	161	4	179	126	4	33	25	5	*91,2*
Chalon-sur-Saône	500	169	2	313	158	79	18	5	2	*96,4*
Chalons-en-Champagne	555	235	9	276	222	23	44	5	18	*92,1*
Chambéry	691	243	3	380	286	35	68	17	31	*90,2*
Charleville-Mézières	560	269	4	227	117	54	64	34	11	*88,6*
Chartres	890	452	7	401	258	42	37	10	13	*95,8*
Chateauroux	393	167	7	183	131	31	43	11	18	*89,1*
Chaumont	402	243	8	112	101	4	47	26	6	*88,3*
Cherbourg	252	126	3	117	96	4	9	1	4	*96,4*
Clermont-Ferrand	939	438	9	438	338	72	63	37	5	*93,3*
Colmar	909	417	7	405	301	71	87	44	12	*90,4*
Compiègne	394	102	1	230	136	55	62	19	15	*84,3*

I/III

Activité 2006 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs

Siège	Affaires poursuivables									Taux de réponse pénale
		Poursuites		Procédures alternatives aux poursuites			Classements sans suite			
			dont poursuites devant le juge d'instruction		Principaux motifs			Principaux motifs		
					Rappel à la loi	Réparations mineurs, médiations		Préjudice ou trouble peu important	Victime désintéressée, régularisation d'office	
Coutances	474	232	1	230	174	18	12	0	5	*97,5*
Créteil	3668	1294	48	2136	1 805	32	238	77	23	*93,5*
Cusset	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dax	266	142	1	116	68	35	8	5	2	*97,0*
Dieppe	448	81	3	330	272	21	37	7	11	*91,7*
Digne	386	124	3	208	100	21	54	30	0	*86,0*
Dijon	1098	436	29	493	342	1	169	81	17	*84,6*
Dinan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dole	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Douai	800	364	14	360	271	78	76	23	10	*90,5*
Draguignan	675	292	7	306	189	82	77	31	10	*88,6*
Dunkerque	956	352	5	418	269	12	186	50	49	*80,5*
Epinal	887	287	7	479	335	112	121	28	38	*86,4*
Evreux	1627	560	15	860	460	144	207	82	37	*87,3*
Evry	3451	1249	46	1597	1 325	51	605	133	239	*82,5*
Foix	251	103	0	127	79	14	21	9	6	*91,6*
Fontainebleau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Gap	227	54	0	145	58	23	28	8	15	*87,7*
Grasse	1766	451	17	1087	648	147	228	69	88	*87,1*
Grenoble	1665	507	28	904	795	67	254	178	11	*84,7*
Guéret	131	77	2	54	37	9	0	0	0	*100,0*
Guingamp	316	158	5	124	86	20	34	17	4	*89,2*
Hazebrouck	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
La Roche-sur-Yon	921	406	22	488	449	6	27	13	1	*97,1*
La Rochelle	399	92	1	250	187	12	57	16	25	*85,7*
Laon	840	349	7	364	239	35	127	39	36	*84,9*
Laval	574	275	5	280	128	126	19	13	2	*96,7*
Le Havre	1279	620	22	511	311	51	148	36	27	*88,4*
Le Mans	1011	393	9	567	430	57	51	21	7	*95,0*
Le Puy	301	141	4	139	70	26	21	4	5	*93,0*
Les Sables-d'Olonne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Libourne	210	65	1	134	75	29	11	4	2	*94,8*
Lille	4039	1237	23	1885	1 439	115	917	252	146	*77,3*
Limoges	654	283	4	340	184	80	31	2	7	*95,3*
Lisieux	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lons-le-Saunier	436	267	7	147	96	19	22	13	1	*95,0*
Lorient	610	245	7	283	178	78	82	44	20	*86,6*
Lure	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lyon	4909	1755	56	2247	1 436	522	907	648	66	*81,5*
Macon	326	111	8	166	13	132	49	19	6	*85,0*
Marmande	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Marseille	3842	1696	60	1666	1 398	78	480	172	54	*87,5*
Meaux	2481	847	15	1399	1 055	222	235	39	50	*90,5*
Melun	2176	790	15	1197	915	123	189	51	52	*91,3*
Mende	102	36	3	56	39	11	10	5	0	*90,2*
Metz	1494	464	9	705	379	138	325	205	39	*78,2*
Millau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Mont-de-Marsan	192	104	1	85	49	21	3	0	0	*98,4*
Montargis	290	85	2	168	133	7	37	19	7	*87,2*
Montauban	530	243	6	219	161	31	68	39	7	*87,2*
Montbéliard	649	201	19	417	182	162	31	17	5	*95,2*
Montbrison	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montluçon	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montpellier	1902	681	37	1028	770	112	193	50	59	*89,9*
Morlaix	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Moulins	625	232	7	359	220	96	34	14	13	*94,6*
Mulhouse	1477	711	20	551	429	63	215	113	28	*85,4*
Nancy	1595	621	11	759	443	165	215	108	72	*86,5*
Nanterre	3293	1571	47	1574	1 200	175	148	53	17	*95,5*
Nantes	2032	914	26	1000	761	128	118	23	17	*94,2*
Narbonne	260	121	5	95	57	1	44	25	3	*83,1*

II/III

Activité 2006 par parquet

Orientations données aux affaires poursuivables concernant les mineurs

Siège	Affaires poursuivables									Taux de réponse pénale
		Poursuites		Procédures alternatives aux poursuites			Classements sans suite			
			dont poursuites devant le juge d'instruction		Principaux motifs			Principaux motifs		
					Rappel à la loi	Réparations mineurs, médiations		Préjudice ou trouble peu important	Victime désintéressée, régularisation d'office	
Nevers	457	196	4	216	185	9	45	7	22	*90,2*
Nice	1637	507	21	647	398	130	483	277	70	*70,5*
Nimes	1708	487	15	1061	901	26	160	75	14	*90,6*
Niort	505	195	1	296	228	21	14	6	2	*97,2*
Orléans	1199	483	17	510	283	111	206	81	38	*82,8*
Paris	5545	2340	130	1897	1 304	86	1308	373	117	*76,4*
Pau	675	338	10	292	221	19	45	15	9	*93,3*
Périgueux	374	101	1	240	146	28	33	15	11	*91,2*
Péronne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Perpignan	1070	393	12	325	247	56	352	188	78	*67,1*
Poitiers	651	339	14	249	159	63	63	17	34	*90,3*
Pontoise	3377	1404	41	1587	1 181	67	386	123	44	*88,6*
Privas	287	117	9	119	90	11	51	14	28	*82,2*
Quimper	709	247	8	413	339	30	49	17	16	*93,1*
Reims	1300	430	18	720	476	179	150	84	12	*88,5*
Rennes	1247	470	12	598	398	119	179	76	41	*85,6*
Riom	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Roanne	290	124	9	145	115	9	21	5	5	*92,8*
Rochefort	680	224	4	409	315	27	47	14	3	*93,1*
Rodez	355	121	4	225	180	5	9	8	0	*97,5*
Rouen	1959	509	27	1019	524	181	431	191	137	*78,0*
Saint-Brieuc	723	290	12	371	190	102	62	34	3	*91,4*
Saint-Dié	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Etienne	1281	577	40	638	508	91	66	10	14	*94,8*
Saint-Gaudens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Malo	331	118	1	165	135	8	48	20	14	*85,5*
Saint-Nazaire	775	228	6	380	266	11	167	94	16	*78,5*
Saint-Omer	319	126	4	172	106	46	21	6	1	*93,4*
Saint-Quentin	403	203	3	172	124	1	28	5	3	*93,1*
Saintes	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Sarreguemines	583	299	7	229	178	13	55	5	8	*90,6*
Saumur	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saverne	340	206	6	117	94	20	17	13	2	*95,0*
Senlis	754	393	7	312	105	145	49	12	21	*93,5*
Sens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Soissons	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Strasbourg	2332	1085	14	722	458	29	525	158	288	*77,5*
Tarascon	411	119	8	262	184	53	30	11	0	*92,7*
Tarbes	269	111	2	150	97	14	8	7	1	*97,0*
Thionville	694	365	7	216	84	116	113	77	13	*83,7*
Thonon-les-Bains	555	234	6	209	140	39	112	50	39	*79,8*
Toulon	1410	526	17	521	422	73	363	191	30	*74,3*
Toulouse	2112	833	30	977	666	214	302	125	42	*85,7*
Tours	972	396	8	469	296	65	107	44	25	*89,0*
Troyes	830	385	9	375	251	48	70	18	16	*91,6*
Tulle	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Valence	1015	518	14	406	311	27	91	51	3	*91,0*
Valenciennes	1294	478	7	659	507	80	157	40	19	*87,9*
Vannes	377	198	5	132	65	31	47	21	4	*87,5*
Verdun	435	213	2	217	143	33	5	4	0	*98,9*
Versailles	3834	1075	72	1746	1 375	102	1013	400	348	*73,6*
Vesoul	647	195	8	371	147	72	81	37	12	*87,5*
Vienne	505	171	4	283	246	9	51	22	5	*89,9*
Villefranche-sur-Saône	336	143	4	156	128	4	37	23	3	*89,0*
Basse-Terre	295	210	8	76	31	30	9	0	4	*96,9*
Cayenne	274	132	9	62	40	3	80	26	14	*70,8*
Fort-de-France	499	143	19	239	200	5	117	76	7	*76,6*
Pointe-à-Pitre	464	319	13	65	52	4	80	34	6	*82,8*
St-Denis-de-la-Réunion	1139	616	20	361	243	80	162	40	19	*85,8*
Saint-Pierre	618	369	8	196	139	28	53	25	2	*91,4*

III/III

Activité par juridiction

Sources :

Les données concernant l'activité des tribunaux pour enfants sont issues des tableaux de bord implantés dans toutes les juridictions de mineurs.

■ **En matière civile**

Les données fournies concernent à la fois le nombre de mineurs en danger dont le juge des enfants a été saisi durant l'année et l'ensemble des mesures individuelles prononcées à l'égard de tous les mineurs suivis. Un mineur faisant l'objet de plusieurs mesures sera comptabilisé autant de fois qu'il y aura de mesures prises à son égard. Une mesure concernant une fratrie sera comptée autant de fois qu'il y a de mineurs dans la fratrie.

Enquête sociale, IOE, expertise, AEMO, **Placement** : cf. définitions au chapitre "Mineurs en dangers - Activité des juges pour enfants"

■ **En matière pénale**

Les données fournies concernent à la fois le nombre de mineurs délinquants dont le juge des enfants a été saisi durant l'année, l'ensemble des mesures présentencielles prononcées dans l'année, le nombre de mineurs jugés en chambre du conseil ou devant le tribunal pour enfants et les mesures et sanctions individuelles prononcées à l'égard de ces mineurs jugés.

Les décisions écartant la poursuite englobent aussi bien les jugements de relaxe ou d'incompétence que les ordonnances de non-lieu.

Sources :

- Ministère de la Justice
  Tableaux de bord des tribunaux pour enfants

Activité en 2006 des juges et tribunaux pour enfants

Siège	Mineurs en danger					Mineurs délinquants						
	Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures nouvelles ou renouvelées d'assistance éducatives			Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures présentencielles	Mineurs jugés		Décisions écartant la poursuite	Mesures et sanctions définitives
			Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement				En chambre du conseil	En audience de tribunal pour enfants		
Toutes juridictions	**59 936**	**104 966**	**58 717**	**143 455**	**127 329**	**60 543**	**85 335**	**30 654**	**40 860**	**34 471**	**8 648**	**74 885**
Abbeville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Agen	385	699	299	794	760	239	324	237	134	178	26	326
Aix-en-Provence	869	1 389	585	1 537	792	600	864	181	350	497	80	851
Ajaccio	125	209	53	256	181	114	164	59	46	88	13	151
Albertville	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Albi	220	373	131	363	373	125	177	66	191	62	27	261
Alençon	286	556	351	710	714	228	354	91	104	246	31	351
Alès	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Amiens	464	1 000	450	2 209	1 556	658	958	277	294	413	55	709
Angers	536	1 020	491	1 295	1 453	474	648	169	269	414	44	740
Angoulême	323	577	237	437	559	237	349	142	259	63	40	298
Annecy	203	330	146	314	290	113	156	86	110	49	9	168
Argentan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Arras	318	577	173	796	667	285	377	248	214	171	42	381
Auch	135	262	83	240	270	133	183	40	50	117	12	179
Aurillac	107	212	35	456	254	92	133	37	47	64	3	125
Auxerre	458	872	323	959	1 036	366	520	102	141	176	25	306
Avesnes-sur-Helpe	354	668	466	1 163	1 261	268	345	126	214	71	29	283
Avignon	398	658	295	842	690	545	711	148	191	456	53	654
Avranches	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bar-le-Duc	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bastia	65	125	70	259	163	107	161	39	71	74	9	142
Bayonne	306	437	213	651	634	154	207	71	59	106	6	173
Beauvais	332	581	321	995	854	435	558	316	232	157	38	388
Belfort	127	233	132	399	274	267	361	63	246	151	40	331
Belley	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Bergerac	120	222	103	382	358	72	97	46	52	57	5	118
Bernay	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Besançon	242	456	288	603	561	399	559	116	246	332	47	532
Béthune	841	1 592	841	2 424	2 995	858	1 160	483	651	234	112	895
Béziers	354	643	409	791	747	415	575	118	203	255	16	483
Blois	297	525	291	440	453	258	342	58	132	196	17	344
Bobigny	2 101	3 428	1 899	3 538	3 449	3 401	4 873	1 603	2 293	1 461	1 030	3 324
Bonneville	128	231	129	218	237	111	178	123	144	85	14	234
Bordeaux	1 020	1 679	1 029	2 889	1 767	797	1 127	586	491	379	94	864
Boulogne-sur-Mer	494	901	622	1 196	1 804	300	422	236	302	202	20	514
Bourg-en-Bresse	538	918	679	974	773	407	534	238	241	294	45	595
Bourges	206	406	424	559	591	205	272	165	112	129	22	261
Bourgoin-Jallieu	132	239	142	486	353	152	206	59	167	55	25	218
Bressuire	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Brest	299	468	477	993	1 240	329	498	113	236	230	44	501
Briey	147	227	77	399	367	137	182	81	93	75	22	139
Brive-la-Gaillarde	218	360	224	418	309	150	190	66	75	80	16	145
Caen	488	910	1 046	1 684	1 728	520	724	348	164	343	33	510
Cahors	130	215	108	345	243	85	135	62	74	53	12	140
Cambrai	160	327	256	983	748	242	301	82	166	77	33	230
Carcassonne	198	370	148	626	615	183	258	60	100	117	9	235
Carpentras	274	467	246	531	493	209	314	122	112	185	38	318
Castres	152	281	85	366	303	189	277	62	97	80	16	190
Chalon-sur-Saône	333	599	247	837	684	176	281	53	99	199	20	313
Chalons-en-Champagne	202	362	328	719	730	326	427	100	159	224	23	401
Chambéry	295	464	340	599	779	239	365	164	66	187	32	296
Charleville-Mézières	268	519	324	885	749	296	406	117	116	164	29	282
Chartres	454	775	229	1 174	1 083	463	664	259	269	245	38	556
Chateauroux	194	385	98	277	288	198	304	27	125	129	4	333
Chaumont	182	335	126	466	535	233	332	92	165	183	66	319
Cherbourg	275	461	173	428	566	150	229	95	102	75	21	185
Clermont-Ferrand	435	766	398	1 131	815	407	642	143	189	280	53	438
Colmar	353	563	499	814	539	402	559	334	253	232	34	490

I/III

Activité en 2006 des juges et tribunaux pour enfants

Siège	Mineurs en danger					Mineurs délinquants						
	Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures nouvelles ou renouvelées d'assistance éducatives			Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures présentencielles	Mineurs jugés		Décisions écartant la poursuite	Mesures et sanctions définitives
			Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement				En chambre du conseil	En audience de tribunal pour enfants		
Compiègne	161	299	190	400	446	126	160	110	92	150	27	253
Coutances	229	498	189	283	498	231	320	118	143	67	16	214
Créteil	1 043	1 764	1 250	1 780	1 886	1 264	1 894	731	863	423	225	1 192
Cusset	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dax	164	314	179	373	280	156	227	163	56	70	11	130
Dieppe	137	284	159	631	580	85	115	45	11	38	2	52
Digne	179	309	220	449	296	121	204	50	67	83	17	153
Dijon	648	1 085	660	1 170	1 308	434	597	48	285	202	33	493
Dinan	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Dole	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Douai	342	747	482	1 306	1 100	360	520	142	279	137	44	383
Draguignan	377	682	317	644	341	310	458	202	219	211	53	425
Dunkerque	410	800	319	1 551	1 188	357	479	274	194	295	46	503
Epinal	394	705	527	960	685	275	381	104	245	131	48	378
Evreux	430	782	381	1 536	1 311	555	809	475	468	281	58	740
Evry	1 088	1 930	762	2 680	1 950	1 223	1 899	541	1 173	503	225	1 494
Foix	144	273	90	356	276	103	161	116	80	52	9	140
Fontainebleau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Gap	85	156	72	267	126	58	87	61	21	68	10	102
Grasse	416	639	224	1 103	695	442	608	181	225	445	82	712
Grenoble	597	973	671	1 260	1 282	495	663	426	242	394	60	644
Guéret	132	242	140	278	172	72	93	50	20	58	2	97
Guingamp	160	307	217	395	321	170	277	62	87	87	8	181
Hazebrouck	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
La Roche-sur-Yon	336	661	297	774	653	329	468	124	312	134	120	433
La Rochelle	157	241	102	295	130	101	164	65	92	105	25	195
Laon	237	490	255	1 141	967	334	462	157	291	256	29	529
Laval	245	415	226	444	514	301	373	189	73	244	17	326
Le Havre	474	832	393	1 091	1 016	590	831	299	375	321	51	734
Le Mans	444	842	335	683	824	347	478	144	269	270	34	548
Le Puy	237	445	276	800	471	119	179	58	86	73	11	166
Les Sables-d'Olonne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Libourne	138	269	152	350	317	68	94	25	55	64	11	143
Lille	1 345	2 483	1 313	5 022	3 854	1 270	1 721	580	1 119	502	260	1 532
Limoges	454	734	435	1 072	726	268	380	175	70	157	15	236
Lisieux	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lons-le-Saunier	294	564	289	670	558	236	342	130	147	164	50	289
Lorient	286	490	248	819	668	326	466	95	223	270	35	517
Lure	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Lyon	1 295	2 167	1 675	3 497	3 143	1 681	2 316	722	1 059	1 131	220	2 134
Macon	154	289	143	470	325	122	187	36	80	94	21	161
Marmande	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Marseille	1 508	2 461	1 282	2 759	1 804	1 680	2 249	782	1 184	1 027	248	2 264
Meaux	476	926	875	1 289	1 203	770	1 070	351	682	376	164	1 000
Melun	748	1 292	950	1 309	1 845	784	1 077	267	914	293	109	1 198
Mende	85	164	124	169	100	41	55	34	45	41	0	85
Metz	426	732	615	1 055	1 006	451	602	305	318	302	56	655
Millau	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Mont-de-Marsan	153	305	118	289	310	115	151	106	44	47	4	89
Montargis	102	224	227	406	481	87	120	77	71	65	10	134
Montauban	273	452	248	373	360	269	378	79	147	99	15	253
Montbéliard	105	195	94	307	315	181	252	135	77	78	28	162
Montbrison	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montluçon	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Montpellier	709	1 215	709	1 379	1 305	663	959	625	611	307	112	919
Morlaix	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Moulins	384	693	501	879	929	207	295	128	170	121	39	245
Mulhouse	544	891	751	1 147	671	678	951	371	679	409	180	992
Nancy	536	930	619	1 834	1 418	635	898	261	523	118	81	598
Nanterre	1 390	2 294	1 205	3 326	2 477	1 500	1 989	669	1 110	420	285	1 469
Nantes	592	1 002	641	2 306	1 976	859	1 221	272	402	510	186	877
Narbonne	162	272	237	374	316	127	205	58	83	89	7	196

II/III

Activité en 2006 des juges et tribunaux pour enfants

Siège	Mineurs en danger					Mineurs délinquants						
	Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures nouvelles ou renouvelées d'assistance éducatives			Nombre d'affaires nouvelles	Mineurs dont le juge des enfants est saisi pendant l'année	Mesures présentencielles	Mineurs jugés		Décisions écartant la poursuite	Mesures et sanctions définitives
			Enquête sociale, IOE, expertise	AEMO	Placement				En chambre du conseil	En audience de tribunal pour enfants		
Nevers	224	442	210	472	147	197	297	201	114	151	19	278
Nice	385	653	292	1 034	807	497	700	384	237	483	95	716
Nimes	597	1 031	529	941	1 350	486	612	288	395	290	63	704
Niort	265	492	311	696	820	225	291	185	138	115	4	285
Orléans	255	486	295	493	574	494	693	154	279	260	27	573
Paris	2 256	3 411	1 930	3 406	3 277	2 254	3 292	1 208	1 347	1 387	372	2 619
Pau	433	719	450	1 377	729	309	437	237	215	119	26	343
Périgueux	157	279	95	227	359	114	155	134	36	94	11	144
Péronne	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Perpignan	522	878	590	806	888	467	728	119	329	165	54	478
Poitiers	620	987	786	756	736	312	457	211	215	134	35	360
Pontoise	1 020	1 767	863	2 375	1 863	1 581	2 297	566	1 055	599	330	1 488
Privas	229	435	205	658	614	139	207	79	108	94	17	227
Quimper	235	438	303	629	740	239	325	159	134	257	11	416
Reims	175	314	96	531	534	446	632	144	231	238	107	434
Rennes	684	1 333	402	1 684	1 563	484	711	156	204	365	23	601
Riom	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Roanne	149	272	133	541	290	133	196	106	95	37	6	131
Rochefort	403	653	315	710	837	233	352	72	214	140	36	337
Rodez	227	427	57	633	377	129	193	68	55	90	8	156
Rouen	682	1 232	676	1 995	1 727	471	621	449	335	420	45	799
Saint-Brieuc	486	827	363	757	894	278	413	108	221	193	24	419
Saint-Dié	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Etienne	543	916	439	1 994	1 335	963	1 323	282	665	602	95	1 383
Saint-Gaudens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saint-Malo	153	289	103	342	322	109	139	66	81	59	16	151
Saint-Nazaire	222	355	101	429	376	220	326	96	112	136	34	251
Saint-Omer	105	204	90	444	425	129	180	64	100	73	10	195
Saint-Quentin	118	237	110	410	342	200	280	98	88	282	11	398
Saintes	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Sarreguemines	239	446	257	452	517	283	376	186	154	176	18	320
Saumur	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Saverne	200	308	133	424	255	207	280	60	250	111	8	365
Senlis	240	444	235	657	424	359	476	218	208	187	27	387
Sens	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Soissons	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Strasbourg	708	1 236	895	1 694	1 546	954	1 414	256	629	731	67	1 419
Tarascon	204	358	204	478	333	124	188	72	188	86	42	223
Tarbes	208	368	205	445	445	137	205	47	55	114	12	173
Thionville	351	611	373	656	502	381	511	102	46	105	21	157
Thonon-les-Bains	226	357	183	408	362	215	304	119	117	165	41	305
Toulon	589	962	464	1 006	765	474	688	349	278	467	127	702
Toulouse	1 004	1 771	626	1 955	1 818	847	1 123	555	524	456	40	983
Tours	414	774	450	934	1 019	406	562	191	373	147	49	525
Troyes	280	533	341	773	928	392	506	127	303	164	59	450
Tulle	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Valence	463	832	592	1 495	1 108	571	786	291	394	270	66	711
Valenciennes	487	957	458	1 922	1 760	563	773	266	391	288	53	678
Vannes	236	408	378	656	470	201	293	93	134	141	30	279
Verdun	164	327	166	631	576	238	309	95	82	126	20	208
Versailles	865	1 578	1 135	2 087	2 007	990	1 342	683	1 000	560	251	1 506
Vesoul	311	577	297	796	590	239	335	86	178	112	58	245
Vienne	171	310	105	661	364	166	220	126	78	125	10	238
Villefranche-sur-Saône	160	301	188	569	218	163	231	78	126	139	7	298
Basse-Terre	216	292	92	197	235	197	282	65	155	38	25	188
Pointe-à-Pitre	626	1 025	475	760	763	273	362	103	142	63	13	222
Fort-de-France	275	455	370	466	813	288	383	259	142	142	56	269
Cayenne	355	592	187	227	523	161	204	90	74	96	13	161
St-Denis-de-la-Réunion	453	787	280	990	1 027	593	975	370	567	366	41	997
Saint-Pierre	380	649	361	1 175	929	287	482	206	272	141	44	405

III/III

Activité par juridiction

Sources :

En matière civile, les statistiques sont issues du Répertoire général civil pour 2006. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre “Justice civile”, et donnent une idée des disparités d’activité qui existent entre ces juridictions.

En matière pénale, les données présentées sont issues de l’exploitation des états annuels de la statistique pénale (dits “Cadres du parquet”). Elles fournissent une répartition entre les juridictions des données présentées plus haut dans le chapitre “Justice pénale”.

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort est fournie pour éclairer les différences d’activités entre juridiction.

Affaires civiles des tribunaux d’instance

Les données présentées ci-après incluent l’activité des tribunaux paritaires des baux ruraux.

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux d’instance et tribunaux paritaires des baux ruraux, le lecteur se reportera aux définitions présentées au chapitre “Activité des juridiction - tribunaux d’instance et TPBR”.

L’ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d’une partie, l’autre présente ou appelée, dans les cas ou la loi confère à un juge, qui n’est pas saisi au principal, le pouvoir d’ordonner immédiatement les mesures nécessaires.

L’ordonnance de référé n’a pas au principal l’autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu’en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire.

Affaires pénales des tribunaux d’instance

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de police, le lecteur voudra bien se reporter aux définitions présentées au chapitre “Activité des juridictions - Tribunaux de police”.

L’amende forfaitaire majorée peut s’appliquer aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances, et de la réglementation des parcs nationaux. C’est une procédure mise en œuvre par le seul ministère public, sans intervention du juge de police. Elle fait suite à une phase administrative initiale relevant des agents verbalisateurs. Celle-ci consiste à l’extinction de l’action publique par le paiement d’une amende forfaitaire. À défaut de paiement ou de demande d’exonération présentée par le contrevenant dans un délai de trente jours, l’amende forfaitaire est majorée de plein droit et recouvrée au profit du Trésor public en vertu d’un titre rendu exécutoire par le ministère public (art.529 et suivants du Code de procédure pénale).

Ordonnance pénale : sauf pour quelques rares exceptions, le ministère public peut choisir une procédure simplifiée pour les contraventions de police les moins graves. Il communique alors simplement le dossier de la poursuite et ses réquisitions au juge du tribunal de police. Celui-ci statue sans débat préalable par une ordonnance pénale non motivée portant relaxe ou condamnation à une amende.

Jugements rendus, contraventions de 5^{e} classe : il s’agit ici d’affaires, et non de personnes condamnées.

Avertissement relatif au tribunal de police de Paris : il existe à Paris un tribunal d’instance en matière civile par arrondissement, mais un seul tribunal de police. Par convention, les données relatives à ce tribunal de police sont restituées sur la ligne “Paris-1ère”.

Activité 2006 par tribunal d'instance

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	*Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)*	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
				Dont juridictions de proximité				Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
TOUS TRIBUNAUX * D'INSTANCE	***63 185 925***	**538 743**	**528 758**	**93 847**	**75 263**	***4,7***	**9 727 741**	**35 535**	**207 116**	**40 843**	**100 772**
Abbeville	*127 892*	1 102	1 200	175	77	*4,9*	3 425	28	160	95	135
Agen	*114 951*	1 396	1 249	153	23	*4,1*	17 924	0	100	42	150
Aix-en-Provence	*298 727*	2 361	2 323	491	571	*4,1*	22 022	277	334	139	58
Aix-les-Bains	*71 522*	576	519	122	77	*4,0*	7 598	87	433	64	135
Ajaccio	*100 997*	835	805	71	166	*6,0*	25 458	1	145	66	290
Albertville	*57 211*	408	401	88	144	*4,7*	1 479	51	68	59	150
Albi	*126 803*	1 070	1 000	160	121	*3,8*	12 989	21	295	61	100
Alençon	*69 106*	833	795	96	8	*3,5*	8 258	57	172	54	107
Alès	*143 284*	1 074	1 266	134	152	*3,5*	15 313	70	108	53	68
Altkirch	*66 212*	556	500	67	17	*5,6*	0	20	41	25	63
Ambert	*27 458*	253	243	18	12	*4,3*	0	13	46	13	40
Amiens	*267 635*	2 605	2 874	368	457	*4,8*	44 886	227	801	182	405
Angers	*343 693*	3 308	3 222	527	49	*3,4*	47 873	130	1 046	143	274
Angoulême	*186 295*	1 624	1 509	228	114	*4,3*	9 372	60	226	73	87
Annecy	*249 501*	1 300	1 271	353	283	*4,9*	11 301	0	39	111	262
Antibes	*115 221*	1 508	1 537	324	299	*5,7*	8 424	19	147	95	365
Antony	*262 749*	2 217	2 192	371	667	*3,9*	52 855	30	720	44	389
Apt	*81 044*	685	647	155	82	*5,1*	7 594	26	55	63	105
Arbois	*47 455*	398	347	52	3	*3,6*	0	8	50	32	20
Arcachon	*128 290*	1 392	1 183	198	187	*4,7*	3 803	245	179	49	243
Argentan	*66 970*	753	758	110	3	*4,0*	1 458	33	170	48	99
Arles	*77 532*	779	768	131	204	*4,1*	19 818	86	786	125	98
Arras	*240 266*	2 175	2 138	232	40	*4,0*	10 013	362	545	211	278
Asnières-sur-Seine	*149 973*	1 447	1 408	314	355	*4,4*	36 604	129	499	79	271
Aubagne	*161 100*	1 285	1 126	149	325	*5,7*	23 623	117	667	74	487
Aubervilliers	*168 533*	1 557	1 581	205	570	*4,8*	77 885	79	342	30	168
Aubusson	*37 131*	331	331	28	35	*6,0*	0	5	47	30	30
Auch	*79 708*	828	855	91	7	*4,3*	5 263	32	205	104	268
Aulnay-sous-Bois	*254 747*	2 094	2 120	410	659	*4,2*	74 567	63	617	96	497
Auray	*86 650*	570	555	83	12	*3,7*	0	40	138	61	82
Aurillac	*83 076*	788	741	37	5	*4,4*	4 425	39	32	54	102
Autun	*34 275*	260	236	16	9	*4,0*	429	4	46	6	37
Auxerre	*129 382*	1 219	1 312	209	198	*3,4*	11 656	96	1 050	134	519
Avallon	*25 143*	218	218	36	6	*4,0*	0	75	525	32	182
Avesnes-sur-Helpe	*116 389*	804	788	111	17	*6,8*	0	0	221	81	183
Avignon	*237 054*	1 902	2 017	338	490	*5,2*	61 427	272	390	278	397
Avranches	*91 602*	788	768	93	8	*4,5*	3 949	52	246	33	99
Bagnères-de-Bigorre	*49 495*	478	379	75	1	*4,3*	0	21	154	31	235
Barbezieux-Saint-Hilaire	*28 724*	194	180	30	8	*5,2*	0	104	61	7	67
Barcelonnette	*10 711*	188	183	71	8	*3,4*	0	8	8	24	23
Bar-le-Duc	*67 456*	374	323	38	81	*5,4*	1 749	6	400	52	234
Bar-sur-Aube	*27 758*	320	312	26	4	*5,4*	0	7	47	49	60
Bar-sur-Seine	*24 810*	271	270	35	5	*5,1*	0	19	53	53	55
Bastia	*117 348*	813	794	145	90	*5,1*	16 680	60	287	48	312
Bauge	*69 784*	519	522	95	4	*3,8*	0	120	132	44	63
Baume-les-Dames	*58 024*	372	347	68	24	*3,3*	0	108	58	19	56
Bayeux	*65 191*	572	574	29	9	*4,6*	2 152	38	216	24	93
Bayonne	*131 601*	1 549	1 520	231	147	*4,1*	14 874	211	361	175	176
Bazas	*45 948*	434	349	92	24	*3,9*	0	21	124	9	76
Beaune	*94 120*	671	719	177	91	*4,2*	3 700	243	1 029	96	161
Beauvais	*217 651*	1 498	1 387	185	232	*4,8*	18 130	86	256	179	149
Belfort	*141 201*	1 365	1 362	176	68	*4,8*	8 024	116	596	105	306
Bellac	*40 696*	290	231	33	17	*3,9*	0	25	99	9	51
Belley	*88 745*	510	532	86	97	*4,5*	0	22	71	99	75
Bergerac	*108 238*	1 099	1 017	273	53	*3,3*	5 410	66	498	73	329
Bernay	*60 340*	536	538	55	13	*4,3*	4 370	39	375	95	71
Besançon	*218 211*	1 678	1 678	403	362	*3,9*	10 470	152	689	85	223
Béthune	*207 592*	1 871	1 888	217	21	*4,7*	6 803	88	650	165	197
Béziers	*259 961*	1 976	2 021	443	630	*4,1*	41 456	278	547	367	484
Biarritz	*94 191*	1 004	1 029	131	152	*4,3*	16 288	405	314	156	99
Blaye	*58 032*	569	483	74	51	*4,3*	0	98	57	10	52
Blois	*184 490*	1 133	1 050	94	231	*4,5*	8 224	127	920	157	119

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

Activité 2006 par tribunal d'instance

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	*Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)*	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
				Dont juridictions de proximité				Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Bobigny	*320 683*	2 265	2 282	325	1 270	*4,3*	116 332	132	520	118	444
Boissy-Saint-Léger	*242 378*	1 979	1 947	428	443	*5,6*	30 250	116	473	86	193
Bonneville	*173 495*	1 351	1 349	255	142	*4,0*	8 549	207	943	77	444
Bordeaux	*933 025*	11 068	10 677	2613	2 091	*4,6*	148 490	792	1 465	457	1 918
Boulay-Moselle	*76 965*	539	525	93	53	*5,3*	0	68	79	27	78
Boulogne-Billancourt	*221 660*	2 385	1 843	398	327	*5,7*	119 453	10	200	66	278
Boulogne-sur-Mer	*162 602*	1 327	1 384	189	19	*5,6*	6 091	30	820	151	226
Bourganeuf	*14 296*	119	129	6	10	*7,1*	0	2	26	5	22
Bourg-en-Bresse	*161 176*	1 060	1 110	160	149	*4,3*	14 207	108	286	126	132
Bourges	*156 002*	1 246	1 239	182	232	*3,4*	14 876	164	1 079	99	257
Bourgoin-Jallieu	*186 468*	1 459	1 367	324	50	*5,5*	8 849	132	252	73	149
Bressuire	*93 538*	642	662	51	53	*3,4*	1 266	79	104	36	130
Brest	*361 877*	2 169	2 184	358	135	*4,3*	33 398	37	1 186	169	241
Briançon	*34 015*	259	242	53	49	*3,3*	2 442	36	84	32	103
Briey	*76 522*	567	534	57	23	*4,3*	2 387	121	488	45	145
Brignoles	*127 315*	967	1 028	206	78	*6,1*	7 071	140	0	127	88
Brioude	*40 111*	337	374	54	6	*6,2*	0	7	40	18	44
Brive-la-Gaillarde	*127 079*	1 053	1 135	163	178	*5,7*	6 205	24	579	110	339
Brumath	*85 581*	595	548	76	22	*4,5*	0	71	36	22	97
Caen	*356 005*	3 439	3 263	449	83	*4,4*	40 228	164	709	143	200
Cagnes-sur-Mer	*151 212*	1 468	1 436	345	355	*5,9*	47 473	86	318	119	337
Cahors	*73 790*	660	704	100	62	*3,6*	6 029	8	245	54	147
Calais	*117 800*	1 012	1 069	96	15	*6,6*	6 913	75	180	89	111
Cambrai	*158 579*	1 362	1 181	108	39	*6,1*	3 945	145	402	175	207
Cannes	*169 919*	2 187	2 135	612	558	*7,0*	109 286	44	2 250	177	464
Carcassonne	*116 236*	768	812	97	193	*6,0*	26 007	55	111	73	179
Carpentras	*99 325*	800	727	196	136	*4,3*	753	74	262	49	70
Carvin	*111 885*	1 157	1 211	145	17	*5,4*	3 112	10	205	91	83
Castelnaudary	*36 967*	254	226	28	19	*4,0*	2 965	27	52	23	47
Castelsarrasin	*75 117*	700	718	120	35	*4,8*	2 162	111	377	58	292
Castres	*133 555*	765	757	117	80	*4,4*	9 607	28	79	37	132
Ceret	*70 187*	451	427	39	49	*4,8*	0	170	65	38	16
Chalons-en-Champagne	*115 364*	876	760	86	142	*3,9*	6 374	132	501	78	227
Chalon-sur-Saône	*155 036*	1 248	1 246	275	87	*4,3*	11 389	306	898	102	253
Chambéry	*178 716*	1 180	1 243	251	175	*4,8*	19 386	164	275	177	361
Charenton-le-Pont	*138 918*	1 415	1 456	307	279	*4,1*	33 575	15	100	39	126
Charleville-Mézières	*120 224*	1 223	1 173	103	21	*4,1*	7 329	22	80	18	169
Charolles	*100 904*	572	655	127	8	*5,0*	831	45	326	51	114
Chartres	*199 633*	1 272	1 166	199	273	*4,5*	23 243	101	360	115	533
Chateaubriant	*54 895*	331	327	40	9	*4,3*	0	42	70	18	53
Chateau-Chinon	*27 460*	204	175	22	1	*4,0*	0	18	45	26	51
Chateaudun	*57 982*	357	339	29	29	*4,3*	0	63	118	28	209
Chateau-Gontier	*61 335*	340	283	20	45	*4,7*	0	28	48	25	88
Chateaulin	*63 812*	337	310	50	4	*4,3*	0	9	42	39	56
Chateauroux	*130 283*	1 129	1 053	175	217	*3,9*	8 044	84	528	134	278
Chateau-Salins	*29 561*	269	273	26	17	*5,1*	0	39	25	24	74
Chateau-Thiérry	*70 832*	529	559	60	25	*4,7*	2 485	10	110	92	170
Chatellerault	*86 733*	605	594	70	10	*4,6*	3 591	63	283	94	144
Chatillon-sur-Seine	*22 006*	177	160	22	14	*4,4*	0	11	204	13	33
Chaumont	*71 720*	649	577	55	2	*3,8*	3 525	31	342	70	382
Cherbourg	*128 478*	867	854	101	13	*3,8*	2 846	0	715	137	240
Chinon	*83 170*	655	684	72	120	*4,7*	0	100	459	37	92
Cholet	*193 112*	933	1 042	219	35	*5,1*	1 970	94	145	46	258
Civray	*31 112*	345	363	58	8	*2,7*	274	27	39	23	15
Clamecy	*26 645*	284	279	21	3	*4,3*	0	7	37	24	46
Clermont	*125 741*	681	713	95	92	*4,8*	0	21	106	50	57
Clermont-Ferrand	*364 410*	2 671	2 777	282	377	*4,7*	32 951	174	882	265	810
Clichy	*57 162*	716	705	120	158	*4,6*	49 530	28	213	14	238
Cognac	*67 594*	521	514	91	51	*3,8*	5 146	14	107	23	99
Colmar	*144 701*	1 667	1 748	184	100	*4,8*	16 192	64	551	80	198
Colombes	*136 365*	1 136	1 145	313	422	*3,7*	29 441	47	399	54	213
Compiégne	*179 296*	1 285	1 242	133	35	*5,0*	11 886	45	300	133	152
Condom	*38 649*	462	463	63	9	*4,2*	0	8	96	54	99
Confolens	*36 539*	244	253	55	8	*4,6*	0	42	43	15	16
Corte	*21 657*	139	126	30	2	*4,8*	0	17	84	10	82
Cosne-Cours-sur-Loire	*45 407*	392	364	42	5	*4,1*	0	0	123	70	120
Coulommiers	*89 307*	592	572	79	133	*3,7*	4 689	27	279	32	108
Courbevoie	*84 415*	840	895	294	173	*3,7*	19 059	5	252	37	197
Coutances	*81 694*	704	693	74	8	*4,6*	440	63	67	48	125

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

Activité 2006 par tribunal d'instance

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	*Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)*	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
				Dont juridictions de proximité				Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Dax	*196 899*	1 441	1 319	193	146	*4,4*	10 565	358	194	139	109
Die	*38 479*	309	317	40	10	*4,2*	0	26	64	15	81
Dieppe	*137 701*	985	1 025	123	44	*4,8*	3 406	75	425	103	366
Digne-les-Bains	*79 704*	871	907	146	57	*5,2*	4 481	28	108	39	178
Dijon	*360 653*	2 329	2 347	492	445	*4,6*	27 779	605	3 583	238	611
Dinan	*108 377*	665	609	88	16	*4,8*	2 890	22	272	71	44
Dole	*79 734*	770	687	85	8	*4,5*	3 701	32	255	73	59
Domfront	*84 601*	841	768	77	6	*4,2*	1 440	29	70	58	120
Douai	*247 506*	2 197	2 199	191	96	*4,0*	12 959	20	952	161	296
Doullens	*35 583*	322	297	36	24	*4,6*	0	10	37	15	38
Draguignan	*130 140*	1 272	1 163	241	113	*5,2*	12 510	81	0	83	113
Dreux	*126 176*	906	902	108	50	*5,0*	9 985	93	217	70	155
Dunkerque	*256 702*	2 167	2 021	251	59	*3,2*	14 407	127	1 244	184	378
Ecouen	*149 013*	999	1 042	148	306	*4,7*	32 490	74	146	68	224
Elbeuf	*56 188*	513	501	64	88	*3,0*	0	17	346	33	19
Epernay	*91 765*	684	683	64	114	*5,3*	6 567	85	255	45	152
Epinal	*124 155*	1 154	1 092	222	192	*4,1*	5 753	99	670	112	184
Espalion	*27 082*	153	135	24	3	*5,3*	0	5	31	9	52
Etampes	*133 496*	983	1 123	220	58	*5,0*	10 355	103	776	48	125
Evreux	*228 295*	2 134	2 086	237	31	*4,2*	23 700	116	548	100	110
Evry	*240 710*	2 585	2 526	342	289	*4,1*	37 000	24	787	114	296
Falaise	*48 319*	405	427	46	6	*4,4*	610	48	89	17	64
Figeac	*52 869*	448	440	52	5	*4,1*	0	9	220	29	228
Florac	*13 042*	88	80	4	3	*5,5*	479	13	21	18	6
Foix	*51 817*	398	478	58	26	*6,0*	3 541	16	171	72	314
Fontainebleau	*136 612*	887	835	156	248	*6,0*	18 781	56	248	74	59
Fontenay-le-Comte	*125 696*	697	649	121	23	*3,9*	1 380	135	447	94	117
Forbach	*80 807*	733	773	102	80	*6,6*	6 165	47	247	38	56
Forcalquier	*64 086*	669	724	108	102	*5,0*	6 141	0	123	66	65
Fougères	*80 049*	480	501	104	20	*3,8*	1 952	57	145	61	104
Fréjus	*172 342*	2 057	2 165	666	197	*4,7*	45 320	211	279	349	752
Gaillac	*51 077*	350	333	70	18	*3,5*	0	10	39	21	14
Gannat	*50 162*	461	456	62	6	*4,2*	0	23	26	13	108
Gap	*96 737*	705	599	115	130	*6,6*	4 646	96	183	83	112
Gien	*66 025*	715	751	43	24	*3,7*	0	15	88	48	88
Gonesse	*177 178*	1 262	1 310	276	478	*4,4*	41 696	184	457	194	268
Gourdon	*42 872*	387	398	55	3	*3,5*	0	10	118	55	91
Grasse	*115 578*	1 143	1 089	205	264	*5,4*	16 425	41	315	94	188
Gray	*46 160*	504	467	72	5	*3,9*	0	40	63	48	86
Grenoble	*603 370*	4 390	4 473	1154	864	*6,8*	108 493	243	688	296	404
Guebwiller	*81 318*	617	647	85	33	*6,1*	1 893	15	92	29	151
Guéret	*71 974*	577	436	46	75	*5,3*	2 519	46	176	79	80
Guingamp	*78 577*	567	548	79	4	*3,4*	1 094	23	154	98	59
Haguenau	*128 613*	1 165	1 113	144	54	*5,2*	4 817	35	256	57	123
Hayange	*75 326*	559	529	95	77	*5,1*	0	13	101	42	79
Hazebrouck	*119 082*	898	653	121	5	*4,4*	2 314	22	390	63	161
Houdain	*75 589*	800	799	67	7	*4,0*	1 260	4	215	50	109
Huningue	*49 931*	520	502	75	36	*4,9*	1 727	13	147	37	101
Hyères	*104 843*	666	730	189	162	*5,9*	18 131	26	897	114	326
Illkirch-Graffenstaden	*128 127*	2 518	2 520	627	66	*3,6*	0	46	321	69	178
Issoire	*60 267*	556	539	69	45	*5,4*	0	47	146	44	88
Issoudun	*36 166*	305	266	33	72	*3,5*	0	43	112	33	37
Ivry-sur-Seine	*225 220*	2 157	2 050	460	515	*4,4*	62 875	150	871	75	469
Joigny	*69 870*	606	564	104	75	*3,5*	2 738	157	495	65	151
Jonzac	*53 637*	580	599	90	4	*4,3*	527	45	66	43	46
Juvisy-sur-Orge	*310 642*	2 345	2 599	327	463	*7,0*	30 523	71	868	71	301
La Chatre	*33 536*	226	198	22	8	*5,1*	0	9	39	23	18
La Flèche	*93 699*	779	770	62	7	*4,1*	0	19	341	55	76
La Mure	*26 970*	162	132	8	18	*5,5*	481	4	12	28	9
La Réole	*41 636*	476	501	45	27	*5,6*	0	13	53	15	48
La Rochelle	*197 940*	1 715	1 699	342	46	*3,4*	20 275	142	1 420	201	349
La Roche-sur-Yon	*254 913*	1 522	1 266	293	76	*3,7*	6 916	219	412	141	127
Lagny-sur-Marne	*326 301*	2 196	2 195	361	636	*4,4*	56 673	56	753	141	586
Langres	*46 150*	352	348	32	4	*4,3*	0	159	207	54	216
Lannion	*98 171*	561	580	71	7	*6,2*	2 071	21	531	69	81
Laon	*165 635*	1 130	1 054	132	245	*4,6*	5 125	65	229	130	219
Largentière	*48 473*	483	488	73	7	*4,6*	1 258	15	63	27	121
Laval	*148 964*	968	945	132	10	*4,9*	5 539	108	556	91	195
Lavaur	*53 900*	267	257	41	28	*4,1*	0	18	30	16	53

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

III/VII

Activité 2006 par tribunal d'instance

Siège	Population du ressort au 1er janvier 2006	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
				Dont juridictions de proximité				Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Le Blanc	32 974	305	279	40	38	4,6	0	15	64	19	45
Le Chambon-Feugerolles	52 812	437	414	81	77	3,6	1 233	6	109	21	82
Le Creusot	55 510	458	452	27	5	4,8	868	5	109	30	69
Le Havre	393 611	3 949	3 752	378	204	5,7	39 169	60	1 002	272	385
Le Mans	328 405	2 574	2 457	473	41	4,5	43 336	151	1 355	140	288
Le Puy	100 348	903	887	245	22	4,2	8 237	6	113	72	206
Le Raincy	280 409	2 398	2 253	415	695	4,3	57 270	58	229	68	226
Le Vigan	34 032	262	167	7	4	7,1	0	3	47	33	33
Lectoure	25 223	262	227	25	10	4,7	0	7	49	16	62
Lens	124 527	1 682	1 707	180	29	3,4	5 159	27	207	100	114
Les Andelys	82 426	647	647	76	6	6,3	0	40	263	58	27
Les Sables-d'Olonne	216 576	1 402	1 323	231	105	4,4	10 052	73	405	112	90
Lesparre-Medoc	45 602	442	422	63	23	5,6	0	18	36	42	71
Levallois-Perret	62 851	804	722	184	87	4,7	37 183	11	95	8	96
Libourne	141 225	1 454	1 313	246	135	5,1	14 110	58	64	48	286
Lievin	85 550	835	844	90	9	5,1	1 945	10	100	53	70
L'Ile-Rousse	19 395	187	174	57	8	5,2	0	18	41	31	31
Lille	810 737	7 746	8 121	997	423	5,1	181 168	54	2 245	243	775
Limoges	259 877	2 026	1 914	316	296	3,8	21 835	87	1 466	163	422
Limoux	43 387	425	461	48	26	3,6	0	19	33	50	96
Lisieux	73 108	915	923	181	11	4,4	3 101	37	137	41	85
Loches	49 656	392	371	50	49	3,5	0	61	153	30	46
Lodève	58 737	388	398	53	72	4,4	0	20	35	41	106
Longjumeau	336 990	3 280	3 461	797	269	6,2	43 620	140	1 750	102	197
Longwy	84 213	708	651	66	10	6,1	1 524	53	423	97	82
Lons-le-Saunier	77 895	555	474	74	6	4,5	6 252	115	339	52	51
Lorient	212 213	1 762	1 634	265	43	3,0	11 461	31	919	176	280
Loudeac	56 434	338	330	23	6	6,2	0	6	108	52	36
Loudun	25 291	198	178	29	4	4,1	287	5	29	23	25
Louhans	52 132	401	384	86	4	4,2	0	39	73	24	26
Lourdes	39 595	328	352	34	9	5,4	3 974	28	122	33	120
Louviers	117 456	1 149	1 088	105	16	3,4	0	184	335	92	81
Lunéville	78 137	812	757	133	30	3,1	1 454	165	452	57	143
Lure	65 231	585	575	108	100	4,8	1 941	22	73	42	72
Luxeuil-les-Bains	43 069	386	446	95	1	4,4	0	44	61	17	52
Lyon	992 405	7 674	7 779	2234	2 523	4,4	589 515	606	2 685	588	1 180
Macon	110 229	1 338	1 164	147	18	3,5	8 024	180	380	137	204
Mamers	84 283	512	418	34	4	4,3	0	33	265	40	78
Mantes-la-Jolie	183 827	1 458	1 515	315	78	5,2	35 846	157	200	38	147
Marennes	62 251	542	464	55	11	2,8	0	100	51	48	96
Marmande	92 196	1 062	1 084	132	25	4,7	2 748	46	144	82	130
Marseille	868 636	8 331	8 310	1644	4 172	4,4	295 773	170	9 900	353	3 818
Martigues	305 279	2 011	1 787	386	1 067	4,9	35 880	160	1 121	149	407
Marvejols	33 455	232	283	31	11	5,8	0	44	32	23	34
Maubeuge	118 267	1 097	1 093	193	34	5,7	5 890	41	271	105	180
Mauriac	27 381	206	216	8	4	5,2	0	27	20	9	30
Mayenne	88 701	453	431	82	67	4,2	1 137	21	80	48	87
Meaux	199 876	1 397	1 409	212	398	4,8	22 000	89	325	69	615
Melle	49 186	325	276	29	3	3,3	408	59	51	29	53
Melun	408 994	3 860	3 849	719	70	4,7	60 020	218	868	438	634
Mende	30 303	290	262	20	12	4,5	4 205	9	24	15	23
Menton	90 463	733	851	118	241	6,3	29 073	0	121	69	113
Metz	342 121	3 467	3 206	502	674	6,1	8 368	368	2 432	178	480
Millau	44 710	308	356	91	5	4,5	5 775	35	179	32	71
Mirande	37 795	337	356	62	4	5,0	0	14	84	65	158
Mirecourt	50 313	362	263	27	24	5,1	0	0	0	23	68
Moissac	40 371	395	304	41	6	4,1	2 162	24	196	26	146
Molsheim	116 412	936	950	121	39	4,7	0	26	170	82	161
Montargis	121 565	1 342	1 344	172	21	4,1	11 818	15	121	56	148
Montauban	111 361	1 371	1 228	185	59	3,6	7 459	120	962	111	195
Montbéliard	165 882	856	847	163	272	6,0	6 439	78	176	109	190
Montbrison	174 538	1 081	1 048	149	29	4,0	4 058	106	93	139	111
Montceau-les-Mines	41 275	362	355	28	17	3,4	983	9	188	21	70
Mont-de-Marsan	132 646	1 360	1 238	170	42	4,2	5 544	42	858	110	209
Montdidier	53 537	415	394	77	47	4,3	0	67	80	34	75
Montélimar	108 851	899	865	122	133	4,7	10 543	182	750	50	391
Montereau-Fault-Yonne	44 917	609	681	78	60	4,9	4 485	30	170	37	31
Montfort	71 131	403	359	52	8	4,6	0	30	60	14	35
Montluçon	112 131	1 075	1 069	139	35	4,6	5 607	51	140	116	234
Montmorency	283 431	2 146	2 049	600	481	4,1	50 146	15	300	107	611
Montmorillon	43 137	360	329	61	3	4,6	583	30	131	68	20

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

Activité 2006 par tribunal d'instance

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées	Dont juridictions de proximité	Procédures de référé (affaires terminées) (2)	*Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)*	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
								Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Montpellier	*542 714*	4 854	4 492	887	1 397	*3,7*	177 393	550	400	312	652
Montreuil	*104 389*	1 040	1 078	88	211	*4,6*	64 780	0	99	76	40
Montreuil-sur-mer	*101 587*	855	916	104	16	*5,5*	8 398	22	250	80	113
Morlaix	*146 870*	918	930	108	19	*4,5*	3 123	124	551	85	63
Mortagne-au-Perche	*72 202*	651	631	75	1	*5,6*	0	133	126	58	100
Mortain	*37 313*	201	169	22	4	*3,4*	0	7	25	8	47
Moulins	*90 048*	997	1 024	113	13	*4,3*	2 592	72	141	51	133
Moutiers	*51 602*	489	445	154	72	*4,6*	0	35	103	95	207
Mulhouse	*263 117*	3 367	3 170	382	316	*6,8*	50 052	0	1 487	288	283
Murat	*14 991*	125	145	2	3	*5,1*	0	8	4	14	29
Muret	*170 237*	814	826	120	124	*3,2*	0	57	150	58	115
Nancy	*418 352*	3 412	3 241	341	51	*4,8*	56 216	298	3 217	243	918
Nantes	*844 959*	5 265	5 014	1471	982	*5,9*	74 046	338	2 367	334	698
Nantua	*153 921*	744	767	186	306	*4,6*	5 445	75	440	98	157
Narbonne	*144 432*	1 284	1 096	154	233	*3,9*	19 060	544	511	229	283
Nerac	*25 138*	234	223	22	0	*3,6*	0	4	5	7	27
Neufchateau	*35 027*	157	90	10	12	*6,5*	0	0	0	23	44
Neufchatel-en-Bray	*71 053*	550	573	67	8	*4,4*	852	49	195	28	97
Neuilly-sur-Seine	*61 471*	733	751	124	157	*3,6*	73 952	17	21	23	179
Nevers	*122 708*	1 230	1 220	103	22	*4,3*	10 133	54	608	116	290
Nice	*430 791*	5 527	5 249	1452	1 862	*7,1*	261 027	102	1 661	411	1 130
Nimes	*353 523*	2 962	2 894	423	783	*5,4*	65 063	54	380	345	394
Niort	*153 757*	1 572	1 683	211	38	*3,3*	11 576	307	392	123	157
Nogent-le-Rotrou	*37 323*	282	254	12	39	*3,4*	0	47	105	28	127
Nogent-sur-Marne	*152 547*	1 251	1 199	257	335	*4,5*	33 654	9	45	37	188
Nogent-sur-Seine	*42 840*	510	500	31	3	*3,0*	0	11	133	47	67
Nontron	*41 759*	304	307	21	18	*4,6*	0	7	97	22	96
Nyons	*22 346*	187	185	16	7	*4,1*	871	12	62	11	22
Oloron-Sainte-Marie	*63 960*	485	400	52	52	*3,2*	0	45	81	17	94
Orange	*116 868*	1 249	1 284	223	174	*4,2*	13 845	80	480	87	96
Orléans	*397 811*	3 136	3 212	324	570	*5,1*	57 577	131	434	291	424
Orthez	*65 834*	523	481	97	57	*3,5*	0	13	11	23	67
Paimboeuf	*65 231*	445	422	66	25	*4,8*	0	12	102	55	63
Palaiseau	*176 435*	1 245	1 320	294	120	*3,6*	15 857	63	350	49	153
Pamiers	*67 279*	522	495	65	17	*3,1*	3 114	4	186	38	203
Pantin	*126 957*	1 201	1 205	235	461	*4,6*	71 415	0	384	19	96
Paris- 1er**	*17 745*	482	517	163	64	*4,0*	2 301 743	640	33 651	2 673	13 549
Paris- 2e	*21 259*	525	512	187	87	*4,8*	///	///	///	///	///
Paris- 3e	*34 721*	502	490	157	59	*3,3*	///	///	///	///	///
Paris- 4e	*29 138*	488	462	138	73	*3,6*	///	///	///	///	///
Paris- 5e	*61 475*	613	621	162	90	*4,9*	///	///	///	///	///
Paris- 6e	*45 278*	600	576	137	63	*4,9*	///	///	///	///	///
Paris- 7e	*56 612*	749	708	132	98	*4,6*	///	///	///	///	///
Paris- 8e	*39 088*	1 151	1 172	370	174	*5,4*	///	///	///	///	///
Paris- 9e	*58 497*	1 616	1 345	574	152	*4,1*	///	///	///	///	///
Paris-10e	*92 082*	1 290	1 304	335	260	*4,5*	///	///	///	///	///
Paris-11e	*152 436*	3 481	3 306	812	409	*3,5*	///	///	///	///	///
Paris-12e	*141 519*	1 637	1 536	510	288	*4,7*	///	///	///	///	///
Paris-13e	*178 716*	1 658	1 558	381	490	*4,2*	///	///	///	///	///
Paris-14e	*134 370*	1 388	1 532	409	248	*5,5*	///	///	///	///	///
Paris-15e	*232 949*	2 696	2 719	583	403	*4,8*	///	///	///	///	///
Paris-16e	*153 920*	2 329	2 440	520	358	*5,1*	///	///	///	///	///
Paris-17e	*161 327*	2 206	2 105	599	413	*4,2*	///	///	///	///	///
Paris-18e	*190 854*	2 690	2 548	672	592	*4,1*	///	///	///	///	///
Paris-19e	*186 180*	2 266	2 194	323	527	*4,6*	///	///	///	///	///
Paris-20e	*193 205*	2 172	2 244	529	630	*4,7*	///	///	///	///	///
Parthenay	*63 230*	485	430	104	16	*3,9*	658	72	80	34	146
Pau	*240 743*	1 568	1 574	357	311	*5,0*	29 352	95	308	90	345
Périgueux	*152 769*	1 663	1 386	202	189	*3,2*	8 671	111	774	83	587
Péronne	*79 672*	630	645	99	72	*6,0*	0	30	102	80	83
Perpignan	*319 639*	2 281	2 512	536	700	*6,1*	49 505	302	584	137	154
Pithiviers	*59 924*	512	541	67	23	*4,5*	0	17	49	28	56
Ploermel	*83 630*	483	421	58	19	*2,9*	0	13	52	68	68
Poissy	*249 645*	1 778	1 751	300	187	*4,0*	57 393	165	659	87	264
Poitiers	*232 187*	1 798	1 571	257	149	*4,1*	18 748	244	473	210	118
Pont-Audemer	*78 704*	539	505	69	10	*4,7*	0	42	381	100	73
Pont-l'Eveque	*72 645*	996	1 002	156	18	*3,5*	16 616	80	436	82	223
Pontarlier	*74 040*	456	443	79	25	*5,3*	1 327	52	178	17	64
Pontivy	*88 490*	542	539	75	8	*3,0*	0	20	207	78	104

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

V/VII

Activité 2006 par tribunal d'instance

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	*Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)*	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
				Dont juridictions de proximité				Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Pontoise	*320 418*	2 123	2 254	510	776	*5,0*	12 215	253	1 399	185	285
Prades	*42 286*	290	252	50	18	*4,6*	0	10	31	13	14
Privas	*126 473*	1 004	1 166	102	105	*6,1*	4 204	73	210	39	258
Provins	*67 481*	504	467	59	131	*4,9*	3 756	13	240	45	102
Puteaux	*253 119*	1 797	1 826	318	617	*5,4*	78 695	110	809	79	468
Quimper	*250 745*	1 877	1 902	236	21	*3,5*	7 747	49	509	175	225
Quimperlé	*59 697*	380	379	33	4	*3,1*	620	25	66	45	114
Rambouillet	*185 081*	1 198	1 253	207	92	*5,6*	11 174	200	0	105	246
Redon	*94 478*	616	507	52	13	*4,5*	0	56	179	36	65
Reims	*310 394*	2 950	2 897	266	270	*4,2*	56 576	283	2 931	237	451
Remiremont	*76 052*	538	499	75	41	*4,7*	1 440	5	123	41	144
Rennes	*463 739*	2 906	2 862	459	313	*3,6*	41 127	160	1 169	269	348
Rethel	*35 152*	266	259	33	3	*4,6*	540	44	59	20	60
Ribeauville	*50 905*	573	508	34	15	*5,4*	0	28	96	19	56
Ribérac	*51 714*	539	604	87	20	*4,4*	0	18	90	35	90
Riom	*114 657*	932	812	101	85	*3,7*	4 740	48	151	80	105
Roanne	*153 402*	1 036	1 116	198	159	*7,7*	4 128	88	521	112	150
Rochechouart	*37 181*	299	280	43	27	*3,9*	0	66	73	19	45
Rochefort	*76 026*	714	698	87	14	*3,1*	6 943	53	367	64	165
Rocroi	*45 772*	341	347	28	5	*5,0*	944	12	31	10	24
Rodez	*111 538*	621	592	46	24	*4,4*	6 150	23	139	98	211
Romans-sur-Isère	*104 797*	670	672	122	125	*3,5*	12 011	71	400	43	434
Romorantin-Lanthenay	*71 002*	506	444	49	81	*5,2*	1 659	56	240	62	174
Roubaix	*180 666*	2 161	2 154	392	74	*5,1*	25 812	20	514	89	167
Rouen	*506 321*	3 991	4 163	736	620	*5,2*	70 963	194	1 665	157	285
Ruffec	*27 885*	245	219	33	9	*4,0*	0	14	37	8	18
Saint-Affrique	*25 789*	142	122	17	2	*3,4*	0	1	56	28	36
Saint-Amand-Montrond	*67 468*	678	672	79	13	*4,4*	0	38	243	31	139
Saint-Avold	*90 972*	791	871	88	67	*4,9*	4 173	303	166	109	77
Saint-Brieuc	*229 302*	1 580	1 570	235	30	*4,8*	12 498	42	673	208	164
Saint-Calais	*47 097*	491	333	33	2	*3,0*	0	14	55	14	31
Saint-Claude	*52 315*	420	343	65	3	*3,8*	0	11	140	24	40
Saint-Denis	*137 294*	1 884	1 812	329	406	*3,8*	81 580	27	333	30	252
Saint-Die	*94 428*	652	657	86	65	*4,1*	5 078	6	179	92	199
Saint-Dizier	*69 782*	610	606	81	8	*3,9*	1 793	19	275	68	168
Saintes	*157 380*	2 025	1 967	261	56	*3,6*	4 994	54	745	100	234
Saint-Etienne	*360 517*	2 680	2 645	689	448	*4,3*	57 835	98	601	213	729
Saint-Flour	*24 234*	194	152	7	3	*6,0*	0	79	12	44	39
Saint-Gaudens	*91 475*	737	642	92	68	*6,5*	2 396	136	192	83	127
Saint-Germain-en-Laye	*383 561*	2 729	2 723	598	313	*3,4*	76 596	135	1 201	141	333
Saint-Girons	*27 193*	355	360	30	5	*4,5*	0	8	56	39	119
Saint-Jean-d'Angely	*51 681*	542	507	46	2	*4,2*	298	15	135	52	51
Saint-Jean-de-Maurienne	*44 039*	290	275	56	42	*4,1*	0	479	60	59	174
Saint-Julien-en-Genevois	*148 664*	1 211	1 140	278	181	*3,4*	14 103	85	138	51	227
Saint-Lo	*90 733*	727	614	69	6	*3,5*	2 157	18	303	75	163
Saint-Malo	*150 249*	1 211	1 191	158	30	*6,1*	12 210	120	322	89	90
Saint-Marcellin	*98 800*	704	723	153	51	*5,5*	2 363	31	99	28	48
Saint-Maur-des-Fosses	*197 691*	1 553	1 574	331	471	*4,8*	29 872	75	351	78	284
Saint-Mihiel	*40 029*	370	336	23	5	*4,3*	800	14	111	47	272
Saint-Nazaire	*268 916*	2 115	2 048	385	143	*5,4*	10 016	27	486	186	192
Saint-Omer	*157 528*	1 105	1 487	310	14	*6,4*	4 652	91	216	112	240
Saint-Ouen	*101 760*	858	853	195	222	*5,5*	36 164	31	160	38	284
Saint-Palais	*40 520*	291	298	23	18	*3,9*	0	18	0	52	0
Saint-Pol-sur-Ternoise	*65 659*	577	577	69	10	*5,3*	676	18	116	60	37
Saint-Pons-de-Thomieres	*22 882*	132	145	17	16	*5,6*	0	6	13	24	73
Saint-Quentin	*149 443*	966	817	188	141	*5,0*	5 937	50	386	156	175
Saint-Sever	*33 282*	244	254	33	2	*4,0*	0	46	142	29	36
Saint-Yrieix-la-Perche	*29 402*	218	230	42	7	*4,1*	0	23	65	8	27
Salon-de-Provence	*111 629*	753	869	215	239	*5,9*	12 371	57	450	63	163
Sancerre	*45 213*	411	375	37	5	*3,0*	0	42	161	30	69
Sannois	*227 012*	1 761	1 668	437	472	*4,1*	29 413	173	554	143	536
Sarlat-la-Caneda	*49 572*	587	653	80	35	*3,1*	3 532	21	239	38	193
Sarrebourg	*63 193*	543	543	91	15	*5,4*	1 912	99	263	38	34
Sarreguemines	*100 182*	897	952	72	43	*7,4*	3 433	80	149	98	67
Sartene	*34 721*	312	268	28	29	*3,7*	0	98	158	84	98
Saumur	*102 398*	763	718	153	13	*3,1*	4 461	99	230	82	88
Saverne	*91 771*	699	629	106	22	*5,6*	0	30	71	60	104

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

** Y compris les jugements sur intérêts civils

VI/VII

Activité 2006 par tribunal d'instance

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Affaires civiles *					Affaires pénales				
		Affaires nouvelles	Affaires au fond terminées		Procédures de référé (affaires terminées) (2)	*Durée moyenne toutes affaires (en mois) (1+2)*	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales		Jugements**	
				Dont juridictions de proximité				Tribunaux de police	Juridictions de proximité	Tribunaux de police	Juridictions de proximité
Schiltigheim	*105 594*	1 247	1 127	168	92	*4,6*	0	27	267	95	145
Sedan	*62 129*	540	556	54	5	*5,8*	1 432	39	88	26	80
Segre	*57 672*	398	359	54	5	*3,2*	0	29	90	17	31
Selestat	*82 778*	621	629	126	36	*3,5*	2 876	111	161	25	146
Semur-en-Auxois	*40 389*	368	351	73	24	*4,0*	0	5	268	13	40
Senlis	*270 287*	1 562	1 506	287	518	*4,2*	36 807	177	42	161	131
Sens	*91 320*	965	994	165	152	*3,4*	5 640	205	392	88	116
Sete	*116 747*	1 071	1 221	253	214	*5,1*	23 631	114	76	81	216
Soissons	*101 434*	695	661	65	186	*5,6*	5 197	14	194	92	90
Strasbourg	*272 975*	5 576	6 006	1363	505	*5,7*	71 522	60	1 022	521	1 049
Tarascon	*114 502*	784	710	132	181	*4,1*	3 510	26	510	51	262
Tarbes	*138 646*	1 332	1 390	148	12	*5,9*	14 684	67	503	141	295
Thann	*80 293*	630	625	63	22	*4,7*	1 702	0	175	2	93
Thiers	*56 671*	397	390	38	38	*4,1*	0	48	86	49	117
Thionville	*177 594*	1 378	1 288	288	147	*4,1*	10 541	207	490	107	143
Thonon-les-Bains	*124 595*	1 009	1 089	239	102	*5,1*	1 028	15	150	43	234
Tonnerre	*24 373*	251	257	37	26	*3,9*	0	16	104	26	49
Toul	*68 078*	656	638	151	3	*3,3*	2 114	216	541	46	108
Toulon	*450 459*	4 158	3 489	768	1 000	*5,5*	87 896	27	5 614	462	1 091
Toulouse	*854 113*	6 665	6 721	1165	2 443	*5,2*	122 573	273	2 264	379	1 036
Tourcoing	*209 396*	1 785	1 863	405	70	*3,9*	23 381	0	539	73	178
Tournon	*131 239*	921	1 086	108	14	*7,0*	4 084	37	278	41	190
Tours	*447 486*	3 154	3 136	664	998	*4,4*	120 553	359	2 800	309	635
Trévoux	*162 898*	906	1 004	161	160	*4,9*	0	130	60	100	100
Troyes	*204 296*	1 737	2 001	251	414	*4,6*	22 413	90	511	210	348
Tulle	*79 281*	787	653	129	11	*4,1*	3 729	29	219	46	292
Ussel	*34 003*	397	367	39	3	*4,3*	563	6	94	41	64
Uzes	*152 330*	1 040	868	143	176	*6,1*	0	18	136	98	189
Valence	*194 135*	1 596	1 643	335	265	*4,7*	23 340	307	862	84	557
Valenciennes	*347 933*	2 525	2 567	239	522	*6,3*	20 586	192	1 170	211	321
Valognes	*62 743*	372	386	41	12	*3,5*	520	0	49	62	56
Vannes	*223 838*	1 741	1 665	226	69	*4,9*	14 669	50	157	172	158
Vanves	*246 335*	1 859	1 732	349	475	*4,4*	56 975	53	130	41	182
Vendome	*69 690*	545	574	160	99	*4,7*	2 216	14	50	31	122
Verdun	*86 211*	851	804	66	39	*5,7*	2 383	87	395	119	127
Versailles	*393 690*	2 895	2 745	475	581	*4,6*	55 723	284	742	91	287
Vervins	*49 717*	472	425	0	32	*5,8*	0	28	94	53	61
Vesoul	*81 407*	843	791	125	65	*4,4*	1 905	99	397	76	139
Vichy	*90 968*	1 017	1 023	115	17	*4,6*	8 776	9	99	29	165
Vienne	*253 883*	1 993	2 048	377	63	*5,8*	12 807	428	481	116	177
Vierzon	*45 992*	464	476	61	11	*3,2*	2 650	59	349	34	157
Villefranche-de-Lauragais	*70 505*	410	385	55	26	*3,4*	0	53	33	17	53
Villefranche-de-Rouergue	*64 258*	354	370	62	28	*7,5*	1 595	58	165	78	169
Villefranche-sur-Saone	*186 528*	1 505	1 499	267	154	*4,2*	16 684	98	298	132	296
Villejuif	*220 160*	2 430	1 843	401	396	*4,7*	47 127	136	188	66	634
Villeneuve-sur-Lot	*90 007*	961	877	137	19	*3,6*	3 676	32	103	46	225
Villeurbanne	*490 722*	4 686	4 585	1090	153	*3,5*	0	457	702	377	624
Vincennes	*121 426*	1 165	1 114	243	307	*4,1*	54 172	24	495	40	178
Vire	*56 083*	388	393	42	4	*3,7*	602	36	88	14	83
Vitre	*86 205*	465	432	72	15	*3,6*	0	21	148	50	88
Vitry-le-Francois	*48 318*	369	387	32	4	*3,8*	1 167	43	69	34	77
Vouziers	*22 376*	153	123	10	0	*4,6*	399	17	38	21	68
Wissembourg	*67 165*	469	454	77	19	*4,9*	0	44	104	25	27
Yssingeaux	*79 025*	522	524	49	9	*3,9*	0	6	37	35	84
Yvetot	*78 960*	540	480	76	55	*5,1*	0	47	239	25	44
Basse-Terre	*104 743*	649	632	76	45	*5,6*	12 954	16	59	59	177
Cayenne	*205 954*	912	856	84	117	*6,8*	16 856	0	0	19	30
Fort-de-France	*198 783*	1 019	1 088	265	136	*4,4*	75 397	5	100	79	48
Le Lamentin	*198 949*	841	949	220	94	*6,4*	23 883	38	169	64	43
Pointe-a-Pitre	*295 993*	1 871	1 734	237	591	*5,0*	42 250	127	201	203	105
Saint-Benoit	*114 279*	829	764	233	16	*5,3*	1 608	5	350	60	52
Saint-Denis-de-la-Reunion	*190 624*	2 101	1 952	636	76	*4,6*	33 137	0	0	139	75
Saint-Paul	*163 681*	1 211	1 075	286	38	*3,4*	4 697	8	201	89	77
Saint-Pierre	*313 378*	2 042	2 216	811	61	*4,8*	9 696	27	360	205	128

* Y compris TPBR et juridictions de proximité

* * Y compris les jugements sur intérêts civils

Activité par juridiction

Sources :

Pour les CA, TGI et CPH, les données présentées sont issues de l'exploitation statistique des tableaux de bord implantés en juridiction. Le chiffre "France entière" diffère légèrement de celui fourni dans les pages consacrées à l'activité détaillée de ces juridictions

Les statistiques sont issues des tableaux de bord civils en 2006. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre "Justice civile", et donnent une idée des disparités d'activité qui existent entre ces juridictions.

Population du ressort

Pour chaque juridiction, la population du ressort est fournie pour éclairer les différences d'activités entre juridiction.

Définitions :

Section saisie : les conseils de prud'hommes sont divisés en cinq sections autonomes selon le secteur d'activité concerné.

L'ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas ou la loi confère à un juge, qui n'est pas saisi au principal, le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires.
L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire.

Le taux de départition est calculé par rapport aux affaires ayant fait l'objet d'un délibéré (cf. définitions 11 et 16, chapitre "Activité des juridictions - CPH").

Activité 2006 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 1er janvier 2006	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles						Affaires terminées				
			Section saisie						Dont affaires en délibérés	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)	
			Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement					
TOUS CONSEILS DE PRUD'HOMMES	**63 185 925**	**154 928**	**39 204**	**54 141**	**2 890**	**33 221**	**25 472**	**156 241**	**84 917**	***18,6***	***12,4***	**43 676**
Abbeville	92 593	222	57	105	5	45	10	329	100	*10,0*	*5,7*	38
Agen	230 096	386	93	135	16	96	46	390	188	*16,0*	*9,5*	129
Aix-en-Provence	298 727	1 189	165	433	91	222	278	1 163	731	*32,6*	*19,1*	299
Aix-les-Bains	71 522	115	15	47	0	36	17	100	56	*10,7*	*8,2*	41
Ajaccio	135 718	340	79	140	7	76	38	365	183	*15,8*	*10,6*	102
Albertville	152 852	315	70	143	6	75	21	406	253	*45,1*	*10,1*	82
Albi	177 880	394	188	110	5	58	33	283	149	*17,4*	*10,7*	146
Alençon	141 308	272	129	66	14	40	23	325	212	*3,3*	*11,5*	42
Alès	143 284	252	82	74	1	63	32	236	144	*15,3*	*10,4*	95
Altkirch	116 143	241	85	89	0	43	24	232	113	*6,2*	*7,0*	11
Amiens	356 755	1 313	776	252	13	187	85	1 006	376	*6,9*	*8,1*	244
Angers	401 365	598	104	238	24	127	105	702	345	*18,0*	*11,0*	176
Angoulême	250 719	350	97	133	25	54	41	292	157	*14,0*	*9,1*	140
Annecy	249 501	555	130	196	3	119	107	580	320	*16,6*	*9,8*	146
Annemasse	148 664	467	169	185	0	71	42	575	157	*4,5*	*7,3*	181
Annonay	131 239	146	31	77	0	15	23	160	124	*21,8*	*11,2*	66
Argentan	66 970	127	29	49	18	22	9	364	89	*9,0*	*10,7*	20
Argenteuil	227 012	590	255	178	0	78	79	403	224	*4,9*	*11,8*	261
Arles	192 034	544	74	267	74	86	43	447	296	*32,8*	*11,3*	171
Armentières	52 623	101	33	40	0	14	14	123	69		*11,1*	41
Arras	305 925	654	253	205	13	114	69	731	328	*7,0*	*7,5*	233
Aubenas	174 946	224	70	72	13	47	22	203	131	*4,6*	*8,0*	75
Auch	181 375	182	41	64	12	42	23	183	131	*15,3*	*10,3*	70
Aurillac	149 682	179	47	57	6	53	16	149	106	*7,5*	*10,2*	50
Autun	34 275	44	8	17	0	12	7	39	20	*10,0*	*5,2*	8
Auxerre	178 898	319	81	110	11	78	39	380	218	*21,1*	*10,1*	65
Avignon	318 098	1 065	264	421	21	252	107	940	524	*11,3*	*14,3*	195
Avranches	128 915	151	43	50	5	37	16	130	63	*1,6*	*9,7*	20
Bar-le-Duc	107 485	537	368	110	9	32	18	219	129	*20,2*	*9,4*	51
Bastia	158 400	306	60	141	16	59	30	260	171	*11,1*	*15,5*	120
Bayonne	266 312	549	144	217	3	101	84	625	462	*58,4*	*13,7*	144
Beaune	94 120	210	78	89	0	25	18	244	76	*7,9*	*12,7*	68
Beauvais	343 392	367	130	144	4	0	89	406	234	*14,5*	*13,2*	201
Bédarieux	17 772	24	1	13	0	8	2	40	23	*8,7*	*9,5*	0
Belfort	141 201	313	110	91	2	69	41	327	170	*12,9*	*9,4*	63
Belley	88 745	129	32	37	0	45	15	116	69	*5,8*	*6,6*	22
Bergerac	157 810	241	54	83	18	61	25	222	147	*8,8*	*6,7*	46
Bernay	139 044	168	49	67	4	35	13	163	82	*2,4*	*9,4*	84
Besançon	350 275	470	108	176	9	111	66	456	247	*14,2*	*11,8*	161
Béthune	283 181	552	194	171	10	136	41	730	501	*3,0*	*14,4*	171
Béziers	265 071	720	147	322	22	174	55	888	625	*43,0*	*14,2*	310
Blois	254 180	463	141	139	33	100	50	420	197	*12,7*	*10,8*	200
Bobigny	1 491 970	4 542	780	1 972	3	828	959	5 073	2 558	*33,2*	*18,8*	850
Bolbec	52 432	111	32	26	0	39	14	128	45		*9,7*	34
Bonneville	173 495	509	162	119	10	153	65	523	179	*23,5*	*9,9*	238
Bordeaux	1 252 533	2 858	568	1 037	133	681	439	2 960	1 673	*23,9*	*14,7*	1 112
Boulogne-Billancourt	730 744	2 234	338	549	0	498	849	2 210	1 074	*8,8*	*14,1*	550
Boulogne-sur-Mer	162 602	276	74	108	9	48	37	325	183	*8,7*	*11,6*	77
Bourg-en-Bresse	324 074	411	90	136	8	110	67	416	223	*6,7*	*11,0*	55
Bourges	268 683	562	168	192	13	131	58	609	279	*24,7*	*9,9*	95
Bourgoin-Jallieu	90 173	143	37	64	1	24	17	154	99	*4,0*	*7,9*	47
Brest	361 877	587	154	193	24	120	96	998	273	*8,1*	*8,3*	65
Briançon	34 015	58	7	21	0	26	4	67	38	*13,2*	*8,2*	29
Briey	76 522	133	55	34	4	28	12	161	86	*4,7*	*7,7*	3
Brive-la-Gaillarde	127 079	235	67	85	2	37	44	247	135	*26,7*	*9,3*	82
Caen	469 515	1 146	430	327	22	213	154	823	497	*21,3*	*13,6*	295
Cahors	116 662	193	47	78	12	37	19	181	115	*11,3*	*9,2*	48
Calais	117 800	379	70	158	0	110	41	362	171	*7,6*	*8,8*	56
Cambrai	158 579	413	90	197	5	74	47	371	173	*7,5*	*6,9*	25
Cannes	169 919	753	114	257	0	287	95	888	507	*14,0*	*15,1*	233
Carcassonne	196 590	325	94	102	22	63	44	372	242	*17,8*	*15,2*	57
Carpentras	99 325	177	32	53	35	27	30	186	97	*20,6*	*12,1*	17

I/V

Activité 2006 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 1er janvier 2006	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles						Affaires terminées				
			Section saisie						Dont affaires en délibérés	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)	
			Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement					
Castres	154 880	330	154	71	9	67	29	240	142	*11,3*	*11,0*	83
Cergy	320 418	690	102	267	12	174	135	775	431	*11,6*	*14,9*	198
Chalon-sur-Saône	207 168	321	55	118	14	94	40	452	191	*7,9*	*13,8*	84
Chalons-en-Champagne	163 682	280	63	93	38	53	33	325	226	*11,9*	*8,7*	69
Chambéry	178 716	478	135	164	7	98	74	560	224	*37,1*	*10,1*	95
Charleville-Mézières	165 996	798	607	85	8	63	35	541	236	*28,4*	*15,2*	124
Chartres	199 435	419	108	98	22	117	74	770	502	*45,0*	*15,9*	129
Chateau-Thierry	70 832	124	37	25	0	53	9	133	72		*7,5*	14
Chateaudun	57 982	86	35	26	0	17	8	106	62	*6,5*	*16,5*	16
Chateauroux	196 793	328	98	66	13	110	41	355	154	*5,8*	*7,7*	83
Chatellerault	112 024	211	45	99	0	50	17	159	102	*16,7*	*10,4*	43
Chaumont	117 870	223	65	92	11	37	18	442	327	*74,3*	*11,6*	27
Chauny	48 304	107	45	31	0	21	10	122	58		*6,7*	29
Cherbourg-Octeville	191 221	262	74	87	1	79	21	256	106	*3,8*	*8,3*	89
Cholet	193 112	187	37	67	0	35	48	287	87	*6,9*	*11,0*	42
Clermont-Ferrand	424 677	944	184	397	10	193	160	903	536	*9,0*	*11,5*	197
Clermont-l'Herault	58 737	87	23	30	0	20	14	108	54	*5,6*	*6,7*	2
Cognac	96 318	195	105	43	0	31	16	117	66	*18,2*	*9,1*	63
Colmar	195 606	612	182	242	27	96	65	606	313	*8,6*	*7,6*	112
Compiègne	179 296	313	90	109	5	47	62	338	137	*6,6*	*7,4*	104
Coutances	172 427	167	46	56	16	28	21	164	87	*28,7*	*8,5*	12
Creil	270 287	780	212	219	12	258	79	570	297	*17,8*	*11,0*	215
Créteil	1 034 765	2 644	429	1 001	11	622	581	2 831	1 585	*18,0*	*14,5*	853
Dax	196 899	320	63	132	5	80	40	323	188	*18,1*	*10,3*	133
Decazeville	64 258	89	16	42	0	20	11	96	52	*1,9*	*8,9*	17
Dieppe	208 754	514	138	204	13	129	30	417	211	*5,2*	*7,5*	107
Digne-les-Bains	90 415	167	36	63	10	44	14	250	156	*27,6*	*14,8*	65
Dijon	423 048	1 092	217	432	45	202	196	1 039	550	*11,5*	*8,9*	239
Dinan	108 377	108	17	42	9	22	18	120	59	*10,2*	*8,6*	62
Dole	127 189	153	39	58	2	33	21	156	103	*14,6*	*7,9*	73
Douai	247 506	369	117	115	3	83	51	380	221	*5,9*	*9,5*	98
Draguignan	257 455	423	94	144	30	111	44	464	311	*6,8*	*12,4*	137
Dreux	126 176	396	155	82	0	135	24	469	278	*3,2*	*9,2*	65
Dunkerque	256 702	708	275	209	0	153	71	744	465	*12,7*	*7,6*	82
Elbeuf	56 188	151	56	58	0	22	15	173	82	*31,7*	*6,4*	9
Epernay	91 765	141	38	56	0	24	23	139	79	*3,8*	*7,3*	88
Epinal	209 495	365	134	137	7	47	40	455	240	*9,6*	*15,0*	113
Etampes	133 496	194	54	52	0	68	20	150	98	*3,1*	*8,9*	76
Evreux	228 295	482	122	176	15	104	65	601	294	*6,1*	*12,2*	165
Evry	551 352	1 125	217	379	34	271	224	1 524	680	*20,1*	*11,4*	534
Fécamp	28 655	73	17	28	0	22	6	69	29	*3,4*	*4,3*	16
Figeac	52 869	84	39	21	0	16	8	91	52	*28,8*	*5,7*	10
Firminy	52 812	68	12	40	0	9	7	88	40	*15,0*	*5,6*	11
Flers	84 601	101	28	33	0	27	13	88	54	*9,3*	*8,8*	22
Foix	146 289	210	56	75	11	50	18	229	143	*16,1*	*11,7*	57
Fontainebleau	181 529	367	75	134	7	98	53	310	162	*16,7*	*9,7*	132
Forbach	171 779	393	155	127	0	81	30	447	224	*25,0*	*11,2*	156
Fougères	108 095	77	16	34	0	24	3	100	53	*3,8*	*11,0*	22
Fourmies	116 389	133	54	38	7	28	6	222	120	*0,8*	*8,3*	92
Fréjus	172 342	707	163	290	0	179	75	599	338	*8,9*	*10,5*	261
Friville-Escarbotin	35 299	72	30	20	0	13	9	86	32	*12,5*	*12,6*	5
Gap	96 737	179	33	69	9	49	19	285	167	*4,2*	*7,8*	23
Givors	53 789	137	29	57	0	27	24	177	91	*37,4*	*7,7*	59
Grasse	382 011	1 430	256	573	28	283	290	1 562	912	*23,1*	*12,5*	350
Grenoble	574 780	1 777	428	467	12	282	588	1 392	759	*8,2*	*9,5*	562
Guebwiller	81 318	130	52	42	0	21	15	150	87	*2,3*	*5,5*	13
Guéret	123 401	128	29	45	9	31	14	144	63	*3,2*	*13,1*	52
Guingamp	176 748	207	55	80	14	22	36	180	105	*10,5*	*10,3*	69
Haguenau	195 778	277	127	67	0	42	41	307	156	*5,1*	*14,4*	75
Halluin	54 165	148	69	47	0	8	24	141	67	*1,5*	*9,6*	31
Haubourdin	51 942	237	58	110	0	28	41	261	73	*13,7*	*9,4*	40
Hazebrouck	119 082	173	61	59	2	25	26	174	86		*8,3*	57
Hirson	49 717	143	73	36	0	28	6	116	35	*11,4*	*5,3*	27
Issoudun	36 166	79	35	16	0	9	19	85	48	*12,5*	*6,7*	19

II/V

Activité 2006 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 1er janvier 2006	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles						Affaires terminées				
			Section saisie						Dont affaires en délibérés	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)	
			Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement					
La Roche-sur-Yon	380 609	352	108	101	12	62	69	403	194	*14,4*	*9,3*	117
La Rochelle	197 940	532	106	231	3	127	65	440	258	*10,5*	*8,7*	138
La Tour-du-Pin	94 414	145	55	57	0	20	13	125	77	*2,6*	*6,7*	42
Lannoy	123 535	284	50	100	0	57	77	290	142	*2,1*	*9,8*	48
Laon	117 331	550	408	74	5	47	16	363	172	*5,2*	*10,8*	53
Laval	299 000	434	255	74	12	39	54	212	119	*3,4*	*8,0*	39
Le Creusot	55 510	42	15	12	0	3	12	89	18	*5,6*	*8,5*	13
Le Havre	312 524	686	160	241	6	219	60	638	245	*10,6*	*8,5*	227
Le Mans	553 484	827	237	232	153	127	78	848	389	*16,5*	*9,4*	300
Le Puy	219 484	285	107	65	5	79	29	277	146	*15,1*	*8,3*	88
Lens	321962	583	173	213	0	154	43	1 028	307	*4,2*	*16,2*	179
Les Sables-d'Olonne	216 576	250	73	77	7	55	38	270	137	*8,0*	*8,8*	85
Libourne	141225	246	60	76	43	39	28	309	158	*22,8*	*10,1*	279
Lille	565 842	1 746	283	690	12	479	282	1 981	972	*8,3*	*10,2*	391
Limoges	367 156	780	221	271	17	191	80	945	370	*29,7*	*10,8*	253
Lisieux	73108	112	33	38	12	19	10	135	72	*13,9*	*8,5*	45
Longjumeau	513 425	1 364	262	469	0	244	389	1 315	698	*8,9*	*13,7*	463
Longwy	84213	242	105	88	0	28	21	414	143	*8,4*	*10,5*	29
Lons-le-Saunier	77895	131	31	54	1	29	16	126	72	*2,8*	*6,4*	39
Lorient	387353	1 122	623	149	192	97	61	491	281	*10,3*	*11,9*	194
Louviers	199882	522	285	115	0	63	59	466	272	*1,8*	*8,8*	70
Lunéville	78137	124	35	44	0	25	20	146	78	*9,0*	*5,5*	34
Lure	108300	142	53	39	5	24	21	121	54	*22,2*	*8,1*	20
Lyon	1429338	4 347	858	1 551	14	958	966	5 089	3 044	*33,0*	*16,9*	1 432
Macon	211133	268	60	117	12	48	31	381	192	*10,4*	*8,6*	56
Manosque	64086	132	29	47	0	43	13	147	88	*4,5*	*16,7*	42
Mantes-la-Jolie	183827	354	99	109	0	70	76	318	179	*11,7*	*9,4*	89
Marmande	92196	111	26	41	6	21	17	131	83	*14,5*	*10,4*	71
Marseille	1029736	3 231	632	1 194	8	891	506	3 242	2 286	*23,7*	*15,1*	584
Martigues	305279	1 067	279	485	0	183	120	941	514	*19,1*	*10,6*	238
Maubeuge	118267	287	94	74	0	88	31	252	128	*1,6*	*9,5*	60
Mazamet	32575	66	17	16	0	30	3	72	41	*2,4*	*5,6*	12
Meaux	615484	1 662	334	576	13	493	246	1 615	946	*10,9*	*15,5*	555
Melun	476475	887	222	336	12	179	138	831	412	*17,0*	*11,1*	271
Mende	76800	102	33	38	5	22	4	104	61	*1,6*	*7,1*	10
Menton	90463	276	36	138	0	86	16	234	116	*4,3*	*6,8*	74
Metz	419086	1 577	391	636	5	348	197	1 118	675	*9,9*	*11,2*	384
Millau	70499	121	28	44	3	37	9	110	67	*10,4*	*10,8*	20
Molsheim	116412	152	44	52	0	26	30	176	97	*1,0*	*9,9*	45
Mont-de-Marsan	165928	238	48	88	13	48	41	275	161	*13,0*	*13,2*	128
Montargis	187590	274	90	84	11	57	32	274	150	*4,7*	*6,7*	65
Montauban	226849	722	369	155	30	122	46	453	321	*20,6*	*15,6*	217
Montbéliard	165882	289	98	68	2	85	36	238	160	*8,8*	*12,8*	144
Montbrison	174538	204	60	60	7	40	37	191	103	*15,5*	*7,6*	58
Montceau-les-Mines	41 275	84	21	44	0	11	8	68	40	*5,0*	*7,5*	25
Montélimar	131 197	301	83	122	0	62	34	274	118	*6,8*	*8,2*	94
Montluçon	112 131	264	90	96	9	51	18	248	152	*35,5*	*9,5*	53
Montmorency	609 622	1 187	316	432	0	263	176	1 098	581	*9,3*	*12,0*	328
Montpellier	542 714	1 904	419	782	35	402	266	2 098	1 350	*17,3*	*14,1*	580
Montreuil-sur-mer	104 389	167	36	72	0	49	10	203	117	*6,8*	*8,7*	36
Morlaix	146 870	151	34	51	10	31	25	170	76	*17,1*	*6,2*	65
Moulins	90 048	150	39	58	2	34	17	173	103	*26,2*	*9,9*	40
Mulhouse	343 410	1 036	267	379	8	268	114	1 139	603	*9,5*	*10,1*	266
Nancy	486 430	1 296	412	422	19	254	189	1 231	749	*19,8*	*9,3*	355
Nanterre	805 356	3 677	498	929	8	741	1 501	3 829	1 950	*23,9*	*19,2*	1 077
Nantes	899 854	1 570	349	540	21	366	294	1 540	803	*25,2*	*12,5*	650
Narbonne	144 432	367	83	154	20	71	39	369	257	*14,8*	*8,7*	135
Nevers	222 220	437	113	130	5	157	32	415	258	*19,0*	*8,5*	87
Nice	430 791	1 904	372	836	14	489	193	1 883	1 035	*22,7*	*10,7*	647
Nimes	539 885	1 171	286	399	71	291	124	1 483	761	*10,2*	*13,9*	402
Niort	202 943	272	60	105	5	60	42	241	147	*7,5*	*6,4*	92
Nogent-le-Rotrou	37 521	48	15	14	0	12	7	63	40	*30,0*	*7,6*	26
Oloron-Sainte-Marie	63 960	100	41	24	0	30	5	102	63	*11,1*	*6,6*	19
Orange	116 868	249	82	98	0	43	26	292	135	*9,6*	*9,1*	130

III/V

Activité 2006 par conseil de prud'hommes

Siège	Population du ressort au 1er janvier 2006	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles						Affaires terminées				
			Section saisie						Dont affaires en délibérés	Taux de départition [en %]	Durée moyenne (en mois)	
			Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement					
Orléans	457 735	1 003	279	329	21	209	165	1 283	570	*14,4*	*10,7*	267
Oyonnax	153 921	197	92	50	0	30	25	230	125	*7,2*	*8,0*	32
Paris	2 181 371	15 263	1 607	6 065	4	3 602	3 985	15 061	8 850	*27,6*	*14,8*	4 221
Pau	306 577	623	100	210	13	217	83	575	304	*27,6*	*13,1*	221
Périgueux	246 242	396	142	139	12	59	44	392	248	*11,7*	*10,6*	129
Péronne	79 672	120	40	46	4	16	14	227	75	*1,3*	*6,9*	52
Perpignan	432 112	1 200	235	523	69	269	104	1 187	736	*15,5*	*11,2*	210
Poissy	249 645	661	230	245	0	105	81	617	253	*17,0*	*11,2*	243
Poitiers	306 436	551	194	161	8	115	73	526	285	*7,4*	*7,7*	91
Quimper	374 254	867	522	175	17	84	69	435	237	*11,0*	*8,7*	170
Rambouillet	185 081	465	101	188	0	67	109	424	217	*1,8*	*7,3*	117
Redon	94 478	129	18	82	0	13	16	69	39	*2,6*	*8,2*	8
Reims	310 394	604	135	205	11	163	90	850	492	*28,3*	*12,4*	392
Remiremont	76 052	242	173	31	0	26	12	203	93	*6,5*	*10,7*	27
Rennes	593 029	977	160	302	12	242	261	1 031	615	*3,7*	*10,8*	261
Riom	114 657	173	76	40	3	35	19	160	108	*13,9*	*11,4*	38
Roanne	153 402	180	67	46	7	26	34	174	100	*6,0*	*7,6*	20
Rochefort	138 277	247	55	83	12	71	26	264	139	*4,3*	*7,8*	58
Rodez	138 620	165	26	63	4	47	25	222	93	*11,8*	*10,1*	29
Romans-sur-Isere	104 797	202	74	70	0	32	26	174	98	*3,1*	*6,2*	111
Romilly-sur-Seine	42 840	120	85	18	0	14	3	48	28	*25,0*	*8,7*	11
Romorantin-Lanthenay	71 002	116	58	26	0	18	14	321	270	*2,6*	*13,4*	42
Roubaix	180 666	750	160	404	0	111	75	621	291	*2,1*	*7,9*	150
Rouen	585 281	1 765	725	508	25	304	203	1 770	905	*42,5*	*16,0*	653
Saint-Brieuc	285 736	326	60	177	10	51	28	340	225	*19,1*	*8,9*	131
Saint-Chamond	79 652	112	35	34	0	21	22	151	70	*20,0*	*8,6*	49
Saint-Claude	52 315	82	29	35	0	13	5	79	33	*27,3*	*5,4*	20
Saint-Die	94 428	212	88	54	1	46	23	182	123	*17,9*	*13,6*	32
Saint-Dizier	69 782	438	313	76	0	34	15	279	149	*38,9*	*7,4*	27
Saint-Etienne	280 865	618	158	221	10	145	84	784	365	*7,4*	*11,8*	161
Saint-Gaudens	91 475	136	62	38	3	27	6	132	71	*9,9*	*7,1*	44
Saint-Germain-en-Laye	383 561	625	86	238	0	144	157	713	388	*16,5*	*9,6*	130
Saint-Malo	150 249	236	64	117	4	28	23	193	96	*4,2*	*7,8*	14
Saint-Nazaire	334 147	500	161	135	30	67	107	464	163	*17,2*	*6,8*	284
Saint-Omer	157 528	485	141	177	12	119	36	508	231		*3,4*	77
Saint-Quentin	149 443	310	92	106	5	65	42	293	145	*10,3*	*8,1*	163
Saintes	262 698	551	186	169	20	119	57	613	404	*20,3*	*6,7*	207
Salon-de-Provence	111 629	289	68	122	0	52	47	249	148	*19,6*	*7,8*	54
Sarrebourg	92 754	118	42	40	0	14	22	115	56		*6,4*	29
Sarreguemines	100 182	186	53	70	2	42	19	213	101	*7,9*	*7,1*	58
Saumur	172 182	202	71	49	20	44	18	171	81	*7,4*	*9,9*	30
Saverne	91 771	224	108	48	5	37	26	184	93	*7,5*	*9,2*	31
Schiltigheim	191 175	379	91	148	0	59	81	352	197	*5,1*	*12,7*	221
Sedan	119 657	161	70	53	0	23	15	174	84	*4,8*	*14,1*	30
Selestat	82 778	192	73	59	0	42	18	197	96	*3,1*	*5,4*	69
Sens	161 190	320	123	90	6	66	35	295	128	*5,5*	*7,5*	85
Sète	116 747	275	44	131	0	70	30	311	224	*8,5*	*10,5*	76
Soissons	101 434	246	122	64	14	14	32	227	115	*15,7*	*12,0*	50
Strasbourg	401 102	1 145	219	430	9	297	190	1 221	688	*17,2*	*16,8*	315
Tarbes	227 736	441	89	201	4	96	51	457	253	*44,3*	*9,8*	133
Thiers	84 129	146	95	24	0	14	13	126	55	*10,9*	*6,3*	11
Thionville	252 920	556	171	216	2	124	43	464	278	*10,8*	*9,2*	143
Thonon-les-Bains	124 595	16	0	0	0	0	16	10	2		*8,2*	0
Thouars	156 768	220	72	83	7	36	22	221	129	*3,1*	*10,2*	39
Toulon	555 302	1 380	245	598	31	327	179	1 374	743	*20,6*	*9,9*	654
Toulouse	1 094 855	2 879	540	971	13	773	582	2 882	1 729	*28,0*	*15,3*	729
Tourcoing	172 026	562	116	272	0	98	76	629	229	*1,3*	*9,5*	98
Tours	580 312	1 396	337	524	33	330	172	1 223	562	*6,4*	*7,2*	326
Trouville-sur-Mer	72 645	213	69	93	0	32	19	216	136	*5,9*	*8,4*	27
Troyes	256 864	384	120	121	10	65	68	409	233	*12,9*	*10,3*	117
Tulle	113 284	111	30	44	5	25	7	206	130	*37,7*	*7,5*	27
Valence	232 614	686	160	264	35	129	98	741	393	*41,0*	*9,8*	295
Valenciennes	347 933	669	236	239	1	129	64	614	361	*6,1*	*17,6*	148
Vannes	307 468	620	299	175	11	71	64	396	159	*14,5*	*8,5*	103

IV/V

Activité 2006 par conseil de prud'hommes

Siège	*Population du ressort au 1er janvier 2006*	Procédures ordinaires										Procédures de référé (affaires terminées)
		Affaires nouvelles						Affaires terminées				
			Section saisie						Dont affaires en délibérés	*Taux de départition [en %]*	*Durée moyenne (en mois)*	
			Industrie	Commerce	Agriculture	Diverses	Encadrement					
Verdun	86 211	170	57	67	5	31	10	174	105	*3,8*	*8,3*	35
Versailles	393 690	1 312	200	376	33	277	426	1 255	595	*12,3*	*13,8*	278
Vesoul	127 567	182	57	55	10	40	20	186	114	*16,7*	*8,9*	47
Vichy	141 130	260	98	87	7	40	28	255	161	*19,3*	*9,2*	61
Vienne	255 764	831	501	145	2	83	100	433	205	*4,9*	*7,9*	105
Vierzon	45 992	101	35	28	0	27	11	89	43	*9,3*	*8,2*	25
Villefranche-sur-Saone	186 528	326	109	108	8	51	50	344	192	*14,6*	*9,4*	72
Villeneuve-Saint-Georges	263 575	938	184	401	0	153	200	742	467	*21,0*	*13,0*	212
Vire	56 083	47	14	20	0	9	4	57	40	*15,0*	*10,4*	9
Voiron	154 360	247	71	91	0	53	32	275	141	*5,7*	*6,8*	81
Basse-Terre	104 743	260	43	83	12	103	19	197	83	*20,5*	*16,5*	153
Cayenne	205 954	201	62	60	14	52	13	214	150	*20,7*	*23,9*	87
Fort-de-France	397 732	918	236	318	74	217	73	993	500	*7,8*	*22,9*	288
Pointe-a-Pitre	295 993	707	195	230	24	195	63	557	291	*8,6*	*23,1*	350
Saint-Denis-de-la-Réunion	468 584	879	245	279	15	245	95	811	411	*12,4*	*8,5*	402
Saint-Pierre	313 378	541	242	136	4	130	29	475	301	*5,6*	*6,2*	210

V/V

Activité par juridiction

Sources :

En matière commerciale, la plus grande partie des statistiques (92 %), sont issues du **Répertoire général des tribunaux de commerce**. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre “Activité des juridictions - tribunaux de commerce”, et donnent une idée des disparités d’activité qui existent entre ces juridictions.

Affaires des tribunaux de commerce

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de commerce, le lecteur se reportera aux définitions présentées chapitre “Activité des juridictions - Tribunaux de commerce”).

Procédures de redressement et de liquidation judiciaires : pour toutes précisions sur les différentes étapes de ces procédures, le lecteur se reportera au schéma présenté au chapitre “Activité des juridictions - Tribunaux de commerce”).

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées [1+2+4-3]	*Durée moyenne des affaires terminées [en mois]*	Affaires contentieuses 1	Procédure de redressement et liquidation judiciaire						Référés
					Jugements d'ouverture et autres décisions 2			Issues des redressements 4		Clôture des opérations	
						dont			dont		
						Jugements d'ouverture de redressement judiciaire 3	Liquidations judiciaires immédiates		liquidations après période d'observation		
Toutes juridictions	**193 534**	**188 164**	***5,3***	**139 092**	**25 611**	**13 102**	**25 079**	**11 200**	**7 972**	**38 043**	**27 572**
Abbeville	265	234	*3,7*	157	56	27	42	6	5	107	6
Agen	305	307	*5,8*	208	41	32	55	36	28	418	36
Aix-en-Provence	1 994	1 854	*4,6*	1 326	313	157	234	140	107	126	343
Ajaccio	623	646	*6,2*	509	104	34	13	56	29	99	55
Albi	360	300	*4,9*	190	80	44	40	35	24	95	80
Alençon	319	364	*5,3*	249	53	25	58	29	21	111	32
Alès	288	297	*6,0*	187	67	36	52	26	18	184	31
Amiens	638	641	*7,1*	420	130	76	132	35	35	192	79
Angers	1 116	1 134	*5,1*	879	153	104	146	61	44	124	230
Angoulême	639	535	*6,0*	367	73	36	117	16	12	52	63
Annonay	209	189	*4,9*	112	37	31	49	22	18	322	26
Antibes	1 598	1 577	*4,3*	1 083	331	166	162	173	128	41	147
Argentan	124	131	*4,0*	92	22	10	18	11	6	98	14
Arles	361	397	*5,9*	277	75	34	42	38	21	199	70
Arras	484	534	*6,2*	383	65	43	80	51	33	76	210
Aubenas	350	336	*7,9*	215	70	32	54	28	17	113	39
Auch	319	332	*7,2*	222	61	37	45	43	33	75	29
Aurillac	223	208	*5,0*	158	29	18	30	9	6	66	21
Auxerre	270	268	*7,6*	167	54	32	41	38	38	456	19
Avignon	1 440	1 386	*6,5*	925	249	140	153	200	160	23	133
Bagnères-de-Bigorre	105	108	*6,4*	61	40	22	10	20	11	3	7
Bar-le-Duc	207	191	*5,6*	99	42	22	44	28	21	97	24
Bastia	652	682	*4,3*	485	112	53	69	69	50	41	46
Bayeux	157	142	*4,4*	87	39	22	18	20	14	281	9
Bayonne	693	741	*5,9*	533	117	56	105	43	28	55	88
Beaune	213	240	*5,7*	131	49	18	52	26	16	121	38
Beauvais	569	520	*6,0*	378	68	43	108	9	8	51	55
Belfort	389	331	*5,4*	189	117	80	48	58	53	136	32
Bergerac	368	368	*4,5*	236	79	43	50	50	37	212	13
Besançon	930	955	*5,8*	687	173	99	104	91	50	245	62
Béziers	927	982	*15,2*	626	214	132	166	108	80	31	95
Blaye	77	85	*5,0*	72	3	1	6	5	3	142	14
Blois	624	583	*4,1*	338	149	116	107	107	82	1 627	46
Bobigny	5 532	5 081	*3,5*	3 011	611	287	1 455	285	193	132	875
Bordeaux	3 891	3 164	*4,6*	1 897	649	363	644	343	249	185	582
Boulogne-sur-Mer	766	609	*8,5*	467	104	54	69	26	26	302	111
Bourg-en-Bresse	627	683	*8,2*	379	105	77	199	77	47	182	119
Bourges	583	613	*5,4*	368	134	67	105	72	46	209	62
Brest	550	601	*5,0*	426	77	43	101	42	34	47	52
Briey	284	273	*7,0*	155	80	37	53	22	11	107	24
Brignoles	399	376	*4,8*	238	79	47	67	39	26	46	42
Brive-la-Gaillarde	294	294	*5,1*	161	73	33	60	33	20	175	32
Caen	1 144	1 194	*4,4*	933	149	69	96	90	64	71	156
Cahors	339	324	*4,0*	207	62	34	59	30	21	56	27
Calais	276	284	*5,2*	147	68	47	63	53	28	130	30
Cambrai	351	347	*4,9*	240	50	37	53	42	26	180	83

I/IIV

Activité des tribunaux de commerce en 2006

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées [1+2+4-3]	*Durée moyenne des affaires terminées [en mois]*	Affaires contentieuses 1	Procédure de redressement et liquidation judiciaire						Référés
					Jugements d'ouverture et autres décisions 2			Issues des redressements 4		Clôture des opérations	
						dont			dont		
						Jugements d'ouverture de redressement judiciaire 3	Liquidations judiciaires immédiates		liquidations après période d'observation		
Cannes	1 117	1 184	*5,4*	780	238	115	145	132	115	193	143
Carcassonne	642	626	*4,6*	313	230	63	97	50	39	105	40
Castres	376	397	*5,7*	237	121	81	36	85	61	97	55
Chalon-sur-Saône	538	409	*6,6*	272	73	42	64	43	24	86	47
Chalons-en-Champagne	429	283	*4,1*	188	48	33	62	17	10	256	28
Chambéry	960	937	*3,3*	634	184	85	148	60	41	167	75
Charleville-Mézières	460	455	*5,2*	320	74	48	77	34	33	222	25
Chartres	601	608	*4,8*	419	94	50	90	55	41	131	51
Chateauroux	494	511	*5,6*	347	95	39	61	49	31	48	27
Chaumont	139	172	*6,2*	85	57	32	29	33	20	15	13
Chauny	128	133	*2,7*	93	20	11	28	3	3	114	10
Cherbourg	351	358	*4,4*	248	58	42	53	41	30	186	27
Clermont-Ferrand	654	637	*6,7*	423	94	70	102	90	50	84	172
Clermont-l'Hérault	191	196	*4,3*	140	33	20	23	20	9	93	7
Cognac	181	110	*5,1*	87	16	16	19	4	4	78	0
Compiègne	345	314	*4,5*	226	48	29	65	4	3	111	81
Condé-sur-Noireau	308	266	*6,4*	138	80	35	48	36	31	839	15
Coutances	480	494	*3,9*	351	79	53	65	53	37	82	65
Créteil	3 177	3 352	*6,4*	2 115	523	145	694	166	114	139	420
Cusset	268	275	*4,5*	186	50	37	42	35	23	17	18
Dax	521	497	*6,0*	348	63	37	86	38	26	38	53
Die	40	51	*9,0*	37	10	0	0	4	0	276	1
Dieppe	157	148	*5,0*	108	17	11	21	14	11	94	10
Dijon	1 144	1 148	*7,0*	839	225	123	110	103	75	25	244
Dole	259	240	*7,1*	134	51	31	56	30	14	114	19
Douai	562	439	*4,4*	321	54	39	60	43	23	118	109
Draguignan	430	412	*4,6*	288	80	40	43	41	29	109	31
Dreux	368	342	*5,0*	203	87	61	67	46	40	35	31
Dunkerque	461	450	*7,6*	294	88	72	86	57	40	106	122
Elbeuf	123	132	*4,7*	87	21	13	25	12	9	28	15
Epernay	271	219	*4,0*	176	35	16	21	3	2	255	6
Epinal	477	443	*6,0*	282	71	37	92	36	22	736	13
Evreux	952	903	*4,2*	649	185	93	136	26	25	67	93
Evry	2 589	2 749	*7,2*	1 742	345	120	640	117	85	156	356
Foix	246	258	*3,1*	182	61	24	27	11	5	8	13
Fréjus	602	587	*6,6*	417	144	101	59	70	53	134	75
Gap	339	334	*5,1*	235	75	53	27	50	36	326	36
Grasse	791	780	*5,9*	534	136	53	96	67	51	92	53
Grenoble	2 204	1 746	*7,7*	972	448	208	353	190	126	39	870
Honfleur	327	378	*5,9*	289	77	43	9	48	34	270	39
Joigny	176	176	*5,0*	109	32	20	27	27	19	160	12
La Roche-sur-Yon	1 113	1 089	*4,8*	755	166	104	188	85	48	82	141
La Rochelle	429	466	*8,4*	294	108	48	62	50	32	64	90
Laval	386	390	*5,1*	249	62	36	83	32	26	184	43
Le Creusot	178	177	*5,2*	75	64	31	41	28	15	232	18
Le Havre	755	778	*10,1*	597	96	56	82	60	50	123	173

II/IV

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées [1+2+4-3]	*Durée moyenne des affaires terminées [en mois]*	Affaires contentieuses 1	Procédure de redressement et liquidation judiciaire						Référés
					Jugements d'ouverture et autres décisions 2			Issues des redressements 4		Clôture des opérations	
						dont			dont		
						Jugements d'ouverture de redressement judiciaire 3	Liquidations judiciaires immédiates		liquidations après période d'observation		
Le Mans	694	725	*4,8*	478	112	79	128	92	65	94	101
Le Puy	395	364	*6,2*	254	44	21	78	9	2	459	54
Libourne	354	336	*3,1*	189	69	45	97	27	27	227	40
Lille	3 395	3 170	*4,7*	2 562	253	108	371	92	53	39	603
Limoges	862	798	*2,8*	521	156	91	139	75	48	89	85
Lisieux	197	187	*6,1*	115	61	38	10	43	29	385	22
Lons-le-Saunier	418	353	*9,3*	230	81	36	44	44	25	1 359	24
Lorient	969	1 046	*6,9*	742	124	88	185	85	61	84	258
Lyon	7 416	6 559	*6,3*	5 229	393	183	938	177	93	42	840
Macon	889	817	*4,7*	654	82	42	83	40	25	39	39
Mamers	85	114	*5,6*	75	27	16	14	14	8	88	1
Manosque	176	170	*4,2*	107	28	5	36	5	3	50	19
Marennes	328	301	*3,8*	205	60	38	51	23	13	1 047	25
Marmande	279	231	*4,2*	172	33	21	34	13	7	741	33
Marseille	9 167	9 216	*3,2*	8 114	682	413	564	258	206	283	1 143
Meaux	2 503	2 268	*4,6*	1 691	520	246	214	84	84	52	239
Melun	1 617	1 443	*3,6*	1 060	225	124	153	129	97	31	145
Menton	240	256	*6,1*	187	49	30	16	34	31	5	18
Millau	114	123	*4,4*	89	9	7	24	8	6	145	7
Mirecourt	150	145	*5,7*	91	28	22	32	17	15	106	4
Mont-de-Marsan	374	385	*6,0*	282	63	43	48	35	26	187	51
Montargis	345	351	*4,0*	200	87	50	69	47	28	395	32
Montauban	583	572	*3,8*	373	132	75	66	76	41	42	45
Montereau-Fault-Yonne	704	747	*3,7*	573	102	50	63	59	43	567	61
Montluçon	184	168	*4,9*	108	30	21	30	21	13	64	11
Montpellier	2 923	2 860	*4,4*	2 206	315	181	342	178	139	39	311
Morlaix	201	310	*5,3*	241	37	24	31	26	22	25	29
Moulins	598	628	*1,4*	600	16	13	17	8	5	1 233	0
Nancy	976	1 040	*6,9*	705	195	118	169	89	70	559	110
Nanterre	8 374	8 006	*4,9*	6 498	586	121	896	131	63	140	1 706
Nantes	2 306	1 957	*4,2*	1 516	204	145	316	51	38	1	535
Narbonne	506	513	*6,0*	294	186	132	24	142	116	69	31
Neufchatel-en-Bray	222	184	*4,9*	110	54	33	31	22	11	813	12
Nevers	354	358	*4,2*	174	115	57	72	58	45	443	26
Nice	2 659	2 829	*4,7*	2 013	552	284	231	322	267	133	274
Nimes	1 988	1 609	*8,2*	957	346	141	287	172	110	23	165
Niort	398	374	*3,3*	256	65	43	70	25	18	334	33
Oloron-Sainte-Marie	68	57	*6,2*	48	1	0	0	8	3	3 718	4
Orléans	1 183	1 081	*6,3*	772	192	87	129	87	53	202	140
Paris	33 285	34 088	*6,3*	28 584	2 533	402	3 000	322	160	213	5 887
Pau	658	633	*5,1*	451	115	87	90	67	47	281	61
Périgueux	519	505	*3,3*	361	79	49	69	47	25	289	50
Perpignan	1 535	1 585	*4,1*	963	309	199	346	166	126	56	115
Poitiers	737	714	*4,0*	546	95	53	104	23	22	528	70
Pont-Audemer	233	242	*4,9*	143	42	24	49	32	20	41	15
Pontoise	2 561	2 679	*4,8*	1 592	458	153	642	142	77	249	337
Provins	1 812	1 587	*1,2*	1 525	45	18	17	18	15	112	7
Quimper	655	660	*5,1*	456	89	62	128	49	34	304	105

III/IV

Activité des tribunaux de commerce en 2006

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées [1+2+4-3]	*Durée moyenne des affaires terminées [en mois]*	Affaires contentieuses 1	Procédure de redressement et liquidation judiciaire						Référés
					Jugements d'ouverture et autres décisions 2			Issues des redressements 4		Clôture des opérations	
						dont			dont		
						Jugements d'ouverture de redressement judiciaire 3	Liquidations judiciaires immédiates		liquidations après période d'observation		
Reims	1 139	1 067	*5,5*	878	114	54	118	11	10	63	136
Rennes	1 469	1 293	*4,9*	888	183	102	266	51	35	144	205
Riom	168	175	*4,2*	126	20	13	23	19	11	47	20
Roanne	412	391	*2,8*	282	60	49	78	20	20	56	80
Rochefort	190	203	*5,8*	139	35	19	37	11	2	158	16
Rodez	308	306	*4,7*	222	30	16	55	15	6	276	31
Romans-sur-Isère	982	786	*13,3*	455	158	77	203	56	46	285	98
Roubaix	1 523	1 485	*5,3*	1 099	191	134	231	98	72	120	428
Rouen	968	942	*4,9*	613	149	96	172	105	75	251	530
Saintes	552	528	*4,5*	347	128	72	85	42	39	104	29
Salon-de-Provence	804	832	*4,4*	554	144	89	152	73	56	68	221
Sarlat	243	264	*3,6*	182	59	22	28	18	13	70	7
Saumur	240	235	*4,1*	138	65	44	46	31	22	156	31
Sedan	156	156	*4,5*	124	22	7	15	4	4	27	11
Senlis	555	479	*4,3*	338	82	35	88	7	7	198	37
Sens	162	161	*4,8*	97	27	22	37	22	18	103	15
Sète	435	464	*8,9*	347	85	48	35	45	39	125	27
Soissons	314	282	*4,7*	206	63	42	44	13	13	29	26
Saint-Brieuc	475	458	*4,5*	309	57	35	103	24	19	41	63
Saint-Dié	219	216	*6,1*	133	38	24	44	26	14	328	29
Saint-Dizier	150	156	*7,2*	97	34	23	24	24	14	59	13
Saint-Etienne	1 512	1 503	*4,6*	1 143	194	133	211	88	67	117	468
Saint-Gaudens	232	239	*5,3*	167	32	10	35	15	3	161	20
Saint-Malo	361	306	*4,0*	231	49	42	43	25	17	88	21
Saint-Nazaire	643	579	*5,8*	434	78	53	105	23	12	8	101
Saint-Omer	295	279	*3,7*	181	48	29	57	22	13	142	55
Saint-Quentin	393	359	*4,5*	252	64	34	74	5	3	112	24
Saint-Tropez	424	425	*5,7*	321	90	58	28	44	34	139	49
Tarascon	520	520	*5,3*	399	88	55	41	57	38	52	57
Tarbes	433	427	*4,4*	282	82	37	59	42	35	418	36
Thiers	191	170	*4,1*	129	21	19	23	17	11	608	15
Toulon	1 881	1 723	*7,5*	1 103	405	216	221	214	160	346	191
Toulouse	3 968	3 361	*6,2*	2 208	695	418	481	383	313	167	503
Tours	1 014	1 179	*7,0*	793	196	108	178	114	94	50	137
Troyes	579	602	*6,0*	352	175	91	89	77	57	200	96
Tulle	217	194	*6,6*	131	30	20	37	16	12	208	8
Valenciennes	681	702	*4,0*	428	125	63	141	71	58	30	220
Vannes	583	556	*5,4*	374	76	45	102	49	37	848	52
Verdun	141	127	*7,3*	77	40	18	22	6	2	72	8
Versailles	8 362	8 557	*2,7*	7 615	484	262	495	230	174	195	886
Vervins	69	65	*3,9*	49	11	0	2	3	3	93	8
Vesoul	296	285	*5,2*	207	44	31	38	29	21	81	68
Vienne	665	585	*4,4*	335	106	55	149	55	40	0	1
Villefranche-sur-Saône	587	473	*9,8*	342	79	56	70	40	33	0	188
Villeneuve-sur-Lot	223	235	*5,1*	158	54	33	28	29	23	0	12

IV/IV

Activité par juridiction

Sources :

En matière commerciale, une partie des statistiques (8 % des affaires commerciales) sont issues du **Répertoire général civil**. Elles fournissent une ventilation entre les juridictions des données présentées dans le chapitre “Activité commerciale des TGICC”, et donnent une idée des disparités d’activité qui existent entre ces juridictions.

Pour toutes précisions concernant la compétence et le fonctionnement des tribunaux de grande instance à compétence commerciale, le lecteur se reportera au chapitre “Activité des juridictions - TGI à compétence commerciale”).

Procédures de redressement et de liquidation judiciaires : pour toutes précisions sur les différentes étapes de ces procédures, le lecteur se reportera au schéma présenté au chapitre “Activité des juridictions - Tribunaux de commerce”)..

Activité commerciale 2006 des tribunaux de grande instance

Siège	Affaires au fond nouvelles	Affaires au fond terminées [1+2+4−3]	*Durée moyenne des affaires terminées (en mois)*	Affaires contentieuses [1]	Procédures de redressement et liquidation judiciaire						Référés
					Jugements d'ouvertures et autres décisions [2]			Issues des redressements [4]		Clôtures des opérations	
						dont					
						jugements d'ouverture de redressement judiciaire [3]	liquidations judiciaires immédiates		dont liquidations après période d'observation		
Toutes juridictions	**21 946**	**21 669**	***6,6***	**14 516**	**7 277**	**1 800**	**3 856**	**1 676**	**1 122**	**6 072**	**2 776**
Albertville	609	622	*5,5*	399	231	65	103	57	43	163	71
Annecy	959	968	*4,7*	673	296	79	157	78	52	230	110
Avesnes-sur-Helpe	559	508	*3,8*	353	159	31	80	27	19	205	84
Belley	97	114	*5,0*	101	9	1	6	5	4	180	13
Béthune	1 076	1 063	*2,4*	698	345	94	192	114	74	417	137
Bonneville	648	596	*6,2*	449	185	56	78	18	15	81	57
Bourgoin-Jallieu	489	507	*5,8*	328	189	61	90	51	30	108	49
Bressuire	284	270	*5,7*	210	67	21	42	14	10	41	24
Carpentras	928	784	*5,5*	273	494	101	238	118	70	31	47
Colmar	881	836	*5,7*	484	356	35	255	31	19	82	98
Digne-les-Bains	303	289	*3,9*	208	86	20	40	15	13	48	13
Dinan	210	197	*5,0*	140	72	22	35	7	4	214	17
Guéret	262	254	*4,1*	163	92	24	49	23	12	88	13
Guingamp	335	367	*4,0*	238	118	22	75	33	18	45	33
Hazebrouck	240	225	*4,6*	141	76	15	49	23	15	60	96
Laon	197	201	*6,0*	137	65	17	27	16	12	44	14
Lure	295	302	*4,5*	219	94	27	44	16	11	20	16
Mende	154	171	*7,8*	124	44	18	14	21	14	922	8
Metz	1 473	1 864	*7,1*	1 407	494	111	277	74	39	114	165
Montbéliard	447	439	*5,1*	313	134	49	53	41	28	192	24
Montbrison	339	481	*28,8*	340	148	31	76	24	16	70	39
Mulhouse	1 025	950	*7,5*	549	421	90	221	70	50	37	177
Péronne	99	129	*5,6*	124	3	1	0	3	2	253	16
Sarreguemines	646	746	*9,4*	511	261	95	98	69	59	95	45
Saverne	431	345	*8,0*	199	144	26	106	28	15	564	48
Strasbourg	1 958	1 933	*7,5*	1 307	613	101	451	114	68	177	397
Thionville	535	510	*5,8*	314	210	55	117	41	29	263	71
Thonon-les-Bains	755	799	*5,2*	572	222	63	146	68	49	113	63
Valence	456	428	*3,9*	250	195	67	86	50	37		34
Basse-Terre	453	300	*6,2*	239	51	2	8	12	10	41	58
Cayenne	512	263	*7,8*	90	170	46	82	49	47	323	31
Fort-de-France	1 075	966	*6,5*	594	363	120	163	129	84	68	136
Pointe-à-Pitre	1 004	1 058	*8,4*	729	343	78	164	64	50	365	140
St-Denis-de-la-Réunion	1 556	1 528	*5,4*	1 098	423	119	188	126	79	79	382
Saint-Pierre	656	656	*2,5*	542	104	37	46	47	25	339	50

Activité par juridiction

Le présent tableau fournit une répartition géographique selon le découpage judiciaire, des condamnations prononcées en 2006 et inscrites au Casier judiciaire national (cf. chapitre correspondant). L'unité de base retenue est la cour d'appel (incluant la cour d'assises) et le ressort de tribunal de grande instance (tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunaux de police, et la cour d'assises si elle siège au TGI).

Champ géographique : France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer

Avertissement : pour fournir des données par juridictions nous avons considéré le nombre de condamnations prononcées en 2005 et inscrites au casier judiciaire jusqu'au 31 mai 2006. Le total France entière est donc différent des données estimées au bout de 19 mois de collecte en juillet 2006.

Définitions et méthodes

Crimes

Il s'agit de l'ensemble des condamnations pour crimes prononcées soit par les cours d'assises pour majeurs et mineurs, soit par les tribunaux pour enfants lorsque le crime a été commis par un mineur de moins de 16 ans.

Délits

La rubrique **"Vols"** ne comprend que les vols simples.

La rubrique **"Coups et violences volontaires"** regroupe toutes les atteintes volontaires délictuelles à l'intégrité physique de la personne, y compris celles perpétrées à l'égard de mineurs.

La rubrique **"Infractions sur les stupéfiants**" comprend toutes les infractions délictuelles liées à la législation sur les stupéfiants : usage, acquisition, commerce, trafic, aide à l'usage ...

La rubrique **"Police des étrangers"** regroupe toutes les infractions liées à la réglementation sur les étrangers et les nomades, y compris l'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger en France, et l'emploi d'un étranger non muni d'une autorisation de travail salarié.

Contraventions de 5^{e} classe

La rubrique **"Coups et violences volontaires"** comprend les atteintes à l'intégrité physique de la personne ayant entraîné une interruption temporaire de travail inférieure ou égale à 8 jours.

Cours d'appel

Les condamnations prononcées par les cours d'appel sont distinguées sous la rubrique "cour d'appel". Par commodité de présentation, celles prononcées par les cours d'assises, juridictions à compétence départementale, sont comptabilisées soit dans la rubrique "cour d'appel" si la cour d'assises siège dans une ville comprenant une cour d'appel, soit dans une rubrique TGI si la cour d'assises siège dans une ville comprenant uniquement un TGI. Le signe "." dans la colonne "Crimes" indique qu'il n'y a pas de cour d'assises ni de tribunal pour enfants au siège du TGI correspondant.

Tribunaux aux armées

Les condamnations prononcées par les tribunaux aux armées de Paris et Landau ont été distinguées dans la rubrique "tribunaux aux armées" située en fin de tableau. Ces juridictions traitent des infractions militaires commises par des ressortissants français en Allemagne (Landau) ou dans tout autre territoire étranger en vertu d'accords internationaux (Paris), Il est rappelé que les crimes et délits militaires commis sur le territoire national sont jugés en temps de paix par les juridictions de droit commun (cf. chapitre "Activité des juridictions - Tribunaux aux armées").

Sources :

- Ministère de la Justice
  Casier judiciaire national

Condamnations prononcées en 2006[p] par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/08/2008

Siège	Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits						Pour contraventions de 5e classe	
				Vols et recels	Circulation routière	Coups et violences volont.	Infractions sur les stupéfiants	Police des étrangers		Coups et violences volont.
TOUTES JURIDICTIONS	**632 531**	**3 325**	**582 761**	**110 361**	**238 158**	**54 849**	**35 377**	**5 767**	**46 445**	**9 732**
AGEN Total ressort	**7 104**	**35**	**6 595**	**1 126**	**2 884**	**653**	**268**	**14**	**474**	**139**
Cour d'appel	260	13	235	42	31	43	12	1	12	10
RESSORT DES TGI*										
AGEN	2 481	4	2 374	484	1 008	233	98	3	103	44
AUCH	1 698	6	1 503	251	658	139	85	2	189	40
CAHORS	1 523	12	1 410	208	627	142	45	7	101	27
MARMANDE	1 142	.	1 073	141	560	96	28	1	69	18
AIX-EN-PROVENCE Total ressort	**41 613**	**222**	**38 828**	**8 398**	**12 978**	**3 466**	**2 623**	**536**	**2 563**	**618**
Cour d'appel	2 853	100	2 634	494	407	394	170	31	119	51
RESSORT DES TGI*										
AIX-EN-PROVENCE	5 444	.	4 892	1 156	1 692	345	315	46	552	88
DIGNE-LES-BAINS	969	5	893	176	340	68	87	6	71	7
DRAGUIGNAN	4 131	61	3 657	525	1 302	344	292	30	413	76
GRASSE	5 024	2	4 819	1 125	1 135	491	368	87	203	113
MARSEILLE	10 612	7	10 151	2 504	3 476	874	700	111	454	114
NICE	5 663	44	5 423	1 297	1 869	469	216	164	196	90
TARASCON	1 783	.	1 627	304	721	114	94	9	156	8
TOULON	5 134	3	4 732	817	2 036	367	381	52	399	71
AMIENS Total ressort	**21 435**	**85**	**19 908**	**3 769**	**7 568**	**2 242**	**1 470**	**35**	**1 442**	**393**
Cour d'appel	780	30	717	142	138	117	41	2	33	10
RESSORT DES TGI*										
ABBEVILLE	1 256	.	1 181	181	572	130	55	1	75	11
AMIENS	4 704	3	4 398	913	1 525	549	365	8	303	78
BEAUVAIS	3 072	30	2 835	480	1 166	404	136	1	207	40
COMPIEGNE	1 768	1	1 622	384	546	164	170	.	145	55
LAON	2 195	21	1 981	441	625	226	170	3	193	61
PERONNE	1 087	.	1 035	146	497	103	68	2	52	18
SAINT-QUENTIN	1 987	.	1 916	368	645	256	118	2	71	32
SENLIS	3 231	.	2 995	511	1 334	202	242	8	236	59
SOISSONS	1 355	.	1 228	203	520	91	105	8	127	29
ANGERS Total ressort	**13 957**	**70**	**12 697**	**2 245**	**6 180**	**966**	**717**	**29**	**1 190**	**165**
Cour d'appel	547	33	480	79	91	65	33	3	34	19
RESSORT DES TGI*										
ANGERS	3 770	4	3 469	861	1 095	339	227	8	297	46
LAVAL	2 781	5	2 523	426	1 316	178	206	12	253	39
LE MANS	5 089	28	4 718	677	2 769	312	187	6	343	30
SAUMUR	1 770	.	1 507	202	909	72	64	.	263	31
BASTIA Total ressort	**2 676**	**4**	**2 549**	**279**	**1 025**	**210**	**184**	**53**	**123**	**18**
Cour d'appel	163	2	157	14	26	14	5	2	4	1
RESSORT DES TGI*										
AJACCIO	1 031	2	1 020	108	274	110	117	31	9	4
BASTIA	1 482	.	1 372	157	725	86	62	20	110	13
BESANÇON Total ressort	**12 133**	**66**	**11 084**	**2 121**	**4 578**	**1 031**	**515**	**21**	**983**	**182**
Cour d'appel	477	28	424	86	70	72	32	1	25	6
RESSORT DES TGI*										
BELFORT	1 887	.	1 748	372	711	185	99	1	139	43
BESANCON	2 986	3	2 643	562	1 016	197	157	6	340	31
DOLE	1 187	.	1 116	195	496	84	39	2	71	20
LONS-LE-SAUNIER	1 602	11	1 449	236	680	151	33	3	142	21
LURE	975	.	895	139	428	56	35	.	80	12
MONTBELIARD	1 727	4	1 618	300	730	152	54	2	105	34
VESOUL	1 292	20	1 191	231	447	134	66	6	81	15
BORDEAUX Total ressort	**18 809**	**102**	**17 082**	**3 135**	**8 225**	**1 334**	**727**	**177**	**1 625**	**226**
Cour d'appel	952	49	852	168	168	90	46	9	51	18
RESSORT DES TGI*										
ANGOULEME	3 547	23	3 357	563	1 825	218	125	9	167	43
BERGERAC	1 285	1	1 111	142	539	113	50	4	173	23
BORDEAUX	10 097	4	9 116	1 738	4 458	690	415	144	977	99
LIBOURNE	1 050	1	969	195	482	89	27	8	80	19
PERIGUEUX	1 878	24	1 677	329	753	134	64	3	177	24

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

Condamnations prononcées en 2006[p] par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/08/2008

Siège	Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits						Pour contraventions de 5e classe	
				Vols et recels	Circulation routière	Coups et violences volont.	Infractions sur les stupéfiants	Police des étrangers		Coups et violences volont.
BOURGES Total ressort	**7 812**	**45**	**6 940**	**1 163**	**3 193**	**683**	**368**	**4**	**827**	**173**
Cour d'appel	279	18	242	37	45	45	6	.	19	6
RESSORT DES TGI*										
BOURGES	3 396	4	3 022	493	1 565	232	169	1	370	58
CHATEAUROUX	2 055	15	1 785	301	736	221	96	3	255	75
NEVERS	2 082	8	1 891	332	847	185	97	.	183	34
CAEN Total ressort	**14 875**	**72**	**13 604**	**2 653**	**5 599**	**1 253**	**973**	**29**	**1 199**	**235**
Cour d'appel	518	18	489	103	93	67	42	3	11	2
RESSORT DES TGI*										
ALENCON	2 020	17	1 786	296	777	165	155	1	217	48
ARGENTAN	1 684	.	1 599	249	790	123	82	1	85	26
AVRANCHES	850	.	809	157	381	65	54	.	41	5
CAEN	4 827	8	4 427	913	2 072	376	228	5	392	69
CHERBOURG	1 657	.	1 507	292	451	152	110	18	150	27
COUTANCES	1 598	29	1 475	257	538	166	187	1	94	21
LISIEUX	1 721	.	1 512	386	497	139	115	.	209	37
CHAMBERY Total ressort	**9 655**	**48**	**8 549**	**1 580**	**3 372**	**784**	**553**	**133**	**1 058**	**176**
Cour d'appel	398	13	360	79	45	57	38	3	25	9
RESSORT DES TGI*										
ALBERTVILLE	1 907	.	1 419	244	503	128	138	43	488	57
ANNECY	1 840	33	1 752	397	607	170	98	33	55	23
BONNEVILLE	890	.	809	126	310	95	62	10	81	11
CHAMBERY	2 742	1	2 390	419	1 027	169	145	26	351	57
THONON-LES-BAINS	1 878	1	1 819	315	880	165	72	18	58	19
COLMAR Total ressort	**18 145**	**96**	**17 035**	**3 645**	**5 594**	**1 693**	**1 219**	**156**	**1 014**	**337**
Cour d'appel	609	41	533	86	85	65	42	7	35	14
RESSORT DES TGI*										
COLMAR	2 792	2	2 650	487	1 009	286	148	.	140	17
MULHOUSE	4 903	5	4 675	935	1 722	516	223	36	223	107
SAVERNE	1 466	.	1 344	236	499	156	84	2	122	41
STRASBOURG	8 375	48	7 833	1 901	2 279	670	722	111	494	158
DIJON Total ressort	**11 728**	**71**	**10 389**	**1 804**	**4 336**	**885**	**655**	**35**	**1 268**	**169**
Cour d'appel	631	36	572	125	99	65	45	5	23	10
RESSORT DES TGI*										
CHALON-SUR-SAONE	2 401	17	2 047	409	769	161	122	.	337	30
CHAUMONT	2 555	15	2 184	421	873	201	186	2	356	37
DIJON	4 230	2	3 985	607	1 807	346	229	23	243	70
MACON	1 911	1	1 601	242	788	112	73	5	309	22
DOUAI Total ressort	**42 276**	**256**	**39 476**	**8 445**	**13 720**	**4 743**	**2 918**	**342**	**2 544**	**825**
Cour d'appel	2 025	136	1 830	452	249	267	189	33	59	33
RESSORT DES TGI*										
ARRAS	3 493	.	3 211	475	1 433	379	201	3	282	96
AVESNES-SUR-HELPE	2 794	3	2 687	492	994	367	268	3	104	43
BETHUNE	6 733	2	6 341	1 384	2 193	854	379	2	390	181
BOULOGNE-SUR-MER	3 836	3	3 535	732	1 230	354	332	193	298	102
CAMBRAI	2 643	4	2 355	392	684	388	229	1	284	46
DOUAI	2 338	.	2 228	481	835	307	155	.	110	63
DUNKERQUE	2 888	3	2 657	596	810	327	190	45	228	55
HAZEBROUCK	1 185	.	1 102	145	498	91	88	4	83	21
LILLE	8 131	8	7 883	1 997	3 008	764	436	34	240	74
SAINT-OMER	1 574	96	1 346	336	384	155	83	6	132	18
VALENCIENNES	4 636	1	4 301	963	1 402	490	368	18	334	93
GRENOBLE Total ressort	**16 463**	**89**	**14 780**	**2 559**	**6 628**	**1 177**	**851**	**39**	**1 594**	**219**
Cour d'appel	817	45	750	155	124	108	59	.	22	6
RESSORT DES TGI*										
BOURGOIN-JALLIEU	1 430	.	1 289	276	516	146	63	10	141	21
GAP	1 413	7	1 178	176	526	102	76	7	228	41
GRENOBLE	4 991	7	4 687	792	2 169	357	294	7	297	99
VALENCE	5 821	29	5 230	838	2 698	331	259	9	562	31
VIENNE	1 991	1	1 646	322	595	133	100	6	344	21
LIMOGES Total ressort	**6 926**	**37**	**6 305**	**1 162**	**2 646**	**520**	**420**	**13**	**584**	**151**
Cour d'appel	456	16	411	92	49	61	41	2	29	17
RESSORT DES TGI*										
BRIVE-LA-GAILLARDE	1 369	3	1 278	253	567	94	55	1	88	36
GUERET	1 160	8	1 047	137	559	88	39	4	105	19
LIMOGES	3 074	1	2 808	525	1 233	223	188	6	265	63
TULLE	867	9	761	155	238	54	97	.	97	16

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

Condamnations prononcées en 2006[p] par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/08/2008

Siège	Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits						Pour contraventions de 5e classe	
				Vols et recels	Circulation routière	Coups et violences volont.	Infractions sur les stupéfiants	Police des étrangers		Coups et violences volont.
LYON Total ressort	**27 795**	**149**	**25 269**	**5 222**	**9 307**	**2 545**	**1 408**	**162**	**2 377**	**618**
Cour d'appel	1 041	45	941	204	118	159	52	13	55	23
RESSORT DES TGI*										
BELLEY	868	.	809	99	460	41	28	.	59	8
BOURG-EN-BRESSE	3 138	49	2 774	560	1 057	276	205	26	315	40
LYON	13 442	11	12 117	2 535	4 558	1 273	568	101	1 314	317
MONTBRISON	1 070	.	868	109	448	96	28	1	202	48
ROANNE	1 373	.	1 252	224	589	79	100	2	121	27
SAINT-ETIENNE	4 927	43	4 633	1 136	1 363	440	326	17	251	129
VILLEFRANCHE-SUR-SAONE	1 936	1	1 875	355	714	181	101	2	60	26
METZ Total ressort	**11 257**	**40**	**9 886**	**1 844**	**4 042**	**793**	**799**	**34**	**1 331**	**221**
Cour d'appel	713	34	648	135	129	78	62	1	31	20
RESSORT DES TGI*										
METZ	4 961	6	4 239	873	1 657	365	330	6	716	86
SARREGUEMINES	3 210	.	2 841	513	1 176	198	243	13	369	66
THIONVILLE	2 373	.	2 158	323	1 080	152	164	14	215	49
MONTPELLIER Total ressort	**24 776**	**102**	**22 298**	**3 865**	**10 517**	**1 790**	**1 155**	**318**	**2 376**	**409**
Cour d'appel	910	35	851	210	98	99	96	19	24	17
RESSORT DES TGI*										
BEZIERS	4 316	4	3 804	722	1 692	309	197	20	508	113
CARCASSONNE	1 968	11	1 761	325	849	136	68	3	196	27
MILLAU	866	.	768	110	341	37	94	3	98	16
MONTPELLIER	9 295	3	8 732	1 428	4 974	627	349	49	560	145
NARBONNE	2 402	1	1 945	290	1 055	131	76	5	456	45
PERPIGNAN	3 450	36	3 054	572	860	338	186	219	360	23
RODEZ	1 569	12	1 383	208	648	113	89	.	174	23
NANCY Total ressort	**13 413**	**58**	**12 049**	**2 278**	**4 329**	**1 279**	**983**	**49**	**1 306**	**283**
Cour d'appel	945	35	877	164	140	139	49	6	33	10
RESSORT DES TGI*										
BAR-LE-DUC	1 089	3	1 008	104	507	63	96	.	78	11
BRIEY	1 566	2	1 368	247	544	156	93	4	196	38
EPINAL	2 550	14	2 343	546	694	297	220	2	193	47
NANCY	5 020	3	4 416	935	1 562	463	322	11	601	117
SAINT-DIE	926	.	873	109	432	59	74	12	53	10
VERDUN	1 317	1	1 164	173	450	102	129	14	152	50
NIMES Total ressort	**14 272**	**77**	**13 015**	**2 389**	**5 621**	**1 136**	**602**	**215**	**1 180**	**310**
Cour d'appel	717	32	656	132	89	97	30	30	29	15
RESSORT DES TGI*										
ALES	1 147	.	1 046	143	535	101	33	6	101	21
AVIGNON	4 523	21	4 151	831	1 536	361	296	88	351	97
CARPENTRAS	2 589	.	2 365	380	1 235	149	57	68	224	29
MENDE	551	2	456	100	118	60	48	8	93	15
NIMES	2 920	9	2 592	433	1 363	200	66	13	319	122
PRIVAS	1 825	13	1 749	370	745	168	72	2	63	11
ORLEANS Total ressort	**14 924**	**47**	**13 521**	**2 213**	**6 740**	**1 014**	**699**	**57**	**1 356**	**237**
Cour d'appel	497	16	453	97	83	50	22	5	28	6
RESSORT DES TGI*										
BLOIS	3 352	5	3 072	414	1 803	213	100	8	275	56
MONTARGIS	1 420	1	1 341	177	790	92	58	14	78	15
ORLEANS	3 884	4	3 597	721	1 293	358	260	21	283	56
TOURS	5 771	21	5 058	804	2 771	301	259	9	692	104
PARIS Total ressort	**89 884**	**439**	**85 152**	**16 858**	**30 154**	**9 100**	**5 787**	**2 239**	**4 293**	**1 005**
Cour d'appel	4 291	151	4 029	767	593	452	260	181	111	63
RESSORT DES TGI*										
AUXERRE	2 094	9	1 889	323	859	203	87	4	196	43
BOBIGNY	13 630	66	13 086	2 811	4 002	1 710	861	922	478	141
CRETEIL	11 017	52	10 523	1 911	3 911	1 191	757	233	442	106
EVRY	9 781	45	9 307	1 450	4 680	1 036	375	24	429	143
FONTAINEBLEAU	1 531	.	1 406	149	801	102	90	1	125	27
MEAUX	7 128	4	6 876	1 152	2 917	644	526	88	248	43
MELUN	5 371	89	4 837	1 113	1 501	482	361	13	445	106
PARIS	33 846	23	32 223	7 014	10 487	3 149	2 420	771	1 600	297
SENS	1 195	.	976	168	403	131	50	2	219	36

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

Condamnations prononcées en 2006[p] par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/08/2008

Siège	Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits						Pour contraventions de 5e classe	
				Vols et recels	Circulation routière	Coups et violences volont.	Infractions sur les stupéfiants	Police des étrangers		Coups et violences volont.
PAU Total ressort	**12 030**	**43**	**10 156**	**1 772**	**4 501**	**781**	**736**	**78**	**1 831**	**202**
Cour d'appel	495	17	451	84	68	59	41	5	27	8
RESSORT DES TGI*										
BAYONNE	3 057	4	2 251	339	1 036	147	172	49	802	49
DAX	1 693	.	1 512	221	749	119	90	1	181	38
MONT-DE-MARSAN	2 045	11	1 679	227	950	131	83	1	355	46
PAU	2 642	6	2 403	538	968	198	158	10	233	31
TARBES	2 098	5	1 860	363	730	127	192	12	233	30
POITIERS Total ressort	**18 124**	**55**	**16 082**	**3 092**	**6 693**	**1 360**	**1 152**	**15**	**1 987**	**269**
Cour d'appel	625	8	593	103	147	72	50	2	24	9
RESSORT DES TGI*										
BRESSUIRE	1 022	.	1 014	169	382	76	146	.	8	3
NIORT	2 027	3	1 645	337	528	193	125	4	379	36
POITIERS	3 777	2	3 234	700	1 185	218	196	1	541	41
LA ROCHE-SUR-YON	3 254	17	2 741	431	1 388	243	199	1	496	65
ROCHEFORT	1 520	4	1 411	339	644	86	76	.	105	13
LA ROCHELLE	2 262	2	2 078	455	755	195	166	4	182	55
LES SABLES-D'OLONNE	1 597	.	1 469	256	673	115	112	.	128	28
SAINTES	2 040	19	1 897	302	991	162	82	3	124	19
REIMS Total ressort	**11 080**	**87**	**10 194**	**1 975**	**4 023**	**1 014**	**732**	**33**	**799**	**145**
Cour d'appel	824	42	749	183	131	106	59	5	33	8
RESSORT DES TGI*										
CHALONS-EN-CHAMPAGNE	2 514	6	2 275	391	1 110	233	91	1	233	35
CHARLEVILLE-MEZIERES	2 503	16	2 412	408	1 071	191	267	13	75	18
REIMS	4 097	4	3 719	767	1 242	373	281	14	374	68
TROYES	1 142	19	1 039	226	469	111	34	.	84	16
RENNES Total ressort	**44 208**	**147**	**41 368**	**6 237**	**22 291**	**3 096**	**1 880**	**109**	**2 693**	**660**
Cour d'appel	1 420	57	1 311	257	277	184	101	7	52	20
RESSORT DES TGI*										
BREST	3 091	4	2 918	499	1 304	274	163	11	169	53
DINAN	1 085	.	1 008	107	601	85	30	3	77	17
GUINGAMP	1 793	.	1 650	228	891	148	53	.	143	40
LORIENT	4 270	.	3 992	548	2 272	341	167	8	278	86
MORLAIX	1 307	.	1 187	132	670	90	51	9	120	25
NANTES	8 315	36	7 759	1 240	4 115	607	317	24	520	106
QUIMPER	4 470	15	4 210	556	2 595	267	187	10	245	55
RENNES	6 317	3	5 917	1 054	2 777	327	417	16	397	95
SAINT-BRIEUC	3 309	20	3 130	499	1 809	229	121	9	159	44
SAINT-MALO	1 723	1	1 597	228	851	124	79	6	125	24
SAINT-NAZAIRE	3 996	1	3 801	516	2 328	265	82	5	194	57
VANNES	3 112	10	2 888	373	1 801	155	112	1	214	38
RIOM Total ressort	**11 771**	**67**	**10 520**	**1 962**	**4 446**	**976**	**549**	**27**	**1 184**	**215**
Cour d'appel	468	29	430	67	67	68	35	1	9	6
RESSORT DES TGI*										
AURILLAC	1 188	7	1 003	178	480	112	42	2	178	22
CLERMONT-FERRAND	4 250	3	3 694	669	1 644	306	152	6	553	96
CUSSET	1 137	.	1 074	174	524	85	51	1	63	14
MONTLUCON	1 289	.	1 164	209	461	134	68	8	125	13
MOULINS	1 063	19	970	216	420	82	42	1	74	10
LE PUY	1 485	9	1 390	330	536	113	94	.	86	34
RIOM	891	.	795	119	314	76	65	8	96	20
ROUEN Total ressort	**19 222**	**124**	**18 073**	**3 254**	**8 417**	**1 659**	**897**	**97**	**1 025**	**262**
Cour d'appel	646	62	551	91	84	65	77	1	33	18
RESSORT DES TGI*										
BERNAY	1 492	.	1 338	181	793	102	55	18	154	10
DIEPPE	1 938	3	1 835	280	911	175	91	6	100	11
EVREUX	4 893	50	4 533	750	2 347	434	198	1	310	71
LE HAVRE	4 409	3	4 219	1 017	1 384	439	257	15	187	97
ROUEN	5 844	6	5 597	935	2 898	444	219	56	241	55

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

Condamnations prononcées en 2006[p] par ressort de cour d'appel et tribunal de grande instance et enregistrées au CJN jusqu'au 31/08/2008

Siège		Toutes condamnations	Pour crimes	Pour délits						Pour contraventions de 5e classe	
					Vols et recels	Circulation routière	Coups et violences volont.	Infractions sur les stupéfiants	Police des étrangers		coups et violences volont.
TOULOUSE	**Total ressort**	**17 111**	**88**	**15 699**	**2 898**	**6 278**	**1 396**	**823**	**191**	**1 324**	**238**
Cour d'appel		802	26	739	167	94	104	60	12	37	16
RESSORT DES TGI*											
ALBI		1 541	11	1 454	248	690	119	62	3	76	27
CASTRES		1 314	1	1 249	226	534	105	87	6	64	8
FOIX		1 828	5	1 699	216	934	99	55	2	124	9
MONTAUBAN		2 645	28	2 370	435	940	244	69	56	247	28
SAINT-GAUDENS		829	.	731	115	289	66	55	3	98	18
TOULOUSE		8 152	17	7 457	1 491	2 797	659	435	109	678	132
VERSAILLES	**Total ressort**	**40 181**	**315**	**37 521**	**6 377**	**17 111**	**3 198**	**1 965**	**104**	**2 345**	**391**
Cour d'appel		1 654	79	1 524	258	278	200	155	7	51	18
RESSORT DES TGI*											
CHARTRES		3 243	14	2 889	580	1 047	328	218	3	340	71
NANTERRE		13 112	79	12 715	1 963	5 654	1 019	872	45	318	92
PONTOISE		11 128	128	10 180	1 532	5 535	762	341	26	820	141
VERSAILLES		11 044	15	10 213	2 044	4 597	889	379	23	816	69
BASSE-TERRE	**Total ressort**	**3 383**	**46**	**3 260**	**678**	**1 121**	**448**	**213**	**67**	**77**	**27**
Cour d'appel		167	46	117	25	10	18	8	8	4	.
RESSORT DES TGI*											
BASSE-TERRE		1 558	.	1 532	209	738	181	69	36	26	16
POINTE-A-PITRE		1 658	.	1 611	444	373	249	136	23	47	11
FORT-DE-FRANCE	**Total ressort**	**3 499**	**72**	**3 340**	**997**	**647**	**550**	**269**	**132**	**87**	**42**
Cour d'appel		202	37	162	32	17	29	17	8	3	1
RESSORT DES TGI*											
CAYENNE		732	33	691	255	35	79	103	108	8	1
FORT-DE-FRANCE		2 565	2	2 487	710	595	442	149	16	76	40
SAINT-DENIS-DE-LA	**Total ressort**	**8 159**	**56**	**7 787**	**2 179**	**2 810**	**953**	**194**	**8**	**316**	**130**
Cour d'appel		287	54	225	42	43	40	4	.	8	2
RESSORT DES TGI*											
SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION		4 895	2	4 720	1 423	1 685	506	116	4	173	64
SAINT-PIERRE		2 977	.	2 842	714	1 082	407	74	4	135	64
MAMOUDZOU	**Total ressort**	**669**	**14**	**654**	**113**	**87**	**35**	**8**	**212**	**1**	**1**
Cour d'appel		28	14	14	3	1	.	.	3	.	.
RESSORT DES TGI*											
MAMOUDZOU		641	.	640	110	86	35	8	209	1	1
NOUMEA	**Total ressort**	**494**	**.**	**463**	**47**	**244**	**35**	**8**	**2**	**31**	**23**
Cour d'appel		22	.	20	2	9	2	.	.	2	1
RESSORT DES TGI*											
MATA-HUTU		1	.	1	.	.	1	.	.	.	.
NOUMEA		471	.	442	45	235	32	8	2	29	22
PAPEETE	**Total ressort**	**362**	**.**	**345**	**13**	**228**	**20**	**18**	**2**	**17**	**8**
Cour d'appel		27	.	27	.	3	2	6	.	.	.
RESSORT DES TGI*											
PAPEETE		335	.	318	13	225	18	12	2	17	8
SAINT-PIERRE-ET-M	**Total ressort**	**85**	**.**	**68**	**3**	**23**	**5**	**3**	**.**	**17**	**6**
Cour d'appel		12	.	10	.	.	.	1	.	2	1
RESSORT DES TGI*											
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON		73	.	58	3	23	5	2	.	15	5
Tribunaux militaires	**Total ressort**	**225**	**1**	**220**	**11**	**2**	**26**	**36**	**.**	**4**	**4**

* Tribunal correctionnel, tribunal et juge pour enfants, tribunal de police

Glossaire I/II

Amende : c'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle et en matière correctionnelle, soit comme peine principale, soit comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. Pour les contraventions de 5e classe, c'est la peine principale la plus fréquente ; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes ces matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Autres décisions : cf. caducité, conciliation, désistement, incompétence, radiation.

Caducité de la demande : le tribunal est saisi par la remise d'une copie de l'assignation faite dans les quatre mois de cette assignation, faute de quoi celle-ci sera caduque. La caducité est constatée d'office par ordonnance du président ou du juge saisi de l'affaire (cf. art. 757 du Nouveau Code de procédure civile).

Citation directe : elle est délivrée par huissier. Elle énonce les faits poursuivis, vise les textes de loi qui les répriment, indique le tribunal saisi, le lieu, l'heure et la date de l'audience (art. 389 et suivants, art. 550 et suivants du Code de procédure pénale).

Comparution immédiate : elle est possible si l'emprisonnement encouru est au moins égal à deux ans sans excéder sept ans ou, en cas de délit flagrant, au moins égal à six mois. Le procureur peut alors, s'il estime qu'une information n'est pas nécessaire, traduire le prévenu sur le champ devant le tribunal (art. 393 et suivants du Code de procédure pénale).

Composition pénale : le procureur de la République peut proposer une composition pénale à une personne majeure qui reconnaît avoir commis un ou plusieurs délits énumérés par la loi. La composition pénale consiste en une ou plusieurs mesures : amende, remise du permis de conduire ou de chasser, travail non rémunéré au profit de la collectivité, stage ou formation dans un service sanitaire, social ou professionnel... Lorsque l'auteur des faits, qui peut être assisté d'un avocat, donne son accord aux mesures proposées, le procureur de la République saisit par requête le président de la juridiction aux fins de validation de la composition. L'exécution de la composition pénale éteint l'action publique ; elle figure au Casier judiciaire (article 41-2 du CPP).

Conciliation des parties : les parties peuvent se concilier, d'elles-mêmes ou à l'initiative du juge, tout au long de l'instance (art. 127 du Nouveau Code de procédure civile).

Confirmation : décision par laquelle la juridiction du second degré approuve la décision des premiers juges.

Décision au fond : jugement qui tranche dans son dispositif tout ou partie de l'objet du litige, ou qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir, ou tout autre incident (art. 480 et 481 du Nouveau Code de procédure civile).

Décisions au fond contradictoires : il s'agit des décisions rendues en présence des deux parties ou de leurs représentants. Les décisions non contradictoires sont celles où le défendeur a négligé de se présenter ou de se faire représenter.La proportion de décisions au fond contradictoires est calculée en rapportant ces dernières au nombre total de décisions au fond.

Décision mixte : jugement qui tranche dans son dispositif une partie de l'objet du litige, et qui ordonne une mesure d'instruction ou une mesure provisoire.

Défaut d'élucidation : affaires (enregistrées ou compostées) dont l'auteur est inconnu.

Désistement : le demandeur peut, en toute matière, se désister de sa demande en vue de mettre fin à l'instance (art. 394 du Nouveau Code de procédure civile).

Dispense de peine : le prévenu peut être dispensé de peine en matière de délit ou de contravention s'il apparaît que son reclassement est acquis, et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine (art. 132-58 et 132-59 du CP).

Durée des affaires : exprimée en mois, elle est calculée par différence entre la date de saisine du tribunal et la date de la décision le dessaisissant. Le chiffre fourni est la moyenne des durées de toutes les affaires terminées dans l'année, toutes décisions confondues, y compris les affaires commerciales. Le détail des durées d'affaires par nature de contentieux est fourni dans le chapitre "Durée de traitement des affaires".

Emprisonnement : peine privative de liberté dont la durée ne peut pas dépasser dix ans (art. 131-4 du Code pénal), et s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession) tantôt facultatives, tantôt obligatoires. Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple, ou assorti du placement du condamné sous le régime de la mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis avec mise à l'épreuve est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Incompétence [Décision d']: lorsque les faits soumis au tribunal ne relèvent pas de sa compétence d'attribution ou de sa compétence territoriale, il rend une décision d'incompétence qui, soit désigne la juridiction compétente, soit renvoie seulement les parties à mieux se pourvoir (art. 96 du Nouveau Code de procédure civile).

Infirmation : annulation de la décision des premiers juges par la juridiction du second degré. Elle est basée sur le fond du droit, ou seulement sur la forme (procédure).

Irrecevabilité de la demande : constitue une fin de non recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée. Elle joue devant toute juridiction à tout moment de la procédure, sans que celui qui l'invoque ait à justifier d'un grief (art. 122 à 126, et 911 du Nouveau Code de procédure civile).

Jugements sur le fond : jugements qui statuent sur l'objet même du procès. Une partie notable des affaires se termine sans jugement au fond, mais par radiation, désistement, conciliation, confirmation...

Mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) **:** les juridictions pour mineurs prononcent, suivant les cas, les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : l'admonestation, la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance, le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle, la mesure de réparation.

Mise en examen : le juge d'instruction peut mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission des infractions dont il est saisi.

Mode de jugement : le jugement est prononcé sur le mode *contradictoire* lorsque le prévenu est présent à l'audience, sur le mode *contradictoire à signifier* lorsque le prévenu, régulièrement cité à sa personne, a demandé à être jugé en son absence, ou lorsqu'il ne comparaît pas. Le jugement est *par défaut* si la citation n'a pas été délivrée à la personne du prévenu qui n'a pas comparu au jour et à l'heure fixés. Il est prononcé par *itératif défaut* si le condamné, ayant formé opposition à une condamnation par défaut, ne comparaît pas à la date fixée.

Montant moyen de la partie ferme : il s'agit du montant moyen des parties fermes des peines d'amende, qu'elles soient assorties ou non d'une partie avec sursis.

Nature de l'infraction : le contentieux pénal définit l'infraction à l'aide d'une table des natures d'infraction (NATINF) qui répertorie plus de 10 000 incriminations différentes.Globalement, 1 800 positions sont utilisées au cours d'une année. Pour des raisons d'analyse statistique et de publication, ces postes ont été regroupés en une nomenclature de 200 rubriques, organisées sur trois niveaux d'agrégation présentant les infractions les plus graves et les plus fréquentes.

Nature de la peine : le législateur édicte un barème général des peines. L'existence de ce barème légal est une garantie contre l'arbitraire du juge, car celui-ci ne pourra pas condamner au delà du maximum fixé par la loi. Dans ce cadre le juge dispose d'une grande latitude pour prononcer la sanction. Considérant la possibilité de réinsertion du délinquant comme l'étendue de sa culpabilité, le juge ne prononcera pas le plus souvent la peine prévue par la loi. Dans un certain nombre de cas, il peut aussi décider que l'emprisonnement sera subi dans le cadre de la semi-liberté, ou bien assorti de sursis, ou même remplacé par une peine alternative. Il peut également, sous certaines conditions, dispenser de peine le coupable. De surcroît, beaucoup de peines complémentaires étant facultatives, elles sont laissées à la discrétion du juge.

Non admission : procédure instituée par la loi organique du 25 juin 2001 qui permet à la Cour de cassation de déclarer « non admis » les pourvois irrecevables ou non fondés sur un moyen sérieux de cassation.

Officier du ministère public : il reçoit les amendes forfaitaires qui n'ont pas été payées dans les délais, et qui vont donc faire l'objet d'une majoration. Il reçoit également les plaintes, dénonciations et procès-verbaux relevant d'une autre procédure : ordonnance pénale ou citation directe devant le tribunal de police.

Ordonnance pénale : comme l'amende forfaitaire majorée, c'est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions.

Ordonnance (procédure) de référé : décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires (art. 484 du Nouveau Code de procédure civile). L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée. Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles. Elle est exécutoire à titre provisoire (art. 488 et 489 du Nouveau Code de procédure civile).
L'ordonnance de référé peut être frappée d'appel à moins qu'elle n'émane du Premier président de la Cour d'Appel ou qu'elle n'ait été rendue en dernier ressort en raison du montant ou de l'objet de la demande. L'ordonnance rendue en dernier ressort par défaut est susceptible d'opposition. Le délai d'appel ou d'opposition est de quinze jours. Dans tous les cas d'urgence, le président du tribunal peut, dans les limites de sa compétence, ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ainsi qu'accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation. Il peut prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite (art. 808 et 809 du nouveu Code de procédure civile).

Ordonnance sur requête : décision provisoire rendue non contradictoirement dans les cas où le requérant est fondé à ne pas appeler de partie adverse (art. 493 à 498 du Nouveau Code de procédure civile). Le président du tribunal est saisi par requête dans les cas spécifiés par la loi. Il peut ordonner sur requête, dans les limites de sa compétence, toutes mesures urgentes lorsque les circonstances exigent qu'elles ne soient pas prises contradictoirement (art. 812 et 851 du Nouveau Code de procédure civile).

Peines complémentaires : certains crimes et délits peuvent en outre être sanctionnés d'interdiction, de déchéance, d'incapacité ou retrait d'un droit, d'immobilisation ou confiscation d'un objet, de fermeture d'un établissement et d'affichage de la décision (art. 131-10 du Code pénal). Des peines complémentaires sont également prévues pour les contraventions (art. 131-16 du Code pénal).

Peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du CP : depuis la loi du 11 juillet 1975 les tribunaux peuvent prononcer à titre principal, pour les délits, des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations, et des interdictions professionnelles.

Peines de substitution : cf. « Peines privatives ou restrictives de droit ».

Radiation : sanctionne, dans les conditions de la loi, le manque de diligence des parties. Elle emporte retrait de l'affaire du rang des affaires en cours (art. 381 du Nouveau Code de procédure civile).

Rappel à la loi : c'est une procédure légère, alternative à la poursuite et adaptable à un grand nombre d'infractions. Pour avoir valeur de réponse judiciaire il doit en principe être invoqué en respectant un certain formalisme : courrier écrit, ou convocation de l'auteur par le parquet ou par un délégué du procureur de la République.

Réclusion criminelle : peine perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Code pénal). Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et de l'interdiction légale.À temps, sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

Régularisation : c'est une réponse pénale alternative à la poursuite quand elle est faite à la demande du parquet. Elle consiste à demander à l'auteur de l'infraction de restaurer une situation conforme au droit. Cette mesure est à distinguer de la régularisation d'office (spontanée) pouvant conduire à un classement en opportunité.

Réparation : mesure alternative applicable aux mineurs, elle oblige l'auteur des faits à désintéresser la victime ou à réaliser tout acte de réparation à la demande du parquet. Cette mesure ne se confond pas avec les indemnisations spontanées qui aboutissent au classement sans suite pur et simple.

Taux d'appel : les taux d'appel de l'année n sont calculés en considérant le nombre d'appels interjetés durant les années n et n+1 des décisions rendues en premier ressort l'année n et en rapportant ce nombre d'appels à l'ensemble des décisions au fond de l'année n. Pour le tribunal d'instance, ce taux est calculé sur l'ensemble des affaires, le système statistique ne permettant pas de distinguer les décisions rendues en premier ressort de celles rendues en dernier ressort.

Taux de classement sans suite : il est calculé sur les seules affaires «poursuivables». C'est le complément du taux de réponse pénale.

Taux de réponse pénale : il mesure la part des affaires «poursuivables» ayant fait l'objet soit d'une poursuite, soit d'une mesure alternative dite « de la troisième voie ».

Travail d'intérêt général : lorsqu'un délit est puni d'emprisonnement, le tribunal peut prescrire un travail d'intérêt général à titre de peine principale. Le condamné, qui doit l'accepter, accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association habilitée, un travail non rémunéré d'une durée comprise entre 40 et 210 heures (art. 131-8 du CP).

Pages

A

Ab initio 121, 123
Abandon 49
Abandon de famille 173
Abandon de foyer 173
Abandon d'épave 203
Absence 45
Absence d'autorisation de transport 183
Abus de blanc-seing 179
Abus de confiance 151, 179, 215, 255
Acquisition d'armes 199
Acquisition de la nationalité française 79
Acquisition de stupéfiants 195
Acquittement 127
Acte de cruauté sur animal 181
Acte de notoriété 37
Acte d'huissier 311
Acte notarié 313
Action éducative en milieu ouvert . . . . . 244, 245, 249, 335 à 338
Action possessoire 65
Administrateur judiciaire 311
Admonestation . . . . . 153, 155, 162, 163, 176, 181 . . . . . 195, 255, 259
Adoption 49
Affaires familiales . . . . . 84 à 89
Affaires poursuivables . . . . . 106 à 109, 239 à 241, 327 à 331 . . . . . 337 à 339
Aide juridictionnelle . . . . . 299 à 301
Agression sexuelle 169, 170, 215, 263
Ajournement avec mise à l'épreuve 229
Altération des facultés mentales 47, 89
Amende . . . . . 153, 155, 162 à 203, 255, 259
Amende forfaitaire majorée . . . . . 103, 115, 339 à 347
Antichrèse 65
Apposition de scellés 37
Assassinat 161
Assistance d'un prévenu 299, 301
Assistance éducative en milieu ouvert 245
Association de malfaiteurs 199
Association d'aide aux victimes 141
Association chargée du suivi des mesures alternatives 113
Association de contrôle judiciaire 121
Atteinte à la vie privée 173
Autorisation de programme 15
Autorité parentale 49, 71, 85
Avocat s.a.i. 309
Avocat à la Cour de cassation 309
Avocat au Conseil d'État 309
Avoué 311

B

Bail à construction 65
Bail commercial 51, 71
Banque 51, 71
Banqueroute 191
Baux d'habitation 57, 71
Baux professionnels 57, 71
Baux ruraux 39, 57
Biens 63, 71
Blessures involontaires s.a.i. 151, 155, 165, 166, 167, 265
Blessures involontaires par conducteur . . . . . 165 à 167
Blocage de provision d'un chèque 187
Bornage 63
Budget de la justice 15

Pages

C

Cassation 27, 139
Cautionnement 59, 71
Centre de détention 19, 212
Centre de semi-liberté 19, 212
Centre d'orientation et d'action éducative 19, 247
Centre pénitentiaire 19, 212
Certificat de nationalité française 37
Certificat de propriété 37
Cession de l'entreprise 33, 43, 91
Cession de salaire 37
Chambre de l'instruction s.a.i. 137, 321
Chambre de l'instruction pour majeurs 119, 121, 123
Chambre de l'instruction pour mineurs 119, 121, 123, 239
Chambre des appels correctionnels 137
Chambre régionale des comptes 281
Chantage 109, 115
Citation directe 109, 115
Classement sans suite 107, 109, 115, 243
Classement sous condition 109
Clerc de notaire 313
Clerc d'huissier de justice 313
Comité de probation 229, 231
Commerce d'armes 151, 199, 255
Commerce de stupéfiants 195
Commissaire-priseur 317
Comparution à délai rapproché 239
Comparution immédiate 109, 125, 129
Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [CRPC] . 109
Composition pénale . . . . . 106 à 111, 327 à 329
Comptabilité délictueuse 191
Concession immobilière 65
Conciliateur 307, 313
Concurrence 53
Conduite en état alcoolique 165, 183
Conduite malgré suspension de permis 183
Conduite sans permis 183
Conflit collectif du travail 67
Conseil de prud'hommes . . . . . 19, 41, 67, 347 à 351
Conseil d'État 19, 275
Consentement mutuel 87, 89
Consultation d'orientation éducative 19
Contentieux électoral non politique 37
Contentieux électoral politique 37
Contentieux locatif 93
Contrainte par corps 24
Contrat s.a.i. 57, 71
Contrat d'aménagement d'un immeuble 59
Contrat d'assurance 61, 71
Contrat de construction d'un immeuble 59
Contrat de réparation d'un immeuble 59
Contrat de transport 59
Contrat de travail 67
Contrat d'intermédiaire 61
Contravention de 1re à 4e classe 115, 133
Contravention de 5e classe . . . . . 107, 133, 155, 157, 259 . . . . . 339 à 347, 361 à 366
Contrefaçon s.a.i. 53, 151, 191
Contrefaçon de chèque 187
Contrôle judiciaire 121, 129, 239, 243
Contumace 127
Conversion de séparation de corps en divorce 47, 85, 87
Convocation sur procès verbal 109
Copropriété 67, 71
Corruption de fonctionnaire 197
Coups et blessures . . . . . 149, 151, 155, 161 à 167 . . . . . 215, 255, 259, 263
Cour administrative d'appel 19, 277
Cour d'appel . . . . . 19, 20, 29, 45 à 69

Index alphabétique [suite]

Pages

Cour d'assises s.a.i. 127, 321
Cour d'assises d'appel 127
Cour d'assises pour majeurs 127
Cour d'assises pour mineurs 127, 243
Cour de cassation 19, 27, 139
Cour de discipline budgétaire et financière 281
Cour des comptes 279
Créance salariale 67
Crédit-bail 57, 71
Crédits de paiement 15
Crime . . . . . 117, 117, 149, 251, 253, 361 à 366
Curatelle s.a.i. 47, 83
Curatelle d'état 83

D

Déclaration de nationalité française 37, 39
Défaut d'assurance 183
Défaut de permis de construire 203
Défaut de plaque ou fausses plaques 183
Dégradation 151, 181, 255
Délai de réponse pénale 127, 129, 131, 133, 135, 137
Délit . . . . . 117, 119, 151, 153, 255, 257, 361 à 366
Délit de fuite 183
Demande acceptée 47, 87, 89
Dénonciation s.a.i. 107, 115
Dénonciation calomnieuse 197
Départition . . . . . 41, 347 à 351
Désertion 199
Destruction s.a.i. 181, 254
Destruction d'objet gagé 179
Destruction d'objet saisi 179
Détention d'armes 199
Détention de stupéfiants 195
Détention provisoire 123, 125, 139
Détournement d'objet gagé 179
Détournement d'objet saisi 179
Diffamation 173
Discrimination 173
Disparition 45
Dispense de peine . . . . . 153, 155, 162 à 203, 255, 259
Divorce s.a.i. 47, 71, 85, 87, 89
Divorce prononcé directement . . . . . 87, 89, 323 à 327
Donation 51
Droit de garde 49
Droit de la famille 47, 71
Droit de visite 49, 85
Droit des affaires 51, 71
Droit des personnes 45, 71
Droit de douane 69
Droit d'enregistrement 69
Durée de détention provisoire 123, 125
Durée d'emprisonnement ferme 149, 203
Durée de l'instruction 117, 119
Durée des affaires civiles . . . . . 31 à 43, 75 à 79, 89, 93, 101

E

Effectif budgétaire de la justice 17
Effet de commerce 53, 71
Élections à certains organismes 69
Élections politiques 69
Émancipation 45
Emphytéose 65
Emploi de stupéfiants 195
Emprisonnement . . . . . 151, 161 à 203, 213, 253
Enfance délinquante . . . . . 247 à 253
Enfance en danger . . . . . 247 à 253
Entrave à la représentation des salariés 189

Pages

Entrave aux fonctions de l'inspecteur du travail 189
Entrée ou séjour irrégulier d'un étranger en France 199, 200
Escroquerie 179, 215, 255
Établissement judiciaire 19, 20
Établissement pénitentiaire 19, 212
État civil 45
Évasion de détenu 221
Exercice illégal d'une profession s.a.i. 191
Exercice illégal d'une profession médicale 195
Exhibition sexuelle 169
Expert judiciaire 313
Expulsion de locataire 51, 57, 93
Extorsion de fonds 179
Extradition 219

F

Fabrication, commerce illicites d'explosifs 199
Falsification de document 203
Faute (divorce pour) 47, 87
Faux en écriture privée 151, 203
Faux en écriture publique 151, 203
Faux et usage de faux 203, 215, 263
Faux-monnayage 199
Filiation adoptive 49
Filiation légitime 49
Filiation naturelle 49
Filouterie 179
Formation professionnelle 69
Foyer d'action éducative 17, 247
Fraude s.a.i. 151, 193
Fraude à l'impôt 193
Fraude aux prestations et cotisations sociales 189
Fugue du détenu 221

G

Gage 65
Gérance du fonds de commerce 51
Gestion délictueuse 191
Grâce conditionnelle 229
Greffier s.a.i. 17
Greffier de tribunal de commerce 311
Greffier en chef 17
Groupement 51, 53, 71

H

Habitation 65
Harcèlement sexuel 169
Homicide involontaire s.a.i. 151, 165, 215, 263
Homicide involontaire par conducteur 165
Homicide volontaire 149, 161, 215, 263
Huissier de justice 311
Hygiène et sécurité 189
Hypothèque 65, 71

I

Impayés 95, 97
Implantation immobilière 19
Incapacité des majeurs 47, 83
Incapacités des mineurs 45, 81
Incarcération 217, 219, 265, 267
Indemnisation des victimes d'infraction 141
Indemnisation en matière de détention provisoire 139
Indivision 51, 71
Infraction à la circulation routière . . . . . 151, 155, 183, 361 à 365
Infraction contre la famille 151, 173
Infraction à la législation des chèques 151, 187

Pages

Infraction à la législation du travail
Infraction à la législation économique
Infraction à la législation financière
Infraction à la législation sur la concurrence
Infraction à la législation sur la famille
Infraction à la législation sur la police des étrangers
Infraction à la législation sur la santé
Infraction à la législation sur la sécurité sociale
Infraction à la législation sur la télécommunication
Infraction à la législation sur le commerce
Infraction à la législation sur l'environnement
Infraction à la législation sur les finances publiques
Infraction à la législation sur les jeux de hasard
Infraction à la législation sur les mœurs
Infraction à la législation sur les prix
Infraction à la législation sur les sociétés
Infraction à la législation sur les stupéfiants
Infraction à la législation sur les transports
Infraction à la sûreté publique
Infraction à l'ordre administratif
Infraction à l'ordre économique
Infraction à l'ordre judiciaire
Infraction à l'ordre public général
Infraction contre la personne
Infraction contre les biens
Infraction douanière
Infraction en matière de chasse
Infraction en matière de navigation
Infraction en matière de pêche
Infraction militaire
Injonction de payer
Injonction thérapeutique
Insertion professionnelle
Insoumission
Institution spéciale d'éducation surveillée
Instruction : décision de clôture
Interdiction de résidence
Interdiction de séjour
Interdiction d'émettre des chèques
Interdiction du permis de conduire
Interdiction du territoire français
Intérêts des salariés

J

Jeunes majeurs
Jours-amende
Juge de l'application des peines
Juge de l'exécution
Juge des affaires familiales
Juge des enfants
Juge d'instruction
Juridiction de l'expropriation
Juridiction de proximité
Juridiction régionale de la libération conditionnelle
Juridiction s.a.i.

Pages

L

Légitimation . . . 49
Levée de scellés . . . 37
Libéralités . . . 51
Libération s.a.i. . . . 219, 267
Libération conditionnelle . . . 227, 229, 267
Licenciement . . . 67
Liquidation judiciaire s.a.i. . . . 43, 53, 55, 91
Liquidation judiciaire immédiate . . . 43, 91, 353 à 356
Location . . . 51

M

Magistrat . . . 17
Maison centrale . . . 19, 212
Maison d'arrêt . . . 19, 212
Majeur protégé . . . 47
Mandat de dépôt . . . 123
Mandataire liquidateur . . . 311
Manifestation de volonté . . . 78
Mariage . . . 49
Médecine du travail . . . 189
Médiateur . . . 287 à 291
Médiation . . . 107, 109
Médiation-réparation . . . 107, 109, 239, 331 à 333
Menaces . . . 173
Mesure alternative . . . 109, 113, 239, 327 à 331, 331 à 334
Mesure d'investigation . . . 245
Mesure éducative . . . 153, 155, 162, 163, 176 à 181, 187, 195, 197, 203, 251, 253, 259
Meurtre . . . 161
Meurtre sur mineur . . . 161
Milieu fermé . . . 213 à 221, 261 à 165
Milieu ouvert . . . 229, 231
Mineur protégé . . . 45, 81
Mise en liberté surveillée . . . 255
Mise en examen . . . 117, 119, 239
Mise sous protection judiciaire . . . 255
Mitoyenneté . . . 63
Montant des amendes . . . 153 à 204

N

Nantissement . . . 51, 65
Nationalité . . . 37, 45, 79
Naturalisation . . . 79
Négociation collective . . . 67
Nom . . . 45, 85
Non-assistance à personne en danger . . . 173
Non-lieu . . . 103, 117, 119, 121, 123
Non-lieu pour démence . . . 119
Non-représentation d'enfant . . . 173
Notaire . . . 313

O

Obligations à caractère alimentaire . . . 49, 71, 85
Obstacle au contrôle de transport routier . . . 183
Office d'avocats . . . 309
Office d'avoués . . . 311
Office de commissaires-priseurs . . . 313
Office de greffiers de tribunal de commerce . . . 311

Index alphabétique [suite]

Pages

Office de notaires . . . 313
Office d'huissiers . . . 311
Officier du ministère public . . . 103, 115
Opposition . . . 129, 131, 133, 135, 137
Opposition à injonction de payer . . . 97
Ordonnance d'incarcération provisoire . . . 217
Ordonnance pénale . . . 115, 133, 339 à 345
Ordonnance sur requête . . . 31
Outrage à agent de l'autorité publique . . . 197
Outrage à un magistrat . . . 197
Outrage aux bonnes mœurs . . . 169

P

Pacte civil de solidarité (PACS) . . . 37
Parquet . . . 107 à 113, 239, 327 à 333
Partage . . . 51, 71
Paternité naturelle . . . 49
Peine de substitution . . . 153, 155, 161 à 204, 255, 259
Pension alimentaire . . . 49, 85
Permission de sortir . . . 227
Perpétuité . . . 149, 161, 169, 175, 215, 251
Personnel de surveillance . . . 17
Personnel éducatif . . . 17
Personnes morales . . . 109, 129
Placement à l'extérieur . . . 223
Placement en établissement d'éducation surveillée . . . 255
Placement s.a.i. . . . 243, 335 à 337
Plainte . . . 105, 107, 115
Plan de cession de l'entreprise . . . 55, 91
Plan de continuation de l'entreprise . . . 55, 91
Plan de redressement judiciaire . . . 91
Police des étrangers . . . 151, 199
Police des nomades . . . 151, 199
Port et transport illicite d'armes . . . 151, 199
Possession immobilière . . . 65, 71
Possession mobilière . . . 65
Prénom . . . 45, 85
Prestation compensatoire . . . 49, 85
Prêt d'argent . . . 59, 71
Prévenu . . . 213 à 217, 261 à 265
Privilèges . . . 55, 75
Prix illicites . . . 193
Procédures alternatives aux poursuites . . . 107, 109, 239
Procès-verbal . . . 105, 107, 239, 241
Propriété artistique . . . 63, 67, 71
Propriété immobilière . . . 63, 71
Propriété industrielle . . . 53
Propriété littéraire . . . 63, 67, 71
Propriété mobilière . . . 65
Protection des majeurs . . . 83
Protection des mineurs . . . 81
Protection sociale . . . 67, 69, 71
Proxénétisme . . . 169, 171, 215
Publicité mensongère . . . 191

Q

Quasi-contrat . . . 61, 63, 71

R

Racolage . . . 169
Rébellion . . . 197
Recel . . . 151, 175, 177, 215, 257, 265
Recel qualifié . . . 175
Recherche des causes de la mort . . . 117
Récidive . . . 204 à 208
Réclusion criminelle . . . 149, 161, 169, 175, 215, 251, 253, 263

Pages

Réclusion criminelle à perpétuité . . . 149, 161, 169, 175, 215, 251, 253, 263
Redressement judiciaire . . . 53, 55, 91, 353 à 356
Redressement judiciaire civil . . . 53, 99
Référé . . . 31 à 43, 71, 95, 97, 323 à 325, 339 à 359
Refus de vérification d'état alcoolique . . . 183
Refus d'obtempérer . . . 183
Régime matrimonial . . . 49
Relations du travail . . . 67, 71
Relaxe . . . 129, 133, 137
Remise à personne . . . 255, 259
Rémunération . . . 37, 67
Réponse pénale . . . 107, 109, 239, 241, 327 à 333
Requête conjointe . . . 47, 87, 89
Responsabilité s.a.i. . . . 61, 71
Responsabilité des personnes publiques . . . 69
Responsabilité du fait d'autrui . . . 63
Responsabilité du fait des choses immobilières . . . 61, 71
Responsabilité du fait des choses mobilières . . . 61
Responsabilité du fait des véhicules . . . 61, 71
Responsabilité personnelle de certaines personnes qualifiées . . . 63, 71
Rétablissement personnel . . . 99
Retrait de provision d'un chèque . . . 187
Révision des condamnations pénales . . . 139
Risques professionnels . . . 69
Rupture de la vie commune . . . 47, 49, 87, 89
Rupture du contrat de travail . . . 67
Rupture d'union . . . 85, 87, 89

S

Saisie . . . 99
Salarié protégé . . . 67
Sanction disciplinaire . . . 67
Section prud'homale . . . 47, 347 à 351
Semi-liberté . . . 225
Séparation de corps . . . 47, 71, 85, 87
Séquestration . . . 173
Servitudes . . . 65, 71
Service éducatif auprès du T G I . . . 17, 247
Service pénitentiaire d'insertion et de probation . . . 228, 229, 231
Société civile professionnelle d'avocats . . . 309
Société civile professionnelle d'avoués . . . 311
Société civile professionnelle de commissaires-priseurs . . . 313
Société civile professionnelle de greffiers de tribunal de commerce . . . 311
Société civile professionnelle de notaires . . . 313
Société civile professionnelle d'huissiers de justice . . . 311
Succession . . . 51, 71
Suicide de détenu . . . 221
Suivi socio-judiciaire . . . 159
Surendettement des ménages . . . 71, 99
Suspension du permis de conduire . . . 153, 155, 162, 165 à 167, 176, 179, 181, 184, 197, 203

T

Taux d'appel . . . 29, 31, 35, 41
Technique de vente répréhensible . . . 191
Tentative préalable de conciliation . . . 35
Testament . . . 51
Trafic de stupéfiants . . . 195
Transport d'armes . . . 151, 199, 255
Transport de stupéfiants . . . 195
Transport routier sans autorisation . . . 183
Travail illégal . . . 189
Travail d'intérêt général . . . 153, 162 à 203, 228, 253, 255

Pages

Tribunal administratif . . . . . 19, 277 à 279
Tribunal aux armées 135
Tribunal correctionnel 1 . . . . . 109, 119, 123, 129
Tribunal de commerce . . . . . 19, 20, 43, 97, 353 à 356
Tribunal de grande instance . . . . . 19, 20, 31, 95, 323 à 325
Tribunal de grande instance à compétence commerciale . . . 19, 20 . . . . . 33, 359
Tribunal de police . . . . . 109, 115, 119, 133, 339 à 345
Tribunal de première instance 19, 20
Tribunal de première instance à compétence commerciale . . 19, 20
Tribunal des affaires de sécurité sociale 19, 20, 39
Tribunal des conflits 275
Tribunal d'instance . . . . . 19, 20, 35, 95, 339 à 345
Tribunal du travail 19, 20
Tribunal mixte de commerce 19, 20
Tribunal paritaire des baux ruraux 39
Tribunal pour enfants . . . . . 19, 20, 119, 131, 121, 123, 131 . . . . . 241, 243, 335 à 337
Tribunal supérieur d'appel 19, 20
Tromperie sur la marchandise 189
Tutelle s.a.i. 45, 47, 81, 83
Tutelle aux prestations sociales 47, 83
Tutelle avec conseil de famille 83
Tutelle d'État 83
Tutelle en gérance 83
Tutelle sous forme d'administration légale 83

Pages

U

Usage 65
Usage illicite de stupéfiants 195
Usufruit 65
Usurpation de fonctions 197
Usurpation de titre 197
Usurpation d'identité 197

V

Vente 57, 71
Viol 149, 197, 215, 251, 253
Violation à l'interdiction d'émettre un chèque 187
Violation de domicile 171
Violences par conjoint ou concubin 159
Violences sur agent de l'autorité publique 195
Violences sur un magistrat 195
Vol 0. . . . . 151, 175, 146, 215, 255, 361 à 365
Vol qualifié 175, 215, 263

W

Warrant agricole 37

Les autres publications
de la Sous-direction de la Statistique et des Études

"LES CHIFFRES CLÉS DE LA JUSTICE"

Un fascicule annuel qui rassemble les principaux chiffres sur les moyens et l'activité de la Justice.

"INFOSTAT JUSTICE"

Un thème d'actualité, analysé en quatre pages de commentaires et tableaux, accessibles à tous publics.
Derniers numéros parus :

105. Les affaires prud'homales en 2007
104. Les divorces prononcés de 1996 à 2007
103. Les condamnations de personnes morales en 2005
102. L'appel des décisions des cours d'assises : conséquence sur la peine
101. L'activité pénale des parquets en 2007
100. L'appel des décisions des cours d'assises : conséquence sur la déclaration de culpabilité
99. Les admissions à l'aide juridictionnelle en 2006
98. Les victimes face à la justice
97. Le pacte civil de solidarité [PACS] : une forme d'union qui se banalise
96. Une analyse statistique du traitement judiciaire de la délinquance des mineurs
95. Les condamnations pour infractions à la sécurité routière en 2005
94. Le suivi-socio judiciaire : bilan de l'application de la loi du 17 juin 1998
93. La contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants mineurs dans les jugements de divorce
92. Le recours des victimes aux avocats et aux associations d'aide aux victimes
91. L'activité des juridictions commerciales en 2005
90. Les annulations de mariages en 2004

Consulter le site internet du ministère de la Justice : http://www.justice.gouv.fr

Adresser ce BON DE COMMANDE, accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de "Régie du ministère de la Justice", à :

Ministère de la Justice
Sous-direction de la Statistique, des Études et de la Documentation
13 place Vendôme 75001 Paris
Fax : 01 44 77 66 50

Titre	Numéro(s) ou Année (s)	Prix unitaire	Nb d'exemplaires	Total
Les chiffres-clès de la Justice		gratuit		
Infostat-Justice - le numéro		2 Euros x	=	
-Abonnement - 11 numéros		20 Euros x	=	
Total				

Nom : .....
Raison sociale : .....
Adresse : .....

L'annuaire statistique de la Justice est édité par la Documentation française